

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

BIBLIOTHÈQUE 4244

UNIVERSELLE

REVUE SUISSE

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET

REVUE SUISSE

LAUSANNE

IMPRIMERIE DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

15, Avenue de la Gare, 15

1878

CHRONIQUE DE LA REVUE SUISSE

LONDON

HARRISON & Co, 15, King William Street, Strand

1878

A. CHAMBERLIN - A. J. CHAMBERLIN

NEW YORK

G. B. SWEENEY & Co, 7, Nassau Street

1878

Des souscriptions

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES (S. A.)

GEVAË SUISSE

B
2

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET
REVUE SUISSE

CENT-VINGTIÈME ANNÉE

TOME LXXVII

2.25
LAUSANNE

BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

23, Avenue de la Gare, 23.

PARIS

CHEZ H. LE SOUDIER, 174 et 176, Boulevard Saint-Germain.

LONDRES

HACHETTE & C^{ie}, 18, King William Street, Strand.

LEIPZIG

A. TWIETMEYER. — F.-A. BROCKHAUS.

NEW-YORK

G.-E. STECHERT & C^o, 9 East, 16th Street.

1915

Tous droits réservés.

137803
10/2/16

GUERRE ET DROIT

La puissance de la pensée humaine
doit s'affirmer dans le droit interna-
tional.

BLUNTSCHLI.

Antithèse flagrante, dira-t-on. Le droit veut l'ordre social par la justice. La guerre est le règne de la violence. Le droit cherche à favoriser le développement de la société par l'organisation rationnelle et harmonieuse de l'activité humaine. Le droit protège la marche ascendante de l'humanité vers un idéal de justice et de beauté. La guerre tend à l'anéantissement des forces vives d'un Etat auquel un autre Etat veut imposer sa volonté. C'est le carnage organisé de milliers et de milliers de vies innocentes. La guerre répand sans compter des souffrances indicibles, semant partout le deuil, la misère. Elle met la haine au cœur. Elle réveille et développe chez l'homme les instincts les plus brutaux. Si elle provoque aussi d'admirables actes d'héroïsme et de dévouement qui honorent l'humanité, ceux-ci ne compensent pas les atrocités sans nom, les monceaux de ruines qu'elle accumule derrière elle. La guerre, c'est le bouleversement de l'ordre et de la sécurité des Etats belligérants, avec des répercussions profondes souvent sur les neutres. Et cette perturbation générale apportée à la vie

des nations, ce n'est pas toujours un principe de justice qui la déclanche, et encore moins qui la dirige, une fois déchaînée : la loi du plus fort, si odieuse soit-elle, dépouillée peut-être de tout idéal généreux, inspirée essentiellement de considérations d'intérêts matériels, de vengeance et de haine, s'imposera aux vaincus. *Væ victis !*

Et pourtant, la guerre appartient au droit. Celui-ci lui a imposé sa loi, et, parfois, elle en est la sanction suprême. Suivant l'expression d'un juriste allemand, la guerre est un « rapport de droit » (*Rechtsverhältnis*¹).

Ce n'est pas une des moindres conquêtes de la civilisation que cet investissement de la guerre par le droit. Il montre combien l'idée de justice a pénétré les esprits et façonné la conscience des peuples civilisés. Ceux-ci ont compris la nécessité de soumettre même leurs luttes les plus violentes à des règles qui en limitent et atténuent les conséquences : principes de loyauté, principes d'humanité, dont tous se flattent d'être profondément imbus, car ils y voient le critère d'une civilisation supérieure. Cela est attesté par l'effort de tout Etat belligérant pour proclamer son bon droit : chacun cherche à convaincre le monde qu'il lutte pour la juste cause, selon les lois de la guerre, et affirme que son adversaire agit contre le droit, au mépris de celles-ci². Cette préoccupation ne s'explique que par une pénétration toujours

¹ Von Liszt (un des signataires de l'« Appel aux nations civilisées »), *Das Völkerrecht*, 1913, § 39.

² Il ne faut considérer, semble-t-il, que comme de misérables élucubrations de cerveaux détraqués ou surexcités certaine théorie émise récemment et d'après laquelle tout moyen doit être approuvé d'avance, qui tend à l'anéantissement sans merci de l'adversaire. Pareille théorie n'engage que la responsabilité de ses malheureux auteurs et non celle de la nation affligée de tels sujets.

plus complète de la notion de droit dans tous les domaines de l'activité humaine. Et une autre preuve encore que nous avons conscience de l'existence d'un véritable droit entre les peuples est fournie par ce fait, si finement relevé par M. Louis Renault dans son remarquable discours lu à l'Institut de France le 26 octobre dernier :

« Nous sommes plus irrités par un acte réputé injuste, que nous n'hésiterons pas à qualifier de crime, que par un fait normal de guerre, même entraînant de graves conséquences pour les choses ou les personnes. L'exécution sommaire, par un belligérant, d'un habitant inoffensif nous émeut plus que la mort de centaines de soldats dans un engagement régulier. »

C'est là une constatation encourageante pour ceux qui, malgré les atrocités de l'heure présente, persistent à croire que le droit, émanation d'une conscience juridique commune, doit être à la base des relations entre les nations aussi bien qu'entre les individus.

Cette conscience juridique commune, indispensable à un droit international, a été lente à se former. L'exclusivisme national, dont l'antiquité était imbuë, s'opposait absolument à la conception d'un droit des nations. Même les Phéniciens et les Carthaginois, que leur commerce étendu mettait en relation avec beaucoup d'autres peuples, n'ont jamais considéré ceux-ci que comme des ennemis, bons à exploiter ou à subjuguier. Et, bien que Cicéron parle de la « société du genre humain », Rome encore voyait dans l'étranger un ennemi, qu'il fallait asservir : *Adversus hostem æterna auctoritas*. Mais son droit, le plus admirable monument de la science juridique, répandu dans son immense empire, devait contribuer dans une large mesure à façonner une mentalité juridique commune à des peuples de races et de religions

très différentes. Cette élaboration fut gravement entravée par la féodalité : ici, l'absence d'unité nationale et le morcellement de la souveraineté furent le principal obstacle. Par contre, le christianisme, en créant un lien entre des peuples séparés précédemment par des religions souvent opposées, en adoucissant les mœurs, en relevant le sentiment de la dignité humaine, en réveillant les consciences, en faisant appel à ce qu'il y a de meilleur dans le cœur de l'homme, le christianisme devait être un facteur très puissant de la formation, puis du développement d'un droit des gens. Et il est intéressant de constater que, parmi les premières dissertations relatives à cette discipline de la science juridique, plusieurs sortirent de la plume de théologiens.

Cette action du christianisme se manifeste avant tout dans le domaine de la guerre, car celle-ci a été, à l'origine, la principale, souvent la seule relation de peuple à peuple. L'Eglise s'efforça de restreindre le nombre des guerres, d'en limiter les effets en protégeant la population paisible, d'en adoucir les rigueurs entre combattants en condamnant l'emploi de certaines armes et en s'efforçant d'améliorer le sort des prisonniers. Certes, le fanatisme de prétendus chrétiens provoqua parfois des guerres sanglantes et sauvages : Alby, Avignon, Béziers, Carcassonne, d'autres villes encore en éprouvèrent toute l'horreur. Mais ces cas exceptionnels n'entament pas l'importance de l'influence du christianisme sur la formation d'un droit de la guerre. Et ainsi celle-ci, quelque paradoxal que cela puisse paraître, fut une des premières occasions d'un rapprochement des peuples sur le terrain du droit, rapprochement que l'expansion considérable du commerce international, la découverte de l'imprimerie,

les progrès de la science, et d'autres événements encore favorisèrent aussi grandement.

Facteur important de la formation d'un droit international, le christianisme, enfermé dans une conception trop étroite, devait cependant devenir, pendant un certain temps, un obstacle au développement de celui-ci, restreint, au début, aux seuls Etats catholiques, à l'exclusion, non seulement des païens, mais aussi des protestants. La tutelle de l'Eglise étouffait la notion de la personnalité propre et indépendante des Etats, idée fondamentale du droit des gens dont ceux-ci sont précisément les sujets, comme les individus sont les sujets du droit privé. En contribuant à briser l'obédience des Etats à la Papauté, en luttant pour la liberté religieuse et l'égalité des cultes, la Réforme, puis la guerre de Trente ans, ouvrirent les voies à un complet développement d'un véritable droit des nations : les traités de Westphalie de 1648 mettent les Etats protestants sur un pied de parfaite égalité avec les Etats catholiques dans la société des nations. Celle-ci, à vrai dire, ne s'étend qu'aux peuples chrétiens, et les « immortels principes » de liberté, d'égalité et de fraternité humaine, proclamés et répandus au loin par la Révolution et les armées napoléoniennes, n'apportèrent pas de modification immédiate à cette situation. Certes, ces principes, et surtout peut-être le mouvement révolutionnaire de 1848, contribuèrent au progrès de ce droit en forgeant son levier le plus puissant : le contrôle des affaires publiques par le peuple et l'opinion publique, dont l'influence ira toujours grandissant. Or, c'est là un élément capital. Comme l'a dit très justement l'éminent jurisconsulte zuricois Bluntschli, dont l'autorité fut grande en Allemagne sur-

tout peut-être, il importe que l'opinion publique « connaisse et approuve les principes qu'il y a lieu de faire prévaloir.... Plus ces principes seront répandus et universellement admis, plus le sentiment clair du droit se développera dans l'humanité, plus aussi l'efficacité du droit international sera assurée dans le monde. *La puissance de la pensée humaine doit s'affirmer dans le droit international.* » Mais c'est après la guerre de Crimée seulement qu'un Etat non chrétien fut mis au bénéfice du droit des gens : sous l'égide de l'Angleterre, de la France et de la Sardaigne, la Turquie, avec le traité de Paris de 1856, fit son entrée dans le concert européen. Par cette brèche, tous les Etats arrivés à un certain niveau de civilisation, Chine, Japon, Perse, Siam, etc., devaient pénétrer, peu à peu, dans ce cercle, si fermé au début, de la société des nations. Aujourd'hui toutes les races s'y rencontrent. Toutes les religions y fraternisent. Monarchies et républiques y sont réunies. Grands et petits, les Etats y sont égaux, ayant les mêmes droits et les mêmes obligations. Au-dessus de toutes les barrières de race, de religion, de langue, de conceptions politiques, d'intérêts économiques, au-dessus de toutes les rivalités, un patrimoine juridique commun à l'humanité civilisée s'est constitué, sous la forme de droit coutumier, d'abord, puis de traités internationaux.

La coutume et les traités, telle est, en effet, la double source directe du droit qui régit aujourd'hui les relations tant belliqueuses que pacifiques des Etats, dans les domaines les plus divers du commerce, de l'industrie, de la justice, des arts, des sciences, de la politique, des finances, etc., etc. Quel chemin parcouru depuis l'époque où, seule, la guerre intéressait le droit des gens ! C'est ce qu'oubliaient souvent ceux qui, en présence de viola-

tions flagrantes des lois de la guerre, proclament la faillite du droit international. L'assassinat le plus monstrueux permet-il de conclure à l'inexistence du droit interne ? Assurément pas. La plus odieuse violation d'une règle du droit des gens ne permet pas davantage de nier celui-ci.

Non ; pour n'être pas l'œuvre d'une autorité législative supérieure aux Etats, ce droit n'en existe pas moins : les Etats l'ont constamment reconnu. Tous sont profondément pénétrés de son absolue nécessité. Celui-là même qui le viole sait bien s'en prévaloir quand il y trouve son avantage. Bien qu'aucun juge et qu'aucune autorité exécutive, dominant les Etats, ne soient chargés de l'appliquer, puis de faire respecter les sentences rendues, ce droit préside quotidiennement à d'innombrables relations internationales. Mais sa sanction ? Question délicate, qui comporterait une discussion de droit pur, hors de place ici. Qu'il suffise de dire que des sanctions existent, sinon toujours, du moins dans la majeure partie des cas. C'est, entre autres, la crainte de représailles et de mise hors la loi auxquelles s'exposerait l'Etat qui violerait ses engagements ou les usages internationaux. C'est aussi la pression, considérable aujourd'hui, de l'opinion publique, qu'un Etat ne saurait braver sans danger. Il y va de l'honneur et du crédit des Etats de respecter leurs engagements et les usages du droit des gens ¹. Il est très désirable que cette opinion se manifeste hautement et librement, partout, à ce sujet. Une sanction plus précise a été introduite dans la convention de La Haye de 1907, sur les lois et coutumes de la guerre sur terre : c'est l'indemnité due par la partie belligérante

¹ Voir la réponse du mikado à Guillaume II la veille de la reddition de Tsing-Tao, d'après le *Temps* du 27 novembre 1914.

qui violerait celles-ci, chaque Etat étant d'ailleurs rendu responsable de tous actes commis par une personne appartenant à sa force armée. Cette importante innovation est due à l'initiative de la délégation allemande. En l'adoptant, la conférence de La Haye « a voulu tenir compte de ce que les dispositions du règlement ne doivent pas être observées seulement par les commandants des armées belligérantes, mais, d'une façon générale, par tous les officiers, sous-officiers et soldats, et c'est pourquoi elle a étendu au droit des gens, dans tous les cas d'infractions, le principe du droit privé d'après lequel le maître est responsable de ses préposés ou agents ¹. » Enfin, sanction suprême, mais qui n'appartient qu'aux plus forts, c'est la guerre, avec ses conséquences, redoutables même pour le vainqueur.

Un jour sans doute, bientôt peut-être, une sanction plus certaine et moins cruelle sera trouvée. L'urgente nécessité en apparaît aujourd'hui plus que jamais, où le triste spectacle d'un Etat violant cyniquement ses engagements solennels, en même temps que les principes les plus élémentaires d'humanité et de loyauté, a été donné au monde consterné. Ce crime sans excuse, le plus odieux que l'histoire moderne ait à enregistrer et qui ne doit être ni surpassé, ni répété, ni imité, provoquera certainement un accord des Etats civilisés pour instituer une sanction dont le fonctionnement soit assuré par tous, grands et petits. De l'excès du mal sortira quelque bien. S'il n'en était pas ainsi, le droit des gens aurait vécu. Avec lui s'effondreraient les conquêtes les plus précieuses de quelques siècles de civilisation ; avec lui disparaîtraient les petits Etats, dont le droit est la sauvegarde

¹ Rapport au ministère des affaires étrangères de la délégation française à la deuxième conférence de la paix, p. 77.

suprême. Le droit international public est nécessaire au développement pacifique de la société des nations, au complet épanouissement de la civilisation, à la liberté des peuples. Mais il n'est possible que s'il est de principe absolu et sans réserve que les traités font loi entre les parties et que leur violation est un crime de lèse-humanité, contre lequel tous doivent s'insurger avec la dernière énergie. De même que, dans la société, le crime doit provoquer une réaction vigoureuse, de même, dans le cercle plus vaste de la communauté internationale, il est des actes en face desquels le silence et même l'inaction sont une faiblesse coupable. Celui qui, en se croisant les bras, regarde égorger son voisin, saurait-il se plaindre du sort qui l'attend ? En laissant Rome détruire Carthage, la Grèce antique n'a-t-elle pas été complice de sa propre décadence ?

Mais, puisque seule la guerre est en cause ici, quelles sont donc ses lois ? Les exposer toutes prendrait un gros volume. Il faut se borner à quelques-unes, présentant un intérêt d'actualité, en évitant toute discussion de nature exclusivement juridique : ces lignes, dépourvues d'originalité et de prétention scientifique, n'apprendront rien aux juristes.

Les lois actuelles de la guerre ont une double source : les traités internationaux et, à défaut de ceux-ci, les usages.

En outre, dans plusieurs pays, des prescriptions internes ont été publiées à l'usage de l'armée, indiquant les règles à observer dans la conduite des hostilités ¹ : ces

¹ En Allemagne : *Kriegsbrauch im Landkriege*, publié par le grand état-major. — En Angleterre : *Land Warfare*. — Aux Etats-Unis : *Instructions de 1863 pour les armées des Etats-Unis en campagne*. — En France : *Manuel de droit international à l'usage des armées de terre* (non officiel). — En Suisse : *Lois et coutumes de la guerre sur terre*. — Etc.

prescriptions se conforment, d'une façon générale, aux conventions et usages internationaux.

Un premier point doit donc être bien mis en lumière : même en l'absence d'une disposition contractuelle sur telle ou telle question, les belligérants n'ont pas la liberté d'agir au gré de leur fantaisie ou de leurs instincts : ils doivent s'inspirer « des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique, » — ce sont les termes mêmes de la convention de La Haye du 18 octobre 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, signée par tous les belligérants actuels.

En principe, tout Etat a le droit de guerre et reste seul juge de son exercice, dont sa loi constitutionnelle fixe librement l'attribution¹.

Toutefois la doctrine, d'accord avec l'opinion publique, n'admet pas que toute guerre soit légitime : celle-ci est l'*ultima ratio*, le moyen suprême auquel un Etat ne doit avoir recours qu'après avoir épuisé les modes pacifiques de solution d'un conflit, pour sauvegarder son autonomie, garantir sa sécurité menacée ou obtenir la réparation d'une offense.

Assurément chaque Etat apprécie souverainement le moment auquel le recours à la force lui paraît être une nécessité. L'Autriche-Hongrie, voyant dans le mouvement « panserbe » une menace grave pour sa sécurité, a jugé nécessaire et par conséquent légitime de recourir à la guerre pour conjurer ce péril. Pour la Serbie, l'*ultima-*

¹ La déclaration de guerre appartient : en Allemagne, à l'empereur, avec l'assentiment du conseil fédéral, sauf cas de défensive ; en Autriche-Hongrie, à l'empereur ; en Belgique, au roi ; en France, au président de la République, avec l'assentiment des chambres ; en Italie, au roi ; en Russie, à l'empereur ; en Suisse, à l'Assemblée fédérale.

tum stupéfiant du 23 juillet 1914 est apparu comme une menace directe à son indépendance, menace qui, à son point de vue, aurait légitimé une déclaration de guerre de sa part à l'Autriche. Aucune norme précise ne permet donc de fixer les conditions de légitimité d'une guerre. Aussi le droit positif n'a-t-il pas tenté d'édicter, sur ce point, une règle, qui fatalement aurait été abandonnée à l'arbitraire des parties, au détriment des Etats les plus faibles. Une seule restriction, jusqu'à ce jour, a été apportée, par un acte international général, à ce droit de guerre des Etats : c'est celle par laquelle ceux-ci se sont interdit d'avoir recours à la force armée pour le recouvrement de dettes contractuelles dues à leurs nationaux, à moins que l'Etat débiteur ne refuse une offre d'arbitrage¹. C'est un jalon, bien modeste, dans la voie de la limitation contractuelle du droit de guerre des Etats.

Il est permis de voir, au même titre, une limitation de ce droit dans les traités spéciaux d'arbitrage obligatoire que certains Etats ont conclus deux à deux. Mais ici, pour le moment encore, il n'y a aucun lien mondial².

Limité dans son exercice, le droit de guerre l'est beaucoup plus dans ses moyens. C'est ici plus spécialement qu'interviennent les lois de la guerre.

Moyen suprême pour un Etat de sauvegarder ses droits essentiels, la guerre justifie tous les actes indispensables à son but, qui est d'imposer la volonté de l'un des belligérants à son adversaire, en réduisant à l'impuissance les forces vives de celui-ci.

¹ Deuxième convention de La Haye, de 1907.

² Le projet de traité mondial d'arbitrage obligatoire soumis à la conférence de La Haye de 1907, adopté par 32 délégations, fut repoussé par 9, dont celles d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse et de Turquie; 3 abstentions. Mais cette conférence, où 44 Etats étaient représentés, a été unanime à reconnaître le *principe* de l'arbitrage obligatoire.

Les actes qui ne sont pas nécessaires à ce but ne sont pas légitimes. Et, en outre, ce principe de nécessité qui, à la fois, justifie et limite le droit de guerre, doit être atténué par des règles d'humanité et de loyauté. Assurément la notion d'humanité est toute relative, car tout acte de guerre peut paraître inhumain. Mais en tempérant les rigueurs de la guerre par des considérations d'humanité, on entend simplement marquer que, même dans la lutte la plus acharnée, il y a des limites au delà desquelles c'est la barbarie. Celles-ci échappent à une réglementation précise. Chaque belligérant les tracera lui-même par ses agissements et marquera ainsi le degré de sa civilisation, sous réserve des actes de représailles auxquels son adversaire le contraindrait. On peut en dire autant des principes de loyauté qui, de longue date, et sous l'influence de la chevalerie spécialement, ont dicté des règles dont la stricte observation doit être un point d'honneur pour tout soldat.

La nécessité, tempérée d'humanité et de loyauté, tel est le premier et grand principe dont s'inspirent tant les lois que les usages de la guerre.

Les actes de cruauté, les souffrances inutiles, les dépredations sauvages, les destructions que n'exigent pas impérieusement les opérations militaires, tout cela est interdit.

Un deuxième principe fondamental, mis en lumière par J.-J. Rousseau, et sorte de corollaire du premier, veut que la guerre soit une lutte engagée entre Etats, et non pas entre les citoyens de ceux-ci. De là des conséquences capitales en faveur de la population civile, des blessés, des prisonniers de guerre et de la propriété privée.

On retrouvera ces principes essentiels dans la plupart

des traités internationaux qui s'occupent de la guerre, et dont les plus importants sont :

1° La déclaration de Paris, de 1856, intéressant la guerre maritime (interdiction de la course, etc.)

2° Les conventions de Genève, de 1864 et de 1906, pour l'amélioration du sort des blessés, adaptées à la guerre maritime par les conventions de La Haye des 29 juillet 1899 et 18 octobre 1907.

3° La déclaration de Pétrograde de 1868, interdisant l'emploi de certains projectiles explosibles.

4° Les conventions de La Haye de 1899 et 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, avec les règlements y annexés.

5° La 3^e convention de La Haye de 1907, relative à l'ouverture des hostilités.

6° La 5^e convention de La Haye de 1907 concernant les droits et devoirs des neutres en cas de guerre sur terre.

7° La 13^e convention de La Haye de 1907, sur les droits et devoirs des puissances neutres en cas de guerre maritime.

8° Les 6^e et 7^e conventions de La Haye de 1907, relatives au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités et à leur transformation en bâtiments de guerre.

9° La 8^e convention de La Haye de 1907, traitant des mines sous-marines.

10° La 9^e convention de La Haye de 1907 concernant le bombardement par des forces navales.

11° La 11^e convention de La Haye de 1907, apportant certaines restrictions à l'exercice du droit de prise dans la guerre maritime.

On peut ajouter : la « Déclaration relative au droit de

la guerre maritime, » codification du droit coutumier, signée le 26 février 1909 à Londres par les plénipotentiaires de dix Etats maritimes.

D'une façon générale, chacune de ces conventions a force obligatoire pour les belligérants, mais pour autant seulement que tous l'aient signée.

Une première exigence de la loyauté, c'est que les hostilités soient précédées d'une déclaration. L'antiquité grecque et romaine avait déjà consacré cet usage, pour d'autres considérations peut-être. La déclaration solennelle par les féciaux, suivant des rites sacrés, était la condition nécessaire d'une guerre régulière, *bellum iustum*, sous les auspices des dieux. Cet usage s'est perpétué à travers le moyen âge, sous la forme des lettres de défi, jusqu'à nos jours, non sans éclipses momentanées, spécialement au dix-huitième siècle.

Aujourd'hui, cette règle coutumière est entrée dans le droit positif; elle fait l'objet de la 3^e convention de La Haye de 1907 sur l'ouverture des hostilités.

D'après cette convention, les hostilités ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque, sous la forme soit d'une déclaration de guerre motivée, soit d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle¹. En outre, l'état de guerre doit être notifié aux puissances neutres, pour lesquelles il entraîne aussi des droits et obligations.

Malheureusement, cette convention n'a pas fixé de

¹ Ainsi l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, du 23 juillet 1914, ne contenait pas de déclaration de guerre conditionnelle. Aussi l'Autriche a-t-elle fait, le 28 juillet, une déclaration de guerre à la Serbie. Il en est de même de l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie, du 31 juillet, suivi, douze heures plus tard, d'une déclaration de guerre, le 1^{er} août.

délai minimum entre la déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités. En cédant, sur ce point, à l'influence militaire¹, la conférence a frappé son œuvre de stérilité. Qu'importe une déclaration préalable, si celle-ci, envoyée télégraphiquement, peut être suivie, à la minute, de l'envahissement du territoire ennemi? Eviter que les Etats, dans la crainte perpétuelle d'une surprise, soient obligés d'entretenir des effectifs de paix considérables et ruineux, empêcher que la paix soit à la merci d'une simple patrouille qui, d'un coup de feu, déclancherait la guerre, garantir au commerce et spécialement au commerce maritime une plus grande sécurité, donner aux Etats plus de temps pour trouver une solution pacifique de leurs conflits, soustraire à la décision exclusive des hommes d'Etat, diplomates et généraux, le sort des nations, assurer aux peuples dont l'existence est en jeu la faculté de manifester eux-mêmes leur volonté, directement ou par leurs mandataires, et cela en pleine connaissance de cause, permettre aux Etats tiers d'offrir leur médiation, tels doivent être les principaux avantages d'une déclaration de guerre préalable. Mais pour cela il faut du temps, quelques jours au moins, quelques semaines parfois². Plusieurs guerres n'auraient-elles pas été conjurées ou, au moins, différées de quelques années si un certain laps de temps, depuis la déclaration, avait laissé à la réflexion la possibilité d'apaiser des passions

¹ Contrairement à une opinion très répandue, les conventions de La Haye ne sont nullement l'œuvre exclusive de juristes de cabinet et de diplomates. Les armées de terre et de mer y étaient représentées par des officiers supérieurs, dont les voix ont été très écoutées et ont exercé des influences décisives.

² Un auteur américain, Dudley-Field, proposait, il y a quelque 40 ans, un délai de 60 jours.

exaltées ? A moins que la guerre actuelle n'ait été résolument voulue par l'Allemagne¹ et que les pourparlers qui ont précédé l'ouverture des hostilités n'aient été qu'une manœuvre, la lecture de certains documents diplomatiques autoriserait le doute : quelques jours de plus n'auraient-ils pas permis à d'heureuses influences d'aboutir et de calmer la précipitation nerveuse de tel diplomate ou homme d'Etat, qui, dans ces heures tragiques, semble avoir perdu le sens de la réalité et entraîné, dans un instant de vertigineuse folie, la mort et les souffrances de millions d'êtres humains ?

Comment pareille chose est-elle possible à une époque où la souveraineté du peuple passe pour un dogme intangible ? Et cela, « pour des intérêts dynastiques qui n'ont rien de commun avec ceux de la civilisation². »

Et pourtant, si modeste que soit l'obligation d'une déclaration de guerre préalable et non équivoque, l'Allemagne ne paraît l'avoir respectée à l'égard ni de la France, ni de la Belgique, — sans parler du Luxembourg, vis-à-vis duquel on s'est tout permis. Le territoire français a été violé avant la déclaration de guerre du 3 août, avant même que l'ambassadeur d'Allemagne eût demandé ses passeports³; et le territoire belge était foulé le 3 déjà par des troupes impériales, alors que la note allemande, qui peut à peine être considérée comme une déclaration de guerre « non équivoque », est du 4 au matin.

¹ Plusieurs faits rendent cette hypothèse très vraisemblable.

² E. Haeckel, *Histoire naturelle de la création*. — Trad. franç., p. 155.

³ Message du président de la République française à la Chambre des députés, le 4 août.

Au moment de sa déclaration, la guerre a le double effet, d'une part, de séparer les Etats en belligérants et neutres, et, d'autre part, de grouper les ressortissants des belligérants en combattants et non-combattants. Chacune de ces catégories d'Etats et de citoyens va être, désormais, soumise à des règles spéciales.

L'état neutre est celui qui reste en dehors des hostilités engagées entre d'autres Etats. Sauf restrictions conventionnelles résultant d'une alliance et de certains traités de neutralité permanente, les Etats sont, en principe, libres d'observer une stricte neutralité ou de prendre part à ces hostilités. Celui qui entend rester neutre le fait savoir, généralement, aux belligérants¹ et cette qualité entraîne des devoirs et des droits tant pour ceux-ci que pour lui-même et ses sujets.

Cette question des droits et des devoirs des neutres, avec des distinctions, suivant qu'il s'agit de la guerre terrestre ou de la guerre maritime, est bien délicate pour être traitée sommairement. Quelques généralités peuvent, cependant, être esquissées.

Le principe fondamental, placé en tête de la cinquième convention de La Haye de 1907, est *l'inviolabilité du territoire des puissances neutres*². L'Etat neutre a le droit d'être à l'abri de tout acte direct d'hostilité.

Ainsi, pour la Belgique, le Luxembourg et la Suisse, dont l'inviolabilité territoriale est déjà garantie par des traités de neutralité permanente, il y a — suivant l'expression particulièrement heureuse dans la bouche d'un

¹ Ainsi, au début de la guerre actuelle, le Conseil fédéral suisse a fait une déclaration de neutralité.

² On le retrouve sous une autre forme aux art. 1 et 2 de la 13^e convention relative à la neutralité dans la guerre maritime.

homme d'Etat — trois « chiffons de papier », au moins, à déchirer avant de pouvoir lancer des troupes sur leur territoire sans déclaration de guerre préalable, soit : les traités de neutralité perpétuelle, la convention fixant les droits et devoirs des neutres, enfin celle relative à l'ouverture des hostilités, — chiffons auxquels s'ajoutent les règles de l'honneur, pour qui en a le sens.

Cette quadruple armature constituerait une sérieuse protection si la morale des Etats n'était parfois diamétralement opposée à celle des individus, pour lesquels parole jurée est sacrée.

En outre, il faut relever à la charge de l'empire allemand un abus manifeste du droit de guerre vis-à-vis de la Belgique, contre laquelle aucun *casus belli* ne pouvait être invoqué : ce petit royaume ne s'était rendu coupable d'aucune atteinte à l'honneur ou à la souveraineté de son redoutable voisin, d'aucune menace contre sa sécurité, pas même du plus léger manquement aux règles de la courtoisie internationale. Cela rend d'autant plus odieux les actes de dévastation sauvage, les cruautés barbares, les ignominies sans nom dont ce malheureux pays a été la noble victime, si l'on en croit les rapports officiels de la commission d'enquête instituée par le gouvernement belge, rapports corroborés par les récits des journaux des pays neutres.

Dans son discours au Reichstag, le 4 août, M. de Bethmann-Hollweg a reconnu que *c'est contre le droit des gens* que les troupes allemandes ont occupé le Luxembourg et foulé le territoire belge. Mais il a invoqué l'« état de nécessité. » Cette tentative de couvrir d'un manteau juridique un acte que le droit et la morale condamnent avec une égale énergie n'a pas même le mérite

de s'appuyer sur des allégations conformes à la réalité¹. S'en étant rendu compte, certains publicistes allemands se sont évertués à trouver une autre justification. Ils ont cru la découvrir dans des documents saisis *ultérieurement* à Bruxelles et qui établiraient la préparation d'un plan de défense de la Belgique, en commun avec l'Angleterre, contre une attaque allemande. Et aussitôt des juristes ont échafaudé une « construction », dont M. de Bethmann-Hollweg s'est emparé dans son discours au Reichstag, le 2 décembre, théorie dont il découlerait qu'en préparant sa défense la Belgique aurait violé elle-même sa neutralité ! Le moindre défaut de cette argumentation est de procéder *a posteriori*. L'aveu cynique du chancelier, le 4 août, était plus franc. Plus franche aussi l'attitude de M. Maximilien Harden, tançant celui-ci et plaçant l'Allemagne au-dessus du droit : « *La force crée pour nous le droit.* » Pour ceux que cette théorie ne satisfait pas complètement, la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique est une grave atteinte aux bases mêmes du droit des gens ; c'est une menace redoutable pour tous les Etats et surtout pour les petits. Aussi, à défaut d'une action directe, qu'une telle violation du droit aurait légitimée, une protestation, énergique, des Etats neutres, et spécialement à neutralité permanente, eût été pleinement justifiée : c'est là la forme diplomatique dont dispose un Etat pour marquer sa désapprobation, répudier toute apparence d'acquiescement tacite à une théorie dangereuse pour sa propre sécurité et décliner

¹ La suite des événements a démontré la fausseté « des nouvelles sûres d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur, » prétexte invoqué par la note allemande du 2 août, 19 h., à la Belgique.

toute solidarité morale avec la violation d'une règle indispensable à la sauvegarde de ses droits essentiels. Le silence est parfois humiliant.

De l'inviolabilité du territoire neutre découle l'interdiction pour les belligérants :

d'y faire passer non seulement des troupes, mais aussi des convois de munitions ou d'approvisionnements ;

d'y installer une station radio-télégraphique ou d'en utiliser une établie par eux avant la guerre, dans un but exclusivement militaire ;

d'y former des corps de combattants ou d'y ouvrir des bureaux d'enrôlement.

Et le corrélatif de ces devoirs négatifs des belligérants est le droit des neutres d'en assurer le respect sur son territoire. C'est même plus qu'un droit pour l'Etat neutre, c'est un devoir¹, dont l'inobservation engagerait sa responsabilité et pourrait être considérée comme un acte hostile de sa part vis-à-vis du belligérant au préjudice duquel la neutralité aurait été violée.

En tout cas, « ne peut être considéré comme un acte hostile le fait, par une puissance neutre, de repousser, même par la force, les atteintes à sa neutralité². » Aussi est-il surprenant de lire, dans la note-ultimatum de l'Allemagne à la Belgique, du 2 août :

« Si la Belgique se comporte d'une façon hostile contre les troupes allemandes, et particulièrement *fait des difficultés à leur marche en avant* par une opposition des fortifications de la Meuse ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages d'art, l'Allemagne sera *obligée* de considérer la Belgique en ennemie³. »

¹ Art. 5 de la 5^e convention de La Haye.

² Art. 10 de ladite convention.

³ *Livre gris belge*, annexe au n° 20. C'est nous qui soulignons.

C'est une hardie interversion des rôles et des responsabilités !

L'Etat neutre n'a pas l'obligation d'interdire l'exportation et le transit, pour le compte d'un belligérant, d'armes, de munitions et d'approvisionnements. Le commerce des neutres reste libre, soit entre eux, soit avec les belligérants, sauf pour la contrebande de guerre.

L'Etat neutre n'a pas non plus le devoir de restreindre l'usage, pour les belligérants, des installations télégraphiques et téléphoniques qui sont sa propriété ou celle des particuliers.

Dans la guerre *maritime*¹, l'Etat neutre n'a pas l'obligation de s'opposer au passage des navires de guerre des belligérants dans ses eaux territoriales ; ce passage n'est pas une atteinte à sa neutralité. Il n'a pas davantage l'obligation d'interdire l'accès de ses ports à ces navires. Ceux-ci peuvent même s'y ravitailler, mais simplement pour compléter leur approvisionnement normal du temps de paix, et ils peuvent y prendre le combustible nécessaire « pour gagner le port le plus proche de leur propre pays. » Par contre, les bâtiments de guerre belligérants ne peuvent pas y renouveler ni augmenter leurs approvisionnements en armes, munitions et équipement, ni y compléter leurs équipages. En cas d'avaries, ces bâtiments peuvent les réparer dans les eaux neutres.

Mais, à l'égard de tous ces actes, qui ne sont pas contraires à la neutralité, l'Etat neutre a le droit souverain d'imposer des conditions restrictives ou prohibitives sur son territoire, de limiter la liberté du commerce, en interdisant certaines exportations, avec l'obligation, dans ce cas, d'appliquer ces mesures uniformément aux divers

¹ Convention de La Haye, de 1907, sur les droits et les devoirs des puissances neutres dans la guerre maritime.

belligérants¹. Il doit observer une stricte impartialité et s'abstenir de tout ce qui contribuerait à augmenter les chances de succès de l'un des belligérants. Et, à ce sujet, il faut remarquer, avec un auteur allemand, Geffcken, que la même mesure prise à l'égard de deux belligérants peut cependant favoriser l'un au détriment de l'autre ; si, par exemple, elle est utile à l'un et inutile ou sans utilisation possible pour l'autre.

Pour la guerre *aérienne*, il n'y a pas encore de convention internationale qui lui soit propre. Les règles de la neutralité dans la guerre continentale et surtout dans la guerre maritime lui sont applicables par analogie, dans la mesure où elles ne se heurtent pas à une impossibilité ou à une difficulté propre à l'aérostation.

Quant à la notion d'une « neutralité bienveillante, » c'est une conception politique ; juridiquement, c'est un non-sens². Lors donc que le gouvernement allemand l'invoquait pour demander à la Belgique de laisser passer sur son territoire les troupes impériales, c'est une double violation du droit des gens (traités de 1831, 1839 et de 1907) qu'il réclamait de cet Etat. La doctrine, et notamment la doctrine allemande³, avait déjà combattu cette théorie de la concession du passage due par les neutres, théorie émise par quelques auteurs aux XVII^e et XVIII^e siècles (Grotius, Wolff), mais nettement condamnée par les conventions de La Haye.

La fière réponse du gouvernement du roi Albert, repoussant un marché sur la base d'un parjure, était donc

¹ Art. 7, 8 et 9 de ladite convention.

² « La « neutralité bienveillante » est en contradiction avec la notion de la neutralité et autorise l'adversaire à traiter en ennemi l'ami de son ennemi, » écrit von Liszt un des signataires de l'« Appel aux nations civilisées. » (*Op. cit.*, § 42, p. 330.)

³ Bluntschli, Heffter, Geffcken ; voir aussi von Liszt, *Op. cit.*, p. 331.

conforme non seulement à l'honneur, — ce qui aurait dû être suffisant, — mais encore au droit :

« Le Gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

» Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de 80 ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité.

» Si cet espoir était déçu, le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit ¹. »

Il faut en dire autant de la réponse que le gouvernement allemand s'est attirée du premier ministre Asquith en proposant un trafic sur la parole donnée ².

Quant aux nationaux des Etats neutres, ils ont aussi des obligations et des droits. Mais l'entente n'a pas pu s'établir à la deuxième conférence de la paix, sur un projet, présenté par la délégation allemande, de codification presque complète des règles applicables aux ressortissants neutres par les Etats belligérants. De sorte que la cinquième convention de La Haye de 1907, sur les droits et devoirs des neutres en cas de guerre sur terre, s'est bornée à formuler des règles générales sur ce point.

En deux mots : les ressortissants d'un Etat neutre ne doivent commettre ni actes d'hostilité contre un belligérant, ni actes en faveur d'un belligérant (en prenant, par

¹ « Quelle serait aujourd'hui l'attitude de la Grande-Bretagne... si nous avions accepté cette proposition infâme ? » Voir le discours de M. Asquith à la Chambre des communes, le 6 août.

² *Livre gris belge*, n° 22.

exemple, du service dans son armée). Mais consentir un emprunt à un belligérant, lui faire des fournitures, lui rendre des services en matière de police ou d'administration civile, ne sont pas contraires à la neutralité individuelle.

D'autre part, les sujets neutres ont le droit d'être protégés dans leurs personnes et leurs biens, meubles et immeubles, sur territoire belligérant, ces biens étant, avec les mêmes risques que ceux des indigènes, au bénéfice des lois de la guerre sur la propriété privée. Les neutres sur territoire belligérant peuvent être soumis aux mêmes réquisitions et contributions que les autres habitants. Ils n'ont pas une situation privilégiée, à cet égard, ainsi que le proposait le projet allemand soumis à la deuxième conférence de la paix. Certains Etats astreignent même au service militaire les étrangers domiciliés sur leur territoire.

Quant à la liberté de commerce des sujets neutres, tant entre eux qu'avec les belligérants, elle subsiste ; mais dans ce dernier cas, à leurs risques et périls, dans les limites des mesures prohibitives prises par les Etats et sous réserve soit de la contrebande de guerre, soit d'un blocus. Au principe que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, la déclaration de Paris de 1856 a ajouté que la marchandise neutre est insaisissable même sous pavillon ennemi ¹.

Enfin, la liberté de conscience et de pensée des sujets neutres reste pleine et entière. La « neutralité morale » n'est pas une notion juridique. C'est une invention d'esprits apeurés, qui sert parfois à couvrir d'un beau nom

¹ Cette question de la liberté commerciale des neutres est complexe et exigerait de longs développements, spécialement pour la guerre maritime. Elle n'est qu'esquissée ici.

un sentiment fort peu digne d'admiration. Les citoyens d'un Etat neutre, dans leur pays, ont le droit de manifester ouvertement leurs opinions, leurs sympathies et antipathies, d'admirer ou de critiquer les actes chevaleresques ou barbares des belligérants. C'est même parfois un devoir de conscience pour eux de le faire pour chercher à éclairer les esprits, à réveiller les sentiments d'humanité et à contribuer au respect du droit contre la force brutale.

Les sanctions des devoirs de la neutralité affectent surtout les Etats. Ceux-ci doivent non seulement s'abstenir eux-mêmes de tout acte contraire à leur neutralité, mais encore prendre les mesures pour que, sur leur territoire, aucun acte ne soit commis par des particuliers en violation de ces obligations. C'est pour n'avoir pas empêché des particuliers, dans ses eaux juridictionnelles, de commettre des actes contraires à la neutralité en armant et équipant des navires destinés à des opérations de guerre des Etats du Sud contre les Etats-Unis, que l'Angleterre s'est vue condamner, par sentence arbitrale du 14 septembre 1872, à payer à ceux-ci une indemnité de 15 $\frac{1}{2}$ millions de dollars.

Les Etats répondent non seulement de leur dol (soit intention hostile), mais encore de leur faute, dont la preuve doit naturellement être rapportée par celui qui l'allègue. Suivant la gravité de la violation commise, la sanction sera la guerre ou des dommages-intérêts, ou simplement une satisfaction morale¹.

¹ A sa session de Venise, en 1875, l'Institut de droit international a voté cette résolution : « La puissance lésée par une violation des devoirs de la neutralité n'a le droit de considérer la neutralité comme éteinte et de recourir aux armes pour se défendre... que dans les cas graves et urgents, seulement pendant la durée de la guerre. » Dans les autres cas, procédure arbitrale.

Vis-à-vis des individus, personnellement, la sanction des devoirs de la neutralité est simplement la perte du bénéfice de cette neutralité. Le neutre ne peut pas être traité plus rigoureusement par le belligérant vis-à-vis duquel il s'est départi de la neutralité que ne pourrait l'être, pour le même fait, un national de l'autre Etat belligérant ¹.

Tel est, brossé à grands traits, le tableau des lois de la guerre concernant les droits et devoirs des neutres. Outrageusement violées par l'Allemagne à l'égard de la Belgique et du Luxembourg, ces lois paraissent avoir été au contraire scrupuleusement respectées soit par les autres belligérants, soit par les neutres. C'est une constatation précieuse à enregistrer au moment où d'aucuns proclament, avec un peu trop de hâte, la faillite du droit des gens. Le simple passage, au-dessus du territoire suisse, d'avions militaires anglais partis de Belfort pour aller bombarder le chantier des zeppelins de Friederichshafen, peut difficilement aujourd'hui être qualifié de violation de la neutralité. Ce n'est en effet pas un principe généralement reconnu du droit des gens que la colonne d'air fasse partie intégrante du territoire de l'Etat sous-jacent et que la neutralité de celui-ci s'étende à celle-là. Le passage des aviateurs anglais était une infraction à l'arrêté pris, à bon droit, par le Conseil fédéral suisse et interdisant, d'une façon absolue, tout passage d'aérostats venant de l'étranger. Cette mesure de sûreté, édictée par la Suisse comme Etat souverain, pour sa propre protection, et non en exécution d'une obligation découlant de sa neutralité, devait s'imposer au respect des autres Etats, belligérants et neutres. Sa violation justifiait donc plei-

Art. 17 de la cinquième convention de La Haye.

nement une protestation du gouvernement fédéral, auquel toute satisfaction a été donnée par la France et l'Angleterre, cette dernière ayant d'ailleurs réservé expressément dans sa réponse la question de la souveraineté sur l'espace aérien.

Les lois de la guerre qui concernent les belligérants entre eux paraissent plus difficiles à respecter, si l'on en juge par les innombrables violations commises au cours des guerres les plus récentes et dont la campagne actuelle semble avoir son passif tout spécialement chargé. Le long et douloureux récit des atrocités commises n'appartient pas au droit. Mais à ce dernier incombe la tâche de rappeler tout au moins les principes d'humanité et de loyauté dont se réclament les peuples civilisés qui s'honorent de respecter leurs engagements.

ANDRÉ MERCIER,

Associé de l'Institut de droit international.

(La fin prochainement.)

SENLIS

— Non, nous n'avons pas pu protéger notre maison. C'était la seconde après la ruelle ; vous avez dû voir les ruines, en montant. Nous avions promis au docteur de garder sa maison, cette maison là-bas avec des persiennes blanches, la seule qui soit restée dans la rue. *Ils* sont venus, ils avaient leurs bombes bien rangées dans un charriot de fer, dans des casiers. Ils jetaient les grenades dans les caves, même là où il y avait du monde. Ah les bandits, les bandits ! Ce n'est plus une guerre.

C'est une femme âgée, courte et forte dans sa sombre robe de ménagère. Elle a une figure un peu lourde, grise et usée, une de ces figures honnêtes et banales, qui ne semblent pas destinées à un grand malheur, mais à une humble vie difficile. Elle parle tranquillement, d'une voix qui par moments tremble un peu. Elle est au milieu de cette rue sinistre qui descend et remonte de l'autre côté de la petite rivière. Les verdure des jardins voilent par endroits les façades noires et vidées, habillent toutes ces ruines. Derrière la vieille femme qui nous parle, une haute porte monumentale masque un hôtel ancien, qui garde la noblesse de ses proportions et de sa ligne. La cible

d'une horloge troue le triangle du fronton. C'était le palais de justice.

— Mon mari a soixante et douze ans, monsieur, et nous avons passé deux nuits terribles, la première dans le jardin, l'autre sur le seuil de la maison du docteur. Nous avons été voir au petit matin notre maison; elle n'était pas encore brûlée. Nous n'avons rien pu emporter, et nous avons vu le feu chez le docteur. Alors nous avons été éteindre l'incendie. Nous lui avons promis, n'est-ce pas? Quand nous sommes retournés, notre maison était détruite. Par ces grenades, monsieur. Vous avez vu ce qu'il en reste. Maintenant tous les jours, on retourne sur les ruines.... Quel mal leur avions-nous fait? Nous sommes des vieux. Mon mari est paralysé. Ah! si on avait trente ans, si on était des jeunes, on recommencerait bien la vie. Mais à notre âge! Ce ne sont plus des hommes, des bandits, des bandits! Tout ça finira mal avec toutes ces mécaniques.

Elle nous quitte sur ce mot mystérieux. Elle descend lentement, un peu courbée entre ces tas de pierres, des deux côtés de la rue. Un pan de mur contre lequel est collée, comme un nid, une cheminée de marbre noir, voilà ce qui reste de sa maison. Un chat angora se glisse dans les décombres et miaule lamentablement. On dirait le génie du foyer qui hante ce tas de débris et de tisons.

On est étonné en tournant ce coin de rue, et ce mur calciné que pavoise encore une affiche déchirée, de trouver une petite place de province, aux maisons ternes et uniformes. Sur le volet de la boulangerie, une inscription allemande à la craie, dit : *Gute Leute, bitte schonen*. Nous entrons.

— C'est *eux* qui ont écrit cela, nous dit la boulangère. Ils ne nous ont pas fait de mal, à nous. Je n'ai pas dit que mon fils était sous les drapeaux ; mon mari ne sortait que dans sa tenue d'ouvrier et les mains pleines de pâte. Quand *ils* sont arrivés, ils étaient comme des bêtes, rouges avec ces grosses veines sur le cou. Ils ont vidé les boccas de chocolat et je leur ai donné du pain tant qu'ils voulaient. Le commandant a même dit qu'il ne fallait pas couper de si gros morceaux. Mais j'aimais mieux ça que de faire piller la boutique. Ils m'ont payé avec des bons sur la Banque de France et de la monnaie allemande. Je prenais tout.

» Ensuite deux régiments ont passé. Il fallait préparer des baquets d'eau pour les chevaux. Ils sont arrivés en chantant, et il y en a un qui m'a saluée. Il m'a dit : « Vous ne me reconnaissez pas ? » Je lui ai dit : « Je vous ai vu quelque part. » C'était vrai, il ne m'était pas inconnu. Ici à côté, à l'hôtel du Grand-Cerf (vous l'avez vu, c'est le seul qui n'ait pas été brûlé), il y avait des garçons allemands.

» Ils sont entrés par le faubourg de l'hôpital. On s'est battu dans la rue de la République. Il y avait une mitrailleuse sur la place et, dans la maison du notaire, des turcos s'étaient cachés. C'est pour cela qu'ils ont tout brûlé.

» La maison derrière la boulangerie avait pris feu. Alors j'ai été vers le commandant, je lui ai dit : « Si la maison brûle, vous n'aurez plus de pain et nous partirons tous. » Alors ils sont venus voir si la maison communiquait bien avec la nôtre, et ils ont éteint eux-mêmes avec des seaux.

» C'est eux qui ont écrit à la craie cet avis en allemand sur le volet.

» Je l'ai fait mettre aussi sur la devanture du coiffeur qui était parti. Ils m'ont demandé pourquoi il était parti, le coiffeur. Je leur ai dit : « Il ne tenait pas à vous rencontrer, mais c'est un brave homme. » Alors ils ont ri : « C'est les journaux qui vous ont fait peur. » Et ils étaient contents. Mais ils n'ont pas pillé la boutique. Ils se sont rasés et ils ont emporté des brosses et des savons. Si le feu avait pris là, toute la ville y passait. »

C'est une femme brune et sèche, avec des yeux intelligents et vifs. Elle parle fermement et avec précision ; elle est de la race de cette Soissonaise qui a dirigé la mairie sous le bombardement et qui a tenu tête à l'envahisseur.

Senlis ! ce doux nom de fleur sonnait comme une cloche d'angelus dans les ballades françaises. L'ancienne ville royale a été frappée au flanc. Toute la rue qui va de la gare à l'hôpital a été méthodiquement détruite. C'était le quartier riche ; depuis les simples hôtels de province jusqu'aux villas cossues de la haute bourgeoisie, chaque maison a reçu la visite des incendiaires. Et les grenades, les torches de phosphore dont ils frottaient les murs, les pastilles et les aspersions de pétrole ont vite accompli leur besogne. C'est la tragique allée de la dévastation.

La ville jadis a déjà subi des sièges. Sur la Nonette, un bout de rempart se dresse encore surmonté par une tonnelle de jardin. Et le chemin paisible qui suit la rivière au pied de ce mur envahi par les herbes porte cette inscription : « Boulevard des otages, 1418. » Là-bas à Chantant, la tombe du maire Odent donne à cette date ancienne une lugubre actualité. Si les autres otages qui l'accompagnaient n'ont pas été fusillés avec lui, vingt-huit habitants de Senlis ont subi le même sort.

Un peu plus loin, la Nonette reflète, comme une ruine romantique, les quatre murs du moulin des Carmes. C'est là que commence le quartier de cavalerie où ont eu lieu les engagements. Il n'y a plus d'habitations élégantes dans des jardins bien soignés ; ce sont de pauvres façades basses, roussies par les flammes. Des jeunes gens maigres fouillent encore les décombres. Ailleurs, sous un toit de fortune, une famille s'est installée comme un campement de bohémiens, dans son ancienne maison ravagée. Ailleurs, on voit encore dans les cours des géraniums en fleurs sur des ruines. Ce sourire de la vie rappelle les existences d'ouvriers, de cultivateurs, la lampe et la table près de l'armoire et du lit, là où il y a maintenant des ferrailles rouillées et tordues, parmi les pierres et les gravats.

Voici la maison du coiffeur qui fait la pointe de ce triangle, dont les deux côtés ont été aussi détruits. On voit encore l'enseigne bleue : « Tabacs » au-dessus de la devanture béante. On raconte que le coiffeur, exaspéré par la brutalité des assaillants, leur répondit avec brusquerie. Il fut trainé hors de sa boutique avec sa femme et fusillé.

Des territoriaux occupent les anciennes casernes. Les bâtiments ont été aussi brûlés, mais, au centre, l'infirmerie semble indemne. C'est là que doivent loger les troupes. Plus haut, une ou deux maisons importantes ont été épargnées. Mais de nouveau la fureur des incendiaires semble s'être acharnée sur un blanc logis, dont les deux pavillons sont tapissés de treillis de roses. On dirait de minces portants de théâtre, derrière lesquels apparaissent les perspectives brumeuses d'un parc, de hautes futaies dorées par l'automne, une statue entourée

de fleurs. Ces panneaux blancs, sans toit, donnent l'impression d'une architecture provisoire et artificielle. Il semble impossible qu'elle ait été jamais habitée. Dans la cour d'entrée, le berceau en fer forgé d'un puits arrondit son anse sur la margelle transformée en corbeilles de pétunias.

Derrière la grille, la vieille concierge parle à une dame de Senlis. Elle est encore écrasée par la douleur. Elle nous regarde avec méfiance. Elle est blessée de cette indiscretion de passants. A-t-elle entendu les remarques de ces bourgeois égoïstes, dont la féroce curiosité n'a pas été satisfaite par toutes ces ruines? « Ce n'est que ça? » Ils s'attendaient à trouver la ville de Senlis rasée. Cent maisons, est-ce que ça valait la peine du voyage? C'est pour éviter ces cruelles sottises qu'aujourd'hui il faut un sauf-conduit spécial pour Senlis.

Elle nous répond d'une voix bourrue, hostile :

— Nous avons fui avec mon mari dans le parc, quand ils sont venus. Ils sortaient de partout à la fois, on ne les voyait pas; ils sont comme des diables.

La vieille demoiselle nous dit poliment :

— Oui, nous avons eu des jours bien durs. Mon père n'avait pas voulu partir et je suis restée avec lui. Hier, on a encore entendu le canon toute la journée. Ils avaient l'air bien près et nous avons cru qu'ils allaient revenir. Aujourd'hui tout est tranquille. Ils enterrent les morts.

C'est une vieille demoiselle de province, dans une toilette très simple et démodée. Ce visage honnête, médiocre, effacé, il est de tous les pays; les existences calmes et droites forment le fond neutre sur lequel se détachent les personnalités éclatantes ou scandaleuses. On devine le bouleversement causé par une grande cala-

mité dans une vie méthodique et tenue à jour comme le petit appartement scrupuleusement propre, une vie réglée par les pratiques religieuses, par les devoirs de la famille et de la société.

Elle ajoute :

— Je ne comprends pas que l'on ne devienne pas fou dans ces moments-là. Et maintenant, il y a une grande misère: le pays n'est pas riche.

C'est le seul reproche, et il est plus émouvant devant ce pauvre quartier détruit que les plaintes passionnées. Jusque dans la douleur de ces âmes simples la vieille ville de l'Ile-de-France a marqué son sceau précieux de distinction et de mesure. D'humbles paroles, dans les heures terribles, révèlent mieux l'héroïsme profond d'une race que la rhétorique d'une éloquence apprêtée.

L'hôpital a été respecté à l'entrée du faubourg, et sa croix de Genève pavoise encore les lourds bâtiments de brique. Un administrateur s'est montré admirable pendant l'occupation ; au milieu des maisons en flammes, il a ravitaillé, tous les jours, les malades, les vieillards et les enfants orphelins qui sans lui seraient morts de faim. La route, bordée de vieux arbres, mène vers un grand bois. Mais deux sentinelles, des réservistes bretons, en barrent obstinément le passage.

Ce bois, à deux cents mètres, est en face du mur ébréché, autour d'un verger, qui semble l'enceinte de la ville. Sous le ciel gris, on a la brusque et violente vision d'un assaut, l'apparition subite de l'ennemi débouchant des taillis, et reçu par des tirailleurs cachés derrière le mur, dont ils descellèrent des pierres pour faire des créneaux. Il y a encore des traces de talons sur la terre grasse et humide du fossé.

Les trois vieillards qui gardent le débit de vin sordide en face de l'hôpital pourraient nous renseigner. Mais ils sont farouches et taciturnes en nous offrant des cartes postales. Comme nous nous étonnons de trouver encore debout ce misérable estaminet, ils disent :

— Regardez dans la cour.

Une voiture d'enfant, un vieux fourneau rouillé, des bouteilles brisées, des plâtras sont là pêle-mêle, entre les murailles décapitées. On dirait que les toits ont été enlevés par un ouragan de mitraille. Et la ruine rend plus cruel, plus abject, le désordre de la misère.

Du plateau de l'hôpital, nous redescendons cette avenue de la désolation. En face de nous, la vieille ville de Senlis domine avec grâce l'autre colline sur la Nonette. La ville grise et brumeuse, la douce ville chantée par Paul Fort. « Senlis aux tourterelles, Senlis rose au couchant, Senlis voilée, Senlis des roses, pigeons au vent. » Le clocher svelte de Notre-Dame monte comme la tige d'une fleur aérienne. Le délicieux équilibre de ces frêles colonnettes, qui semblent soutenir la flèche élancée, n'a pas été rompu par les obus de l'artillerie lourde. On avait tremblé pour cette délicate et rare merveille. La cathédrale ne porte que de légères blessures : une gargouille a été brisée, et une corniche démolie. Un pinacle a été détruit. Mais le clocher écrit toujours les heures sur les prairies et sur les bois comme la pointe d'un cadran solaire. Après tous ces deuils, il faut suivre les rues étroites et tortues qui mènent à ce lieu de silence et de prière.

Ici, les femmes sont assises devant leurs portes et bavardent. C'est à peine si elles regardent les touristes. La vie a repris son cours nonchalant. Elle répare déjà

la terrible mutilation de la ville. On oublie que deux rangées de maisons à peine vous séparent de cette voie tragique qui ressemble à la voie des tombeaux. Et soudain, un large trou au-dessous d'un magasin de tapissier rappelle le bombardement de cette ville discrète comme un béguinage. Le mur paraît un mince galandage que l'on aurait percé pour le tuyau d'une cheminée.

Les vieux arbres étendent toujours une ombre solennelle sur la place de l'église, entre les vieux édifices hospitaliers. L'âme de la ville semble ici se recueillir. L'art roman pur, élégant et sobre, de cette façade invite à la méditation, et l'on regarde avec plus de tendresse toute cette beauté qui échappa au danger. Elle est bien l'expression de cette race, délicate et robuste, juste et mesurée. Car le charme n'exclut pas la force, ni la clarté la profondeur. Ces figures fines et longues, dans le tympan du porche, sont semblables encore à celles des petits commerçants paisibles qui viennent de passer par l'épreuve. Il y a dans leur simplicité cette grâce de jeunesse et de sensibilité que de longs siècles de soleil et de pluie n'ont pas effritée. Ces balafres sur les tours sont les nobles blessures de l'église qui a souffert avec sa ville.

Le porche latéral paraît plus étranger avec son luxe flamboyant, ces exubérants entrelacs de pierre, cette dentelle flamande. Un pauvre est assis sous ce baldaquin somptueux, comme un roi. Il tend son chapeau, et à l'entrée de l'église un tronc invite à l'aumône pour les incendiés. On ne lève plus les yeux sur les figures de pierre, lorsqu'il y a à leurs pieds cette grande misère vivante et silencieuse.

Voici plus loin le porche rude d'une chapelle, et une

autre église surmontée d'une sorte de coupole et de pyramide tronquée. Elle est désaffectée. Elle est pleine de paille ; c'est là qu'ont dormi, après les soldats, les malheureux sans gîte. Tout est tranquille dans ce vieux quartier. On oublie la guerre entre ces murs discrets de couvent. Et voilà soudain le ronflement d'un moteur. Lancé comme un projectile, un cycliste anglais monté sur sa motocyclette apparaît au tournant de la rue et disparaît. Il est couleur de poussière dans son uniforme kaki, avec son fusil oblique sur son dos, et son plastron de cartouchières. Deux autres le suivent, passent en trombe, dans le crépitement et la trépidation de leur machine. C'est la guerre moderne brusquement rétablie dans ce cadre de traditionnelle douceur.

Et la voici de nouveau, dans ces décombres. Le cataclysme a passé à l'angle de cette rue étroite qui tournait. Ici encore la fureur allemande a affirmé son droit à la destruction. Un pâté de maisons n'est plus qu'un amas de pierres, près des petites boutiques échappées au désastre. C'est le quartier de la Licorne, au cœur de la vieille ville. Un peintre, du haut d'une terrasse, en fait tranquillement une étude. Dans un jardin, le pan d'une muraille ancienne découpe sur le ciel l'escalier de son pignon découronné.

On ne s'explique point cette destruction partielle. Les uns vous disent que les Allemands avaient marqué, en trois endroits, ces foyers pour incendier toute la ville. D'autres prétendent qu'un contrebandier a tiré, d'un jardin, et attribuent à cet acte, selon la féroce et stupide coutume des représailles, l'exécution du maire et l'incendie méthodique de la ville. En réalité, aucune version n'est très précise. Il semble que les occupants

ont pris le motif le plus futile pour dégager la grande route par où devaient passer les troupes. Cette sinistre bordure de ruines suit la route nationale au travers de toute la ville. Les compagnies d'incendiaires ont vite accompli leur besogne, inutile, puisque les armées devaient obliquer sur Nanteuil-le-Haudoin, avant leur échec sur la Marne.

Dès l'arrivée, la carcasse de la gare vous a prévenu de ce spectacle désolant. Car rien n'égale la pauvreté d'une ruine moderne, dans sa sèche brutalité. Des affiches de voyage mettent des notes vives et gaies sur les piliers inutiles. Des ferrailles pendent sur les vides qui furent les cases de cette petite gare banale. Il y en a tant d'autres, sur cette voie du nord, qui semblent jalonner le passage des destructeurs.

Sur le quai d'embarquement, près de l'entrepôt de marchandises, de grands Anglais, immobiles et silencieux dans leur uniforme sportif, fument avec flegme leur courte pipe. Ils surveillent sur la place, à l'ombre des acacias, les camions automobiles de toutes marques. Toutes les épiceries de Londres et de Liverpool sont représentées ici, et leurs voitures de livraison remplacent les omnibus d'hôtel devant ce squelette de gare. Les territoriaux bretons, qui gardent avec eux la ville mutilée, semblent aussi indifférents, aussi étrangers à ce spectacle de tristesse qui leur est devenu familier. Ils connaissent l'ennui des longues factions, et ils rêvent d'avancer un jour pour entendre de plus près le canon qui gronde vers Compiègne.

RENÉ MORAX.

Voici, à titre de document, une lettre à un ami écrite de Senlis le 25 septembre, par un homme qui a pris une part active à la sécurité de ses administrés, Monsieur G., ingénieur. J'ai été autorisé à publier cette lettre intime qui donne une fidèle image de l'occupation allemande. Elle complète les récits que m'ont fait un mois plus tard les témoins de la semaine tragique :

« Senlis, 25 septembre 1914.

» Cent maisons brûlées (la plupart incendiées à l'aide de grenades *ad hoc*, qui étaient lancées à la main), une trentaine de Senlisiens de toutes conditions tués ou fusillés en plus du maire. Quelques autres, en petit nombre, nous l'espérons, qui sont ensevelis dans leurs caves sous les décombres de leurs maisons, voilà à peu près le bilan de la férocité allemande. Quant à la goinfrerie et à la rage de désorganisation sociale dans la semaine qui a suivi la bataille, je te conterai cela plus tard....

».... Je suis sorti de ces épreuves avec tous mes membres (quoique j'aie été couché en joue, dans les rues, plus de vingt fois pendant la semaine), nos ateliers et ma maison sont intacts (sauf la mise à sac de ma maison, dont les buffets, cartonniers, armoires, commodes, cave, etc., ont été vidés, piétinés, couverts d'excréments et allégés de beaucoup d'objets) et j'ai eu une fameuse chance, car, le 2 septembre, une batterie française n'ayant plus que trois pièces de 75 était, dans l'après-midi, installée près de la route nationale dite Avenue de Compiègne, dans un champ de maïs situé à moins de cent mètres de chez moi et tirait sur Mont-l'Evêque, ce qui, si tu te rappelles bien comment sont les abords de ma propriété, signifie que nos bâtiments se trouvaient exactement dans la ligne de tir des dix-huit pièces allemandes de 150 à 180 qui tiraient sur nos canons de 75, pendant que les Marocains et les fantassins de tous numéros montaient par la rue Carnot, en lâchant leurs coups de fusil sur les Allemands qui les poursuivaient.

» Ce qu'a été notre vie ici du 2 au 9, après la fuite éperdue

de toute la population aisée... tu peux te le figurer en sachant que nous sommes restés deux adjoints et quatre autres conseillers municipaux pour faire face à tout, même et surtout à l'alimentation en pain et en viande (car tous les boulangers avaient fui et il ne restait qu'un boucher, pour nourrir environ mille habitants, dont 850 miséreux).

» Pour ma part, j'ai fait pendre plus de 150 chiens qui après le départ de leurs maîtres crevaient de faim et devenaient menaçants, j'ai noyé, en les enlevant de mes mains à tous risques, des munitions de 75 restées sur le talus de la route après le départ de la batterie, j'ai dépendu le cadavre d'un vieillard qui, terrifié par tout ce qu'il voyait, a mis fin à ses jours dans son grenier, j'ai apposé les scellés sur toutes les parois de sa maison, j'ai fait fonctionner un fourneau économique dont les sœurs qui le géraient avaient fui, j'ai installé des mitrons de fortune dans les boulangeries abandonnées, et j'ai assuré le service d'eau qui m'a causé pendant quatre jours et trois nuits les plus vives transes, car tous les tuyaux de plomb des 100 maisons incendiées avaient fondu et laissaient couler l'eau à torrents pendant que les Allemands exigeaient un baquet plein d'eau devant chaque porte pour que leur cavalerie pût abreuver ses chevaux au passage; je n'avais plus que très peu d'eau dans l'un des réservoirs, quoique je fisse pomper sans interruption pendant 84 heures, et j'ai pensé vingt fois être fusillé quand les Allemands n'auraient plus d'eau, ce que, grâce à mes deux chauffeurs qui ne m'ont pas lâché comme tous les domestiques avaient fait avec leurs maîtres, j'ai réussi à conjurer.... »

CARNET POLITIQUE ET MONDAIN

DE CHARLES DE CONSTANT

« Il y avait un esprit Constant comme il y avait un esprit Mortemart, » écrit M. Gustave Rudler dans son beau livre sur la *Jeunesse de Benjamin Constant*. La *Chronique sociale* de Charles de Constant le prouve à l'évidence. S'il ne manque ni de finesse, ni d'humour, Charles de Constant n'a pas la fougue, l'enthousiasme de son cousin Benjamin ; mais il a autant d'intelligence et il connaît mieux les hommes. Son énergie, plus calculée, est aussi plus virile. Ses jugements, moins spontanés, sont plus sûrs. Négociant, voyageur, sur le tard magistrat, Charles de Constant est avant tout un philosophe. Non pas qu'il s'adonne, comme bon nombre de ses compatriotes, aux spéculations de la pensée et aux travaux abstraits : il est philosophe au sens le plus populaire du mot ; il observe, note et juge ; il compare et résout arbitrairement, d'après son seul examen, les questions qui se présentent à lui.

A une époque où les grands voyages sont rares, il a visité deux fois la Chine, lutté contre les éléments et contre les corsaires. De retour en Europe, il a fréquenté

la haute société anglaise et les salons de Paris les plus courus. Et lorsque, retiré à Genève dans son domaine de Saint-Jean, Constant reçoit les princes, les hauts dignitaires, les femmes du monde, les savants qui se pressent dans la petite ville, il peut mesurer avec certitude leur valeur ou leur vanité. Il ne s'en fait pas faute et son sourire nargue tout le bilan de vie qu'il dresse lui-même dans sa *Chronique*. Ce manuscrit est conservé à la Bibliothèque de Genève, à laquelle Constant le légua avec d'importants papiers. Il était divisé en trois cahiers : le deuxième cahier n'est pas déposé à la Bibliothèque, qui possède le premier et le troisième. C'est du premier cahier que nous avons tiré nos extraits.

I. L'Empire.

Charles de Constant naquit à Genève le 3 octobre 1762. Il était encore en bas âge lorsque sa mère mourut. Son père le confia successivement à une brave femme, dont le mari était garçon imprimeur, à un maître de pension lausannois chez lequel il connut la faim, à M. de Salis, directeur d'un séminaire près de Coire, avant de l'envoyer à Fortreehill, localité située à onze milles de Londres. A quinze ans et demi, Constant revient à Genève d'où il gagne, seul, Paris, Lorient et la Chine.

Nous ne le suivrons pas dans ses pérégrinations, dont il a laissé un récit très vivant, et ne reprendrons son journal qu'à partir du 14 octobre 1810.

A cette date, Charles de Constant a réussi, non sans difficulté, à effectuer la traversée d'Angleterre en France. A Morlaix, dans une église transformée en magasin, il acquiert deux coches, dont l'un avait servi, sous Louis XIV, à l'entrée d'un ambassadeur français à Madrid. Le 3 décembre, après un séjour à Paris, il est à Genève et s'ins-

talle à Saint-Jean. Le même soir, il dîne chez M^{me} de Staël, au risque d'être pris, grâce à son costume de voyage, pour un « colleur de papier ! » Le dîner est très bien, écrit-il, « mais je n'y retournerai pas. M^{me} de Staël ne tarit pas sur ses propres éloges. » Elle parle sans amertume du mariage de Benjamin avec l'ex-comtesse de Hardenberg et elle expose à qui les veut entendre ses raisons pour ne l'avoir pas épousé « après avoir vécu comme mari et femme depuis longtemps. »

La société genevoise est, à cette heure, fort dissipée. Elle s'attriste cependant du brusque départ du baron de Barante, préfet du Léman, dont Genève est le chef-lieu, rappelé par Napoléon pour avoir fait preuve de trop d'indulgence vis-à-vis de ses administrés et de trop de courtoisie à l'égard de M^{me} de Staël. Elle s'émeut aussi du suicide de Launay, commandant du département. Ce général de trente-cinq ans, un bel homme, se brûle la cervelle, le 15 décembre, au lendemain de la signature de son contrat de mariage à Dijon, par dégoût de la vie....

Constant est très entouré. Sa belle terrasse de Saint-Jean, située en face d'un paysage de rêve, est l'un des attraits de Genève. « C'est une mode que de nous venir voir, » écrit-il. Lui-même sort beaucoup. Les premiers mois de l'année 1811 sont remplis par des fêtes, des concerts, la comédie. Tel jour, il y a spectacle chez M^{me} Kunkler ; grand bal, le lendemain, chez le nouveau préfet, le baron Capelle. Le préfet, qui sera ministre sous Charles X et s'éteindra presque ignoré après avoir subi deux condamnations à mort par contumace, est un homme du monde. « Il a la tournure d'un homme comme il faut. Il cherche à plaire et à se concilier les habitants du département et les Genevois. » Catholique,

il n'a garde de manquer la messe, mais sa femme, protestante zélée, et ses filles ont leurs places réservées dans l'un des temples de la ville. Il a pris un jour de réception, le lundi, et s'efforce de mêler les Français et les Genevois. Il y réussirait peut-être si ceux-ci ne voyaient le plus souvent dans ceux-là des fonctionnaires chargés de l'exécution de mesures fiscales et peu capables de se faire pardonner leur mission par leurs manières.

Au mois de mai, le bruit court, lancé par Sismondi, du départ de Benjamin Constant et de son épouse « pour les Allemagnes, » sans, d'ailleurs, qu'il sache lui-même ce qu'il y va faire. « Je leur souhaite un bon voyage, sans croire qu'ils atteignent jamais le port. Leur vaisseau est mauvais et mal appareillé et ils n'ont point de science, ce qui fait que leur pratique, toute *couronnée* qu'elle puisse être, ne vaut rien. » Cette allusion malicieuse de Charles au second mariage de Benjamin avec une jeune fille de la noblesse allemande est suivie d'une autre allusion, encore moins flatteuse, visant M^{me} de Staël. Après avoir parlé de la visite d'adieu rendue par Corinne à son ancien ami et à sa femme, il ajoute : « Les Benjamin s'en vont par les Allemagnes. Y seront-ils moins sous les griffes du Démon ? »

Faut-il croire que le doute émis par Charles de Constant avait sa raison d'être ? Le fait est que, du château de Hardenberg, Benjamin — toujours au dire de Sismondi — adresse à M^{me} de Staël, « *feue sa belle*, » les lettres les plus tristes du monde. « A propos, note Constant, elle me boude, cette belle, parce que je ne vais pas la voir et lui témoigner combien je m'intéresse à ses douleurs. Nous eûmes, l'autre jour, un bal chez nos voisins Cayla ; j'eus avec elle une conversation fort curieuse. On dit qu'elle ne veut plus de son estropié Rocca et que lui

veut l'épouser. » Constant est sans pitié. Il juge cette femme, pourtant si remarquable, avec la plus grande sévérité. Il ne tâche pas de pénétrer son malheur ; il ne sympathise pas avec elle à l'heure où, courageusement, elle lutte quasi solitaire avec l'empereur et sa police. Pis que cela : il la juge compromettante, il la redoute, et son journal du 17 octobre 1811 ne nous donne pas le change à cet égard :

« On assure que M^{me} de Staël veut partir pour l'Amérique et qu'elle a tous les passeports qu'elle a voulu demander. Son départ soulagera bien des gens qu'elle compromet sans pitié et qui tremblent. Elle est très malheureuse, quoiqu'elle l'ait bien voulu ; elle n'a ni conduite, ni prudence, ni dignité dans son malheur ; elle est néanmoins digne de pitié ; elle me fit, l'autre jour, à un bal dans le voisinage, le reproche de ce que je n'allais pas la consoler, car elle aime à faire des victimes. Une autre personne, qui aurait de la générosité, dirait : « Eloignez-vous de moi ; j'ai la peste. » Elle m'a toujours inspiré un grand dégoût (je ne parle pas de son esprit) et je n'ai pas changé ma façon de la juger et de me conduire avec elle depuis 1786 que je la connais. »

L'hiver, qui chasse la reine Hortense de la villa de Pregny, acquise par Joséphine, ramène les festivités les plus diverses : si, le 3 décembre 1811, le bal du préfet est particulièrement brillant, le 12 du même mois l'anniversaire patriotique de l'Escalade — fête genevoise s'il en est — est célébré avec gaieté chez les Necker où Constant applaudit aux proverbes, comme il applaudit à la beauté des actrices improvisées. « Il ne manque à Genève, pour que la société y soit agréable, que la conversation. Il semblerait que l'instruction et les lumières qui sont si généralement répandues devraient la rendre intéressante. On n'y parle pas même de ces riens

qui tiennent une si grande place dans la conversation en France. Les femmes y sont jolies, gaies, sages et point prudes. On s'amuse dans la société comme nous faisons à quinze ans. » Et Constant, qu'une jeunesse aventureuse n'a pas blasé, écoute avec ravissement le mélodium de M^{lle} Butini ou de M^{me} Boissier, cet instrument « aux sons enchanteurs, variés, doux et tendres qui vont au cœur, » flûte, flageolet, basson, harpe, timbale et orgue tout ensemble.

Dans cette société que Constant représente dépourvue des charmes de la conversation, il y a cependant des discussions qui surgissent et des opinions qui s'affirment. Dans les derniers jours de 1811, on apprend que le marquis de Saint-Priest, placé à Genève sous surveillance, est expulsé de France et de Suisse; l'on attribue cette nouvelle défaveur à la correspondance qu'il entretient avec ses fils, officiers au service de la Russie, et nul ne se doute que Capelle a suggéré la mesure de rigueur pour supprimer les relations du vieux royaliste avec les Genevois, « déjà trop portés à dénigrer le régime actuel¹. » Saint-Priest n'est, d'ailleurs, pas regretté à Genève, « à cause de son zèle ardent pour les catholiques, qui cherchent à s'introduire en nombre et en force dans la cité de Calvin et qui ne craindraient pas de faire le coup de poing pour cela s'ils avaient la chance de rétablir l'évêque. » Constant termine en plaidant les avantages du protestantisme et en consignant le succès remporté par Sismondi à l'académie de Genève, où son cours sur les littératures du midi et d'Europe est fréquenté par un nombreux public. Il n'a garde d'omettre les petits potins et mentionne la nomination dans

¹ *La Municipalité de Genève pendant la domination française*, tome I, p. CLIX et CLX.

l'ordre de la Réunion de sept Genevois, MM. Maurice, maire, Saladin-Fabry, colonel, Frédéric de Châteauevieux, qui reçut en outre un traitement annuel de 8000 francs, comme « inspecteur des mérinos, » Brissier, professeur, Sellon, futur chambellan de l'empereur, de Saussure-Fabry et de La Rive-Rilliet : « Cette nomination est assez plaisante, car ces messieurs passaient pour être contraires au régime actuel. Cette décoration les ferait-elle changer d'opinion ? On dit que cela est fort vraisemblable. » Constant, lui, estime que les Genevois auraient tort de se plaindre. Ignorant ce qui se passe dans la coulisse et jugeant d'après les faveurs distribuées par l'empereur pour gagner une population annexée en 1798 par la force, il déclare que ses concitoyens sont fort bien traités par Napoléon : « Il leur a donné beaucoup de places, et il a raison, car ils entendent fort bien ce qui a rapport à l'administration, et, lorsqu'ils ont accepté des places, ils les remplissent avec autant de probité, d'exactitude que d'intelligence. » Constant a été lui-même sollicité de postuler un emploi public dans le canton de Vaud où il a des droits de bourgeoisie. Il y renonça à cause de l'incertitude dans laquelle se trouve ce canton au sujet de son indépendance : « Il paraît impossible qu'après avoir tout fait pour détruire les sentiments, les habitudes, les opinions républicaines, l'empereur permette longtemps qu'il existe à la porte de la France une école du plus plat jacobinisme. » Il blâme, d'autre part, la conception du gouvernement vaudois : « Ce sont presque toujours des hommes corrompus qui ont fondé les républiques, puis ils passent pour faire place aux bons qui deviennent mauvais à la longue et qui amènent à leur tour le besoin de changement. On peut comparer les gouvernements, la politique et les révolutions au jeu de l'oie. »

Un événement tragique, l'assassinat du ministre anglais Perceval à la Chambre des communes, donne occasion à Constant d'écrire les lignes suivantes concernant les hommes d'Etat qu'il a vus à l'œuvre :

« 25 mai 1812. — La mort de M. Perceval est un petit événement parce qu'il était un petit génie et un petit homme en tout. Il n'en manque pas de cette espèce dans aucun pays. La présomption et l'opiniâtreté le distinguaient plus que le talent. Le moyen qu'on a employé pour fin de faire est horrible : c'est le fait d'un individu désespéré et d'un fou. On ne doit donc accuser que le sort qui se plaît souvent à renverser d'un souffle ce qui paraît le mieux affermi et le plus élevé. L'histoire de M. Perceval est facile à faire. M. Pitt, le capitaine de tous les ambitieux en Angleterre, était son patron ; ne voulant pas partager son autorité et sa puissance avec personne, il s'accola une escouade de jeunes gens d'un talent médiocre, mais qui s'étaient fait remarquer par un grand dévouement à sa personne et à ses opinions. Tels furent Perceval, Canning, lord Castlereagh, Loud frère et autres. Il savait bien qu'aucun d'eux ne pouvait lui donner de l'ombrage et qu'il trouverait dans leur zèle et leurs talens médiocres l'assistance et la coopération dont il avait besoin. Leur dévouement et leur ambition en fit des apôtres de sa doctrine. Le roi, qui, à la mort de M. Pitt, voulait suivre aux mêmes plans, heureux d'être débarrassé d'un serviteur qui avait acquis, par la forme de son caractère, par l'habitude et surtout par l'opinion publique, un empire qui en faisait un véritable tyran politique à son égard, fut charmé de trouver des gens dévoués dont il serait le chef et le maître et enfin qu'il gouvernerait par lui-même. Il en fit ses ministres. M. Perceval était un bon père de famille et un honnête particulier, mais il sera facilement remplacé comme ministre. »

Oraison funèbre un peu sévère, en vérité ; Constant juge en toute indépendance d'esprit, sans se laisser influencer par les sympathies naturelles qu'il éprouve pour

l'Angleterre. L'année suivante, à propos du procès intenté à la princesse de Galles par le futur Georges IV, son mari, il écrit :

« Il me semble que ce qui se passe en Angleterre à l'égard de la Princesse de Galles n'est rien moins qu'un complot de ses beaux-frères pour faire déclarer le mariage nul et la jeune princesse bâtarde. Ces princes sont de plats ambitieux qui voient avec regret cet obstacle à leur puissance future. Le prince de Galles, énervé de corps et d'esprit, n'est plus qu'un automate mal organisé qui tombe en pourriture de tous les côtés. Le duc de York est capable de tout pour satisfaire son ambition : c'est lui qui est le roi de l'Angleterre en ce moment. On pourrait tirer grand parti en France de cette circonstance si on connaissait la carte du pays, ce qui n'est pas. L'ignorance est grande sur tout ce qui tient aux différents partis et aux individus en Angleterre ; ie m'en aperçus bien lorsque je passai à Paris il y a deux ans. »

Constant ne manque pas de faire allusion dans sa chronique au départ précipité de M^{me} de Staël. On sait qu'après un hiver passé dans l'angoisse et l'attente d'un enfant, fruit de son mariage secret avec le chevalier Rocca, M^{me} de Staël réussit à tromper la surveillance qui s'exerçait sur elle à Coppet en dehors de tout droit et à gagner l'Allemagne. Désireuse de cacher sa grossesse, M^{me} de Staël s'était fait passer à Genève pour hydropique. Constant lui-même la déclare sérieusement malade : « Les chagrins, les passions et les infirmités la minent, écrit-il le 9 avril 1812 ; elle le sent et le dit ; elle est à Coppet peut-être pour n'en plus sortir. » Quelques jours plus tard, cependant, il dîne avec elle chez les Châteaueux. Il décrit sans galanterie son état.

« Son teint jaune, livide, ses yeux ternes, sa maigreur, son abattement prouvent assez qu'elle est sérieusement malade. Ses maux sont compliqués et, dans mon opinion, doivent lui être

fatals avant qu'il soit longtemps. Elle en est elle-même persuadée. Elle a perdu sa vivacité, elle n'est plus qu'une femme comme une autre. Les bruits qu'on a répandus prouvent assez que sa grande fortune n'opère pas les miracles que tu lui supposes. Il y a longtemps que M^{me} de Staël est jugée comme femme. Un poupon de plus ou de moins ferait qu'on ne l'accuserait que de maladresse et ne causerait point de scandale. »

Le 8 juin, Constant mande à l'un des membres de sa famille : « Tu auras appris la fuite de M^{me} de Staël.... Il faudrait écrire des volumes si l'on voulait redire les on-dit sur cet événement qui est tout d'une pièce avec le reste de sa conduite inconsidérée. L'affaire du poupon a plus de vraisemblance que je ne l'avais cru tout d'abord. » Si Constant attache autant d'importance à « l'affaire du poupon, » c'est parce que M^{me} de Staël elle-même avait tenu à ce que son mariage avec Rocca ne fût pas divulgué. Mais le mariage avait eu lieu. Il était parfaitement valable et l'enfant légitime.

Les visites qu'il reçut empêchent Constant de s'attarder davantage sur la conduite de M^{me} de Staël. Saint-Jean est à la mode de plus en plus. Hier, sur la fameuse terrasse, c'était le cardinal Doria Pamphili et sa nièce Chigi, « qui a une jambe de bois, [mais] qui est belle par en haut. » Tel jour c'est le général Andreossi, le grand artilleur, et sa femme, née de la Tour-Maubourg. Tel autre jour c'est le prince de Nassau-Wilbourg qui vient familièrement s'asseoir près de la table de Constant avec son gouverneur, M. de Dungern, homme aimable et instruit. Ce sera le général Jordy, fils d'un marchand de bois dans les Vosges, nommé en 1812 commandant de la place de Genève.

Constant note, le 21 juillet 1812 :

« Joséphine est ici depuis dimanche ; elle doit partir aujourd'hui pour Milan et reviendra passer quelques semaines après les couches de sa belle-fille, M^{me} Eugène, dans son château de Pregny. Nous allons être riches en grandeurs. La princesse Borghèse, fatiguée de n'avoir pas Butini (le célèbre médecin genevois) à son commandement, s'en rapprochera dès qu'elle pourra être transportée. La duchesse d'Abrantès arrive aussi, mais tout cela ne fait pas grand bruit.... On raconte beaucoup de lettres de M^{me} de Staël. Elle regrette beaucoup Coppet ; elle parle des lettres qu'elle a reçues de ses ci-devant amans ; je ne sais où elle est, ni où elle va. »

Mieux renseigné que Constant, d'aucuns affirment — et ils n'ont pas tort — que M^{me} de Staël a entrepris un long voyage. Ils le colportent sans témoigner de regret. Il y a, à Genève, « beaucoup de bonheur domestique : on craint plus ce qui dérange le trantran et la monotonie de la vie que l'on ne recherche ce qui brille un moment. » Constant se réjouira cependant en apprenant que son frère Victor, officier au service de la Hollande, s'est distingué au siège de Badajoz, où son élève, le prince d'Orange, aide de camp volontaire de Wellington, a mérité d'être porté à l'ordre du jour. Quatre ans plus tard, Constant se félicitera de nouveau des succès de son frère, qui, après avoir enchanté l'isolement passerager de la duchesse de Rovigo, est fort loué par le roi à l'occasion du mariage du prince d'Orange. « C'est votre enfant, lui dit-il, c'est vous qui le représentez¹. »

Au mois d'octobre, Joséphine est de retour à Genève. Il y a bal chez le chevalier Saladin, ci-devant colonel de cavalerie au service des Bourbons. Ce n'est pas la première fois que Constant l'approche. En 1796 déjà, il la rencontrait à Paris chez M^{me} Tallien, où les succès de

¹ *Chronique*, 1^{er} avril 1816.

la campagne d'Italie auréolaient alors l'épouse aujourd'hui délaissée. Comme naguère, Constant loue « l'urbanité, la convenance charmante, la bonhomie » de l'impératrice qui apparaît au bal Saladin en robe de crêpe rose brodée d'argent et parée de bijoux de grand prix¹. Elle se déclare enchantée de Genève ; la reine d'Espagne, la princesse de Suède, Talma font chorus et déclarent avec elle qu'on ne rit qu'à Genève et « qu'on végète partout ailleurs. » Phrases de politesse banale, sans doute. Pourtant Talma, qui vient de jouer *Nicomède* en « goguenard, » brigue les fonctions de directeur du théâtre, qui l'obligeraient à demeurer à Genève. Quant à l'impératrice, elle se mêle avec la meilleure grâce du monde à la société féminine. Les bals et les réceptions en son honneur se succèdent. Elle est partout et reçoit elle-même de la manière la plus affable et la plus simple, se plaisant à tous les jeux, depuis le whist aux jeux de mains, tels que « pincez-moi sans rire, les gages touchés, la bague, etc.... » Il se fait aussi chez elle de la musique, et, tandis qu'un Espagnol pince de la guitare, Joséphine feuillette les croquis pris par Constant au cours de son voyage en Chine. Nulle raideur dans ces réunions, nulle gêne, mais, toujours coquette, Joséphine attache à sa toilette et à celle de ses hôtes une importance à laquelle ceux-ci ne sont guère habitués. Bientôt même ils se lasseront de tant de festivités et apprendront sans regret le départ de Joséphine au lendemain du bal donné par M^{me} Du Pan dans sa salle de fête de Morillon dominant les côteaux et dominant le lac.

Toutes les « grandeurs » dont parlait Constant ne partent point avec elle. Parmi beaucoup d'autres, il reste

¹ Dans son ouvrage sur *Les Bonaparte en Suisse*, Eugène de Budé a publié en partie la note de Constant sur le bal Saladin.

encore « une princesse polonaise qui danse et une princesse Carignan qui boude. » Cette dernière, nièce du roi de Saxe, est mariée secrètement à M. de Montlear, gentilhomme français de beaucoup d'esprit, descendant des Courtenay, empereurs d'Orient.

Puis les « grandeurs » s'éloignent pour un temps, laissant au premier plan... la police. Constant s'inquiète du rôle qu'elle joue et la blâme de consacrer toute son activité à la recherche des conscrits et des délinquants politiques, au lieu de vouer ses soins à la sûreté publique. Il se console en allant à la comédie chez les Eynard ou en devisant avec Sismondi. « Sismondi est, après Chateaubriand, ce que M^{me} de Duras aime le mieux. » Or, la duchesse de Duras fait autorité ; l'amie de Chateaubriand et de M^{me} de Staël, l'auteur d'*Ourika* et d'*Edouard* tient un « bureau d'esprit » et ses verdicts s'imposent aux bonnes compagnies. Celui qu'elle rend au sujet de Sismondi rallie, d'ailleurs, tous les suffrages. Cet historien est incapable d'une bassesse et retient les sympathies, au contraire de Benjamin Constant qui « n'est rien pour ceux qui ne lui sont rien » et dont l'air blasé et suffisant éloigne les amitiés.

Avec l'été, retour des « grandeurs. » A la date du 2 août 1813, Constant note sur ses tablettes :

« La maréchale Marmont ¹ n'est pas encore ici. Il n'y a que la duchesse d'Abrantès, veuve aujourd'hui, son mari s'étant jeté par la fenêtre. On dit que la cause de sa folie provient d'un tour que les Anglais lui ont joué. Il était à Fiume en Illyrie ; ses espions ont dû lui donner le faux avis que les Anglais projetaient de faire un débarquement dans un lieu peu éloigné de cette ville ; il y a porté toutes ses forces et les a placées en

¹ La duchesse de Raguse était la fille de Perregaux, d'origine neuchâteloise.

embuscade. Pendant ce temps-là, ils sont arrivés à Fiume, qu'ils ont trouvé dégarni de troupes ; ils en ont enlevé six gros navires, qui étaient dans le port, et la caisse militaire, et sont partis après avoir fait bombance pendant quelques jours.

» On raconte un autre tour joué à M. de Permont, frère de la duchesse d'Abrantès, qui était commissaire spécial de police à Marseille.

» Un monsieur se présente un jour chez lui et lui dit :
« — Je viens d'arriver à Marseille où j'ai des affaires ; je me suis chargé en route d'un paquet pour M. de Barras, l'ex-directeur, que j'ai promis de remettre en mains propres. Comme il est sous surveillance du gouvernement, j'ai pensé qu'il est plus prudent de vous remettre ce paquet afin que vous voyiez s'il ne contient rien qui soit contre les ordres que vous pouvez avoir. »

» M. de Permont lui répondit que Barras n'était point en surveillance, qu'il n'avait aucun ordre à son égard, qu'aucun soupçon ne plane sur l'ex-directeur.

» Pendant cette conversation, l'inconnu considérait avec attention un tableau pendu dans l'appartement, et, nommant son auteur, mit la conversation sur la peinture. M. de Permont, qui est un grand amateur des beaux-arts, le fit passer dans une autre pièce où il a une belle collection de tableaux ; il y trouva aussi un établissement de musique. L'inconnu prit un violon et en joua en maître. M. de Permont, toujours plus enchanté de son hôte qui montrait autant d'esprit que de talents, l'invita à dîner en lui disant qu'il avait ce jour-là une réunion d'amateurs pour faire de la musique. L'étranger demande la permission de n'accepter que conditionnellement, disant qu'il a de nombreuses affaires, que s'il réussit à les terminer il partira de suite, que s'il ne parvient pas à les terminer il se rendra à l'invitation. Il prie en conséquence M. de Permont de ne pas l'attendre. L'heure du dîner étant venue, on attendit l'inconnu pendant un quart d'heure, et, lorsqu'on allait se mettre à table, un domestique dit à M. de Permont qu'un matelot demande à lui parler, qu'il

est porteur d'une lettre et d'un panier. La lettre contenait ces mots :

« J'avais fait le pari que je me présenterais chez vous et que » vous m'inviteriez à dîner. Vous avez comblé mes vœux ; vous » m'avez reçu avec une extrême politesse ; permettez que je » vous en témoigne ma reconnaissance et que, ne pouvant dîner » avec vous, je vous offre un panier d'excellent vin de Madère » et de liqueurs des Iles, etc. »

» La lettre était signée Hamilton, commandant la frégate anglaise en station devant le port de Marseille.

» Le tour est joli ! Cet officier est Irlandais et parle français comme un Français même.

» Je n'ai point de nouvelles d'outre-mer. Les communications avec l'Angleterre sont toujours plus difficiles. Les Anglais refusent de laisser entrer dans leurs ports les navires porteurs de licences. »

La fin tragique de Junot, duc d'Abrantès, ne datait que de quelques jours. C'est à Genève que la duchesse l'apprit, à Genève où elle avait été attirée par la réputation du D^r Butini, autant que par le charme du pays. Elle s'y trouvait déjà l'année précédente avec la duchesse de Raguse lorsque celle-ci reçut la nouvelle de la mort de Marmont en Espagne. « J'étais un peu Genevoise à cette époque, note-t-elle dans ses *Mémoires*, parce que mon mari, comme grand officier de l'empire, avait un collège électoral à vie à présider ; c'était celui du Léman. Genève est une ville ravissante en raison de ses alentours ; rien n'est plus agréable et plus vivant, plus agreste en même temps. Genève est la ville où je voudrais me fixer si je ne me retirais pas en Italie ou en Espagne. »

L'année précédente, et malgré le décès du maréchal Marmont, la duchesse d'Abrantès avait vu Genève dans un merveilleux rayonnement de fêtes. 1813 l'y ramenait

en proie au plus vif chagrin, aux déceptions et à la maladie. Descendue, à son ordinaire, à l'auberge Dejean, « chez le bon Dejean, » à Sécheron, elle loua à Chambézy « une petite maison charmante, » la campagne Jaquet.

Bien qu'il n'aime guère M^{me} de Staël, à cause de cela peut-être, Charles de Constant continue à se préoccuper de ses faits et gestes. Tel jour, il note que la curiosité excitée en Angleterre par sa présence se refroidit, et consigne sans un mot de pitié la cause de son récent deuil : la mort de son fils cadet Albert, tué en duel au sabre en Suède : « Il a eu littéralement la tête coupée. » Tel autre jour il note encore :

« On écrit de Londres que M^{me} de Staël a lâché la bonde des indiscretions, que son manque d'égards aux convenances et aux usages attire déjà le blâme dans un pays où l'on exige une grande servilité à tout ce qui tient aux formes. On trouve que son fils ¹ a trop de suffisance et de bavardage philosophique : elle prêche la guerre à outrance ; elle est devenue ministérielle, quoique ses amis, ses opinions aient suivi jusqu'à présent une route opposée. Elle a eu aussi mille déboires. On se demande qui est ce jeune homme qui la suit en tous lieux (M. Rocca). »

L'esprit caustique de Constant s'exerce d'ailleurs aux dépens de chacun. Il consigne — est-ce par malice ? — que Vernet, revenant de Paris, où il a été plaider la cause de la Société économique, s'est cassé le bras, sa berline ayant versé dans l'ornière. Il signale la présence à Genève d'Alexandre de Lameth, alors préfet, « fort aimé à Turin, assez commun de figure, de ton et d'esprit. » Le 4 octobre, il écrit : « Nous chantons un *Te Deum*, je ne sais pour quelle victoire ; je crois que c'est pour celle de Marengo. » Et il passe au « grabeau » M^{me} de

¹ Auguste.

Krüdener, qui vient de louer une salle à la rue Verdaine et prêche publiquement « une nouvelle doctrine mystique, catholique, calviniste, illuminée et piétiste. Les huis sont ouverts ; y va qui veut. » Le gouvernement semble protéger la future Egérie d'Alexandre I^{er} et paraît souhaiter la réunion des catholiques et protestants dans une religion mixte. Le préfet recevra donc M^{me} de Krüdener, qui répondra d'un ton inspiré à ses questions qu'elle a reçu une mission d'en haut. Le 18 octobre, elle disparaît subitement.

L'intérêt qu'elle a suscité fait place à celui qu'excitent les événements politiques, l'envoi d'une députation du Léman à Paris pour présenter une adresse de dévouement à l'impératrice, le passage de 25 000 hommes se rendant en Italie pour renforcer l'armée du vice-roi, l'arrivée de Sommariva, ex-directeur de la République cisalpine, qui « se livre aux beaux-arts, la politique l'ayant abandonné. » Sommariva est propriétaire d'une fortune colossale ; il possède en tout lieu des terres ou des hôtels. Sa galerie de tableaux et de statues a une valeur inestimable, et il voyage au milieu d'une collection considérable de camées, où se classent les premiers essais des Grecs. Un portrait de M^{me} de La Vallière, par Petitot, et un nouveau thermomètre de poche, de Briquet, complètent les objets d'art ou de curiosité que promène ce marquis de Carabas.

La poudre aux yeux qu'il jette n'empêche pas les cancans de courir. On dit, le 22 novembre, que l'empereur a passé à Genève l'une des dernières nuits, que l'Autriche offre Genève et sa région à la Suisse, que Napoléon a donné le fouet à Ney, qui a disparu. L'humeur officielle est sévère, nerveuse même : « Si les Genevois s'avaient de faire des représentations, on les écrase-

rait comme des poux. » Et les passages de troupes se succèdent, hâtifs, pressés. Le 6 décembre, les conscrits en garnison à Genève partent à leur tour pour les bords du Rhin. On dit qu'ils ne reviendront pas.

On annonce l'accident survenu à M. de Narbonne : « Voilà M. de Narbonne mort à Torgau des suites d'une chute de cheval. Il en aura été bien fâché, car il aimait la bonne vie. La République des paroles perd en lui un de ses membres les plus distingués. Je n'oublierai jamais tout l'esprit que je lui entendis faire lorsqu'il s'escrimait avec M^{me} de Staël, son amante et son ennemie. »

Le 13 décembre, Constant enregistre l'arrivée du prince Carignan, héritier de la couronne de Sardaigne, chez le pasteur Vaucher, où il fera des études et contractera d'inoubliables amitiés. Il note, à la même date : « On dit que l'empereur a demandé à Pictet-Diodati : « Votre » République veut-elle aussi recouvrer son indépendance ? » Il lui a répondu que la République [était] trop petite pour attirer l'attention de personne, que l'on s'y confie dans les bontés de Sa Majesté. En attendant, je ne serais pas surpris si on brigue sous main les perruques de syndic. »

Pictet-Diodati était alors membre du Corps législatif. Il ne pouvait ignorer le désir des Genevois de secouer le joug de Napoléon. Au dire de Charles de Constant, les femmes souhaitaient moins que leurs maris le retour de la république. Elles se plaignaient d'avoir été délaissées, avant l'empire, pour la politique ; les prises d'armes, les émeutes, en quelque sorte organisées, auxquelles se livraient autrefois les Genevois pour réclamer des droits, les effrayaient. Elles jugeaient aussi que les nouvelles distinctions dont bénéficiaient leurs époux leur accordaient à elles-mêmes des titres plus flatteurs que ceux

de « Madame la syndique, madame la conseillère. »

Les événements allaient se précipiter et faire taire toutes les petites gens. Si, le 20 décembre, l'hôpital regorge de soldats français destinés à l'armée d'Italie, mais qui « meurent en foule », le 30 décembre ces mêmes soldats sont confiés à l'honneur des Genevois. Ceux-ci reconduisent eux-mêmes aux portes de leur cité les troupes valides de leurs conquérants et s'appêtent à proclamer, deux jours plus tard, la restauration de la république.

C'en est fait, à Genève, de la domination française.

II. La Restauration ¹.

Le général Jordy, qui commandait la place de Genève en état de siège, eût désiré faire au moins un simulacre de défense et prouver aux Autrichiens s'appêtant à lui succéder dans les murs de la ville qu'il n'était ni un lâche ni un fuyard. Les Genevois ne se souciaient nullement de le voir affirmer, de la manière la plus inutile, un courage dont nul n'avait jamais douté. « On lui a fait sentir que son honneur ne tenait pas à jouer la comédie. »

Si, malgré tout, la conduite de Jordy attirait les sympathies, il n'en était pas de même de celle du préfet Capelle. « Je n'ai point entendu porter de plainte contre lui, écrit Constant, cependant il n'était point aimé. On lui en veut même, sans autre motif que d'être l'instru-

¹ Dans le tome II de leur recueil relatif à la *Restauration de la République de Genève* (Genève 1913, in-8°) M^{lle} Lucie Achard et M. Edouard Favre ont reproduit les lettres adressées à cette époque par Charles de Constant. C'est de ces lettres qu'il tira la *Chronique sociale*, objet de notre étude. Comme la *Chronique*, ces lettres sont conservées à la Bibliothèque de Genève. Il est assez intéressant de comparer, textes en mains, les lettres et la *Chronique* ; on y trouve des différences d'appréciation qui nous ont engagé à publier ce chapitre, sans crainte de faire double emploi avec l'ouvrage dont nous venons de parler.

ment d'un abominable système. » Capelle partit, du reste, avant Jordy.

A peine Genève est-elle évacuée par la garnison française, que, le 30 décembre, le général autrichien Bubna y fait son entrée avec l'avant-garde de l'armée du prince de Schwarzenberg. Mais il ne s'agit plus d'une conquête. C'est un petit peuple libre qui les reçoit et leur fait accueil. Les lettres de Charles de Constant donnent maints renseignements curieux pour l'histoire locale au sujet du séjour des Autrichiens à Genève. Sa chronique mondaine en est elle-même toute parfumée. Il n'oublie pas, toutefois, de consigner les détails moins émouvants qui lui sont rapportés. C'est ainsi que le 8 mars, malgré l'appréhension d'un retour offensif des Français, il écrit avec un sourire : « Le prince de Suède, Bernadotte, a donné le cordon doré de l'Etoile polaire à Benjamin. Voilà donc le grand républicain avec le cordon doré au col ! » Il consignera aussi que, malgré l'état de siège, des filles de Genève ont franchi l'Arve de nuit pour rendre visite à leurs amoureux français à Carouge. Le 17 avril, après avoir appris la déchéance de l'empereur, il croira cependant devoir prendre un ton plus sentencieux : « La conduite de Bonaparte au moment de sa déchéance, sa joie en apprenant qu'on lui donnera une grosse somme d'argent, augmentent le mépris qu'il m'inspire. »

Constant ne marque pas plus de sympathie pour les frères de l'illustre vaincu. S'il se réjouit que « toute l'Angleterre s'ébranle pour venir sur le continent, » il apprend avec peine l'arrivée de Joseph, ci-devant roi d'Espagne, au château d'Allaman. « On dit que Jérôme ou Joseph, ces ex-rois, ont acheté le château de Prangins. Nous allons voir ces belles habitations s'encanailler. Pourquoi

deviendrions-nous le pot de chambre de la Révolution? » Il constate, le 6 juin, que le décès de Joséphine obligera de mettre en vente sa villa de Pregny et il constate, en manière d'oraison funèbre, que l'ex-impératrice laisse plus de dettes que d'argent. Ses regrets sont plus vifs lorsqu'il apprend, le même jour, le décès de l'un des anciens préfets du Léman, le baron de Barante, « honnête homme, fort capable. »

Genève est, à ce moment-là, le rendez-vous de la haute société européenne. Le diplomate Capo d'Istria, déjà connu et bientôt célèbre ; le colonel écossais Macaulay ; Sismondi, retour d'Italie ; sir Robert Wilson, « espèce de héros chevalier qui a fait la guerre avec une bravoure, un talent et un dévouement rares » et qui se trouve charmé de cinq ordres ; sir Humphrey Davy, le chimiste fameux, tous ces grands personnages sont venus fêter la petite république. A vrai dire, le dernier, que Constant a beaucoup connu à Londres et qui ne renie point ses origines de garçon apothicaire de village, passe son temps à la pêche le plus bourgeoisement du monde.

Marie-Louise, en séjour à Allaman chez son beau-frère Joseph, ne fait, cette fois, que passer à Genève, se rendant à Aix. Mais voici M^{me} de Staël, malade, amaigrie, et M. Rocca, « qu'elle mène en laisse ; » voici sa fille « toute ronde ; » voici Talma qui, après avoir joué *Andromaque* et *Hamlet*, va d'un salon à l'autre. Il est de fort bonne compagnie et amuse les Genevois, désarmant, autant que faire se peut, de leurs préventions contre le théâtre, stigmatisé comme « une invention du diable » dans une brochure du professeur Duvillard. Voici le général Bradshaw et son épouse, type assez réussi de ménage anglais recherchant un endroit où ils aient beaucoup de plaisir pour peu d'argent. Voici, aux Grottes, lady Char-

lotte Campbell, sœur du duc d'Argyll, « avec sa nichée de jeunes et jolies filles. Il y a vingt ans qu'elle était la plus belle plante de femme de l'Angleterre. Elle a été douée par la nature de tout ce qui peut charmer le vilain sexe par le beau. Elle a dix enfants. Son ivrogne de mari est mort dans ses terres des suites de cet abominable vice. » Voici Wedgwood, le « fameux potier. » Beaucoup d'Anglais, on le voit, auxquels Charles de Constant reproche leur inconséquence. Il écrit le 15 août 1814 :

« Nous fûmes lundi à Coppet faire une visite. Toute l'Angleterre, la prude Angleterre, a été aux pieds de M^{me} de Staël pour jouir des charmes de son esprit qu'elle a déployé avec luxe devant ses auditeurs très capables de le bien sentir et juger. On lui a passé son goût pour les hommes, comme on a passé celui des femmes aux grands hommes. On la croit bonne et moi aussi je le crois. Elle est célèbre. C'est une preuve de mon petit esprit si je ne suis pas ébloui du prestige qui séduit tout le monde. Si j'étais Caton l'ancien, je crois que je n'irais jamais à Coppet. M^{me} de Staël était triste et son expression était mélancolique, mais fort naturellement : elle est occupée dans ce moment de trois ouvrages : la vie politique de son père, les dix années de son exil et un poème. »

M^{me} de Rumford, cette veuve de Lavoisier qui vit séparée de son second mari, M^{me} de Humboldt, lady Davy sont d'entre les hôtes les plus assidus de Coppet.

Chez Constant lui-même, c'est un défilé de grands personnages. Marie-Louise, revenue d'Aix, vient admirer le paysage de la terrasse de Saint-Jean. Lord Castlereagh, l'un des diplomates les plus en vue de l'Angleterre, rend visite au propriétaire.

« Lord Castlereagh est un homme d'environ quarante ans, à petits talents, d'un caractère aussi désagréablement froid que

ses manières. Il a commencé sa carrière au moyen d'un dévouement aveugle à M. Pitt, qui aimait à s'entourer de jeunes gens qu'il pouvait employer en sous-ordre et sur lesquels il pouvait compter implicitement. »

Sir Charles Mackintosh, « l'homme de l'Angleterre qui a le plus de talent pour la conversation, » déjeune chez Constant avec Shelley et Sismondi. L'amphitryon aura, lui aussi, quelques anecdotes à offrir à ses hôtes ; il écrit, ce jour-là, 12 septembre, dans une de ses lettres :

« Je demandai l'autre jour à M^{me} de Staël ce qu'elle faisait de mon cousin, le pape des piétistes (Mgr. de Langalerie). Elle me répondit qu'il avait remis le calme dans son âme dans un des moments les plus cruels de sa vie. Il faudrait bien des feuilles de papier pour te rendre notre conversation, qui fut vive et intéressante. On dit qu'elle marie sa fille à un des Broglie : elle est fort jolie au bal. Je suis bien aise que M^{me} de Staël ne fixe pas sa demeure dans ce pays. Sa philosophie rationnelle, ses cent mille livres de rente et son exemple ne vaudraient rien. Sa fille est fort instruite, dédaigneuse, indolente, fort agréable quand elle veut ou qu'elle est poussée par une coquetterie très raffinée. Comme toutes les jeunes demoiselles de son âge, elle cherche quelqu'un tantôt sur la terre, tantôt parmi les anges ; elle rôde autour de l'amour. Le goût de l'indépendance, ou celui de gouverner, lui servira d'appât. Je travaille toujours à remettre Saint-Jean en état et en beauté. La redoute¹ s'arrangera. La terrasse est bien souvent couverte de nombreux étrangers qui sont ici. La princesse de Galles est incessamment attendue ici. Il pleut des lords et des ladys, qui répandent des guinées et quelque agrément. »

Parmi ces *ladies*, Constant cite lady Westmoreland, « femme un peu extraordinaire, d'un esprit original,

¹ Constant avait éprouvé un vrai chagrin à voir sa terrasse transformée en redoute par ordre des autorités militaires.

d'une extrême vivacité, gracieuse et peut-être belle. » Mais Constant ne s'attarde pas à pénétrer la psychologie de lady Westmoreland. Sa plume fait un bond pour noter avec quelque ironie ce qui se passe à Rome :

« Le pape fait enlever les réverbères des rues de Rome, parce qu'ils y ont été mis par les Français ; il ne veut pas même de ce qui pourrait réparer le mal qu'ils ont fait à l'Italie, mais les Italiens, qui, en masse, ne sont pas tout à fait des hommes encore, aiment mieux rester *brute* ; ils n'ont d'énergie que pour faire le mal. »

Et la fête continue. Il y a réunion chez le colonel de Guiguer où M^{me} Laval, épouse du chef de la douane de Versoix, joue de la harpe. Constant note qu'il l'a déjà entendue à Londres en 1793 et relate, quelques lignes plus loin, de la manière la plus laconique, son élection au Conseil représentatif. Il s'étend davantage sur sa rencontre avec la princesse de Galles :

« 3 octobre 1814. — Je pourrais faire une description bien pittoresque de la princesse de Galles, petite femme de quarante-six ans, d'un énorme et lâche embonpoint, jadis très blonde, maintenant brune, presque noire, à l'aide d'une énorme perruque semblable à celle que porte la bête dans *Zémire et Azor*, et du noir dont les hussards se servent pour leurs moustaches, dont elle emplâtre ses sourcils. Deux gros placards d'un rouge couleur de brique couvrent ses joues ; elle porte un superbe diadème de diamants sur le front, dont les bouts se perdent dans la tignasse. Elle est nue depuis le col jusque sous le bras.... Elle porte une robe de satin blanc garnie de broderies et d'ornements d'or. Cette robe, qui a une queue trainante, est recouverte d'une autre robe de cachemire ponceau, brodée avec des palmes qui remontaient jusqu'aux hanches. Cette robe, ouverte par devant, serrait celle de satin de façon que la queue de celle-ci traînait sans grâce sur le parquet et courait entre ses jambes. Voilà

comme elle fut présentée au bal de M. Hentsch où je lui fus présenté. Elle me dit :

» — Il y a bien longtemps que nous ne nous sommes vus, monsieur Constant.

» Elle me prenait sans doute pour Benjamin, qu'elle a connu lorsqu'il était à la cour de son père. Elle a inspiré un dégoût général. On dit cependant qu'elle a montré de l'esprit chez Sellon qui lui a donné à déjeuner. Elle va, dit-on, partir pour la Grèce. »

L'esprit ! Pour Charles de Constant, on sent que tout est là. Il éprouve un véritable plaisir à relater le dîner qu'il offrit, le 7 novembre, au colonel Krivtsoff, « cosaque sans jambes, » âgé de vingt-trois ans seulement, mais d'une rare érudition. Avec lui Constant réunit Etienne Dumont, Sismondi, Pictet-Diodati et de ce petit aréopage jaillit une conversation « brillante, enjouée, intéressante tour à tour. Le cosaque y a pris sa part. »

L'esprit ! Charles de Constant daigne en reconnaître à son cousin Benjamin puisque, d'après le bruit qui court, le voici épris de M^{me} Récamier. L'esprit ! le goût aussi : Charles se réjouit de ce que Benjamin puisse avoir enfin quelque satisfaction de beauté, car, jusqu'à ce jour, il avait « un fort penchant pour les femmes laides, M^{me} de Charrière et M^{me} de Staël. » Mot fort méchant et dépourvu de toute galanterie, mais, décidément, il ne faut pas rechercher des flatteries sous la plume de Charles de Constant. Il est presque irrévérencieux lorsqu'il parle de son concitoyen Lullin de Châteaueux, maréchal de camp, créé par Louis XVI commandeur de l'ordre du Mérite militaire, et qui, lieutenant à quinze ans, s'était distingué à la bataille de Fontenoy : « Le marquis lieutenant-général de Châteaueux, cordon bleu, etc., porte un beau crachat sur son habit qui a vu les trois derniers

règnes ainsi que sa perruque ; il est toujours de sa politesse de cour. »

Le premier anniversaire de la restauration de la république de Genève donne lieu à de grandes fêtes et les étrangers ne sont point les derniers à y participer. Lord Huntley a décoré sa maison de quatre transparents allégoriques et le prince Paul de Mecklembourg a illuminé la maison Boissier, où il habite. « Le peuple était ivre de joie. Les confiseurs n'ont pu fabriquer assez de bonbons pour les grands et petits enfants. Il y a un an, le sucre valait 6 francs la livre ; on ne l'avait pas oublié. » Tous les regards se dirigent du côté de Vienne où siège le congrès et chacun souhaite *in petto*, pour la paix intérieure de la Suisse et le succès des délibérations du congrès en ce qui la concerne, que les Bernois renoncent à leurs mœurs féodales. « Autre temps, autres mœurs. Le fond reste le même : aimer et pratiquer la justice, aimer Dieu et son prochain comme soi-même. »

Au commencement de 1815, la société anglaise de résidence fixe devient si nombreuse à Genève que l'Etat lui concède, pour ses cérémonies religieuses, la chapelle de l'Hôpital. Deux ecclésiastiques y officient. L'un d'eux a été consacré deux jours seulement avant de quitter l'Angleterre. Précédemment capitaine aux gardes, il avait fait en cette qualité la campagne d'Espagne ; un de ses parents ayant un bénéfice ecclésiastique à donner, il avait quitté le service pour le prendre, car « il valait un régiment, savoir 800 livres. »

Tandis que Sismondi surveille à Paris l'impression de la suite de ses *Républiques italiennes*, on se préoccupe à Genève des décisions que le congrès de Vienne est appelé à prendre concernant Murat et le trône de

Naples, et l'on discute au sujet de telle intervention féminine.

« C'est M^{me} Récamier, écrit Constant le 16 janvier, qui a, dit-on, écrit la lettre au roi de Naples et non point M^{me} de Staël, bien capable de commettre une indiscretion et autres bagatelles qui ne semblent pas être de son ressort. Elle a obtenu 80 000 francs de rente sur le grand-livre en paiement des 3 millions que l'Etat devait à son père. Les Bourbons ne doivent pas la voir de bon œil et on peut leur pardonner quelques préjugés à son égard. Ils ont la même source que ceux qu'ils ont contre Rousseau, Necker, Clavière et Genève. »

Toujours sévère pour M^{me} de Staël, toujours gouailleur, il écrit, un mois plus tard :

« On dit que M^{me} de Staël a un peu perdu de sa faveur aux Tuileries. Le mariage de sa fille Albertine avec le duc de Broglie est communiqué aux parents ici. Ce mariage ne rabattra pas le caquet de la mère et la petite suffisance de la fille, toute charmante qu'elle soit. Je ne sais si c'est le sang qui a parlé en moi, mais je me suis senti tout d'abord un faible pour elle.

» *L'aurea sacra fames* a joué un grand rôle dans cette affaire. Ce sont les millions rendus qui ont fait faire ce mariage, quoique le duc de Broglie eût pu épouser Albertine pour elle-même. Nous savons bien, cependant, que les ducs regorgent de jolies filles et que ce n'est pas l'esprit qu'ils cherchent dans une femme. »

Charles de Constant, lui, concède rarement qu'une femme puisse en avoir. Ne dit-il pas, non sans quelque raison, en parlant de M^{me} de Montolieu : « [Elle] pousse des romans comme on pousse des boutons à la petite vérole. Si on mettait tous ses ouvrages sur le pressoir, il n'en sortirait qu'un bien petit volume : tout le reste serait marc. »

Tout cela n'empêche point le conseiller Constant d'être fort répandu dans le monde, où les bals ne tarissent pas. Il dîne avec Albert Gallatin, ce Genevois devenu ministre du Trésor aux Etats-Unis, homme d'Etat en passe de devenir célèbre, d'une franchise remarquable, d'une rare finesse, et qui quittera sa ville natale « le cœur assez gros pour regretter d'être venu. »

Au cours de ses visites, notre chroniqueur recueille, à son ordinaire, tous les potins. Le 27 février lui en apporte deux. C'est, tout d'abord, le mariage d'amour d'une Genevoise, M^{lle} Jaquet-Joly, avec M. de Jessaint, l'ancien sous-préfet du Léman. De Jessaint devait gérer plus tard, en qualité de préfet, les départements de la Lozère, du Gard, de l'Eure-et-Loir et de la Haute-Marne. C'était, au dire de Constant, « un assez joli garçon de figure, très fat, très suffisant, très ignorant et, jadis, très dévoué à feu son maître Bonaparte. Il appartient à une pauvre famille bourgeoise de Châlons-sur-Marne, qui a fait du chemin pendant la Révolution. »

Second potin : le bruit court que l'ex-roi Joseph, à la tête des Vaudois, est entré à Berne après avoir mis la ville à feu et à sang.

Ces cancans et ces « on-dit » n'allaient pas tarder à s'effacer pour laisser la place à des événements politiques d'une autre importance.

ED. CHAPUISAT.

(*La fin prochainement.*)

SOLDATS BLESSÉS

Introduction.

Lorsque je reçus la lettre de faire-part, je ne m'étonnai point et demeurai sans larme : nous vivons dans une telle atmosphère de douleur et de mort qu'il semble qu'aucune douleur nouvelle ne puisse plus nous surprendre.

Cette femme, infirmière de la Croix-Rouge, morte en trois jours d'une grippe infectieuse, était mon amie. Elle aussi, tombée au champ d'honneur.

Il y a quelques semaines, je la vis pour la dernière fois. J'étais allée la surprendre dans sa petite chambre d'hôtel, tout près de son hôpital. Penchée à sa table, elle écrivait. Elle leva son visage fatigué qui souriait. Je lui demandai :

— Comment, après votre journée harrassante, trouvez-vous la force d'écrire ?

Elle répondit :

— Parce que je ne puis faire autrement.

Alors elle s'expliqua, de sa voix un peu hésitante, cette voix qu'un scrupule d'exactitude semblait toujours paralyser, cherchant le mot qui ne trahit point la pensée :

— Voyez-vous, tout le jour, j'assiste à des choses si

belles ! Comment vous dire ? A travers toute cette souffrance, au fond de toute cette souffrance, il y a comme une force et une douceur, oui, presque une joie, une grande joie déchirante, qui d'heure en heure me soutient et m'exalte. Vous souriez.... Oui, vous m'avez connue désabusée : la réalité me décevait toujours.... Les hommes, quand ils sont bien portants et heureux, ne songent le plus souvent qu'à leur intérêt et à leur plaisir. Tandis qu'à présent cette atmosphère nouvelle les révèle tout autres.... Comme ils savent bien souffrir !

Elle cherchait à dominer sa réserve habituelle pour me découvrir le fond de sa pensée. Et je respectai son silence.

Elle reprit à voix basse :

— Lorsque Dieu voulut se manifester au monde, Dieu prit la figure d'un homme martyrisé... oui, c'est bien cela... un homme martyrisé. Les hommes martyrisés à leur tour laissent apparaître toute la grandeur qui était en eux et que l'existence, trop remplie de soucis, de jouissances ou de bruits, étouffait.

Elle se leva brusquement, et, debout devant moi, me regardant, elle s'écria :

— Ces soldats, des paysans, des ouvriers, de pauvres gens obscurs, sans éducation, sans culture, ils ont souvent des paroles que je garde en moi toute la journée, comme un réconfort ; ils marquent un oubli d'eux-mêmes, un courage, une résignation sans égale. Leurs souffrances leur paraissent toutes naturelles. Ah ! voyez-vous, c'est à ce moment-là que transparait leur âme véritable. Et qu'elle est belle cette âme, comme elle donne confiance, comme elle rachète !

Se tournant vers sa table, elle prit le cahier demeuré ouvert :

— Alors, le soir, je note ces paroles, ces gestes, ces pauvres sourires héroïques. Beaucoup d'entre ceux que j'ai connus sont morts déjà. Il me semble qu'ainsi je fixe leur image, qu'un peu du meilleur d'eux-mêmes subsiste. Il me semble alors que je recueille les actes de ces âmes qui se sont résignées et sacrifiées si simplement. On n'a pas le droit de laisser perdre de telles choses, ne le croyez-vous pas ? Je les note, sans penser plus loin. Un jour peut-être, je les ferai lire à quelques amis qui ressentiront la même consolation et la même reconnaissance en pensant : « Ceux-là ont mérité pour nous. »

Je murmurai :

— C'est maintenant que nous avons besoin de consolation.

Elle répondit :

— Ah ! maintenant... pour moi je vis avec eux tout le jour, je ne les quitte pas une heure et, la nuit, ma pensée retourne auprès d'eux. Tout ce qui vit en dehors de l'hôpital n'existe plus.... Mais tenez ! ajouta-t-elle vivement, prenez donc ce carnet, lisez-le, prêtez-le, faites-en ce que vous voudrez. Ce n'est qu'un pauvre journal, sans aucune prétention... mais c'est un témoignage....

Et comme je la remerciais, j'aperçus dans la demi-obscureté des larmes sur ses joues.

— Ne faites pas attention, comme disait l'autre jour cette pauvre petite bossue au chevet de son mari agonisant : il y a si longtemps que je les retiens !

Et elle acheva avec un sourire :

— Je continuerai à les recueillir, ces bribes de vie héroïque. Dans quelques semaines, il y aura un autre carnet. Vous viendrez le chercher.

Ce soir, immobile, les deux mains jointes sur ce carnet qu'elle m'a donné, je revois ce visage las, transfiguré

soudain par une si profonde émotion, j'écoute en moi cette voix chère, timide et ardente :

— On n'a pas le droit de laisser perdre ces choses !

Il me semble que j'obéis à un ordre secret en transcrivant respectueusement, humblement, mot à mot, ce témoignage.

Et je suis revenue dans la grande ville, pour revoir l'hôpital. Longuement j'ai contemplé cette haute façade claire, ces deux longues ailes enserrant sur trois côtés une cour plantée d'arbustes, entourée de bordures gazonnées et fleuries. Sur toute la longueur, une grille en défend l'entrée. Devant cette grille, un groupe de femmes et de vieillards se reforme continuellement : ils se haussent les uns derrière les autres. Ils lisent sur une pancarte la liste des blessés. Avant de s'éloigner, ils jettent des regards sur cette cour où passent, rapides, les silhouettes blanches des infirmières et les petits éclaireurs portant des ordres.

Je ne puis détacher mes yeux de ces façades blanches, de ces fenêtres, de ces plantes. Je songe que la tristesse répandue sur les murailles des hôpitaux officiels n'a point atteint cette grande école transformée et qu'elle garde une physionomie avenante. Quelque chose de la vie jeune et joyeuse qu'elle enfermait naguère semble demeurer malgré tout.

Je revois mon amie se hâtant chaque matin le long des promenoirs dallés, traversant cette enceinte, disparaissant derrière cette porte là-bas, allant retrouver, à travers tant de tristesses, sa grande joie déchirante, allant retrouver cette confiance nouvelle que les hommes qui souffrent ici lui ont rendue. Elle leur a donné sa vie en échange. Ce n'est pas payer trop cher une foi revenue.

Toujours immobile, je songeais que je connaissais cet hôpital comme si j'y avais vécu ; les figures des gardes, des médecins, de quelques-uns des blessés me sont devenues familières. Cependant je n'eus pas le courage d'entrer. Car ces galeries qu'elle ne traverse plus, les chambres, la salle d'opération me donneraient trop vivement la sensation de sa mort... tandis que je continue à la revoir vivante, celle dont il m'est donné de transmettre ici « le témoignage. »

Carnet d'une infirmière.

Septembre. — Ce matin j'ai pris mon service à l'hôpital.

Singulière joie qui vient brusquement lorsqu'on a revêtu le sarreau de toile blanche, le tablier à pointe boutonné au col. N'être plus une intruse, une femme du dehors, devenir un obscur rouage utile de cette bienfaisante maison. Subitement la personnalité s'évanouit sous l'uniforme. On n'éprouve plus qu'un immense désir de bien faire, un consentement absolu de tout l'être à la discipline. On sera cette anonyme qui obéit au son de cloche, au geste du médecin, au signe du malade, qui se tient respectueusement à la tête du lit, et s'applique à toutes les besognes, aux besognes qui naguère auraient répugné : ces humbles besognes, comme elles m'apparaissent douces !

— Voici votre salle, a dit l'infirmière-major en ouvrant une porte.

Une chambre de quatre lits, longue et étroite, éclairée par une fenêtre. Trois lits seulement sont occupés. Et tout de suite ces trois hommes m'apparaissent comme m'appartenant un peu, de grands enfants malades qui me sont donnés. Tous trois sont blessés à la poitrine. Ils

vont mieux. Le quatrième, qui vient de subir une terrible opération au poumon, a été porté à l'infirmierie, car l'odeur de sa plaie était intolérable.

La salle est faite. Les toilettes sont faites. Il n'y a pour l'instant qu'à m'asseoir près de la table, attentive à leur rendre de menus services.

Le plus près de la porte est un garçon de vingt ans, un paysan du centre, figure imberbe et pleine, devenue toute blanche à cause des longues semaines passées au lit. Il fut blessé dans les premiers combats, en Alsace, à la fin d'août. Il a un parler un peu lourd, et un si bon sourire de gosse, ce Charlier !

Les deux autres sont des hommes de vingt-neuf et trente ans : Herbault, un jardinier du Loir-et-Cher, figure brune qui devait être rude et qui s'est affinée, et le troisième, Poncet, un ouvrier de fabrique, à la moustache noire, aux yeux bleux, aux traits réguliers. Il est marié. Et sa jeune femme vient le voir chaque après-midi.

— Cela fait paraître le temps moins long, soupire-t-il.

— Avez-vous des enfants ?

— Non, heureusement !

Il a un regard si mélancolique jeté sur son corps blessé que je reprends en le grondant un peu :

— Vous allez mieux, la semaine prochaine vous vous lèverez.

Il ne répond rien, mais je devine bien ce qu'il pense. Il ne redeviendra jamais l'homme solide qu'il était auparavant, un homme qui gagnait bien sa vie et ne redoutait pas les charges d'une famille.

Pour éloigner cette idée, je lui demande à quelle bataille il fut blessé. En Alsace, lui aussi. Ils étaient en tirailleurs dans un bois. Ils s'abritaient derrière les arbres.

Les obus tombaient, éclataient. A quelques pas de lui son camarade eut les jambes emportées.

— Il me dit : « Je suis perdu... tu diras à ma femme.... » Je l'ai vu saigner, saigner... puis il est mort. Ça fait un effet, tout de même.... On se dit : « Ça va être mon tour tout à l'heure. » Je suis resté encore trois heures à la même place. Et puis j'ai été blessé. Alors j'ai pu me tirer en arrière, jusqu'à ce qu'on me ramasse.

Il ne sait pas décrire, énumérer ses sensations. Cependant la scène qu'il contemple, les yeux fixés sur son drap, en hachant ces pauvres paroles, se communique à mon regard. Je vois le bois où les obus pleuvaient, un bois de futaies, des troncs trop minces pour abriter les hommes, et le corps du camarade couché dans son sang ; et ces heures de tête-à-tête avec ce cadavre, ces longues heures mortelles, j'en éprouve l'angoisse rétrospective, mystérieusement transmise.

— Allons, lui dis-je, il ne faut plus penser à tout cela. Après un silence il répond :

— Ah ! madame... c'est affreux, la guerre....

La visite du major, un homme âgé et bienveillant. Il se tient un instant debout au chevet de chaque lit. Un regard à la feuille de température.

— Allons, cela va bien. Il faut surveiller le régime de Charlier, qui a la langue blanche.

— Monsieur le docteur, est-ce que je pourrai bientôt me lever ? demande respectueusement Poncet.

— Dans quelques jours, mon garçon.... Allons, de la patience !

— Ah ! de la patience, soupire-t-il, on en a bien !

La cloche a sonné. C'est l'heure de la distribution de pain et de vin ; on va servir le déjeuner. Il faut préparer

le couvert. Les soldats gentiment m'indiquent la place des objets. Cette salle, où ils sont depuis longtemps, leur est familière jusque dans les moindres détails. Ils pourraient, les yeux fermés, indiquer tout le contenu des placards.

— Vous cherchez les cuillers, madame ? Deuxième rayon à droite.

Je vais, je viens autour d'eux. Je coupe leur pain, leur viande, j'étends les serviettes sur le drap. J'éprouve, à les voir manger, la joie d'une mère qui regarde ses fils convalescents.

Et vraiment ils me semblent redevenus des enfants, ces grands garçons dépendants et affaiblis, et si dociles, et si peu exigeants ! Ils s'excusent lorsqu'ils redemandent un verre d'eau, un morceau de pain :

— On vous donne bien du mal, madame.

Ils ne se permettent pas une plaisanterie un peu libre, ils ne se permettent même pas de sourire lorsqu'on commet une bévue.

Est-ce d'avoir affronté la mort, est-ce le contact avec leurs officiers ou bien leurs longues souffrances qui ont affiné ces hommes simples et développé chez eux une si délicate politesse ? Ils en montreraient à plus d'un jeune homme « bien élevé. » Je regarde avec émotion leurs mains qui furent autrefois des mains rudes de travailleurs et qui sont devenues si blanches et douces. Je me les figure, plus tard, guéris, redevenant le paysan, le jardinier, l'ouvrier de fabrique. Ils garderont, avec le souvenir de leur campagne héroïque, une pitié plus concrète pour les hommes qui souffrent et pour les femmes qui restent seules. Et ils garderont sans doute aussi quelque chose de cette politesse charmante, de ce respect nou-

veau auquel ils furent initiés et qui font d'eux, si frustes et si ignorants fussent-ils, des gentlemen.

L'après-midi. La fenêtre grande ouverte laisse entrer un peu de soleil. Le soleil inonde en face de moi les frondaisons encore vertes étagées au-dessus des murs : le beau jardin de l'école. Les soldats reçoivent des visites. Ils s'entretiennent à demi-voix pour ne pas se gêner mutuellement. Herbault a auprès de lui deux dames d'un certain âge qui s'informent de sa blessure avec sollicitude, des amies de ses anciens maîtres, peut-être. Il a l'air un peu confus, timide, et très touché.

Au chevet de Poncet sa petite femme est assise, gentille et gaie, de mise très simple. Elle raconte tous les menus détails de son existence, auxquels il prend part en souriant ; elle dit les rues qu'elle a traversées, les courses qu'elle a faites, les gens qu'elle a vus.

Je m'approche de Charlier qui s'absorbe dans la lecture de vieilles revues.

L'infirmière-major, M^{me} Vigny, est entrée.

Dès le premier instant je l'ai aimée, cette douce femme, j'ai aimé sa contenance modeste, ses cheveux blonds lissés dépassant un peu la coiffe et son sourire qui rassure les timides. Depuis le 1^{er} août elle est là, ponctuelle, infatigable, et son dévouement apparaît chose toute naturelle et comme l'atmosphère de sa vie. On se tient devant elle, on ne dit rien, et sa bonté vous pénètre et vous réchauffe sans qu'elle ait besoin de parler.

La petite femme de Poncet s'est levée pour partir. Elle a boutonné sa jaquette, ramené son tour de cou en fourrure. Et elle soupire, ne se décide pas à s'en aller. Lui la regarde, et le sourire s'efface de ses lèvres.

Nous sommes de nouveau seuls dans la chambre. Le jour baisse. L'air fraîchit. J'ai fermé la fenêtre. Les hommes ont sur leur lit les journaux de l'après-midi. Herbault et Poncet commentent les nouvelles. Je gronde Charlier : il ne voit plus assez clair et s'obstine à lire. Docilement il a fermé son livre.

Les hommes, un peu fatigués, se taisent. La mélancolie de la lumière déclinante les pénètre à leur insu. Un jour de plus écoulé ! Un jour pareil à tant d'autres jours passés, à tant d'autres jours qui viendront. C'est l'heure où ils pensent à leur chez-eux avec le plus d'acuité. Je n'ose pas troubler leur silence. Et leur tristesse que je devine m'opprime. Quel soulagement quand la lampe électrique s'allume ! La chambre se ranime autour de nous, apparaît plus étroite et familière. Les objets ressuscitent brusquement. Charlier a repris sa lecture. Poncet se remet à sourire. Herbault me demande d'arranger ses oreillers pour qu'il se redresse un peu dans son lit. L'ombre de tristesse a disparu. On est bien, on se sent chez soi. Il y a autour de nous comme une atmosphère d'intimité.

— Madame, c'est le moment des températures, dit obligeamment Charlier. Le thermomètre est là sur le troisième rayon, dans le coin à gauche.

Je ne peux m'empêcher de rire, ils se donnent tant de peine pour me former !

37.7... 37.4... 37.6....

Penchée sur la table, je transcris les chiffres avec application, puis je dessine la courbe.

— Madame, dit à son tour Herbault, il faudrait peut-être bien préparer le couvert....

Voilà, j'obéis. L'un après l'autre je sors les bols, les

verres, les assiettes. La porte s'ouvre. Et c'est la distribution du pain et du vin.... Déjà?.. comme cette journée a vite passé!

Je dispose le dessert sur une assiette, des macarons, des biscotins, des biscuits au sucre et au chocolat. Mes soldats ont des regards d'enfants devant une boutique de pâtissier. Mais je pense à la langue de Charlier, à la recommandation du docteur. Un peu soucieuse, je m'approche de son lit. Je voudrais qu'il fit le sacrifice de lui-même, car il m'en coûte de le priver.

— Charlier, il me semble qu'ils sont bien durs pour votre estomac, ces bonbons. J'aimerais mieux ne pas vous en donner....

Il a la mine désappointée d'un gamin qui voit s'éloigner le régal de son goûter. Il répond en boudant un peu :

— Eh bien! je n'en prendrai pas, voilà tout.

— Charlier, je vous en garderai deux pour demain, si votre langue est redevenue rose.

Il me regarde. Il voit mon regret. Alors, retrouvant tout à coup son bon sourire, il s'écrie :

— Il ne faut pas que cela vous ennuie, madame. Voyez-vous, moi je m'en passerai très bien, du moment que vous pensez que c'est mieux.

Et, docile, il achève sa bouchée de pain et s'allonge dans son lit.

Lorsque, la chambre étant remise en ordre, les oreillers redressés, tous trois se disposant au sommeil, je leur ai souhaité une bonne nuit, Charlier a redit tout doucement, pendant que je m'éloignais :

— On vous a donné bien du mal, madame....

Ah! s'ils savaient quelle joie j'éprouve à les servir!

Octobre. — « Ma salle » m'est devenue plus familière que n'importe quelle chambre longtemps habitée. J'en sais tous les détails, tous les aspects et les expressions différentes qu'elle prend selon l'heure et la lumière. Et mes trois blessés, il me semble que je les connais depuis toujours. Quand j'arrive, ils m'accueillent affectueusement avec une salutation joyeuse et un sourire. A présent je participe aux moindres détails de leur existence. Je m'intéresse aux démarches de la petite femme de Poncet qui cherche de la couture à faire chez elle, aux lectures de Charlier, à la correspondance d'Herbault, qui attend tous les deux jours une carte de la maison.

A onze heures, lorsque je suis en avance, je sors un moment dans la galerie. J'aime cette heure: une animation heureuse remplit le vaste couloir aéré, si clair avec ses grands vitrages. Les soldats valides sortent de leur salle, le bras en écharpe, ou clopinant, appuyés sur une canne. Ils s'asseyent par groupes, tandis que les infirmières disposent sur les tables une nappe de couleur vive, dressent les assiettes autour d'un bouquet de fleurs d'automne. Il y a comme un air de fête, une fête quotidienne dont on ne se lasse point. Les soldats attendent leur repas, ils ont faim, ils sont gais; ils échappent à la salle des malades, aux odeurs des plaies, à tous les tristes détails; ils se croient en convalescence, déjà. Oui, c'est bien une fête, en effet, la fête du retour à la vie.

L'après-midi, les soldats vont et viennent par petits groupes. Ils fument. Ils flânent. D'autres lisent. Les plus souffrants, étendus sur des chaises longues près du vitrage, regardent sans se lasser, au delà des arbres, le va-et-vient des passants. Un brancardier promène un

invalide dans le fauteuil roulant. Cette joie leur échoit tour à tour.

— C'est moi qui vais en automobile aujourd'hui!

Souvent plusieurs convalescents se réunissent autour de l'un d'eux, beau parleur qui raconte sa campagne, et tandis qu'on passe on entend des lambeaux de phrases :

— Alors dans la tranchée, tout à coup....

Les autres, très intéressés, écoutent, interrompent, discutent, se passionnent.

O merveille de la vie, inlassable renouveau ! Ils ont déjà surmonté le souvenir de leurs douleurs, ils sont là, épanouis, s'amusant d'un rien, déjà prêts à retourner « là-bas. » Puisqu'il faut, n'est-ce pas ? En attendant, ils goûtent leur repos, la sollicitude qui les entoure. Ils sont reconnaissants des fleurs, des sourires, des cigarettes, des soins que leur dispensent de douces mains féminines. Ils jouissent de cette trêve heureuse. Ils disent : « Ici, on est au paradis ! »

Au paradis ! Et il y a la salle de pansement... il y a les camarades qui meurent... il y a la guerre qui les attend.... Au paradis !...

Quelques-uns diraient volontiers, comme ce petit soldat que j'entendis dans le poste de secours d'une gare, tandis que l'infirmière le pansait :

— Ah ! madame, on se ferait crever la peau pour être soigné par vous....

Cet après-midi la directrice est entrée. L'heure des visites était passée. Mes soldats reposaient très sagement. Alors elle m'a dit :

— Venez avec moi à l'infirmierie.

Je l'ai suivie. Avant de descendre nous sommes

entrées à la salle 10, une vaste salle de seize lits qui tous sont occupés.

— Beaucoup de « grands blessés ! » dit-elle à voix basse.

Toutes ces têtes immobiles sur les oreillers, toutes ces figures jeunes et souffrantes.... Chacun de ces hommes a eu sa glorieuse aventure. Je me représentais toutes ces images de bataille et de champs de morts qui flottent devant chaque lit lorsque le crépuscule commence à envahir la chambrée. Quelques-uns se soulèvent un peu, nous regardent avec des yeux qui appellent. La directrice approche, elle sait leur parler, trouver le mot qu'ils garderont ensuite pendant les heures mauvaises comme une fleur posée sur leur lit, tandis que je ne puis pas encore dominer ce trouble soudain qui brise ma voix, embue mes yeux.

Nous nous arrêtons près d'un volontaire de dix-huit ans, au visage blanc, aux traits purs, qu'on a amputé de la jambe l'autre jour.

— Eh bien, Fioretti, cela va mieux ? Les beaux œillets que vous avez là !... Vous savez, me dit-elle, le journal a parlé de lui !

Jean Fioretti rit joyeusement, tandis qu'elle cherche une enveloppe dans le sac de toile bise suspendu au pied du lit et la lui remet. Il me tend un entrefilet découpé signalant le courage de cet enfant qui a voulu suivre son frère à la guerre. Fils de braves gens concierges à Antibes.

— Il veut être dessinateur, dit la directrice en lui souriant, n'est-ce pas, Fioretti ?

Sur le brancard roulant on ramenait un blessé de la salle d'opération. Cette petite figure brune si patiente et si triste, ces yeux fermés, me rappelèrent je ne sais plus

quelle évocation de martyr enfantin, blessé à mort et qu'on rapportait ainsi, douloureux et inerte.

— C'est le petit Gaston Valois, murmura la directrice. Il a vingt ans. Quand il souffre trop il appelle sa maman, mais elle a une maladie de cœur, on ne veut pas la laisser venir.

Nous sommes sorties, nous avons fait quelques pas en silence. Alors, brusquement, elle me demande :

— Avez-vous déjà vu la salle d'opération ? Non ? Eh bien venez !

Tout au fond d'un corridor une porte s'ouvrit. Nous étions restées en arrière, le dos au mur. Entre l'interne et les deux infirmières penchées, j'aperçus le torse nu d'un homme.

Un corps maigre et musclé, les côtes dessinées très nettes, et soulevant la peau, et la poitrine trouée d'une large plaie d'où sortait le drain. A présent, j'apercevais le visage, un front étroit sous les cheveux taillés en brosse, des sourcils très noirs, des yeux méfiants et douloureux, des lèvres serrées toutes blanches. Lui aussi, avec son corps mince au dessin précis, sa poitrine percée, sa brune figure ovale, il me fit penser à une peinture des primitifs flamands, un van der Weyden, minutieusement réaliste : un martyr qui se révolterait, dompté par la souffrance atroce, regretterait le sacrifice, et blasphémerait.

— C'est Jaquinot, murmura la directrice, celui qui était dans votre salle.

Il criait sans s'arrêter, d'une voix monotone et agressive :

— Nom de nom ! vous me faites mal, nom de Dieu !

— Mon petit Jaquinot, il ne faut pas jurer... ne jurez pas, mon petit Jaquinot, disait l'interne, une Anglaise dont j'apercevais le profil blond et rose.

Mais Jaquinot reprenait plus haut :

— Ah que vous me faites mal, nom de nom !

Cet accent d'insupportable souffrance, la chaleur, l'odeur pestilentielle, tout cela nous chavirait le cœur, à nous qui étions là en spectatrices, sans qu'aucune action utile vînt nous distraire. La directrice dit enfin :

— En voilà assez... venez.

Et tandis que nous descendions à l'infirmierie, elle me racontait à mi-voix :

— Ce Jaquinot, un petit meunier de la Nièvre, lorsqu'il est arrivé, on le croyait perdu. Keller lui fit une opération hardie ; on incisa le poumon d'où l'on retira deux litres de pus. Et depuis quelques jours on a l'espoir de le sauver. Un caractère difficile... obstiné. Il regrette tellement son ancienne infirmière qu'il s'amuse à tourmenter celle qui le soigne, M^{me} Daumier. Il crache autour de son lit, refuse de répondre ou se plaint d'une façon désespérée. « Que voulez-vous donc que je vous apporte, mon petit Jaquinot ? » demande sans se lasser cette brave femme, qui a un fils à la guerre et perdit le cadet l'an dernier. Il répond : « Apportez-moi la mort.... »

Nous étions entrées dans une salle allongée où l'on voyait deux lits. M^{me} Daumier s'est approchée :

— Madame, Boisson ne va pas du tout. Regardez-le dormir. Il a déjà la mort sur la figure.

Elle désigne un lit. Et je distingue dans la pénombre une face jaune, immobile, le nez pincé, la bouche entr'ouverte.

— Il a demandé à envoyer une dépêche à sa femme, continua-t-elle, je l'ai écrite sous sa dictée. Mais il ne faudra pas l'envoyer comme cela. Il dit qu'il va bien... qu'elle ne s'inquiète pas.

— Nous ajouterons quelque chose, murmura la directrice.

L'infirmière pitoyable poursuivit :

— Je crois qu'il a peur que sa femme ne lui amène sa petite fille. Il dit : « Surtout, il ne faut pas que la petite vienne... le voyage est trop long pour elle. »

— Une petite fille ? murmurai-je saisie. Mais il est vieux, cet homme !

— Vieux ? Il n'a pas trente ans ...

Lui-même, il y a quelques jours, a demandé : « Il faut me porter en bas.... Je vois bien que je dérange tout le monde ici.... » Et il savait qu'on descend les hommes à l'infirmierie lorsqu'ils sont jugés perdus.... Sa femme est venue il y a deux semaines, une brave paysanne qui ne sait pas exprimer son chagrin. Elle a dit : « Ah, madame, quelques têtes de bétail ça se remplace, mais un homme, c'est pour toujours ! »

— Et le tétanos ? demanda la directrice en se tournant vers une porte fermée où on lisait la mention : Défense absolue d'entrer.

— Il est très agité aujourd'hui, dit M^{me} Daumier, nous avons dû l'attacher dans son lit.

— Celui-là, dit la directrice à voix basse, je le croyais hors d'affaire.... Le jour où les contractions ont commencé, il s'excusait auprès de M^{me} Daumier. N'est-ce pas, il vous disait : « Ah, je vous en fais voir aujourd'hui, madame, mais je ne me suis jamais senti comme ça, je suis tout énérvé. » Maintenant il ne parle plus. Il ne peut plus desserrer les dents.... On a dû l'attacher dans son lit.

La silhouette mince et rapide de M^{lle} Pontalès, l'infirmière-major, passa. Elle entr'ouvrit sans bruit la porte interdite et disparut. Une voix impérative nous fit tressaillir :

— Infirmière !

— C'est le trépané, murmura M^{me} Daumier.

Nous l'avons suivie à l'extrémité de la salle, isolée par un galandage. Dans cette sorte de chambre un seul lit. Sur l'oreiller, une tête que les bandages font paraître énorme et au-dessous des hauts linges blancs un profil jaune, maigre, un œil gris, grand ouvert.

— Infirmière, répète-t-il.

— Voilà, mon petit, je suis là, avez-vous besoin de quelque chose ?

Alors, il commande sans remuer son visage :

— Enlevez-moi la tête et coupez-moi le bout de mes pieds....

Elle se penche sur lui, maternelle :

— Allons mon petit, tâchez de dormir un peu.

Il murmure quelques paroles indistinctes, toujours les mêmes et que nous comprenons enfin :

— Il y a trop d'éclatement dans le bois.

— Mais non, mon petit, vous voyez bien, vous êtes là tranquille dans votre lit.

Il se tait un instant. Et tout à coup :

— Les Allemands ! ils viennent !

Les tendres paroles n'arrivent pas jusqu'à lui. Sa pauvre conscience terrifiée nous échappe. Il demeure loin de nous, loin des consolations, comme muré dans son épouvante. Son cri devient plus haletant :

— Les Allemands, le clairon, l'appel !... Ah ! ma tête est au soleil....

Puis sur un ton qui supplie :

— Sainte Vierge, qu'est-ce que je vous ai fait pour que vous me fassiez souffrir comme ça ?

Une grande salle ouvre sur l'infirmierie. Deux lits seu-

lement sont occupés. Un des malades dort. L'autre a la tête et le cou enveloppés de linges, maintenus tout raides sur l'oreiller.

— Blessure à l'occiput, on lui a mis une bande plâtrée cet après-midi, murmure la directrice.

Nous nous approchons.

— Eh bien, Sauvage, dit-elle gaiement, ce pansement ne vous a pas trop fatigué ?

— Cela va mieux, madame.... Cela irait bien si j'avais seulement la dépêche !

— Mais elle viendra votre dépêche, il faut avoir de la patience.

— Ah ! c'est long, soupire-t-il, c'est bien long, j'ai écrit huit lettres depuis que je suis parti à la guerre. Jamais de réponse. Et l'infirmière aussi a écrit, et puis la dépêche, hier, et toujours rien.

La directrice répond doucement :

— Elle s'est peut-être perdue, la dépêche, il y en a tant ! Nous en enverrons une autre demain. On la retrouvera bien, votre femme, puisqu'elle n'était pas dans les régions envahies.

La figure immobile s'éclaire un peu. Alors, tournant vers moi ses yeux, il dit :

— Pensez-donc, madame, elle était juste prise des douleurs quand je suis parti. Il a fallu la laisser comme ça au moment d'accoucher.... Et depuis lors, plus rien.... Ne pas même savoir si j'ai mon petit....

— C'est extraordinaire cette histoire-là, murmure la directrice, tandis que nous nous éloignons. Sa femme est peut-être partie, peut-être morte....

Il a une bonne figure brune et jeune, une courte barbe noire, de beaux yeux francs qui s'attachent à nos yeux.

Nous avons traversé la cour en silence. Les larmes si longtemps refoulées m'étouffaient et je me suis enfuie pour retrouver mes blessés.

Octobre. — Au restaurant, proche de l'hôpital, où nous nous retrouvons pour le repas de midi, M^{me} Andéol, l'infirmière de la salle d'opération, a parlé de Jean Fioretti :

— Nous sommes pourtant bien habituées, mais ce jour-là nous avons tous pleuré. C'est ce dialogue sur la table d'opération.... On lui enlève son pansement. Une infection. Le chirurgien dit : « Si j'opère ce soir, je peux sauver le genou. » Alors, doucement, il explique au petit. Mais lui se défend : non, non, il ne veut pas. Sa famille ne l'aimera plus avec une seule jambe. Un enfant.... Jamais je ne pourrai oublier cela.

M. Andéol intervint :

— Voyons, parlons donc d'autre chose ! Essayons de manger. Vous pensez toujours à vos malades et, la nuit, vous y rêvez.... Et nous ne sommes qu'au commencement. Songez qu'il vous faut durer, vous aussi !

Cette boutade nous fit rire. Oui, c'est vrai, il faut durer. Il me semble que rien au monde n'existe plus en dehors de cet hôpital, rien ne peut plus occuper nos esprits que ces visions toujours les mêmes, ces chères visions si douloureuses et si belles.

Au commencement de l'après-midi on m'envoya porter un message au secrétariat. Je m'arrêtai interdite. La porte du cabinet de la directrice était entr'ouverte et l'on entendait un bruit de sanglots. M^{me} de Veyrier, longue,

fine dans son grand deuil, toujours penchée sur ses registres, leva son beau visage apitoyé :

— C'est la mère de Jean Fioretti, murmura-t-elle. La directrice vient de lui dire....

On entendait l'intonation ferme et tendre :

— C'est à ce prix qu'on pouvait le sauver, madame, il va mieux, on vous le rendra.

Une voix désolée, hoquetante, redisait avec un accent du midi qui semblait singulièrement déchirant dans les larmes :

— Oh ! le pauvre agneau, le pauvre agneau... son pied....

— Pleurez ici tant que vous voudrez, madame, cela vous fera du bien. Mais quand vous serez là-haut, il faudra être très calme... car, si vous l'émotionnez, la fièvre reviendra.

Il y eut un silence. On n'entendait plus que le bruit des sanglots qui s'apaisaient peu à peu.

Par l'entre-bâillement de la porte, le visage de la directrice apparut bouleversé, puis elle me fit signe :

— Vous la conduirez là-haut.

J'entrai. Je vis une petite femme proprement vêtue de noir qui se tamponnait les yeux.

— Là, c'est bien, vous serez courageuse, vous me le promettez ?

Elle montra son visage encore humide, crispé par sa détermination.

— Oui, madame, dit-elle, allons.

Je la précédai dans les couloirs, le long des escaliers. Le cœur me battait. Je n'osais pas lui dire mon immense pitié. J'avais peur de l'émouvoir encore. Nous sommes montées sans une parole. Dans la galerie je l'arrêtai :

— Attendez-moi ici un instant.

Et j'entrai dans la salle 10. J'allai droit au lit de Jean. Il me regardait venir, ses beaux yeux brillaient. Devinaït-il ?

— Mon petit Fioretti, voici une bonne nouvelle. Mais vous serez bien sage, n'est-ce pas ? Votre maman est là. Mais il ne faut pas vous agiter.

— Je sais, madame, murmura-t-il.

Alors je suis allée la chercher.

Dès qu'il la vit paraître sur le seuil, il lui cria d'une voix presque joyeuse :

— Maman ! tu sais, je n'ai presque plus mal !

Elle s'est avancée, elle l'a embrassé sans rien dire. J'avais approché une chaise. Elle s'est assise à son chevet. Ils se sont regardés en silence, chacun demeurant ferme dans sa résolution de ne pas montrer sa douleur.

Octobre. — J'ai rencontré l'aumônier. Il avait sa bonne figure tout émue.

— Ah ! madame, s'écria-t-il, je viens de voir Boisson. Je voulais le préparer un peu. Mais il m'a demandé : « Monsieur le curé, comment voulez-vous que je meure ? J'ai une petite fille de quatorze mois.... »

Les larmes roulaient sur ses joues. Il reprit :

— Qu'est-ce que vous voulez que je dise ?...

Il eut un geste d'impuissance désolée. Il répéta à demi-voix :

— J'ai une petite fille de quatorze mois.

L'émotion le suffoquait. Il dit encore :

— C'est tous les jours ainsi....

Je le vis s'éloigner, la tête rentrée dans les épaules, subitement vieilli.

Octobre. — Il y a un nouveau venu dans ma salle. Un petit brun, très pâle, des yeux noirs, vifs et rieurs, une bouche animée sous la moustache ; il arrive de Dijon où il a été soigné pendant un mois.

A la fin de l'après-midi, lorsque la lampe fut allumée, il se mit à parler tout à coup. Les trois autres l'écoutaient immobiles, et je l'écoutais aussi, debout au pied de son lit. Il raconta qu'il fut blessé un dimanche, à neuf heures du matin, et qu'on le releva le mardi à midi. Il tamponna son mouchoir sur son épaule en sang, et il était resté là, couché au milieu des morts, à côté d'un camarade qui respirait encore.

Il interrompit son récit pour s'écrier :

— Il y en avait des morts ! Nous étions restés vingt-six sur mille de notre bataillon de coloniaux, tous les officiers tués.... Un guet-apens, aussi : nous avançons quand le brouillard s'est levé tout à coup, et les mitrailleuses allemandes ont commencé. Quand je me suis vu par terre, je dis à mon camarade : « Il faut nous traîner sur les mains et sur les genoux pour nous tirer en arrière. » Il répondit : « Je vais dormir un petit moment, après je me traînerai, tu m'appelleras. » Mais quand je l'appelai, il était mort.

Il disait tout cela d'une voix tranquille, et parfois il riait presque. Il plaisanta même avec le souvenir terrible :

— Ce sont les morts qui m'ont fait partir... ils sentaient trop mauvais.

Il lui fallut un jour et une nuit pour parcourir quinze cents mètres. Il mangeait le matin de la luzerne fraîche quand la rosée était encore dessus. Il trouva deux bette-

raves. Il ne pouvait pas se tenir debout à cause de sa poitrine trouée. Quand il respirait, cela faisait comme un soufflet, un drôle de petit soufflet.

Les trois camarades, couchés dans leurs lits, approuvèrent en souriant. Oui, on ne peut pas se tenir debout... oui, c'est vrai, tout à fait comme un soufflet....

Alors, tandis qu'il se traînait à quatre pattes, il roula le long d'un talus. Il ne put se retenir. Il dégringola ainsi jusqu'à un buisson de prunelles d'où trois porcs sortirent tout à coup. Et lui eut tellement peur qu'il ne pouvait se défaire de ce buisson. En décrivant sa lutte avec les broussailles et la fuite des bêtes affolées, il s'épanouissait et son rire joyeux gagnait les trois auditeurs.

— Et les brancardiers, demanda Herbault, ils ne sont pas venus te chercher ?

Redevenu grave, le narrateur répliqua :

— Ils sont plus à l'abri que nous... ils sont là où les balles ne viennent pas.

Alors Charlier brusquement protesta :

— Les brancardiers... ils se font tuer comme les camarades.

L'autre, violent tout à coup répétait :

— Les brancardiers, je te dis....

Dans la chambre paisible à demi éclairée où, sur la table, les bols étaient alignés et les compotes du dessert déjà préparées, leur discussion s'éleva, se poursuivit, remuant sans relâche les souvenirs de champs de bataille et de carnage.

Octobre. — En arrivant ce matin, nous apprenons que Boisson est mort. On était en train de rassembler toutes ses petites affaires, un maigre bagage: son képi, un mou-

choir, une ceinture brodée. Sa femme a télégraphié qu'on lui envoie le corps. Pauvre Boisson, c'est lui qui s'en ira rejoindre là-bas, dans son village du Loir-et-Cher, sa petite fille de quatorze mois.

Avant de partir, j'ai passé à l'infirmerie. La femme du trépané était auprès de lui, une petite bossue, assise dans un fauteuil que les infirmières apitoyées ont apporté pour elle. Elle regardait la figure immobile, de quel regard d'amour épouvanté ! Je m'approchai tout doucement. Elle se leva et me dit avec des pleurs qu'elle retenait :

— Pensez, madame, je ne sais cela que depuis mardi soir ; j'ai reçu la dépêche, je suis venue. J'ai laissé ma petite fille à une voisine. Le retrouver comme ça....

Elle a une mise propre et soignée d'ouvrière parisienne, un visage pâle et fin, des yeux noirs qui supplient, attendent une parole d'espérance. Une parole d'espérance.... laquelle ? Je ne trouve que ces pauvres mots :

— Il est si jeune !

Elle a repris sa place devant le lit. Elle le regarde. Il l'a reconnue. Une ombre de sourire passe sur le visage jaune. Et comme il avait eu peur de perdre la vue parce que, selon son expression, il avait été ébloui par un obus, elle lui demande doucement :

— Tu me vois ?

Il répond :

— Oui, je te vois.

Et ces humbles paroles sont comme un navrant dialogue d'amour.

Il me semble que j'entends leurs obscures pensées qu'ils n'osent pas se dire parce qu'elles leur font trop mal :

« Je te vois.... je te regarde de toute ma force, parce que bientôt je ne te verrai plus.... encore si peu de temps pour être ensemble ! »

Et ils se regardent... comme ils se regardent !...

Il est presque calme ce soir. On a fermé la porte pour que la lumière des globes ne heurtât pas ses pauvres yeux. Dans la chambre sombre il y a comme une heure de trêve. La douceur du revoir flotte sur cette agonie.

Je les ai laissés seuls.

Mais ce matin, quand j'ai passé, elle est venue me dire que le mieux de la veille l'avait trompée. Il a déliré toute la nuit. Il criait que les Allemands allaient le frapper dans le dos. Il entendait les obus éclater près de lui.

Brusquement elle se mit à pleurer.

— Il ne faut pas, disait-elle, car il comprend tout.... mais il y a si longtemps que je me retiens !...

Je me penchai sur lui. Les yeux fermés, il semblait dormir et je me retournai vers sa femme. Elle avait enfin réussi à dominer ses larmes. Elle murmura :

— En le perdant, je perdrai tout.

Alors je lui parlai de sa petite fille. Elle eut un sourire désolé. Elle chercha sur la table une photographie qu'elle me tendit : un beau bébé potelé dans sa robe du dimanche, sur les genoux de son papa.

Elle dit tout bas :

— En voici une autre de lui, qui est meilleure.

Je regardai cette figure de joyeux garçon robuste, avec une mine drôle, un nez retroussé, une bouche qui semblait toujours prête à plaisanter. Comme elle l'aimait, ce beau gars solide qui l'avait choisie, elle, contrefaite et chétive ! L'image qu'elle contemplait sans cesse, pendant

ses longues heures de veille, me devint sensible tout à coup : le petit appartement propre, la vie active et gaie dont elle l'emplissait, et la sollicitude tendre qui s'attachait à lui à chaque minute et l'accueillait lorsqu'il rentrait et le suivait tout le long du jour.

Je lui rendis la photographie. Le blessé ouvrit les yeux et se mit à gémir. Alors elle reprit sa place à son chevet, tourna vers lui sa figure courageuse, devenue souriante, et se mit à parler d'une voix tendre, la voix qu'on prend pour câliner les tout petits.

Dans la salle contiguë je m'approchai du lit de Sauvage. M^{me} Daumier me dit tout bas que depuis hier matin, il ne peut plus desserrer les dents.

Je sais maintenant la signification de ce symptôme....

Elle me demanda de l'aider à l'arranger dans son lit. Il fallait le soulever pendant qu'elle tirait le drap. Je tenais son torse dans mes bras et lui soutenais la tête. Quand il reposa sur l'oreiller, il nous remercia avec un sourire. Il se mit à parler, difficilement, les lèvres remuant sur ses dents serrées.

Il n'a pas encore de nouvelles... quand il sera guéri, il ira embrasser sa femme et son petit avant de retourner se battre.

— Comment, vous voulez retourner vous battre !

Il n'en avait donc pas assez ?

Il reprit de sa voix un peu sifflante qui passait difficilement entre ses dents :

— Mes deux frères y sont. Il faut que je retourne. Les Prussiens sont si nombreux, il faut bien y aller tous pour les tuer....

Et le tétanos l'a déjà marqué.... Je regardais cet homme,

et je pensais que ces héroïques paroles étaient probablement les dernières que j'entendrais de lui.

A côté de Sauvage on a descendu le petit Gaston Valois. Il est assis dans son lit. Il tourne vers moi son visage enfantin, si doucement résigné. Il dit :

— Madame, ce n'est pas joli, la guerre....

Octobre. — L'infirmière que je remplaçais est revenue. M^{me} Vigny m'a conduite à la salle de pansements. Pendant toute la première partie de la matinée, j'ai roulé des bandes, préparé des ouates et des compresses de gaze avec M^{me} Andéol. J'admirais sa figure reposée, son allure silencieuse et rapide, la précision de ses gestes.

Un mouvement dans le couloir. Les deux chirurgiens arrivent, accompagnés de l'interne et du major. On entre dans la salle de pansement. Un blessé est assis sur la table. Je contemple la figure penchée du chirurgien-chef Keller, une figure maigre, sèche, qu'on dirait sculptée dans du bois, et toute plissée d'attention. Une veine perpendiculaire saillit au milieu de son front. Quelle volonté concentrée sur ce visage ! On prétend qu'il est déjà vieux. Mais il n'a point d'âge. Il ne dit presque rien, quelques syllabes à demi-voix. L'interne promène le jet d'eau oxygénée sur la blessure, on entend des gémissements. C'est fini, un autre !

C'est le terrible Jaquinot qu'on apporte. Il a son expression farouche, les yeux mornes, sa bouche contractée qui ne sourit jamais. Sa chemise enlevée, on l'assied sur la table, l'infirmier soutient ce corps d'éphèbe amaigri, et parle à demi-voix :

— Allons mon vieux, cela ne te fera pas aussi mal que l'autre jour.

Je remarque la douceur de cet infirmier, son visage calme et compatissant : Ducret, un Suisse romand. Le pansement est défait, la ouate rejetée. L'intolérable odeur se répand. Jaquinot, redoutant l'arrachement des gazes, ordonne :

— De l'eau chaude !

— Oui, mon petit, on va mettre de l'eau chaude, beaucoup d'eau chaude.

Sur la poitrine étroite et maigre, le drain apparaît, au-dessus du sein, comme le manche d'une arme. Lorsqu'on ôte ce drain, on aperçoit, entre les lèvres rouges de la plaie, le trou noir qui s'enfonce jusqu'au poumon, soufflant l'atroce odeur.

Jaquinot gémit, la voix basse et fâchée, demande à mourir. On le couche de côté et toute l'eau ressort par l'ouverture. Le drain est remplacé, vite l'iode. Puis la gaze, la ouate, les bandes. Et ce sont de petites plaisanteries maternelles :

— Une belle chemise pour le petit Jaquinot ! Comme on le gâte ! Rien n'est trop beau pour le petit Jaquinot !

Mais il garde son visage froncé et hostile.

Un autre.... Ah toutes les affreuses plaies qui se confondent dans ma mémoire : Une oreille à demi arrachée, trouée par une balle. L'homme a la figure gonflée, la bouche de côté. Un autre a un grand morceau de la joue enlevé. Un autre a un trou dans l'épaule, si large qu'on y pourrait mettre la main. Sa figure maigre est blême dans le collier de barbe noire. Le torse minable laisse apparaître le détail du squelette. On voit la sueur briller entre ses cheveux tandis qu'on remue le drain. Il gémit, il a froid :

— Dépêchez-vous !

Comment remuer, sans trop le faire souffrir, ce corps entamé ? Ducret l'a pris dans ses bras solides et l'a couché maternellement.

— Vite la couverture ! Brancardier, un autre !

Un autre... un autre.... On les apporte, si douloureux sur leur brancard. Leurs traits sont angoissés. D'autres au contraire marquent une impassibilité superbe : le visage qu'ils ont lorsqu'ils défilent à la revue. Parfois ils échangent une plaisanterie avec les porteurs. Pendant qu'on nettoie la plaie, quelques-uns essaient tout le temps de sourire, courageux sourire, grimace héroïque. Ensuite un nouveau supplice commence : remettre dans la gouttière le membre fracturé. Quelques-uns implorent : « Oh n'écartez pas mon bras... oh ne lâchez pas ma jambe ! » Leur front est baigné de sueur. Et lorsqu'on les emporte, ils remercient doucement.

A midi, je suis sortie sur le quai, dans la tiédeur de ce soleil d'octobre, dans ce limpide paysage ; la volupté de respirer l'air pur fut si intense que les larmes me vinrent aux yeux.

Octobre. — Tandis que je me hâtais vers l'hôpital, la directrice dans sa voiture m'a dépassée. Elle fit arrêter et m'offrit une place à côté d'elle. Il faisait un doux soleil qui perçait les brouillards. Elle avait sur les genoux une énorme gerbe de fleurs, des dahlias pourprés et roses, et de grands glaïeuls écarlates. Je regardais son beau visage tendre. Je regardais les fleurs et je respirais le soleil, essayant de me figurer que c'était une matinée comme les autres, où l'on peut se promener sans remords dans les jardins, sentir s'épanouir et s'écouler l'émouvante beauté de l'automne.

— Qu'allons-nous trouver ce matin ? dit la directrice. Je n'ai pu dormir cette nuit....

Derrière elle j'entrai dans la loge de la concierge, portant la gerbe dans mes deux bras. La première chose qu'on nous apprit, c'est que l'homme atteint du tétanos était mort. D'autres sont arrivés cette nuit. On passe à la directrice un papier maculé de sang où sont écrits le nom et l'adresse d'un soldat qui a perdu sa médaille. M^{lle} Pontalès, le visage soucieux, raconte sa nuit mouvementée. Entre la mort de l'un et l'arrivée des autres, elle n'a guère pris de repos. Le trépané est toujours bien mal. Sa petite femme ne l'a pas quitté. On ne pouvait lui refuser cela, n'est-ce pas. La directrice me dit de passer dans les différentes sections et de donner des fleurs aux infirmières-majors qui les répartiraient dans leurs salles.

J'obéis. Et tandis que je suivais les galeries, je voyais les yeux des soldats valides se fixer sur les fleurs avec une expression de joie. Sans doute beaucoup d'entre eux ne se souciaient pas des bouquets autrefois : mais à présent, comme ils ont appris à les aimer !

— Tenez, vous deux, je ne trouve pas M^{me} Vigny... vous lui donnerez ceci de la part de M^{me} la directrice, n'est-ce pas ?...

J'ai posé la gerbe sur une table, je sépare les fleurs. Ils tendent leurs mains, ils sont contents. Ce message-là leur fait plaisir. Et pendant que je m'affaire à composer leurs bouquets, je regarde à la dérobée ces deux grands garçons maigres dont les rudes visages sont subitement tout attendris. Sans doute ces dahlias leur rappellent-ils les jardins de leur village, leur mère qui cueillait des fleurs le dimanche, peut-être la femme ou la fiancée qui les piquait dans ses cheveux.

Tout ce que peuvent évoquer de tendresse sacrée ces corolles que j'approche de leur visage....

— Merci madame. N'ayez crainte. On fera la commission.

La gerbe est distribuée. Je me hâte d'aller reprendre mon service. Les deux salles blanches, si claires et si nettes avec les aciers reluisants de l'autoclave, sont presque gaies ce matin. Ducret achève de tout mettre en ordre, tandis que M^{me} Andéol stérilise les ouates et les compresses. Dans le couloir, je découpe les morceaux de gaze. Tout le monde est affairé. On s'attend à de graves opérations. L'interne arrive, sa fraîche frimousse d'enfant étonné à peine fatiguée. Elle raconte qu'elle n'a dormi qu'après quatre heures du matin.

Les docteurs sont entrés.

On apporte un homme très grand, à la musculature puissante, aux abondants cheveux noirs. Il nous regarde, impassible. Il semble être à la parade. On retire le pansement. Sur le haut de la cuisse, une ouverture étroite, un peu de gonflement autour. La radiographie a révélé un éclat d'obus. Avant qu'on l'endorme, Ducret lui passe les sangles autour des membres en disant :

— N'aie pas peur, tu ne sentiras rien. Seulement c'est à cause des nerfs, tu pourrais bouger.

Le colosse, docilement, se laisse attacher.

M^{lle} Olivier, toute rose, l'air très attentif, l'air d'une fillette appliquée, maintient le masque. D'abord il y a quelques mouvements violents de ce corps robuste qui résiste à l'envahissement de l'éther, puis un souffle rauque et profond. La cuisse étant ligaturée avec la bande de caoutchouc, Keller a demandé les pinces écarteuses, le bistouri. Il agrandit l'ouverture. Et tandis que

les pinces ouvrent les lèvres de la plaie, il y plonge ses doigts, il cherche, il fouille dans le sang. Il effleure le projectile qui toujours lui échappe. Comme cela est long!... Soudain un jet de sang et de pus nous arrose tous. Il fouille toujours. Il cherche. Ses mains sont rouges. Enfin il a trouvé. Il remet le projectile à l'interne en disant :

— Gardez-le lui.

Lorsqu'enfin l'opéré se réveille, il se met à rire. Il profère quelques syllabes incohérentes. M^{lle} Olivier demande :

— Vous ne me reconnaissez pas, mon petit ?

Cette épithète adressée à ce géant nous fait tous sourire, dans cette minute de détente qui suit l'intervention. Alors il a son bon rire et répond :

— Oh ! si, je vous reconnais bien, mademoiselle.

Et tout de suite il demande si on lui a bien gardé son morceau d'obus.

On a étendu sur la table le petit Gaston Valois. On a découvert sa plaie effroyable dans le bas du dos, une véritable caverne, toute noire. Keller découpe là-dedans des morceaux de chair verdâtre, pourrie. Celui-là est bien perdu. Il a la base de la moelle épinière atteinte. D'ailleurs, on a l'impression que rien ne pourra guérir cette cavité putride. Ce pauvre corps n'a plus la force de refaire des tissus.

Il est pansé, on l'emporte, épuisé.

Le suivant est un homme très souffrant, tout jeune, qu'on a beaucoup de peine à remuer. Il a une fracture compliquée du fémur et sa cuisse est horriblement enflée. On le couche sur le côté et il faut deux infirmiers et le second chirurgien pour le maintenir.

Il est endormi. Keller a agrandi la plaie. Il cherche des esquilles d'os, il en retire d'énormes.

— Le col du fémur est en bouillie, déclare-t-il.

Et il montre une esquille de huit centimètres.

Le silence est oppressant. On n'entend que le bruit du gaz et de l'eau qui bout. Et, par instants, le gargouillement des doigts dans le sang et le petit craquement des os sous le davier.

Keller fronce son mince visage. Il est l'image même de l'énergie tranquille. Je vois ses bras se tendre sous l'effort. J'admire cette figure volontaire et spiritualisée, la lucide intelligence de chacun de ses mouvements. Il est le maître de cette minute qui décide de la vie d'un homme, maître après Dieu. Autour de lui, ces figures de femmes et d'hommes inclinées, attentives, guettent le moindre geste, prêtes à obéir à un regard. Dans le jour cru, illuminant les parois claires et les sarreaux blancs, le grand chirurgien qui officie, penché sur ce corps immobile, son aide en face de lui, m'apparaît comme accomplissant un rite. Nous sommes autour de lui les obscurs ouvriers d'une œuvre merveilleuse qui se poursuit au-dessus de nous, la lutte engagée contre les forces mauvaises et dont l'enjeu est une existence humaine.

NOËLLE ROGER.

(La fin prochainement.)

VIOLET-LE-DUC

1814-1879

Il existe au cimetière de la Sallaz, à Lausanne, une tombe de marbre noir pâlie par le temps et discrètement enfouie dans la verdure de ce lieu de repos. Peu de gens la connaissent ; sa forme, très simple, n'attire pas le regard, et c'est dans la paix la plus profonde que dort un des hommes les plus éminents du siècle dernier, un artiste doublé d'un savant, dont l'œuvre immense fera toujours autorité dans le domaine de l'archéologie et de l'histoire de l'art.

Il semble que celui qui repose ainsi au milieu de nous avait presque souhaité l'abandon où il se trouve. Modeste et austère pendant toute sa vie, il l'était encore dans la mort et ses derniers vœux avaient écarté tout discours sur sa tombe. Quelques jours avant sa fin, au cours d'une promenade sur les hauteurs mêmes de la Sallaz, il s'était écrié, comme fatigué des luttes qu'il avait soutenues et du travail gigantesque qu'il avait accompli : « Quel joli petit cimetière, et comme on y doit bien dormir ! »

Il préféra quelques larmes silencieuses aux louanges banales, écrit l'un de ses biographes auquel nous nous

permettons de faire quelques emprunts ¹. Mais il n'avait pas interdit les fleurs et sa tombe en fut couverte. Leur existence éphémère y symbolisa ce que la renommée réserve aux plus illustres. Mais de ceux-là, du moins l'œuvre survit, et la sienne était prodigieuse.]

Viollet-le-Duc éprouvait une réelle affection pour notre pays ; il s'était fait construire à Lausanne une petite villa où il aimait à se recueillir ; nos concitoyens ne lui étaient pas indifférents. « J'ai trouvé mon gouvernement suisse toujours aussi bien disposé, écrit-il en octobre 1872 ; et comme ces gens-là savent faire les affaires sans phrases ! simplement et, quand une chose est dite, on n'y revient plus. »

Nous avons pensé qu'à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, il n'était pas inutile de rappeler à une nouvelle génération le rôle de ce génie aussi simple que grand, et nous essayons d'apporter ici notre modeste hommage au maître vénéré qui attacha son nom à l'histoire et à la résurrection des monuments anciens, et qui, « dépassant de loin les Vitruve, les Vignole, les Philibert de l'Orme, tous ceux qui ont écrit sur l'art, restera, sans contredit, le plus grand théoricien de l'architecture qui ait jamais existé. »

S'il suffisait, devant l'extraordinaire labeur d'un génie aussi universel, d'éprouver une admiration profonde pour en caractériser toute l'importance, le présent travail nous serait aisé. Mais une telle personnalité se prête difficilement à l'analyse ; peu d'écrivains jusqu'ici ont, comme M. Paul Gouët, réussi à juger équitablement l'éminent

¹ Paul Gouët, *Viollet-le-Duc*. Paris, Champion éditeur.

artiste dont la puissante intelligence a embrassé tant de matières diverses. Architecte, Viollet-le-Duc le fut au double point de vue de la construction et de la restauration ; comme dessinateur, c'est par milliers d'œuvres qu'il faut chiffrer son incalculable production ; en archéologie et dans la critique d'art, il a légué à la postérité, outre ses incomparables dictionnaires de l'architecture et du mobilier, plus de vingt autres volumes d'érudition et de vulgarisation où la clarté de l'exposition n'a d'égale que la force des raisonnements. Nous renonçons à mentionner les mémoires, articles, causeries insérés dans les journaux ou les grands traités didactiques ; comme géologue, il a publié un ouvrage abondamment illustré sur le massif du Mont-Blanc ; nous le voyons enfin ingénieur, homme politique, puis officier supérieur dans la défense de Paris en 1871.

Lequel de tous ces titres faut-il envisager de préférence ? « Nous sommes, s'écriait Courajod dans un de ses cours à l'Ecole du Louvre, comme des nains héritiers de la défroque d'un géant, et c'est avec une sorte de stupeur que nous contemplons notre succession ! »

Nul homme, cependant, ne fut en son temps plus combattu et plus populaire à la fois. Les attaques très vives et l'hostilité dont il fut l'objet de la part de ses confrères ou des membres de l'Institut eurent comme contre-partie le dévouement sans bornes et l'affection unanime qu'il inspirait à tous ses collaborateurs. Aujourd'hui, les passions des uns et l'admiration fanatique des autres, sans être tout à fait apaisées, permettent cependant au jugement de se préciser, et il semble que la doctrine de Viollet-le-Duc, sa pensée et ses théories constituent le plus beau titre de gloire de ce grand architecte

qui, par son activité inlassable, a creusé d'autre part un si large sillon dans le champ de l'histoire monumentale.

Ses écrits, nous venons de le dire, forment la matière de nombreux volumes, mais ce n'est point là une abondance stérile, et le critique le moins suspect d'indulgence,



Viollet-le-Duc.

Anthyme Saint-Paul, ne peut que rendre hommage à l'incontestable talent du maître et reconnaître en lui « un écrivain dont le mot juste et incisif renversait d'un seul coup ses adversaires ou caractérisait d'un trait rapide ses propres systèmes. »

Pour mieux caractériser ceux-ci à notre tour et en faire saisir la genèse, rappelons tout d'abord ce que furent la vie et la carrière de l'homme.

Viollet-le-Duc naquit, en 1814, au sein d'une famille de lettrés et d'artistes ; Stendhal, P.-L. Courier, Ampère étaient les commensaux habituels du maître de la maison ; c'est donc dans un milieu extrêmement cultivé que

devait se former l'esprit du futur architecte. D'un naturel recueilli et d'une précocité rare, l'enfant dut profiter singulièrement d'un tel entourage. Nul doute qu'une intelligence aussi éveillée n'ait développé, dès sa jeunesse, cette faculté d'analyse qu'il exerça toute sa vie, et contracté cette indépendance de jugement qui devait lui créer, par la suite, tant d'adversaires passionnés. Les premiers feuillets du journal que, de très bonne heure, il prend l'habitude de rédiger permettent de suivre pas à pas l'évolution de son intellectualité. On y remarque, fait significatif, la résistance qu'il oppose aux conseils souvent renouvelés d'entrer à l'Ecole des Beaux-Arts. Il éprouve à cette idée une répugnance instinctive. « J'ai résolu, écrit-il à l'âge de dix-sept ans, de ne pas entrer à l'Ecole parce que j'ai trop peur d'être emporté par le courant dans lequel elle vous entraîne. Si j'ai du talent, je percerai quand même, et si je n'en ai pas, l'Ecole ne m'en donnera pas, loin de là, car on en sort à l'état de moulage ! »

Singulière présomption chez un adolescent ; mais cette confiance en soi-même, il doit plus tard la justifier hautement. Il entend puiser lui-même aux sources les plus diverses, plutôt que de s'astreindre à un enseignement officiel et uniforme. « Je sens dans mon cerveau fermenter de grandes idées, écrit-il plus loin. Je marche dans une route non tracée, mais que je creuse à force d'erreurs et d'observations. Peut-être de tout cela surgira-t-il un rayon de lumière auquel j'aspire de toutes les forces de mon être. »

Cette conscience de sa supériorité, qu'il gardera, il faut le dire, toute sa vie, ne lui permet pas de s'incliner devant un autre maître que la nature ; elle explique la

logique si puissante de ses observations personnelles. Mais, se regardant comme responsable des dons exceptionnels qu'il a reçus de la nature, il marche vers l'idéal qu'il s'est tracé, sans rien avoir de l'arriviste ou du vaniteux. Son immense érudition, sa faculté prodigieuse de dessinateur, son talent d'exposition, il ne doit tout cela qu'à lui-même ; c'est une des faces, et non la moins étonnante, de sa profonde originalité.

Les nombreux voyages qu'il entreprend en France et en Italie le mettent en contact direct avec les œuvres de l'antiquité, du moyen âge ou de la Renaissance. Il ne les examine pas uniquement à la lumière de l'éclectisme, il compare, scrute, analyse, dissèque, pour ainsi parler, l'œuvre monumentale de toutes les époques. Il en pénètre le passé historique et prélude, par ces études, toujours soumises au contrôle sévère de sa raison, au travail colossal qu'il entreprendra ultérieurement sur l'art français du moyen âge, en particulier, ainsi que sur la rénovation de toutes les industries qui relèvent de l'architecture.

Dès qu'il se sent en mesure de le faire utilement, il répand par l'enseignement (Ecole des arts décoratifs 1834), les doctrines qu'il a créées ; il s'efforcera d'ailleurs constamment de renouveler le côté didactique des hautes écoles de son temps, sans autre résultat, en France tout au moins, que de soulever les colères du monde académique. Mais ses efforts, toutefois, dans ce domaine spécial, ne demeurent pas inutiles ; profitant de si précieuses leçons, les écoles étrangères doivent une large part, dans le renouvellement de leur art décoratif, à l'initiative du maître. L'Angleterre, avec W. Morris, en offre l'exemple le plus typique.

Son œuvre architecturale débute par la restauration de l'église de Vézelay (1840) où il affirme, malgré son extrême jeunesse, malgré la difficulté d'une telle tâche à une époque où les connaissances archéologiques sont rudimentaires, une maîtrise extraordinaire. Dès lors chaque année apporte une besogne nouvelle, et la liste des monuments nationaux que Viollet-le-Duc a rendus à leur état primitif est longue ; importante surtout, parce qu'il a su rétablir avec une ingénieuse fidélité, avec une science incontestable, les œuvres du passé, édifices religieux, civils ou militaires. Nous renonçons à l'énumération, même partielle, des restaurations auxquelles Viollet-le-Duc attacha son nom. Elle serait d'ailleurs sans utilité pour les conclusions à tirer de sa doctrine et de sa pensée. Viollet-le-Duc est l'un des créateurs de l'archéologie. Son œuvre capitale, à cet égard, est le *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du onzième et douzième siècle*, si connu. Mais hâtons nous d'ajouter qu'il ne s'est nullement borné à l'archéologie du moyen âge, comme on le croit généralement. Son esprit critique le portait à scruter toutes les œuvres du passé ; et il analysait avec la même sûreté de jugement, écrit M. Lucien Magne, un temple grec ou des thermes romains. Personne n'a jamais mieux expliqué que Viollet-le-Duc, dans ses *Entretiens*, la belle ordonnance de la tribune de l'Erechtéion. L'*Art russe* ou les *Ruines américaines* témoignent encore de l'intérêt qu'il apportait à toutes les manifestations artistiques de l'humanité, aussi bien que de l'universalité de ses connaissances.

Il est manifeste, toutefois (lui-même le déclare nettement dans la préface de son dictionnaire), que ses préférences allaient aux arts du moyen âge, dont « l'étude est

une mine inépuisable, pleine d'idées originales, hardies, tenant l'imagination éveillée, étude qui oblige à chercher sans cesse et développe puissamment l'intelligence de l'artiste. »

D'une correction et d'une beauté de style qui s'allient à une précision et à une convenance de termes parfaites, l'ouvrage est le plus clair et le mieux illustré de tous ceux qui ont été composés sur l'architecture. Ecrit au triple point de vue de l'esthétique, de la philosophie et de l'histoire, il contient à chaque page des aperçus originaux du plus haut intérêt, sans rien perdre pour cela de sa rigueur scientifique.

Est-ce à dire que la perfection y est atteinte ? La critique fondamentale est précisément celle qui s'adresse à cette forme même de dictionnaire. Une série d'articles juxtaposés, où l'ordre des raisonnements dépend de l'ordre alphabétique, ne laisse pas évidemment que d'enrayer une thèse. Cette sorte d'argumentation fragmentée est moins persuasive, peut-être, qu'un enchaînement des faits serré et sans solution de continuité. Pourquoi adopter un tel plan ? M. Ch. Blanc essaie de le justifier en montrant que cette forme de dictionnaire, choisie par Viollet-le-Duc pour répandre son enseignement, était bien celle qui convenait à la nature de son esprit, essentiellement propre à l'analyse, amoureux du détail, chercheur. Les immenses travaux, entrepris et dirigés sur tant de points à la fois et que le maître faisait marcher de front si vaillamment, ne lui auraient pas permis d'écrire à tête reposée un traité de l'architecture, du mobilier ou du costume, tandis qu'il pouvait, allant d'un chantier à l'autre, de Pierrefonds à Carcassonne, d'Avignon à Saint-Denis ou d'Amiens à Toulouse, définir un mot, et par l'écriture et par le crayon.

Il convient de s'incliner devant les circonstances particulières où l'auteur se trouvait placé, et force nous est d'accepter le travail morcelé du dictionnaire. L'inconvénient est d'ailleurs largement compensé par la facilité des recherches et par la masse des documents accumulés. Si donc la cohésion laisse à désirer, en revanche les documents abondent.

Les critiques signalent de nombreuses lacunes dans le dictionnaire raisonné; ils relèvent impitoyablement les erreurs et soulignent l'insuffisance de la documentation dans quelques articles. M. A. Saint-Paul, qui a consacré tout un volume à réfuter le système archéologique de Viollet-le-Duc, cite avec une érudition consommée, où perce une certaine satisfaction intime, une série interminable de monuments français que l'auteur a négligé d'étudier ou de signaler; il trouve exagérée la réputation que l'on a faite à Viollet-le-Duc d'avoir dessiné tous les monuments de France! Il accuse formellement l'auteur de manquer de types, de se contredire ou de se répéter. Fait plus grave, quelques dessins, plans ou relevés, seraient inexacts.

Nous nous garderons de la controverse. Elle serait facile cependant, ne fût-ce qu'en relevant ce point essentiel : à savoir que Viollet-le-Duc, en commençant la publication de son œuvre (critiquée par A. Saint-Paul quelque vingt ans plus tard), n'avait autour de lui aucun point d'appui. L'archéologie médiévale n'existait pas. Tout était à créer, et l'auteur assez audacieux pour aborder une tâche aussi formidable, se trouvait contraint à des relevés personnels longs et minutieux ¹, à des études comparatives absorbantes, à la lecture d'anciens textes, difficiles à rencontrer et à déchiffrer.... Seul un homme éminem-

¹ La photographie en était elle-même à ses débuts.

ment doué, solidement préparé par ses travaux antérieurs, doublé d'un artiste au crayon prestigieux pouvait tenter l'aventure. Il devait, par surcroît, affronter les préventions, qu'aujourd'hui nous trouvons incroyables, contre une architecture considérée alors par l'Académie comme le produit de l'ignorance et de la barbarie.

Le temps passe, seules les œuvres demeurent. Bien que la science archéologique actuelle s'efforce, dans l'orgueil de ses conquêtes souvent illusoires, d'amoindrir par sa critique le travail fécond d'illustres précurseurs, le vieil et banal axiome n'en reste pas moins éternellement vrai. Oubliant leur point de départ, dédaignant la source de leurs premières études, la base même de leur savoir, certains archéologues improvisés semblent s'approprier inconsciemment la réflexion amèrement ironique qu'Anatole France prête à l'un des ses héros : « Le progrès des sciences rend inutiles les ouvrages qui ont le plus aidé à ce progrès. »

Malgré leurs efforts, la nouveauté de leurs raisonnements et les brillants paradoxes, ils ne parviennent pas, cependant, à ébranler les réputations solidement assises, à bouleverser l'opinion générale. La vanité de leurs critiques dissimule à grand'peine la pauvreté de leur savoir et la misère de leurs idées. Il est urgent néanmoins de réagir ; il est nécessaire de rappeler aux uns la valeur d'un génie dont l'œuvre est grande, mais dont la mémoire s'estompe dans les brumes de l'oubli ; aux autres, que la science est indéfiniment perfectible et que le respect s'impose vis-à-vis des premiers pionniers de leur art. Il faut enfin que, si l'œuvre demeure inébranlable dans sa structure, bienfaisante en ses effets, elle ne soit plus anonyme. S'il est vrai que toute science aspire à la vérité absolue, c'est avec une impartialité non moins absolue

qu'il convient de considérer l'œuvre des créateurs de l'archéologie.

Sans doute, Viollet-le-Duc a été incomplet et sujet à l'erreur. Il n'avait pu pousser jusqu'en ses derniers détails l'examen de l'histoire monumentale. Peut-être avait-il exalté outre mesure les édifices essentiels, et de ces exemples merveilleux, mais trop exceptionnels, déduit les règles de ses doctrines. Ses généralisations prématurées, trop rigoureuses parfois, manquaient d'élasticité dans leurs formules, et ses méthodes de classification péchaient par un excès de précision. Il n'en reste pas moins vrai que l'auteur, malgré quelques défaillances inévitables, a produit un répertoire des plus riches en un temps où l'on ne possédait que bien peu de renseignements sur l'art du moyen âge.

Quelques-uns des articles du dictionnaire sont, en eux-mêmes, de véritables professions de foi ; par la beauté de la forme et la netteté de la pensée, ils demeureront immortels et devraient être le vade-mecum de toute école d'art. Nous ne saurions mieux faire que de citer un ou deux fragments où se reflète la doctrine de l'auteur, où se devine son aversion pour l'enseignement académique :

« On a pensé, depuis longtemps déjà, qu'il suffisait, pour faire preuve de goût, d'adopter certains types reconnus beaux et de ne jamais s'en écarter. Cette méthode, admise par l'Académie des Beaux-Arts en ce qui touche l'architecture, nous a conduits à prendre pour l'expression du goût certaines formules banales, à exclure la variété, l'invention, et à mettre hors de la loi du goût tous les artistes qui cherchaient à exprimer des besoins nouveaux par des formes nouvelles, ou tout au moins soumises à de nouvelles applications....

» Si les portiques des Romains, élevés près des places publiques ; si ces vastes promenoirs couverts, accessibles à la foule, laissant circuler l'air et la lumière sous un beau climat, marquaient le goût des maîtres du monde en fait de constructions urbaines, la colonnade du Louvre, élevée sur un rez-de-chaussée, inaccessible au public, n'abritant les rares visiteurs qui la parcourent ni du soleil ni de la pluie, n'étant pas en rapport de proportions et de dimensions avec les autres parties du palais, ne peut raisonnablement passer pour une œuvre de goût. Nous admettrons bien, si l'on veut, que l'ordre est étudié avec goût, c'est-à-dire qu'il est en rapport harmonieux de proportions avec lui-même ; mais ce portique, comme portique appliqué à un palais, est de très mauvais goût.

Sed nunc non erat his locus...

Il est des temps, heureux pour l'art, où le goût n'a pas besoin d'être défini ; il existe par cela même que l'art est vrai, qu'il se soumet aux enseignements de la raison, qu'il ne répudie pas son origine et ne parle qu'autant qu'il a quelque chose à dire. Dans ces temps, on ne se préoccupe pas de donner les règles du goût, pas plus que parmi d'honnêtes gens on ne se préoccupe de discuter sur ce qui est licite et sur ce qui ne l'est pas. Pourquoi, si nous raillons ces gens qui veulent paraître autres qu'ils ne sont, si nous méprisons un homme qui cherche à nous en imposer sur sa qualité, sur son rang dans le monde, et si nous trouvons ses façons d'être de très mauvais goût, pourquoi trouvons-nous qu'il y ait du goût à élever une façade de palais devant des bureaux de commis, à placer des colonnades devant des murs qui n'en ont nul besoin, à construire des portiques pour des promeneurs qui n'existent pas, à cacher des toits derrière

des acrotères comme une chose inconvenante, à donner à une mairie l'aspect d'une église, ou à un palais de justice l'apparence d'un temple romain ? Le goût n'est pas, comme le pensent quelques-uns, une fantaisie plus ou moins heureuse, le résultat d'un instinct. Personne ne naît homme de goût. Le goût, au contraire, n'est que l'empreinte laissée par une éducation bien dirigée, le couronnement d'un labeur patient, le reflet du milieu dans lequel on vit. » Article *Goût*.

Nous n'avons nulle intention de raconter la querelle de Viollet-le-Duc et de l'Institut, et nous nous hâtons d'ajouter au passage précédent que, depuis l'époque où il fut écrit, les principes de l'Ecole des Beaux-Arts ont gagné en largeur. L'extrait suivant expose quelques-unes des doctrines rationalistes de l'auteur :

« L'étroit égoïsme de l'homme antique se peint dans les arts de l'Egypte et de la Grèce. C'est parfait, c'est complet, c'est exact, c'est clair, mais c'est fini. Ces arts n'ont pas de *par delà*, et s'ils nous émeuvent, c'est parce que notre imagination d'hommes modernes nous reporte aux choses et aux événements dont ces monuments ont été les témoins. Il faut être instruit pour jouir réellement de la vue d'un monument antique, pour ressentir une émotion devant ces œuvres qui ne promettent rien au delà de ce qu'elles montrent ; le plus pauvre monument du moyen âge fait rêver même un ignorant. Que l'on ne s'y trompe pas, nous ne prétendons nullement établir ici de comparaisons en faveur de l'un ou de l'autre de ces arts ; nous ne plaidons pas, nous cherchons à faire ressortir les qualités qui distinguent ces arts, et de quels éléments les uns et les autres ont tiré le style dont ils sont pénétrés. Le jour où chacun sera convaincu que le style n'est que le parfum naturel, non cherché, d'un

principe, d'une idée suivie conformément à l'ordre logique des choses de ce monde ; que le style se développe avec la plante qui croît suivant certaines lois, et que ce n'est point une sorte d'épice que l'on tire d'un sac pour la répandre sur des œuvres qui, par elles-mêmes, n'ont nulle saveur : ce jour-là nous pourrions être assurés que la postérité nous accordera du style.

» De tout ce qui précède, il ressort que nous n'établirons point les règles d'après lesquelles les artistes du moyen âge ont mis le style dans leurs ouvrages. Le style s'y trouve *parce que la forme donnée à l'architecture n'est que la conséquence rigoureuse des principes de structure*¹, lesquels procèdent : 1° des matières à employer ; 2° de la manière de les mettre en œuvre ; 3° des programmes auxquels il faut satisfaire ; 4° d'une déduction logique de l'ensemble aux détails, assez semblable à celle que l'on observe dans l'ordre des choses créées, où la partie est complète comme le tout, se compose comme lui. » Article *Style*.

A tout prendre, la doctrine de Viollet-le-Duc n'est ni celle d'un archéologue, ni celle d'un savant ; cette doctrine se fonde sur la raison, sur la logique, mais elle est, dans son essence, celle d'un grand artiste, d'un constructeur de premier ordre, admettant toutes les manifestations du beau ; s'il prend la défense de l'art français du moyen âge, c'est qu'il y trouve plus que dans tout autre système constructif la variété étroitement unie à la perfection de l'exécution. Il n'étudie pas cet art pour la seule gloire de vivifier et de ressusciter les cathédrales, les châteaux ou les forteresses de la France féodale, mais pour y recueillir une méthode et des principes applicables à la construction moderne. L'architecture est,

¹ C'est nous qui soulignons.

pour lui, une histoire écrite en lettres de pierre qu'il déchiffre patiemment, et qui lui révèle les lois éternelles de l'humaine raison ; il fouille le passé avec le désir, non de le faire revivre, mais d'en surprendre tous les secrets, qu'il fait connaître ensuite libéralement ; et de cette analyse pénétrante ressort enfin la véritable doctrine de l'architecture de tous les temps, de tous les pays.

« L'humanité tout entière, écrit M. A. Saint-Paul, sera reconnaissante à Viollet-le-Duc, car il a étendu la gloire du génie de l'homme, en montrant qu'au lieu d'une seule expression parfaite du beau, il en a été créé autant qu'il y a de styles conformes à la fois et aux conditions particulières où se trouvent les peuples qui les ont employés, et aux qualités d'harmonie sans lesquelles la conception la plus rationnelle ne saurait plaire. »

Il nous a paru intéressant de conclure par cette déclaration, aussi éloquente qu'inattendue, du plus redoutable de tous les critiques qui se soient attaqués à l'œuvre du grand maître.

RAPHAËL LUGEON.

Lausanne, décembre 1914.



NOTRE POINT DE VUE SUISSE ¹

Trop d'honneur, trop de zèle....

La *Semaine Littéraire*, dans son numéro du 26 décembre, entraînée sans doute par un zèle patriotique, vient de publier, non intégralement, mais en très grande partie, la traduction de ma conférence *Notre point de vue suisse*. Je regrette que la direction de la *Semaine littéraire* ait cru pouvoir se passer de mon autorisation; autrement je l'eusse avertie que j'avais réservé le droit de traduction expressément à la *Bibliothèque Universelle*.

CARL SPITTELER.

Je ne quitte pas volontiers ma solitude pour parler en public d'un sujet qui, en apparence, ne me regarde pas. Il ne me regarderait pas, en effet, si les choses allaient comme elles doivent aller. Mais, tel n'étant pas le cas, je crois remplir mon devoir de citoyen en voyant si la parole d'un modeste particulier peut remédier en quelque mesure à une situation peu réjouissante et peu rassurante. Il se trouve que, par notre faute, à l'occasion de la guerre, une opposition de sentiments s'est formée entre la partie de notre pays qui parle le français et celle qui parle l'allemand. Je ne réussis pas, pour ma part, à prendre à la légère cette opposition. C'est pour moi une maigre consolation d'entendre dire : « Malgré tout, en cas de guerre, nous marcherions comme un seul homme. » Ce « malgré tout » est une mauvaise conjonction. Devons-nous donc sou-

¹ Conférence donnée par M. Carl Spitteler, le 14 décembre, à Zurich, sous les auspices de la Nouvelle Société helvétique.

haïr d'être impliqués dans une guerre pour arriver à la claire conscience que nous ne formons qu'un seul corps? Ce serait payer ce résultat un peu cher. Nous pourrions l'obtenir à moins de frais. Et d'une manière plus belle et moins douloureuse. Je ne parviens pas, en tout cas, à voir de quel profit peut être la mise à l'écart d'une partie de notre pays. J'y vois plutôt le contraire d'un profit. A moins qu'on ne veuille, tout simplement, comme font ici et là certains étrangers, ne pas tenir compte de l'expression des sentiments de nos confédérés d'autre langue parce qu'ils sont en minorité? « Abstraction faite, comme on dit, de la Suisse française qui nage en plein dans les eaux françaises. » En Suisse, nous ne faisons abstraction de personne. La minorité serait-elle dix fois plus faible, qu'elle pèserait encore d'un poids considérable. On ne peut pas davantage parler en Suisse de fractions. Mais dire que la Suisse française « nage en plein dans les eaux françaises » est un reproche absolument immérité. La Suisse française, comme la Suisse allemande, nage dans les eaux helvétiques. Elle l'a prouvé assez souvent, et avec évidence. N'emploie-t-elle pas elle-même le nom de Suisse romande de préférence à celui de Suisse française? C'est pourquoi nous devons nous préoccuper de nos rapports avec nos confédérés parlant le français, et le manque d'accord doit nous affliger.

— Mais que s'est-il donc passé?

Il ne s'est rien passé. On s'est simplement laissé aller. Or, quand deux personnes se laissent aller en sens différent, elles s'écartent forcément l'une de l'autre. Il y a une excuse à cela. Cette excuse se nomme la surprise. La guerre a éclaté si soudainement que, dans nos sentiments et dans notre vie intellectuelle, elle a, comme dans les autres domaines, produit l'effet d'une bombe. La raison a lâché les guides, la sympathie et l'antipathie se sont emportées et nous ont entraînés dans leur course folle. Et l'intellect qui, tout haletant, courait par derrière, n'arrivait pas, avec sa faible voix, à arrêter l'équipage. Mais, si mon observation ne me trompe pas, la raison n'en a pas moins fini par atteindre le but. Nous sommes maintenant, comme je l'espère et le crois, dans la disposition de l'homme qui a fait

demi-tour et qui rentre en lui-même. Par là l'essentiel est obtenu et le pire évité. Il reste encore cependant une certaine confusion d'opinions, un peu de perplexité et d'indécision. Essayer de mettre de l'ordre là-dedans est la tâche de l'heure présente, donc aussi ma tâche à moi.

Avant tout nous devons nous bien rendre compte de ce que nous voulons. Voulons-nous ou ne voulons-nous pas rester un Etat suisse, qui, vis-à-vis de l'étranger, représente une unité politique? Si nous ne le voulons pas, si chacun veut se laisser pousser où l'entraînent ses sympathies personnelles et où il est attiré du dehors, alors je n'ai plus rien à dire. Qu'on laisse aller les choses comme elles vont, vacillantes et tremblotantes. Mais si nous avons la ferme volonté de rester un Etat suisse, nous devons nous persuader que les frontières de notre pays sont aussi des lignes de démarcation pour nos sentiments politiques. Tous ceux qui vivent au delà de nos frontières sont nos voisins, et, jusqu'à nouvel ordre, nos chers voisins : tous ceux qui vivent en deçà sont plus que des voisins, ce sont des frères. Or, la différence entre voisin et frère est immense. Même le meilleur voisin peut, suivant les circonstances, tirer sur nous à boulets, tandis que le frère, dans la bataille, combat à nos côtés. On ne saurait donc imaginer différence plus considérable.

On nous exhorte parfois amicalement, en bons voisins, à ne pas trop marquer par le sentiment nos frontières politiques. Si nous écoutions ces exhortations, voici ce qui en résulterait : à la place des frontières extérieures abolies, on en créerait de nouvelles au-dedans, qui ouvriraient des abîmes entre Suisse occidentale, Suisse méridionale et Suisse orientale. Je crois donc qu'il vaut mieux nous en tenir aux frontières que nous avons déjà. Nous devons nous pénétrer de l'idée qu'un frère politique est plus près de nous que le meilleur voisin et parent de race. Fortifier cette conviction est notre devoir patriotique. La tâche n'est pas facile. Nous devons sentir en commun tout en restant divers. Nous n'avons pas le même sang, ni la même langue, nous n'avons pas de maison régnante pour atténuer les oppositions, nous n'avons pas même, à proprement parler, de capitale.

Toutes ces choses, il ne faut pas se le dissimuler, constituent des éléments de faiblesse politique. Nous avons donc besoin d'un symbole commun pour triompher de ces éléments. Heureusement que ce symbole nous le possédons. J'ai à peine besoin de vous le nommer : la bannière fédérale. Il s'agit donc de se grouper toujours plus étroitement autour de cette bannière et, partant, de tenir à une juste distance ceux qui ont prêté serment de fidélité à un autre drapeau : en d'autres termes, nous devons sentir concentriquement au lieu de sentir excentriquement.

Certes, pour nous autres neutres, la meilleure des choses serait d'observer la même distance à l'égard de tous. Et c'est bien là l'opinion de chaque citoyen suisse. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Involontairement, en allant dans un sens nous nous rapprochons du voisin et, en allant dans l'autre, nous nous en éloignons plus que notre neutralité ne le permet.

Les Suisses d'occident sont tentés de pencher trop vers la France ; chez nous c'est l'inverse. Aussi des deux côtés est-il nécessaire d'avertir, d'exhorter et de rectifier les jugements. Mais ces rectifications doivent émaner de chacune des parties, venir du dedans. Gardons-nous de reprocher à nos frères leurs fautes, car eux ne manqueraient pas de nous rendre la pareille, avec usure. C'est pourquoi nous devons, avec confiance, nous en rapporter à nos confédérés welsches, pour qu'ils fassent, dans leurs propres rangs, entendre les avertissements nécessaires. Nous, nous n'avons à nous occuper que de ce qui se passe chez nous.

La distance est plus difficile à observer pour le Suisse allemand qui, dans tous les domaines de la culture, est en contact plus étroit avec l'Allemagne que le Suisse romand ne l'est avec la France. Prenons, par exemple, l'art et la littérature. Avec une générosité vraiment grandiose l'Allemagne a accueilli nos écrivains, leur a tressé des couronnes et, sans l'ombre d'envie ni de jalousie, a mis plusieurs d'entre eux au-dessus de ses nationaux. De multiples liens d'affaires, d'échanges intellectuels et d'amitié se sont noués entre les deux pays et les bons rapports qui en sont résultés nous ont pendant une longue période

de paix fait totalement oublier qu'entre l'Allemagne et la Suisse allemande il y a pourtant une frontière.

Me permettra-t-on d'invoquer mes expériences personnelles?

Je crois que plus d'un d'entre mes lecteurs aura éprouvé les mêmes sentiments que moi. Il y a eu dans ma vie une période, la période des nobles folies de la jeunesse, où j'ai regardé avec nostalgie par delà le Rhin, vers l'Allemagne inconnue, légendaire, qui m'apparaissait comme un pays féerique, où les rêves se réalisent, où les figures de la poésie, prenant une forme concrète, se promènent aux clairs rayons du soleil : nobles et candides jouvenceaux des romantiques, vierges rêveuses des chansons populaires ; où, dans la vie ordinaire, on parle comme dans les livres ; où les monts et les vallées, les bois et les sources nous saluent d'un air de vieilles connaissances. C'était à vrai dire de naïves idées enfantines. Mais aujourd'hui que depuis fort longtemps je ne suis plus ni naïf, ni enfant, un souffle de sympathie et d'approbation me vient toujours d'Allemagne, continu, inlassable, comme un effluve printanier. Des terres les plus lointaines les amis surgissent par centaines, par milliers. Si par hasard je me rends chez eux, je ne rencontre que gens aimables, bons, bienveillants, prévenants. A l'instant je comprends leur façon de sentir et de s'exprimer. Quand je me sépare d'eux, j'emporte de beaux souvenirs et j'ai le cœur plein de chaude reconnaissance.

Mes amis français, par contre, je puis les compter sur les doigts ; la main gauche y suffit, et même je n'ai pas besoin du pouce et du petit doigt. Je peux même plier les trois autres doigts. En France je voyage solitaire, inconnu, entouré d'étrangers distants et méfiants.

Mais alors?...

En vérité, pourquoi ce : « Mais alors? » Est-il donc nécessaire que je mette sur le même rang mes idées politiques et mes rapports personnels d'amitié? Dois-je, pour des motifs d'ordre privé, courir joyeux, bras ouverts, au-devant d'un drapeau étranger, symbole d'une politique étrangère? Ou quel-

qu'un peut-il prendre ombrage de ce qu'un Suisse allemand appelle drapeau étranger le drapeau de l'empire allemand ?

— Alors dites-moi pourquoi nos troupes sont à la frontière ? Pourquoi elles sont à toutes les frontières, même à la frontière allemande ?

Elles y sont apparemment parce qu'il ne nous est pas possible, en toute circonstance, de nous fier à aucun de nos voisins.... Pourquoi ne nous fions-nous pas à nos voisins ? Pourquoi aussi nos voisins ne regardent-ils pas cette défiance comme quelque chose de blessant, mais admettent-ils qu'elle a sa raison d'être ? Pour le simple motif que les Etats politiques reconnus comme tels sont des puissances reposant non sur le sentiment et la morale, mais sur la force. Ce n'est pas en vain que les Etats mettent volontiers des bêtes de proie dans leurs armoiries. Ne pourrait-on pas résumer toute la sagesse de l'histoire universelle en cette seule maxime : « Chaque Etat vole autant qu'il peut ? » Un point, c'est tout. Ce qu'ils appellent la paix n'est que le moment de leur digestion. Les chefs d'Etats agissent comme un tuteur qui, par excès de conscience, croit qu'il lui est permis de faire tout ce qui peut être avantageux à son pupille, sans en excepter aucune scélératesse. Et plus un homme d'Etat est génial, moins il a de scrupules. Les choses étant ainsi, on serait mal venu à se formaliser d'une pareille méfiance.

Tandis que d'autres Etats prennent leurs précautions par les moyens diplomatiques, ententes et alliances, nous n'avons pas, nous, la ressource de la réassurance. Nous ne faisons pas de haute politique étrangère. Heureusement ! Le jour où nous nous aviserions de conclure une alliance, ou d'avoir des intrigues secrètes avec l'étranger, ce serait le commencement de la fin de la Suisse. Il en résulte que nous vivons politiquement dans l'obscurité, ou tout au moins dans la pénombre. En temps de guerre, où nous flairons le danger, nous nous trouvons dans la situation du paysan qui, entendant grogner un sanglier dans la forêt, se demande : « Vient-il ? quand viendra-t-il et d'où viendra-t-il ? » C'est la raison qui nous fait placer des troupes sur toute la

lisière de la forêt. Et qu'alors personne ne se fie à l'amitié qui en temps de paix règne entre nous et nos voisins ! Des considérations de ce genre n'entrent plus en ligne de compte chez les dirigeants. Ce sont là naïvetés de civils. Grâce à la discipline militaire, les gouvernements aujourd'hui, surtout ceux qui ne connaissent que l'ombre du parlementarisme, ont leurs sujets étroitement en main. Alors, adieu la libre fraternité des peuples ! Vous figurez-vous un corps d'armée, qui, par amitié pour nous, refuserait l'obéissance : « Nous ne marchons pas contre les Suisses, car ce sont nos amis ! » Quand le commandant militaire donne un ordre et que la trompette fait entendre une note patriotique, toutes les voix se taisent, même celle de l'amitié.

Voilà pourquoi je dis ce : « Mais alors ? » qui pour moi signifie ceci :

Quelque cordiale que soit, dans la vie privée, notre amitié pour des milliers de sujets allemands, quelque solidaires que nous nous sentions, par gratitude, avec la vie intellectuelle allemande, quelque intimité que crée entre nous la communauté de langue, nous n'avons pas le droit, vis-à-vis de l'Allemagne politique, de l'empire allemand, de prendre une autre attitude que vis-à-vis de tout autre Etat : l'attitude d'un neutre, qui se tient en bon voisin à une amicale distance de la frontière.

Notre attitude vis-à-vis du voisin allemand, déjà difficile en elle-même, nous est rendue plus difficile encore par les invites plus ou moins aimables que l'on nous fait. C'est d'abord l'appel bien connu au nom de la parenté de race, de culture et de langue. On nous glisse discrètement à l'oreille que cette parenté doit nous conduire tout naturellement à prendre dans cette guerre joyeusement parti pour la cause allemande. Comme s'il s'agissait là de philologie ! Comme si tous les canons de tous les peuples ne parlaient pas le même affreux volapuk ! Comme si précisément cette guerre ne montrait pas éloquentement l'infériorité de tous les liens nationaux en face du lien d'Etat ! Comme si c'était chose entendue que la valeur civilisatrice d'un peuple grandit et décroît avec sa puissance politique ! Ensuite il

y a le chuchotement tentateur qui voudrait, au nom de l'amitié et de la reconnaissance, nous induire à commettre un acte que même la meilleure amitié et la plus chaude reconnaissance nous interdisent, c'est-à-dire de renoncer à notre conception du vrai et du faux, et, par amour pour quelqu'un, de fausser nos notions de justice et d'injustice. Et puis il y a autre chose de mauvais et de dangereux. Si nous prenons parti, on nous fait entrevoir un gain immense; si nous nous abstenons, on nous menace de terribles représailles. Avec six misérables lignes dans un journal, le premier venu qui dit son avis sans ambages peut aujourd'hui, en Allemagne, recueillir sans peine honneur, considération et autres agréments de ce genre. Il n'a qu'à se baisser pour ramasser. Par contre, une seule ligne suffit à faire perdre à un homme sa bonne renommée et sa réputation. Il n'est pas même nécessaire que ce soit une ligne irréflechie ou contenant une erreur. Une parole virile, véridique, aboutit au même résultat. Nous ne devons pas oublier qu'au fond aucun ressortissant d'une nation belligérante n'estime qu'une attitude neutre puisse se justifier. Il y arrive peut-être par l'intelligence, en faisant de puissants efforts, mais le cœur n'est pas convaincu. Nous lui faisons l'impression d'une personne qui resterait indifférente dans une maison attristée par un deuil. Certes, nous ne sommes pas indifférents. Non, je prends à témoin nos sentiments à tous : nous ne sommes pas indifférents. Seulement, comme nous ne bougeons pas, nous paraissions indifférents. C'est pourquoi déjà à elle seule notre existence offusque. Elle commence par produire une impression désagréable et gênante, puis bientôt elle excite l'impatience, finalement elle éloigne, blesse et offense. Et combien plus quand on se permet un mot de désapprobation ou un jugement indépendant ! Car celui qui fait partie d'une nation belligérante a la sainte conviction du bon droit de sa cause. Et il croit tout aussi fermement que son ennemi est un coquin. Tout ce qui ne cause ni douleur, ni espérance, ni crainte provoque en lui la révolte. Et voilà quelqu'un qui ose se déclarer neutre et a l'audace de

prendre parti pour les coquins ! Car à ses yeux un jugement même juste signifie prendre parti pour l'ennemi. Et ni mérite, ni considération, ni réputation ne vous mettent à l'abri de la condamnation ; bien au contraire, vous êtes alors accusé non seulement d'infidélité et de trahison, mais encore d'ingratitude. On tire sur les gens célèbres dans les cabinets d'étude comme on tire sur les officiers en campagne. On n'en trouvera bientôt plus un seul qui n'ait pas été déclaré hérétique et chassé solennellement de quelque temple. Il y a de quoi en perdre complètement la tête. On ne sait plus si l'on est une gloire de l'humanité ou si l'on appartient au rebut de la société. Mais comment pouvons-nous prévenir des menaces si dangereuses ? Que celui qui a le privilège de pouvoir se taire s'estime heureux et se taise. Mais que celui qui ne l'a pas s'en tienne au proverbe : « Fais ce que dois, advienne que pourra. » En outre, des feuilles de propagande destinées à sauver nos âmes neutres pleuvent de tous côtés dans notre maison. Leur ton, le plus souvent, est aigre, parfois même furibond. Et plus c'est savant, plus c'est enragé. Ce n'est point par de pareils moyens qu'on arrivera à produire de l'effet. Que doit penser le lecteur lorsqu'il a l'impression que MM. les auteurs ne demanderaient pas mieux que de le dévorer tout vif ? Ces messieurs ont-ils donc perdu leurs antennes, qu'ils ne sentent plus quel est le langage qu'on peut tenir à d'autres peuples et surtout celui qu'on ne doit pas tenir ? En face de toutes ces exigences de l'ami hors de sens, nous faisons appel à l'ami normal, à l'ami pacifique et bon que nous espérons retrouver après la guerre, comme du reste nous espérons reprendre tous nos échanges intellectuels de jadis, nos beaux échanges libres et familiers.

Malheureusement la partie allemande de notre pays n'a pas suffisamment su se soustraire à la tentation contraire, celle de témoigner des sentiments peu amicaux à l'égard de la France. A mainte reprise j'ai entendu des Français demander avec une douloureuse surprise : « Quel mal avons-nous bien pu faire aux Suisses ? » Vraiment, je me demande quel mal ils nous ont fait. Le savez-vous ? Ou bien aurions-nous une raison plausible de nous

défier particulièrement de la France ? De nous en défier plus que de tout autre voisin ? Je n'en connais aucune. Ces sentiments peu amicaux n'ont pas pour origine des motifs raisonnables de caractère patriotique, mais des sentiments instinctifs. Or, l'expression de ces sentiments instinctifs a été parfois telle que, dans les premières semaines d'août, je me suis pris à désirer qu'à côté des anodines prédications d'aumôniers, un orateur politique vigoureux se donnât la tâche d'inculquer avec énergie à nos compatriotes les principes de la neutralité. Mais, actuellement, c'est le bureau de presse de notre état-major qui a la parole. Et puisque l'on parle tant de parenté, ne sommes-nous pas également parents des Français ? La communauté d'idéal politique, la ressemblance des gouvernements, l'analogie de la vie sociale ne constituent-elles pas aussi une parenté ? Les mots de « république », de « démocratie », de « liberté », de « tolérance », etc., sont-ils pour les Suisses d'importance secondaire ? Il fut un temps — un temps certes que j'ai vécu — où ces mots disaient tout en Europe. Aujourd'hui on les réduit presque à zéro. Tout était peut-être excessif, mais zéro n'est pas assez. Quoi qu'il en soit, n'est-il pas vrai, nous ne voulons point, nous autres Suisses, témoigner aux Français du mépris parce qu'ils n'ont pas de prince royal, d'empereur et de rois ? Il faut avouer que nous en avons eu un peu l'air !

L'exercice de la neutralité vis-à-vis des autres Etats serait en somme d'autant plus facile, à nous Suisses allemands, que nous sommes moins exposés aux tentations de partialité. Oui, si seulement nous pensions et raisonnions toujours en Suisses, si nous ne jugions pas et ne nous exprimions pas comme des étrangers, si nous ne nous laissions pas insuffler nos idées du dehors ! Les mille et mille influences intellectuelles qui, jour après jour, d'Allemagne, nous inondent comme un Nil bienfaisant fécondant nos campagnes doivent, en temps de guerre, être passées au filtre, car le Nil, à l'heure qu'il est, fourmille de crocodiles. Du reste, une presse de guerre n'est pas une littérature édifiante. L'ivresse patriotique peut produire de grandes choses, mais elle agit décidément de manière fâcheuse sur

les organes du parler. Est-il d'ailleurs absolument nécessaire d'envenimer avec de l'encre les blessures saignantes causées par la guerre ? En tout cas, l'homme qui meurt pour sa patrie joue un plus beau rôle que celui qui recourt à l'insulte pour la défendre. En disant cela, je ne me pose pas en juge tranchant du supérieur. Nous n'agirions pas autrement que nos voisins si nous étions comme eux en guerre. Je veux seulement donner un avertissement. Les ennemis de l'empire allemand ne sont pas par cela même nos ennemis. Aussi ne devons-nous point nous laisser dicter par nos voisins leurs formules de guerre, leurs ordres du jour, leurs sophismes patriotiques, leurs jugements fabriqués de toutes pièces, et leurs idées faussées. Les ennemis de l'empire allemand ne sont pas nos ennemis, et il ne faut pas les juger d'après le masque que la haine et la colère ont mis sur leur visage, mais d'après ce qu'ils sont réellement. En d'autres termes, nous sommes tenus, comme neutres, d'être aussi équitables envers les autres peuples qu'envers le peuple allemand, que nous ne devons pas non plus considérer d'après l'image caricaturale qu'en fait le Français.

Jetons donc une fois un rapide coup d'œil sur les ennemis de l'Allemagne, pour les voir de nos propres yeux, sans recourir aux lunettes. Les Allemands, on le sait, vouent une haine toute particulière aux Anglais. Ils ont pour cela des raisons spéciales que nous n'avons pas. Nous avons même des raisons contraires. Nous avons contracté envers l'Angleterre une dette de reconnaissance. Que de fois, au moment du danger, ne nous a-t-elle pas tendu sa main secourable ! Certes, l'Angleterre n'a pas été le seul ami de la Suisse, mais elle a été certainement son ami le plus sûr. Et si l'on m'objecte : « pur égoïsme », je souhaite qu'il y ait beaucoup de tels égoïstes pour nous assister en cas de besoin. Voilà ce que devrait nous faire savoir un enseignement historique plus complet. Il n'y a pas que Sempach et Morgarten qui appartiennent à l'histoire suisse, il y a aussi la guerre du Sonderbund et l'affaire de Neuchâtel. En attendant, je considère comme une des tâches urgentes de la presse suisse

d'en finir une fois pour toutes avec ces propos qui traînent partout sur la « perfide Albion. » Tout cela infeste notre peuple.

Pour l'Italie, par contre, à l'heure actuelle, il ne coule, de l'autre côté du Rhin, que lait et miel. Mais si par hasard un jour de printemps le lait venait subitement à s'aigrir, j'espère bien que nous n'irions pas fermenter nous aussi. Nos comptes avec l'Italie se balancent heureusement, jusqu'à ce jour. De la France il a déjà été question. Quant à la Russie, n'est-il pas étrange de voir des chrétiens de l'Europe occidentale glorifier leur culture en manifestant leur horreur pour la barbarie moscovite? Je pourrais, pour ma part, m'autoriser d'observations que j'ai faites sur place pendant un séjour de huit années. Je préfère m'en tenir simplement aux témoignages des Allemands. N'est-ce pas avec ces mêmes Russes, représentés aujourd'hui comme l'incarnation des Asiatiques, y compris ces satanés Cosaques, que la Prusse, pendant près d'un siècle, a filé le parfait amour? Si l'alliance, demain, allait renaître!... Et que dire des Turcs, Bulgares, Croates, Slovaques, etc. !

Nous avons, nous Suisses, on le sait, d'autres idées sur la valeur des petites nations et des petits Etats et sur leur droit à l'existence. Pour nous, les Serbes ne sont pas une « horde de brigands », mais un peuple. Et un peuple qui a droit à la vie et au respect comme tout autre. Les Serbes ont une histoire glorieuse, héroïque. Leur poésie populaire est aussi belle que celle de n'importe quelle nation, et leur poésie héroïque plus belle encore. Y a-t-il, en effet, depuis l'époque d'Homère, un peuple qui ait produit des œuvres épiques aussi belles que celles des Serbes? Nos médecins et nos infirmiers suisses, au retour de la guerre des Balkans, n'ont eu que des paroles de sympathie et de louange pour les Serbes. C'est sur de tels témoignages que nous devons fonder notre opinion, et non pas sur les dires d'une presse égarée par la passion. Les envahisseurs de la Belgique ont reconnu eux-mêmes, au premier abord franchement, qu'ils avaient fait du tort à ce pays. Après coup, pour se blanchir, Caïn a noirci Abel. Fouiller les poches de la victime pantelante

pour extorquer des documents me paraît une erreur de sens psychologique. Egorger la victime était bien suffisant. La calomnier ensuite, c'est trop. Mais que penser d'un Suisse qui s'associe aux injures contre la malheureuse Belgique? Ce n'est pas seulement un acte honteux qu'il commet, c'est encore un acte insensé. N'est-ce pas, en effet, de cette manière qu'un jour, quand on en voudra à notre vie, on produira contre nous des preuves de culpabilité? Le venin lui aussi ne fait-il pas, malheureusement, partie des munitions de guerre?

En ce qui concerne enfin notre indignation à l'égard de l'aide fournie par les peuples de couleur, je veux bien qu'en matière de sport on distingue entre ce qui est beau et laid. Mais la guerre n'est pas un sport, quoi qu'en pensent certains hauts gradés. La guerre, c'est une lutte inexorable pour la vie d'une nation. Or, quand il s'agit de vie et de mort, tout secours est le bienvenu, sans considération de personnes et de couleur de peau. Si un assassin vous menace de son couteau, instinctivement vous appelez votre chien de garde à votre secours. Et si l'assassin s'avisait de le prendre de haut en criant : « N'avez-vous pas honte de vous servir d'un animal à quatre pattes, dépourvu de raison, contre un de vos semblables? » vous n'hésiteriez pas à lui répondre : « Je le regrette, mais c'est ton couteau qui m'empêche d'avoir honte. »

Et, maintenant, venons-en à la chose principale : nos rapports avec la Suisse romande. Je le répète, nous espérons et nous comptons que, là-bas, un confédéré se chargera d'éclairer les cerveaux, comme nous le faisons aujourd'hui, pour le bien de l'union et pour la sauvegarde de la justice et de la neutralité. Une chose est certaine : notre union doit être plus étroite. On y arrivera en se comprenant mieux. Or, pour se mieux comprendre, il faut se connaître intimement. Que connaissons-nous de la Suisse française, de sa littérature, de sa presse? La réponse variera selon les personnes. On a jusqu'à présent voulu chercher le salut dans les périodiques rédigés en trois langues. A merveille ! Mais il ne s'agit pas seulement d'écrire, il faut se faire lire. Pour moi, je préconiserais un autre moyen : la publi-

cation, par nos journaux, de traductions d'articles de la Suisse française. Il en vaudrait la peine. Différents de forme et de fond, ces articles contribueraient à nous compléter et à nous renouveler. Nous n'avons été que trop soucieux jusqu'ici de ne pas dévier de ligne. Un article comme *Le sort de la Belgique*, de Georges Wagnière, aurait pu nous rendre service. Le style de maints passages, je ne crains pas de l'affirmer, pourrait en être cité comme modèle. Ces dernières semaines j'ai eu parfois sous les yeux le *Journal de Genève*, que je ne connaissais guère que de nom. Six numéros au plus. Or, dans ces six numéros j'ai rencontré quatre fois un article de fond dont les qualités littéraires m'ont rempli d'admiration. En lisant les articles de Georges Wagnière, de Paul Seippel, d'Albert Bonnard, je me disais, plein de confusion : « Voilà comment j'aimerais écrire ! » Une petite goutte de sens welsche dans notre positivisme germanique ne ferait pas de mal !

Pour terminer, un conseil qui trouvera son application dans nos rapports avec toutes les puissances étrangères : soyons modestes. Par notre modestie nous témoignons aux grandes puissances notre reconnaissance de ce qu'elles nous dispensent de nous mêler de leurs sanglants différends. Par notre modestie nous payons à l'Europe blessée à mort le tribut qu'il convient de payer à la douleur : le respect. Enfin, par notre modestie, nous demandons pardon. « Pardon de quoi ? » Quiconque s'est jamais trouvé au chevet d'un malade sait ce que je veux dire. Un homme qui a du cœur a besoin qu'on lui pardonne de jouir de son bien-être pendant que d'autres souffrent. Surtout pas de ton protecteur, pas de sermon ! Il est entendu que l'homme qui n'est pas impliqué dans une affaire conserve un regard plus clair, un jugement plus droit que celui qui est directement engagé dans la mêlée. L'avantage dont il jouit est un avantage de position, non un privilège d'esprit. Des événements aussi émouvants devraient être traités avec un grand sérieux, simplement, sans violence et sans passion. N'est-ce pas un spectacle grotesque que celui d'une feuille de chou qui, sûre de son inviolabilité, vitupère en style de cabaret une grande puissance

européenne, comme s'il s'agissait d'une élection municipale ! Si la censure accourt alors avec une muselière, elle ne fait que son devoir. La note joyeuse et la note railleuse ne devraient dans aucune circonstance se faire entendre chez nous. La raillerie est un phénomène brutal de l'esprit que l'on rencontre à peine dans les rangs des armées. La colère seule excuse la raillerie. Mais cette excuse n'est pas valable pour nous. Que les ressortissants du pays victorieux se réjouissent à la nouvelle d'un triomphe qui les délivre d'une pénible angoisse, rien de plus naturel. Mais nous n'avons pas besoin qu'on nous délivre de l'angoisse. La raillerie et la joie, qui sont les deux moyens d'expression les plus bruyants du parti pris, doivent, pour cette raison déjà, être bannis d'un pays neutre. Du reste, elles produisent la discorde. Quand deux personnes apprennent en même temps la nouvelle d'une victoire, si l'une triomphe et si l'autre a du chagrin, celle qui a du chagrin ressent une haine profonde contre celui qui triomphe. J'avais longtemps cru que la raillerie était la pire des choses. Eh bien, je vois aujourd'hui qu'il y a quelque chose de pire encore : la joie qu'on peut ressentir à la vue du malheur d'autrui et qui se traduit par des ricanelements sournois ou des remarques et interjections ironiques de plumitifs. A côté de ceux qui soupirent et de ceux qui gémissent, il y a ceux qui hoquètent. Même les plaisanteries habituelles sur les communiqués mensongers de batailles sont entachées de présomption. Qui ment dans ces communiqués ? Ce n'est pas telle ou telle nation, ce sont les vaincus à tour de rôle. Il est facile au vainqueur de rester dans la vérité. Mais peut-on demander au vaincu qu'il proclame à voix haute et claire sa défaite ? Cela est au-dessus des forces humaines. Nous, les railleurs, nous ne le pourrions pas davantage.

Et puisque nous sommes en train de parler de modestie, une prière modeste : parlons le plus doucement possible de la haute mission de la Suisse que nous invoquons volontiers dans nos fantaisies poétiques. Nous savons bien, nous autres Suisses, ce que la chose veut dire.

Observer une juste ligne de conduite n'est pas si difficile

qu'on pourrait le croire, quand on expose les choses logiquement. Oui, dira-t on, à condition d'en garder le détail dans sa tête. Non, ce n'est pas nécessaire, car il suffit de puiser ses inspirations dans son cœur. Lorsque vous voyez passer un cortège funèbre, que faites-vous ? Vous ôtez votre chapeau. Si vous assistez, au théâtre, à la représentation d'une tragédie, que ressentez-vous ? De l'émotion et du recueillement. Et de quelle manière manifestez-vous ces sentiments ? Par le calme, le saisissement, l'humilité, la gravité, le silence. Et sans, n'est-il pas vrai, que vous ayez besoin de l'apprendre ? Une faveur spéciale du sort nous a permis d'assister, comme spectateurs, à la formidable tragédie qui se déroule actuellement en Europe. Sur la scène règne le deuil, derrière la scène, le meurtre. Où que ce soit que votre cœur écoute, à droite comme à gauche, vous entendez sangloter la douleur, et quand la douleur sanglote elle rend le même son dans toutes les langues. Eh bien, en considérant la somme incommensurable de souffrances de tous ces peuples, nous avons le devoir de laisser nos cœurs se remplir d'une émotion muette, nos âmes de pitié. Et, surtout, découvrons-nous devant les deuils.

Alors nous nous placerons au véritable point de vue neutre, au point de vue suisse.

CARL SPITTELER.

(Traduit par Catherine Guiland.)

CHRONIQUE PARISIENNE

Impressions de guerre.

Je ne sais plus quel personnage de basse comédie, ou quel héros d'anecdote burlesque, s'écrie, en accompagnant ses paroles de la pitoyable mimique que vous devinez : « C'est le moment de se montrer, cachons-nous ! » Toutes proportions gardées entre le comique et le tragique, entre la farce et la guerre, entre une face maquillée, enfarinée et une tête ensanglantée, entre l'exagération destinée à provoquer le rire de quelques-uns et la réalité dont le monde entier souffre, cette exclamation de pitre ne pourrait-elle servir d'épigraphe à la guerre actuelle ? Certes, il y a des combats en rase plaine ; des forces de cavalerie se heurtent poitrail contre poitrail, poitrine contre poitrine ; fusils et canons tirent sur des avions qu'on distinguerait nettement dans le ciel clair si le ronflement de leur moteur ne suffisait à les trahir ; il y a de terribles corps-à-corps entre Alliés et Allemands. L'impression dominante n'en est pas moins celle d'une guerre de tranchées d'où l'on se fusille, d'où l'on se canonne à distance plus ou moins grande, mais la plupart du temps sans se voir. Au moment de se montrer, tout le monde se cache.

Cette guerre de tranchées, je viens de la faire à mon tour. Et je ne prétends pas rapporter autre chose que des impressions personnelles. Tout a été dit, dans cette Revue en termes excellents de justesse et de modération, et ailleurs, sur l'état des esprits en Allemagne. On a dénoncé les causes premières et secondes de la plus terrible guerre qui ait jusqu'à présent faussé les rouages du monde entier. Articles documentés, simples aperçus, tout cela ne pourra plus tard être que développé ou commenté : dès maintenant nous savons l'essentiel. Je n'y puis, je

n'y veux rien ajouter. Je tiens à ne raconter ici que mes souvenirs de combattant.

Dans le train j'ai traversé, du centre à l'est, une partie de la France que je ne connaissais pas. Je n'en ai d'ailleurs presque rien vu : nous roulions surtout la nuit. De Chaumont je n'ai fait qu'apercevoir la gare et les premières maisons dans le brouillard du matin. J'ai mieux vu Vesoul, un peu plus tard, Vesoul que la guerre a à peine atteint. Petite ville d'un calme imposant, d'une noble mélancolie, où les rues, celles du moins que j'ai traversées, se coupent à angle droit ; ville de l'est de la France, mais où l'élément militaire, même en ces temps de guerre, ne prédomine pas, ville d'où l'on peut regarder les pittoresques hauteurs environnantes sans y découvrir ou même y soupçonner la présence de forts munis de canons dont les gueules bâillent. Je pars de Vesoul en pleine nuit. Les paysages se succèdent tandis que je sommeille. N'aurais-je pas les yeux fermés que par la vitre noire je regarderais en vain. J'essaie d'ailleurs de le faire : ce n'est que pour voir l'ombre sous laquelle la terre est comme écrasée. Pas une de ces lumières isolées qui indiquent des fermes où l'on veille. Pas un bruit que celui des roues du train et des vitres secouées dans leurs châssis. Je ne sais où je vais. C'est à peine si, réveillé par un brusque arrêt, je devine, au nom d'une gare plus importante, vers quelle destination je m'achemine. Le jour se lève sur des prés couverts de gelée blanche. Des soldats lavent du linge sur les bords d'une grande rivière ; je frissonne à l'idée de plonger mes mains dans cette eau froide. Les postes militaires se multiplient, mais ce n'est pas encore le pays de la guerre. A peine aperçois-je Toul, en tournant autour de ses fortifications. Des marins, affairés autour d'un canon, s'interrompent pour nous regarder passer. Bérêts et képis sont agités, en même temps que de part et d'autre sont poussés des cris inarticulés. Une grande halte de deux heures où nous faisons le café. Puis nous partons à pied. A nos épaules désaccoutumées le sac pèse, mais nous retrouverons vite l'endurance nécessaire. Et c'est alors vraiment qu'à chaque pas nous pénétrons un peu plus avant dans le pays de la guerre.

Ces villages de l'est, dont si souvent je tentai de me représenter la poétique mélancolie en plein automne, je les vois aujourd'hui de près. Leur réalité n'est pas conforme à l'image que je voulais m'en créer. Ils sont blottis sous la menace de la guerre comme les poules sous le vol du cruel autour. Ni mélancolie, ni âpre tristesse : rien, que la redoutable attente de l'événement qui peut se produire d'un instant à l'autre. Qu'un obus prenne le chemin de ce hangar, de cette grange, de cette chaumière ; d'autres suivront, et de ce village, comme autrefois de Jérusalem, il ne restera bientôt plus pierre sur pierre. Tantôt nous croisons, tantôt nous dépassons des voitures du train, des équipages et des prolonges d'artillerie. Dans un champ, à ma gauche, des obus ont éclaté, creusant des trous en entonnoir ; à ma droite, des renflements de terrain surmontés de baïonnettes et de frustes croix indiquent que des soldats tués sont enterrés là ; un peu plus loin dépasse un des quatre sabots d'un cheval enfoui.

Debout sur leurs seuils, des paysans, à la vérité peu nombreux, nous regardent passer. Comme nous ils sont silencieux.

Bientôt j'entends pour la première fois gronder au loin le canon. Au loin ? Nous n'en sommes plus guère éloignés que de quinze kilomètres. Ce sont des détonations sourdes, dont nos courages ne s'émeuvent point.

Après avoir passé la nuit dans une autre petite ville infiniment plus proche du « front », mais que ses forts ont mise à l'abri d'une attaque et même d'un bombardement, — petite ville de l'est aux maisons neuves et dont les cloches sonnent dès ce soir en l'honneur de la Toussaint, — nous prenons définitivement le chemin des tranchées.

De longtemps je ne t'oublierai, Toussaint dont j'ai passé l'après-midi au revers d'un bois doré par le clair soleil, tandis que non loin de nous notre artillerie répondait à celle de l'ennemi. Je t'avais déjà vécue dans d'autres circonstances et dans d'autres pays, soit que j'eusse entendu sur les bords de l'Atlantique les clochers bretons éparpiller leurs glas lourds dans la brume épaisse que le vent d'ouest est impuissant à disperser,

soit que dans le Morvan je me fusse imaginé la théorie lamentable des âmes des morts sous le ciel gris. Mais aujourd'hui est un beau dimanche. Et plus que jamais, pourtant, je songe aux morts et à la mort. Je ne suis pas de ceux qui dissimulent leurs véritables sentiments. Je ne me flatte pas de posséder un courage surhumain. Je n'ai pas peur, mais je ne puis m'empêcher de penser à la mort. La Toussaint et le canon suffiraient à m'imposer l'image du cimetière et de ces immenses charniers où l'on entasse les cadavres des soldats morts pour leur patrie.

Du bois où, seuls, les chênes ont conservé leurs feuilles, le crépuscule nous chasse. Et me voici de nouveau sur la grande route qui serpente, montant et descendant, jusqu'au moment où je la quitterai pour entrer dans l'immense forêt que je ne puis appeler autrement que *la forêt de la guerre*.

Pour moi désormais elle est située dans le pays de la guerre et de la mort. Je ne cherche pas à m'orienter. Tourné-je le dos au nord ou au midi ? Est-ce l'est ou l'ouest que j'ai à ma gauche ? Je n'en sais rien, et me soucie peu de l'ignorer. Mais, à mesure que je m'y enfonce, j'entends que devant et derrière moi les canons donnent de la voix et que c'est sur la gauche que sifflent, en partant, les balles allemandes. Le bruit plus ou moins intense de la canonnade et de la fusillade va devenir, je le devine, mon unique point de repère. Il est près de minuit, il fait depuis longtemps nuit noire, et il commence à pleuvoir dru quand j'arrive aux abris de seconde ligne, à deux cents mètres des tranchées, après avoir pataugé dans une boue gluante qu'entretiennent voitures et piétinement continu de plusieurs régiments qui se relèvent l'un l'autre, ou par bataillons. Et me voici dans un étroit réduit, mi-creusé, mi-exhaussé au-dessus du sol par des sacs de terre et des gabions, et garni de paille humide. Trois hommes y sont couchés, serrés l'un contre l'autre, et qui grognent d'être réveillés. Je m'accroupis dans un coin. Je m'efforce de me trouver bien et de frissonner d'aise à écouter les balles perdues dont aucune ne peut m'atteindre ici. Sur cette paille, aux pieds de ces trois hommes que je ne connais pas, j'aurais voulu voir mouillés comme je le suis plus d'un

de nos modernes dilettantes. J'aurais voulu les voir, non point sous une tunique d'officier, mais sous ma capote de soldat de deuxième classe, non point venus là pour une nuit s'installer à l'affût de sensations inédites, mais pour toute la durée de la guerre. Sans doute auraient-ils fait comme moi : se désintéressant de toute sensation rare, ils se seraient endormis le cerveau vide et les reins endoloris.

Le lendemain j'occupe mon temps à ne pas bouger de place dans le nouvel abri qui m'a été assigné. Toute la journée, fusillade à laquelle nous ne prenons point part, et canonnade que nous entendons. Les obus allemands passent par-dessus nos toits de branchages pour tomber à quelques kilomètres de distance dans le bois. Ils coupent en deux des arbres, comme les balles coupent des branchettes.

Notre tour est venu d'aller aux tranchées. Nous partons avec tout notre fourniment sur le dos et sur les hanches. Je vais donc connaître par moi-même cette vie dont j'ai déjà lu — et dont j'ai lu depuis — tant de descriptions pittoresques dans les journaux. De quelques heures passées auprès de nos soldats qui se battent, nos reporters ont rapporté des sujets d'articles que tout le monde commente. Or — et je prie que l'on ne me fasse point dire ce que je n'écris pas — mes impressions ne concordent pas tout à fait avec les leurs. Je ne doute point qu'ils n'aient vu de nos troupiers prendre le thé et jouer la comédie, qu'ils ne les aient entendus souffler dans la clarinette et chanter des chansons connues ou improvisées. Evidemment c'est très bien, et cela prouve que la vieille gaieté française ne perd jamais ses droits. Mais, en ce qui me concerne, je n'ai ni vu ni entendu cela. Que l'on n'en aille point conclure qu'à l'endroit que j'ai observé, *sans passer pour un observateur professionnel*, un morne découragement ait régné. Que non pas ! Chacun avait à cœur de faire son devoir, sans rire certes, mais aussi sans défaillance.

Nous ne cessons d'observer devant nous les tranchées de l'ennemi que pour en creuser, de notre côté, de nouvelles. Si nous posons un instant le fusil, c'est pour prendre la pelle et la pioche. Il nous reste peu de loisirs pour faire du thé, voire pour

chanter. Et nous n'avons ni clarinette ni violon. C'est la réalité telle qu'il me fut donné de la toucher du doigt, puisque je l'ai vécue. Je ne la veux faire ni plus belle, ni plus laide que nature.

Comment, même malgré nous, ne serions-nous pas influencés par l'heure et par la saison? Isolés dans cette forêt que les vents avant-coureurs de l'hiver proche dépouillent, et dont chaque matin les lits de feuilles mortes sont recouverts d'une dentelle de givre, nous savons bien, et point n'est besoin de nous le rappeler, que nous sommes là pour défendre notre pays qui n'a pas voulu cette guerre. Mais existe-t-il au monde un homme pour prétendre qu'au cours d'une longue nuit blanche il soit interdit à notre pensée d'aller d'instinct vers nos maisons lointaines que précisément nous défendons, et qu'elle n'en puisse nous revenir qu'avec un peu de mélancolie? Cette forêt même, dont nous disputons et reprenons le sol mètre par mètre, tant s'en faut qu'elle soit mauvaise conseillère. Mais déjà l'hiver la prive de ses charmes : elle n'est plus peuplée d'oiseaux ni pavoisée de fleurs. Nul de nous ne songerait à l'abandonner. Mais existe-t-il au monde un homme pour prétendre que nous puissions ne pas être sensibles, si peu que ce soit, à la tristesse qui avec l'humidité suinte de ses arbres noirs? Sommes-nous des héros au-dessus des communs sentiments? Je sais seulement que je suis un homme conscient des devoirs que lui imposent les circonstances, mais qui prétend ne rien abdiquer de sa sensibilité devant tels spectacles de la nature.

Le fusil, la pelle et la pioche sont nos seuls instruments de musique. Musique plus qu'élémentaire sans aucun doute, mais la plus belle fille du monde.... C'est surtout à la tombée de la nuit que le fusil chante sans varier d'un quart de ton et soutenu par la basse du canon. Sauf exceptions, du matin au soir il se tait. Il n'y a point de repos pour le Mauser qui toute la journée tire à balles perdues dans toutes les directions. Nous n'en sommes pas moins, du matin au soir, sur le qui-vive, et si MM. les Allemands voulaient tenter une partielle attaque brusquée, ils trouveraient à qui parler. Mais, comme les canards sauvages dont parle Chateaubriand, « ils attendent le soir. » S'ils ne font

pas d'évolutions au-dessus des bois, ils ne demanderaient pas pas mieux que d'en faire à l'intérieur. Et, invariablement à la tombée de la nuit, il nous faut riposter à une attaque presque toujours purement démonstrative. On se fusille, sans grand dommage, de tranchée à tranchée, à une cinquantaine de mètres de distance. Cela dure dix minutes, un quart d'heure, une demi-heure. De crainte que nous ne sortions de nos lignes pour une attaque à la baïonnette, ils lancent de nombreuses fusées lumineuses qui les éclairent et sur nos intentions et sur nos positions. Leur Mauser chante sec et clair. Notre Lebel a la voix plus grave. Il me faut parler aussi du choc de la pioche contre la pierre dure, et du bruit que fait la pelle en rejetant la terre mêlée de cailloux qui parfois retombent sur le fer. Bruits auxquels dans la vie ordinaire on ne prête même pas l'oreille ; ici musique dangereuse en ce qu'elle décèle à l'ennemi la présence de terrassiers parfois improvisés qu'il tâche de repérer. Il ne reste qu'à se coucher quand les travaux sont assez avancés, et qu'à les reprendre en évitant de faire du bruit.

A quelques centaines de mètres en arrière les soldats du génie étirent de longues et minces lignes de fil de fer et disposent de hauts treillages, toujours en fil de fer. D'autres abattent des arbres. D'autres creusent des abris qu'ils recouvrent de poutrelles d'acier. Plus en arrière encore sont installées les cuisines, — d'où deux fois par jour on nous apporte café, soupe et viande, — le ravitaillement et le service médical. Et, toujours plus en arrière, ce sont nos batteries d'artillerie qui, soit à heure fixe, soit selon que le commandant de soudaines nécessités, « arrosent » les tranchées ennemies.

Il y a une source où nous allons à tour de rôle puiser de l'eau ; elle est entourée d'un véritable lac de boue formée par le piétinement incessant de centaines d'hommes. Il y a aussi un petit étang sur la chaussée duquel, en d'autres circonstances, je serais heureux de m'asseoir pour rêver. Mais aujourd'hui le rêve est réduit à la portion congrue.

Rien ici de la vie en campagne telle que l'ont popularisée de-

puis des siècles des milliers de récits et de gravures. Nous ne nous en allons point l'arme à la bretelle, la pipe aux dents, chantant de ces chansons de route que se transmettent les générations de soldats. Nous ne traversons point de villages, musique en tête, avec des bouquets de fleurs des champs dans le canon de nos fusils. Il n'y a plus de bivouacs ni d'étapes. Il n'y a plus, sauf exceptions, de ces batailles à la suite desquelles, quand elles devenaient victoires, on poursuivait pendant des journées entières l'ennemi en déroute. Nous sommes condamnés, et les Allemands comme nous, à une immobilité à peu près absolue. Nous ne bougeons un peu qu'à l'heure de la relève, la nuit venue, suivant la ligne des tranchées et nous effaçant pour que puissent passer nos remplaçants. Il nous est recommandé de garder le silence. Nous ne traversons aucun village : à peine si, quand nous allons à la corvée d'eau, nous apercevons à un tournant de la route un solitaire clocher pointu que n'ont pas détruit les obus. Nous sommes là isolés, anonymes, comme perdus, comme retranchés du reste du monde. Et qu'on ne croie point que je me désole de cette solitude ni que je regrette cet anonymat. Plus je vais, et plus j'ai la certitude que la plus grande douceur de vivre se trouve dans l'obscurité. « Je n'ai jamais aperçu au coin d'un bois la hutte roulante d'un berger sans croire qu'elle me suffirait avec toi, » dit Eudore à Velléda. (Je cite de mémoire.) Même sans le tremplin d'un isolement à deux dont un amour romantique occuperait toutes les minutes, je me suis toujours senti un faible pour la hutte du berger, même immobilisée.

Ainsi nos journées et nos nuits s'écoulaient, monotones sans doute, mais occupées à des besognes nécessaires. Chacun de nous est une unité de cette foule immense d'hommes armés qui, d'Ostende à Mulhouse, s'efforcent d'arrêter et de repousser l'invasion. Avons-nous tous conscience du rôle que nous jouons ? A l'époque où les humoristes étaient nombreux en France et surtout à Paris, il me souvient que l'un d'eux, et non des moindres, demandait à un paysan qui n'en pouvait mais de

faire « le geste auguste du semeur. » Nous n'en sommes plus à demander cela à un paysan. C'est aux lyriques qu'il appartient d'amplifier un geste naturel et d'en dégager la beauté latente. Peu importe donc que nous n'ayons pas tous conscience nette de la grandeur de notre rôle. Et puis nous ne sommes pas des acteurs, mais des hommes.

Avez-vous remarqué que, quand vos oreilles sont obsédées par un bruit continu, par exemple quand vous êtes dans un train lancé à toute vitesse, il vous suffit d'évoquer par la pensée une mélodie quelconque pour qu'aussitôt vous croyiez l'entendre, au rythme des bielles, jouée par l'orchestre ou chantée par la voix humaine ? Une des plus fortes impressions que j'aie eues dans les tranchées se rapporte à cet ordre d'acoustique imaginaire. La première nuit que j'entendis les balles siffler par rafales, il me sembla — je dis mal : — j'entendis vraiment, des profondeurs de la forêt dont le silence était déchiré, s'élever des milliers et des millions de gémissements, de plaintes, de cris, d'acclamations, toute une angoissante et formidable rumeur qui me surprit, mais de la réalité de laquelle je doutai si peu qu'à l'instant même je me demandai : « Qui donc se lamente ainsi ? » Je n'étais pas en état d'hallucination. Et pourtant je distinguais nettement certains cris. Il y avait : A moi ! Il y avait : Je meurs ! Il y avait : A boire ! Il y avait : Rendez-nous nos pères ! Rendez-nous nos maris ! Et, formant la basse confuse de cette douloureuse symphonie, toute la sourde rumeur de millions de voix qui se taisaient dans la nuit noire dès que les échos de la rafale s'étaient éteints. Je ne pensais aucunement au rêve que fait, tout éveillé, l'Aiglon sur le champ de bataille de Wagram, rêve qu'ont dépoétisé pour moi les projections cinématographiques du théâtre Sarah Bernhardt. Non : cela s'imposa brusquement à mes oreilles ; et ces cris, et cette rumeur y resteront désormais comme le bruit de la mer s'éternise au creux d'un coquillage. Ah ! il y a la gloire ! Il y a les charges héroïques ! Il y a les vers immortels de Victor Hugo :

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie

Ont droit qu'à leurs tombeaux la foule vienne et prie.

Mais ne faisons pas si bon marché des souffrances endurées par les blessés qui, avant de mourir, se tordent sur l'herbe mouillée, dans la boue rouge de leur sang. Pensons à tous ceux qui depuis, hélas ! que l'humanité existe ont payé de leur vie des délimitations de frontières sans cesse changeantes. N'étaient-ce pas eux, n'étaient-ce pas leurs filles et leurs femmes que j'entendais, réveillés de leur long sommeil par ce bruit qu'ils ne connaissaient que trop, se lamenter sous le ciel fourmillant d'étoiles ?

Ces sentiments, ces sensations, ferais-je mieux de dire, qui me sont imposées par le milieu même où je vis, ne m'amèneront-elles pas à des conclusions différentes de celles de ma précédente chronique ? Les cris et la rumeur entendus dans la nuit ne couvriront-ils point la voix du droit méconnu et de la justice outragée ? N'y a-t-il pas un peu partout déjà, sinon de la lassitude, du moins le désir d'une paix prochaine ? Je ne me flatte point de parler au nom de la France, pacifique ou guerrière. S'il est permis de souhaiter la fin de ces hétacombes humaines, nous continuerons de nous défendre tant que nous serons menacés, puisque ce n'est pas nous qui avons tiré les premiers : pour que le monde entier en fût convaincu, point n'était besoin de la publication du *Livre jaune*. Et puis il ne s'agit pas que de la France ; il ne s'agit même pas que des Alliés d'aujourd'hui et de demain. M. Charles Maurras, dont la voix éveille, depuis que le canon tonne, des échos de jour en jour plus nombreux et plus prolongés dans les consciences françaises et qui n'a souci d'idées générales que dégagées d'un groupe de faits, écrivait récemment dans l'*Action française* : « La vie même matérielle de l'Europe moderne paraît donc suspendue au point de savoir qui vaincra, de l'individualisme germain venu de la Réforme et de la Révolution, ou des idées générales qu'élabora le genre humain au cours d'un mouvement civilisateur qui trouva ses formules les plus complètes dans le catholicisme romain. » C'est ainsi que, sur ces tranchées où sont immobilisés des centaines de milliers de combattants, planent les ombres tragiques de Luther et des papes qui depuis vingt siècles se succèdent à Rome. Peu im-

porte encore une fois que beaucoup d'entre nous ne les aperçoivent pas : l'essentiel n'est-il pas qu'elles soient présentes, et qu'elles s'affrontent en une lutte dont il est permis, dès maintenant, de prévoir l'issue ?

HENRI BACHELIN.

CHRONIQUE ITALIENNE

Les deux logiques. — La germanophilie des académiciens. — Inconvénients de la paix en temps de guerre. — Les morts de mort naturelle.

« Ceux qui, avec tant d'impatience, se figurent proche le jour où l'Italie prendra les armes, ceux à qui semble si incommode l'état de paix, ont-ils bien considéré ce qu'est la guerre présente ? Ont-ils lu certaines relations ? Savent-ils, à n'en pas douter, qu'une lutte aussi atroce et implacable ne s'est jamais vue depuis que le monde est monde ? Et s'ils le savent, avec quelle conscience prétendent-ils entraîner l'Italie dans cette épouvantable tourmente ? Notre pays, à supposer que tout tourne pour le mieux, pourrait-il obtenir des avantages tels qu'ils compensent le mal évident : le sang, les ruines, les carnages ? »

Voilà à peu près ce que je lisais l'autre jour dans une des revues italiennes les plus répandues ; et l'on peut facilement admettre que cela répond à la pensée, déclarée ou latente, de la majorité. Bien peu de guerres se feraient et se seraient faites s'il était nécessaire de consulter à l'avance le suffrage universel. L'âme du grand nombre n'est guère disposée aux gestes héroïques, ni même à ces aventures qui, permettant de grands gains sans beaucoup de peine, rompent néanmoins brusquement les habitudes de la vie. La logique du grand nombre est juste et droite, autant que celle des philosophes, mais elle ne tient compte que de certaines raisons pratiques voisines et palpables. C'est la logique du petit commerçant, qui dit : « La guerre rui-

nerait mon honnête trafic ; donc je n'en veux pas, même si mon pays devait renoncer à un peu de gloire. » C'est la logique du père de famille, qui pense : « Perdre mon fils serait pour moi plus douloureux que de laisser une province *irredenta* sous la domination étrangère. » C'est la logique, beaucoup moins respectable, du bourgeois paisible, soucieux de ses aises, esclave de ses habitudes, qui trouve qu'il est plus agréable de lire ces grandes épopées dans le journal, que le pain mollet chaque matin, le dîner et le souper à l'heure, sont choses modestes, mais plaisantes en somme autant qu'un bulletin où l'on annonce la prise d'une tranchée sur l'ennemi, et que, au pis aller, on finirait par s'accoutumer même à une petite occupation étrangère dans sa maison. C'est la logique (digne celle-là de tout respect, bien qu'unilatérale, elle aussi) de l'homme simple et bon, qui a l'horreur du sang et auquel il semble absurde que la violence et la fraude cessent d'être des délits et deviennent des actes glorieux par le seul fait d'être commises en gros. C'est enfin la logique des intérêts à courte vue qui, à l'occasion, approuve la guerre, mais dans le cas particulier, en deçà des Alpes, semble préférer la paix.

Mais il y a une autre logique qui tient compte d'autres raisonnements, moins évidents aux yeux de la foule, inexistant même pour qui n'a pas une certaine sensibilité, une certaine foi, une certaine dose de généreuse folie. C'est la logique de Mazzini et de Cavour, de Garibaldi et de Victor-Emmanuel. La guerre était déjà de leur temps une chose terrible et fort gênante. Il y avait déjà alors des trafiquants qui s'entendaient très bien avec l'Autriche et avec le Bourbon. Il y avait des pères et des mères résignés à toute tyrannie exotique ou indigène pourvu que leurs fils restassent en vie. Il y avait les mêmes routiniers, les mêmes indifférents, les mêmes bourgeois honnêtes ou deshonnêtes, la même majorité, peut-on dire. Et cependant ce fut la logique de la guerre qui prévalut, bien qu'elle ne fût professée que par une petite minorité. Mais ce n'est pas le nombre qui compte ; et il ne comptera pas non plus cette fois. Plus d'un (ce sont les plus actifs, les plus tenaces, les plus jeunes) pense

que, en se tenant à l'écart jusqu'à la fin, l'Italie compromettrait terriblement ses intérêts et son honneur. Plus d'un sent que, si l'Italie se désintéressait de Trente et de Trieste, elle renierait ses plus saintes traditions, elle se rendrait coupable d'infidélité aux principes pour lesquels elle a voulu et su devenir une nation. Il suffit que quelques-uns pensent et sentent ainsi : les autres se laisseront entraîner.

— Oui, les jeunes ont plus d'une fois ouvertement manifesté leurs convictions et leurs passions : il faut faire la guerre à l'Autriche pour les motifs anciens et déjà trop connus ; il faut collaborer à la ligue anti-allemande, pour empêcher une victoire germanique qui serait la ruine de tous les Etats latins. Les sceptiques (ils sont toujours légion en Italie) peuvent hocher la tête. Quiconque connaît un peu l'histoire sait combien est important, comme signe du présent et indice de l'avenir, le sentiment des jeunes. Il y a dans l'homme de vingt ans une espèce de sagace intuition, d'impérieux instinct, en regard desquels les plus subtils arguments des vieux semblent de pauvres artifices, de vaines tentatives de corriger la nature. Aussi peut-on prédire presque à coup sûr le peu d'effet qu'aura en Italie une certaine germanophilie qui s'est manifestée récemment dans le cercle des hommes cultivés ayant dépassé la cinquantaine. Il s'est constitué à Rome une association *Pro Italia* qui aurait dû, pour être plus sincère, s'intituler *Pro Germania* : ce ne sont, ou peu s'en faut, que crânes chauves, barbes grises, célébrités de la chaire ou du laboratoire, reconnues, fêtées, commémorées sur le mode officiel ; par-ci, par-là quelque nom véritablement illustre dans la foule des titres. Un des ces professeurs fut rudement sifflé par ses élèves le jour où il se présenta pour reprendre ses cours : fait regrettable, assurément, parce qu'on doit toujours le respect à la culture et à la liberté d'opinion. Mais la mémoire se reporte irrésistiblement à certains épisodes du Risorgimento, à certaines démonstrations dont étaient victimes les professeurs suspects de sympathie pour l'Autriche... D'autre part, tout en admettant que les académiciens germanisants actuels d'Italie ne font pas partie des forces vives de la

nation, il faut reconnaître que leur attitude, au point de vue subjectif, n'est pas tout à fait sans justification. C'est le philosophe qui, n'ayant pas réussi à échafauder un système à lui, a trouvé moyen d'être quelqu'un comme épigone de Hegel, de Schopenhauer, de Wundt. C'est l'historien vassal de la méthode de Mommsen ; le glottologue qui s'est formé sur le modèle de Diez, de Bopp, de Morf. C'est celui qui a passé quelques semestres à Berlin et à Dresde, courbé sur le microscope, à la manière de doctes spécialistes en histologie ou en bactériologie, ou celui qui a publié en collaboration avec tel ou tel philologue allemand, suivant la méthode allemande et qui sait ? avec l'argent allemand, une édition critique des lettres de Leon-Battista Alberti ou la reproduction de certains dessins inédits de Squarcione.... C'est enfin, pourquoi pas ? l'auteur qui a vu ses monographies et ses traités traduits en allemand. Et puis, il est juste de reconnaître qu'en dépit de l'exaltation pangermaniste les étudiants allemands n'ont jamais cessé d'être sympathiquement attentifs à la culture italienne. Nombreux sont, même hors du cercle académique, les Allemands qui savent notre langue et se tiennent au courant de notre production littéraire ou scientifique. Les Français, par contre, sont terriblement imbus de la persuasion de posséder la meilleure langue et la meilleure littérature, et peu d'entre eux s'occupent même de ce que nous avons fait de mieux ; or rien n'offense les hommes comme l'indifférence et la froideur. Il est vrai que la sollicitude de l'Allemand pour les choses d'Italie n'est pas toujours ni toute amour désintéressé ; parfois c'est pure cupidité, soif d'appropriation. L'Italie fut toujours le grand rêve de l'âme gothique. Mais les nations sont comme les femmes : elles désirent être désirées, même au risque d'y laisser quelques plumes, grosses ou petites.... Et si l'on veut se faire une idée complète de l'état d'esprit italien durant la période extraordinaire que nous traversons, et s'expliquer non seulement la germanophilie des académiciens (phénomène isolé et, en lui-même, de peu d'importance), mais aussi la francophilie prudente de certains autres, la demi-défiance avec laquelle d'aucuns résistent encore à la voix de la race et à la

force de l'admiration, il faut tenir compte de cette froide politesse française plus offensante quelquefois que l'indiscrétion avec laquelle l'Allemand fourre sa main dans les affaires d'autrui. La formule du pangermanisme est : « Nous devons nous emparer de tout le monde. » Celle du chauvinisme français : « Nous sommes déjà, pour notre compte, plus que tout le reste du monde. » La première est certes plus dangereuse ; mais on comprend combien la seconde doit paraître à quelques-uns plus irritante.

— Et l'on discute : dans les journaux, dans les comices, dans les réunions publiques et privées. On dit et on écrit des choses rares et brillantes à faire pâlir les plus agiles raisonneurs de la *Græcia capta*. On combat sur chaque carrefour : les uns avec la fine lame du sophisme, les autres avec la lourde massue du paradoxe. On distingue et on sous-distingue, avec une subtilité de théologien scolastique, de dilettante byzantin. Lisez, par exemple, les discours et les articles du socialiste Turati sur la notion des neutralités. Première distinction : la neutralité du gouvernement ne doit pas être confondue avec la neutralité des socialistes. Mais celle-ci n'est pas non plus d'essence unique : il y a la neutralité absolue et la neutralité relative (sous-distinction du premier degré). La neutralité relative se subdivise en espèces et degrés variés, selon qu'elle est orientée plutôt vers la guerre ou vers la paix et suivant les motifs présents ou futurs, nationaux ou internationaux, qui pourraient la faire cesser (sous-distinction du second et troisième degré). Et même la neutralité absolue ne représente pas une idée aussi simple et invariable qu'on pourrait le croire : simple, oui, *actuellement*, complexe, *potentiellement*. L'honorable Turati, lui, est pour la neutralité absolue, mais il n'exclut pas la possibilité qu'interviennent des circonstances de nature à convaincre le socialisme de tolérer, de permettre, voire de favoriser la guerre, etc., etc.... N'allez pas croire que ces casse-tête soient un divertissement personnel de l'hon. Turati, homme de culture raffinée. Il paraît que la tendance prévalente, dans le socialisme officiel, n'est pas autre ; si bien que le professeur Mussolini, directeur

de l'*Avanti*, accusé d'avoir crié clairement ce que d'autres compagnons murmurent ou dissimulent sous des phrases compliquées, a été chassé de son journal et de son parti.

D'autres veillent, attentifs et soupçonneux, de peur (qui sait jamais ?) que l'idée de patrie ne devienne si solennelle et si impérieuse que de faire oublier pour un temps les mérites et les démérites des partis et des associations. Quel ennui et quelle rage pour quelques-uns de se trouver d'accord avec certaines gens ! A lire quelques journaux radicaux, on pourrait croire que tous les modérés et les conservateurs forment une masse compacte toujours dévouée à la Triple-Alliance : ce qui est contraire à la vérité. Les radicaux ont plus beau jeu contre les nationalistes, qui ne sont opposés à l'Autriche que depuis le mois d'août ; et contre les catholiques, accoutumés, de tout temps, à considérer la maison de Habsbourg comme le bras séculier de l'Eglise. Mais il n'est pas juste non plus de mettre tous les catholiques dans le même paquet. Un prêtre publiciste, Don Vercesi, a fait dernièrement à Milan une conférence fièrement hostile aux Allemands, où il a déclaré parler aussi au nom de plusieurs de ses coreligionnaires.

D'autres s'appliquent à élaborer des interprétations originales de l'histoire présente, à préparer un lendemain beau et prochain ; ou, ce qui est la spécialité des journaux à faible tirage, à divulguer de la façon la plus catégorique les nouvelles les plus ébouriffantes. Parmi celles-ci, on peut ranger le bruit qui revient périodiquement d'une entente secrète de la Suisse avec l'Allemagne, ou avec l'Autriche, ou avec toutes deux, au détriment de l'Italie ; et celui, non suffisamment encore déraciné en Suisse, des visées de l'Italie sur le canton du Tessin. On assure que l'un comme l'autre sont d'origine autrichienne : il est connu que la prétendue entente austro-suisse a fait sa première apparition il y a quelques années dans un journal de Vienne. Et le fait que les intentions présumées de l'Italie sur le Tessin sont répandues spécialement dans certains cercles militaires suisses très liés dans le passé avec l'état-major autrichien permet de supposer que ce canard-là vient aussi des bords du Danube....

— Mais, tandis que je m'évertue à décrire ces inquiétudes caractéristiques des jours d'attente, ces déviations de l'activité interrompue, voici que nous arrive le discours de Salandra : limpide, sans ambages, de nature à faire croire que l'Italie est prête désormais à entrer dans la grande lutte. Il se prépare des choses terribles, mais non mesquines : odeur de poudre, de sang, mais non de moisissure. La voix du canon fera taire les derniers caquets fallacieux, les derniers faussets clairsemés.

Il ne reste qu'à attendre le grand moment, peut-être proche. Et en attendant, pourquoi pas ? à donner une pensée aux quatre ou cinq personnages les plus notoires disparus pendant cette période tourmentée. Rien n'est plus triste et lugubre que la mort naturelle en temps de guerre. Du moins, c'est l'impression que laisse la lecture de quelques pauvres nécrologies glissées entre les bulletins et les correspondances de guerre. On est presque tenté de se dire : « Mon Dieu ! encore ceux-là qui meurent dans leur lit maintenant ! Comme s'il n'en mourait pas déjà trop sur les champs de bataille !... » Notre esprit n'est plus apte à l'émotion ordinaire ; il ne sait plus être sensible, attentif et dévoué à la façon d'hier. « Avez-vous remarqué, écrivait l'autre jour Giuseppe Prezzolini, avez-vous remarqué que cette guerre fait mourir ceux qui n'étaient pas à leur poste ? Il en est mort trois, le pape Pie X, le roi de Roumanie, le ministre di San-Giuliano.... » Je ne sais jusqu'à quel point est vraie et sensée cette bizarre observation. En tout cas, il est certain que la froide irrévérence de ces paroles doit être en relation avec l'état général des esprits.

Pauvre ministre di San-Giuliano ! Maintenant on sait mieux et on devine l'horreur de ses deux ou trois derniers mois, dignes en tout de la grandeur tragique de la période où nous vivons. Il savait trop bien dissimuler ses douleurs physiques et ses angoisses morales sous les apparences d'une correction de gentilhomme, si bien que beaucoup de gens le croyaient sec et glacé. L'ironie tempérée de ses paroles était généralement jugée comme la marque d'un esprit sceptique. Son stoïcisme tranquille semblait de l'insensibilité ; son silence, l'aveu tacite des graves

erreurs dont on l'accusait. Quelques journaux avaient publié, et on y ajoutait foi, qu'au commencement de la guerre il était résolu pour la Triple-Alliance et insistait dans le conseil des ministres sur la nécessité de prendre part à la lutte du côté de l'Autriche et de l'Allemagne. Aujourd'hui l'on sait au contraire que, depuis 1913, il avait eu la vision très nette des droits et des devoirs de l'Italie. Et il est probable qu'aussi sous d'autres rapports, il était différent de ce que l'on croyait communément. De toute façon, il me paraît que cet homme mérite de n'être pas oublié, même de ceux qui n'ont l'esprit tourné que vers les champs de bataille et les morts héroïques. Non, il n'était pas, comme je l'écrivais dans ma dernière chronique, le symbole de la Triple-Alliance agonisante, ne vivant encore, n'étant encore ministre, en vertu d'une *fictio juris*, que jusqu'à ce qu'il convînt à l'Italie d'entrer en lice. Il était au contraire le bon soldat qui ne se croit point dispensé de ses devoirs tant que la mort n'est pas venue le prendre; et, en même temps, le gentilhomme altier qui ne juge pas nécessaire de se justifier aux yeux de la foule....

Dans les premiers jours de la guerre est disparue une des plus nobles figures du clergé italien, Mgr Bonomelli, évêque de Crémone. Il était de ces rares prélats qui aiment l'Italie sans arrière-pensée et sans restriction, et savent trouver dans leur conscience ardente et pure le courage de dire hautement leur pensée. Orthodoxe de doctrine, Mgr Bonomelli n'eut jamais rien de commun avec le soi-disant modernisme; mais son cœur évangélique lui permit de sentir, sinon de comprendre, les hautes raisons de ce mouvement, d'aimer, sinon de suivre, celui qui en Italie en fut le premier et le plus éminent promoteur, Antonio Fogazzaro. Ses homélies étaient la parole simple et franche du bon pasteur, dépourvues de toute raideur théologique, spontanément mais sincèrement élégantes, puisque bien parler peut être une forme de haute humanité. Il ne dédaignait pas les thèmes d'actualité; il se plongeait même volontiers et avec une tranquille confiance dans les sujets touchant à la politique, à l'économie, dans les grands problèmes civils et sociaux, sentant que

rien n'est en dehors du christianisme pour qui a de celui-ci une conception vraiment universelle, que rien n'est profane pour qui considère toute la vie comme une chose sacrée. Il fut l'adversaire décidé du pouvoir temporel et supporta avec résignation le blâme et les reproches de l'Eglise officielle. Il fut le promoteur infatigable d'œuvres de bienfaisance et d'assistance, surtout en faveur des émigrants ; pendant qu'il était en train de mourir, la troupe tragique des travailleurs italiens chassés par la guerre trouvaient de l'autre côté des Alpes, et à Chiasso, et à Milan, un peu de pain et un gîte dans les maisons de l'Œuvre Bonomelli.

FRANCESCO CHIESA.

CHRONIQUE RUSSE

La guerre et la vie sociale. — Pétrograd — La chasse aux Allemands. — Une révolution pacifique. — Elan national et persécutions. — La misère en Pologne. — Voix moscovites en faveur des juifs. — Blessés et prisonniers de guerre. — Les cosaques. — La vie intellectuelle.

Les hommes continuent à s'entre-tuer. Le sang arrose la terre, il rend pourpre les fleuves. Et le nombre d'orphelins, de veuves, de mutilés augmente de jour en jour, et c'est sur la détresse universelle que s'achève la sanglante année 1914. Cependant, aucune guerre ne fut jamais si populaire en Russie que celle d'aujourd'hui. On l'appelle communément « la guerre sainte » et personne ne semble remarquer l'antinomie qui existe entre ces deux vocables. On entend partout : « Il faut que le Russe mange l'Allemand ou que l'Allemand mange le Russe. » Bien entendu, tout le monde est convaincu que c'est l'Allemand qui servira de festin aux Russes et aux Alliés. La vie sociale, les conditions d'existence et de travail n'ont pas été profondément modifiées par la guerre. Les écoles et les universités sont ouvertes ; les banques fonctionnent régulièrement ; les chemins de

fer marchent ; les journaux ont gardé leur format habituel, le même nombre de pages, et publient la même quantité d'annonces. Les théâtres donnent leurs spectacles, comme en temps ordinaire, et les concerts ne chôment pas. Les auteurs allemands sont rayés du répertoire, on ne représente que des classiques russes et des œuvres patriotiques, exaltant le génie slave. Quelques écrivains habiles ont déjà trouvé le moyen de bâcler et de faire jouer des drames de circonstance dont le succès est assuré, mais d'où l'art est absent. L'une de ces pièces peint les atrocités de la guerre en Pologne russe. Dès la première représentation, une spectatrice, ne pouvant supporter la vue des brutalités des soldats allemands, lança sa lorgnette à la tête du principal acteur. Les crises de nerfs ne se comptent plus au Maly-Théâtre de Saint-Petersbourg, pardon, de Pétrograd. Disons à ce propos combien ce changement de nom a été bien accueilli. Les Russes croient à la magie des mots ; ils se voient déjà débarrassés de l'influence germanique. *Pétro-grad*¹ : le mot est joli, plus doux que *Saint-Petersbourg*, mais il n'est pas nouveau, il se trouve déjà dans Pouchkine.

Donc, Pétrograd et toutes les grandes villes ont gardé leur ancienne physionomie. Si la circulation est moins intense, la vie normale poursuit son cours. Le réservoir inépuisable d'hommes permet au gouvernement de dispenser beaucoup de monde du service militaire « obligatoire. » Les fils uniques, les fonctionnaires de presque tous les corps constitués et des services publics, même les employés de grandes administrations privées ne sont pas astreints à porter les armes, sans parler des publicistes d'une certaine presse, des amis des ministres et des grands personnages, etc.

Le pays supporte cette guerre avec une étonnante facilité. On peut dire que les 170 millions d'habitants de l'empire continuent leur vie régulière. En dehors de la zone des opérations militaires, les paysans non appelés ont rentré les blés de ceux qui combattent, ont enssemencé leurs champs et exécuté les autres travaux agri-

¹ *Grad* est le terme poétique de *gorode*, ville.

coles. Grâce à cette solidarité, les horreurs d'une grave crise économique sont conjurées. L'industrie, elle, va souffrir. Depuis quelques années, elle avait recours au crédit ; la guerre paralyse forcément ce crédit. Un autre problème très important se présente. Un quart des chefs d'usines étaient allemands. Ils sont partis, il faut les remplacer, mais comment et par qui ? La chasse aux Allemands continue. Le nombre des colons allemands et autrichiens est considérable en Russie ; dans le seul gouvernement de Volhynie on en trouve 200 000 possédant près de 500 000 hectares de terre. Leur expropriation avait déjà été discutée sous le ministère Stolypine. On réalise aujourd'hui le rêve d'hier. L'interprétation du droit international et du droit des gens devient tellement variable !

— Vous n'ignorez pas que la vente de l'alcool est interdite pendant la durée de la guerre. Cette mesure a déjà modifié une grande partie du peuple et même l'aspect des rues : on n'y voit plus d'ivrognes. Ce phénomène vaut la peine d'être signalé et le geste qui en est la cause hautement loué. Pour en comprendre l'énergie, il suffira de noter que dans le budget de 1914 la recette nette que le monopole de l'eau-de-vie devait fournir au Trésor était prévue pour 696 millions de roubles, soit 1862 millions de francs ! Pour le moment, l'un des résultats de cette interdiction est l'augmentation des dépôts à la Caisse d'épargne nationale. En septembre dernier, la somme déposée a été supérieure de 23 millions de roubles à celle des dépôts du mois de septembre de l'année passée. Et nous sommes en état de guerre, et le moujik, l'ouvrier, le petit bourgeois préfèrent garder leur bas de laine plutôt que de le confier à d'autres. Dans le gouvernement de Koursk, les actes criminels, durant le premier mois de l'interdiction de l'alcool, sont tombés de 1670 à 180, en comparaison de l'année précédente, et les cas d'incendie dans les villages ont diminué de 195 à 38. Une assemblée départementale réunie à Koursk a reconnu que les ouvriers sont devenus méconnaissables (*niéouznavaïemy*) pendant cette période d'abstinence forcée. A l'unanimité l'assemblée décida la suppression complète des boissons alcooliques, non seulement pendant

la durée de la guerre, mais de façon définitive. Si cette sage résolution est imitée par d'autres départements, la régénération du peuple russe en sera la conséquence imminente. Les disciplines morales auxquelles les habitudes anti-alcooliques obligent à se plier exerceraient sur les mœurs la plus heureuse influence. Le moujik n'est pas méchant, la source de son empoisonnement supprimée, ses bonnes dispositions naturelles se réveilleront et nous assisterons à sa complète transformation.

— Tandis qu'en France et en Belgique le gouvernement, pour mieux sceller l'union nationale, admit dans son sein MM. Sembat et Vandervelde, socialistes, — ministrables, il est vrai, depuis longtemps, — en Russie on inaugura, pour ainsi dire, la guerre par des perquisitions et des arrestations. A Pétrograd, on emprisonna l'historien politique Bourtzeff, rentré de l'exil pour s'engager dans l'armée, cinq députés de la Douma et plusieurs écrivains démocrates ; à Moscou on arrêta l'avocat Nikitine, défenseur des ouvriers de la Léna dans le procès contre leurs massacreurs ; à Moscou également on supprima l'*Eglise*, revue des vieux croyants, et à Samara le journal démocrate *Zaria Povoljia* (L'aube de la région de la Volga), etc., etc. La Russie vibrante réclamait l'amnistie et quelques réformes intérieures des plus urgentes, un adoucissement, par exemple, à la situation intolérable des juifs ; et à l'élan unanime du pays, on répondit par des persécutions. Le $\frac{1}{2}$ universitaire des étudiants juifs n'est pas modifié cette année ; ceux qui ne sont pas sous les drapeaux attendent le moment favorable pour aller de nouveau encombrer — malgré eux — les universités étrangères. Le directeur de l'Institut féminin de Moscou et les professeurs de l'Institut féminin de Pétrograd ont sollicité du ministre de l'instruction publique la permission d'agréer les jeunes filles juives empêchées par la guerre de se rendre à l'étranger. Réponse négative au nom du conseil des ministres. Les portes des gymnases restent closes aux enfants juifs. Cela n'empêche pas les Israélites d'être dans l'armée au nombre de 250 000. Ils font très bien. Les Finlandais s' enrôlent aussi et pourtant la promesse d'autonomie faite aux Polonais doit sonner étrange-

ment à leurs oreilles. Cette autonomie leur a été octroyée jadis solennellement....

Toute la partie de la Pologne russe qui a été envahie par l'ennemi est jalonnée d'ineffaçables traces d'incendies et de destructions systématiques, à côté desquelles les exploits des Allemands en Belgique et dans le nord de la France paraissent n'être que de timides essais. La misère est effrayante et les ruines immenses. Des comités se sont formés partout pour venir en aide aux populations éprouvées. Un philanthrope moscovite, M. N. Schakhov, a envoyé au journal *Rousskia Vièdomosty* son obole de dix mille roubles avec une lettre qui a eu un grand retentissement. Le donateur demande que les secours soient distribués à toutes les victimes sans distinction de religion, et il ajoute : « N'oublions pas que les malheureux juifs sont dans l'impossibilité de quitter les contrées dévastées, puisqu'il leur est interdit de sortir de leur ghetto.... Pourtant le nombre de juifs cités à l'ordre du jour et décorés sur le champ de bataille est considérable ! » On cite des cas vraiment révoltants. Tel soldat juif, amputé d'un bras ou d'une jambe, est obligé de quitter la ville où il a été opéré parce qu'elle ne se trouve pas dans la zone où les juifs ont « droit de vivre. » Dans les circonstances actuelles, cette délimitation est une monstruosité de la catégorie du sac de Louvain et de Reims. Quand on a l'honneur de combattre, pour le droit et la justice, à côté de la France, de l'Angleterre et de la Belgique, on commence par abolir sur son propre territoire les ghettos moyen-âgeux. Le prince P. Dolgoroukov publie dans les mêmes *Rousskia Vièdomosty* un chaleureux appel en faveur des Israélites. « Six millions de citoyens, dit-il, donnent à la patrie le sang de leurs meilleurs enfants et ils sont tous privés des droits primordiaux dont on prive seulement les criminels.... La Russie a-t-elle vraiment besoin de ces persécutions ? » La noblesse russe semble seulement découvrir cette si vieille et si troublante question. Est-ce parce qu'elle ne trouve plus dangereux de la poser, à son tour ? Mais est-elle vraiment décidée à la résoudre ?

Les prisonniers politiques de Moscou ont adressé au ministre de la justice une curieuse sollicitation collective. Ils demandaient à s'engager dans l'armée active et promettaient de rejoindre leur prison pour terminer leur peine, si la mort les épargnait au champ de bataille. Le ministre a refusé. Toutefois il a fait savoir aux autorités qu'il accueillerait les demandes individuelles des prisonniers qui lui exprimeraient par écrit leur *mea culpa* et feraient la promesse de modifier, dans l'avenir, toutes leurs idées. En d'autres termes, son Excellence dit à chaque condamné politique : « Renie ta pensée et nous te permettrons de te faire tuer au champ d'honneur. Mais si tu veux rester fidèle à toi-même, à ta sincérité, à ta conscience, à tes frères qui gémissent dans d'autres cachots, tu n'es digne que de mourir, petit à petit, dans les froides casemates où sont déjà morts, lentement, les turbulents enfants de la démocratie russe. » Les prisonniers politiques de Moscou ont décliné la délicate proposition du ministre.

Malgré tout, chacun s'efforce de faire son devoir, tout le monde fait de son mieux et ce mieux n'est pas de qualité médiocre. Jamais l'élan national ne fut si émouvant dans toute la population, sans distinction de religion et de race. Non, la Russie n'a jamais été tendre pour les Polonais, les Israélites, les Finlandais, les Ukrainiens, pour les intellectuels, pour les âpres lutteurs et les doux rêveurs ; néanmoins, tous sentent aujourd'hui qu'ils doivent affirmer leur unité et leur solidarité, même si à l'heure des règlements de comptes personne ne veut s'en souvenir. Que la guerre n'amène d'autre changement à l'intérieur qu'une nouvelle exaltation du tsarisme, c'est encore possible, mais les Russes savent fort bien que de cette guerre dépend la restauration de la brave et noble Belgique qui vient de donner à l'univers une fière leçon de haute morale ; l'existence même de la France qui a fait l'impossible pour éviter la tuerie universelle ; peut-être même l'établissement d'un nouveau système européen, plus digne des hommes et des peuples qui se croient civilisés. Et comme il ne manque pas en Russie,

comme ailleurs, d'hommes dont l'idéal échauffe l'âme et le cœur, la guerre actuelle, malgré ses monstruosités, est, je le répète, très populaire et le concours public est assuré aux combattants.

— L'initiative privée se manifeste surtout dans l'organisation du service de santé. L'union des zemstvos (états-généraux) a organisé, à elle seule, dans les villes de province, 64 000 lits pour les blessés avec l'assistance médicale la plus complète et la plus parfaite. Elle a équipé cinquante trains sanitaires pour le transport des blessés. Les dépenses engagées par les zemstvos s'élèvent à trente millions de roubles. Les municipalités de Moscou, de Pétrograd, de Kiew et de toutes les grandes villes rivalisent de zèle. A Moscou il y a de la place pour 40 000 blessés. Beaucoup de familles reçoivent des blessés et des convalescents. Les femmes accomplissent des prodiges de dévouement pour soulager les souffrances des victimes de la guerre.

En Russie, comme en France et en Angleterre, on ne fait point de différence entre les blessés nationaux et les blessés prisonniers ; on a également le droit d'affirmer que les Russes traitent très humainement leurs prisonniers de guerre ; dans toutes les villes on les accueille avec courtoisie. Pour le peuple « prisonnier » et « malheureux » sont synonymes. Même pour les cosaques, un ennemi réduit à l'impuissance acquiert par là-même une sorte d'inviolabilité et le droit à la pitié.

— On parle beaucoup des cosaques, mais on les connaît très peu en dehors des frontières russes. Depuis la fin du seizième siècle, ils forment une fraction très importante des forces militaires de la Russie. Ils ont pris la part la plus active aux guerres contre les Turcs, à la conquête du Caucase, du Turkestan. Ce sont eux qui ont conquis la Sibérie. Jadis leur organisation politique était toute démocratique. Les cosaques en âge de porter les armes se réunissaient en assemblée (*woïenny kroug*) pour élire leur chef suprême, l'ataman, dont l'insigne était la *boulava*, bâton de commandement. Tous étaient égaux et pouvaient espérer mériter la *boulava*. Tous les chefs étaient choisis par le

suffrage universel. Les cosaques vivaient, pour ainsi dire, toujours en guerre, à peine campés, véritable armée en opérations continuelles. Toute culture était interdite. Les Zaporogues disaient : « Si un cosaque laboure la terre, il sera battu jusqu'à la mort. » Le cosaque était l'idéal non seulement du guerrier, mais de l'homme libre, d'où sa popularité, même de nos jours. A la fin du règne de Pierre le Grand, une transformation presque complète a été introduite dans la vie de ces farouches cavaliers. En échange des pillages arbitraires et du butin dont le tsar les privait, il les amena à se livrer à la culture ; mais, peu à peu, tous leurs privilèges furent détruits, non sans révolte. La célèbre insurrection de Mazeppa amena une répression particulièrement terrible. Plus de 12 000 hommes furent pendus, empalés, écartelés ou cloués sur des planches et abandonnés au courant du Dniéper. L'organisation définitive des cosaques date du règne de Catherine II. Jusque-là ils n'étaient, au point de vue militaire, que des auxiliaires irréguliers. En 1799 on établit une véritable correspondance de grade entre les cosaques, définitivement soumis au pouvoir central, et les troupes régulières. La loi de 1868 leur permit de changer d'état et aux non-cosaques de le devenir et d'acquérir des terres sur certains territoires des *voïskos* (communautés armées). Depuis lors la population cosaque s'est beaucoup accrue. De nos jours elle est composée d'environ six millions d'hommes dont la moitié seulement sont des cosaques d'origine. Ils sont répartis sur toute la surface de l'empire, en Europe et en Asie. Les voïskos du Don, de Terek, de l'Oural, d'Orenbourg forment chacun un groupe indépendant ; ceux de la Sibérie, de l'Amour, de la Transbaïkalie constituent un groupe à peu près compact. Chaque voïsko a son administration particulière, avec un ataman en tête. La direction commune est centralisée à Pétrograd, avec un chef suprême qui est généralement un grand-duc. L'ataman de chaque voïsko est un fonctionnaire à la fois militaire et civil. Le voïsko est divisé en *stanitsas* (villages cosaques). La stanitsa est en principe propriétaire de son territoire. Dans certains voïs-

kos, comme celui de l'Oural, les terres sont toutes en commun sur l'ensemble du voïsko.

L'instruction publique varie d'un voïsko à un autre. Il n'existe pas sur les territoires cosaques d'établissements d'instruction supérieure. Les voïskos accordent aux jeunes gens des bourses, destinées à leur permettre de compléter ailleurs leur instruction secondaire. Le voïsko d'Orenbourg est le plus développé : 10 % savent lire et écrire, tandis qu'à Térék, par exemple, nous en trouvons 2 % seulement. L'agriculture est une des principales occupations des cosaques. Ils cultivent les céréales, l'orge, le blé, le seigle, l'avoine. Le tabac est planté au Kouban, en Sibérie, dans l'Amour. La vigne est cultivée dans le Térék et le Don. La cire et le miel rapportent aux voïskos du Kouban et du Térék un million annuellement. L'élevage du bétail, la pêche et la chasse sont des facteurs importants de la prospérité des cosaques. Dans l'Oural, la pêche occupe en moyenne 10 000 hommes en été et 60 000 hommes prennent part aux pêches de l'hiver. Les fleuves, les rivières et les rivages de la mer sont propriété collective des voïskos. La pêche représente pour l'ensemble des communautés cosaques un rapport annuel d'environ 20 millions de francs ; la pêcherie de l'Oural rapporte seule 12 millions de francs. On y capture en moyenne 52 millions de kilos de poisson et 120 millions de kilos de produits accessoires, caviar, colle et graisse. La chasse est très développée dans les voïskos de la Sibérie orientale, de l'Amour, de la Transbaïkalie. Le voïsko du Don est riche en charbon et en minerai de fer, mais les cosaques n'exploitent pas eux-mêmes les mines. Ceux de l'Oural peuvent recueillir du sel dans les lacs appartenant au voïsko, mais il leur est interdit de l'exporter. Les cosaques ne pratiquent presque pas le commerce, ils se contentent de vendre les produits naturels du pays.

La durée générale du service militaire est de vingt ans pour le cosaque, en temps de paix, et commence à l'âge de dix-huit ans. Il passe trois ans dans le service préparatoire, douze ans dans le service actif, cinq ans dans la réserve. En temps de

guerre, les cosaques sont à la disposition de l'Etat. Ils forment près de la moitié de la cavalerie russe, en temps de paix ; leur contingent est triplé en temps de guerre. Ils conservent sous les drapeaux leurs droits de membres de leur stanitsa et la jouissance de leur lot de terre. Les cosaques de la Transbaïkalie n'ont pas très belle apparence, ceux du Térék et de l'Oural sont de superbes gaillards. Tous sont des cavaliers remarquables, des tireurs habiles et d'une bravoure rare. Ils montent à cheval dès l'enfance. Leur exercice national, la *djighitievska*, les oblige à être hardis et entreprenants. Les écoliers s'exercent à monter à toute allure sans selle, à ramasser des objets sur le sol, étant au galop, sans descendre de cheval, à se suspendre sur le flanc de leur monture, à galoper debout sur leur selle. La souplesse et on peut dire la virtuosité du cheval cosaque est admirable. Lancé au galop, il sait s'arrêter net et se coucher pour protéger son maître. La discipline du cosaque est spéciale. Il se permet de fumer en présence de son supérieur, mais il exécute ponctuellement et malgré tous les obstacles l'ordre reçu. Il n'aime pas être brutalisé, se contente de peu et a beaucoup d'amour-propre.

Les cosaques ont une très mauvaise réputation. Cependant les journaux racontent que leur conduite en Galicie et en Hongrie a été correcte. Il paraît qu'ils ont reçu des instructions strictes et sévères. *A priori*, je les suppose capables de détruire les universités et les bibliothèques ; je les crois incapables de massacrer méthodiquement et inutilement des enfants, des femmes et des vieillards. Par le temps qui court — nous ne sommes qu'au début du XX^e siècle — ce sont des titres très sérieux à l'admiration universelle.

— La vie intellectuelle est calme. Rien à signaler dans le domaine littéraire et artistique. La guerre de Crimée marqua les débuts de Tolstoï ; celle d'aujourd'hui va-t-elle nous révéler un grand romancier, un grand poète ? Cela n'est pas impossible. Pour le moment, je ne vois personne possédant les accents nécessaires pour exprimer tout ce que cette guerre comporte de

sentiments, de méditations, d'idées, capable surtout de trouver des sanglots assez puissants pour traduire les tristesses et les douleurs du temps présent, qui ne sont pas toutes sur les champs de bataille.

OSSIP LOURIÉ.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

Nos écrivains et la guerre. — *Sous un masque d'ironie*, par Marcel Abaire. — *Le livre des Dix*. — *Les deux maisons*, par Pierre Jeannet. — *Les racines*, par B. Vallotton.

Deux romans, un recueil de morceaux divers, un mince volume de poésies, est-ce là un maigre butin ? La Noël nous est plus propice d'ordinaire. Mais les auteurs tiennent leur plume en arrêt. Qui songe à sourire, qui suivrait, d'un œil amusé ou rêveur, les caprices d'une imagination fertile, les pittoresques évocations d'un visionnaire ou les subtiles analyses d'un scrutateur d'âmes ?

Nos écrivains semblent désorientés. Ce qu'il y a d'inspirations fécondes dans le spectacle contemporain, on voit bien qu'ils ne le voient pas encore. Le monde se transforme et se sépare d'eux, peut-être parce qu'ils n'allaient point à lui. Ce désaccord qui nous devient aujourd'hui sensible date de quelque temps déjà. On dira, je le crains, de la présente génération qu'elle a été la génération des cénacles, des clans, des coteries. S'enfermer à quelques-uns dans une tour qui n'est point d'ivoire, se confiner dans la recherche d'une formule ou d'une manière, s'imposer au public par une sorte d'affectation dédaigneuse, si c'est la condition d'une demi-notoriété locale, ce n'est guère le signe de la force laborieuse, ni de l'originalité native. La franche solitude vaut mieux, mille fois, que cet isolement en groupes. Replié sur lui-même, abandonné à son vautour, l'artiste, du haut de sa montagne, aperçoit du moins les habita-

tions des hommes ; il voit briller de loin le feu qu'il ne leur a pas donné. Il reviendra quelque jour auprès d'eux pour se réchauffer à leur foyer et accorder sur leur chant sa lyre détendue. Mais celui qui ne peut ni vivre avec ses semblables ni se suffire à lui-même, que nous apporterait-il et qu'avons-nous à espérer de lui ?

Je pense à l'autre guerre. Nous avons Eugène Rambert, Juste Olivier, Charles Secrétan, Marc-Monnier, Victor Cherbuliez, Amiel. Puisse la prochaine génération se renouer à celle-là !

Le cénacle de la *Violette* m'était inconnu jusqu'à la publication des *Voix intimes* de M. Maurice Calame. Le voici qui se rappelle à nous à deux reprises. Ils étaient trois d'abord ; ils sont quinze ou dix-huit aujourd'hui, que « l'amitié et le désir d'œuvrer en commun » ont réunis, des jeunes, et de moins jeunes aussi, puisque le groupe existe depuis vingt ans. Une libre phalange de jeunes et de vieux, dit M. Jean Violette, qui est, j'imagine, l'auteur des deux préfaces. Qu'il vaut donc mieux en vers qu'en prose, et en parlant pour son compte qu'en parlant des autres ! « Je pense, dit-il, que Marcel Abaire ¹ ne fera peut-être pas de poèmes meilleurs et que ce livre représente toute l'étape parcourue par sa jeunesse trop mûre. » Eh bien, si M. Marcel Abaire ne peut faire mieux, souhaitons-lui, sans malice ni rancune, de faire autre chose. Ses vers ne sont pas quelconques ; ils sont bien faits, pour la plupart ; ils ont du rythme, de la couleur, des images. Hélas ! que tout cela est loin de nous ! Comme tout cela sent le métier, l'application laborieuse et la recherche de l'originalité ! Mélancolie, nous dit-on, lassitude aussi, et ironie, et surtout... Baudelaire.

Pour cela, non. Baudelaire n'a point passé par là. Que son livre ait été le bréviaire du trop jeune poète, je le veux bien, puisqu'on nous l'assure. Mais qu'il ait communiqué à ce disciple éloigné quelque chose de sa sensibilité frémissante, de sa puissance de vision, de cette faculté extraordinaire qu'il avait d'éprouver et de faire passer en nous des sensations inconnues,

¹ Marcel Abaire, *Sous un masque d'ironie*. Editions de la Violette. Genève, 1914.

voilà ce qui n'apparaît point. Baudelaire a gardé en égoïste toute sa saveur et toute sa ferveur, la plénitude de ses cadences, la somptuosité de ses images. Pourquoi tant d'efforts, une si âpre poursuite de l'impression rare, pour ne nous rendre que l'écho affaibli d'une voix passée? Que j'envie Pascal, à qui il arrivait, ouvrant un livre, de trouver un homme! Est-ce ma faute si, cherchant un homme, je ne trouve qu'un livre?

Et puis il y a une question sur laquelle il faudra tâcher de nous entendre un jour, si nous le pouvons. Et même une ou deux questions, peut-être deux ou trois. M. Marcel Abaire, au dire de M. Jean Violette, est destiné à connaître « la fierté et les désagréments d'avoir osé plus qu'aucun poète de chez nous. »

J'ai cherché ces hardiesses et ne les ai pas trouvées. Je n'en ai pas trouvé davantage dans le *Livre des Dix*¹. A moins que la hardiesse ne consiste à peindre des tableaux lascifs, à tenir des propos copieusement érotiques... comme Baudelaire? Mais puisque Baudelaire l'a déjà fait, il y a quelque temps, je crois, et tant d'autres avant et après lui, ce n'est peut-être pas si hardi, ni, en tout cas, si original. Il avait fait plus. Il relevait l'érotisme d'une saveur de mysticisme éperdu. La sensualité lui semblait chose assez vulgaire et qui ne pouvait réveiller notre goût blasé sans qu'on y mêlât du mystère, de l'horreur, une perspective démoniaque, le soufre et le feu de l'enfer. S'exercer aux remords afin de mieux sentir les frénésies de la chair, voilà un raffinement par lequel il dépasse étrangement sa postérité intellectuelle. Nos jeunes poètes, avec leurs violences calculées,

Ne sont que des toutous auprès de ses audaces.

Ce vers, je le fais remarquer modestement, n'est pas de moi. Il est de Victor Hugo. Donc on parlait d'audace dès le milieu du dix-neuvième siècle. Ceux qui nous en reparlent aujourd'hui nous font tort d'un mot. Et ce mot est indispensable, car enfin il convient qu'on se définisse avec précision. Parlez donc d'audace, mais d'audace *facile*, car la vôtre est de cette sorte, ni plus ni moins.

¹ *Le livre des Dix*, 1914. Genève, éditions de la Violette.

Nous sommes au bord d'un toit, entourés par l'incendie, et je vois qu'on loue M. Marcel Abaire d'avoir appris à nos jeunes gens « qu'il est possible de chanter autre chose que la douceur des matins dominicaux, les chastes pâmoisons sentimentales ou la ferblanterie helvétique. » Voilà une préface qui ne vient pas à son heure. Elle a été écrite avant la guerre. C'était donc ce goût, ce tour de pensée, cet ordre d'inspiration qu'on allait nous proposer si la tourmente ne s'était pas déchaînée ? Et c'était en cela qu'on allait faire consister la poésie ?

Je ne proteste pas au nom de la pudeur, encore que certains poètes y aient découvert de la poésie ; je ne proteste pas au nom du bon sens, encore que les lettres françaises, de siècle en siècle, y aient prétendu comme à une vertu. Tranchons le mot : l'érotisme est la marque même des décadents, le signe livide de l'impuissance.

Ne nous attardons pas au *Livre des Dix*. Il y a de la fraîcheur, de l'élan, un ressouvenir charmant de l'antiquité dans la pastorale en un acte, en vers, dont M. Jean Violette est l'auteur et qui fut représentée à Genève en 1912.

Daphnis et Chloé, Myrtale et Tityre échangent des propos ingénus auxquels le public a dû prendre un vif plaisir. Une donnée très simple, des développements naturels et heureux et une allure franche et du souffle. Daphnis et Chloé s'aimant en toute candeur, non peut-être sans un peu de cette hardiesse qui est de rigueur à la Violette ; Myrtale et Tityre se sont aimés de façon à peu près pareille ; mais Tityre, hélas, a été enlevé par des brigands et Myrtale se laisse égarer loin de ses chers souvenirs par l'influence d'un vieillard, un étranger qui profère des mots pleins d'effroi. Myrtale prend le monde en exécration ; elle ne sourit plus à la vie ; la nature se dépouille à ses yeux de tous ses attraits. Elle n'aspire qu'à une félicité surnaturelle et mystérieuse. Pauvre Tityre qui revient après mille peines pour se voir repoussé ! Par bonheur le Dieu secourable, le grand Pan écoute sa prière et par l'entremise du bon satyre, Phtos, consacré au bois prochain, déliant Myrtale des blandices de l'ascète, il la ramène à ses vœux secrets et à l'amour de son berger.

C'est un peu Théocrite, c'est un peu Virgile, c'est un peu Voltaire; encore une fois, c'est charmant.

Rien de plus opposé au *Livre des Dix* que l'ouvrage de M. Pierre Jeannet¹. C'est l'histoire d'une crise morale, bien plus, c'est un roman théologique. Curieux assemblage de mots; la forme du roman convient-elle à un si grave propos? Il y a le pour et le contre. Dans ce genre, nous avons déjà les confessions de saint Augustin. Saint Augustin me paraît supérieur, M. Pierre Jeannet, cependant, n'est pas à dédaigner le moins du monde. Il écrit avec simplicité et par endroits avec force. On le sent animé d'un très vif désir de convaincre. Et il réussit à émouvoir parce qu'il a fait entrer sans doute, dans sa fiction, beaucoup de souvenirs personnels, d'expériences et d'observations prises sur le vif. Je ne serais pas étonné qu'il eût du succès dans le public religieux. Mais, en m'efforçant de me hausser à la dignité d'un tel sujet, je ne puis m'empêcher de faire des réserves. Le cadre de la fiction et les conditions du genre obligent l'auteur à s'écarter de la vraisemblance. Le fils d'un charpentier que ses parents élèvent selon une méthode pédagogique qu'on dirait inspirée de Kant, et qui fait ses études en continuant à manier le rabot! Ce père qui passe sa journée à l'établi et le soir s'assied à l'harmonium pour jouer les chorals harmonisés par Bach! Ne faut-il pas dépeindre les hommes d'un temps et d'un pays tels qu'ils sont, pour nous faire saisir les causes, la nature et les effets d'une crise religieuse? Les mémoires des grands convertisseurs, Moody et Sankey, ou Finney, les relations qui nous ont été faites des *revivals* du pays de Galles, ne s'accordent guère avec les analyses psychologiques de M. Jeannet. Il est exposé à s'entendre dire : votre héros n'est pas réel et ce n'est point ainsi que les choses se passent. Vous n'êtes pas allé jusqu'au fond de la tragédie. Qui, d'ailleurs, y pourrait aller?

Arrêtons-nous sur ces courtes réflexions. Il y a dans la vie religieuse, dans les pensées sans nombre et sans bornes qu'elle

¹ Pierre Jeannet, *Les deux maisons. Histoire d'une crise d'âme*. Chez l'auteur; Le Brassus (Vaud), 1915.

fait surgir et dans les émotions intenses dont elle est accompagnée de quoi alimenter indéfiniment une littérature autrement plus riche que la nôtre. Mais il n'est peut-être pas bon qu'elle devienne matière de littérature et ce n'est pas là, sans doute, ce que M. Jeannet a voulu. Rendons hommage à ses intentions, reconnaissons le mérite de son effort... et revenons.

Nous ne reviendrons pas bien loin. Il y a un prédicateur aussi en M. Benjamin Vallotton¹. Ses romans sont-ils ou ne sont-ils pas des romans à thèse ? Des précédents, je dirais qu'ils en sont, sans conteste ; moins les propos du commissaire Potterat, toutefois. Or, le commissaire Potterat ne s'est jamais éloigné beaucoup de M. Vallotton. La thèse y perd, mais l'œuvre y gagne. L'œuvre y gagnerait encore davantage si le prédicateur et le commissaire, qui se confondent indivisiblement dans l'auteur, se confondaient pareillement dans ses ouvrages.

Expliquons-nous. Qu'il y ait une intention morale dans un roman, cela n'en diminue en rien la valeur littéraire. Le roman à thèse est un genre admis, reconnu, consacré. Et les *Misérables* ? Et tant d'œuvres de George Sand ? Et les *Martyrs* ? Et la *Nouvelle Héloïse* ? Il y a des romans politiques, sociaux, militaires. Il est au moins aussi littéraire de plaider une thèse que de se lâcher en hardiesses selon la formule reçue au cénacle de la Violette ou ailleurs. Que la thèse soit une thèse politique, une thèse sociale ou une thèse de morale, cela ne fait guère de différence, sauf peut-être en ceci que la thèse de morale offre plus de ressources à l'analyse et nous conduit plus loin dans l'étude de ce qu'on appelle l'âme humaine. Y voyez-vous beaucoup d'inconvénients ?

Seulement, la morale de M. B. Vallotton est celle du prédicateur, et sa manière de peindre est celle du commissaire ; et comme il dépeint tout en moralisant et moralise tout en dépeignant, il nous induit en une singulière tentation qui est de rire quand il faudrait pleurer et de pleurer quand il faudrait rire.

Est-ce nous qui n'avons pas l'esprit de discernement ? Quoi

¹ Benjamin Vallotton, *Les racines*. Lausanne, Rouge & C^{ie}, 1915.

qu'il advienne et par tout ce qu'il a de plus sacré, conjurons M. Benjamin Vallotton de ne pas sacrifier le commissaire. Qu'il le gouverne et le conseille un peu, s'il le faut, mais pas trop. Que le prédicateur, de son côté, se déride et s'humanise et ces deux hommes de bien feront une paire d'amis comme on n'en a pas vu beaucoup depuis Castor et Pollux.

Je ne prédis pas, je constate. Ce qu'il y a de nouveau dans le dernier roman de M. Vallotton, c'est précisément la plus grande harmonie de ses deux tendances, sans parler d'une troisième disposition caractéristique, qui est celle du peintre de la nature.

La thèse d'abord. Il s'agit de l'évolution d'un esprit. Le jeune Frochon, — Justin, — né d'un postillon haut en couleur et d'une gardeuse de chèvres de la rustique Savoie, hérite de son père l'imagination aventureuse d'un homme qui a toujours vécu entre ciel et terre, sur le siège de sa voiture. De sa mère il reçoit l'exemple silencieux du dévouement, qu'il ne suit pas, et celui de l'endurance, du labeur tenace, dont il profite sans le savoir. Gamin de collège, étudiant en théologie, puis défroqué, puis professeur dans une grasse petite ville de province, puis précepteur, pépiniériste enfin, et, à la dernière page, engagé volontaire pour la campagne de Belgique, d'où nous espérons qu'il reviendra, Justin Frochon change d'âmes autant que de professions et de milieux. Ou, plutôt, il change à la recherche d'une âme, la sienne, qui n'arrive point à se faire, à se dégager de ses contradictions, de ses tumultes et de ses douleurs. C'est là le drame et l'on voit bien qu'il dépend en entier de la thèse de morale. S'accommoder des circonstances et les maîtriser à la fin, les dominer en tout temps par la ferme tenue de la volonté, rouvrir en soi et garder fraîches et jaillissantes les sources de la bonté active, vivre en homme de cœur parmi les hommes, tel est le point d'arrivée. Mais que de chemin pour y aboutir ! Que d'illusions et de déceptions, d'erreurs et de heurts, et quel prodigieux égoïsme peut contenir l'âme d'un gendelettres !

Voilà par où le prédicateur rejoint le commissaire. Ils se res-

semblent par le goût de la vie franche et simple, par une belle santé de l'esprit. C'est pourquoi, tous deux, ils osent rire, l'un bien bas, l'autre à grands éclats. Ils sont amis de la gaieté et ne détestent point la malice. Ils ont incomparablement le sens de ce qui vit, de ce qui remue, frétille, reluit, danse et chante, dans la nature et dans l'humanité. Les délicieux croquis, jetés çà et là !

D'un regard clair, sans méchanceté, mais sans déguisement, comme ils saisissent les petits côtés des petits grands hommes ! Et quelle variété de types, quelle richesse d'observation !

M. Benjamin Vallotton est un des meilleurs observateurs que nous ayons eus. De ce qui est pittoresque et surtout de ce qui est savoureux, de ce qui ne s'explique pas et qui doit être rendu d'un mot, et d'une certaine ironie clairvoyante mais amusée, il s'en délecte à plaisir, et nous nous en délectons après lui et par lui. Il a le don de la vie, il crée. C'est là, je crois, l'un des plus beaux éloges qu'on puisse faire d'un romancier.

MAURICE MILLIoud.

P.-S. — Pendant que je corrige les épreuves de ma Chronique, je reçois de la maison Payot un gracieux opuscule, d'un format élégant et d'un texte savoureux sous sa couverture empire : *Rodolphe Töpffer*, fragments choisis. M^{lle} Marianne Maurer a fait ce choix avec goût. Elle a recueilli, dans les ouvrages inoubliables de cet humoriste qui était un moraliste et un artiste, et un psychologue et un patriote, des pensées où l'on retrouve un à un les traits essentiels de son esprit et qui font désirer de renouer connaissance avec l'œuvre entière. N'est-ce pas le but même de cette publication ? La maison Payot inaugure par cet excellent petit livre une nouvelle série, une *Collection des glanes romandes*.

Nous lui souhaitons le meilleur succès.

M. M.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Le « courant électrique perpétuel » et l'expérience de M. Kamerlingh Onnes.
Conclusion à tirer. — Evaluation des distances en mer. Le télémètre Barr et Stroud. — A propos d'une statue. L'œuvre du capitaine Cook. La découverte de l'archipel hawaïen. — Les mitochondries En quoi elles consistent. Où elles se trouvent. Leur rôle probablement très important, mais encore inconnu.

Au sujet d'une expérience présentée récemment par M. d'Arsonval, à l'Académie des sciences, au nom de M. Kamerlingh Onnes, sur l'abaissement de la résistance des conducteurs métalliques aux courants électriques, quelques idées fausses se sont glissées en ce qui concerne l'interprétation des faits. C'est ainsi qu'on a parlé du « courant électrique perpétuel. » Etant donné que d'après l'auteur lui-même cette perpétuité se réduit à quelques heures, la conclusion surprend.

Ce n'est pas là ce qu'il faut retenir de l'expérience de M. K. Onnes.

Je rappelle en quoi consiste celle-ci.

De façon générale on savait que la résistance des métaux au passage des courants électriques diminue à mesure que s'abaisse leur température : autrement dit, leur conductibilité s'accroît. Elle s'accroît dans une proportion qui donnait à penser qu'à une température voisine du zéro absolu, du zéro Kelvin, correspondant à -273° Cent. environ, elle serait parfaite et la résistance nulle.

M. Kamerlingh Onnes a voulu voir s'il en est ainsi : il a les moyens, au laboratoire cryogène de Leyde, d'obtenir des températures très voisines du zéro Kelvin. Il a donc, avec un métal très pur, — car la pureté du conducteur est nécessaire, — avec du fil de plomb très fin (un soixante-dixième de millimètre de diamètre) et une bobine en bronze, fabriqué un petit induit, orné de 1000 tours du fil, dont les deux bouts furent soudés

l'un à l'autre. Une telle bobine, placée au voisinage d'un courant inducteur, devient le siège d'un courant induit.

La bobine, à la température normale, présente une résistance qui a été reconnue être de 734 ohms ; et dès que cesse le courant inducteur, le courant induit cesse aussi, ne survivant au premier que pendant $1/70\,000^{\circ}$ de seconde.

Ceci acquis, au moyen de l'hélium liquéfié, et qui en s'évaporant détermine un froid intense, le physicien hollandais refroidit la bobine induite. Théoriquement la résistance a dû devenir quelque chose comme 70 milliards de fois plus faible : le fil de plomb a dû devenir « super-conducteur. » Et pratiquement, aussi, la prévision est réalisée. C'est-à-dire que si, après avoir provoqué la production du courant induit dans la bobine, on éloigne ou supprime l'inducteur, le courant induit, qui n'a pas à se dépenser contre la résistance du fil, persiste. L'état électrique induit se maintient, non pas indéfiniment, car la température remonte du moment où on ne l'entretient pas aussi basse ; mais pendant quelques heures il continue à exister, emmagasiné dans la bobine, comme on peut le démontrer en faisant communiquer celle-ci avec le galvanomètre. Il existe, mais ne se renouvelle pas ; dès qu'on l'a utilisé, c'est fini. On l'a embouteillé, pour ainsi dire, durant un temps. La température doit être maintenue au-dessous de 6° K., car à ce degré de l'échelle thermométrique la résistance du plomb devient considérable.

L'expérience montre que si par le froid on supprime la résistance d'un conducteur, résistance qui résulte des frottements des électrons, et a pour conséquence la production de chaleur, les électrons continuent à circuler sans dépense d'énergie, sans affaiblissement.

Elle confirme pleinement la prévision d'Ampère, qui avait annoncé qu'au zéro absolu l'électricité passerait sans encombre, donc sans déperdition. Mais dès qu'on en vérifie la présence en mettant la bobine en communication avec le galvanomètre, le courant se heurte à la résistance de celui-ci et s'épuise instantanément.

Pratiquement, la belle expérience de M. Kamerlingh Onnes

peut ne pas mener à grand'chose, mais elle est d'un très grand intérêt pour l'étude de l'électricité, et celle de la constitution et des propriétés de la matière.

— Evaluer les distances à la mer est chose fort difficile, même pour les plus experts. Les points de comparaison font défaut.

Sans doute il y a une doctrine très simple et précise sur la manière d'apprécier la distance d'un objet. On sait que si l'œil est à 1 mètre au-dessus du niveau de l'eau, l'horizon est à 3570 mètres ; s'il est à 10 mètres, l'horizon est à 11 290 mètres, et ainsi de suite : on trouve la table de visibilité dans la plupart des almanachs. En théorie, c'est parfait. Mais en pratique, sait-on si ce que l'on voit d'un navire est bien la ligne d'affleurement de l'eau ? Evidemment pas. Sait-on la hauteur de coque, ou totale, ce qui permettrait aux experts une appréciation assez exacte ? Pas toujours.

On a donc cherché des moyens scientifiques, qui sont particulièrement nécessaires à la marine de guerre, pour régler le tir, et le rendre le plus vite possible efficace. Car de deux vaisseaux qui se canonisent — comme cela se produit au moment actuel — celui-là possède une incontestable supériorité qui a le premier reconnu à quelle distance est l'adversaire, et réglé son tir, et su le rendre efficace.

M. Sauvaire Jourdan, un spécialiste bien connu en ce qui concerne les choses de la mer, signale parmi ces moyens scientifiques le télémètre (évaluateur des distances) imaginé par MM. Barr et Stroud (*La Nature*, 1^{er} août). C'est l'instrument le plus généralement employé.

Le principe consiste à faire servir la longueur de l'instrument, rigoureusement déterminée, de base à un triangle dont le navire ennemi forme le sommet. Connaissant la longueur de la base et l'angle, ou parallaxe, du point visé, on déduit la distance par une formule très simple.

La longueur de l'instrument fournissant la base, comment détermine-t-on l'angle que forment les deux autres côtés ?

Aux deux bouts du télémètre disposé perpendiculairement à

la ligne de visée de l'objet, deux miroirs reçoivent l'image de celui-ci et ces images sont réfléchies vers le centre de la base où deux autres petits miroirs, placés l'un au-dessus de l'autre, les recueillent et les réfléchissent dans un même oculaire. L'observateur voit donc deux images l'une au-dessus de l'autre, séparées par un petit espace, fournies, l'une par l'extrémité droite, l'autre par l'extrémité gauche de la base. Mais la moitié supérieure de l'image générale est fournie par l'un des miroirs, et l'inférieure par l'autre. Si l'image du haut prolonge exactement celle du bas, c'est que les deux bouts de la base sont à la même distance de l'objet. Cela ne nous apprend rien.

Mais les navires se déplacent. Aussitôt les images font de même. Il y a un décalage entre elles, se manifestant par le fait que l'image du haut ne prolonge plus celle du bas.

On pourrait utiliser ce décalage, mais ce serait avec peine. On a préféré imaginer un dispositif mécanique, à l'intérieur de l'instrument, au moyen duquel on modifie la trajectoire de l'une des deux images, de façon à établir la coïncidence, à faire disparaître le décalage. Cette modification s'opère au moyen d'une vis : elle s'accompagne d'un déplacement à l'extérieur, le long d'une échelle fixe, d'un index. Le tout a été réglé d'avance et dès lors il suffit de lire à la loupe les indications de l'échelle pour obtenir aussitôt la distance.

Le principe, et l'instrument, sont certainement ingénieux. Ce télémètre est employé par les troupes de terre aussi. La base a une longueur variant de 2 à 3 mètres, et même plus. L'erreur possible dans l'appréciation de la distance ne dépasserait pas 2 %, soit 200 mètres pour 10 kilomètres. Mais l'écart est en pratique un peu plus grand. La base est en métal : le métal s'allonge ou se raccourcit selon la température, naturellement, d'où une diminution dans la précision. Pour avoir mieux, sur mer, on songerait à employer comme base la longueur totale du navire, soit 150 ou 180 mètres. Mais alors il faudrait toujours présenter le flanc pour faire l'évaluation, ce qui pourrait être parfois gênant.

— Une statue du capitaine Cook, le célèbre navigateur anglais, a été inaugurée il y a quelques jours à Londres. Elle est très méritée. Cook fut un géographe dont le nom restera. Ses trois expéditions comptent dans l'histoire des voyages scientifiques. A la première il découvrait la Nouvelle-Zélande et l'Australie, dont il prenait possession pour l'Angleterre. A la seconde il démontrait la non-existence du continent qu'on croyait se trouver dans le Pacifique sud. La troisième était destiné à régler la question du passage du nord-ouest : il y trouva la mort, aux îles Hawaï.

Mais il n'a nullement découvert celles-ci, comme cela a été si souvent dit.

Dans un excellent travail publié par le *Geographical Journal* pour juillet, M. Basil Thomson indique un certain nombre de faits intéressants relatifs à cet archipel.

A quelle époque une population commença-t-elle d'exister sur ces îles ? On l'ignore. Cela remonte fort loin, par rapport à la période historique. Mais des étrangers y sont arrivés voici plusieurs siècles. Vers l'an 1200, d'après les traditions, il en est venu, sur un vaisseau dont les annales ont conservé le nom, évidemment défiguré, ainsi que les noms du capitaine et de sa femme. Mais les annales ne disent rien de leur sort. Vers 1250 un autre navire arriva, portant des individus à peau blanche. Ceux-ci épousèrent des indigènes, et pendant quelques générations la population compta des sujets à peau claire.

Ce devaient être des Chinois ou des Japonais, dont les navires avaient été entraînés par des tempêtes, comme cela a eu lieu depuis, à des époques récentes.

Les premiers Européens ayant abordé aux Hawaï sont probablement les compagnons de Saavedra, envoyés par Cortez en 1527 à la recherche de l'expédition de Loaysa. Ceux-ci ont certainement passé très près de l'archipel, et les traditions indigènes mentionnent un naufrage qui aurait eu lieu vers cette époque, et auquel auraient seuls survécu le capitaine et sa sœur. Ceux-ci se marièrent, et des descendants de ces deux blancs vivaient encore il y a 30 ou 40 ans.

Ces Espagnols semblent donc avoir découvert les Hawaï.

On sait que Cook y trouva des outils en fer, qui ne pouvaient être de fabrication indigène. D'autre part, l'archipel figure sur une carte de deux siècles antérieure à l'expédition de Cook, carte existant dans les archives coloniales espagnoles et où une note indique qu'il aurait été découvert par Juan Gaetano. La longitude est incorrecte, mais la latitude est à peu près exacte. Gaetano était pilote à la flotte de Saavedra. Notons encore que sur une carte d'Ortelius, de 1589, les îles Volcano sont figurées dans une position qui est à peu près celle des Hawaï.

Au total, conclut M. Basil Thomson, on ne sait pas au juste qui découvrit les Hawaï : mais on sait que ce ne fut pas Cook.

Cela n'a pas grande importance pour sa gloire : il en a assez fait pour assurer celle-ci. S'il ne les a pas découvertes, il y est mort tragiquement ; il en a pris possession, d'une certaine manière, et il les a fait connaître comme aucun de ses devanciers ne l'a fait.

— Une intéressante contribution à la question des mitochondries a été fournie par M. A. Guilliermond, sous forme d'un mémoire étendu publié dans la *Revue générale de botanique*, de M. Gaston Bonnier, et consacré particulièrement aux mitochondries des végétaux.

On sait que les mitochondries, qui existent aussi dans les cellules animales, consistent en de petits corps microscopiques répandus dans le cytoplasme, dans la substance non nucléaire des cellules.

Ces corpuscules semblent formés à la fois de matières albuminoïdes et de matières grasses spéciales, de lipoïdes. On s'étonnera peut-être qu'ils aient si longtemps échappé à l'attention des histologistes : le fait est pourtant tout naturel. Il faut une technique spéciale pour les mettre en évidence, et le propre de la plupart des réactifs employés communément en histologie jusqu'ici était précisément de les dissoudre et détruire.

Ils existent dans toutes les cellules, dans la partie de celles-ci qui entoure le noyau. Ils ne croissent pas spontanément dans le cytoplasme, mais dérivent, par division, d'autres mitochondries

pré-existantes. Le phosphore est évidemment un élément important dans leur constitution chimique.

A quoi peuvent-ils donc servir? Il semble bien, à tout prendre, qu'ils ont une fonction chimique importante dans l'élaboration des sécrétions et des différentes productions cellulaires. Ils absorberaient certaines substances de façon spéciale, les fixeraient, les concentreraient, et les utiliseraient à former, à élaborer des composés nouveaux, qui seraient ensuite expulsés.

D'après une autre façon de voir, les lipoides des mitochondries joueraient un rôle tout différent. C'est par elles que s'exerceraient les fonctions très générales d'oxydation et de réduction de la cellule. Ce seraient des substances respiratoires intermédiaires, c'est-à-dire des vecteurs d'oxygène, un lieu et un support des processus d'oxydation. Cette dernière vue est intéressante, mais elle se heurte à une difficulté : c'est que les mitochondries n'ont pas toutes la même constitution chimique : celle-ci varie et se transforme.

En somme, on ne discerne pas nettement encore l'usage, la fonction des mitochondries. Mais elles existent partout, dans tous les tissus, et dès lors elles doivent y remplir une fonction importante. On a cru, un instant, qu'elles pouvaient jouer un rôle dans l'hérédité, mais cette opinion ne paraît guère justifiée, et on tend beaucoup plus à leur attribuer une fonction d'ordre nutritif et transformateur. Cela est d'autant plus indiqué qu'il y a des rapports évidents entre les mitochondries et ce que Schimper a appelé les plastes, les organites où s'élaborent l'amidon et certains pigments.

Les mitochondries jouent évidemment un rôle considérable dans la vie de la cellule : ce sont les éléments qui font une grande partie de la besogne jusqu'ici attribuée en bloc à cette dernière qui, manifestement, est chose plus complexe qu'on ne le croyait. On comprend tout l'intérêt qu'histologistes et physiologistes attachent à leur étude.

CHRONIQUE POLITIQUE

La guerre : échec des plans et des espérances ; d'où viendra la solution ?
— Ceux qui voudraient se battre. — En Suisse : la session des chambres fédérales.

Les notions dont nous avons vécu s'effritent chaque jour un peu plus. L'ancienne guerre, nous avait-on dit, celle que faisaient les rois avec des soldats de métier pour assouvir leurs ambitions, était longue par essence ; parce que les belligérants avaient moins pour but la destruction des armées ennemies que l'occupation de villes et de provinces pour les souverains et le pillage pour tout le monde. La guerre moderne, la guerre des peuples, doit être terrible et courte : il n'y a aucune nation qui puisse supporter longtemps les charges écrasantes qu'elle impose.

Jamais guerre n'a revêtu comme celle-ci le caractère d'une grande rencontre de peuples, jamais les armées n'ont été aussi nombreuses ou les sacrifices aussi cruels. Pourtant elle dure : depuis un mois la situation générale s'est à peine modifiée ; ce sont les mêmes noms qui reviennent sans cesse dans les bulletins des journaux ; soit qu'il n'y ait eu aucun déplacement des fronts, soit que, à la suite d'une série d'avances et de reculs, les mêmes positions se trouvent occupées par les mêmes troupes. Malgré cela la dépense de vies humaines est énorme ; c'est par dizaines de milliers que les soldats tombent sur quelques kilomètres de terrain ; ils meurent sans voir avancer leur drapeau, sans être portés par la victoire.

Une chose apparaît, de plus en plus certaine : le fameux plan allemand qui semblait, dans les premiers jours de septembre, en voie de réalisation, a définitivement échoué ; les armées du kaiser ne sont pas à Paris dont elles devraient goûter les plaisirs depuis trois mois au moins ; elles ne sont même pas à Calais

qui a été, des semaines durant, un objectif passionnément désiré; quant à l'offensive à fond contre les Russes, on l'attend encore; mais ce n'est pas au cœur de l'hiver qu'on a l'habitude d'attaquer l'empire des tsars.

Mais les espérances des alliés ne se réalisent pas non plus. Si la résistance anglo-française se maintient inébranlable, les Russes ne font pas ce qu'on avait attendu d'eux. Grâce à leur supériorité numérique et à leur fermeté défensive, ils se maintiennent sur la ligne de la Vistule; mais ils ne parviennent pas à avancer sérieusement. Ils marquent le pas dans la Prusse orientale, piétinent en Galicie, vont et viennent en Pologne; ils n'ont pris ni Königsberg, ni Przemyśl, ni Cracovie; leurs rares audaces aboutissent à de sanglants échecs; la frontière posnannienne paraît devoir toujours échapper à leur effort.

Si l'on jette un coup d'œil sur une carte des trois Polognes, on aura l'explication partielle de ce phénomène. Du côté austro-allemand, de Thorn à Cracovie, de nombreuses lignes de chemins de fer s'approchent de la frontière et la bordent; du côté russe, au contraire, deux ou trois voies ferrées en tout tendent vers la périphérie, laissant entre elles d'immenses espaces. Les Russes, quand ils s'éloignent de leurs bases, manquent nécessairement de munitions et courent le risque de mourir de faim. Tandis qu'ils cheminent lentement, leurs adversaires roulent en wagon et se concentrent au point décisif.

Il y a plus : les Russes sont d'admirables soldats, — Napoléon I^{er} ne disait-il pas qu'il fallait les tuer deux fois ? — mais la guerre offensive ne paraît pas être leur fait. Est-ce le tempérament national ? N'est-ce pas plutôt l'insuffisance de l'armement, la maladresse de l'état-major, la corruption de l'intendance ? Est-ce tout cela ? Toujours est-il que les campagnes lointaines, contre des ennemis organisés s'entend, révèlent chez eux une remarquable lenteur de résolution et de mouvements. Et les laborieuses guerres de Turquie, riches en mécomptes, où le résultat final ne s'obtint qu'à force d'hommes, ne sont pas pour infirmer ce que j'avance. Un seul général russe sut faire,

à grande distance de son pays, la guerre offensive contre un adversaire de force égale : il s'appelait Souvorov et a laissé une gloire éclatante. Mais voici beau temps qu'il est mort.

Nous ferons donc bien de renoncer à certaines histoires qui couraient au début de la guerre et se logeaient dans les âmes simples comme d'indiscutables vérités. Le mouvement des armées du tsar, une fois déclanché, n'est pas irrésistible ; la masse de ses troupes, quoique très respectable, n'est pas invincible ; et si les Russes, désireux de recommencer la guerre de Sept ans, comptent bien arriver à Berlin, ils courent risque de n'obtenir ce résultat tardif qu'après autant de tâtonnements et d'efforts malheureux et moyennant une tout autre consommation de vies qu'il y a 150 ans.

Ce n'est pas en Pologne que se sont produits les deux seuls événements qui, depuis quelques semaines, puissent exercer une influence, non pas sur le sort de la guerre, — nous n'en sommes pas là ! — mais sur l'un de ses théâtres, ou sur l'une de ses phases. La marine anglaise, en détruisant presque complètement dans les eaux des Falkland la redoutable division allemande de croiseurs qui non seulement pratiquait la guerre de course, mais avait attaqué et vaincu une escadre britannique, a rendu aux océans une sécurité qu'ils n'avaient plus. Les Serbes, après avoir reculé pendant bien des jours devant des forces autrichiennes très supérieures, ont brusquement fait face et, se jetant sur l'ennemi, lui ont infligé une défaite comme on n'en avait jamais vu dans cette guerre. Ils ont tué des dizaines de milliers d'hommes, fait presque autant de prisonniers, ramassé un butin énorme et chassé les débris de l'armée vaincue jusque bien au delà de leurs frontières. Seulement, il paraît probable que les rares vaisseaux de guerre que l'Allemagne possède encore dans le lointain des mers partageront le sort de ceux que le canon a détruits et on ne voit pas trop quelles unités les remplaceraient. L'Autriche, au contraire, prépare de nouvelles troupes pour briser le petit peuple dont la ténacité était pour elle une injure et qu'elle paraît avoir juré de détruire.

— Pourtant cette guerre ne saurait être éternelle et, après les sacrifices consentis et les espérances éveillées, rien ne permet de supposer que les adversaires, brusquement convaincus de l'inanité de leurs efforts, remettent leur épée dans le fourreau pour retourner à des travaux tranquilles en psalmodiant une hymne à la paix. Il faut bien qu'une décision intervienne ; mais d'où ?

L'Allemagne aura-t-elle un sursaut d'énergie qui lui assurera la victoire ? Tous ceux qui tiennent de près ou de loin à l'empire germanique en sont sûrs et ceux qui reviennent des pays d'outre-Rhin ne tarissent pas sur les ressources immenses en hommes, en matériel et en provisions qu'ils ont constatées dans les villes et les campagnes, sur la parfaite unité de la nation et la confiance qui l'anime. Il faut en prendre son parti : l'Allemagne-peuple n'est pas prête à se révolter contre la caste politique, militaire, intellectuelle ou commerçante qui l'a trompée en lui disant qu'elle défendait ses droits et son honneur après l'avoir viciée en proclamant sa surhumaine vertu. La nation s'est solidarisée avec ses maîtres ; elle surenchérit sur leurs passions ; elle réclame sa part de responsabilités : « Que ce sang retombe sur nous !... »

Mais comment triompher de l'ennemi, comment pénétrer profondément ses territoires, occuper ses capitales ? Et si le bloc allié reste compact, comment détruire à tel point ses forces vives qu'il s'écroule dans l'impuissance en réclamant la paix ? L'Allemagne ferait-elle maintenant que l'élite de ses guerriers est restée dans les canaux et les boues de la région franco-belge ce qu'elle n'a pu faire au début, alors qu'elle seule était prête et que ses ennemis ne l'étaient pas ? Et qu'on regarde sur un planisphère la place qu'occupent les empires austro-allemands en comparaison de la part du monde dont ils prétendent vaincre l'effort. Il y en a trop pour un seul peuple, quelles que soient sa force et son audace !

Alors, sera-ce dans le camp allié que se dessinera le geste énergique qui déplacera l'équilibre des forces ? A défaut des Russes qui n'avancent pas, allons-nous voir les 500 000 hom-

mes que, dit-on, le général Joffre tient tout prêts sur le plateau de Langres pousser droit devant eux et envahir l'Alsace ; sera-ce le million de soldats que, nous assure-t-on, lord Kitchener va avoir à sa disposition qui débarquera en France et conquerra la Belgique ? Car, il faut s'en souvenir, sur le front occidental tout le poids, toutes les horreurs de la guerre retombent encore sur les territoires français et belge ; malgré leur optimisme, les alliés ont encore une rude tâche à accomplir avant de prendre l'ennemi corps à corps, chez lui.

Mais ces choses paraissent lointaines. Durant des semaines, après avoir victorieusement repoussé les furieuses attaques des Allemands dans le nord, les Français sont restés dans leurs tranchées, ne dessinant que quelques offensives partielles et laissant l'ennemi à peu près libre de dégarnir ses fronts pour porter des troupes sur d'autres secteurs ou même à la frontière polonaise. Depuis peu, nous disent les journaux, l'offensive a repris sur toute la ligne. Mais, précisément parce qu'elle est si étendue, s'agit-il bien de l'effort décisif, de la trouée victorieuse qui bouleversera tout le système de défense que les Allemands se sont préparé pendant qu'ils attaquaient encore ?

Le général Joffre sait exactement ce qu'il fait. Son vigoureux retour sur la Marne a prouvé qu'il était capable d'oser. S'il tient encore ses soldats dans la main au lieu de les jeter sur l'ennemi, c'est apparemment qu'il estime que l'immense combat de positions qui se déroule sur des centaines de kilomètres lui est plus avantageux qu'aux Allemands ; c'est que sa réserve d'hommes est limitée et qu'il ne veut pas la prodiguer largement, comme l'a fait l'ennemi durant des mois. Il veut que, quand les premiers signes de défaillance se manifesteront chez l'adversaire et que les Anglais arriveront par centaines de milliers, la France garde une forte armée qui ait sa part du triomphe. Peut-être aussi a-t-il son plan qui se dévoilera brusquement.

Quant à l'Angleterre, elle a une tâche difficile.... Elle n'est jamais prête au moment où une guerre éclate et l'avoue très franchement. Il lui faut donc accomplir le travail immense de

transformer un pays où tout était disposé en vue des arts de la paix et du travail fécond en un instrument de combat. La préparation du simple soldat n'est encore que la moindre difficulté ; mais il y a l'organisation des cadres qu'elle ne possédait pas, la création du matériel de guerre que manifestement elle n'avait pas. Aussi longtemps que ses soldats ne seront pas suffisamment commandés et armés, ce serait folie de les envoyer à la boucherie sur le continent. L'Angleterre a toujours dit que sa préparation serait lente et que la guerre serait longue ; l'événement ne le prouve que trop. Mieux vaut reconnaître ces choses que de lui prêter de machiavéliques desseins qui cadrent fort mal avec son attitude depuis cinq mois.

— La décision peut venir d'autre part. Je ne sais jusqu'à quel point l'arrivée de 150 000 Japonais sur les champs de bataille de l'Europe pourrait influencer les événements. C'est une ressource suprême dont les alliés, pour d'excellentes raisons, ne tiennent pas à user trop tôt. Mais, en Europe même, il y a encore de grandes armées qui ne sont pas destinées à une contemplation passive.

Jusqu'ici un seul des neutres a bougé : la Turquie est entrée en scène à l'immense joie de ses alliés austro-allemands. A croire les bulletins de Constantinople, elle marcherait de succès en succès. Aujourd'hui même une dépêche ne nous disait-elle pas que les Hindous d'Egypte désertaient en masse et venaient grossir les rangs des Turcs ? Il est vrai que le rédacteur bienveillant de ce message ne nous expliquait pas comment ces surprenants Hindous s'y prenaient pour passer les dix journées de désert sans ressources et sans eau qui les sépare de l'armée turque. Mais cette presque ile sinaïtique n'a-t-elle pas été de tout temps fertile en miracles et hantée de mirages ? Cependant ceux qui ne veulent pas croire restent têtus dans leur scepticisme, car, jusqu'à preuve du contraire, il est un peu dur d'admettre que la Turquie, qui n'a point su défendre la Macédoine et la Roumèlie, soit sur le point de conquérir le Caucase sur les Russes et l'Egypte sur les Anglais.

Ailleurs, on attend. Nul doute que le peuple roumain, s'il était libre de ses mouvements, ne marche à la délivrance de ses frères opprimés de la Transylvanie et de la Bukovine. Mais le gouvernement, bien qu'il ait promis de ne s'inspirer que des intérêts nationaux ou parce qu'il n'a en vue que ces seuls intérêts, ne manifeste aucune hâte. Il y a l'attitude de la Bulgarie qui l'inquiète et surtout il est grave pour un Etat de second rang de se jeter, sans provocation aucune, dans le conflit des puissants alors que la balance des forces semble égale. Mieux vaut laisser les autres arracher les décisions au prix de torrents de sang. La Roumanie a déjà constaté qu'on pouvait tirer de sérieux avantages d'une guerre sans bataille; nul ne saurait lui en vouloir de renouveler l'expérience.

A Rome aussi, M. Salandra a déclaré, avec une émotion concentrée, que le gouvernement saurait faire valoir les droits imprescriptibles de l'*italianità*, et un souffle belliqueux a passé des mers de Sicile à la frontière des Alpes. Mais, à lire le discours du président du conseil à tête reposée, on n'y trouve rien de compromettant. Il déclare qu'il y a quelque chose à faire et que le ministère le fera, mais il se réserve le choix des moyens et du moment. A-t-on dit autre chose depuis tantôt cinq mois? Cependant l'Italie s'enrichit : ses lignes de navigation font des affaires d'or; les produits de son sol se vendent à des prix rémunérateurs; ses fabriques travaillent du premier matin jusqu tard dans la nuit et fournissent neutres et belligérants à peu près de tout ce qu'ils demandent. Les réclamations continuelles dont nous sommes saturés, nous autres Suisses, restent inconnues à cet heureux pays. Pourquoi troubler une situation si belle lorsqu'on est quand même sûr d'avoir quelque chose? Et le prince de Bülow, ambassadeur d'Allemagne auprès du Quirinal, est reçu par le roi et le chef du gouvernement avec l'affabilité que comportent un tel nom et tant de gloire.

De sorte que, ceux qui se battent ne pouvant pas se vaincre, et ceux qui s'arment ne voulant pas se battre, la guerre prolongera ses maux et la mort son orgie. Les peuples restent admi-

rables de résolution et de courage et, en France comme en Allemagne, les parlements ont applaudi les chefs du pouvoir qui proclamaient la justice de leur cause et leur certitude de la victoire.

En Suisse, la session des chambres fédérales a été consacrée à la discussion du budget. Avec les dépenses extraordinaires provoquées par l'état de guerre, ce n'était point chose aisée.

Comme de juste, de larges coupes ont été pratiquées dans cette manne bienfaisante qui se répand de façon toujours plus copieuse sur les heureux gouvernements cantonaux et qu'on appelle les subventions fédérales. Mais cela ne suffisait pas. Il s'agissait de doubler l'impôt militaire, d'élever les taxes postales des journaux et des paquets, les tarifs du télégraphe, les abonnements au téléphone et le taux du monopole de l'alcool. Seule l'augmentation du port des journaux a été repoussée par le Conseil des Etats, et le Conseil fédéral n'a pas insisté. Ce qui a appris à ceux qui ne le savaient pas que les journalistes sont nombreux et puissants dans notre haute assemblée.

Les chambres se réunissaient animées d'un esprit de sacrifice. Les discussions ont porté sur le mode plus que sur le principe : était-il vraiment possible de voter toutes ces augmentations, sans limitation de durée, en les soustrayant au verdict populaire ? Un point surtout a provoqué des scrupules chez d'honorables représentants de tous les groupes : l'élévation du prix des billets aller-et-retour en chemin de fer. Nettement la question s'est posée : n'est-il pas anticonstitutionnel de modifier une loi par un arrêté muni de la clause d'urgence en supprimant le referendum ?

Le Conseil fédéral est vigoureusement intervenu, comme il était intervenu lors de la nomination du général, comme il intervient si souvent maintenant. Les oppositions parlementaires, si modestes soient-elles, tendent à l'impatisser. En face de sa volonté, les scrupules se sont évanouis. Sans doute, les circons-

tances sont graves et beaucoup de braves gens se disent : qu'importe la forme pourvu que la Suisse soit sauvée ! Si on pouvait la sauver constitutionnellement ce serait peut-être encore mieux et, étant donné l'esprit de notre peuple, il ne semble pas que ce soit bien difficile. Au demeurant, le Conseil fédéral dirige notre pays d'une main ferme ; il a droit à de la reconnaissance.

Chacun estimait que le moment eût été mal choisi pour se quereller. Le budget militaire a passé sans opposition et quand l'Assemblée fédérale, sous la présidence du nouveau président du Conseil national, M. Félix Bonjour, a procédé à la nomination du Conseil fédéral, tous les membres de notre pouvoir exécutif ont été réélus à des majorités encore inconnues. M. Motta est président de la Confédération pour l'année 1915. Le Tessin avait déjà fourni des conseillers fédéraux ; c'est la première fois qu'un des siens occupe la première magistrature de notre république. On nous dit que l'impression est excellente en Italie. Tant mieux !

Au mois de mars les grosses affaires : l'impôt de guerre et le monopole du tabac.

Lausanne, le 23 décembre 1914.

BULLETIN LITTÉRAIRE

ET BIBLIOGRAPHIQUE

VOYAGE D'EXPLORATION SCIENTIFIQUE EN COLOMBIE, par le Dr O. Fuhrmann et le Dr Eug. Mayor. — 1 vol. in-4° de 1200 pages, illustré et accompagné de 34 planches hors texte. Volume V des *Mémoires de la Société neuchâteloise des sciences naturelles*. Neuchâtel, Attinger, 1914.

Boulevard de paix au centre de la mêlée, notre pays n'est-il pas destiné à faciliter aux hommes de science le renouement des échanges intellectuels, quand les haines du jour se seront apaisées? Voyez l'œuvre dont nous parlons, lancée en pleine tourmente, et la façon dont elle est conçue!

Aucun naturaliste ne peut prétendre aujourd'hui connaître la zoologie ou la botanique dans son ensemble. Chaque savant, à côté de ses connaissances générales, se fait une spécialité d'une classe ou d'une sous-classe. Quand on dit, par exemple: « Le professeur Fuhrmann s'est spécialisé dans les vers », il faut s'entendre! Car les vers représentent un monde pour le zoologiste et plusieurs savants se partagent ce qu'on appelle la systématique de ces êtres, c'est-à-dire leur description et leur classification; c'est surtout pour avoir publié de remarquables travaux sur certains platodes ou vers plats que le Dr Fuhrmann est connu des zoologistes. Le voyage qu'il entreprit en Colombie de juin à novembre 1910 de concert avec le Dr Mayor, botaniste, lui donna l'occasion, ainsi qu'à son compagnon, de faire ample moisson d'animaux — invertébrés surtout — et de plantes. Se réservant l'étude des espèces qui leur tenaient le plus au cœur, nos deux naturalistes neuchâtelois disloquèrent leur récolte entre des savants du monde entier et la collection de ces études particulières, au nombre de trente-quatre, forme le principal de l'œuvre qu'ils présentent au public. Plus instructive que l'énumération des spécialistes qui apportèrent ainsi leur contribution est celle des nombreux foyers de culture qu'ils représentent. Il résulte de cette diversité des auteurs que certaines études sont écrites en anglais, plusieurs en allemand et les autres en français. Nous avons entendu blâmer cette trahison à notre langue.

Que répondre? La réponse dépend du point de vue, linguistique ou scientifique, auquel on se place.

C'est à ce dernier seulement que nous avons ici à juger et nous taxerons d'emblée la valeur de l'œuvre, si nous disons que l'expédition recueillit 1279 espèces végétales et 647 espèces animales différentes, dont 160 végétales et 185 animales étaient *nouvelles* pour la science : ce qu'on appelle une belle moisson! Un exemple suffira pour montrer quelles richesses les pays tropicaux offrent aux chercheurs. L'expédition Bürger, qui avait parcouru les mêmes districts de la Colombie, avait rapporté un certain nombre de lombrics dont presque tous diffèrent de ceux que collectionna le Dr Fuhrmann. On pourrait mettre en cause le mode de recueillir les matériaux, mais le professeur Michaelssen, de Hambourg, qui a étudié les deux récoltes, estime plus probable que l'une et l'autre ne contiennent que quelques échantillons prélevés sur le grand nombre des espèces de ce pays, connues et encore à connaître.

L'intérêt, pour un naturaliste, d'une contrée comme la Colombie réside de plus dans le fait que ce pays, baigné par le Pacifique et l'Atlantique, situé sous l'équateur, connaît les climats les plus variés grâce aux trois chaînes des Cordillères que séparent des vallées torrides. On distingue par conséquent en Colombie une zone chaude de 0 à 1000 mètres, une zone tempérée de 1000 à 2300 mètres, une zone froide de 2300 à 4500 mètres, puis, au-dessus, la région des neiges éternelles, et il suffira de peu d'heures pour passer d'une zone à l'autre et établir des comparaisons se rapportant à la même époque.

C'est donc sous la bannière Zoologie et Botanique que voguait l'expédition, mais nous n'aurons garde d'oublier les curieuses poteries-bibelots qu'elle rapporta et dont l'étude clôt le volume. Non moins curieux le débat qui s'est établi à leur sujet entre savants : poteries anciennes authentiques? anciennes falsifiées? falsifications par l'intention mais offrant un cachet propre? Le problème n'est pas encore résolu avec certitude.

Toutes ces études se groupent autour du récit du voyage; il conduit le lecteur au travers des frondaisons débordantes et sur les plateaux herbeux; il introduit le volume; il domine le spécial par ses vues générales. Cette cohésion est cimentée par une carte de compilation — en suppléance d'un levé topographique original. Sans parler de la valeur intrinsèque d'un relevé de la route parcourue, rien de plus propre à figer dans le souvenir du voyageur les heurs et les déboires de ses journées que ce relevé au jour le jour. Si les explorateurs suisses s'adonnent si rarement à ce plaisir dionysien, c'est qu'aucun institut de géogra-

phie pratique ne le leur a enseigné avant leur départ, mais peut-être l'université de Neuchâtel devra-t-elle un jour prochain cette création à l'infatigable initiateur et géographe qu'est le professeur Charles Knapp. Car sciences naturelles et géographiques se coudoient dès que leurs représentants foulent les terres lointaines. Le voyageur parle au voyageur. Aussi l'œuvre de nos auteurs intéresse-t-elle le naturaliste et le colonial. Elle a pris rang dans les archives du pays.

Dr G. MONTANDON.

SCHWYZERLÄNDLI. Mundarten und Trachten, in Lied und Bild. — 1 vol. in-4° illustré. Zurich, Verlag des Lesezirkels Hottingen, 1915.

Voici un joli livre qui arrive bien à son heure. Coquettement habillé, imprimé avec soin et avec goût, orné de vignettes en couleur du siècle dernier représentant les types et costumes des habitants de nos vingt-deux cantons, contenant, sous forme de chansons populaires, de poésies anciennes et modernes, de dictons pittoresques et savoureux, des spécimens du dialecte ou patois de chacun d'eux, du Jura au Sântis, du Tessin à la Birse, il nous montre la diversité, plus grande encore qu'on ne se le figure généralement, des populations de notre petit pays. Mosaïque terriblement bigarrée, dira-t-on; oui, mais mosaïque dont les éléments, si variés, se fondent néanmoins en un tout harmonieux. Tour de Babel, si l'on veut, mais tour de Babel où, par l'effet d'un idéal commun, la diversité des idiomes peut et doit aboutir à la réalisation de notre belle devise : *Un pour tous, tous pour un*. En ces temps troublés où quelques dissonances risquent de se faire entendre, le Cercle de lecture d'Hottingen, connu déjà par son activité littéraire : représentations, conférences, publications de tout genre, a été bien inspiré en nous donnant comme étrennes pour 1915 ce charmant recueil, nouveau trait d'union entre Confédérés. En vérité, il arrive à son heure.

A. V.

ERRATUM

Nos petits calendriers 1915 portent par erreur les dates des 12 avril, 21 et 31 mai pour Pâques, Ascension et Pentecôte. Il faut lire 4 avril, 13 et 23 mai. Nos lecteurs auront fait d'eux-mêmes la correction, mais nous tenons à leur présenter nos excuses.

LE COUP D'ARRÊT

On pouvait lire, le 31 décembre 1914, dans la *Gazette de Francfort*, — un journal qui eut de l'esprit critique, discutait naguère avec une certaine indépendance les affaires internationales et nous a renseignés plus et mieux que tout autre sur les vices du militarisme prussien : « Les Français ne constatent jamais leurs victoires que six semaines après les avoir remportées. Il en est ainsi de la célèbre bataille de la Marne, qui a été tout à coup découverte au commencement de novembre et que tous les journaux célèbrent quotidiennement depuis lors.... » C'est sans doute d'une ironie fine et charmante, mais il est impossible de méconnaître plus complètement la réalité.

D'abord, il suffit de se reporter aux communiqués officiels français de la seconde semaine de septembre pour y retrouver par le menu toutes les phases de l'action. C'est le 13 septembre que le général Joffre annonçait au ministre de la guerre : « L'ennemi est partout en retraite, abandonnant des prisonniers, des blessés et du matériel. Après les efforts héroïques pendant la lutte formidable du 5 au 12 septembre, toutes nos armées,

surexcitées par le succès, exécutent une poursuite sans exemple par son extension. » C'est le 15 septembre qu'une dépêche Wolff disait : « L'office des affaires étrangères dément catégoriquement, en les désignant comme de « pures inventions », les informations de la presse de Londres du 13 septembre, relatant des défaites allemandes.... La situation *devant Paris* est favorable. » Ces deux textes suffisent à démontrer que les Français n'ont pas attendu le mois de novembre pour « découvrir » leur victoire de la Marne, et que les Allemands n'ont pas ignoré qu'ils la célébraient.

Il est étrange qu'aujourd'hui encore la *Gazette de Francfort* la conteste et la raille. Son rédacteur ne pourrait le faire de bonne foi que si, depuis le début de la guerre, il n'avait pas consulté la moindre carte de géographie. Aucun fait de cette longue campagne n'est plus clair, mieux connu, de conséquences aussi évidentes. La bataille de la Marne a transformé la physionomie de la campagne. Elle marque un changement formidable dans la marche des opérations. Ses résultats en font une action à jamais mémorable dans l'histoire des guerres, quels que puissent être d'ailleurs les résultats définitifs de la lutte.

Rien n'est plus facile à montrer.

I

Pour les armées françaises, les premières rencontres furent heureuses et souvent brillantes dans la phase rapide qui va de la déclaration de guerre au 20 août. L'entrain était partout. L'élan semblait irrésistible. On voulait attaquer, attaquer vite, prendre pied dans l'Alsace-Lorraine. Les 7, 8 et 9 août, un corps d'armée venu de Belfort franchissait, d'un seul bond, tous ces

territoires qu'on se dispute pied à pied, au prix de milliers de vies humaines, depuis tant de semaines : Ferrette, Altkirch, Thann, et entrait à Mulhouse. La colonne qui avait marché si vite fut, il est vrai, obligée de rétrograder dès le lendemain devant des forces supérieures débouchant de Neu-Brisach et de Colmar par la forêt du Hardt, après avoir couru le risque d'être coupée de sa retraite sur Belfort et rejetée sur le sol suisse.

Mais, cinq jours plus tard, l'attaque était reprise sous la direction du général Pau, et aboutissait à une seconde occupation de Mulhouse, cette fois en force. Thann, Guebwiller et toute la Haute-Alsace jusqu'aux portes de Colmar étaient aux mains des Français.

En même temps, par une série d'actions rapides, ceux-ci occupaient toutes les crêtes des Vosges, tous les cols, toutes les vallées, du Ballon d'Alsace au Donon. Ce ne fut pas un feu de paille, puisque la région méridionale de la chaîne de montagnes frontière leur reste encore aujourd'hui et sert de base à des entreprises nouvelles.

Contre la Lorraine annexée, au nord du Donon, l'offensive ne fut pas moins vivement menée, ni, au début, moins heureuse. Elle poussa l'armée française dans la région de Metz, de Sarrebourg jusqu'à Delme, en passant par Morhange.

Toute cette série de petits combats apparaît aujourd'hui comme un lever de rideau. La France s'en était un peu grisée. Elle avait repris pied dans les provinces à elle arrachées par le traité de Francfort. Elle s'était persuadée que ses terribles adversaires ne sont pourtant pas invincibles. Ses troupes de couverture les avaient abordés et bousculés. En l'honneur de ces faits d'armes, je ne dis pas l'état-major, mais le grand public

négligeait l'essentiel. La concentration n'était pas achevée. Les Allemands y procédaient avec méthode et célérité. Ils considéraient les combats livrés en Alsace, sur les Vosges et en Lorraine comme accessoires, car c'est ailleurs qu'une fois leurs préparatifs achevés, leurs masses énormes amenées à pied d'œuvre, ils comptaient asséner un coup mortel.

Il reste probable que le haut commandement français n'a pas immédiatement discerné les dimensions de l'opération allemande en Belgique. Peut-être s'est-il imaginé que l'attaque principale devait être attendue par la trouée des Vosges et Longwy. Ses adversaires avaient, à l'avance, fait un si beau tapage de l'invasion par le nord, qu'on les soupçonnait de cacher leur jeu. On applaudissait la vaillante résistance des forts de Liège. On se réjouissait de quelques rencontres où les cyclistes belges avaient repoussé des uhlans, ce pendant que les corps d'armée succédaient aux corps d'armée inondant le Luxembourg, et la Belgique orientale, puis centrale, et poussaient à droite, toujours à droite, beaucoup plus à droite que nul ne l'avait prévu, plus à droite peut-être que le grand état-major allemand ne l'avait projeté lui-même dans ses études préalables. Et quand tout fut prêt, l'attaque se déclancha, une attaque formidable et d'abord irrésistible. C'est la seconde phase, qui commence le 19 août.

Une grande armée débouche de Strasbourg et de Metz. Elle submerge et bouscule les quelques corps poussés en Lorraine. C'est la bataille qu'à Paris on appelle de Morhange, à Berlin, de Metz, la première victoire, bruyamment fêtée, du prince Ruprecht de Bavière. On en connaît mal l'histoire. Assez cependant pour savoir que ce fut, pour les Français, presque un désastre. Les pertes

furent énormes. Les hôpitaux sont pleins de blessés de Morhange ; les camps allemands sont bondés de prisonniers faits en ces terribles journées. Un incident fatal vint encore l'assombrir : la défaillance de quelques régiments du XV^e corps, recruté en Provence. Un journaliste allemand colportait ce soir-là en triomphe, dans tous les bureaux de rédaction de Genève, une interminable dépêche qu'il disait avoir reçue d'un député au Reichstag, d'après laquelle la guerre était moralement terminée, car les Français ne tenaient pas et se montraient fort au-dessous de ce que les vainqueurs les avaient connus en 1870-1871.

Le 22 août, le kronprinz enfonçait les lignes françaises dans la région de Longwy ; c'était une nouvelle défaite, et à la même date les Allemands occupaient Bruxelles, que le gouvernement venait de quitter à leur approche pour s'installer à Anvers.

Puis la bataille s'engagea en Belgique, où, bien tard, les Français avaient poussé jusqu'à Dinant et Charleroi, tandis que l'armée anglaise avait atteint la région entre Mons et Maubeuge. Elle dura plusieurs jours, avec des péripéties diverses, et se termina par une grosse victoire allemande. Le général von Kluck, dont on parlait pour la première fois, aurait complètement débordé l'aile gauche des Alliés sans la retraite habile et énergique des Anglais. Ils empêchèrent la défaite de tourner en désastre. Quand les Allemands prétendirent les avoir coupés de l'armée principale et rejetés dans la direction de la mer, ils se vantaient. Le général French ne recula que pied à pied, livrant le 26 août une bataille à Cambrai, le 31 août une bataille à Saint-Quentin. Mais, sur toute la ligne, l'armée alliée reculait, poursui-

vie par des masses grandissantes, avec une rapidité presque inouïe. Vers Nancy et Verdun, l'envahisseur n'avancait guère. Mais cette région formait le pivot de son énorme mouvement, dont l'aile marchante, au contraire, formée par les armées des généraux von Kluck, von Bülow, von Hausen et duc de Wurtemberg, précédées par une cavalerie très allante et des myriades d'automobiles, semblait brûler l'espace. Avec stupeur on apprenait que les Allemands, tandis qu'on les cherchait encore en Belgique, avaient occupé Valenciennes, Cambrai, Arras, Amiens même, que Mézières, que les forteresses de La Fère et de Laon, le camp retranché de Reims, dont le public français prisait trop haut la puissance, avaient été évacués sans coup férir. Paris était menacé. Il le fut de plus près encore qu'on ne le sut en Suisse à la fin d'août. Les dépêches avaient annoncé une avant-garde à Compiègne et cela déjà paraissait bien près. Aujourd'hui, on n'ignore plus que les Allemands ont été à la Ferté-Milon, à Meaux, à Coulommiers, à Lagny même, d'où ils pouvaient voir se dresser à l'horizon les grandes coupoles de la capitale, et que des uhlans se sont aventurés jusque dans le bois de Vincennes.

Cette heure fut horriblement critique. Pas un instant, il est vrai, le moral de la nation ne fléchit. Elle était portée, dans des circonstances aussi graves, par une sorte de pressentiment que la menace allait se fondre. Mais le gouvernement, mieux informé sans doute, hésita un instant. La défense de Paris était insuffisamment préparée. Quelques-uns se demandaient s'il fallait risquer un siège, si l'expérience de 1870-71 ne devait pas interdire de faire pour la capitale un grand effort paralysant la défense dans le reste du pays et voué à l'insuccès, comme

la prise de Liège et celle de Namur, qu'on venait d'apprendre, le démontraient à leurs yeux. En plus, les précédents donnaient à craindre que les Allemands ne prissent plaisir à détruire complètement la grand'ville. Jusqu'au conseil des ministres l'idée se fit jour d'évacuer Paris, considérée comme ville ouverte, et de reporter plus au sud l'effort de la défense française. On l'apprit dans la capitale qui, elle, était résolue à tout, et l'indignation fut près d'exploder. Si les conseils d'excessive prudence avaient prévalu, grâce aux arguments plausibles d'ordre militaire dont ils s'appuyaient, un mouvement populaire irrésistible se fût produit. C'eût peut-être été une révolution en vue des Allemands. Suprême péril à cette heure tragique ! Par bonheur le gouvernement, qu'on venait de reconstituer et où entraient enfin, remplaçant des hommes que leurs accointances de partis avaient surtout désignés, M. Millerand à la guerre, M. Delcassé aux affaires étrangères, M. Ribot aux finances, sut rester à la hauteur de la nation. C'est alors que le général Galliéni reçut le commandement de la capitale et lança cette proclamation qui nous parut si simple, mais eut à Paris même un retentissement formidable : « Le commandement du camp fortifié m'est confié ; je le défendrai jusqu'au bout. » Le péril intérieur était conjuré. Mais le gouvernement allait s'installer à Bordeaux et il était impossible que cette décision, rappelant les jours critiques de la Défense nationale, n'eût pas un retentissement fâcheux, en Europe plus encore qu'en France. Et puis, surtout, l'ennemi avançait, avançait toujours....

C'est alors que, par une manœuvre au souvenir de laquelle il se mordra les doigts jusqu'au tombeau, le général von Kluck, qui, descendant la vallée de l'Oise,

avait atteint Creil avec le gros de ses forces et pouvait pousser sur Paris, dont un coup de main l'aurait peut-être rendu maître, infléchit tout à coup sa marche vers l'est, fonçant par Meaux et Coulommiers sur l'aile gauche de l'armée française échelonnée tout entière le long de la Marne. Les quatre autres armées allemandes marchaient avec une vitesse épuisante directement vers le sud, avec le même objectif, dans le couloir entre Paris et Verdun. Le commandement suprême, trompé par le terrain si vite gagné, croyait l'armée de la République déjà démoralisée et s'apprêtait à lui porter le coup de grâce.

Vint la bataille de la Marne, livrée du 5 au 13 septembre....

II

Je n'entreprends pas de la raconter. Elle est connue par des rapports précis. Le général Joffre avait décidé, après la défaite de Lorraine, l'échec sur la Sambre et sur la Meuse, la retraite à travers la Champagne, la Flandre et la Picardie, d'attendre là, dans les plaines catalauniques où Attila fut vaincu, de répondre à l'offensive allemande par une autre offensive et de jouer une partie décisive. Il rappelait — ce fut un dur sacrifice — les troupes qui avaient victorieusement occupé la Haute-Alsace, dont elles restaient alors maîtresses. Il mettait en ligne les corps de réserve qui n'avaient point donné en Belgique ou en Lorraine. Le général Lanrezac, le vaincu de Charleroi, était remplacé par le général Franchet d'Esperey, à la tête de la V^e armée, tandis que le général Sarrail prenait, pour la défense de Verdun, la place du général Ruffey au commandement de la III^e et qu'une nouvelle armée, celle dont on venait de confier le commandement

au général Foch, s'intercalait entre Franchet d'Esperey et Langle de Cary. Ces forces n'eussent peut-être pas suffi sans l'intervention opportune du général Maunoury, qui, à la tête de la VI^e armée, celle du camp retranché de Paris, vint tourner la droite du général von Kluck.

Les noms que nous venons d'énumérer sont ceux des vainqueurs. Trop longtemps, le gouvernement avait tenu à les taire. Il voulait, mû par un sentiment que je ne sais pas admirer, que même les victoires de l'armée restassent anonymes. Jamais les parlementaires n'ont pris les mêmes précautions pour leurs discours, leurs interpellations, leurs manifestes et leurs amendements. Ils redoutaient qu'on ne mît leurs services en parallèle avec ceux des généraux qui, en d'autres temps, causèrent quelques ennuis à leurs prédécesseurs des Anciens et des Cinq-Cents. On a renoncé à cette étrange pratique, dont les chefs de l'armée ne prenaient du reste aucun ombrage. Il était temps....

Je me suis attardé au tableau de la période qui précéda la bataille de la Marne, pour montrer à quel point elle a transformé la physionomie de la campagne. En dix-sept jours l'armée allemande avait avancé de trois cents kilomètres. Elle dut reculer de quatre-vingts seulement. Mais son offensive victorieuse, presque foudroyante, a été dès lors paralysée sur tout le front occidental de la guerre. En quatre mois — cent vingt jours — les Français n'ont pu effacer toutes les conséquences de Morhange et de Charleroi; jusqu'ici ils ont arrêté les Allemands, plus qu'ils n'ont avancé eux-mêmes. Entre l'Oise et la Meuse, le front reste à peu près le même depuis le 15 septembre. Mais, de l'Aisne à la Lys, les ardents combats qui ont rempli la fin du mois de septembre et

le commencement d'octobre, prolongeant peu à peu la bataille du nord au sud, de Noyon à Lille, ont abouti à ce résultat : les Allemands n'ont pu tourner l'aile droite franco-anglaise, mais les Alliés n'ont pas réussi à déborder l'aile gauche allemande. Et depuis lors, les vaincus de la Marne, ayant changé d'objectif et, détournant leurs efforts de Paris, s'étant appliqués, après la prise d'Anvers, à marcher d'Ostende, puis de Courtrai, sur Dunkerque, Calais et Boulogne, d'où ils pensaient menacer l'Angleterre, ont essuyé la plus sanglante défaite de la guerre, laissant plus de cent mille cadavres dans les marais des Flandres. Tant que les six dernières semaines de 1914 n'ont plus été marquées par aucune offensive générale allemande et qu'une accalmie a coupé le grand drame par une sorte d'entr'acte....

Comment est-il possible, devant ces faits évidents, de nier encore la victoire de la Marne ? Elle éclate comme le soleil en plein midi. Elle a été l'un des plus formidables coups d'arrêt que connaisse l'histoire des guerres et a mis au rang des grands capitaines le général Joffre qui l'a voulue et préparée, ne craignant pas, pour livrer bataille dans de bonnes conditions, de pousser très loin sa retraite, au risque de compromettre la confiance de l'armée et de perdre celle du pays. « C'est le Hindenburg des Français, » disent les officiers allemands, croyant lui décerner un suprême éloge. Ceux-là ont mieux lu la carte et les communiqués des états-majors que l'étonnant rédacteur de la *Gazette de Francfort*....

A supposer même que l'offensive allemande, brisant le mur d'airain que le général Joffre lui a victorieusement opposé depuis le 5 septembre, cherche à reprendre son élan depuis cinq mois arrêté, et en revienne à la capi-

tales qu'elle avait abandonnée pour cela, la victoire de la Marne n'aura pas perdu son efficacité. Paris se croit désormais à l'abri. La preuve, c'est qu'avec l'approbation du commandant en chef, le président de la République et tous les ministres y ont fait leur rentrée, après trois mois et demi de Bordeaux, et que le parlement y délibère. C'est que le général Galliéni n'a pas perdu son temps. Le camp retranché a changé d'aspect. Il ne demande plus au béton et aux cuirasses de le protéger contre l'artillerie de siège. Les expériences de Liège, Namur, Maubeuge et Anvers n'ont pas été vaines. La fortification de campagne, le talus gazonné où les gros projectiles s'enterrent, a détrôné les maçonneries et les ferrures qu'ils font crouler sur leurs défenseurs. Dans une attaque de Paris, à la supposer possible, les forts ne joueraient plus qu'un rôle secondaire, mais un énorme pourtour de tranchées, agrémentées de points d'appui bien placés, retiendrait l'envahisseur à quarante kilomètres, assez loin pour que les fameux mortiers de 420 restent inoffensifs et probablement muets. On ne passera plus....

III

Les neutres qui, à notre exemple, regardent sans péril et reçoivent heure après heure les renseignements contradictoires dont tous les belligérants les inondent, ont d'autant plus de peine à discerner quelle sera l'issue de cette guerre formidable. Ils ne sont pas entraînés par l'action, et la foi dans la victoire de l'un ou de l'autre n'est pas pour eux une sorte de devoir patriotique sacré.

Ils savent bien quel fut l'agresseur, les documents officiels publiés de part et d'autre ne laissent à cet égard aucun doute à quiconque dispose d'esprit critique et de

jugement droit. Mais l'histoire n'enseigne pas que l'agresseur soit toujours vaincu....

Ils savent bien lequel des deux belligérants s'est rendu coupable d'une cynique violation de la parole donnée, en considérant les traités comme des « chiffons de papier » et en se ruant sur un petit peuple pacifique, qu'on s'est appliqué à ruiner, à torturer et à détruire avec une barbarie qui, pour être pédante, méthodique et organisée, n'en est que plus violemment contraire à toute idée morale et à toute civilisation.... Mais les leçons du passé montrent-elles que de tels crimes aient toujours reçu leur châtimement ? Le Frédéric II du premier partage de la Pologne n'est-il pas mort dans une apothéose et les écoliers de tous pays ne l'appellent-ils pas « le Grand ? »

Ils comparent la façon dont les deux adversaires conduisent la guerre, les buts qu'ils se proposent, — émancipation des peuples d'un côté, oppression implacable de l'autre, — et ils voient bien de quel côté sont la liberté et la dignité humaines, les principes semés depuis dix-neuf siècles par le christianisme dans une terre pierreuse et mal préparée, comme ceux que la Révolution à son aurore croyait d'une irrésistible puissance contagieuse.... Hélas, cela non plus n'est pas une sûre garantie de victoire.

La guerre, pas plus que les duels judiciaires qui y prétendaient au moyen âge, n'a été jusqu'ici un « jugement de Dieu. » La force seule y prévaut ; la vérité, la justice, le bien ne sont que des éléments moraux de cette force....

Les deux parties aux prises sont sûres de la victoire : la France se base surtout sur la valeur de sa cause, sur

la conscience universelle qui témoigne en sa faveur, à l'exception négligeable de quelques primaires obtus inaptes à éprouver, en tel conflit, autre chose qu'une instinctive solidarité de race, et de pauvres Turcs analphabètes qui croient ce qu'on leur dit ; sur son dévouement aux idées qu'elle sait justes, comme à une patrie dont l'histoire rayonnante enseigne la pérennité à travers les pires épreuves ; — l'Allemagne base sa foi sur de précédentes victoires, sur la supériorité de sa force, de sa méthode, de sa préparation, de son organisation minutieuse, de sa hiérarchie indiscutée et de sa discipline infrangible.

L'avenir dira laquelle voyait juste dans sa certitude de triompher.

Mais, dès aujourd'hui, sans exagérer la portée de cet élément, on peut affirmer ceci : l'une des deux coalitions aux prises est tenue dans une ignorance systématique de la vérité et ignore les faits les plus importants et les plus certains de la guerre actuelle (qu'on relise l'article de la *Gazette de Francfort* qui sert de texte à cet article et que j'ai reproduit au début). Si de tels renseignements servaient de base à la certitude allemande, il ne faudrait pas s'étonner qu'elle montrât bientôt des fissures, comme une maison bâtie sur un sol mouvant.

ALBERT BONNARD.

CENDRE ET FEU

I

Je suis citoyen d'une nation neutre, pas encore touchée ou menacée par la guerre. Que cette patrie pacifique qui est mienne s'appelle la Grèce ou la Suisse, l'Italie ou l'Espagne, je n'en sais rien et il importe peu. Etre en paix tandis que les autres sont en guerre, s'occuper de petites choses, tandis que les autres se consacrent à de très importantes, être capables de souffrir d'un refroidissement tandis que les autres ne prennent garde qu'à la mort, c'est certainement là une différence plus sensible que de s'appeler Miguel et non Michel ou de vivre à cent mètres de plus ou de moins au-dessus du niveau de la mer.

Je suis donc citoyen d'une nation neutre, pas encore touchée ou menacée par la guerre. Et je n'ai pas de devoirs militaires : pas même celui de me promener pendant deux heures, le fusil à l'épaule, sous la marquise d'une gare ou de préparer un petit tas de pommes de terre pour la soupe commune. Non pas que je sois bossu ou estropié ou cardiaque, ou que je manque de thorax ; mais, au temps de ma jeunesse, on ne faisait pas grand

cas du service militaire et se soustraire, n'importe comment, à l'obligation du recrutement paraissait être pour beaucoup un signe d'intelligence naturelle et de libres sentiments. A quoi bon interrompre les études et le travail pour des mois et des mois, s'enfagoter dans un uniforme mal coupé, se soumettre à la volonté d'un sergent sot comme un bœuf ou d'un officier enragé comme un chien, avaler de la poussière et de la colère, coucher sur la paille et dans la boue, vivre accouplé aux plus ignorants et aux plus sales ?... A quoi bon, si le temps des guerres est désormais passé ? Chacun n'est-il pas convaincu que les questions internationales, elles aussi, doivent être résolues pacifiquement, suivant les règles du droit ? Et, du reste, quelles questions ? La science a détruit le préjugé des races : le sang germanique, le sang latin, le sang slave se sont mêlés depuis des siècles et se mêlent continuellement. L'école a jeté mille ponts entre une langue et l'autre. Les chemins de fer coupent, sans même s'en apercevoir, les anciennes limites politiques : demain, un brillant réseau de fer enveloppera tout le monde. L'économie politique connaît une différence de richesses et non de nations. Le socialisme est à la veille de son triomphe : qui en doute ? Et déjà, dès maintenant, la grande ligue internationale a le moyen et la manière d'empêcher une tentative quelconque de guerre : un mot, et les chemins de fer, les navires, les ateliers sont arrêtés ; il n'y a plus de pain, il n'y a plus de fer. Il n'y a plus de haines anglaises, d'orgueils allemands, de furies françaises, de perfidies italiennes, mais seulement la grande famille, vivant dans la concorde, des prolétaires du monde entier.... Telle était la façon courante de penser, alors.

D'ailleurs, ce culte passionné des exercices physiques, auquel la jeunesse actuelle consacre tant d'énergie et tant d'heures, ne s'était pas encore répandu, du moins de ce côté des Alpes. Il flottait dans l'air je ne sais quel aride intellectualisme (d'origine philosophique ? d'origine théologique ?) que plus ou moins tous respiraient et dont ils s'inspiraient dans la pratique de la vie. Pour les uns, ç'aura été question d'âme, pour les autres question d'esprit : tous, cependant, se trouvaient d'accord pour attribuer une importance minime aux choses du corps. La gymnastique paraissait à la plupart un pédantisme fatigant et grossier, le sport un passe-temps de riches idiots, la discipline une marchandise bonne à diriger les pas pesants et les cerveaux rebelles de la nation allemande. Le service militaire, c'était tous ces maux réunis, plus la colère de devoir se plier à des obligations ingrates ou de ne pouvoir s'y soustraire qu'à coups d'artifices et de mensonges.

Et il flottait aussi dans l'air un certain arôme de douceur et de paix, répandu de manière à faire croire que la génération des hommes rudes et cruels était désormais épuisée ou que la tiédeur d'un nouveau climat historique, plus serein et plus heureux, se faisait déjà sentir. Et l'on disait ou l'on pensait que les luttes féroces d'autrefois et d'hier ne se renouvelleraient plus, la guerre répugnant désormais non seulement aux idées et aux intérêts, mais aussi, et plus encore, au cœur de l'homme. Oui, il flottait dans l'air une pénétrante odeur de bonté. Et personne ne pensait que certaines substances sentent fort précisément lorsqu'elles cessent de faire partie intégrante et organique de la vie. Pas plus que le vert du printemps, la bonté d'un homme, ou de l'humanité, ne s'impose

à nous d'un seul coup, tout entière. Une gouttelette d'essence, matière artificielle et morte, pique et pénètre plus qu'un grand jardin fleuri. Une brassée de foin sent davantage qu'un pré entier d'herbe fraîche.... Nous avons cru que le monde était plein de bonté ; or il n'y avait que des brindilles desséchées, çà et là, et la plus grande partie en avait été employée pour distiller quelques gouttes de philanthropie !

Mais une autre espèce de douceur flottait dans l'air, encore plus puissante et plus trompeuse. Si trompeuse que, même aujourd'hui, je ne saurais en parler sans crainte d'errer. Il est certain que, à moi artiste, le monde apparaissait bien souvent comme noyé dans une nouvelle brume délicate : tremblants et vagues étaient les contours des choses, même des choses qui passent pour être dures et mécaniques ; le bruit fondu des œuvres humaines n'avait rien de brutal ; aucune crudité choquante de couleur qui l'aurait emporté sur les teintes discrètes et profondes. Bien des heures durant la journée, bien des jours au fil de l'année paraissaient comme estompés d'un violet délicat. Qu'était-ce ? Gaucherie des nerfs mal accoutumés à l'intensité inattendue de la vie ? Illusion, cette pâleur exquise répandue dans l'air, illusion ou trouble des yeux éblouis ? Lourdeur de l'oreille, le fait d'attribuer un son morbide au fracas de la nouvelle inquiétude humaine ? Lourdeur ou sensibilité ? Je ne sais. Je me souviens que, à la veille d'autres événements terribles, le grand Watteau voyait à peu près les mêmes nuées douces errer sur le monde, et les formes de la nature se voiler d'une incertitude pathétique, et les épisodes de la vie rouler dans des profondeurs d'or et d'argent....

II

Mais quel goût, de brasser dans la coquille des théories broyées au premier choc ? Quelle consolation, de faire bruire sous ses pas le feuillage desséché qui jonche, aujourd'hui, toutes les routes ? Comme elles frémissaient et comme elles brillaient hier, ces pauvres feuilles, en pleine vigueur sur leurs arbres ! Elles ne sont pas toutes feuilles de nos rameaux, cependant. Encore plus vite et plus misérablement se sont dépouillés certains jets présomptueux poussés ces dernières années, qui devaient, à les croire, envahir et rénover la forêt entière en quelques saisons. Toi, par exemple, arbrisseau mélancolique du néo-cynisme, dont quelques jeunes gens aimaient à mâcher l'écorce pour expectorer abondamment vers toutes les étoiles et sur tous les hommes. Toi, style long et creux du néo-mysticisme, tige sans moelle, capable seulement de soutenir ton faux épi, et nul autre poids. Toi, plante folle de l'art nouveau, désireuse d'être difforme et déplaisante et même de ne pas paraître plante : aujourd'hui évaporée comme une fumée, demain rigide comme un dessin géométrique.... Vous lierre, vous citrouilles....

Et me voilà, — ô misère ! — appliqué à combiner d'ingénieuses allégories végétales, comme si j'étais le plus joyeux des lettrés vivant dans le plus pacifique des mondes. Comme si je n'avais pas lu, il y a une heure, ce que les bulletins officiels et les récits des témoins racontent sur les hommes tués et sur les maisons détruites durant la journée d'hier. Comme si, cette nuit, je n'avais pas été réveillé par le silence de ma ville ! Aucun hurlement, aucun fracas n'est aussi terrible qu'un certain silence : l'absence des voix toujours entendues, des pas,

des machines, des véhicules. On a réquisitionné tous les chevaux, emporté la benzine et pris toutes les automobiles, on a fermé tous les ateliers, appelé sous les armes tous les hommes valides. A l'improviste, on a soustrait à la vie les voix les plus jeunes, les plus viriles ! Et les rares voix qui sont demeurées résonnent étrangement fausses, n'étant plus soutenues par cette note continue et profonde que produisent toutes les voix réunies. J'entendis bien, cette nuit, le sifflement d'un train ; puis, vers l'aube, une cloche et une autre.... Mais c'étaient des sons nouveaux, comme discordants et égarés, chargés de mystère, étouffés, dirai-je, par un air ambiant plus lourd. Car le vide nous donne quelquefois la sensation d'une chose positive, difficile à respirer, épaisse à toucher : le vide des voix surtout. Etrange ! Pour dormir tranquille, il me fallait le ronflement d'un certain moteur qui, depuis quelques années, marchait nuit et jour dans l'atelier là-bas. Cette tranquille pulsation mécanique m'était nécessaire pour ne pas entendre un ennuyeux battement à gauche de mon thorax. Etrange ! Le bruit de la rue, la détonation d'une motocyclette de temps en temps, le tapage d'une automobile, plusieurs voitures, un train ou deux par heure, étaient choses utiles à mes études. Hier, je n'y prenais pas garde ; ou bien je pestais mal, moi aussi, contre les bruits de la ville sans cesse croissants, lieu commun à l'instar de la pluie et du beau temps. Aujourd'hui, je m'aperçois que le silence extérieur est chose triste, ennemi du silence intérieur, qui est le seul vraiment bon et reposant. Oui, beaucoup de nos plus ennuyeuses voix intimes cessent de se faire entendre, non parce qu'elles se taisent (elles ne se taisent jamais !), mais parce qu'elles sont dépassées. Nul autre moyen d'huiler

certain rouages grinçants de notre mécanisme et de les rendre tolérables que de les placer au milieu d'un bon tapage qui en couvre le grincement. Ces mêmes voix agréables de notre âme ne gagnent rien à résonner ainsi isolées. Ces mêmes chants divins de nos poètes nous parviennent mieux à travers une atmosphère qui n'est pas trop raréfiée. Ah ! certes, tout est utile et nécessaire, même le chien qui aboie, même la porte qui grince. Au pauvre savetier qui a son échoppe là-bas au fond d'une ruelle, je dois de la reconnaissance non seulement pour les chaussures qu'il me répare, mais aussi pour le bruit qu'il fait en battant le cuir sur la pierre. Les choses et les choses, les hommes et les hommes sont étroitement liés ; toutes les forces concourent, tous les territoires se touchent, toutes les vies se conditionnent réciproquement. Et, de temps en temps, les hommes sentent la nécessité de se détruire à tour de rôle. Pourquoi ? Pas certainement sans quelque grande cause ? Mais laquelle ?

III

Bonne matinée que celle-ci ! Les journaux m'ont apporté les nouvelles que j'espérais anxieusement, et quelque chose, aussi, de plus et de mieux. Le ciel est d'un bleu profond ; la terre est rendue inquiète et joyeuse par la présence, là-haut, dans l'air, d'un vent qui ne se fait pas encore sentir. Il y a, dans l'atmosphère, une légère saveur de froid qui n'a rien du goût tranchant de l'hiver ; une légère saveur, me semble-t-il, de jeunesse crue. Les ors un peu pesants, les pourpres angoissants de l'automne se sont réveillés ce matin avec l'illusion joyeuse d'être le commencement et non la fin de quelque chose. Elles tremblent et rient, certaines plantes rougeoyantes, comme persuadées d'être en fleur. L'herbe,

dans les replis humides de la terre, est d'un vert brillant et puissant comme après une ondée de mars....

Heureuse matinée que celle-ci ! La guerre ? Oui, la guerre, mais fortunée, providentielle, libératrice. Vaincra celui qui est digne de vaincre : non pas la force majeure, mais la force meilleure, non pas la quantité, mais la qualité.... La guerre, oui, et toutes les plus tragiques sensations qui se résument dans ce bref vocabulaire : les ruines et les massacres, la peur et la faim, le fer et le feu, la pourriture et la solitude. Mais cette matinée s'est glissée dans tout cela avec sa splendeur sereine et me fait voir ces épisodes terribles comme déjà fondus en une substance artistique, dépouillés de toute basse brutalité, majestueux et tranquilles comme la guerre de Troie dans Homère.... Manque de bonté de ma part ? Froideur de cœur ? Cynisme ? Je ne crois pas. La douleur a toujours fourni une rapide et riche matière de beauté. La joie n'est pas ainsi ; elle a le pouvoir de nous contenter pleinement et n'acquerrait que peu de chose ou rien du tout en se transformant en art ; ou peut-être est-elle déjà, par elle-même, une parfaite matière artistique ? La douleur, par contre, est ce que l'homme ne se résigne pas à accepter tel quel. Nous nous appliquons à fuir ou à apaiser la douleur présente ; la douleur passée, lointaine, d'autrui, nous l'habillons de vêtements royaux.... Le rire s'envole sur certaines ailes d'or : justes et agiles comme celles qu'on entend battre dans le meilleur des vers. Les larmes, en revanche, glissent doucement, sèchent lentement, restent plus longtemps nôtres, finissent par sembler davantage à nous que ce rire envolé si rapidement. Il en est de même du sang : il sèche aussi lentement, le sang, il laisse une trace et a une couleur que nous ne pouvons pas voir sans frissonner. Nous pouvons cepen-

dant transporter ce frisson dans les régions harmoniques de l'âme, et rendre en vibration musicale une stérile secousse de nos fibres.

Oui, ce matin, tout me devient clairement intelligible, facilement justifiable. A chaque doute qui se présente suit une réponse prompte et satisfaisante ; sur chaque mal que j'imagine se répand une buée de tiède et lumineuse consolation. Aussi, à écouter attentivement, c'est une voix concrète, mienne et pas mienne, qui répond en moi à l'incertitude et à la tristesse mienne et pas mienne. Il en résulte un dialogue auquel je prends part et j'assiste : protagoniste, antagoniste, spectateur, auteur et critique ; tant d'hommes sont en nous ! Mais mes hommes se mettent volontiers d'accord ce matin :

— La vie du monde est suspendue et étranglée.

— Elle n'est pas morte, cependant. Et elle sortira de l'épreuve terrible plus vigoureuse et plus florissante.

— La sagesse du monde se renie elle-même.

— Oui, pour pouvoir redevenir intelligence.

— La civilisation se précipite dans la barbarie primitive.

— Oui, comme il est nécessaire de retourner au point de départ quand nous avons le sentiment d'être sortis de la bonne voie.

— On détruit les plus magnifiques monuments des siècles passés.

— C'est certainement un grand malheur, mais il est peut-être nécessaire, afin que la grande foule des hommes apprenne qu'il existe des œuvres d'art et que, dans ses œuvres d'art, toute nation est plus sensible et plus vulnérable, donc plus vivante. Qui connaissait, avant aujourd'hui, le palais de Louvain, la cathédrale de Reims, la halle d'Ypres ? Qui pensait qu'un obus lancé contre

ces vieilles pierres aurait provoqué plus de douleur et de deuil qu'en tombant au milieu d'une place grouillante d'individus ? *Necesse est ut unus homo moriatur pro populo*. Il est nécessaire qu'une œuvre d'art meure, afin que toutes les autres soient sauvées. Sauvées : c'est-à-dire vénérées et aimées, car dans les choses de l'art, comme dans celles de la religion, le respect ne suffit pas, le calcul réussit mal et l'indifférence est pernicieuse. Le devoir de celui qui ne comprend pas est de faire acte de foi ; le devoir de tous, de faire acte d'amour.

— Rien ne pourra nous consoler de ces grandes œuvres tuées.

— Tuées ? O grossier pessimiste ! Et n'en restera-t-il donc pas les ruines ? Et ne sais-tu pas que, dans la ruine la plus délabrée, survit l'œuvre d'art, même plus pure, plus efficace ? Quand une âme de beauté entre dans la pierre et dans le métal, elle ne s'en arrache plus ; dans les blessures les plus graves, au contraire, elle s'exalte et elle s'étale. A Rome le Colisée, pourtant si découronné et rongé, ne nous permet pas de pouvoir l'imaginer plus grand. La colonne Trajane, restée debout, ne s'élève cependant pas plus haut que ces énormes fûts en morceaux qui gisent autour. Le Parthénon s'est trouvé lui aussi un jour, comme Notre-Dame de Reims, sur la ligne de bataille de deux armées. Devenu une poudrière turque et une cible pour les bombes de Morosini, lui aussi est sorti de la mêlée meurtri et déchiqueté. Imagine-le intact : il ne serait ni plus vivant, ni plus divin et il serait moins émouvant, moins humain, dirai-je. Etre humain, c'est aussi pouvoir souffrir blessures et massacre ; invulnérable, c'est comme si l'on disait inhumain. Nous nous sentons plus rapprochés de ces hommes dont le bonheur ne se montre pas parfait ; nous

nous sentons plus confidents et plus amants des choses qui, tout en étant belles, fortes, saines, étalent quand même quelque faiblesse en quelque fissure et nous permettent non seulement cet acte de subordination qu'est l'admiration, mais aussi cet acte de fraternité qu'est la piété. On entrait jadis au Parthénon par deux portes ; mais cette troisième porte, pratiquée par l'explosion des poudres turques, est bien plus riche en fascination, plus haletante d'obscurité sacrée et, par elle, on parvient à des mystères plus profonds. Tu trébuches, tu tâtonnes, tu t'accroches, et, de plus en plus, tu te sens rapproché de ces ruines glorieuses, tu les étreins, tu les respires. Un voile pâle et blond s'étend des formes complètes aux formes brisées, il égalise et réunit presque en une sculpture supérieure les profils rians créés par l'art et les profils violents que la guerre a creusés dans le même marbre. La moisissure se glisse entre les cannelures des colonnes renversées ; les herbes se livrent à mille petits jeux puérils tout autour et au milieu de ces grandes reliques ; elles s'amuse à se poursuivre après entre les débris, à s'élancer des corniches, à éventer leurs aigrettes, à lisser leurs petites crinières sur les rugosités de chaque pierre, à se réjouir du pâle soleil d'hiver, blotties dans le fronton où se trouvaient les *Parques* de Phidias. Ainsi....

IV

Bavardages ! Et tu te figures, — ô mon pauvre sosie ! — me convaincre et me consoler à si bon compte ? Cette période de guerre, hasard encore inconnu, m'a apporté bien d'autres avantages. Mais pouvoir en jouir !

La solitude, par exemple, cette nouvelle et très pré-

cieuse espèce de solitude qui s'offre à l'homme même dans les rues et dans les places les plus grouillantes de gens, d'animaux, de voitures, de machines. En temps ordinaire, l'ami de la solitude doit sortir pour la rechercher dans les bois et sur les monts, il ne l'y trouve pas toujours et, s'il la trouve, c'est au prix de fatigues et de peines; elle est souvent troublée de la façon la plus brutale ou bien il faut y renoncer quand elle charmait le plus. Elle n'offre pas de tels désavantages, la solitude d'aujourd'hui. La sainteté du désert s'affirme au centre même de notre inquiétude. Dans nos maisons mélancoliques, voici la grande paix de la nature; voici l'or des temps primitifs sur le feu et sur la fange de notre civilisation tardive. Sans même m'accouder à la fenêtre, j'entends, comme à l'époque de mon enfance campagnarde, le cri aigu des hirondelles volant autour d'un clocher; j'entends siffler, à gorge déployée, les merles dans le lointain. Il me semble aussi entendre la musiquette pastorale faite par des gouttelettes d'eau retombant dans je ne sais quelle conque parfumée.... Mais non, ce doit être le robinet du réservoir qui ne ferme plus. Il est certain cependant qu'on n'entend plus mainte voix brutale, qu'on ne voit plus maint visage malpropre. Et je ne sais tirer aucune consolation d'un tel bonheur!

Ni de ce bonheur ni d'aucun autre. Il faudrait posséder ce don de suprême bonté ou de suprême méchanceté qui permet à l'esprit de rester imperturbable et constant, quoi qu'il arrive. Serein : ou comme un doux ciel de mai, ou comme un ciel dur de janvier. Au delà du bien et au delà du mal....

Mais j'ai dit : au delà. Y a-t-il un sentier, même difficile, pour sortir de notre en-deçà ? Exista-t-il jamais un homme qui soit parvenu, même seul, sur les confins de

cette indifférence olympique ? Quiconque connaît les biographies et sait à quelle fière époque, par exemple, appartiennent la vie paisible et la tranquille œuvre solennelle de Platon et de Cicéron, d'Arioste et de Goethe, doit convenir que jamais n'a manqué à l'homme la faculté de sourire, de philosopher, de chanter, même plongé dans l'obscurité de la tempête. Certains parmi les artistes qui représentèrent le mieux la parfaite béatitude virent bien souvent sur leur route rougeoyer le sang et fumer les incendies ; ils entendirent — qui sait combien de fois ! — hurler les gosiers et craquer les os. Qu'on pense aux temps et aux lieux où Botticelli peignit la *Naissance de Vénus*, Léonard de Vinci la *Sainte-Cène* et d'autres leurs *Colloques sacrés*, leurs beaux ciels, leurs belles femmes.... Donc ? Oui, donc : l'homme sait produire un nimbe magique, légèrement doré, azuré, rosé, capable de l'isoler de la vie sans l'en exclure. Mais de telles aptitudes ne sont ni de tous les hommes ni de tous les âges. Elles exigent plusieurs conditions indispensables : certaines idées latentes dans l'esprit, certaines choses intensément belles et heureuses, dont une gorgée suffit pour enivrer ; elles exigent surtout une antiquité suffisante, une fréquence et une quasi-généralité du mal. Le mal ne se laisse un peu oublier que lorsque nous lui avons rendu l'hommage complet de notre peur. Le mal est très tolérant (ne l'avez-vous jamais observé ?) à l'égard de ses dévots croyants et prêcheurs que sont les pessimistes. Le mal se plie à mille travestissements et moyens termes, à mille transactions et fictions : ce qu'il ne supporte pas et dont il se venge terriblement, c'est que l'homme lui refuse la foi et croie pouvoir l'exclure de la vie. Ses retours sont épouvantables.

Et nous autres, précisément, avons l'illusion d'avoir

exclu de la vie, sinon tout le mal, du moins certaines qualités plus farouches et plus vastes du mal. La guerre : il y a quinze ans, on allait jusqu'à croire que la guerre, n'importe quelle guerre, était finie. Puis on condescendit à un optimisme plus modeste : oui, peut-être encore quelque guerre dans les colonies, quelque guerre dans les pays balkaniques ; tout comme on admettrait que la peste et le choléra puissent aussi faire quelque ravage du côté de l'Orient. Mais en Europe ! La peste en Europe ? Dans le royaume et le laboratoire de la déesse Hygiène ?... Encore plus absurde, la guerre en Europe. N'y a-t-il pas la diplomatie et le tribunal de La Haye, et les intérêts des capitalistes, et la volonté des prolétaires ?... Que ces raisons fussent bonnes ou mauvaises, il est certain que, depuis un demi-siècle, l'Europe (les Balkans ne comptent pas), l'Europe vivait en paix. Paix armée, très armée ; mais on avait prévu ce motif de craintes et de récriminations par une de ces phrases qui semblent limpides et convaincantes comme la vérité même : les dépenses militaires sont une prime d'assurance payée annuellement par les Etats pour s'assurer la paix.

Prenons garde d'être à moitié esthètes, comme c'est le cas pour la majorité des hommes ! On accepte comme motifs les ressemblances, comme pensées les images. Prenons garde d'être moitié sentimentaux, moitié chrétiens, d'avoir la moitié d'une âme, ce qui est la condition de la plupart. On accepte comme articles de foi la convention de La Haye ; aux pactes écrits, aux paroles, aux signatures et aux sceaux on accorde une valeur indépendante de l'honnêteté de celui qui promet, une vertu non liée à la fortune changeante du monde. Celui qui sait peu de chose recherche le plus les définitions ; celui qui

est moins religieux se contente facilement de formules et de symboles. C'est ainsi que notre petite bonté et notre petite justice se précipitèrent, avec d'autant plus de hâte qu'elles étaient moins sincères, pour saluer et reconnaître, comme inviolables et définitives, les limitations et les sanctions adoptées par les congrès de La Haye. Si, disait-on par une hypothèse négative, la guerre devait encore se produire, ce sera une guerre digne en tous points de notre civilisation : inoffensive envers les étrangers, respectueuse des innocents, appliquée à répandre peu de sang, dédaigneuse du butin et de la rapine, chevaleresque et antiseptique comme le duel de deux gentilhommes....

Il est naturel que l'homme européen, habitué à penser et à croire de telle manière, se sente aujourd'hui angoissé et stupide et demeure (lorsque des soucis plus grands ne le pressent pas) à regarder autour de lui comme quelqu'un qui ne comprend plus rien et doute presque d'avoir été victime d'une indigne trahison.

FRANCESCO CHIESA.

(La fin prochainement.)

L'EGLISE CATHOLIQUE ET LA GUERRE

La guerre modifiera-t-elle la situation de l'Eglise catholique et dans quel sens ? Voilà une question intéressante, assurément. Elle ne peut pas recevoir de réponse définitive. Cependant, il est déjà possible de préciser certains faits et d'en tirer quelques conclusions provisoires.



Pie X est mort le 20 août. Son successeur, Benoît XV, a été nommé le 3 septembre, après quatre jours de conclave. Les journalistes sont des gens pressés, qui concluent très vite. Immédiatement, ils ont donné la signification de cette élection. C'était une réaction contre le régime précédent, une victoire de la Triple entente. Un peu plus de réflexion aurait amené la presse à envisager la question sous un autre angle.

C'était déjà un raisonnement très simpliste que celui qui opposait Pie X à Léon XIII. Il s'est forgé autour de ce dernier une véritable légende. On l'a représenté, lui et son secrétaire d'Etat, le cardinal Rampolla, comme ayant pris parti pour la France contre ses adversaires. Il y a quelques mois, un écrivain catholique de grand talent, M. Georges Goyau, a déclaré que c'était ce pape qui avait provoqué l'alliance franco-russe afin de faire contre-poids à l'influence allemande qui lui paraissait

trop prépondérante, et cet écrivain ajoutait que le souverain pontife actuel — alors Mgr della Chiesa — avait été mêlé aux pourparlers. Dans le même ordre d'idées, on a dit encore, au mois de décembre, qu'à la demande du roi Léopold des Belges Léon XIII avait insisté auprès de M. Nothomb, l'un des chefs de la droite belge, afin que le parti catholique consentit à des dépenses importantes pour la défense nationale, dans la crainte déjà d'une invasion allemande ; cette sollicitation resta d'ailleurs sans effet. Je n'ai pas le moyen de contrôler ces faits et d'en déterminer le degré d'exactitude. Mais je n'oublie pas que, si Léon XIII faisait sonner la *Marseillaise* par les Pères blancs du cardinal Lavigerie et recommandait aux catholiques français l'adhésion à la république, il demandait à peu près en même temps aux catholiques allemands de voter le septennat militaire. C'est une figure très complexe que celle de Léon XIII et l'histoire retiendra en tout cas de lui qu'il prit grand soin de ne heurter aucun gouvernement.

Pie X était certainement d'un tout autre tempérament. Mais si les procédés diplomatiques de son prédécesseur ne lui ont pas été habituels, il n'est pas exact de dire qu'il prit le contre-pied de la politique de ce dernier. Il avait été élu ensuite du veto de l'Autriche contre le cardinal Rampolla ; sa première préoccupation fut de priver l'Autriche de ce droit de veto, — ce n'était d'ailleurs qu'un usage sans fondement légal, — et en ce faisant il ne servait certainement pas les intérêts de la Triple alliance. La lettre pontificale condamnant la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France témoignait d'une ampleur de langage et d'une vigueur de jugement dignes des grands pontifes du moyen âge et qu'on n'attendait guère du « doux curé de campagne. » Elle ne marque

cependant aucun sentiment hostile pour la France, et au moment même où Pie X s'opposait aux cultuelles il refusait de modifier quoi que ce fût, en dépit des vives sollicitations de la Triple alliance, au protectorat français sur les catholiques d'Orient.

En réalité, la ligne religieuse et politique du Vatican, conséquence de doctrines, de nécessités et de traditions d'un caractère permanent, ne varie guère, et les souverains pontifes n'apportent dans l'application que la légère variation de méthode qui résulte de la différence des tempéraments. Dans le cas particulier, la presse française s'est sûrement méprise sur le caractère de la nomination de Benoît XV. Elle n'a été en aucune façon le triomphe de la Triple entente et la guerre n'a joué au conclave qu'un rôle très secondaire.

On a raconté qu'il y avait eu au conclave un parti français et un parti allemand ; que les voix s'étaient tout d'abord divisées entre le cardinal Ferrata et le cardinal Maffi ; que les partisans de cette dernière candidature avaient reporté leurs suffrages sur Mgr della Chiesa, tandis que les cardinaux allemands s'obstinaient à voter pour le Hollandais van Rossum. Il suffit de serrer d'un peu près cette assertion pour voir ce qu'elle a de fantaisiste. Le cardinal Maffi était représenté comme favorable à la Triple alliance et ce serait sur un candidat francophile que ses partisans se seraient rabattus ! Aux derniers tours, on aurait vu en opposition deux candidats francophiles, Ferrata et della Chiesa ! Les cardinaux allemands auraient été assez naïfs pour faire une manifestation platonique sur le nom d'un Hollandais sans chance aucune et auraient négligé d'exercer leur influence en faveur d'un candidat papable de préférence à un autre ! Vous voyez de là les absurdités et les contradictions.

La vérité est manifestement que le conclave avait besoin d'un pontife qui fût chef d'un diocèse en même temps — et c'est ici que la guerre exerça une influence — qu'habitué aux affaires diplomatiques. Le cardinal della Chiesa, pendant vingt ans collaborateur intime de Rampolla, pendant sept ans archevêque du diocèse de Bologne, était un des très rares cardinaux — le seul de tous ceux que je viens de nommer — qui réunissaient ces deux qualités indispensables. C'est pourquoi il fut élu. Election heureuse, d'ailleurs. Le correspondant romain de la *Gazette de Lausanne*, qui a pu suivre sa carrière de près, a célébré dans Benoit XV une intelligence et une ardeur de travail supérieures encore à celles de Rampolla.



L'élection de Benoit XV ne se présente donc pas comme étant la victoire d'un groupe de belligérants sur l'autre. Son activité durant ces quatre mois ne témoigne pas davantage d'un parti pris dans un sens plutôt que dans un autre. Les manifestations publiques du nouveau pontife sont peu abondantes : il ne prodigue pas les discours. Le document essentiel de son gouvernement est l'encyclique du 1^{er} novembre. Il s'en dégage un souffle puissamment chrétien. Le pape s'appesantit sur ce qu'il considère comme étant les quatre causes supérieures de la guerre : l'absence d'amour réciproque entre les hommes, le mépris de l'autorité, le manque de justice dans les relations entre les différentes classes de la société, l'exaltation des biens matériels devenus le seul objectif de l'activité. Il insiste pour que « ceux qui tiennent dans leurs mains la destinée des peuples rendent aux peuples la paix, parce qu'il y a d'autres moyens que la guerre de

donner satisfaction aux intérêts lésés, » mais sa lettre se borne à des considérations de principe et ne formule aucune condamnation de personne ou de parti.

A côté de cette encyclique, il y a quelques lettres particulières, répondant toutes à des suppliques. La plus importante est celle adressée au cardinal Mercier, archevêque de Malines. Le pape lui exprime sa douleur de voir la nation belge « réduite, par une guerre on ne peut plus cruelle et désastreuse, à une situation vraiment lamentable » ; il manifeste la plus grande sympathie aux Belges, mais il évite soigneusement de prononcer un jugement sur des questions politiques. Ailleurs, s'adressant au cardinal Luçon, il blâme énergiquement la mutilation de la cathédrale de Reims, déclarant bien fondées les raisons que le prélat lui avait données pour protester contre le bombardement, mais il prononce ici sur un cas spécial, et comme le mémoire du cardinal n'a pas été publié, on ne sait pas s'il y a été question du poste d'observation que les Allemands prétendent avoir vu dans l'une des tours.

Au cardinal Sevin de Lyon, Benoît XV affirme sa sympathie pour la France, mais de cela, pas plus que de la nomination au secrétariat d'Etat du cardinal Gasparri, un ancien professeur à l'Institut catholique de Paris, on ne peut conclure que le pontife a jugé le procès que jugent les armées. Il témoigne de sentiments pareillement amicaux à l'archevêque de Cologne, lui demandant d'insister pour que tous les prisonniers de guerre, et non seulement les prêtres, soient bien traités ; dans un télégramme, il parle de la charité chrétienne de l'empereur d'Allemagne. Sa tentative de trêve à Noël, son effort heureux en faveur de la mise en liberté des prisonniers

de guerre invalides, le montrent très agissant, très pitoyable aux victimes de la guerre, quelles qu'elles soient, mais il ne prétend nullement sonder le cœur et les reins des auteurs du conflit.

On peut d'autant moins, d'ailleurs, le lui demander qu'à la réflexion on se convaincra que le pape ne peut rien juger. Pour des questions de forme, d'abord : il n'est garant d'aucun traité, il a même été écarté formellement des conférences de La Haye, et on ne saurait lui reprocher de ne pas intervenir dans un débat qu'aucun gouvernement ne lui a soumis. Alors que personne ne lui a demandé son avis en temps utile, avant l'éclosion des hostilités, il serait singulièrement inspiré en se prononçant aujourd'hui sur des réclamations privées.

Enfin, et surtout, Benoît XV ne sait des dossiers, c'est-à-dire du travail des chancelleries et des états-majors, que ce que le public en a appris, et cela ne suffit pas. Des « atrocités » il ne connaît que les rapports des parties lésées et n'a pas les moyens de s'assurer de l'exacte vérité par une contre-enquête qui s'imposerait devant n'importe quel tribunal. Si un simple particulier peut trancher le débat très rapidement, sur le vu de quelques pièces, le chef de l'Eglise catholique ne peut se permettre un jugement aussi hâtif et aussi peu mesuré.



C'est ce que les gouvernements comprennent fort bien. On peut supposer que les ministres de Prusse, de Bavière et d'Autriche-Hongrie auprès du Vatican ne demeurent pas inactifs, qu'ils cherchent à circonvier la cour pontificale, et dans ce domaine la Triple entente est en état d'infériorité manifeste. Le gouvernement français n'a point d'ambassadeur auprès du Saint-Siège et il ne peut pas actuellement en avoir. L'agent

russe, M. de Nelidov, représentant d'un gouvernement à tendance hostile aux catholiques, ne saurait jouir d'une grande considération. La Grande-Bretagne n'avait jusqu'à ces jours derniers aucun délégué officiel. Seul le ministre de Belgique pouvait contrebalancer l'influence adverse, mais dans quelle mesure ?

La Triple entente a compris le danger de la situation, et ce que la France ne peut faire, l'Angleterre, dont le Vatican apprécie fort le libéralisme et le respect qu'elle professe envers les institutions catholiques, n'a pas hésité à y suppléer. En envoyant sir Henry Howard en qualité de ministre auprès du souverain pontife, sir Ed. Grey a défini avec une très grande clarté l'objet de cette mission :

« Vous voudrez bien, a-t-il dit au diplomate, présenter à sa Sainteté les cordiales félicitations de sa Majesté le Roi, à l'occasion de son élection, lui notifier que le gouvernement de sa Majesté est désireux de se mettre en communication directe avec Elle, pour lui expliquer les mobiles de son attitude depuis le moment où les relations normales entre les puissances se sont altérées, et d'établir que le gouvernement de sa Majesté a tout fait pour sauvegarder la paix de l'Europe qui tenait tant au cœur du vénéré prédécesseur de sa Sainteté. »

Ailleurs, sir Ed. Grey dit qu'il importe d'expliquer au pape les motifs qui ont poussé l'Angleterre à intervenir dans le conflit et de l'informer de son attitude sur les diverses questions soulevées par la guerre.

Cette déclaration est caractéristique. Elle montre que le gouvernement britannique ne considère pas la cause comme entendue à Rome et qu'il tient à ce que le chef de l'Eglise catholique puisse, au fur et à mesure des événements, apprécier toutes choses en tenant compte de tous les éléments.



Le pape compte au nombre de ses fidèles cinquante-sept millions de catholiques allemands et autrichiens, et tout compris il n'y en a pas davantage dans le camp adverse. Cette seule considération — il y en a d'autres encore — l'obligera toujours à une grande réserve. On peut se demander néanmoins si l'Eglise catholique a des raisons de redouter les conséquences de la victoire d'un des belligérants plutôt que d'un autre.

Il m'apparaît tout d'abord qu'un danger réel menace l'Eglise catholique si l'Allemagne est triomphante. La victoire donnera au gouvernement germanique une puissance plus grande encore, et la discipline de l'Eglise catholique s'accommode mal de l'omnipotence des gouvernements. C'est en Allemagne qu'est née la querelle des investitures, et le différend n'a pas encore pris fin. De tous les Etats européens, ce pays est celui où le système étatiste est le plus développé — les Allemands s'en font gloire et y voient la preuve de leur supériorité et la raison de leur force — mais précisément pour ce motif, nulle part, sauf en Russie, l'Eglise catholique n'est davantage liée par l'Etat. C'est ce dernier qui, directement ou indirectement, désigne les évêques, les chapitres prussiens ne pouvant présenter à Rome que des candidats préalablement acceptés par le souverain. Les futurs prêtres allemands doivent suivre les cours universitaires, et les professeurs des facultés de théologie catholique sont nommés par le gouvernement de son plein gré, sans intervention officielle des évêques ; aussi, dans un récent mémoire, les professeurs à l'Institut catholique de Paris faisaient-ils remarquer que trois ou quatre de leurs collègues d'outre-Rhin ne sont rien

moins qu'orthodoxes, à commencer par le professeur Spahn, de Strasbourg. Bismarck a montré, pendant le Kulturkampf, avec quelle dextérité il savait manier les armes dont il disposait : tout permet de craindre qu'il n'ait des émules.

Puis, cette organisation, l'Allemagne triomphante voudra l'imposer à la Belgique, si elle parvient à la garder. Or, l'Eglise catholique est indépendante de l'Etat dans ce pays, si cruellement frappé. Les chapitres y nomment les évêques sans entraves, l'université catholique de Louvain est une institution libre, et il en est de même des écoles primaires catholiques. Tout cela risquerait fort de sombrer avec la liberté de la Belgique, et le cardinal Mercier a déjà éprouvé combien est lourde la main des Allemands.

Enfin, les catholiques allemands eux aussi pourront devenir une cause d'inquiétude. Ils possèdent une grande confiance en eux-mêmes, souvent justifiée, mais ils n'échappent pas à l'accusation d'orgueil que l'on a quelque droit de porter contre les intellectuels de Germanie. Prenez, par exemple, le mandement que les évêques ont adressé à leurs ouailles à l'occasion des fêtes de Noël et d'une journée de prières prévue au 10 janvier. Ils y constatent que le peuple allemand « avait la tête tournée comme d'autres par l'encens que l'humanité se prodiguait à elle-même, dans un orgueil que les événements ont fait s'effondrer piteusement. » Cette superbe, combien de théologiens allemands ne l'ont-ils pas montrée récemment encore, dans la question du modernisme ? C'est en Allemagne que les injonctions de Pie X ont rencontré le plus de résistance. On le sait à Rome. Et l'on y peut craindre qu'en cas de victoire les catholiques allemands ne deviennent plus particularistes que jamais.

Les perspectives d'un triomphe de l'Allemagne ne peuvent donc pas toutes être envisagées avec joie à Rome.



Mais il y a l'Autriche, nation de traditions catholiques par excellence, et l'Eglise ne saurait la voir sombrer sans peine. C'est un sentiment bien compréhensible. Seulement, n'exagérons rien. Contrairement à l'opinion courante, la monarchie n'a fait que peu de chose pour le développement du catholicisme dans les Balkans. Elle n'a pas empêché le passage à l'orthodoxie des rois de Bulgarie et de Roumanie, et le prince de Wied, qu'elle avait intronisé à Durazzo, est protestant. Elle a même gêné ce développement en identifiant sa cause propre avec celle des intérêts catholiques ; quelques semaines avant la guerre, le Vatican a dû passer par-dessus la résistance de l'Autriche pour conclure un concordat avec le gouvernement serbe. Or, si dans la pratique l'influence extérieure de la monarchie en faveur de l'Eglise a été plus apparente que réelle, la dislocation de ce pays en plusieurs Etats n'y changerait guère et la vie religieuse ne subsisterait pas moins dans chacun.



Si maintenant nous passons du côté des Alliés, nous nous trouvons également en présence d'une situation très complexe.

L'Eglise catholique sera certainement heureuse de voir se réaliser l'autonomie de la Pologne, mais elle n'y peut guère compter. Ce n'est pas la première fois que le tsar fait à ce pays de telles promesses, mais il ne les a jamais tenues. On peut même affirmer qu'il ne les tiendra pas davantage cette fois-ci, car depuis la guerre, par des ukases rendus au mois de novembre, il a encore res-

treint les libertés déjà si menacées de la Finlande. C'est indiquer qu'il n'agira pas autrement demain pour la Pologne, et la victoire ne le rendra pas accommodant. Il maintiendra le régime actuel et pour l'Eglise catholique ce régime est intolérable, car elle ne jouit d'aucune liberté : les évêques ne peuvent pas même correspondre librement avec Rome, les lettres pontificales ne peuvent pas être lues dans les églises sans le visa du gouvernement, les évêques sont nommés par ce dernier, qui laisse parfois plusieurs années un siège vacant. Si jamais la Galicie et même la Silésie et la Posnanie étaient jointes à la Pologne russe dans les conditions où se trouve celle-ci maintenant, ce serait sûrement une aggravation de leur sort.



La France, elle, donne à l'Eglise catholique des lueurs d'espoir et des raisons de crainte. Les lueurs d'espoir sont dans la renaissance de la vie religieuse, manifeste avant la guerre dans les milieux bourgeois et universitaires, et qui s'est étendue ces derniers mois d'une manière évidente dans le peuple lui-même. Je ne parle pas seulement ici des sentiments religieux dont les soldats témoignent dans les tranchées et des églises extraordinairement bondées de fidèles. Le langage de la presse à informations est peut-être plus symptomatique encore : hier, par exemple, le *Matin* s'attirait des lecteurs en constatant quelque scandale clérical ; aujourd'hui, pour conserver sa clientèle, il doit célébrer le curé patriote. L'orientation du peuple français a certainement changé et cela tout au profit de l'Eglise catholique.

Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement français reste dans un autre camp. Le premier ministre, M. Viviani, est celui qui voulait éteindre les lumières

éternelles ; les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique, MM. Malvy et Sarraut, sont les chefs du parti radical-socialiste, et il y a quelques semaines seulement le premier rappelait aux fonctionnaires de l'État qu'ils devaient s'abstenir de toute cérémonie religieuse publique. M. Viviani a fait entrer MM. Guesde et Sembat dans le ministère de la défense nationale, mais il n'a pas voulu de MM. de Mun et Cochin. On remarque même que dans les distributions de secours aux familles des mobilisés, celles dont les enfants vont à l'école libre sont prétéritées. Les catholiques ne peuvent guère se louer que de l'attitude du ministre de la guerre, M. Millerand.

Sans doute, dans l'opinion publique, le régime Combes-Caillaux est condamné. Mais ce sont les hommes qui le soutinrent qui sont au pouvoir. Quoique le triomphe de la France sera exclusivement le fait de l'armée, ils auront l'air d'avoir contribué à la victoire. Ils en bénéficieront, et pour qui connaît le système électoral français il est extrêmement probable qu'aux prochaines élections les mêmes hommes seront conservés. Or, comme ils ne changeront pas de peau, nous reverrons fleurir assez rapidement toutes les habitudes d'antan. Il y a des chances pour que la même pression officielle anticléricale se fasse sentir dans les détails de la vie privée du peuple et pour que dans quelques années l'ardeur religieuse d'aujourd'hui soit par le fait singulièrement diminuée.



Au surplus, alors même qu'on y mettrait de la bonne volonté, la reprise des relations entre la France et l'Eglise catholique ne sera pas chose facile.

Tous les diplomates en France conviennent de la grande faute que le régime Combes a commise en sup-

primant l'ambassade au Vatican, et quelques naïfs s'imaginaient, au lendemain de l'élection de Benoît XV, qu'elle allait être rapidement rétablie. Mais, en fait, on ne fera rien dans ce sens pendant la guerre, et il n'est pas possible d'agir autrement, car le renvoi d'un ministre français auprès du Saint-Siège suppose un accord préalable sur quelques points essentiels.

L'Eglise catholique ne veut certainement pas le rétablissement de l'ancien concordat. La séparation lui a rendu la libre nomination des évêques et des curés, et elle ne l'abandonnera pas. Mais elle demandera, comme un minimum, que la propriété des biens ecclésiastiques lui soit officiellement, formellement, assurée. Elle fera peut-être le sacrifice de quelques-uns, mais elle tiendra absolument aux principes.

L'Eglise demandera, en outre, à l'Etat d'assurer la liberté de l'enseignement, admettant au surplus le contrôle gouvernemental sur les écoles libres, et elle réclamera pour ses religieux le droit d'enseigner, quitte à les laisser astreindre à la prise d'un brevet.

Or, l'Etat est-il disposé, dans ces deux domaines, à entrer dans la voie des accommodements? En théorie, cela paraît facile. En pratique, la chose devient plus compliquée. Les biens ecclésiastiques ont été confisqués, distribués, souvent dilapidés; comment et dans quelle mesure les restituer? Les écoles officielles se plaignent en maint endroit de la concurrence des écoles libres, et leurs partisans n'abandonneront facilement ni les positions acquises ni les mesures de protection qu'ils forgeaient au moment de la guerre. Enfin, il faut trouver des formules, des formules qui ménagent un peu l'amour-propre de l'Etat.

Tout indique des négociations ardues, et au fur et à

mesure que le souvenir de la guerre ira en s'affaiblissant, les divisions de partis reparaîtront et l'Etat français sera de moins en moins disposé aux concessions. N'oublions pas que M. Poincaré lui-même, du haut de la tribune de la Chambre, a déclaré que toute la question scolaire le séparait des catholiques.



Enfin, une dernière question sera difficile à résoudre : celle du protectorat des catholiques en Orient. Ce protectorat date de capitulations entre le sultan et le roi François I^{er}, mais son application dépend exclusivement du bon vouloir du chef de l'Eglise, maître de la discipline ecclésiastique. Les papes l'ont toujours reconnu à la France, et j'ai déjà dit qu'après la séparation Pie X l'avait derechef proclamé.

Mais voici : à la suite de la suppression des congrégations enseignantes en France, le recrutement pour les établissements scolaires en Orient se fait moins dans ce pays. Les chefs d'ordres remplacent les religieux français par d'autres, italiens ou allemands, ce qui crée des droits aux gouvernements de Rome et de Berlin, protecteurs naturels de leurs sujets. Comment concilier leurs prétentions grandissantes (celles de l'Italie surtout) avec les droits traditionnels de la France ? Question très délicate. De l'importance des concessions que le gouvernement français fera dans d'autres domaines dépendra peut-être le degré d'énergie avec lequel le Vatican s'en tiendra à la tradition.

Puis, il y a un fait nouveau. Depuis quelques années, le Saint-Siège envoyait à Constantinople un prélat chargé spécialement de ses intérêts religieux, mais cet ecclésiastique ne traitait avec le gouvernement turc que par

l'intermédiaire de l'ambassadeur de France. Or, récemment, le pape a choisi comme délégué apostolique un dignitaire d'un rang plus élevé que de coutume, Mgr Dolci, archevêque d'Amalfi, en Italie, et comme il n'y a plus d'ambassadeur de France aux bords du Bosphore, cet envoyé s'est présenté, sans intermédiaire, au sultan. Ces relations directes, maintenant établies, cesseront-elles après la guerre ? Pour esquisser une réponse, il faudrait savoir ce que deviendront, à la conclusion de la paix, la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Arménie, et tout le Levant. La question est donc pour le moment insoluble, mais ce que je viens de dire montre que la France ne peut pas s'en désintéresser, et d'autre part l'Italie et l'Allemagne exerceront sur le Saint-Siège une pression en faveur de leurs intérêts nationaux.



J'ai énuméré sommairement diverses questions que soulève la guerre et qui préoccupent l'Eglise catholique. Mais il n'y a pas qu'elles à examiner. Il en est de plus générales. L'épreuve actuelle a certainement ranimé la flamme chrétienne qui sommeillait au fond de quantité d'âmes ; dans ce cataclysme, la nécessité d'une formation chrétienne solide s'impose plus impérieusement que jamais, et beaucoup, las des puériles et désagrégeantes disputes théologiques, cherchent avidement l'ancre de salut. L'Eglise catholique n'a rien à perdre à ces aspirations.

MAXIME REYMOND.

MONSIEUR CHOQUET

NOUVELLE

Comme beaucoup de gens, qui vont à « leur bureau », je suis obligé de sortir tous les matins à la même heure. Mais depuis une couple de mois cela m'est devenu une manière de supplice, à cause de M^{me} Choquet.... Elle lâche toujours un petit mot derrière mon dos au moment où je passe, en s'arrangeant pour que je n'en perde rien. Par exemple :

— Il y a des gens qui ont peur des zeppelins. Et aussi des taubes. Ça n'est pas des vrais Parisiens.

Ou bien :

— Quand on a de la fortune, on devrait aussi avoir du courage.

J'ai été assez longtemps, dans mon innocence, à comprendre que cette dernière phrase me concernait aussi clairement et au même titre que la première. Les biens terrestres que le ciel m'a départis n'ont jamais, dans mon opinion, égalé mon mérite ni mes besoins ; la guerre ne les a point accrus. Mais tout est relatif, et pour M^{me} Choquet je suis un homme opulent, alors qu'elle-

même — par un juste retour, mais qu'elle ignore — passe pour fortunée aux yeux de plus petites gens, puisqu'avec M. Choquet elle vit de petites rentes et d'une retraite administrative. Remettons toutefois à un autre moment l'examen de ce problème de philosophie sociale. L'aveu que je dois vous faire est assez pénible à mon amour-propre pour qu'il suffise aujourd'hui : si M^{me} Choquet manifeste à mon égard des sentiments quelque peu empreints de mépris, c'est que j'ai quitté Paris dans les premiers jours de septembre ; et tout le quartier, qui l'a su, partage les sentiments de M^{me} Choquet. Jusqu'au jour du jugement dernier, en effet, et peut-être même plus tard, les Parisiens de 1914 resteront divisés en deux classes : ceux qui sont restés à Paris au moment où l'on a pu croire que Paris serait investi, et ceux qui ont accompagné le gouvernement à Bordeaux. Les premiers ont une tendance assez naturelle à se considérer comme des héros. Et par conséquent les autres....

Cependant, je pouvais avoir pour partir d'excellentes raisons. J'en suis même persuadé. Mais elles m'étaient personnelles et peut-être cela n'est-il point assez. On conte que jadis, à la fin de sa carrière, le peintre David étant allé visiter l'atelier de Gros, dont l'astre atteignait alors le zénith, fut traité avec un dédain manifeste et suprême par les élèves de ce confrère plus jeune et dont la gloire obscurcissait la sienne. Il s'en alla le cœur lourd.

— Maître, lui dit un de ses disciples, ils se trompent, mais ils auront beau faire : vous serez toujours le grand David !

— Non, répondit-il, le plus affreux, c'est qu'ils ont raison !

Mot désolant, que je me répète parfois : tout ce petit

peuple qui m'entoure juge que j'ai manqué à un devoir de solidarité, qu'une des fonctions que j'avais à remplir, sans même m'en douter, c'était de l'aider à vivre. Voilà pourquoi je suis coupable ; et M^{me} Choquet s'est donné pour mission de me le faire sentir.

Mais voilà pourquoi aussi je ne puis plus voir M^{me} Choquet, même en peinture. Par malheur il n'est pas facile de l'éviter : ainsi que beaucoup de personnes de son sexe et de sa classe sociale, elle est beaucoup plus souvent dans la rue qu'au coin de son feu. La nature bienveillante l'a douée de presque toutes les vertus, — du moins je n'ai pour en douter nulle raison légitime, — mais enfin ce n'est pas elle qui méritera jamais qu'on grave sur sa tombe l'inscription antique : « Elle filait la laine et garda la maison. » Nulle femme de nos jours ne file plus la laine, et M^{me} Choquet garde très rarement la maison. Je dois même ajouter qu'elle paraît nourrir une affection toute particulière, et en ce qui me concerne regrettable, pour la partie du trottoir située en face de ma porte. Et ainsi elle ne me rate pas.

C'est là qu'elle s'était arrêtée hier encore, au moment où j'allais sortir ; et elle causait avec M^{me} Moissonnier, qui ne m'inspire pas beaucoup plus de confiance. Je me trouvais par bonheur défendu contre ses regards par la porte cochère, une belle vieille porte cochère renforcée de clous à tête de diamant, qui date du dix-septième siècle, et dont j'avais coutume d'être très fier il y a quelques mois, quelques mois à peine, — mon Dieu que cela est loin ! — à l'époque où il était encore permis de vivre dans le passé, dans les souvenirs, dans le souci de la beauté : aujourd'hui, il semble que l'on commet-

trait un crime si l'on songeait à autre chose qu'à la guerre, à la nécessité de vaincre pour avoir le droit de se remettre à faire, comme Français, de la pensée désintéressée et de la beauté.... Je me dissimulai donc derrière la porte cochère, me disant : « M^{me} Choquet ne m'a pas vu. Du moment qu'elle ne me voit pas, elle ne parle point de moi. Quand elle aura fini son histoire, il faudra bien qu'elle s'en aille. Armons-nous de patience, et attendons. »

M^{me} Choquet parlait de son mari et des indispositions de son mari, comme il y fallait compter :

— Voyez-vous, madame Moissonnier, cette guerre, ça lui a porté sur le naturel ; il n'est plus le même, le pauvre homme, il ne se reconnaît plus. Au commencement, quand on a cru que les Prussiens allaient faire le siège de Paris, il était encore tout gaillard. Il se rappelait l'autre siège, celui de 70, il racontait ses souvenirs, il pensait qu'on aurait des privations. Ça le rendait tout fier, de penser ça. Et puis, il y a eu les taubes. Faut-il qu'ils soient bêtes, ces Boches, de s'imaginer que Paris aurait peur des taubes ! Cinq ou six morts de temps en temps, c'est assez pour indigner, c'est assez pour rendre orgueilleux, parce qu'on se dit : « Je ne suis pas soldat, mais je cours des dangers tout de même ; on va voir comme je suis brave ! » Mais c'est insuffisant pour faire peur. M. Choquet avait tout le temps le nez en l'air, d'impatience, pour voir arriver les taubes, ça l'occupait. Et puis il avait aussi fallu faire des provisions : cent kilos de pommes de terre. Alors, au moment de la victoire de la Marne, juste après que nous venions de mettre le portrait du général Joffre sur la cheminée, à la place d'honneur, il m'a dit : « — Emilie, il faut vendre

les pommes de terre ; on gagnera dessus. — Victor, que j'ai répondu, pourquoi ça ? On n'est pas marchands fruitiers. — Ça ne fait rien, qu'il m'impose, je vais les vendre. » On les a vendues, et c'est vrai qu'on a gagné. Alors il a été chercher mes cousins de Menucourt, qui avaient été tout pillés — détruits par les Boches, et il les a installés chez nous. Ils étaient trois, le mari, la femme, la fille pas mariée, et ils disaient : « — Nous vous faisons des frais, tout de même ! » Mais il répondait : « — Vous inquiétez pas de ça, j'ai réussi un coup épatant sur les pommes de terre ! » Ça coûtait beaucoup plus que le bénéfice, vous comprenez, de les avoir et de les nourrir, mais ça l'amusait de parler comme ça, de poser pour l'homme d'affaires, aussi, et les cousins de Menucourt ne pouvaient pas savoir. Seulement ils sont partis, à la fin, parce que les Boches avaient quitté de chez eux et qu'ils voulaient aller faire leurs betteraves. Pour la Noël ils ont envoyé une oie. Comment qu'ils ont fait, puisqu'ils avaient été tout pillés — brûlés, je vous dis, je ne sais pas. C'est du brave monde.

» Il s'est donc retrouvé sans rien à faire que lire les journaux, M. Choquet, et il est sûr de la victoire, comme tout le monde. Au printemps on délivrera le nord et la Belgique. Après, nos troupes et les Russes, peut-être bien aussi les Japonais, les Italiens et les Roumains entreront en Bohême ; et on signera la paix à Berlin : tout ça c'est écrit là-haut, signé de Joffre et du bon Dieu. Mais en attendant, les communiqués, ça énerve, on trouve toujours que ça ne va pas assez vite. Et puis, le 15 novembre, voilà Victor, le fils de son frère, celui qui s'appelle comme lui, qui est venu nous embrasser : il est de la classe 1914, et il partait pour le front. Il allait là comme

au bal, le petit ; ça, c'est un fait. Il disait : « — S'il faut en mettre, on en mettra. Et pour ce qui est de les avoir, on les aura. » Choquet l'a conduit à la gare et lui a donné deux billets de vingt francs. Mais c'est depuis ce jour-là qu'il me donne bien du souci, madame Moissonnier !

» D'abord, il s'est mis à réfléchir tout le temps : « Où est-il, le petit ? Maintenant, qu'est-ce qu'il fait, qu'est-ce qu'il devient ? Comme il fait froid ! » Vous comprenez, la guerre, pour lui, ça n'était plus ce qu'il y a dans les journaux, c'était ce petit Victor. Et il répétait : « — C'est nous qu'on devrait faire partir, nous les vieux. Qu'est-ce que ça peut faire, qu'on nous tue ? Mais eux ! C'est si gentil, les jeunes, c'est si vivant ! C'est nous qu'on devrait envoyer à la guerre. » Moi, je lui répondais : « — Choquet, je ne trouve pas. » Parce que, vous sentez bien, on a beau être deux vieux, quand votre homme vous dit des choses comme ça, on songe, et on est contente qu'il soit rangé des voitures. Et puis je lui disais la vérité : « — Comment qu' tu ferais, avec tes rhumatismes ? Peux-tu marcher, seulement ? » Mais je me suis bien aperçue que j'augmentais sa peine.

» Il regardait le ciel pour voir s'il tomberait de l'eau. Il allait consulter le thermomètre chez le pharmacien pour voir le froid qu'il faisait. Et il rentrait en disant : « — Voilà, il a les pieds dans la boue, et moi, je suis au chaud et au sec. Il couche dans la tranchée, par 10 degrés au-dessous de zéro, j'ai vu ça à la porte de M. Hourtoulle, et moi j'ai un bon lit. Ça n'est pas juste. C'est trop mal arrangé, ça ne devrait pas être comme ça. »

» Donc, il y aura demain huit jours, madame Moissonnier, je me réveille sur le coup des deux heures du

matin, et M. Choquet n'était plus à côté de moi. Ça me retourne les sangs, je me lève, et qu'est-ce que je vois : il s'était couché sur la descente de lit, sans même avoir pris un oreiller. Il ne dormait pas, il ne pouvait pas dormir, naturellement, étendu comme ça sur le plancher. Je lui dis : « — Choquet, tu es fou ! » Et il me retourne : « Est-ce que j'ai le droit de dormir dans un lit quand tous ces pauvres petits n'en ont pas ? » Il a continué toute la semaine, j'ai eu beau dire et beau faire. Mais maintenant il y est, dans son lit, madame Moissonnier, avec les rhumatismes. »

A ce moment-là, je me suis décidé à sortir de ma porte cochère. D'abord, il y avait assez longtemps que ça durait :

— Madame Choquet, ai-je fait, — et j'avais la voix un peu sourde, — vous direz à M. Choquet qu'il est un brave homme !

Je ne sais pas si elle a fait la commission, et j'ignore si elle me méprise toujours ; mais elle ne me le fait plus entendre. Et ne trouvez-vous pas, vous aussi, que M. Choquet est un brave homme ?...

PIERRE MILLE.



SOLDATS BLESSÉS

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

Octobre. — Quand j'ai passé à l'infirmérie, la petite bossue a fait deux pas au-devant de moi et elle a dit en me suppliant des yeux et de la voix où l'on sentait monter tout son amour :

— J'espère encore....

Involontairement j'ai regardé au-dessus du lit la feuille où la courbe marquait une température effrayante. L'homme reposait, comme assommé, ses pommettes lui-saient un peu. Que dire ? S'associer à cet espoir fou ? Et cependant, résister à l'imploration de ce regard.... D'ailleurs, pour qu'elle garde sa force, ne faut-il pas lui laisser l'espérance ? J'ai répondu à voix basse :

— Moi aussi... il faut toujours espérer.

Alors elle m'a pris les deux mains. Oh ! l'étreinte de ses petites mains glacées, le merci frémissant qu'elle m'a jeté !

Octobre. — Le sifflet. Le long coup de sifflet qu'appelle l'interne et la rejoint dans les salles les plus reculées du vaste hôpital. On court. Le portail s'est

¹ Pour la première partie, voir la livraison de janvier.

ouvert à deux battants devant le fourgon automobile qui s'arrête à l'angle de la cour.

Brancardiers et infirmières, nous entourons en silence l'énorme voiture fermée, attendant avec une sorte d'appréhension que la porte soit ouverte. Voilà. On aperçoit les quatre civières suspendues. Les brancardiers retirent la première, la déposent sur le sol. On voit sortir l'un après l'autre les corps étendus. Ils sont là, alignés, véritables loques humaines, dans les uniformes salis. Les souliers, au pied des brancards, apparaissent comme des choses inutiles, les gros souliers maculés qui ont trimé sur le champ de bataille, et bravement sont allés au-devant de la mort.

Seuls semblent encore vivants les visages immobiles, si tristes, qui nous regardent, empreints d'une patience désespérée. Le premier a une figure qui serait jeune si elle n'était aussi blême, aussi embroussaillée de barbe et de cheveux. Il a sa jambe allongée dans une gouttière, le pantalon coupé au-dessus du genou. Et dans le grand air de la cour, l'odeur de pourriture nous saisit.

Le suivant, rigide sous une couverture, a la tête inclinée vers l'épaule, le teint lie de vin, les yeux fermés, sa casquette posée à côté de lui.

Un autre a les joues cachées par un large bandeau maculé de sang. Le dernier, avec ses deux mains croisées sur la poitrine, sa tunique tachée de rouge, semble un mort qu'on emporte. C'est toute l'horreur du champ de bataille devenue soudain concrète et immédiate.

On les a transférés dans la chambre de bain. La mince silhouette noire de M^{me} de Veyrier se penche sur chacun d'eux ; elle pose des questions d'une voix caressante :

— Votre nom, mon petit, essayez de me dire votre

nom ; vous n'avez plus votre médaille... tâchez de me dire le nom de votre mère....

L'homme blême, à la barbe châtaine, répond d'une voix basse et douloureuse. Et tout à coup il parle, il raconte. Il vient de l'Argonne. Six heures sur le champ de bataille sans être pansé, sa jambe qui saignait... puis trois jours et trois nuits en chemin de fer... et l'on est si secoué dans ces wagons à bestiaux ! Ah ! l'effroi de ce voyage que l'on devine à travers ces paroles hachées. La souffrance de ces hommes, devenus, en vertu de nécessités inéluctables, de pauvres choses inertes, ballottées, qu'on enfourne dans les wagons, qu'on descend quand ils ne peuvent plus supporter leurs douleurs.

M^{me} de Veyrier achève d'écrire les noms sur son carnet. Nous sommes là, navrés et muets autour de ces quatre victimes. Dans le silence une voix s'élève. L'homme congestionné, à l'expression morne, murmure :

— Enfin, j'ai fait mon devoir... je n'ai rien à me reprocher.

Nous serrons les lèvres. L'admirable parole nous atteint comme une consolation déchirante. Le brigadier qui se tenait à côté de moi sort brusquement. J'ai entendu le sanglot qu'il ne pouvait plus réprimer.

On a apporté à la salle d'opération le nouveau venu à la jambe blessée. Lorsque fut ouvert le pansement, un pansement de charpie, le chirurgien se pencha, examina longuement, les sourcils froncés. Il dit enfin, d'une voix très douce :

— Votre jambe est bien malade, mon ami, on ne peut pas la guérir.

Le soldat comprit aussitôt et il s'écria :

— O monsieur le docteur, essayez de me la guérir ! ne la coupez pas....

Keller lui a demandé :

— Quel est votre métier ?

Il répondit :

— J'étais facteur à Castillon.

— On vous trouvera une place dans les postes, mon ami.

Mais il continuait de protester. Alors Keller a demandé :

— Etes-vous marié ?

— Oui, monsieur le docteur, j'ai un petit garçon....

— Eh bien ! c'est pour lui, c'est pour votre femme qu'il faut consentir ; pour sauver votre vie, pensez à eux.

Alors il a cessé de supplier. Les yeux fermés, il se recueillit. Le docteur, l'interne, les infirmières se taisaient autour de lui. Il y eut un religieux silence. Enfin il prononça :

— Si je meurs, vous leur direz que je suis mort bien courageusement, et maintenant endormez-moi vite !

On l'a amputé au milieu de la cuisse.

Octobre. — La directrice, en arrivant ce matin, est allée voir le facteur. Elle ne savait pas ce qui s'était passé. Elle lui demanda :

— Avez-vous eu une bonne nuit, Fréteval ?

Il répondit :

— Pas trop, madame, on m'a amputé hier au soir.

Il vit son mouvement de surprise navrée. Il éprouva le besoin de la consoler.

— Oh ! madame, dit-il, ma jambe était toute brisée.

Et c'était comme s'il lui avait dit :

— Ne vous tourmentez pas, ce n'est pas la peine... puisqu'on ne pouvait faire autrement....

Octobre. — C'est une joie que de voir les plaies qui commencent à guérir : les tissus profonds se reforment, repoussent le drain que l'on raccourcit peu à peu. Et la longue cicatrice rouge zèbre la chair redevenue saine. Rien n'est beau comme cette restauration d'un membre, d'une poitrine, d'un dos. Oui, une joie comparable à la plus belle joie d'art....

Octobre. — Matinée très chargée à la salle des pansements. Bras percés, jambes en compote, pieds traversés, gonflés, complètement informes.

On apporte un garçon tout jeune, brun, au nez aquilin, un visage d'Arabe sous le turban de linge. Il y a trois jours, comme il donnait des symptômes de méningite, on a agrandi sa trépanation. Il semble à demi endormi, tout à fait inconscient. Nous coupons la chemise pour ne pas remuer la pauvre tête trouée. Je regarde ces yeux mi-clos et sans regard, ces lèvres rouges un peu tuméfiées, plus gonflées d'un côté. Il n'est pas très pâle, à cause de son teint brun. Keller est entré. Il a considéré sans rien dire le visage inerte.

— Tire ta langue, mon garçon.

Varraud ne répond pas. L'interne l'appelle par son nom. Rien ne peut le tirer de sa stupeur. On lui ouvre un œil et l'œil roule dans l'orbite. Oh l'affreux spectacle que cet œil grand ouvert qui ne regarde pas !

Keller examine la blessure. L'interne lave à l'eau oxygénée, change les ouates, refait le pansement. Nous avons l'impression de l'inutilité absolue de tout cela. Un chagrin muet se lit sur les traits de Keller.

Je regardais ce corps si jeune, étendu. Et la table d'opération m'apparut tout à coup comme un autel : c'est bien l'holocauste vivant, l'homme qui s'est donné et dont l'offrande est acceptée et, jusqu'au bout, consommée. On ne peut rien donner au delà de sa vie.... Il me semblait voir, au-dessus du petit soldat, la croix dressée, la silhouette du crucifié.

Il y a un instant de silence absolu.

Puis on apporte une chemise, on la lui met. On le replace sur le brancard.

— Où faut-il le ramener, demande Ducret, dans sa chambre ?

— Non. Descendez-le.

Ce mot tomba comme l'arrêt de mort. Les brancardiers échangèrent un regard. On emporta le joli gars à la figure d'Arabe qu'on avait failli sauver.

Ses parents étaient venus le voir après sa trépanation. De braves gens du Limousin, une petite femme en bonnet noir, lui en blouse, et bien propres et nets, et si anxieux, si heureux lorsqu'ils ont entendu les paroles rassurantes....

A la porte de Jaquinot je me suis arrêtée. Il avait la visite de son ancienne infirmière, celle qu'il aime tant, une douce femme, à la voix tendre et basse. Avec elle il consent à parler, se livre un peu, il a presque un sourire. Elle tricotait un bas à son chevet. Il lui a dit :

— Ma grand'mère m'en tricotait de tout pareils, elle ne m'a jamais laissé manquer de rien, ma grand'mère.

Et il se mit à parler de son moulin qui est près des bois. Il voudrait bien être dans ces bois. Il y a là une source, de l'eau si bonne et si fraîche.... Ah ! comme il voudrait boire de cette eau !

Et sa voix est toute changée. Son visage brun est détendu. Il ne demande plus à mourir. Comment a-t-elle fait, cette infirmière timide et silencieuse, pour émouvoir les fibres secrètes de ce cœur qui voulait se durcir, pour évoquer le bienfaisant souvenir de la grand-mère, du moulin, de la forêt, de la source ?

— Quand vous serez guéri, lui disait-elle, j'irai vous voir là-bas, et vous me montrerez vos bois et vous me donnerez de l'eau de votre source.

Jaquinot a tourné vers elle son visage qui, pour la première fois, riait.

Octobre. — Tandis que je montais préparer mes ouates, j'ai rencontré dans la galerie toute la famille de Maurisson déjà venue hier au soir et ce matin. Maurisson, le blessé qui est arrivé avant-hier après-midi, maculé de sang et de boue, les deux mains serrées sur sa poitrine. Il vient d'avoir une nouvelle hémorrhagie. Je regarde dans la salle par le carreau de la porte. On est en train de le panser. Je retiens ces femmes éplorées et les fais asseoir en recommandant le calme.

— Il est bien mal ? demande la mère, il est perdu, n'est-ce pas ?

J'essaie de l'encourager. Ce n'est pas facile.

— Ah ! dit-elle, nous l'avons trouvé plus mal ce matin.

— Surtout il faut être calme, ne pas l'effrayer....

Une des sœurs a apporté son bébé de trois mois que son frère a demandé. L'expression placide du nouveau-né contraste avec l'angoisse des trois visages autour de lui.

Il doit être un sensible et un tendre, ce Maurisson. Entre ses hémorrhagies terribles il a voulu voir ce tout

petit bébé afin que sa sœur puisse rattacher désormais le souvenir du frère mort à cette silhouette vivante.

Le docteur est sorti. Elles sont entrées.

Une heure après elles étaient encore là toutes les trois assises autour de Maurisson endormi.

A la fin de l'après-midi il y eut une alerte. Semeure, fracture compliquée de l'humérus, saignait. On l'apporta dans la salle d'opération souffrant atrocement. Keller ordonna de l'endormir. Alors, l'artère étant pincée, Keller ploya le bras et fit sortir le bout de l'humérus par l'énorme plaie. Il gratta le long de cet os, nettoya, retira des esquilles. Je l'entendis marmotter : « Comment se reconnaître dans cette bouillie ? » Lorsque tout fut fini, on emporta le malade avec son bras levé que Ducret soutenait. Semeure fut étendu dans son lit et son bras maintenu en l'air, attaché à une béquille soutenue par une longue planche.

Ce soir, à la salle 10. Jean Fioretti, épuisé parce qu'on venait de le panser, était blanc comme s'il ne lui restait plus une goutte de sang. Son infirmière lui donnait sa soupe cuillerée après cuillerée.

Des soies vertes adoucissaient la lumière des globes électriques. La chambrée était calme. Dans la pénombre, j'apercevais Semeure immobile, avec son pauvre bras crucifié tendu vers le plafond. J'éprouvais l'impression physique de cette nuit qui venait, redoutable aux malades, la nuit si longue quand elle est impuissante à dispenser l'oubli.... L'angoisse accrue dans le silence, les douleurs plus intolérables et les visions obsédantes s'obstinant au chevet des lits. Je pense à Maurisson dont la poitrine saigne toujours... rien ne peut arrêter le sang ; à Fréteval, l'amputé d'hier. En bas, Sauvage et Varraud agonisent.

Gaston Valois gémit et la petite bossue commence sa veillée funèbre. Peut-on s'imaginer toutes les douleurs obscures et sans nombre dont s'alourdit chacune des heures que nous vivons ? C'étaient ces douleurs que prédisait le glas qui, le soir du 1^{er} août, annonçait la guerre. C'étaient elles que pressentaient les femmes en larmes. Et la réalité se révèle plus effroyable encore. Je sens mon courage s'en aller de moi. Alors une supplication s'échappe de tout mon cœur navré : « Mon Dieu que toutes les prières de ces femmes, que leurs larmes obtiennent cette grâce : que ce soit leur image qui vienne ce soir au chevet de ces lits. En vertu d'un avertissement mystérieux, que celles-là mêmes qui ignorent encore soient présentes pour ces blessés qui les appellent. » Je me figure qu'elles entrent sans bruit, visibles à eux seuls.... La maman de Gaston Valois et la maman de Varraud.... Et la femme de Sauvage avec son nouveau-né... et la femme du facteur avec son petit Elie... et la grand'mère de Jaquinot. Elles s'assièront à la tête des lits, sans rien dire, jusqu'au matin. Ils les sentiront auprès d'eux, ils sentiront leurs mains sur leur front. Ils auront cette douceur d'avoir leur présence aimée. Et cette présence les distraira peut-être de leurs douleurs, écarterai les souvenirs d'épouvante et les perspectives de demain.

Octobre. — Chaque matin, en arrivant, je passe à l'infirmerie. Cette salle m'apparaît revêtue d'une sorte de grandeur poignante : c'est là que se consomme le sacrifice. Et ces hommes, dont la mort s'approche comme une délivrance, me semblent des héros plus pathétiques encore que ceux qui sont tombés d'un seul coup dans l'ivresse de la bataille. Jamais une plainte, jamais une parole de révolte.... Leur chair gémit, mais ces âmes

n'ont point de défaillance. Nous n'entendons pas une invective contre cette guerre qu'ils considèrent comme sacrée.

Sauvage, contracté sur l'oreiller, ouvre à demi les yeux et nous regarde comme pour implorer de l'aide. Il ne parle plus. Les glaires qu'il a dans la gorge l'étouffent. Avec des efforts terribles il tâche avec la langue de les faire passer entre les dents. Aucune force humaine ne peut plus lui desserrer les dents.... Et dans ses yeux il y a toujours comme une interrogation et comme une attente : cette dépêche qui n'est pas venue.

La petite bossue est à son poste, contemplant son mari. Les yeux dilatés, où la pupille envahit tout l'iris, remuent sans cesse. Ce tressaillement continu donne une expression d'angoisse à ce visage figé. La langue aussi s'agite dans la bouche entr'ouverte. Par instants, un halètement, un cri profond et sourd. La femme, d'une voix gaie, dit de menues choses puériles et caressantes :

— Marcel... Marcel... tu veux je te fasse ta petite toilette ? Dis ? Marcel... regarde-moi ! Tu vois bien... je suis là... près de toi.... Marcel....

Et parfois une sorte de sourire passe sur le visage immobile aux yeux vacillants.

La chétive figure de Gaston Valois semble se rétrécir chaque jour, la peau collée sur les os et toute grise. Les yeux enfoncés paraissent démesurés.

Hier, le prêtre est venu le confesser. Il a promis « d'être bien sage et de faire tout ce que ces dames diraient. »

M^{me} Daumier va de l'un à l'autre infatigablement. Souvent elle a les yeux pleins de larmes. Elle pense à son fils qui est mort... à son fils qui se bat. Elle dit : « Je soigne ceux-ci aussi bien que je peux. J'espère qu'on me soignera le mien comme cela. »

Je les rassemble dans ma pensée, ceux dont le sacrifice est achevé et ceux qui sont prêts à le recommencer; je les enveloppe du même amour reconnaissant, ces héros obscurs dont la gloire anonyme rejaillit sur toute leur race.

Octobre. — Varraud est mort cette nuit.

Le petit Valois est bien mal. Sa tête cherche sans cesse une place sur l'oreiller et ses lèvres ouvertes, desséchées, — il ne peut plus rien avaler, — laissent échapper de seconde en seconde un ah ! qui est tantôt une supplication et tantôt un cri. Son frère est debout près de lui. Tout à coup Gaston crie :

— Ah !... maman... ma maman....

Le frère se rapproche et l'étreint maladroitement. La figure mourante s'éclaire d'une joie qui fait mal : « Ah ! maman. » Il l'a vue... il jette les deux bras autour du cou de son frère, laisse aller sa tête contre les revers de l'habit. Aussitôt désillusionné, il le repousse :

— Ce n'est pas elle....

Il recommence à appeler :

— Ma maman !...

M^{me} Daumier me dit :

— Il y a des moments où je ne peux plus rester là.

Octobre. — Sur la table d'opération on a apporté un grand garçon pâle, au nez pincé. Il est de Dannemarie. Et tout à coup Keller, si froid, si maître de lui, si réservé d'habitude, s'est animé :

— Dannemarie ! vous êtes du même pays que moi, mon garçon ! Alsacien... engagé volontaire ? Oui.... Eh bien nous y rentrerons ensemble, en Alsace... Et avec nos pantalons rouges ! Et avec mes deux fils qui se battent aujourd'hui nous ferons un corps d'Alsaciens-Lorrains !

Il plaisantait pour cacher son émotion. Ses paupières avaient un peu rougi. Je devinai les larmes proches. L'ardent patriote apparut tout à coup sous le masque professionnel du maître. Sa voix avait une tendresse involontaire tandis qu'il interrogeait brièvement :

— Où avez-vous été blessé ? Dans l'Argonne ? Souffrez-vous si je palpe comme ceci ?

Déjà M^{lle} Olivier commençait l'anesthésie.

On mit le masque d'éther.

Le mollet était terriblement ouvert et infecté. Il y avait une fracture compliquée du tibia. Après l'intervention, l'Alsacien, à demi réveillé, roulait des yeux vagues. Il entendit un seul mot de la question habituelle posée par l'interne : « Comment vous appelez-vous ? » Alors il répéta vingt fois, d'une voix suppliante :

— Appelez... appelez !

L'interne put enfin l'interrompre.

— Vous êtes d'Alsace ?

Il retint le dernier mot et il reedit de sa voix forte et suppliante, avec son dur accent :

— Alsace... Alsace... Alsace !

Pendant qu'on lui passait sa chemise, qu'on l'étendait sur le brancard, il répétait toujours : Alsace... Alsace, de ce timbre déchirant, comme un appel singulièrement pathétique. Tandis qu'on l'emportait nous l'entendions encore. L'austère visage de Keller était bouleversé.

— Amenez le 6 du 15 ! cria l'interne.

C'était un méridional de Beaucaire, un homme fort, à barbe noire, dont le bras était ouvert et tuméfié. Avant qu'on l'endormît, il raconta qu'il était resté quatre jours et trois nuits sur le champ de bataille et qu'il buvait son urine dans son bidon où il jetait des comprimés de café.

Cet après-midi je l'ai revu, étendu dans son lit. Il était

mieux, les yeux vifs, l'air animé. Il voulut raconter ces terribles journées. Il était resté blessé dans un fossé, avec beaucoup d'autres. Les brancardiers ? Il en vit un qui relevait un blessé, lorsqu'un obus éclata. Pouf ! après il ne vit plus personne. Il y avait bien à cent cinquante mètres cinq blessés assis au revers du fossé. Les Allemands les prirent pour des tirailleurs et tirèrent sur eux. Ils tombèrent. Ces Allemands étaient des Bavares, qui ne les achevèrent pas. Lorsqu'ils approchaient, tous les blessés se mettaient à gémir en criant : « Blessés ! » Alors les Bavares passaient.

Il pouvait apercevoir des hommes étendus dans un champ à quelque distance, leurs pantalons rouges, par petits paquets, un ici, un là.... Il les voyait bouger. Les deux premières nuits ils crièrent : « Brancardier ! à boire ! brancardier ! » Mais la troisième nuit ils se turent. Et au matin il vit bien qu'ils ne bougeaient plus. Il avait soif... on voyait la Meuse débordée à quelque distance. Et cette vue augmentait sa soif. Enfin, le quatrième matin, il se dit : « Voilà, c'est le dernier jour... il faut essayer. » Il réussit à sortir du fossé, à se tenir debout, en s'appuyant sur un fusil. Il fit dix pas. Puis il tomba. La tête lui tournait, il avait le vertige. Quand ce fut passé, il se releva. Il fit encore dix pas. Puis il tomba de nouveau. Alors il attendit et il recommença. Il avançait tout de même. Il passa près d'une tranchée où il y avait une quantité de Français morts accumulés. Sans doute ils étaient arrivés là, compagnie après compagnie, pour s'abriter. Mais les Allemands tiraient. Il y avait bien deux cents cadavres. Alors lui se traîna près d'eux, chercha dans leurs bidons. Mais tous les bidons étaient vides.

Il parcourut ainsi 1500 mètres. Enfin il entendit des

voix qui venaient d'un petit bois. C'étaient des Français. On lui fit boire de l'alcool de menthe, on le conduisit au capitaine, qui dit : « Nous garderons cet homme avec nous. »

Après un silence, il ajouta :

— Ah ! je m'en souviendrai de ces quatre jours ! Et puis les jours avant... quand nous avons pris le village, j'ai vu une maison qui s'écroulait sur les hommes ; j'ai vu le commandant décapité par un obus, il est demeuré debout un instant ; il ne lui restait plus que le menton.

Son voisin de lit s'est soulevé sur son coude pour mieux écouter. C'est un Parisien à l'air vif et intelligent. Il raconte à son tour. Il a les deux mollets ouverts. Il avait de la paille dans ses blessures.

Quand j'ai traversé l'infirmierie toute sombre, une petite ombre s'est levée, s'approcha, une voix chuchota :

— Madame, il dort, il est plus calme ce soir. Sa mère va arriver. Mon Dieu, j'aurais tant voulu lui épargner ça !

Elle retourne s'asseoir dans le fauteuil où elle demeure nuit après nuit sans dormir, contemplant le profil immobile, sous le turban de linge.

Octobre. — Dans la loge du concierge, le père de Varraud et son frère attendent la directrice, deux pay-sans vêtus de leurs beaux habits du dimanche. Le père dit :

— Ah ! madame, quelle surprise cette dépêche, nous qui croyions qu'il allait bien.

Et il explique à demi-voix :

— Nous l'avions cru perdu... On avait eu bien du chagrin.... Et puis, après l'opération, quand nous sommes venus, on nous a dit qu'il allait bien.... Nous étions

repartis si heureux.... Et puis, maintenant.... Ah madame ! c'est comme s'il était mort plusieurs fois....

Sa voix tremble, il refoule ses larmes. Et il se tait. Il a donné son fils. Plus une parole ne sera prononcée.

Marcel est mort vers dix heures du soir, une demi-heure avant l'arrivée de sa mère ; elle a emmené la petite bossue.

Je l'ai rencontrée dans le couloir. Elle n'avait plus son regard anxieux qui implorait un mot d'espérance, elle avait un masque morne, semblant ne plus jamais pouvoir sourire. Elle m'a embrassée.

— Vous l'avez si bien soigné ! murmura-t-elle.

Moi qui n'ai rien fait pour lui !...

Mais sa reconnaissance allait à travers moi à toutes les infirmières dont elle a vu, heure après heure, le dévouement. Je lui ai parlé de sa petite fille. Elle m'a interrompue :

— Ah ! madame, il faut qu'on me laisse le ramener à Paris. Sinon je viendrai m'établir ici... je ne peux pas le laisser comme ça tout seul.

Et je sens bien à son accent qu'il est pour elle, qu'il sera désormais plus vivant que tous ceux qui l'entourent.

L'enterrement de Varraud cet après-midi.

Dans la deuxième cour le corbillard était là, avec une couronne de perles et des fleurs. On avait cueilli dans le jardin des chrysanthèmes et des dahlias. Autour de la directrice les infirmières se pressaient, en arrière se tenaient les blessés convalescents. Devant le piquet de soldats immobiles, on retira du dépôt mortuaire la bière en chêne clair et l'on déploya sur elle le drapeau rouge blanc bleu qui l'enveloppa toute.

Alors dans l'allée ombragée de tilleuls roux qui conduit à la chapelle, nous l'avons suivi deux à deux, comme des sœurs blanches. Le prêtre conduisait le cortège. Les arbres dorés, à travers leurs branches étendues, laissaient pleuvoir le soleil qui faisait chanter les trois couleurs sur le cercueil. Nous avions peine à retenir nos larmes. Mais nous pensions qu'il s'en allait dans une apothéose, le petit soldat enveloppé du drapeau de la France, honneur suprême qu'il faut payer du prix de sa vie.

Le cercueil, ayant été béni, repassa devant les soldats, qui présentèrent les armes. Puis nous l'avons regardé s'éloigner entre les camarades qui tenaient leurs fusils, le canon baissé.

Octobre. — Jean Fioretti, dites-moi donc, pourquoi vous êtes-vous engagé quand vous n'aviez que dix-huit ans ?

Il répond avec son sourire :

— Parce que je voulais suivre mon frère, le voir s'il était blessé ou mourir avec lui....

Mais quand il arriva sur le front, son frère était déjà blessé et il ne le vit pas.

Pendant un mois il se battit avant de tomber à Gerbéviller.

La tête un peu soulevée sur l'oreiller, un bel oreiller orné de broderies, il parle d'une voix douce, un peu basse. Ses yeux bleus brillent.

Dans le pays, tout ravagé, personne ne pouvait leur donner de nourriture. On leur faisait payer le litre de vin cinq francs. Une fois ils restèrent quatre jours sans manger. Ils cherchaient, à plusieurs kilomètres, des betteraves dans les champs, des pommes de terre qu'ils dévoraient crues. Ils buvaient l'eau des ruisseaux où flottaient des cadavres.

— Ah ! je m'en suis vu... soupire Jean avec un mélancolique sourire. Au lieu qu'à la maison....

Il devait être l'enfant gâté de sa mère, ce petit-là.

Lorsqu'il fut blessé, il était dans une tranchée. On se battait. Un obus arriva qui lui arracha son sac. Son sac, il ne l'a plus revu. Il avait les mains et les coudes enfoncés dans la terre. Et ses camarades, près de lui, furent à demi enterrés. Il avait toujours cru que c'était l'obus qui l'avait blessé. Mais quand on l'opéra, on vit que c'était une balle arrivée en même temps. Il ne s'en aperçut pas. Il saignait. Alors il prit sa courroie et attachâ sa jambe en serrant très fort, jusqu'à ce que le sang diminuât. Puis il dit à son camarade :

— Charge-moi mon fusil, je veux tirer encore.

Les autres lui disaient :

— Allons, tiens-toi tranquille à présent !

Alors il s'était fâché :

— Vous ne faites pas votre devoir si vous ne chargez pas mon fusil !

Sa voix basse s'exaltait peu à peu :

— Alors ils l'ont chargé. Je demandais : « Est-ce que mon fusil est bien placé comme cela ? » Parce que je ne pouvais pas voir. Ils ont dit : « Il est un peu trop haut. » Alors je l'ai baissé. Ils ont dit : « Là... tu peux tirer. » Et j'ai tiré quatre coups encore.... Il me semblait que tous les coups portaient.

Le doux visage enfantin sembla soudain se durcir. Les yeux bleus devinrent presque féroces. Il revivait cette heure.

— Après, le cinquième coup, je voulais me le tirer, les camarades m'ont empêché. Alors les camarades ont été bien gentils.... Si je les revoyais ! Ils m'ont fait asseoir sur deux fusils, ils m'ont emporté sous les obus et les

balles... six kilomètres sous les obus et les balles.... Au commencement, ma jambe malade traînait par terre. Je souffrais tant que je leur criais que je voulais mourir. Dans un petit bois ils m'ont posé, ils m'ont bandé avec leurs pansements de poche et puis ils m'ont laissé....

— Pourquoi ne sont-ils pas restés ?

— Il fallait bien qu'ils retournent au feu. Qu'est-ce que les officiers auraient dit s'ils les avaient trouvés là ? Enfin, les brancardiers sont venus, ils m'ont mis dans une voiture, mais la route était défoncée par les obus et les cahots me faisaient rouler d'un bout de la voiture à l'autre avec ma jambe... je criais. Un brancardier descendit et me dit : « Vous n'avez pas plus de courage ? » Je lui dis : « Vous n'avez pas vu l'état où je suis. » Alors il regarda ma jambe où il y avait un gros trou, gros comme ça, et il me dit : « Je vous demande pardon. » Alors il me descendit de la voiture. On me mit sur un brancard. Et les pauvres gens se sont « appuyés » douze kilomètres en me portant sur leurs épaules. Vous savez, c'est lourd ! Je les faisais marcher lentement. Je comptais : Un... deux.... Quand nous sommes arrivés au poste de secours on regarda mon pansement. Le médecin dit qu'il allait bien et le laissa.... Il y en avait tant d'autres ! On me mit dans un train, sur de la paille... et voilà....

Puis il me raconta que son père est venu il y a deux jours. Quand sa mère est rentrée à la maison après l'avoir vu à l'hôpital, elle n'osait pas dire.... Elle s'était évanouie. Le père l'avait cru mort.

— C'est triste pour eux, ajouta-t-il simplement. Moi... j'ai bien pris mon parti. Seulement je n'aime pas les pansements, ils font si mal !

Ce soir, précisément, on l'a porté au pansement. Il souriait. Avec sa tête délicate, blanche sur l'oreiller brodé,

il a l'air d'un petit prince malade. Lorsque l'interne a commencé à défaire les bandes de toile enveloppant le moignon, il est devenu plus blanc encore. Je regardais la longue jambe fine, ce souple corps d'adolescent évoquant une statue grecque, si affreusement mutilé.... Il fallut enlever de la plaie, l'une après l'autre, les compresses de gaze. Il gémissait, puis se mit à pleurer. Le petit héros n'était plus qu'un pauvre enfant souffrant horriblement. Ducret soutenait le moignon. Nous tâchions tous de l'encourager :

— Voilà, mon petit, c'est bientôt fini.

L'interne déclara :

— Ta plaie est très jolie. Elle bourgeonne déjà.

Mais lui, tandis qu'on l'arrosait de permanganate, interrogeait avec désespoir :

— Est-ce qu'on me fera souffrir longtemps comme ça ?

— Ecoute, mon vieux, dit tout à coup Ducret, j'ai une surprise pour toi. Je voulais te la faire dans un mois, quand tu seras guéri, mais si tu es bien sage, je te dirai avant....

Lui, tout de suite s'intéressa :

— Qu'est-ce que c'est ? Ducret, dis-moi ce que c'est !

Et le brave Ducret faisait durer la surprise, se débattait :

— Ah ! tu verras... tu verras....

Il avoua enfin :

— C'est quelque chose que j'ai gardé pour toi.

— Ma balle ? demanda-t-il avec élan.

— Mais non... tu sais bien... ta balle, on ne l'a pas retrouvée.

Je devinais et je tremblais, croyant que le petit allait éclater en sanglots, lorsque Ducret déclara enfin mystérieusement et d'un ton de triomphe :

— Tu sais, la rondelle de ton tibia, quand on te l'a recoupé, eh bien, je te l'ai gardée.

Une joie illumina le pauvre visage contracté. Les yeux brillèrent.

— C'est bien vrai ? Tu me l'as gardée ! Oh ! comme ça me fait plaisir !

Penchés sur la plaie que l'interne achevait d'irriguer, nous échangeâmes un regard effaré.

— Ducret, tu me la donneras, dis, tout de suite ?

Et quand le moignon fut pansé, Ducret sortit de sa poche une rondelle d'os bien nette et brillante qu'il enveloppa soigneusement de gaze et la remit au petit qui s'en saisit et la garda dans sa main comme une chose précieuse.

— Je l'ai fait bouillir trois heures, expliquait Ducret, et je l'ai lavée dans l'alcool. Il te faudra la mettre dans l'alcool de temps en temps.

Au moment où l'enfant recouvert était emporté sur le brancard roulant, je l'entendis qui disait à Ducret :

— Je te remercie. Tu m'as fait un bien grand plaisir !

Quand il fut sorti, je demandai à Ducret :

— Mais au nom du ciel, Ducret, comment avez-vous pensé à cela ?

Il leva son honnête figure souriante et répondit simplement :

— Si c'était moi, j'aurais tenu à l'avoir. Alors je l'ai cherchée dans le seau....

Et il désignait du regard le seau plein d'ouate purulente et de gaze ensanglantée.

Octobre. — Ce soir, au pansement, on amena un soldat qui venait d'arriver, trépané avant le voyage. Il a un bras qui n'accuse plus aucune sensation et qu'il

ne peut mouvoir. Il répondait toujours quand Keller lui disait d'essayer un mouvement :

— Mais je ne peux pas, monsieur le docteur.

On lui a fait le bonnet de la tête. Il était là, assis sur la table, le torse nu. Et tout à coup, il dit d'une voix basse et convaincue qui avait une vibration singulière :

— Mais vous savez, monsieur le docteur, ce n'est pas joli... la guerre... ah non !

Le mot du pauvre petit Valois.

— Et ceux qui ne l'ont pas vue ne peuvent pas se figurer, ils ne peuvent pas....

Ces paroles étaient coupées de silences qui les rendaient plus impressionnantes. Devant ses yeux repassaient les images de là-bas.

— Et puis... les Allemands... ils ne reculent pas.... Ils essaient de prendre l'offensive, au contraire. Le jour où j'ai été blessé, dans la tranchée, ils ont bien essayé....

Nous l'écoutions, muets autour de lui.

On a ramené le petit Alsacien. Il avait sa figure pâle et répondait par monosyllabes. Nous avons dit :

— C'est notre petit Alsacien.

— Ah ! dit-il, sans sourire, pauvre Alsace !

Lorsque l'interne retira les gazes serrées dans la plaie, il hurla. Le docteur le rassurait, essayait en vain de le calmer. Je l'entendis murmurer :

— Ah ! ces nerveux....

On le pansa. Lorsque me baissant je voulus enlever la cuvette, j'aperçus un jet de sang qui ne cessait de sourdre à travers les bandes empourprés.

— Monsieur, monsieur... le sang.

Le chirurgien se pencha, demanda la bande d'Esmarch.

Et comme le petit hurlait toujours et se débattait, il ordonna :

— Donnez-lui un peu d'éther.

Il y eut une minute angoissante. Ducret tenait la jambe blessée. Le docteur enfonçait les tampons de gaze dans le trou qu'on avait découvert. J'avais à peine le temps de les poser dans sa main trempée et rouge ; les gouttes pressées inondaient les coussins, la cuvette. L'interne serrait la bande de caoutchouc autour de la cuisse, tandis que Keller donnait de brèves indications :

— Plus fort. Serrez... Prenez la plus longue.

L'interne s'énervait.

— Vous n'êtes pas assez forte, mademoiselle, dit tranquillement Ducret qui remit la jambe au docteur et comprima la cuisse d'une main vigoureuse.

Pendant qu'on préparait le masque, le petit, ayant aperçu le sang, s'évanouit à moitié.

Enfin, l'hémorrhagie fut arrêtée.

Quand le patient se réveilla, il distribua des coups de poing autour de lui et, tout à coup, il nous jeta le mot de Cambronne.

— C'est du bon français, dit doucement Keller.

Et il ajouta, comme s'excusant :

— Il n'est pas commode, mon compatriote....

Au même instant une infirmière essoufflée pénétra dans la salle :

— Monsieur le docteur, l'hémorrhagie de ce matin, le 2 du 8, elle recommence !

— Eh bien, répondit Keller, nous allons amputer immédiatement.

On l'avait apporté ce matin sur la table d'opérations, le 2 du 8, avec son pansement tout rougi : un garçon blême, amaigri, un paysan qui ne sait pas lire. On l'endormit. Le chirurgien avait déclaré que la tête du fémur était nécrosée. Il avait ajouté :

— Préparez-le cette après-midi à l'amputation éventuelle de sa jambe... je ne puis la faire tout de suite : il dort.

On l'apporta de nouveau. Je me demandais en regardant sa figure jaunie, son corps épuisé :

— Pourra-t-il faire les frais ?

M^{me} Andéol disposait les instruments. Puis tous se rapprochèrent de la table.

Octobre. — Au pansement, on amène un homme roide, blond avec des yeux bleus, blessé à l'épaule, qui est arrivé ce matin. J'ai beaucoup de peine à le déshabiller. Nous coupons ses sous-vêtements pour lui épargner des souffrances. Il dit à demi-voix :

— Ah ! c'est horrible là-bas....

Il s'interrompt, nous cherchions à lui retirer son tricot, et il ajoute :

— Quand un obus tombe dans une section, on voit voler les bras et les jambes... alors on devient comme des fous... on ferait n'importe quoi !

Il a été pansé sur le champ de bataille par un camarade. Puis il a fait plusieurs kilomètres à pied.

Quand il n'eut plus que sa chemise, il me dit l'air confus et désolé :

— Vous m'excuserez, madame, mais je ne me suis pas lavé depuis vingt et un jours.

Et il avait le ton d'un homme qui va dîner en ville et s'excuse de n'avoir pas eu le temps de passer son frac.

Octobre. — Le facteur de Castillon m'a dit ce matin :

— Je me sens bien faible.... Mon petit Elie et ma femme, qui est si gentille, est-ce que je les reverrai ? Hier, j'étais tout content, mais aujourd'hui, je me sens si faible....

Il était heureux hier parce que la femme du directeur

des postes, qui est occupée aux cuisines, est montée le voir et lui a promis qu'il aurait une place dans les bureaux.

Notre directrice lui a fait une visite ; elle cherchait à l'encourager :

— Vous avez subi une grande épreuve, mon brave Fréteval. Mais vous avez cette consolation d'avoir fait votre devoir....

Il a répondu :

— Eh bien oui... j'ai fait mon devoir.... J'aurais pu me cacher si j'avais voulu. Et ce qui m'est arrivé aurait été évité peut-être... mais je ne l'ai pas voulu. J'ai marché en avant, sur la première ligne.

Qui leur a donné cette délicatesse, cette douceur en face de la mort, cette résignation ? O vertu merveilleuse de la souffrance qui réveille toutes les puissances latentes de l'âme, et suscite des beautés qu'une vie ordinaire et heureuse aurait sans doute laissées endormies.... ! Fréteval, Sauvage, Fioretti, Valois, tant d'autres encore, des morts et des survivants, j'emporte votre souvenir désormais. Et plus tard, quand l'égoïsme reviendra, aux heures mauvaises où nous douterons encore de la noblesse humaine, vos figures se lèveront dans mon cœur pour ranimer la confiance.

Octobre. — Le petit Valois a été délivré cette nuit.

Nouvelle arrivée de blessés le matin. Les deux plus gravement atteints ont été portés immédiatement à la salle d'opérations. L'un d'eux replie sur sa poitrine son avant-bras d'une couleur brun foncé, la couleur des feuilles mortes à la fin de l'automne. Il dit d'une voix faible qu'il a voyagé pendant trois jours. Ses pieds sont couverts d'une couche épaisse de crasse, on dirait de la

cire noire qui adhère. Il est resté vingt jours sans ôter ses souliers. Son pansement à l'épaule exhale violemment l'odeur bien connue.

On met une serviette sur le front de l'homme afin de l'empêcher de voir. La plaie est hideuse, noire, des lambeaux de chair en décomposition. L'épaule est gonflée et brune. Keller l'examine longuement sans rien dire. Nous sommes suffoqués par l'odeur. Alors Keller tourne autour de la table et vient se placer devant lui, visage contre visage. Il parle d'une voix calme et basse :

— Mon petit, il est bien malade ton bras, bien malade....

Il y a un silence. Nous avons compris.

Le grand chirurgien poursuit très doucement :

— Je ne crois pas qu'il soit possible de le guérir. Nous allons être obligés de l'enlever.

L'homme a une expression d'angoisse dans ses yeux noirs, il proteste :

— Oh non, monsieur le docteur, il ne faudrait pas me le couper !

— Mais, mon ami, il est déjà mort, il est complètement froid. Tu ne peux pas garder ça.

Le soldat supplie :

— Oh non, non, il faut le guérir, monsieur le docteur. Patiemment, doucement, Keller répond :

— Mais, mon ami, tu ne voudrais pas aller dans l'autre monde ? Eh bien tu y serais avant deux jours, si on te laissait ton bras.

L'homme a un dernier argument :

— Alors comment est-ce que je gagnerai ma vie ?

— Quel est ton métier ? Mouleur ? Eh bien sois tranquille, on te casera bien quelque part ; on ne te laissera pas comme ça. Nous allons te donner cinq minutes

pour réfléchir. Et puis tu te décideras. C'est nécessaire pour sauver ta vie.

Je suis restée seule avec lui. Je regardais cette figure immobile, et me représentais ce que devaient être ces minutes de réflexion. Il ne dit pas un mot. Je n'osais pas lui parler. Seulement, pour distraire un peu sa pensée, pour qu'il ne se sentît pas absolument seul dans ces minutes affreuses, j'ai pris de l'eau de Cologne et je lui ai lavé ses pauvres pieds durs.

Puis j'ai dû rejoindre les autres dans la salle contiguë où la besogne pressait. Un sergent était étendu sur une table. Il avait au bras une plaie atroce. Il fallut une intervention. Ensuite on eut plusieurs pansements très difficiles. Les chirurgiens travaillaient chacun de son côté.

Un autre... un autre. Keller retira une balle sans endormir le patient qui demeurait assis sur sa chaise et qui supportait stoïquement. Pendant ce temps, un homme étendu et qu'on anesthésiait nous étourdissait de ses cris. Enfin, ce fut terminé.

Nous sommes retournés à la salle d'opérations, où le soldat demeurait immobile, les yeux grands ouverts. Nous savions maintenant pourquoi il fallut faire passer tous les autres avant lui....

On l'endormit, Keller lui désarticula le bras à l'épaule.

Au moment où le membre fut détaché, je m'efforçais de regarder, entre les coiffes de l'interne et de M^{lle} Olivier, un petit coin de ciel entre les arbres.

Keller murmurait en remuant ces lambeaux violâtres :
— C'est de la boucherie....

Octobre. — Le facteur est atteint du tétanos... il ne reverra pas son petit Elie.

Octobre. — Une limpide matinée de dimanche. Mais

il n'y a pas de dimanche à l'hôpital. On apporta sur la table un homme qui hurlait si l'on touchait son bras. Il suppliait :

— Endormez-moi, mais endormez-moi donc !

Keller examina minutieusement la plaie, l'enflure qui se propageait sous l'aisselle, la peau brunie, qui crépitait sous son doigt. Il ordonna les injections d'oxygène. Le patient était si énervé qu'on l'endormit, mais il ne perdit pas conscience. Il répétait, la voix pâteuse :

— Qu'est-ce que vous me faites-là ?

Et, entendant le sifflement du gaz :

— On dirait de l'air qui s'échappe.

— Tu n'as pas tort, mon garçon, dit tranquillement le docteur.

— Ah ! encore, vous recommencez, vous vous acharnez !

Enfin on put le panser, mettre, au prix de quelles souffrances, le membre dans la gouttière. Quand il fut emporté, Keller dit à l'interne :

— C'est un cas identique à celui de hier, du bras désarticulé. Il faut l'isoler et désinfecter sa chambre.

Gangrène gazeuse.

L'après-midi du dimanche, c'est une impression de détente de se promener un peu dans les jardins. Les soldats se chauffent au soleil. Ils ont leur bras en écharpe, ou leur tête bandée, leur visage encore bien creusé. Mais ils sourient. Ils se reprennent à la douceur de respirer, de souffrir moins. Quelques-uns ont leur femme, leur enfant. Ils sont assis dans les bosquets en groupes familiaux. Des couples s'isolent et se regardent en souriant. On a la sensation d'un peu de bonheur qui revient.

Ah ! comme il fait bon aujourd'hui dans ce jardin ! Quelle douceur exceptionnelle répandue autour de nous et sur tous les visages, les visages de ceux qui, ayant souffert, ont appris à vivre les joies minimales éparses le long des heures ! Le souvenir de leurs douleurs s'éloigne déjà, se diminue et s'amortit. Ils ont de nouveau ce regard animé, cette aspiration profonde et joyeuse.

Avec la directrice nous allons de l'un à l'autre. Elle distribue des cigarettes et des paroles gaies. Ils remercient avec élan :

— Ne m'en donnez pas autant, madame, il ne vous en restera pas assez pour les autres....

L'un d'eux, un réserviste, a auprès de lui sa femme et sa petite fille de deux ans. Les soldats se disputent les sourires de l'enfant. C'est à qui la prendra sur ses genoux. Le père et la mère la contemplent. Et toujours leurs regards se croisent sur ce petit front. Lui surtout ne la quitte pas des yeux. Après ce qu'il a enduré, il l'aime davantage, sa fillette, d'un amour différent, plus grave. Il semble qu'elle lui soit de nouveau donnée. Il la découvre avec ravissement. Il n'aurait jamais cru que c'était si beau et si doux une toute petite qui vous embrasse. La femme, sans parler, le regarde, lui. Ah ! comme ils sont pareils tous ces regards de femmes qui s'attachent à leurs hommes convalescents, un regard où il y a de l'anxiété, de la pitié, une joie trop profonde pour s'exprimer en paroles, et comme une sorte de triomphe secret, le triomphe de leur espoir persévérant, l'exaucement de leurs prières. Dans leur amour il y aura désormais le souvenir de toutes ces angoisses et le rappel de cette heure. Un amour qui ne se laissera plus troubler par les petites contingences de l'heure : quelque chose d'éternel est survenu entre eux, — la joie des sœurs de

Lazare ressuscité. L'épreuve a fait de tous ces amours quelconques un amour agrandi, reconnaissant et presque religieux....

Nous nous sommes arrêtées. Nous admirons l'enfant. Et le soldat, souriant, l'attire dans ses bras, veut absolument qu'elle dise : « Bonjour madame. » Mais la petite, intimidée, se renverse sur son épaule. Alors il la repose à terre. Et nous causons. Lui aussi nous dit, comme tant d'autres :

— Les balles... le premier jour, cela vous fait un effet.... Après on n'y fait plus même attention.

Il poursuit, sans cesser de jouer avec sa petite fille, la voix tout à coup émue :

— Quand on nous a menés sur le front, et que nous avons retrouvé tous ces jeunes de l'active, cela m'a fait peine de les voir si maigres.... Pourtant, ils vont toujours....

Ah ! oui, ils vont toujours, vaillants, résolus, sûrs de la victoire, conscients de leur tâche magnifique. Et ils supportent tout, ces choses « qu'on ne peut pas s'imaginer. »

Cette parole que nous entendons si souvent revient sur ses lèvres :

— Ah ! vous ne voyez pas tous ceux qui restent là-bas... vous ne voyez pas le plus terrible.

Nous nous sommes assises sur un banc écarté. Nous regardions le doux soleil oblique, le précieux soleil d'octobre et les hauts dahlias qui fleurissaient généreusement. Nous regardions, au détour des allées, la promenade lente des uniformes bleus, le vif éclair des pantalons rouges. Nous nous taisions.

Je pensais : « La coupe de douleur n'est-elle pas assez pleine ? Ces hommes qui supportent des fatigues sur-

humaines dans la tourmente des balles, condamnés, lorsqu'ils sont blessés, à d'inimaginables douleurs, et qui grandissent, se révèlent des héros, ayant tout sacrifié d'eux-mêmes.... Et ils demeurent confiants dans la victoire finale. Ils sont tous convaincus qu'on ne pouvait faire autrement.... Mais cette victoire du bon droit et de la justice, de quel prix sera-t-elle payée ?

» Tout ce sang, toutes ces larmes, ces souffrances stoïquement supportées, tout cet héroïsme, c'est l'héritage fécond que nous transmettrons à nos fils encore trop petits pour se battre. Ceux-là connaîtront la valeur de la vie et la valeur du bon droit.... »

Ils se souviendront. Et l'avenir ainsi racheté par l'effroyable calvaire ouvrira une ère nouvelle....

Mon Dieu, vous voulez nous enseigner peut-être que la justice est un trésor sans prix.... Nous qui voyons ce qu'elle coûte, nous saurons désormais quel crime de lèse-humanité est la plus petite injustice.... Même dans les circonstances ténues, nous ne pourrons plus être injustes. Nos chers petits soldats, jour après jour, à leur insu, nous apprennent ces choses, nous les enfoncent dans le cœur à jamais, nos chers petits soldats, tous ces héros obscurs que nous aimons chaque jour davantage, nos chers petits soldats....

C'est sur ces mots que s'achève le carnet.

Pour copie conforme :

NOËLLE ROGER.



SONNETS

Pourquoi ?

C'est un monstre sans nom vomi par les abîmes
Sur tes pauvres enfants qu'a déchaîné ta main,
O maître des destins ! Quels étaient donc les crimes
Qu'il fallait expier par tant de sang humain ?

Si Dieu nous avait dit quelle était notre offense,
Nous l'aurions écouté, nous aurions obéi,
Mais de la nue obscure entourant son silence
L'éclair de sa colère a tout d'un coup jailli.

Peut-être a-t-il voulu démasquer le visage
De l'orgueilleux savoir pareil au fauve en cage
Qui fond sur le dompteur, le terrasse et le mord ?

La science a trouvé le remède à la rage
Du chien, mais non de l'homme, et, dès lors, son ouvrage
N'est plus que de fourbir les armes de la mort.

La Croix-Rouge et la Suisse.

Nous savons maintenant, hélas ! ce qu'est la guerre,
Le monde entier le sait et recule d'horreur ;
Étaient-ils insensés ceux qui d'un cœur sincère
Dans le ciel obscurci cherchaient une lueur ?

Ils croyaient en la paix, la victoire suprême
Du Dieu de l'Evangile et de la charité ;
Ce Dieu que nous prions, n'est-ce pas un blasphème
De lui dire : « Je tue et par ta volonté ? »

Mais toi, privilégiée, ô Suisse, ma patrie,
Déployant sur tes monts ta bannière chérie,
C'est la paix que tu sers en défendant tes droits ;

Près de toi, de sa main que la guerre a meurtrie,
Elle tient ton drapeau dont la croix est rougie
Par le sang des blessés qui tarit sous ses doigts.

L. DE LA RIVE.



CHOSSES VUES ¹

LE JOURNAL DE BARSAC

I. LA FRANCE EN GUERRE

Ce qu'on pense à Paris.

5 septembre. — Quand je suis parti de Châteauneuf, les gens m'assuraient que je n'arriverais pas à Paris : à les entendre, la ville était déjà bloquée. Ne leur en déplaise, j'y suis parvenu le plus facilement du monde ; le train a même regagné en cours de route une partie du retard qu'il avait au départ.

Que dit-on, que fait-on à Paris ? se demande la province. Eh bien, Paris est extraordinairement calme et maître de lui, plus calme encore qu'à la veille de la mobilisation générale, et il ressemble étonnamment au Paris de tous les mois de septembre, un peu vide, un peu mort, à cette seule différence près que les étrangers font totalement défaut. Vraiment on ne se croirait jamais en état de guerre et sous la menace de l'ennemi.

Pourtant la lecture des journaux, ce matin, n'était guère rassurante : marche des Allemands sur Reims,

¹ Seconde partie. Pour la première partie, voir la livraison de décembre 1914.

avance de l'armée de von Kluck vers la Ferté-sous-Jouarre. Il semble que l'objectif de l'adversaire soit changé, et qu'après avoir pris la capitale pour point de mire il ait soudain hésité devant cette entreprise formidable. C'est bon signe. Et le mouvement tournant qui semble s'esquisser est trop gigantesque pour pouvoir réussir.

Cette fois le gouvernement dit toute la vérité. Et cela rend confiance. C'est la franchise de la force.

Il ne reste plus guère que le peuple, moins les hommes valides, le vrai peuple de Paris. Et ce peuple est admirable de sérénité, de foi patriotique et de bonne humeur. Le diapason est bien plus haut que dans les provinces de l'ouest. A qui demande si les Prussiens viendront dans la capitale, Gavroche rit au nez. Les femmes comme les hommes s'en remettent au gouvernement et aux chefs militaires :

— Laissez donc ! Les généraux en connaissent plus long que nous. Ils savent bien ce qu'ils font.... Ils les laissent avancer pour mieux les attirer.

— Je parie qu'on va les amener au camp de Châlons. On va leur en donner de la poudre à punaises !... On en a déjà tué ainsi 40 000 dans la forêt de Compiègne.

La « poudre à punaises », c'est le surnom populaire donné à la poudre Turpin, à laquelle toute la population croit avec la foi du charbonnier. En tramway, un de mes voisins que j'ai reconnu, à la précision de ses termes scientifiques, pour un docteur en médecine, m'a expliqué :

— Cette poudre, après l'explosion de l'obus, agit de deux façons : d'abord sur le cœur, en provoquant une endocardite foudroyante, et, à défaut, par asphyxie, car tout l'oxygène de l'air se trouve absorbé sur un rayon

de 800 mètres. C'est pour cette raison qu'il est impossible de l'employer dans le voisinage des lieux habités.

Un artilleur m'a donné d'autres détails :

— On ne peut pas s'en servir dans une proportion de plus de dix pour cent, car elle encrasse les canons et on craint des explosions ; mais on prépare en ce moment un dispositif qui permettra d'augmenter la proportion jusqu'à cent pour cent.

On raconte aussi les exploits des *Taubes*, ces jours derniers : il y a eu quelques morts près de la Bourse et rue des Vinaigriers. Evidemment on se garait quand on apercevait un aéroplane « boche », mais on se mettait à l'abri pour mieux le regarder : la curiosité parisienne est plus forte que tout. La population n'est nullement affolée pour cela, et on voit, d'après les récits, que les gens ont suivi très attentivement et avec sang-froid le vol des avions ennemis, car ils décrivent avec précision leur vol, leur allure, et les caractères qui les distinguent de nos appareils. Ceux-ci leur donnaient la chasse, et c'était alors un spectacle amusant, car le « Boche », pris de peur, se sauvait dare dare. Certains affirment que la vitesse des aéroplanes allemands est supérieure ; d'autres qu'elle est sensiblement égale.

J'ai vu à la barrière de Vincennes les travaux qui s'opèrent pour la mise en défense des fortifications : pavés enlevés, arbres abattus pour former des barricades. Devant l'octroi passent de nombreuses voitures de paysans, chars et charrettes garnis de meubles, de literie et d'effets, avec la famille par-dessus : ce sont les habitants de la zone extérieure des forts qu'on a fait évacuer. Cette mesure même n'a jeté aucune panique. J'ai parlé à une brave femme de Chelles, coiffée de la tradition-

nelle « marmotte » ; son mari, qui a vu 1870, a voulu rester à toute force, avec son fusil, « pour en descendre quelques-uns ; » elle paraît à peine émue.

Les Parisiens ont la plus grande confiance dans le général Galliéni, qui est déjà très populaire. Sa proclamation, martiale et concise, — d'un vrai soldat, — a produit la meilleure impression : « Ce devoir, je l'accomplirai jusqu'au bout. » On sent une volonté et un caractère.

Vu quelques rares amis, que l'âge ou les fonctions retiennent ici.

On parle beaucoup du général P..., gouverneur d'une grande ville du Nord, dont les journaux ont annoncé dernièrement, en termes voilés, un déplacement équivalant à une disgrâce. On me dit aujourd'hui qu'il avait gardé un ordre de service dans sa poche, 36 heures suivant les uns, 4 heures selon les autres ; certains disent qu'il avait abandonné la ville avec le préfet. Le peuple, comme les blessés de Châteaueux, est convaincu que le général a été fusillé ; certains ajoutent : dans les fossés de Vincennes.

On raconte aussi que le ministre de la guerre « débarqué » il y a une quinzaine déclarait dans les couloirs du Palais-Bourbon :

— Les Allemands viendront à Paris. Mais je m'en f... j'ai mon plan.

Et il prétendait diriger de son cabinet les opérations militaires, et imposer au général Joffre ses vues de stratégie en chambre.

Autre fait extraordinaire, invraisemblable, qui m'a été rapporté par deux personnes dignes de foi et bien informées : l'Allemagne, vers le milieu d'août, aurait offert à la France la paix avec un milliard et une portion

notable de la Lorraine annexée. Plusieurs ministres voulaient accepter ; la majorité du gouvernement fut d'avis de refuser : les dissidents partirent, et alors fut constitué le grand ministère. Je ne peux pas croire qu'un ennemi agresseur, au cours d'une offensive victorieuse, fasse de telles propositions à l'adversaire. Je puis encore moins admettre qu'un gouvernement n'ayant pas voulu la guerre n'ait pas examiné, d'accord avec ses alliés, des offres d'une telle nature. Si le fait était vrai, il ouvrirait le champ à toutes les hypothèses. Mais il ne peut pas être vrai.

Le départ précipité du gouvernement pour Bordeaux a produit, sur le moment, une impression fâcheuse, dont je trouve l'écho dans une chanson des rues composée pour la circonstance. A la réflexion, on a compris que la situation militaire avait pu exiger ce déplacement, et qu'un bon général vaut mieux qu'une douzaine de ministres pour défendre la capitale.

Journaux italiens.

Je me procure quelques journaux italiens. Ils sont réconfortants à lire, non certes par les nouvelles qu'ils donnent, mais par la sympathie qu'ils nous témoignent et qui va *crescendo* à mesure que les Allemands avancent et terrorisent les pays envahis. S'il est vrai qu'on reconnaît les vrais amis dans les jours d'épreuve, nous ne saurons jamais être trop reconnaissants aux Italiens des sentiments qu'ils manifestent en ce moment.

Les correspondants qui sont parmi nous, journalistes de race, doublés souvent de prestigieux écrivains, ont compris notre mentalité, ont pénétré l'âme française, et expriment nos pensées, notre attitude, nos espoirs, avec une vérité et une puissance d'assimilation que peuvent

seules expliquer la sympathie et l'étroite parenté des deux races. Un Barzini, un Campolongo, un Croci et tant d'autres sont aussi Parisiens que les boulevardiers. Rien ne leur échappe de la physionomie de la rue ou des sentiments populaires. Aux petits détails et aux menus incidents ils savent donner leur valeur. Une réplique de Gavroche, saisie au vol, en dit parfois plus long, sur l'état d'esprit, qu'une dissertation savante.

Oui, vraiment, ils ont raison de l'écrire, et nous sommes fiers de relever ce témoignage sous la plume d'étrangers : peuple extraordinaire et unique, celui qui garde son sang-froid au point de plaisanter encore sous la menace des canons ennemis, qui répond aux bombes par des jeux de mots — les *Taubes* sont déjà devenus les *taupes* — ou par des boutades comme celle de cette midinette entendant l'explosion d'un projectile :

— Cochon d'alboche, il fait tout sur nous !

Ils nous apprennent aussi ce qui se passe chez l'ennemi. Pour nous, derrière les baïonnettes allemandes, c'est le mystère et l'inconnu. Les journaux italiens ont des correspondants impartiaux en Allemagne (car l'Autriche n'a voulu supporter aucun témoin gênant). Il y a beaucoup à noter dans ces relations. Dans toute l'Allemagne règne un grand enthousiasme pour la guerre. Le nombre des volontaires aurait dépassé le million (?) Les trains déversent un flot formidable d'hommes vers la frontière de l'ouest. Aux soldats sont interdites toutes boissons alcooliques, même la bière, malgré leurs supplications, qui se manifestent par des inscriptions sur les wagons. Ces *graffiti* révèlent aussi que l'animosité est surtout dirigée contre la Russie, mais que le plus grand désir des soldats est d'aller à Paris pour voir le Moulin-

Rouge et pour danser le tango¹. Berlin a gardé son aspect normal, avec un peu plus d'animation à l'heure des nouvelles ; les airs patriotiques ont remplacé la musique gaie.

Détail qui laissera plus d'un lecteur sceptique : aux premiers prisonniers français entrés en Allemagne, les dames de la Croix-Rouge, dans la région rhénane, offrirent du chocolat et... des fleurs. Les autorités militaires et la presse protestèrent, et les infirmières durent renoncer à ces pratiques jugées trop hospitalières.

De Paris à Dijon.

6 septembre. — Départ pour la Suisse. Il faut retenir les places à l'avance. Hier, à la gare de Lyon, on conseillait de partir le soir même : on craignait l'arrêt des trains pour le lendemain. Quelle affluence ! Mais ce n'est plus la bousculade joyeuse et désinvolte des départs pour les villégiatures : c'est la foule calme et anxieuse des fugitifs et des évacués, qui attend avec patience dans les salles, qui s'ordonne en longues files mornes devant les guichets. Pas de cris, pas de discussions vives ni de querelles ; on s'excuse au contraire si on croit gêner son voisin : chacun semble un peu honteux de se trouver là et cherche à faire accepter sa présence.

Beaucoup de pauvres gens, tristes, qui n'ont pas eu le cœur de mettre les habits du dimanche ; des femmes, des enfants, surtout, qui traînent des baluchons, — provinciaux de Paris, pour la plupart, que les pouvoirs publics s'efforcent de rapatrier en grand nombre vers leurs pays d'origine. On a organisé, à cet effet, beaucoup de

¹ *La Germania a passo d'uomo*, par A. Morandotti (*Corriere della Sera*, 28 août 1914).

trains, qui sont formés dans les gares de marchandises : Bercy, Ivry, Batignolles. Aux personnes dénuées de ressources le parcours gratuit est accordé facilement, même dans les trains ordinaires, sur réquisition des maires de Paris ou de la banlieue. Il faut faciliter le départ des bouches inutiles, même si le siège n'a pas lieu. Mieux vaut prévoir le pire ; c'est le meilleur moyen de l'éviter.

Le train part à minuit, mais se forme à huit heures. Au bout d'un quart d'heure, il ne reste aucune place libre dans les compartiments. Comme le flot des voyageurs déferle toujours, et qu'il n'y a plus de wagons disponibles, on s'empile, et les derniers arrivés s'asseyent dans les couloirs sur leurs paquets ou se tiennent debout devant les portières. Aucune distinction de classes : on se case où l'on peut. Les employés, débordés, laissent les voyageurs s'arranger à leur guise. Le bruit court que ce train sera le dernier.

On s'arrête à toutes les stations, même de banlieue, Ralentissements, pannes. De Melun à Fontainebleau, le long de la voie, les détachements d'infanterie bivouaquent en éveil, et des batteries dressent, menaçante, la gueule des canons aux aguets. L'ennemi n'est pas loin ; on rapporte qu'il s'est avancé près de Provins. « Si vous entendez la fusillade, conseille quelqu'un, allongez-vous aussitôt par terre entre les banquettes. » Nous voyagons avec une famille d'Italiens ; les enfants, contents de voir tant de soldats, crient, à chaque instant : « Vivent les képis rouges ! »

Au petit jour, nous ne sommes encore qu'à Montreuil. Nous croisons un train de blessés, têtes bandées, bras en écharpe ; l'un d'eux a un œil crevé. Les voya-

geurs émus leur envoient des saluts avec des paroles d'encouragement. Un de nos petits Italiens pleure à chaudes larmes : « Je ne veux pas qu'on tue les Français ! »

Je cause avec le père, qui est « premier » dans une grande maison de confectons. Il y avait encore du travail, pour l'armée, et il ne manquait pas d'économies, mais il a préféré partir :

— Il peut y avoir le siège. Je n'ai pas voulu manger le pain des Français.

Il est convaincu que l'Italie prépare sa mobilisation générale et se dispose à marcher à nos côtés.

Arrivée à Dijon à une heure et demie de l'après-midi : pour quiconque a l'habitude de parcourir ce trajet en rapide, avec le seul arrêt de Laroche, ce voyage paraît interminable.

La correspondance pour Dôle est manquée : nous avons plus d'une heure de retard, et les trains, en ce moment, ne s'attendent pas. Il faut rester en gare jusqu'à six heures et demie.

La gare est gardée militairement, avec une sévérité extrême. Dès l'arrivée de chaque train, les quais sont déblayés, en vue de la venue possible de convois sanitaires. Devant le buffet, où nous sommes rentrés, un piquet de soldats monte la garde, baïonnette au canon. Il faut demander la permission pour aller aux water-closets, — comme à l'école. Mais la sentinelle n'est pas sans pitié : nez en trompette, képi sur l'oreille, jugulaire en bataille sur le menton, elle a même l'air de terriblement s'ennuyer.... Ce n'est pas le militaire astiqué et coquet du temps de paix ; c'est le soldat malodorant, sombre et dur de la guerre.

Conversations et réflexions.

Un commandant, le bras en écharpe, déjeune en face de moi, à côté d'un ami. Celui-ci m'apprend que l'officier s'est battu depuis quinze jours, avec sa blessure, sans vouloir se faire soigner. Hier seulement, comme sa plaie s'envenimait, on l'a renvoyé d'office à l'arrière vers un hôpital militaire.

Voilà un brave. Mais comme il est triste ! A ma demande, — si nous allons cette fois infliger une frottée à l'ennemi, — il répond découragé :

— Une frottée ? Il n'en est guère question. Depuis deux semaines nous avons battu honteusement en retraite, de la Belgique jusqu'à la Ferté-Gaucher, sans pouvoir arrêter les Allemands, sans même rien tenter pour cela. Nous n'avons rien de ce qu'il faut. Presque tous nos officiers sont tués.... Et pourtant, j'avais un beau bataillon !

Je lui parle de la poudre Turpin : il hausse les épaules sans répondre....

... D'autres nouvelles orales, qui semblent plus fraîches, sont plus réconfortantes : car les journaux sont vides et muets, plus encore ceux de province que ceux de Paris. Mais le bruit court avec insistance que la retraite est enfin arrêtée. Le général Pau aurait trouvé son champ de bataille près de Châlons : il aurait déclaré : « Cette fois, je les tiens. » Pau, le glorieux mutilé de 1870, est notre chef le plus populaire, surtout depuis qu'il a repris Mulhouse. On assure que la bataille fait rage dans la Marne, et que la rivière est rouge de sang. Suivant d'autres, les Allemands seraient coupés.

Dans la salle d'attente des troisièmes sont refoulés et s'entassent les voyageurs de toute classe, heureux d'être

à l'abri et de trouver des sièges. Un officier de cavalerie réclamait l'évacuation et voulait que tout le monde attendît dehors, sous la pluie, dans la cour ; mais les employés, craignant des incidents fâcheux, ont répondu en opposant la force d'inertie.

On éprouve les plus grandes difficultés à sortir de la gare et à y rentrer, même en exhibant billets et sauf-conduits. Il faut pourtant aller chercher du pain en ville, puisque le buffet ne veut pas en vendre. Un boulanger n'a pas honte de faire payer cinquante centimes une demi-livre de pain rassis.

Je rencontre une autre famille d'Italiens. Ceux-ci appartiennent à l'aristocratie.

— Toute l'Italie est frémissante, me confie le père, et les défaites françaises, qui nous navrent, n'ont fait qu'augmenter le désir général de se battre à vos côtés. Le gouvernement se sent peu à peu débordé par la pression de l'opinion publique. S'il garde encore la neutralité, c'est par point d'honneur : le roi estime que ce serait une félonie d'attaquer ses alliés sans un grief grave. Or, ce grief, l'Autriche évite de nous le fournir : si arrogante naguère à notre égard, elle se plie aujourd'hui à toutes les concessions. Mais le moment viendra, qui n'est pas loin, où il faudra marcher. En attendant, notre préparation militaire s'accélère, et des réservistes sont appelés tous les jours, par petits paquets.... La victoire des Alliés est sûre, mais je voudrais qu'elle fût réalisée par la France.

Deux réflexions me viennent. La première, c'est que personne ne songe qu'un chef d'Etat pourrait hésiter à entrer dans le conflit pour épargner le fléau de la guerre à son peuple. La seconde, c'est qu'ils étaient fous autant que criminels ceux qui ont failli nous brouiller avec

l'Italie à propos des futiles incidents du *Carthage* et du *Manouba*. Où en serions-nous, à l'heure actuelle, si nous avions été pris entre les deux branches d'un étau, par la frontière du nord et par celle des Alpes ?

Des groupes se forment ; on raconte des anecdotes de guerre. Celui-ci a été émerveillé par le flegme des Anglais :

— Pendant que l'un fait le coup de feu, son camarade, impassible sous les obus, prépare le thé et boit à petites gorgées, tout doucement ; puis ils changent de rôle. Ils se rasant tous les matins, qu'on se batte ou non. Ils sont bien habillés et ont de l'argent.

Celui-là parle des tirailleurs algériens :

— De rudes gaillards, et qui ne font pas quartier !

Et il raconte une histoire macabre qui fait passer un trisson de dégoût. Un interlocuteur la connaît déjà, mais la situe ailleurs, ce qui me permet de mettre en doute son authenticité.

En voici un qui aurait vu un train de soldats, tous blessés du bras gauche et escortés de gendarmes : ils s'étaient blessés eux-mêmes pour ne pas se battre ; c'étaient des Méridionaux. Ce dernier trait achève de me persuader qu'il s'agit encore d'un de ces racontars qui éclosent si nombreux, en temps de guerre, dans les cerveaux imaginatifs, — que tout le monde colporte et que chacun prétend avoir vus : c'est l'affaire du 15^e corps en Lorraine (21 août) qui a été fâcheusement exploitée et qui a servi, cette fois, de point de départ à cette nouvelle fable.

Tout ce qu'on peut en retenir, c'est que beaucoup d'hommes redoutent d'aller au combat. On touche là le point faible du service militaire universel et obligatoire chez les nations modernes, où l'esprit belliqueux dispa-

rait peu à peu. Le baptême du feu est chose terrible : les plus braves généraux ont reconnu qu'à ce moment-là un homme, même courageux, est accessible à la peur. Angoissante épreuve, quand il faut l'imposer d'un coup, au début d'une guerre, à d'énormes contingents ; les anciennes armées de métier ne la connaissaient pas, ou du moins elle ne touchait que les jeunes volontaires, en nombre restreint, toujours encadrés de vétérans et de vieilles troupes.

On parle encore du *nombre* de l'ennemi et de la *trahison* : deux explications qui reviennent avec insistance aux époques de revers. Un peuple répugne à s'avouer que la fortune des armes lui a été contraire parce que sa préparation militaire était insuffisante ou que l'ennemi était mieux organisé. L'histoire montre cependant que le facteur numérique n'est pas toujours prépondérant, et cette fois, sans conteste, les plus gros bataillons sont du côté des Alliés. Mais il est surtout difficile de faire admettre par la foule que les meilleurs chefs peuvent se tromper : à ses yeux une faute s'explique presque fatalement par la trahison.

Trahison aussi, pour la masse, que l'espionnage ennemi. A un point de vue, il faut reconnaître que l'espionnage allemand était supérieurement organisé en France, tandis que nous étions bien mal et bien insuffisamment renseignés sur la préparation militaire de nos adversaires : le Français répugne à un métier pour lequel le Prussien montre des dispositions hors pair. Cependant tous les Allemands qui habitaient la France et qui reviennent avec les armées envahissantes ne sont pas nécessairement des espions ; mais c'est une vérité qu'on ferait difficilement admettre en ce moment à l'esprit simpliste de la masse.

Vers la frontière suisse.

Départ de Dijon. Beaucoup de conscrits prennent notre train pour rejoindre la garnison d'Auxonne. Ils sont tout jeunes : c'est la classe 1914 qui vient d'être appelée, ce sont les soldats de vingt ans. Lyonnais, Parisiens, Bourguignons, ils partent de bon cœur, la chanson et la plaisanterie aux lèvres. L'un d'eux a emporté la musette avec laquelle son père a fait la campagne de 1870.

Dôle. Le train ne va pas plus loin. Il faudra passer ici la nuit. Devant la gare, à la lueur de torches et de rares becs de gaz, des brancards et des infirmières attendent un convoi de blessés qu'on va panser sommairement avant de les renvoyer plus loin. Des officiers et des soldats dînent dehors sur des tables.

Tous les hôtels sont bondés : impossible de trouver même un matelas. Il faut rester dans la salle des pas perdus, où on s'acagarde tant bien que mal entre les colis jusqu'au petit jour. Les salles d'attente sont fermées. Pourquoi ?

7 septembre. — On accèdera au quai par la salle des bagages. La gare est gardée militairement et il faut toujours parlementer pour pénétrer ou sortir, même lorsqu'on est porteur de son billet et d'un sauf-conduit. L'entrée des quais, qui sont pourtant absolument déserts, sans convoi de blessés en perspective, n'est ouverte que cinq minutes avant le départ du train. A ce moment, tant l'affluence est grande, se produit l'inévitable bousculade : colis piétinés ou aplatis, femmes qui tombent, enfants qui crient à demi étouffés.

Les administrations, qui déjà en temps ordinaire bri-

ment trop souvent le public, exultent en ce moment de pouvoir multiplier les formalités et les tracasseries. Des consignes malencontreuses sont encore aggravées dans l'exécution.

Les journaux ne donnent pas encore de détails sur la bataille en cours, qui est décidément une grande bataille. On a repris l'offensive, enfin ! C'est de bon augure. Et voici une nouvelle diplomatique capitale : par un accord conclu le 5 septembre, la France, l'Angleterre et la Russie ont décidé de ne pas faire la paix séparément. Signe de confiance : pour jouer une aussi grosse partie, il faut que notre gouvernement se sente sûr d'un retour de fortune sur notre sol et surtout du succès final de la coalition.

Le train gravit lentement les épaulements boisés du Jura, entre les prairies fraîches et les sapinières fleurant bon.

Pontarlier. On passe une visite policière, dirigée avec beaucoup de courtoisie par un commissaire à barbiche blanche. Trois heures d'arrêt avant de partir pour la frontière. C'est fort heureux, car bien des personnes venues de Paris ne sont pas munies du sauf-conduit nécessaire pour aller plus loin ; depuis quelques jours, cette formalité n'était plus requise pour quitter la capitale. N'est-elle pas puérile, en effet, et son seul résultat n'est-il pas de molester inutilement les voyageurs ? A Paris, dans la banlieue, et à Châteauneuf, on les délivrait sans la présentation d'aucune pièce d'identité, d'après les renseignements verbaux fournis par l'intéressé. Et les pièces d'identité elles-mêmes, que signifient-elles ? Tout le monde, y compris les malfaiteurs et les espions, a une quittance de loyer, à moins de coucher sous les ponts, ce qui constitue plutôt une exception à notre époque.

Ici la délivrance du sauf-conduit s'accompagne d'une certaine solennité, car il doit être visé par le gouverneur militaire ; on peut l'obtenir dans le délai d'une heure. A la porte de la mairie, sur une affiche blanche toute fraîche, ressortent de grosses lettres sinistres : « Peine de mort. » La municipalité avise la population qu'en ce moment les délits commis sur la voie publique sont passibles de la peine capitale. Deux femmes protestent en pleurant contre les brimades de l'administration. Ici, cependant, les employés sont aimables et les exigences s'expliquent par le voisinage de la frontière.

C'est égal, quels tristes temps ! O mon pauvre pays, belle et douce France où il faisait si bon vivre, dans quel triste état te voyons-nous aujourd'hui ! Mais patience ! tu sauras punir les auteurs de cette guerre effroyable.

Au buffet. Un brin de causerie avec le garçon. L'entrée des journaux suisses est interdite, mais on se les procure en cachette. A Paris aussi on a prohibé pendant quelque temps les journaux anglais, bien qu'ils fussent soumis chez eux à une censure sévère.

Anecdote touchante. Peu après la déclaration de guerre, de nombreux Italiens pauvres avaient été évacués de Paris et de Briey pour être rapatriés. Arrivés à Pontarlier, ils refusaient d'aller plus loin et ils demandèrent à voir le sous-préfet.

— Nous ne voulons pas partir, protestaient-ils. Nous voulons nous battre pour la France.

Mais les ordres étaient formels : on n'acceptait pas d'engagements volontaires avant le 22 août.

Justement voici un Italien sur un banc ; il est rappelé à Turin par l'autorité militaire. Sa famille lui a écrit qu'il n'y a plus un homme de troupe dans les Alpes ita-

liennes : tous les corps ont été dirigés vers la frontière d'Autriche.

On part. Bientôt on franchit la frontière. Nouvel arrêt aux Verrières et changement de train. Encore une double formalité, — la douane et l'exhibition des papiers ¹, — accomplie avec le tact et la bonne grâce qui caractérisent l'administration helvétique. Et maintenant, c'est fini : nous pouvons aller et venir à notre guise dans toute la Suisse, plus librement, hélas ! que dans notre patrie.

Et je l'ai saluée, plus que jamais, avec amour, cette terre hospitalière, refuge des exilés, accueillante à ceux qui souffrent, où l'on respire l'air pur de la liberté et de la paix. Heureux pays, qui n'a pas de kaiser ; vraie démocratie où le peuple sait se faire obéir ; nation qui a été assez forte pour se faire respecter, assez sage pour vivre en termes amicaux avec ses quatre puissants voisins, et qui, seule peut-être, ne sera pas entraînée dans le gigantesque brasier de la guerre.

II. LA GUERRE VUE DE SUISSE

Premières impressions.

10 septembre. — Exténué par le voyage, je suis arrivé avant-hier sur les bords du lac de Thoune pour m'aliter. Je me suis levé cet après-midi et suis descendu dans le jardin de l'hôtel. Au moment où mes compatriotes supportent les maux de la guerre, j'ai quelque honte, je l'avoue, à me trouver, impotent et inutile, dans ce cadre de beauté et de paix qui alanguit, et de me prélasser

¹ Depuis la guerre, on avait remis en vigueur un règlement oublié, d'après lequel chaque personne entrant en Suisse doit posséder une somme de 500 fr. Avec leur esprit pratique, les Suisses, à bon droit, ont voulu éviter d'être envahis par les indigents des pays voisins.

dans un « rocking », sous un berceau de feuillage, près des touffes de phlox carminés et de monbrésias rutilants, face au lac et aux cimes alpestres. Oh ! vite la santé, que je suis venu redemander à mes chères montagnes, pour rentrer plus tôt et concourir de nouveau à l'œuvre collective de la défense nationale !

Je note mes premières impressions à mon arrivée en Suisse. J'ai traversé d'abord le canton de Neuchâtel. Très vive sympathie pour la France. On croit fermement à notre victoire finale, et on déteste aussi cordialement les Allemands que sur l'autre versant du Jura. Chacun m'interroge :

— Que dit-on en France ? Que pense-t-on à Paris ?

A Neuchâtel, j'ai l'œil frappé par les toilettes des femmes qui circulent dans les rues. Choc en retour : je m'aperçois seulement aujourd'hui — par le contraste — qu'en France, depuis la guerre, on ne s'habille plus. Faut-il que les événements aient exercé un bouleversement profond dans la société et jusqu'au fond des âmes pour que la femme la plus coquette du monde ait renoncé à se parer !

Joyeux défilé de soldats, musique en tête. C'est la landwehr d'Auvernier et de Colombier qui revient dans ses foyers après quelques semaines de présence sous les drapeaux. Ce spectacle me serre le cœur, car je songe aux nôtres qui partent, qui partent toujours et ne reviennent pas....

Curieuse notice dans un journal suisse : il paraît que les Bâlois, au début de la guerre, avaient peur d'une invasion française sur leur territoire. Était-ce assez mal nous connaître !... Aucune ville helvétique n'a été plus « travaillée » par les Allemands. Mais comme le bon sens et la générosité suisses reprennent vite le dessus à

la lumière des faits ! Des infirmiers français rendus par les Allemands viennent d'être chaleureusement reçus par la population de Bâle. On rappelle à ce sujet l'inoubliable accueil fait, en 1870, dans le val de Travers, aux débris glorieux de l'armée de Bourbaki.

Je veux y joindre, pour ma part, un fait moins connu et qui m'a été rapporté par un ancien élève de Burckhardt. L'éminent historien bâlois, qui connaissait, en 1870, la formidable organisation de la Prusse, fut douloureusement frappé par la déclaration de la guerre. Malgré nos revers, qu'il avait pressentis, il eut le courage, à deux pas des canons allemands, de commencer sa leçon de réouverture à l'université par un chaleureux hommage rendu au génie de la France, en rappelant tout ce que l'humanité devait à la civilisation française.

Quelques mois après, il se jetait en pleurant dans les bras de Nietzsche, — qui professait aussi à Bâle à cette époque, — à la nouvelle (heureusement fausse) que le musée du Louvre venait d'être incendié.

L'opinion en Suisse allemande.

11 septembre. — Que pensent les neutres de la guerre ? Palpitante question, si l'on songe que les neutres sont mieux à même d'apprécier impartialement un conflit dans lequel ils ne sont pas juges et parties, si l'on réfléchit aussi que seuls ils sont (ou devraient être) renseignés aussi exactement qu'on peut l'être sur les faits diplomatiques et militaires par des journaux qui ne sont pas soumis à la censure ¹ et qui ont le droit d'enregistrer les divers sons de cloches.

¹ La censure militaire, instituée depuis la guerre, ne s'applique qu'aux faits relatifs à l'armée suisse, mais nullement aux événements militaires chez les belligérants.

Mais peuvent-ils être impartiaux et faire abstraction de leurs sympathies irrésistibles ?

La Suisse française, — je le vois par les journaux de Genève et de Lausanne et je l'ai appris par diverses conversations, — la Suisse française est de tout cœur avec nous. On y raisonne sur la guerre à peu près comme à Paris, à cette différence près qu'à une connaissance plus juste des événements correspond ici un optimisme un peu moins coloré, mais d'aussi bonne teinte. Même note dans la Suisse italienne.

L'opinion est toute différente dans la Suisse allemande et spécialement dans l'Oberland bernois, où je séjourne en ce moment. Et j'étais curieux de savoir ce qu'ils pensaient, ces braves paysans et petits bourgeois de la montagne, que je connais bien, depuis de longues années que je viens parmi eux. A l'observateur superficiel qui arrive de France et qui jette un coup d'œil hâtif au touriste, ils paraissent lourds de corps et d'esprit ; ils semblent très Allemands ; on se demande s'ils ne nous sont pas hostiles, du moment qu'ils parlent la langue d'outre-Rhin (ce qui n'est pas tout à fait exact, puisqu'ils ne conversent entre eux qu'en patois local).

Eh bien, on se trompe. L'Oberlandais, sous une écorce parfois un peu rude comme celle de ses sapins, a l'intelligence vive et ouverte, et surtout un robuste bon sens, une solide jugeotte qui ne se dément jamais. Je ne crois pas qu'il soit facile de lui faire prendre pendant longtemps, en politique ou autrement, des vessies pour des lanternes. Il peut se tromper ou être trompé, mais il se ressaisit toujours. Et puis, il a dans les veines beaucoup plus de sang celtique et latin qu'on ne le croit : on rencontre ici des types bruns et secs, tirés à de nom-

breux exemplaires, qui ressemblent comme des sosies à tels ou tels paysans auvergnats de ma connaissance.

J'aime à causer avec ces montagnards si francs et si hospitaliers. Leurs impressions sont intéressantes à noter ne serait-ce qu'à titre psychologique, aux divers degrés de l'échelle sociale : elles ne sont ni françaises, ni allemandes, elles sont suisses et très « vieille Suisse. » C'est d'abord une remarque de bon sens populaire :

— Les Allemands sont de braves gens, les Français aussi. Pourquoi se battent-ils au lieu de s'accorder ? Quand ils se rencontrent ici, en été, ils s'entendent très bien et font des parties de montagne ensemble. Une pareille guerre est stupide.

Car ici c'est le pays — peut-être unique en Europe à l'heure actuelle — où l'on a des sympathies pour l'un des belligérants sans détester l'autre. Je sens bien qu'on a plutôt un penchant pour l'Allemand, par suite des affinités de langue et de race, et aussi sans doute parce que les touristes allemands viennent en plus grand nombre que les nôtres. Mais je puis l'affirmer, car j'en ai depuis longtemps des preuves nombreuses, on aime aussi le Français. Et ce peuple porte en lui plus ou moins consciemment l'idée, grande et généreuse, que caressèrent beaucoup de personnages appartenant à l'élite de la nation : réconcilier la France et l'Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse. Rêve aujourd'hui brisé, — les hommes de notre âge peuvent dire : pour toujours.

Par contre, on en veut aux Anglais et on est convaincu que ce sont eux qui ont déclenché la guerre européenne. Pareille assertion est stupéfiante pour un Français : l'Angleterre n'est-elle pas entrée la dernière en lice, et n'a-t-il pas fallu la violation de la neutralité

belge pour la décider à marcher ? A cette objection, on vous répond :

— Les Anglais sont des malins. Jusqu'au dernier moment ils ont caché leur jeu et ils ont tiré les ficelles sans se faire voir. C'est l'Angleterre qui risque le moins et gagnera le plus. C'est elle seule qui avait intérêt à la guerre, pour étrangler l'industrie et le commerce allemands.

Aucun argument ne peut prévaloir là-contre pour le moment. Quant aux Russes, ce sont des demi-sauvages, et leur triomphe sur l'Allemagne marquerait un recul de la civilisation. On fait bon marché de l'élite : tous, plus ou moins, moujiks ou cosaques. La Russie aussi a entraîné la France à la guerre. On reconnaît toutefois le rôle agressif tenu par l'Autriche vis-à-vis de la Serbie.

— La France, me disait un aubergiste, a donné son argent aux Russes et verse son sang pour les Anglais.

On dit encore :

— Aucun peuple ne voulait la guerre, pas plus les Français que les Allemands. Ce sont les chefs d'Etat des deux camps qui l'ont préparée et combinée.

Et une brave femme, après avoir pleuré à mes récits sur les blessés, s'écriait dans son indignation ingénue :

— Tous ceux qui sont cause de la guerre, tous les grands (*die Grossen*), on devrait les mettre sur un rang et les fusiller. Ça serait tout de suite fini.

Il y a enfin le côté pratique qu'on ne perd jamais de vue ici :

— Cette guerre nous fait un tort considérable. La saison a été perdue : dès les premiers jours d'août, tout le pays s'est vidé. Et il y en avait, des étrangers, cette année ! Un si bel été, comme on n'en avait pas vu depuis longtemps ! Quel malheur ! Sans compter tous

les frais que nous cause la mobilisation.... C'est l'Amérique qui profitera de la guerre européenne et qui s'enrichira à nos dépens.

Il ne faudrait pas croire cependant que la sympathie pour l'Allemagne soit aveugle et universelle. La Suisse est très jalouse de son indépendance et de son organisation démocratique, et on sent plus ou moins, surtout dans la région de Zurich, de Glaris, des Quatre-Cantons, les dangers du militarisme prussien conquérant. C'est à Zurich que fut composée, il y a deux ans, la fameuse carte du tireur suisse, qui obtint un succès considérable :

— Il paraît que vous êtes cent mille bons tireurs comme toi, disait le kaiser. Que feriez-vous si je vous envoyais deux cent mille Prussiens ?

— Eh bien, nous tirerions deux fois, Majesté, répondit le soldat en souriant.

Plus d'un indigène m'a déclaré spontanément que la Suisse aurait pu avoir le sort de la Belgique si elle n'avait pas été prête. Le chef de gare de la petite localité où je me trouve m'a dit :

— Guillaume était venu assister aux manœuvres suisses, il y a deux ans, pour voir si nous étions capables de nous défendre. Il a été édifié. C'est ce qui nous a sauvés.

Mais la plupart ne veulent pas croire au péril allemand, parce que, pour eux, les Allemands sont de braves gens et des frères.... C'était aussi l'opinion de beaucoup de flamingants !

Par contre le paysan, le petit commerçant vit dans la terreur — le mot n'est pas trop fort — d'une agression italienne. Tout à l'heure, en lisant mon journal, j'ai dit à mon hôtelière : « Je crois que cette fois l'Italie va marcher. » La brave femme est devenue verte. Car, dans l'esprit de la population, si l'Italie se bat, ce sera sûre-

ment contre la Suisse, soit qu'elle veuille prendre le Tessin, soit qu'elle viole la neutralité helvétique pour attaquer l'Autriche. Oui, à Interlaken, derrière la double et prodigieuse muraille des Alpes pennines et bernoises, on a peur d'une invasion italienne ! On voit déjà une armée escaladant le Simplon, le Loetschberg, la Gemmi sans doute, pour aller dans le Tyrol ! C'est prodigieux, c'est inconcevable, c'est fou... mais c'est ainsi.

Je suis surpris que la violation de la neutralité belge et les atrocités commises par les envahisseurs en Belgique n'aient pas ému davantage l'opinion dans la Suisse allemande. Cela tient à la presse, à la petite presse surtout. Quand on dit à Paris que la Suisse est infestée de fausses nouvelles et qu'elle est sous la coupe de l'agence Wolff, c'est radicalement faux en ce qui concerne la Suisse française et les grands organes de Berne, Bâle, Zurich, etc. Mais l'assertion est plus exacte si l'on veut parler des innombrables petits journaux locaux de la Suisse allemande, qui n'ont pas de moyens d'information propres et qui, de temps immémorial, donnent leurs nouvelles de l'étranger d'après des coupures opérées dans les journaux allemands. Il faut ajouter que les Allemands, depuis le début de la guerre, inondent les rédactions de dépêches et de notices toutes prêtes à être insérées.... Par exemple, il y aura une réaction le jour où les intéressés s'apercevront qu'on leur a fait publier des nouvelles grossièrement erronées. Et les confrères de la Suisse française se chargeront de leur ouvrir les yeux ¹.

Les grands journaux de la Suisse allemande sont corrects et s'efforcent d'être impartiaux. Ils publient les communiqués officiels de tous les belligérants ; leurs

¹ Depuis lors, cette réaction s'est produite.

commentaires sur les opérations militaires sont généralement exempts de parti pris : ainsi le *Bund* a déclaré que l'accord du 5 septembre entre la France, l'Angleterre et la Russie constitue, pour l'Allemagne, un échec plus sensible qu'une grande défaite. Mais dans le domaine des faits de guerre et des anecdotes, il font plutôt ressortir ce qui est favorable aux Allemands, en palliant ou en escamotant ce qui grève leur passif moral. Ainsi, leurs lecteurs ignorent les horreurs commises par les armées de Guillaume en France et en Belgique ¹; par contre ils sont informés des excès dont les Allemands accusent les cosaques, les Belges et les troupes coloniales : il est à remarquer que des imputations de ce genre n'ont pas été dirigées contre les Anglais, ni contre les troupes métropolitaines françaises.

J'ai voulu éclairer quelques Oberlandais de mon entourage ; j'y suis arrivé facilement, raisonnements et preuves à l'appui. Cette race a le caractère très droit ; elle n'hésite pas à reconnaître ses erreurs quand la démonstration est lumineuse.

J'ai dit, par exemple, à un paysan intelligent :

— Les Allemands accusent les civils belges d'avoir tiré sur leurs soldats. Si le fait est vrai, les civils ont eu tort. Mais n'avaient-ils pas d'excuse ? Supposez que les Allemands soient venus chez vous, qu'ils aient violé votre femme et volé votre argent : les auriez-vous regardés impassibles ?... Autre face de la question : s'il y a un assassin dans votre village et qu'on ne puisse le découvrir, est-il juste de rendre tout le monde responsable et de faire flamber toutes les maisons ? C'est pourtant ce que les Allemands ont fait à Louvain.

¹ Depuis cette époque, les rapports français et belges ont été publiés, et il ont produit une impression énorme.

L'homme fut très frappé par mon argumentation. Il rétorqua seulement :

— Mais est-ce vrai que les Allemands ont commis des atrocités ? Nos journaux ne l'ont pas dit.

Pour toute réponse, j'ai donné à mon hôtelier polyglotte, son ami, de nombreux journaux français, suisses-français, italiens. Cette lecture, qu'il a faite consciencieusement, l'a complètement retourné ; il a été surtout impressionné par les enquêtes si objectives — et si accablantes ! — des journalistes italiens sur le théâtre de la guerre. Il a fait part de ses impressions à son voisin, et il a conclu :

— Décidément mes dernières illusions s'en vont. Cette guerre est une guerre de sauvages. Je n'aurais jamais cru les Allemands capables de tels forfaits.

La prise de Maubeuge.

Je n'ai pas voulu y croire : mais les journaux italiens et suisses-français confirment la nouvelle avec des détails qui malheureusement ne laissent plus place au doute. Maubeuge s'est rendue avec quarante mille hommes, quatre généraux et quatre cents canons.

La nouvelle aura sûrement été cachée en France, et l'on a bien fait, car cette fois tout le monde eût crié à la trahison. Comment ? un chef qui vient de recevoir les félicitations du gouvernement pour son héroïque défense répond par une capitulation pareille ! Quarante mille hommes ! Mais s'il lui était impossible de tenir encore dans la place, ne pouvait-il, avec un tel effectif, tenter une trouée pour percer sur un point les lignes ennemies ? Je suppose qu'à la fin des hostilités on l'invitera à s'expliquer devant un conseil de guerre.

Triste constatation : nos forteresses, dont nous étions

si fiers, tiennent moins longtemps qu'en 1870. Rien ne peut résister à l'artillerie lourde de l'ennemi : parois épaisses en ciment armé, blindages, coupoles cuirassées volent en éclats comme du verre. Dans le grand duel entre le canon et le fort, celui-ci est définitivement vaincu. Longwy, Montmédy, Givet, Maubeuge, Lille, tout a cédé. Il n'y a plus d'espoir que dans la muraille vivante de l'armée.

Mais celle-ci est solide. On annonce aujourd'hui que les Allemands reculent en Champagne. La masse ennemie, arrêtée depuis plusieurs jours, est ébranlée enfin : elle va céder.

La victoire.

13 septembre. — Cette fois, nous la tenons : c'est la victoire, la grande victoire. Les Allemands battus sont refoulés sur Soissons et au delà de la Vesle ; ils évacuent Amiens, Reims, Lunéville, Saint-Dié. C'est la libération du territoire qui commence. Plus heureux que nos pères, plus énergiques, plus confiants, nous avons triomphé du mauvais destin. Evanoui, cette fois pour toujours, le spectre de 1870 : il ne reviendra plus. Nous avons remonté la côte, de nouveaux horizons s'ouvrent devant nous.

La victoire ! Comme il sonne, clair et franc, ce mot que nous avons lu dans les livres, qui nous faisait frissonner d'orgueil au récit des guerres d'autrefois, mais que nous n'avions pas entendu, vivant, voler sur les lèvres des hommes ! Quelle joie de le savourer pleinement, en toute certitude, en le lisant surtout dans des journaux qui ne sont suspects ni d'impartialité, ni même d'exagération, puisque tels d'entre eux sont plutôt favorables à nos ennemis !

La victoire ! Quel crève-cœur de ne pas être en France pour participer à l'allégresse nationale, pour vibrer du grand frisson qui secoue en ce moment toutes les âmes, pour entendre sonner le réveil d'une race, vaincue jadis, mais non domptée, qui a lutté, qui a travaillé, qui a souffert, et qui voit enfin venue l'heure de la justice et de la revanche, cette revanche gagnée par le labeur, par la douleur, par le sang !

« La défaite pèse toujours sur nous, me disait il y a six mois encore un Alsacien de Paris ; nous avons une mentalité de vaincus. » Aujourd'hui, je le sens, l'âme de la France s'est transformée ; l'arbre plié, qui n'avait pas rompu, redresse la tête. Nous regardons fièrement en face. L'Allemagne, interdite, s'inquiète ; nos alliés reprennent confiance ; la Suisse allemande, qui nous plaignait sincèrement, s'émerveille ; l'Italie, qui n'avait jamais douté, applaudit avec son enthousiasme juvénile. Nous ne voulions pas de la pitié ; l'amour ne va pas sans l'estime ; nations comme individus, on ne respecte que les forts. Eh bien ! la force, nous l'avons acquise à notre tour, illustrant le vigoureux défi lancé au printemps dernier par le chef de l'Etat :

« La France ne veut pas la guerre, mais elle ne la craint pas. »

Elles sont maintenant passées les heures sombres, au cours desquelles la tristesse, la honte, l'angoisse déformaient les événements et ne faisaient apparaître que les faits défavorables ou fâcheux. Désormais le ressort de la confiance est remonté et tous vont marcher joyeusement, épaule contre épaule, vers le succès final.

La victoire ! Le *Te Deum*, que nos oreilles n'ont jamais entendu, va résonner à nouveau sous les voûtes

de Notre-Dame et des cathédrales gothiques. Quel beau jour !... Et je ne le verrai pas....

Petites nouvelles.

14 septembre. — A côté du grand événement, les autres nouvelles paraissent bien pâles. Je glane cependant quelques-unes de ces miettes avec lesquelles on écrit l'histoire.

Les journaux suisses publient un rapport de l'attaché militaire belge à Pétersbourg, du 30 juillet, qui parvint en Belgique après plus d'un mois de retard. L'Allemagne, disait ce diplomate, faisait des efforts sincères en faveur de la paix, — pauvre attaché belge ! — mais elle se heurtait à l'Autriche, qui ne voulait rien entendre, et à la méfiance de la Russie, qui ne croyait pas à la promesse de l'Autriche relative à l'intégrité territoriale de la Serbie.

De France. Dispensés et réformés sont rappelés pour subir un nouvel examen médical. (Il y a eu, surtout dans certaines régions, des exemptions scandaleuses.) La classe 1915 va être appelée. La nation se saigne à blanc : c'est la lutte suprême pour la vie ou la mort.

D'Italie. Une encyclique du nouveau pape pour la paix, mais qui semble porter en elle le découragement. En attendant, l'Italie manifeste pour la guerre. Un article très curieux de la *Tribuna*, — un des journaux neutralistes de la péninsule, — qui semble un tissu d'arabesques imaginaires brodées sur quelques fils de vérité. Faut-il le résumer à titre documentaire ? C'est l'interview classique du diplomate qui ne veut pas être nommé. La cause de nos premières défaites serait due aux territoriaux et aux réservistes des anciennes classes qui

lâchaient pied devant le feu. On aurait pris des mesures terribles ; des régiments auraient été décimés ; deux généraux et deux préfets auraient été fusillés. Maintenant l'exemple a porté ses fruits et le général Joffre a une armée bien entraînée et bien en mains. Résultat : la victoire de la Marne. Décidément la malheureuse affaire du 15^e corps a fait des petits dans les salles de rédaction.

En Turquie l'horizon se brouille. Les capitulations sont supprimées. Une armée semble se mobiliser en Syrie contre l'Égypte.

Petit fait rétrospectif local : la déclaration de guerre provoqua ici un agio extraordinaire. Les premiers jours, les banques ne donnaient que 186 francs pour les billets russes de 100 roubles et 85 francs pour les billets français de 100 francs ; réductions analogues pour le papier allemand et anglais. Ces cours de panique ne se sont pas maintenus : le russe est remonté en deux jours à 235 francs, le français à 95 (aujourd'hui 98). Par contre l'italien faisait prime, car il était rare, et l'Italie avait déclaré qu'elle refusait tout papier étranger : le billet de 100 lire monta jusqu'à 120 et 140 francs.

Journaux allemands.

Je viens de feuilleter la collection récente d'un journal allemand, que reçoit un cafetier de la région. Lecture fort instructive. Il ne s'agit pas d'un de ces fameux « reptiles » qui sifflaient si bien sur l'ordre de Bismarck ; ce n'est ni la haineuse *Post*, ni le fielleux *Lokal-Anzeiger*, mais un organe représentant l'opinion moyenne de la petite bourgeoisie rhénane, le *General-Anzeiger*, de Francfort-sur-le-Main, journal à fort tirage, peu connu à l'étranger, lu surtout par des commerçants et des employés.

Le ton — c'est une justice à rendre — est correct à notre égard. On en veut surtout à quelques-uns de nos hommes politiques, « qui nous ont trompés, » et surtout à la Russie, « qui a entraîné la France. » C'est le tsar qui aurait provoqué la guerre en décrétant la mobilisation.

Je puis me rendre compte combien secrètement, et à l'insu de tous, la guerre fut machinée par le gouvernement du kaiser, car vraiment, je le vois, la grosse majorité des Allemands ne voulaient pas la guerre et surtout ne s'y attendaient pas. On leur a fait croire et ils croient sincèrement que l'Allemagne a été attaquée par une coalition d'adversaires jaloux, qui se sont jetés sur elle pour l'étrangler. Un des bruits les plus accrédités, c'est que des avions français seraient venus jeter des bombes en Allemagne avant la déclaration de la guerre : Garros aurait été ainsi « descendu » et tué à Nuremberg le 1^{er} août et deux autres aviateurs le 2, près de Wesel. Le public allemand n'oublie qu'une chose, c'est que de telles nouvelles ont été lancées après coup — parfois longtemps après — dans une intention facile à deviner, et ne sont certifiées par aucun témoin oculaire.

La guerre a d'abord été redoutée et elle est apparue comme un cauchemar : c'est le monstre, l'effroyable (*Das Ungeheure, Entsetzliche*). La neutralité de l'Italie et l'entrée en scène de l'Angleterre ont provoqué un instant d'angoisse. Mais l'orgueil allemand s'est raidi. Croyant sa vie menacée, la nation est allée à l'ennemi avec enthousiasme. Cet enthousiasme a crû avec les premières victoires. Douloureux calvaire que cette lecture.... Eh bien, vraiment, à la réflexion, le gouvernement français a eu raison de voiler et d'estomper nos revers, dont

l'annonce brutale pouvait déclencher un cataclysme intérieur. Nous avons tort de protester : c'est lui qui avait raison. Il y a des mensonges nécessaires et patriotiques.

Le public allemand est chauffé à blanc. Gare à l'heure des désillusions ! J'en trouve déjà l'avant-goût dans le numéro du 11 septembre. L'article de tête a pour but de relever les cœurs défaillants, les *Kleinmütigen*. A la lecture du dernier communiqué de l'état-major, constate l'auteur, les figures s'allongeaient, les voix se voilaient, on rasait les murs comme si un nouveau Custine approchait de Francfort. Et pourquoi ? Parce qu'on venait d'apprendre que, pour la première fois dès le début de la guerre, l'armée allemande s'était arrêtée et avait dû se replier devant des forces supérieures. (C'est ainsi qu'on annonçait la victoire de la Marne.) Cependant le communiqué ajoutait la capture de 2000 prisonniers et de 50 canons. Mais le public n'était pas satisfait et faisait la moue. *Nur !* Seulement !...

Dame ! on l'a habitué à des chiffres si fantastiques qu'une telle ration quotidienne ne peut durer longtemps. A ce désappointement, d'autant plus vif qu'on attendait à bref délai la prise de Paris, — tout simplement ! — on peut juger du désarroi moral, de la panique consécutive à une entrée éventuelle des troupes françaises en Allemagne.

Pour être juste, il faut noter enfin que la vie sociale semble moins bouleversée chez notre ennemie que chez nous. En effet, nous sommes envahis ; mais nous sommes aussi plus nerveux. Nos journaux — miroir de l'opinion — sont plus trépidants, plus vibrants, et sont exclusivement consacrés au grand drame, — faits militaires avec leurs répercussions internes et externes ; tout le reste a disparu. Dans les journaux allemands, il y a encore place

pour des articles scientifiques, artistiques, littéraires, pour les études financières et les revues commerciales. Les annonces ont toujours leur importance habituelle.

La publicité et la guerre.

Cette question des annonces est vraiment fort intéressante, en ce moment, pour un psychologue. Le texte ingénieux ou ingénu des réclames et des prospectus nous révèle les transformations actuelles de la vie sociale et de l'esprit public, et l'art avec lequel la publicité sait s'adapter à une nouvelle ambiance en tirant parti des dispositions nouvelles de la clientèle. On peut voir aussi les différences de ton et d'esprit suivant les régions.

Voici d'abord une circulaire d'un négociant en vins de la France méridionale, un modèle du genre, avec cette phraséologie bien sentie qui sait faire vibrer la corde patriotique au profit de l'intérêt particulier :

« Au milieu des événements graves que nous vivons, sans quitter des yeux les régions où se battent si bravement ceux qui nous sont chers et où les accompagnent notre admiration et nos vœux patriotiques les plus ardents, nous ne devons pas oublier ceux qui sont restés.

» Par tous les moyens en notre pouvoir nous devons chercher à entretenir partout où il est possible une activité suffisante pour combattre le chômage et la misère, qui en serait fatalement la suite à bref délai.

» Pour parvenir au but cherché, tous les concours sont indispensables; depuis le premier jour de la mobilisation, je me suis efforcé de laisser ma maison ouverte pour y occuper non seulement le personnel non mobilisé, mais aussi les familles de ceux qui sont partis.

» Mais, pour que cette mesure soit efficace et durable, il est non moins indispensable que mes clients continuent à m'adresser régulièrement leurs commandes, même pour des besoins

réduits ; en faisant ainsi, ils contribueront dans une large mesure à l'œuvre de solidarité entreprise.

» Dans le but de faciliter le plus vos commandes, j'ai décidé moi-même de faire un sacrifice et de réduire tous les prix de mon tarif ci-joint de dix francs par pièce et de cinq francs par demi-pièce.

» Aussi, je suis persuadé que cet appel sera entendu et que bientôt vous me demanderez le vin utile à votre consommation. Mieux encore que par le passé vos commandes seront soignées et exécutées avec toute l'attention désirable.

» En attendant que de nouveaux succès prompts et décisifs de nos vaillants et intrépides soldats viennent mettre avant peu fin à cette période angoissante, je souhaite bonne chance et bonne santé à vous et aux vôtres, et vous présente, Monsieur et cher client, mes bien sincères salutations. »

Les réclames de Suisse ont la bonhomie d'une nation qui n'est pas en guerre ; il y a quelques trouvailles amusantes, comme cette déclaration de neutralité d'un hôtelier :

« Le Directeur de l'hôtel F...horn déclare que pendant toute la durée de la guerre il reste rigoureusement neutre, et que sa maison est ouverte à tous les sujets des nations belligérantes. »

Un restaurateur de G... annonce des « repas de guerre à un franc. »

Idée ingénieuse d'un amateur de voyages : « Jeune Suisse français parlant les langues (*sic*) accompagnerait personnes désireuses de rentrer dans leur pays. »

En regard, voici une circulaire allemande, féroce, envoyée à de nombreux curés belges et français :

« La maison X..., de C..., ayant appris que la plupart des vitraux ont été détruits dans de nombreuses églises de la Belgique et de la France septentrionale, est toute désignée (!) pour les refaire ou les restaurer dans les meilleures conditions. »

Nous savions déjà que le tact n'était pas une qualité germanique !

La vanité trouve dans la guerre une occasion de réclame :

« Le célèbre baryton Z..., de l'O... (de Paris) vient de contracter un engagement au ...^e régiment d'infanterie pour la durée de la guerre. » (Dix francs la ligne.)

Tous les jours, des familles qui viennent d'apprendre la mort de l'un des leurs, tué à l'ennemi, ont le sang-froid d'envoyer aussitôt aux journaux des notices nécrologiques, sans oublier de mentionner que le défunt était fils du comte de V., le sportsman ou le mécène bien connu, et de la comtesse, née baronne de N..., « Renseignement communiqué par les familles. »

Les hôteliers de certaines villes font une publicité collective intelligente pour attirer ce qu'il reste de gens oisifs, libres et à l'aise :

« N..., la plus sûre résidence pour familles, à l'abri des dangers de la guerre. »

« L..., séjour le mieux placé au point de vue sanitaire, et éloigné du théâtre des hostilités. »

Certaines branches du commerce ont pris un développement imprévu, alors que d'autres dépérissent. Tout ce qui concerne l'habillement du soldat trouve acheteur : les premiers jours, ce fut une ruée vers les chaussures ; c'est maintenant le tour des tricots et des imperméables ; avec l'hiver viendront les pelisses.

Voici déjà les timbres-poste de la guerre, « très recherchés » : Belgique, occupation allemande, surcharge *Belgien* sur valeur allemande, quatre valeurs ; France, Croix-Rouge, première, deuxième émission et provisoire ; Epire, soldat tirant, quatre valeurs, etc.

L'industrie des voyantes et tireuses de cartes a profité de l'anxiété générale et de la crédulité des humbles. Les petites annonces se sont encombrées d'avis promettant, en style télégraphique, de « dire avenir pour soldats partant guerre » pour deux francs, ou de « donner moyens efficaces p. préserv. êtres chers s. ch. bataille, » pour 1 fr. 10. Les dangers étaient tels pour la nervosité publique que le gouvernement français a dû interdire une semblable publicité.

Le tribunal de l'opinion.

Il ne tient pas ses assises dans un palais et il ne dispose pas de gendarmes pour faire exécuter ses jugements. Mais ses sentences sont plus redoutées que celles des cours les plus augustes, car elles sont toujours sans appel, et nul, si puissant soit-il, ne peut s'y soustraire. C'est le tribunal de l'opinion : c'est lui qui juge les juges et devant qui les plus fiers empereurs, abdiquant toute arrogance, viennent comparaître d'eux-mêmes, humblement : car il fait l'histoire. C'est la grande force de notre époque, supérieure à celle, passagère, des armes ; c'est la suprême barrière, inviolable celle-là, de l'intelligence, de la raison et du droit, dressée contre les flots déchainés de la barbarie brutale.

Les états-majors luttent à coups de bulletins comme à coups de canons ; il ne leur faut pas moins de stratégie pour pallier une défaite sur le papier que pour gagner une victoire sur le terrain. Ils ont besoin d'impressionner l'opinion nationale et étrangère. Ils en viennent parfois à polémiquer entre eux et à s'envoyer des démentis comme de vulgaires journalistes. Jusqu'à ce jour, les communiqués les moins véridiques ont été, dans l'ensemble, ceux des Autrichiens, parce que leurs armées ont

été le plus souvent battues. La guerre moderne est un gigantesque poker, dans lequel le bluff joue un des principaux rôles. Seuls les neutres entendent les appels de tous les adversaires et peuvent juger du rapport entre les mises annoncées et les résultats obtenus.

Ce sont surtout les neutres — Etats-Unis, Suisse, Italie en tête — qui constituent en ce moment le tribunal de l'opinion. C'est devant eux que les belligérants se jettent à la tête des accusations souvent analogues, mais avec un succès différent.

Les reproches de pillages et de cruautés sont renvoyés de l'un à l'autre comme balles de tennis. Partout on cherche à s'excuser, sinon à démentir, en alléguant que les civils ont commencé et qu'on a répondu par une répression nécessaire.... D'après les enquêtes authentiques, on dressera plus tard les bilans : mais il semble déjà que celui de l'Allemagne apparaît singulièrement lourd. Et à tout ce qu'elle alléguera contre les Belges, on lui répondra par cette question préalable, sans réplique :

— Qu'alliez-vous faire en Belgique ?

La violation de la neutralité belge et le régime de terreur qui a accompagné l'occupation du pays marquent une souillure indélébile au front de l'empire allemand, qui lui aliénera, tôt ou tard, là où ce n'est pas encore advenu, la sympathie de tous les neutres. Car ce mépris des traités est une menace à l'égard de tous.

Et Guillaume II a si bien senti le danger qu'il est descendu en personne dans la lice. L'orgueilleux souverain, que ses adulateurs nommaient déjà l'empereur d'Europe, est venu plier le genou devant un bourgeois yankee. Il demande à être jugé, lui, son gouvernement, ses généraux, par un roturier, inconnu hier, dont les hasards de l'élection ont fait le représentant de la démo-

cratie américaine. Le kaiser sollicite l'arbitrage du président Wilson au sujet de la dévastation de la Belgique. Le premier citoyen des Etats-Unis marque le coup et renvoie la sentence à des temps meilleurs.

Quelle humiliation, quelle leçon pour les grands, fêrus de noblesse et de droit divin !

Le mois dernier, c'était la résurrection de la Pologne solennellement proclamée par le tsar autocrate de toutes les Russies ; hier, c'étaient de nouvelles libertés promises aux Roumains par le gouvernement hongrois. Revanche du droit des peuples et de la souveraineté des démocraties, si longtemps méconnus et foulés aux pieds par les monarques absolus. Les empereurs ont déchainé la guerre et mené leurs sujets au combat : ils s'aperçoivent aujourd'hui que ceux-ci, à leur tour, les tiennent prisonniers.

Si l'histoire pouvait se recommencer, si l'on pouvait remettre à pied d'œuvre ce tragique mois de juillet 1914, plus d'une tête couronnée montrerait sans doute moins d'arrogance et serait moins encline à écouter les pressants conseils du parti de la guerre.... Mais, hélas ! on ne refait pas le passé.

ALBERT DAUZAT.



CARNET POLITIQUE ET MONDAIN

DE CHARLES DE CONSTANT

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

III. Les Cent-Jours.

Les 9 et 10 mars, Constant note dans sa chronique : « Bonaparte est à Grenoble... Lyon est très bien disposé pour lui résister. Monsieur y est arrivé. Le sort de la France tient à ce que fera l'armée. Rien n'indique encore le parti qu'elle prendra, mais on doit craindre les séductions des aigles. » Puis : « Genève se prépare à la résistance, et nous travaillerons à nous mettre à l'abri d'un coup de main. Je ne crois pas que Bonaparte ait aucun intérêt politique et militaire à se jeter dans ce cul-de-sac. » Constant n'est cependant pas plus rassuré que ses concitoyens ; il se plaint d'être réveillé du beau rêve philosophique, amical et mondain où il s'était plongé avec délices, après une vie aventureuse. De fait, la réalité est fort alarmante pour Genève, qui a tout à craindre de la vengeance impériale. Déjà le courrier de Lyon annonce que Bonaparte est à dix lieues de cette ville avec six

¹ Pour la première partie, voir la livraison de janvier.

mille hommes ; sans doute, la garde nationale est fidèle au roi, mais l'esprit de la troupe de ligne n'est pas sûr. D'autre part, les royalistes, alors même qu'ils aient eu « les clefs de tout et la main dans la bourse », n'ont que peu d'artillerie et une faible quantité de munitions. Bonaparte, lui, a trouvé tout ce dont il avait besoin à Grenoble.

Le 13 encore, Constant écrit à l'un des membres de sa famille :

« Lyon a ouvert ses portes sans tirer un coup de fusil. Ils y ont laissé entrer leur idole afin de lui baiser le c... en habits brodés. Bonaparte y est entré hier, et le soir on a illuminé la ville. La noblesse (quelle noblesse !) en était partie avant les princes qui se sont vus abandonnés....

» M. de Bubna a écrit une excellente lettre au Conseil [de Genève] en lui annonçant le débarquement de Bonaparte ; il invite les Genevois à faire bonne contenance et ajoute que l'armée autrichienne et les Anglais qui sont à Genève vont entrer en France à la poursuite de Bonaparte. Masséna, arrivé à Avignon le 8, avait mis sa tête à prix....

» Que dis-tu de ce capitaine de la frégate anglaise stationnée à l'île d'Elbe pour le garder, qui va au bal à Livourne croyant que le bonhomme Bonaparte ne bougera pas pendant son absence ?

» Bonaparte a déjà 17 000 hommes sous ses ordres et, jusqu'à ce qu'il y ait une bataille de Français à Français, on doit craindre que tous ne passent sous les fourches caudines de la honte et de la trahison. Il ne s'agit pas ici des Bourbons, tu sais ce que j'en pense, mais des intérêts les plus chers de l'honneur, de tout enfin.

» Bonaparte, peu après avoir débarqué, rencontra le prince Joseph de Monaco, qui voyageait dans sa nouvelle principauté qu'on lui a rendue. Il lui a demandé ce qu'il y avait de nouveau à Paris et lui a dit qu'il s'ennuyait à l'île d'Elbe et qu'il était

venu faire la guerre de partisans en France pour s'amuser. Bonaparte était hier à Villefranche, marchant sur Paris; il a, dit-on, tout le Midi contre lui. Masséna est à ses trousses; il a promis deux millions au régiment qui le tuera. On n'est point inquiet à Paris. Les fonds tombés à 70 sont revenus à 74. »

A Genève, écrit encore Constant, nous ferons comme à Saragosse. « Je redis avec mes aïeux : *in arduis constantis*. » Chacun s'arme et la petite république s'apprête à défendre chèrement sa liberté reconquise. De toutes parts des témoignages de sympathie lui parviennent. Les cantons de Vaud, de Berne, de Fribourg, de Soleure, de Zurich et d'Argovie adressent au Conseil représentatif d'émouvants messages. Ni les uns ni les autres ne font grand fond sur l'armée du général Miollis, « parti de Valence avec deux régiments de la garde nationale du Midi, un régiment d'artillerie de la marine et une nuée d'honnêtes bandits, qui veulent gagner les deux millions promis par Masséna. » On sait que Bonaparte a embarqué 10 000 hommes sur la Saône et l'on chuchote qu'il a trouvé à Lyon son ancienne amie, M^{me} Pelaprat, « qui ne l'a pas assez serré dans ses bras. » Le pays de Gex, acquis aux idées bonapartistes, est tranquille. A Bourg, le préfet Capelle se montre d'autant plus dévoué au roi que l'empereur l'a poursuivi pour avoir abandonné Genève devant l'ennemi. Et le *Journal de Paris* publie un bon article de Benjamin Constant, *Réflexions sur la proclamation du roi*. Benjamin est, en effet, de retour dans la capitale, où son talent, ses connaissances et son ambition devaient, d'après son aimable cousin, trouver un théâtre convenable.

La trahison de Ney vint dénouer toutes ces incertitudes. Constant reproche au gouvernement de n'avoir usé

que de paroles pour arrêter Bonaparte. Quant à Masséna, loué hier encore pour son zèle, il est renversé de son piédestal.

« Il a traité la venue de Napoléon comme une folie sans importance, et il a empêché qu'on ne lui courût sus. Il faut attendre que le maréchal Suchet et toute l'Alsace se donneront à Bonaparte qu'on dit, aujourd'hui, à Autun.

» M. Capelle, préfet de l'Ain et notre ancien préfet, est ici ; il fait profession de dévouement aux Bourbons, mais il aime Bonaparte en même temps et il dit des choses qui font connaître ce qui l'amène ici, savoir ramener Genève sous la verge de ce brave et digne souverain. On ne s'y laisse pas prendre....

» Vivent les Suisses ! C'est par leur franchise et leur bonne foi qu'ils éloigneront le danger de leur pays. »

Constant énumère les moyens de défense de la région en cas d'une offensive des troupes bonapartistes. A Carrouge stationnent 1000 Piémontais ; à Genève, la milice compte 2000 hommes et la garnison 450 ; d'autre part, la Suisse a déjà envoyé 1200 hommes. Ces derniers ont dû forcer le passage de Versoix — encore soumis à la France — en conformité des ordres du maréchal Soult, « autre traître. »

Tout cela inspire peu de sécurité à Constant et il songe à quelque absence : « A côté de ces grands intérêts, nous faisons notre lessive et emballons nos meilleurs effets. » L'attitude des royalistes le démonte : ces chevaliers de Saint-Louis disent que tout est perdu, mais ils continuent à se chauffer et à prendre leur café le plus tranquillement du monde. M^{me} de Staël, qui est de retour à Coppet, donne des nouvelles. Elle affirme qu'avant l'arrivée de Napoléon un complot s'était organisé pour mettre le duc d'Orléans sur le trône, mais que, étant donné son refus et la réapparition de Napoléon, on décida d'opter

pour ce dernier. D'après les lettres de Montpellier, qui signalent le duc d'Angoulême à Nîmes, son quartier-général, tout le Midi est sous les armes ; les protestants font cause commune avec l'usurpateur.

Les « on dit » se succèdent et sont jetés pêle-mêle dans l'oreille des badauds : Masséna est aux arrêts à Marseille ; la Bretagne demeure fidèle au roi ; les Anglais offrent 40 000 hommes qu'ils ont en Flandre à Louis XVIII ; les maréchaux Oudinot et Mortier sont sûrs ; Auxonne a tiré sur les bonapartistes ; on se bat près de Châlons ; deux régiments de cuirassiers, commandés par deux frères Richter, généraux d'origine genevoise, ont arrêté Bonaparte, blessé ; les hussards de Paris ont massacré quelques individus criant : « Vive Bonaparte ! » Mais, écrit Constant, « nous ne savons rien de positif. Il n'y a rien d'authentique dans ce qu'on dit. » Il poursuit cependant sa chronique :

« 24 mars 1815. — Satan perçant et ses satellites tous replacés sur son trône de fer, quelques amours-propres blessés, l'habitude de la vie militaire semblable à celle des sauvages, et le goût pour le brigandage qui en est inséparable, et la sottise des Bourbons, foulent au pied la morale, l'honneur et l'intérêt bien entendu. Il sera curieux de mettre dans le même cadre le dernier journal sous les Bourbons et le premier sous Bonaparte. On aura peine à croire qu'il ne s'est passé que quelques heures entre la publication de l'un et de l'autre. Bonaparte est entré à Paris le 20 à la tête d'un seul régiment de cavalerie. L'armée, qu'on avait envoyée pour le combattre, l'a reçu à bras ouvert. Il n'y a pas eu un coup de fusil de tiré du golfe de Juan à Paris. Davoust est nommé ministre de la guerre : c'est annoncer l'âge de fer. Le roi s'est retiré à Bruxelles et ses vils courtisans se cachent pour attendre le moment favorable pour offrir leurs obéissances à l'idole du jour. On assure que 30 000 Autrichiens marchent et arriveront par la Maurienne et le Faucigny ; 4000

Piémontais sont à Carouge et dans le voisinage. Si cela est vrai, nous sommes bien gardés par nos amis les Suisses et nos 4000 citoyens armés qui augmentent chaque jour leur nombre et nos moyens de défense. La résolution de faire résistance est toujours plus ferme. On dit que Bonaparte a dit, à Lyon, que Genève était bien heureuse d'avoir été reçue dans la Confédération. Le Midi a écrit des injures aux Lyonnais. On s'est procuré le nom de tous les négociants ; on leur a écrit des circulaires qui commencent par ces mots : « Infâmes Lyonnais. »

» Peu de jours avant l'entrée de Bonaparte à Paris, on y chantait le refrain suivant :

On a beau faire, on a beau dire,
Les lys me causent de l'effroy.
J'ai vu le roi, le pauvre sire,
J'ai vu Monsieur, vive le Roy!

» 27 mars. — J'ai lu hier une lettre de Rolle qui raconte qu'il est arrivé une lettre de Bonaparte au landamman du canton de Vaud, dans la nuit, par laquelle il reconnaît les vingt-deux cantons suisses, moyennant qu'ils observeront une stricte neutralité. Elle dit encore que le chef-lieu du département du Léman sera Carouge, mais on ne croit pas plus à cette nouvelle qu'à toutes les autres. Les caisses se rouvrent ici ; les affaires de commerce entre Genève et la France n'ont point été interrompues. On ne craint plus la guerre civile en France. Bonaparte a voulu que son retour ne causât aucun choc et il l'a obtenu jusqu'à présent. M. Whitbread a demandé à lord Castlereagh des éclaircissements sur les événements qui viennent de se passer en France ; il lui a rappelé que l'Angleterre a déclaré souvent qu'elle ne voulait pas imposer à aucun peuple un genre de gouvernement plutôt qu'un autre et qu'il espérait que le gouvernement anglais serait fidèle à cette déclaration. Lord Castlereagh a reconnu l'exactitude de cette déclaration et a assuré qu'il n'y dérogerait que dans le cas où des engagements antérieurs y obligeraient. On dit que Marie-Louise a renoncé au titre d'impératrice pour reprendre celui d'archiduchesse, que le con-

grès de Vienne a déclaré la guerre à Bonaparte et que les puissances vont mettre huit cent mille hommes sous les armes et même que quelques corps d'armée sont sur le Rhin. Il est arrivé ici un courrier autrichien ; j'ignore ce qu'il apporte. Le Conseil d'Etat appelle les Genevois à faire des dons volontaires à la patrie pour subvenir aux dépenses extraordinaires occasionnées par les circonstances du moment. Nous avons arrêté, ce matin, dans le Conseil représentatif, un règlement qui fixe le mode d'élection des députés à la Diète helvétique. »

Bien que nombre de personnes jugent que l'expérience aura corrigé l'empereur de ses vues ambitieuses, la majorité demeure sceptique et répond avec entrain à l'appel lancé en faveur de dons patriotiques. Deux mille florins entrent à cet effet dans la caisse de la petite république. Ils contribueront à lutter contre le despotisme de « Satan », du « grand entrepreneur de spectacles de l'île d'Elbe. » Constant enveloppe d'ailleurs dans une même réprobation les émigrés, les révolutionnaires, les royalistes, les bonapartistes, les militaires, les magistrats. Qu'ont-ils fait, s'écrie-t-il, pour le bonheur de leur pays ? « Rien. Chacun d'eux a pensé à lui et il n'y en a pas un d'entre eux qui ne marchât sur le corps de son parent, de son ami, de son voisin, de son concitoyen, pour monter et se placer d'un seul pouce plus haut. » Que dire de Benjamin, prônant hier la royauté et acceptant des mains de l'empereur une nomination à la commission chargée d'élaborer une nouvelle constitution ? « Comment notre cousin expliquera-t-il sa conduite actuelle avec ses déclarations du 19 mars en Italie ? »

Le 17 avril, Constant, qui est bien renseigné, — il commande les milices de Saconnex, de Genthod et de Céligny, — signale la présence de Lucien Bonaparte à Versoix. Lucien s'est rendu à Coppet pour voir « la cé-

lèbre. » Il eût désiré s'établir à Prangins, sur territoire suisse, mais on ne le lui a pas permis. Son « petit frère » l'a invité à se rendre à Paris pour prendre sa place de prince français, mais Lucien, créé prince de Canino, a répondu qu'il était Romain et entendait le rester. C'est pour traiter les intérêts du pape qu'il fit un voyage à Paris et il n'y vit que son frère Joseph.

« Il va retourner à Rome, dit-il ; mais que diable fait-il à Versoix depuis plusieurs jours ? Quelle confiance peut-on avoir dans les grands comédiens qui sacrifieraient le genre humain à leur agrandissement?... M. de Bonstetten, qui est allé voir Lucien à Versoix, dit que c'est une sirène qui séduit ceux qui l'écoutent ; mais notre ami ne fait pas comme Ulysse : il ouvre ses oreilles au lieu de les boucher, tant il aime le nouveau, le curieux, le rare en fait d'homme. Lucien a demandé à louer Fernex, qu'on lui a refusé.

» Benjamin écrit à M^{me} de Staël qu'il croit fermement que Bonaparte est changé!! qu'il donnera une bonne constitution à la France! »

De son côté, le *Journal de l'Empire* signale deux audiences accordées par l'empereur à Benjamin. « Le voilà donc pris par des promesses ou bien par l'appât de quelque bonne place. *O tempora, o mores!* »

A Genève, les mesures militaires se font de plus en plus rigoureuses. M. Pictet de Rochemont, qui vient de remplir avec éclat sa mission au congrès de Vienne, a pris le commandement des milices. Car l'orage n'est pas dissipé. On dit bien que Murat vient de se retirer dans le plus grand désordre, mais on sait aussi que des troupes se rassemblent à Chambéry. Le maréchal Marmont et le duc de Polignac passent par Genève pour se rendre en Piémont et, de là, rentrer en France par le midi.

Bientôt les troupes françaises se rapprochent ; les voici à Annecy, à Rumilly ; elles commettent déjà des agressions ; on empêche les paysans d'apporter leurs denrées à Genève. Dans cette ville, les gardes sont doublées et le colonel suisse de Sonnenberg met en activité de service les 5000 hommes dont il dispose. A noter que Lucien ne quitte pas les environs et loue une maison à Bellevue, alors même qu'une gazette de Paris annonce sa nomination au ministère de l'intérieur.

Reprenons la correspondance de Constant :

« 1^{er} mai 1815. — Quelle explication veux-tu que donne Benjamin de sa conduite ? Il te dira que Bonaparte est revenu de ses grands projets de domination universelle, qu'il a pris un singulier goût à la légalité, à la liberté, à la paix ; qu'il hait la tyrannie et l'arbitraire. Il te dira qu'il est convaincu de toutes ces choses, mais, pour être cru, il faudrait qu'il eût refusé la place de conseiller d'Etat. Il a voulu expliquer sa conduite à M^{me} de Staël ; il lui disait dans une de ses lettres : « Vous trouverez que j'ai tourné bien court » et puis répétait ce que contiennent les gazettes sur les espérances que l'on doit avoir sur les futures intentions de Bonaparte, et il l'invitait à retourner à Paris, et lui promettait de lui faire payer ce que la France doit à son père ! De l'argent ! voilà le mobile qui explique tout. Elle lui a répondu que l'inimitié que Bonaparte lui a montrée pendant dix ans ne peut, sans motif plus valable que des promesses, changer ses sentiments et ses opinions, qu'elle ne peut pas espérer que ses charmes aient pu opérer le miracle de changer l'aversion que Bonaparte lui a montrée en bienveillance.

» Il est arrivé 1500 hommes de troupe de ligne dans le pays de Gex ; on croit qu'ils faisaient partie du rassemblement de Chambéry.... On dit encore que ce sont deux régiments incomplets qu'on envoie dans le pays de Gex pour se recruter. Il y a eu dans la nuit de samedi à dimanche quelques coups de fusil.

tirés à Myes et Tannay, près de Nyon, entre les Français et les Argoviens, qui n'ont blessé personne quoique le corps de garde des Argoviens ait été percé de balles. Les Français étaient les agresseurs. On dit que cette incartade a été faite par un corps franc levé par un nommé Jaquemier, qui devait marcher contre les royalistes du Midi et qu'on a renvoyé chez eux.

» On assure que Vicat était à la tête d'une conspiration pour livrer la ville aux Français. Peut-être que cette conspiration est la cause du rassemblement de troupes dans nos environs. Il y a plusieurs bandits impliqués dans cette affaire ; le fils de Vicat, courrier de Bonaparte, est arrivé ce matin de Paris. Il a été arrêté avec ses papiers à son débotté. Voilà encore un coup manqué.

» Nous attendons encore un bataillon de troupes suisses. Quand il sera arrivé, nous prendrons possession de la partie de la Savoie que le Congrès de Vienne nous a donnée. La République a fait un emprunt de 700 000 florins ; il a été rempli aussitôt que proposé ; c'est un admirable concert d'union ; pauvres, riches, jeunes, vieux, hauts, bas, tous marchent du même pas. Les deux Bontems sont employés dans la place ; l'ainé dirige le génie ; Charles fait les fonctions de major de place. Nous avons quatre superbes compagnies d'artillerie ; j'ai donné un projet pour armer une barque, qui a été accepté [et] qu'on va mettre en exécution.

» 24 mai. — On assure que Bonaparte a reconnu la neutralité de la Suisse et qu'il a donné l'ordre positif de laisser passer les troupes suisses armées à Versoix qui viennent à Genève, ainsi qu'il a été convenu au traité de Paris de l'année dernière. Il a dit à Sismondi : « L'esprit des Genevois est très bon ; il faut qu'ils s'attachent à la Suisse et que celle-ci observe strictement la neutralité ; elle évitera ainsi de grands maux. » L'hypocrite ! il a oublié qu'il a dit aux Genevois qui lui offraient ses services lorsqu'il était à Lyon : « Quoi, vous êtes du pays de Canville ? »

» Les soldats vaudois qui sont ici sont un peu *troublesome* ; ils sont sans cesse en ribotte et boivent à Napoléon ; [ils] semblent

vouloir narguer nos citoyens dont l'esprit est fort différent et qui font tout ce qui dépend d'eux pour rendre leur séjour ici agréable, mais les Genevois sont sages, ils laisseront les Vaudois boire à leur violette et au grand scélérat.

» 5 juin. — Nos deux cantons ont décidé différemment la grande question de la neutralité de la Suisse et les causes plutôt que les raisons qui ont dicté leur décision sont faciles à expliquer. Le canton de Vaud a voté la neutralité sans examen, par acclamation et par sentiment, dès la première séance. Nous en aurions peut-être fait autant si nous avions été dans votre position, car il faut avoir de puissantes raisons pour recourir au bienfait de la neutralité. Bonaparte a fondé et assuré votre indépendance ; vous pouvez le considérer comme son plus ferme appui. Bonaparte nous a fait tout le mal qu'il a pu ; il n'a pas caché la haine qu'il a pour nous et cela surtout depuis son retour. Il aurait voulu anéantir le nom Genevois, l'esprit de liberté qui existe chez nous depuis si longtemps ; il était jaloux de notre richesse et de nos lumières. S'il reste le maître, s'il reprenait sa puissance et son influence, il ne tarderait pas à nous anéantir moralement.... Malgré la différence de nos opinions sur la neutralité, vous et nous sommes conséquens. L'Europe, en armes contre ce pouvoir oppresseur et injuste, va livrer un combat qui décidera du sort de l'Europe. N'est-il pas plus noble, plus généreux, plus honorable de vouloir partager les dangers qu'il faut courir pour soutenir les principes de justice, de droits publics, de modération que chaque honnête homme doit proclamer ? Mon vote ne pouvait être douteux ; il a été pour la guerre. On n'interprétera pas mon vote d'une manière qui puisse m'être défavorable. Je marche, grâce à Dieu, la tête haute dans les affaires publiques comme dans les particulières, et, si j'ai quelque fierté, c'est sur l'état de ma conscience.

» Le colonel Galiffe vient d'arriver d'Angleterre ; il a passé quelques jours à Brame le Comte, près de Bruxelles, avec son ami Victor, dont l'armée est, dit-il, superbe. Notre ami Dumont ¹

¹ Etienne Dumont.

est enfin revenu à Genève ; il a aussi passé par la Hollande où il a trouvé un excellent esprit et un enthousiasme dont il ne croyait pas que les Hollandais fussent maintenant susceptibles. Il ajoute que les Nassau y jouissent, ainsi qu'en Belgique, d'une grande popularité.

» Nous avons maintenant 2000 Suisses et 4000 citoyens en armes dans nos murs, dont pas un ne crie : « Vive Bonaparte ! » Nos moyens de défense augmentent de jour en jour avec le zèle, et nous disons avec le roi d'Angleterre : « Dieu et mon droit. » Je n'ai point été à l'exercice de toute la semaine ; j'ai été le premier et le dernier au Conseil. Hier, j'ai été sous les armes depuis cinq heures du matin jusqu'à deux heures ; je ne te dis rien du bataillon vaudois qui nous a quittés ; nous avons supporté jusqu'à la fin et en confédérés suisses les injures et le prononcé souvent grossier d'opinions différentes des nôtres dont des Suisses, nos confédérés, nous gratifiaient. Nous avons considéré leur conduite comme une maladie qu'a engendrée un amour irréfléchi pour un homme qui voudrait replonger l'Europe dans l'asservissement de sa folle ambition. On fait dire à Benjamin écrivant à Talleyrand : « Pends-toi, Talleyrand ; nous avons trahi et tu n'y étais pas. »

» Les nouvelles de Suisse nous disent qu'on a tiré le canon pour la prise de Murat, blessé mortellement à la joue, et les papiers français nous disent qu'il est arrivé blessé au golfe de Juan où Bonaparte a débarqué. Laquelle de ces deux nouvelles faut-il croire ? On écrit de plusieurs côtés de Paris que Benjamin, après avoir eu une violente dispute chez M^{me} Récamier avec le vieux Montlosier, s'est battu avec lui au bois de Boulogne. que l'épée de Benjamin s'est cassée dans le bras de M. Montlosier.

» On répète que les Espagnols sont entrés en France ; on dit même qu'ils ont pris Bayonne ou qu'on leur a ouvert les portes ; on dit aussi que les Autrichiens descendent le Mont-Cenis. Il faut recevoir les nouvelles avec une extrême défiance ; ce qui est certain, c'est que les apprêts militaires des Français ont cessé dans nos environs et [que] les troupes se sont éloignées.

» 15 juin. — Rien de ce qu'on vous a écrit sur la conduite du bataillon suisse vaudois qui nous a quittés n'est exactement vrai. Les soldats ont fait les libertins avec leurs cousines, servantes ici, un peu aux dépens des maîtres de ces demoiselles, vraies luronnes qu'il ne faut pas beaucoup chatouiller pour faire rire. Ils ont brisé les effets dans les casernes et ont crié : « Vive l'empereur ! » en partant. On n'a répondu ni à ces cris, ni à leurs menaces : nous étions les plus forts.

» M^{me} de La Turbie, née Sellon, a épousé M. de Clermont-Tonnerre à Turin. On dit qu'il ne manquait, depuis longtemps, que la cérémonie à ce mariage. »

On aura vu que, dans sa lettre du 5 juin, Charles de Constant annonce que les troupes françaises avaient quitté les environs de Genève. Elles ne devaient pas tarder à y revenir. Le 19, le général Dessaix occupe Carouge avec 1200 hommes et quatre pièces de quatre. Le matin du même jour, à dix heures et demie, Constant peut voir de sa terrasse l'entrée du maréchal Suchet dans un équipage à quatre chevaux. Une salve d'artillerie salue l'arrivée du maréchal ; d'aucuns affirment, cependant, qu'elle est destinée à signaler une victoire remportée par l'empereur sur les Prussiens.

A Carouge, les Français ; à Douvaine, — à quelques kilomètres de Genève, — les Autrichiens, dont les 6000 hommes ont tôt fait de chasser l'ennemi tentant de les repousser. Le pays de Gex ne paraît d'ailleurs guère apte à leur opposer une résistance sérieuse. Il ne s'y trouve que des conscrits fort jeunes, qui ne sont ni complètement armés, ni habillés et qui n'ont aucune habitude des armes. Trente mille Autrichiens passent bientôt par Genève et se répandent dans le pays de Gex. Dessaix se voit contraint de se retirer dans la direction du Mont de Sion.

Si ces événements réjouissent Charles de Constant, il est quelques Genevois qui en souffrent : Fleury-Kunkler se brûle la cervelle chez le colonel de Sonnenberg après s'être emparé d'un pistolet ; chaud partisan de Bonaparte, il avait naguère refusé une place avantageuse à son service ; l'ancien trésorier de la Municipalité, Garnier, se suicide également : ce grand admirateur de l'empereur ne peut supporter de le voir tomber.

« 29 juin. — M. de Bubna est avec son corps d'armée de 40 000 hommes à Chambéry. L'armée autrichienne, qui a chassé Murat de son royaume et dont les troupes, qui ont tourné casaque, se sont jointes à celles des Autrichiens, entrera en France par Nice. Elle est commandée par le général Bianchi. 60 000 hommes ont passé le Rhin à Schaffhouse et 120 000 à Bâle. Tout le Midi est en armes contre Bonaparte, et, à bout de troupes, le maréchal Suchet n'a pas 25 000 hommes à opposer, et le général Lecourbe 12 000 hommes. La victoire de Waterloo a amené les alliés dans le centre de la France. La prise des lignes de Weissenbourg et le passage du Rhin par les Russes, l'abdication de Bonaparte, la nomination d'une régence composée de cinq vauriens : Quinette, Caulaincourt, Carnot, Fouché et Grenier, la Vendée, les principaux partis qui se prononcent, le roi de Rome proclamé souverain de la France par la régence, tandis que cet enfant est à Vienne, tout cela est un chaos épouvantable. Il est difficile de prédire ce qui en résultera.

» 3 juillet 1815. — Voici enfin une lettre de notre frère Victor. Il raconte que, pendant toute la journée du 18 juin, mémorable par la bataille de Waterloo, il était auprès du duc de Wellington en qualité d'officier-général et quartier-maître-général de l'armée hollandaise sous les ordres du duc, dont l'état-major a prodigieusement souffert. Il a échappé de sa personne, quoiqu'il ait été atteint de deux balles : l'une a frappé le fourreau d'acier de son sabre, l'autre s'est enterrée dans son écharpe de soie ; elle était morte. Il a eu son cheval tué raide par une

mitraille qui lui a traversé la tête. Echappé à cet immense danger, je considère sa fortune et celle de la famille comme faite. Il n'a plus désormais qu'à vivre et jouir du fruit de tant de périls encourus, du dévouement et du talent qu'il a montrés. Les officiers autrichiens auxquels j'ai parlé de notre cousin Juste, et beaucoup d'entre eux le connaissent, m'en ont fait un grand éloge. Sa réputation est excellente dans l'armée. Le maréchal Frimont en fait grand cas ; il est capitaine et chambellan de l'empereur. Je regrette qu'il n'ait pas été dans l'armée qui vient de nous passer sur le corps le plus doucement qu'elle a pu, mais en laissant cependant des traces bien marquées du passage. Les Pasteur, au Grand-Sacconex, ont chez eux le général Meladorowitch et son état-major qu'il faut *alimenter, raser, désaltérer, porter*, et autour d'eux, dans leurs jardins, champs et prés, sept mille hommes tant infanterie que cavalerie. M^{me} Du Pan a, à Morillon, un régiment de cavalerie et un d'infanterie dont elle nourrit les chefs séparément parce qu'il n'est pas de la dignité d'un colonel de cavalerie de manger avec un colonel d'infanterie. M^{me} de Budé a, dans son parc, au Petit-Sacconex, et dans sa maison, l'artillerie de réserve, c'est-à-dire vingt-quatre pièces de canons et 800 chevaux de train. Il y a un camp de 8000 hommes, la plupart grenadiers hongrois, établi à Champel. Les officiers occupent la maison du pauvre Pictet et tout est dévasté. M^{me} Achard a, à la Boissière, le général en chef de l'artillerie et six officiers à sa table avec leurs domestiques et 40 chevaux. Un général russe occupe les Volandes ; une colonne de 4000 hommes s'est posée à Plongeon chez les de Morsier et les environs, et cela depuis mercredi dernier. Le feld-maréchal Frimont a son quartier-général à Chêne sur Savoie, mais il est de sa personne à Fernex depuis quelques jours ; le château, ainsi que toutes les propriétés du pays de Gex, est dévoré, tondu, foulé aux pieds. J'ai eu bien de la peine à prévenir le pillage des maisons du Petit-Sacconex. Ma compagnie, augmentée de vingt-cinq soldats d'Appenzell, a fait un service très pénible et sans relâche nuit et jour, mais enfin nous avons réussi. J'étais

très appuyé du général et des officiers autrichiens. Ces ~~chers~~ amis commencent à s'éloigner....

» On répète l'absurde nouvelle que Bonaparte a demandé un refuge à l'Angleterre. Ne serait-ce pas la gueule du loup et se cacher dans l'eau de peur de la pluie, comme M. Gribouille ? »

A la même date du 3 juillet, Constant confirme le suicide de Garnier et celui de Michel, « l'un et l'autre grands révolutionnaires et, par une liaison que je ne comprends pas, grands bonapartistes, si ce n'est pour la protection que [Bonaparte] donnait aux bandits. » Cette « liaison », nous la retrouvons dans l'esprit d'un ancien magistrat révolutionnaire genevois, Jean Janot, qui redoutait par-dessus tout la restauration par la Sainte-Alliance d'un régime aristocratique à Genève ¹.

Tandis que les femmes de Genève font de la charpie et suivent à distance l'état-major autrichien, Constant continue à noter les nouvelles qui lui parviennent :

« 10 juillet. — Bonaparte a quitté Paris la nuit du 27 au 28 juin pour aller s'embarquer et fuir la France, les Français et les étrangers qu'il a si grièvement offensés ! Le maréchal Suchet a fait proposer un armistice au maréchal Frimont, qui lui a fait répondre qu'il n'avait point d'instructions là-dessus et qu'il devait se retirer s'il ne voulait pas faire massacrer les troupes qu'il a sous ses ordres. Les Français ne reculent pas et les Autrichiens sont obligés d'enlever de vive force tous les postes où ils font résistance, ce qu'ils font avec valeur et talent. Ils perdent du monde et les Français plus qu'eux, et, de plus, des canons. Le sort que l'on destine à la France sera bien dur ; cependant le pays de Gex, si coupable par son esprit révolutionnaire et son fanatisme pour Bonaparte, n'a pas été fort maltraité. Les Autrichiens ont pillé les maisons que les habitants

¹ Voir à ce sujet l'introduction de M. Ami Bordier aux souvenirs publiés sous le nom de Janot et sous le titre *En 1814* (Genève, Durr, 1912, in-16.)

ont abandonnées et celles voisines des lieux où l'on s'est battu avec acharnement. On a trouvé des soldats autrichiens assassinés, ce qui a fort augmenté la colère. Le pays de Gex vient d'arborer le drapeau blanc et crie maintenant : « Vive le Roi ! »

Mais le roi saura-t-il apaiser les discordes ? « Voudra-t-il régner par les lois et la justice, ou par le droit dit divin de la passion, de l'arbitraire et de l'ineptie ? »

IV. Après l'orage.

La vie reprend, douce et tranquille. Le dimanche, les Genevois se rendent au Fort de l'Ecluse et se promènent dans ses décombres. Les milices, moins affairées, sont en fête et Constant régale sa compagnie. Sonnenberg et ses officiers sont choyés ; les dames des rues basses donnent une sérénade au colonel le jour de la Saint-Louis, son patron, et lui remettent une tabatière d'or émaillée à musique jouant le *Ranz des vaches* et *Enfants de Tell*, soyez les bienvenus, morceau composé pour la première arrivée des Suisses à Genève. De son côté, l'Etat fait ciseler pour lui une épée de grand prix. Une grande manifestation est organisée en l'honneur des officiers suisses et l'on y compte des participants de toutes les nations. La ci-devant reine Hortense, en séjour à l'auberge de Sécheron, a « filé » la veille pour Chamonix.

On signalait, depuis le mois de juillet, la présence de l'ex-roi Joseph à Prangins : on prétendait même que Napoléon s'y était, lui aussi, réfugié. Au mois de mars déjà, les Alliés avaient réclamé l'éloignement de Joseph du canton de Vaud.

Une lettre interceptée, de Talleyrand, publiée par M. Auguste Fournier, nous apprend même qu'ordre avait été donné à des officiers autrichiens de le faire interner

à Gratz¹. L'année précédente déjà, le 29 juillet - 10 août, le comte Capo d'Istria avait écrit de Zurich au comte de Nesselrode :

« M. de Talleyrand, ministre de France, ... m'a annoncé avoir intercepté une correspondance de Joseph Bonaparte avec quelques personnes de Colmar en Alsace. Cette correspondance a fait découvrir qu'il existe tant dans le Conseil d'Etat à Paris qu'à la police des individus qui entretiennent des relations directes avec Joseph et que le but de ces relations est de maintenir en France l'influence de Napoléon, ainsi que d'y répandre des impressions défavorables aux Bourbons et surtout au duc de Berry, dont on redoute déjà la popularité. M. de Talleyrand prétend savoir que Joseph Bonaparte verse, dans ce dessein, des sommes considérables en Alsace et dans le pays de Vaud, où il est établi, et que, profitant de l'état d'exaltation où sont les Vaudois, il les excite à prendre des mesures pour le préserver contre Berne, et qu'il forme à Lausanne des magasins et des approvisionnements d'armes considérables. M. de Talleyrand ajoute... qu'il désirait se consulter avec nous sur les mesures qu'il pourrait prendre au cas que le roi lui ordonnât de faire arrêter et traduire Joseph à Besançon. Il ne me cache point qu'il serait peut-être nécessaire de faire entrer dans le pays de Vaud des troupes françaises pour assurer infailliblement l'arrestation de Joseph. Cette dernière ouverture n'a pas laissé de me donner quelques doutes sur la découverte dont il est question. Il ne serait pas impossible que, sous le prétexte de s'emparer de la personne de Joseph Bonaparte, la France eût le projet de s'immiscer dans les affaires de la Suisse. Quant à cette mesure en elle-même, j'ai fait sentir à M. de Talleyrand qu'elle était hors des usages établis parmi les nations et que, si le roi demandait à la Suisse que Joseph lui fût livré, je ne doutais pas que la Confédération ne le fit avec le plus grand empressement. Dans ces entrefaites, M. Canning arriva et, la conversation ayant continué

¹ *Die Geheimpolizei auf dem Wiener Kongress*. Vienne et Leipzig, 1913, in-8°.

sur le même sujet, ce ministre partagea complètement mon opinion.... Confirmation des remarques sur les graves inconvénients qu'entraîne pour la Suisse le séjour des Bonaparte... soit que réellement ces hôtes dangereux compromettent la tranquillité de ce pays en nourrissant autour d'eux l'esprit inquiet, turbulent et contraire au rétablissement de l'ordre qu'on ne peut s'empêcher de remarquer principalement dans le pays de Vaud, malgré la sagesse et la modération de quelques-uns de ses magistrats ¹. »

En 1815, le bruit courait de l'arrestation de Joseph au château de Prangins par des soldats saint-gallois, et Charles de Constant s'en fit l'écho dans sa chronique ². A la même date, il note le départ de la reine Hortense pour Chambéry, accompagnée de « M. de Voyna, son gardien, aimable et folâtre Polonais de vingt ans, qui sait tout, ou tout comme. »

L'attitude du gouvernement vaudois, qui ne pouvait oublier l'appui que Bonaparte avait porté à leurs revendications contre l'oligarchie bernoise, était sévèrement jugée par les adversaires de l'empereur. Constant s'irrite presque à entendre M^{me} de Staël, victime naguère de Napoléon, s'apitoyer sur les « persécutions » subies en Suisse par les Bonaparte. Il blâme Sismondi d'avoir « flotté » et d'avoir prôné Bonaparte aux dépens de la Suisse, de l'Angleterre et des Bourbons. La conduite de son cousin Benjamin demeure pour lui inexplicable et il marque sa surprise de ce que, placé sous surveillance en attendant son procès, il ait pu — comme on le lui

¹ *Archives impériales russes*, Suisse 1814, n^o 2 et 56. Ce document nous a été aimablement communiqué par M. Edouard Odier, ministre de la Confédération à Saint-Petersbourg.

² Eugène de Budé a inséré ce paragraphe dans *Les Bonaparte en Suisse*; ce n'est d'ailleurs point en mars qu'il fut écrit, mais le 7 août.

affirme — être rayé par le roi lui-même, en hommage à son talent. Benjamin, Sismondi, des hommes remarquables, séduits par les promesses de Bonaparte ! « Les gens d'esprit sont quelquefois bien bêtes ! »

Une brochure, qu'il désigne sous le titre *Considérations sur le caractère moral des Français*, et qu'il attribue à Rocca, lui paraît remettre les choses au point, en accablant d'ailleurs toutes les classes et tous les partis du règne si court de Louis XVIII. Cette brochure anonyme, intitulée en réalité *Considérations sur la constitution morale de la France*¹ (Genève, Paschoud, 1815), a reçu d'autres attributions que celle donnée par Constant. La Bibliothèque de Genève en possède deux exemplaires ; sur le premier, on lit, inscrit à la main : *par l'ancien syndic des Arts*, et sur le second : *par le comte Fédor de Golowkin*.

Constant est interrompu dans ses digressions politiques par la visite du général anglais Erven Baillie qui, en 1793, était revenu de Chine avec lui sur l'*Etrusco*. D'une avarice sordide, le général a amassé une grande fortune. Agé de quatre-vingts ans, il voyage accompagné d'une chanoinesse bavaroise du chapitre de Sainte-Anne, la comtesse de Sandyell. Naguère dame d'honneur de la princesse de Wagram, elle suit le vieux garçon, qui roule son ennui de ville en ville.

« On se remet à se marier et, par conséquent, à danser. » On se remet aussi à recevoir. Les Anglais recommencent à affluer. M. de Salverte, qui devait jouer un rôle politique important et s'était déjà fait connaître par de nombreux travaux d'érudition, est présenté à Cons-

¹ Nous devons ce renseignement à l'amabilité de M. F. von Gunten, assistant à la Bibliothèque de Genève.

tant par Bonstetten. Mais, quelle que soit sa réputation Salverte n'a pas l'heur de plaire à notre chroniqueur : ses filles sont laides ; à peine entré dans un salon, ne l'entend-on pas discuter grammaire et participes ! Il n'est pas plus amusant en société que dans ses livres : « le savoir tout nu est ennuyeux à mourir, hors du cabinet. » Un bavard, en un mot, et sa femme, veuve d'un premier mariage avec M. de Fleurieu, ministre de la marine sous Louis XVI, est une babillarde : ils ne peuvent, ni l'un ni l'autre, vivre sans parler et sans faire parler d'eux. Sir Samuel Romilly, le fameux jurisconsulte, et sa famille attirent davantage la sympathie. Il en est de même du prince Paul de Wurtemberg et d'Alexandre Baring, parlementaire anglais, chef de l'une des premières maisons de commerce de l'Europe, qui place ses deux fils en pension à Genève. « C'est bien flatteur pour Genève de penser que les hommes les plus distingués de l'Europe rendent ainsi un hommage désintéressé à notre pays, à ses institutions et à nos mœurs. Sentons bien ces avantages ; travaillons à les accroître sans changer leur genre et en partant toujours des mêmes principes, auxquels nous les devons. C'est bien le sentiment général. Chacun dans sa sphère travaille à donner à sa patrie le relief dont elle est susceptible. »

Avec la famille Romilly, Constant entreprend quelques excursions. Le 14 octobre, la petite troupe se rend à Fernex.

« Cette terre classique de la philosophie, ainsi que l'appelle Talleyrand, a été exceptée des communes que nous a cédées la France, à cause de la gloire dont Voltaire l'a entourée. Nous avons trouvé un gros capitaine suisse de Saint-Gall couché dans le lit de Voltaire. Ce grabat de la philosophie est dans un état

de guenille qui fait honte aux philosophes. Te rappelles-tu, lorsque nous venions à Fernex faire visite et souvent dîner avec l'illustre vieillard ? C'était dans les années de 1774 à 1776. J'avais alors treize à quatorze ans ; je me le rappelle comme de hier. »

Les Romilly ont apporté quelques nouvelles. En Allemagne, ils ont rencontré de nombreux corps prussiens prêts à se jeter sur la France comme sur une proie. D'autre part, les voyageurs qui arrivent de Paris affirment que les Bourbons n'en ont pas pour longtemps. Où est la vérité ? et comment les Français eux-mêmes la connaîtraient-ils ? « Ne sont-ils pas les enfants du jour et le jouet des événements ? » On dit encore que Murat, pris les armes à la main en Calabre, y a été fusillé par ses « fidèles sujets. » On dit enfin — et cela intéresse plus particulièrement les Genevois — que l'empereur Alexandre fût venu dans leur cité, où il était attendu chez les Duval, si son Egérie, la Harpe, qui ne les aime point, ne l'en avait empêché.

A défaut d'Alexandre, le prince héritier d'Autriche séjourne à Genève, où il n'excite ni enthousiasme, ni admiration. Metternich est plus apprécié. Constant, qui a connu sa famille à Bruxelles, échange des visites avec lui. Il loue ses vues larges, qui surprennent les aristocrates de la petite république. Ceux-ci « voudraient tout mettre sous clef et la mettre dans leur poche. » Metternich est plus sympathique que les autres politiciens de son pays. Constant ne pardonne pas au ministre d'Autriche en Suisse, le baron de Schraut, d'avoir appelé Guillaume Tell un assassin.

En même temps que Metternich, Capo d'Istria, l'homme de confiance d'Alexandre, se trouve à Genève.

Il plaît à chacun par sa physionomie animée, ses beaux yeux, sa vivacité d'expression, son esprit et sa franchise. L'on n'oublie pas que Pictet de Rochemont s'est constamment appuyé sur ses conseils pour faire valoir les revendications de la Suisse au congrès de Vienne.

Pictet de Rochemont, lui, saisit l'occasion d'une fin d'année pour donner sa démission du Conseil d'Etat. Il veut, dit-il, se vouer plus complètement à ses travaux littéraires et agricoles. La *Bibliothèque britannique*, devenue la *Bibliothèque universelle*, le réclame toujours davantage. Constant se désole de le voir abandonner la scène politique, où ses idées libérales étaient nécessaires.

A la même époque, le Conseil représentatif décrète une fête annuelle le 31 décembre, en commémoration de la restauration de la république. Cette année — 1815 — elle revêt une solennité particulière.

« Le Conseil souverain, rassemblé dans la salle de ses séances et augmenté des pasteurs, professeurs et juges en grande tenue, a reçu le Conseil d'Etat, présidé par les anciens syndics en grand costume, ayant à la main les bâtons de leur office (bâtons d'ébène surmontés d'une couronne d'argent). Ils prirent place sur leurs sièges accoutumés, et, ayant fait la prière, M. Lullin, premier syndic sortant, fit un petit discours analogue à la circonstance et à l'anniversaire de notre restauration. Les nouveaux syndics prêtèrent serment et les anciens remirent leurs bâtons et leurs places aux nouveaux après les avoir embrassés. M. Schmidtmeyer, le nouveau premier syndic, adressa un bon discours à l'assemblée; il rappela les services que leurs prédécesseurs ont rendus à la République; il retraça ce que nous devons à la Providence en nous épargnant les maux, les déchirements que notre position semblait rendre inévitables et qui, par tant de bienfaits, nous a imposé le devoir de ne pas gâter son ouvrage. Après la cérémonie, le Conseil souverain s'est

partagé en trois parts, dont chacune s'est rendue dans une église où on fit de beaux discours. Mon mal ne me permit pas d'y assister; j'ai craint le froid aigre et humide de nos églises, qui a tué le père de M. Odier, le nouveau syndic et le professeur De Roches, doyen des pasteurs, morts dix jours après avoir communiqué à Saint-Pierre à Noël. Il y a longtemps qu'on a dit que Saint-Pierre tue plus de gens qu'il n'en sauve. »

Cette description terminée, Constant reprend, le 1^{er} janvier 1816, le fil de ses anecdotes et celui — un peu relâché — de ses opinions:

« Moi qui connais Sainte-Hélène, je n'ai aucune inquiétude que Bonaparte puisse s'en échapper, mais il n'est pas impossible que la politique ne le remette sur ses pieds. Il n'y a rien dont la politique n'ait abusé. L'Autriche ne s'est pas emparée du roi de Rome pour ne s'en pas servir : ces deux personnages sont capables de renverser le monde à nouveaux frais.

» 21 janvier. — Il y aura trois bals cette semaine : un chez les Sellon, le deuxième chez le prince de Mecklembourg et le troisième chez les Boissier-Butini. Nos magistrats ont défendu de danser après minuit. Je trouve la chose fort sage, mais j'aurais voulu que cela se fit d'un commun accord par la conviction de l'utilité de la mesure. Je n'aime pas que le gouvernement se mêle de détails de cette nature, c'est une affaire de mœurs. Le public prend presque toujours en mauvaise part lorsque le gouvernement intervient dans les affaires des particuliers et ce qui est du ressort des mœurs, et, par conséquent, de l'opinion. Les gouvernements ne craignent pas de se rendre impopulaires : ils devraient l'éviter avec soin, mais il faut gouverner ! Qui résiste à cette action malade, la rage de gouverner ses semblables ?

» Les Grand d'Hauteville donneront un bal costumé le 1^{er} février ; il faudra y paraître dans le costume à la mode en 1788.

» 29 janvier. — J'ai mené mes filles au bal donné par le prince Paul de Mecklembourg dans la maison Buisson. J'étais

assez souffrant en y allant ; la chaleur qu'il y faisait me procura tout de suite un grand sentiment de bien-être. Je quittai le bal néanmoins à onze heures ; ma femme vint alors me remplacer ; elle y resta jusqu'à trois heures du matin. Ce bal, pour lequel rien n'a été épargné, a été fort brillant ; il y avait plus de 500 personnes qui furent toutes assises à souper. Le lendemain, je fus en uniforme à l'enterrement du général de Châteaueux, qui a eu lieu à Chouilly.

» Pasteur-Fatio a été nommé inspecteur de la poste aux lettres ; ils seront établis en ville pour recevoir en pension le fils de lord Uxbridge, — un lord Paget, — qui naguère se rendit fameux sur les bords du Léman par ses fredaines et ses aventures galantes ; il commandait (le père) la cavalerie à la bataille de Waterloo et il y a laissé une jambe ; l'autre personne que les Pasteur prennent en pension est un colonel Thornbride, à qui un boulet a enlevé la chair de la nuque à Waterloo. Ces deux pensionnaires paient 40 napoléons par mois pour eux et leurs domestiques. Tout le monde voudrait avoir des pensionnaires à ce prix et on me fait la cour pour en procurer.

» 5 février. — On a signé l'autre jour à Coppet le contrat de mariage de M^{lle} de Staël avec le duc de Broglie, arrivé de Paris tout exprès avec Auguste de Staël. Ils sont ensuite partis pour l'Italie pour achever toutes les cérémonies. Ils ont emmené Sismondi.

» Ces arrivés de Paris clabaudent beaucoup sur ce qui se passe à Paris. Ils craignent une révolution royaliste et annoncent un changement de ministère dont Mathieu de Montmorency et d'autres encore plus purs que lui seraient membres.

» M^{me} de Staël a été payée des deux millions prêtés à la nation par son père ; on lui donne des inscriptions au grand-livre qu'elle a tout de suite vendues pour 1 200 000 francs ; elle a mis bien de l'adresse à obtenir ce paiement qu'elle a pourchassé sous tous les gouvernements depuis vingt-cinq ans.

» 26 février. — Le fils cadet de M. Cramer-Courlet, lieute-

nant de vaisseau dans la marine royale d'Angleterre, vient d'arriver ici ; il est tout frais du Brésil ; il a passé à Sainte-Hélène, il y était quinze jours avant l'arrivée de Bonaparte. Il confirme la bonne opinion que j'ai du Cap de Bonne-Espérance. C'est, sans doute, la meilleure colonie européenne ; c'est celle qui, par son climat, ses productions, ses mœurs et ses institutions, ressemble le plus à la bonne partie de l'Europe. C'est là que j'irai m'établir si on me chasse d'ici. On nous menace de la guerre ; l'insatiable ambition de l'Autriche replongera de nouveau le monde dans toutes les misères dont il n'est pas encore sorti.

» Genève aura une compagnie aux gardes-suissees et une et un quart dans la ligne. Charles Bontems et Simon Cayla sont sur les rangs pour avoir des places.

» Les Anglais ont formé ici une société de débats où l'on discute sur toutes sortes de sujets. J'ai décrit dans le journal une société de même genre à Londres.

» Voilà l'ambassade anglaise partie pour la Chine ! Elle n'aura pas un meilleur succès que les précédentes, malgré le caractère aimable et riant de lord Amherst, dont mon ami Drummond me dit un bien infini. Les affaires communales ¹ de l'Angleterre vont bien mal. Tout marche vers un changement de toutes choses dans ce pays qui a été longtemps le modèle des autres ; mais tout y est plus que pourri.

» Nos filles iront demain au bal chez lady Dalrimph Hamilton. Il y en a un autre chez M^{lle} de Jaquet.

» De Châteaueux a fait imprimer en un petit volume les lettres sur l'Italie qu'il avait données à la *Bibliothèque britannique*.

» 18 mars. — J'ai reçu deux lettres de Londres qui parlent de Benjamin. L'une dit : « Il fait le vert et le sec ; » l'autre, disant qu'il fait pleurer les dames par la lecture qu'il leur fait de son roman manuscrit. — dont l'une d'elles en a eu un grand mal aux yeux, — ajoute : « Il n'est pas très populaire. » Il a renoncé à faire imprimer son ouvrage sur la France, celui de

¹ De la Chambre des communes.

John Hobhouse l'ayant devancé et contenant à peu près les mêmes choses.

» 25 mars. — M. Pictet de Rochemont est revenu après avoir terminé la négociation avec la cour de Turin relative à la cession du territoire savoyard. Nous acquérons par le traité une belle province, compacte, arrondie, qui, du centre, Carouge, étend ses bras l'un sur la rive du lac depuis Hermance, l'autre jusqu'au Rhône à Chancy, le Foron, l'Arve et la route dont je t'ai parlé faisant la limite du côté des montagnes. Le roi de Sardaigne a donné une belle boîte d'or enrichie de diamants à M. Pictet. Le chambellan qui la lui a remise lui a dit : « Je vous préviens que l'usage est ici, lorsque le roi fait un cadeau, que celui qui le reçoit donne 10 % de sa valeur à celui qui le lui porte. » Cette tabatière vaut 12 000 francs; il a donc été obligé de donner cinquante louis au chevalier de Perrou qui en était porteur.

» 29 avril. — M. de Candolle, le botaniste, a quitté Montpellier où il était professeur pour occuper ici la chaire d'histoire naturelle, quoique les avantages soient bien moindres ici. Il vient d'arriver. C'est une précieuse acquisition pour notre académie, pour la société et le pays; il est très instruit et très aimable. Il en est de même de sa femme. Je les voyais souvent à Paris en 1796 et 1797. Ils n'étaient pas mariés alors. Je te le répète, Genève sera, s'il ne l'est déjà, le coin le plus heureux du monde : tout concourt pour favoriser sa prospérité. Déjà nous avons une école à la Lancaster. M. Pictet veut y joindre une école d'agriculture et, à l'instar de celle de Hofwyl, il y consacra les dix mille florins que nous lui avons donnés en reconnaissance de ses services; c'est lui-même qui a demandé qu'il en fût ainsi....

» Lady Hamilton, fille de lord Duncan qui battit la flotte hollandaise à Camperdown, nous racontait l'autre jour que, lorsqu'elle fut sur le champ de bataille de Waterloo, elle l'avait trouvé couvert de lettres qu'on avait sorties de la poche des morts en les dépouillant. Elles étaient écrites dans toutes sortes

de langues et généralement par des femmes, mères, épouses, filles, sœurs ou amantes des pauvres tués. Lady Hamilton est très belle femme; elle a une très jolie fille.

» 27 mai. — Il pleut des Anglais dans ce moment. Lord Byron est du nombre. Cet homme, ce poète si décrié par son caractère et sa conduite, n'a pas voulu se contenter d'être le premier poète de son pays et de son époque : il a ambitionné la gloire, la fausse gloire de faire, de dire, de penser d'une manière différente de tout le monde. Il a un peu du diable dans sa composition ; il aime le mal comme un ami et il le fait de gaieté de cœur comme une partie de plaisir. Mais quel génie ! quelle force ! quelle belle imagination !

» Le prince Starhemborg était hier sur notre terrasse ; j'étais à l'exercice. C'est une ancienne connaissance : rappelle-toi Londres et l'*Etrusco*. Il va marier sa fille au comte Baltriani, à Lausanne. Nous avons vu chez M. d'Yvernois un sac de velours écarlate, brodé en acier par Marie-Louise pour son cher époux Bonaparte, que le neveu de M. d'Yvernois, officier au service de Prusse, a donné à sa tante. Il l'avait acheté d'un soldat sur le champ de bataille de Waterloo ; il était rempli d'herbes odoriférantes. Il avait aussi apporté un gobelet d'argent pris dans la voiture de l'ex-empereur. Ce sont des reliques dont bien des gens font grand cas. Le chiffre de Bonaparte sur le sac est entouré de trophées et surmonté d'une couronne.

» 10 juin. — Lord Byron n'est point gibier pour M^{me} de Staël ; ils ne se sont pas plu réciproquement. Ils craignent le choc de leur célébrité. La rivalité est trop grande pour qu'il n'y ait pas jalousie. Les Anglais continuent à arriver par douzaines ; c'est une véritable invasion ; c'est une pluie d'or dont nos dames espèrent avoir leur part.

» 17 juin. — Personne ne voit lord Byron ; je t'enverrai des vers qu'il a faits après la séparation avec sa femme, qui n'a pu supporter ses bizarreries, sa manière de vivre et ses mauvais traitements. Ces vers sont tendres, passionnés, et on ne peut mieux exprimer le regret de ce qu'il a perdu. Ils laissent croire

que la cause de leur mésintelligence vient d'elle et qu'elle a été coupable d'hypocrisie et de perfidie.

» Nous avons fait la connaissance de lord Minto et de sa famille, composée d'une mère, d'une femme, de trois sœurs et d'enfants et de domestiques, ensemble trente et un individus ; ils occupent le village de Chambésy. Ils attendent un frère de lord Minto, qui a aussi une famille. Cette famille nous plaît beaucoup. Lord Minto est un homme fort instruit, ainsi que la femme et les sœurs. Leur simplicité égale leur bon ton.

» Nous eûmes les Wickham à dîner samedi, et le soir quelques personnes, entre autres M^{lle} Bertrand qui chanta beaucoup et, comme toujours, à ravir. Nous avons aujourd'hui les jeunes de Bottens à dîner et le soir les bons voisins des Délices.

» Je menai samedi M. Wickham¹ à Sacconex chez M. Schweppe pour voir sa belle pêcherie. Je trouvai M. Schweppe plus curieux à voir que ses pêcheurs ; son grand âge, ses cheveux blancs contrastent fortement avec sa vivacité et sa force ; il a une originalité d'expressions et un feu qui n'appartiennent qu'au génie. Il fait dans ce moment un Horary qui représentera le mouvement des astres et qui marchera par le moyen d'un mécanisme ingénieux. Il a rapporté une jolie fortune d'Angleterre, où il fut le premier qui a fabriqué des eaux minérales factices d'un usage si général maintenant².

» 24 juin. — Lord Minto est le fils de son père qui, de son vivant, a été vice-roi de la Corse pendant qu'elle était aux Anglais, puis ambassadeur à Vienne, et enfin gouverneur-général de Bengale. Le nom de cette famille est Elliot....

» M^{me} de Montgelas, femme du premier ministre du roi de Bavière, était samedi sur notre terrasse. Ce n'est pas par la figure qu'elle mène la cour de Bavière, quoiqu'elle ait été belle, mais par un caractère fort hautain, emporté, un esprit adroit, intri-

¹ Wickham avait été ministre d'Angleterre en Suisse pendant la Révolution.

² Nous avons signalé l'initiative de Schweppe dans notre ouvrage sur *Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française*.

gant, méchant même ; elle est liée avec les Pictet de Rochemont, dont elle a fait nommer le fils Charles ministre de Bavière à Paris.

» 8 juillet. — Benjamin a fait mettre dans les journaux anglais que les personnages de son roman d'*Adolphe* ne sont pas des portraits véritables, mais ceux qui le connaissent et ceux qui ont connu mon oncle ne manqueront pas de les reconnaître. Plusieurs personnes qui sont ici ont connu Ellenor : elle s'appelait Lindsey ; elle était moitié française, moitié anglaise ; c'était *une fille* du bon ton, que des aventures avaient jetée dans le concubinage ; elle avait de l'esprit et point d'instruction. Ses aventures avec Benjamin firent assez de bruit dans le temps. M^{me} de Staël n'est pour rien dans cet ouvrage.

» M^{lle} Victorine Achard, si jolie, épouse aujourd'hui M. Fabri fils, sous-préfet du pays de Gex ; c'est un bon mariage pour tous les deux : lui est un aimable et spirituel jeune homme dont le père est riche et considéré.

» Le roman intitulé *Glenarova* est de lady Caroline Lamb, nièce de la duchesse de Devonshire, sœur de lord Spencer, non celle du moment qui était lady Elisabeth Foster, Hervey de son nom. J'ai souvent parlé de l'une et l'autre de ces duchesses dans le journal. Lady Caroline était passionnément amoureuse de lord Byron, au point qu'elle se donna des coups de couteau dans un raout parce qu'il l'avait négligée pour s'occuper d'une autre femme. Ce roman, dans lequel elle s'est peinte elle-même ainsi que lord Byron, est une peinture fort dégoûtante, quoique très vraie, des mœurs de la haute société en Angleterre. L'auteur n'a pas craint de se traîner dans la boue avec les autres personnages. »

En présentant ces extraits de la *Chronique sociale* de Charles de Constant, nous affirmions que ce grand voyageur, de retour au pays natal, étudiait avec philosophie les événements qui se déroulaient autour de lui. Nous ne nous en dédisons point. On aura vu, cependant, que cette

philosophie n'était pas exempte de passion. S'il est teinté d'épicurisme, Charles de Constant conserve un cœur très sensible, très vibrant. L'intérêt de son pays, celui du vrai libéralisme, lui sont infiniment précieux.

Habitué aux grandes affaires commerciales, il n'hésite pas, après en avoir déposé le fardeau, à se vouer à la chose publique. Il est du Conseil représentatif, l'assemblée législative de Genève ; il est officier aux milices. En cette qualité, il étudie en phrases brèves l'avenir militaire de la Suisse et il écrit, le 4 mars 1816, devant son temps :

« Pour que la neutralité de la Suisse ne soit pas seulement un mot, mais un fait, il faut trois choses : 1^o que la Confédération ait un fonds à sa disposition, applicable à la mise en campagne de l'armée fédérale ; 2^o qu'on établisse une académie militaire où les officiers apprendront leur métier ; 3^o que l'on crée un état-major fédéral qui aura l'inspection de nos milices et les fera manœuvrer afin de leur donner l'uniformité et l'ensemble qui leur manquent. »

Ennemi déclaré de tout ce qui lui apparaît comme une restriction au libéralisme, il écrit quelques jours plus tard :

« L'esprit de secte qui s'introduit ici est une chose déplorable. Ce n'est pas plus de la religion que la débauche n'est l'état naturel à l'homme. Il est impossible que cet esprit n'amène pas des changements notables dans les mœurs et les habitudes des habitants de ce petit pays, jusqu'à présent dans une si bonne mesure. N'est-il pas à craindre qu'après l'époque trop sérieuse et triste on ne tombe dans l'autre extrême des mœurs sous Charles II d'Angleterre et de la Régence ? Car la pendule des opinions régnantes ne s'arrête que lorsque la machine est tout à fait détraquée. »

Charles de Constant avait connu des jours remplis de bonheur, mais ses dernières années se passèrent à pleurer une épouse bien-aimée. Ne pouvant plus vivre dans le merveilleux domaine de Saint-Jean sans celle qui l'animait de sa grâce, il la donna à ses filles et se retira dans une maisonnette qu'il possédait au bord du Rhône, à Sous-Terre¹.

Le 15 juillet 1835, pendant un séjour qu'il faisait à Londres, il mourut subitement.

Il était âgé de soixante-treize ans.

EDOUARD CHAPUISAT.

¹ Voir, à ce propos, *Rosalie de Constant*, par Lucie Achard, tome II. Genève 1900, in-8°.



CHRONIQUE PARISIENNE

La saison la plus ambiguë de l'année. — Philosophie et réalité. — La guerre actuelle : sa préparation d'après le *Livre jaune* ; son exécution d'après le *Rapport sur les atrocités allemandes*.

N'est-ce point la saison la plus ambiguë de l'année, celle qui commence aussitôt que prennent fin les fêtes de Noël et du Nouvel-An ? Le ciel s'éclaircit. Déjà ce ne sont plus ces brumes qui, flottant autour des maisons, pèsent avec une molle douceur sur les hommes qu'elles poussent vers le centre de toute vie, vers le foyer familial qu'illumine un feu clair. Maintenant plus qu'en décembre il pourra faire froid, il pourra neiger : on n'aura plus au coin du feu la même impression de sécurité et de béatitude. En même temps qu'il vide dans les cheminées sa hotte de jouets, le vieux bonhomme Noël n'arrache-t-il pas de nos âmes, pour longtemps, ces sentiments indéfinissables, ces rêves imprécis qui constituent pour nous toute la poésie de l'hiver ? Chaque heure désormais s'écoule vers le printemps, mais comme un petit ruisseau qui n'aboutit pas directement au beau fleuve. Et qu'est-ce que la gaieté tout extérieure, et presque factice, de Carnaval, en regard de la joie profonde que nous apporte Noël ? Qu'est-ce que le cortège réel des pierrots et des masques auprès de l'autre, que nous nous imaginons, des bergers et des rois mages en route pour l'étable ? Gaieté qui s'exaspère sous les giboulées ou frissonne par ces après-midi de gel qu'illumine un soleil trop clair. Saison de regrets et d'attente dans une atmosphère d'acide mélancolie que le long carême n'est pas fait pour tempérer.

A coup sûr les temps où nous vivons ne prêtent point à variations sur la poétique des mois. Mais cette impression d'attente douloureuse, encore que confiante, pourra-t-elle être jamais

plus forte qu'au début de cette année 1915 ? Il n'y va plus seulement des premières perce-neige annonciatrices du printemps, mais d'événements imprévus ou préparés, qui puissent, cette précipitant la victoire, être les avant-coureurs de la fin de guerre.

Le moment n'est pas davantage à la sereine philosophie. Et que nous n'ayons plus le droit de faire abstraction du temps ni de l'espace, on me trouve aussi bien disposé que quiconque à y souscrire. Foin des idéologies ! Nous ne devons plus avoir souci que des réalités. Nous n'avons cure de ce « juste milieu » où le vieil adage voudrait nous faire accroire que se trouvent, et là seulement, la sagesse et la force : il faut bien, quoique ce ne soit pas à notre corps défendant, que nous prenions parti, puisque les circonstances nous y obligent. Et non plus, pour me servir d'une autre image, n'allons pas nous établir sur quelqu'un de ces sommets du haut desquels bourgades, villes, royaumes, hommes, n'apparaissent plus que comme accidents négligeables. Malgré qu'elle le répète avec une inlassable obstination, l'Allemagne n'a pas été attaquée par la Triple-Entente : c'est elle qui a cherché la guerre et trouvé des prétextes pour la déclencher. Le moment serait mal choisi pour nous de répondre à la brutalité par la douceur, à l'esprit de conquête et de destruction par l'acceptation résignée.

Pour apprendre à écrire net et clair, en tout cas pour s'entretenir la main, Stendhal lisait chaque matin une page du code civil. Nous, pour savoir avec exactitude ce que fut par l'Allemagne la préparation de cette guerre, nous relirons le *Livre jaune*, c'est-à-dire le recueil des pièces relatives aux négociations qui ont précédé la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie (1^{er} août 1914) et à la France (5 août 1914). Il s'en était déjà fallu de peu que la guerre des Balkans ne fût le prétexte et le motif d'une conflagration européenne. Il semble qu'alors les adversaires se soient tâtés en hésitant et en reculant tous, le moment venu de prendre une décision. Mais ils reculaient pour occuper des positions qui n'étaient plus celles d'avant la guerre

des Balkans. La Turquie devenait nettement germanophile. L'Autriche-Hongrie s'irritait de ce qu'un emprunt projeté par elle eût échoué à la Bourse de Paris. Et dès le mois de mars 1913 M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin, signalait qu'en augmentant la force de son armée, l'empire ne voulait rien laisser à l'imprévu, au cas où une crise éclaterait. Et voici des lignes qu'il faudrait imprimer en grandes capitales, tant elles caractérisent l'état d'esprit allemand qui fait qu'outre-Rhin, mieux que nulle part ailleurs, on s'entend à retourner les arguments et à renverser les valeurs :

« Les innovations de l'Allemagne ont fait surgir un fait inattendu pour elle : la proposition du gouvernement de la République rétablissant le service de trois ans, et la résolution virile avec laquelle cette proposition a été accueillie en France. L'impression d'étonnement que ces projets ont produite a été mise à profit par le gouvernement impérial pour insister sur la nécessité absolue de l'augmentation des forces militaires de l'Allemagne : ses projets ont été présentés comme une réponse. C'est le contraire de la vérité, puisque l'immense effort militaire que la France accepte n'est que la conséquence des initiatives de l'Allemagne. »

Un passage d'une « Note sur le renforcement de l'armée allemande », datée de Berlin le 19 mars 1913, nous instruira sur les calculs d'outre-Rhin :

« Il faut faire pénétrer dans le peuple l'idée que nos armements sont une réponse aux armements et à la politique française. Il faut l'habituer à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon et éviter les crises qui pourraient nuire à notre vie économique. »

Et le brave Michel croira aveuglément. Et le premier jour de la mobilisation il aiguïsera frénétiquement sa baïonnette pour en transpercer la poitrine de Jacques Bonhomme *qui sera venu l'attaquer*. Toujours il aura confiance en son empereur, jusque dans l'insuccès et la défaite. Une jeune étudiante française, qui

fut surprise par la guerre dans le grand-duché de Bade, d'où elle ne put s'échapper que vers la fin d'octobre, écrivait dernièrement :

« Nous rapportons l'impression que le peuple allemand a été entretenu dans une profonde erreur, et qu'il ne sera capable d'aucun mouvement de colère lorsque la vérité sera à portée de ses yeux. »

La manœuvre d'en haut a donc été couronnée de succès. Nous ne pouvons plus désormais faire de distinction entre le peuple allemand et les dirigeants, intellectuels et généraux. Assurément, je n'irai pas dire que tous les Allemands soient des tigres assoiffés de sang français. On a rapporté telles anecdotes démontrant que certains d'entre eux sont accessibles aux sentiments de véritable fraternité humaine. Mais, une fois de plus, les circonstances ne nous permettent pas d'opérer un tri qui ne serait d'ailleurs d'aucune utilité : balles et obus n'épargnent personne de préférence parmi la multitude anonyme revêtue du même uniforme. Et surtout n'oublions pas que leurs socialistes ont trahi la cause que nous les aurions crus fiers de défendre. Que le peuple se soit laissé tromper, rien de plus prévu ni de plus naturel. Mais qu'eux, qui pouvaient et *devaient* se renseigner, se soient laissé entraîner pour ne pas arrêter le peuple, c'est ce que je ne puis admettre, à moins de reconnaître que le socialisme, prétendue base de paix internationale, n'est qu'un vain mot. Et depuis quelque temps j'en ai la certitude.

Que le traité de novembre 1911 ait été pour l'Allemagne un déboire et que la France, une France insoupçonnée jusqu'à l'été de 1911, soit belliqueuse, tout le monde le pense en Allemagne : députés de tous les partis du Reichstag, depuis les conservateurs jusqu'aux socialistes, et représentant les contrées les plus différentes de l'Allemagne, universitaires de Berlin, de Halle, d'Iéna et de Marbourg, étudiants, instituteurs, employés de commerce, commis de banque, banquiers, artisans, commerçants, industriels, médecins, avocats, rédacteurs de journaux démocrates et de journaux socialistes, publicistes juifs, membres de syndicats ouvriers, pasteurs et boutiquiers de la Marche

de Brandebourg, hobereaux de Poméranie et cordonniers de Stettin fêtant le 505^e anniversaire de leur association, châteaux, fonctionnaires et gros cultivateurs de Westphalie, sont unanimes sur ces deux points, sans nuances notables, selon les milieux et les partis. Telle était la note sur l'opinion publique en Allemagne que reçut M. Stephen Pichon un an jour pour jour avant la définitive tension diplomatique d'où devait sortir la guerre actuelle. Vit-on jamais plus formidable levée en masse de l'opinion d'un pays? Vit-on jamais pareille unanimité? Devant une telle hostilité à notre égard aurions-nous beau jeu à faire appel aux sentiments d'universelle fraternité des travailleurs par-dessus les frontières? Et pourrions-nous encore écrire que, l'argent n'ayant pas de patrie, la finance internationale s'opposerait partout, de Pétrograd à New-York, à la guerre? Utopiques prévisions que démentent des soulèvements de peuples. Il ne s'agit plus là d'une armée de métier qui va où la mène la discipline, mais de toute une nation qui se précipite avec enthousiasme et fureur contre une autre nation qui pensait s'endormir dans un rêve de paix éternelle. Sans doute admettait-on, en 1913, que l'opinion publique allemande fût divisée sur la question de l'éventualité d'une guerre possible et prochaine, en deux courants. On disait :

« Il y a dans le pays des forces de paix, mais inorganiques et sans chefs populaires. Elles considèrent que la guerre serait un malheur social pour l'Allemagne, que l'orgueil de caste, la domination prussienne et les fabricants de canons et de plaques de cuirassés en tireraient le meilleur bénéfice, que la guerre profiterait surtout à l'Angleterre. » Et l'on énumérait la masse profonde des ouvriers, des artisans et des paysans qui sont pacifiques d'instinct; la noblesse dégagée des intérêts de carrière militaire et engagée dans les affaires industrielles, et assez éclairée pour se rendre compte des conséquences politiques et sociales désastreuses d'une guerre, même victorieuse; un grand nombre d'industriels, de commerçants et de financiers de moyenne importance, dont la guerre, même victorieuse, amènerait la banqueroute parce que leurs entreprises vivent de

crédit et sont surtout commanditées par des capitaux étrangers : les Polonais, les Alsaciens-Lorrains, les habitants du Schleswig-Holstein conquis, mais non assimilés, et en hostilité sourde contre la politique prussienne, soit environ sept millions d'Allemands annexés ; enfin les gouvernements et les classes dirigeantes des grands Etats du sud : la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade sont partagés entre ce double sentiment : une guerre malheureuse compromettrait la confédération dont ils ont tiré de grands avantages économiques ; une guerre victorieuse ne profiterait qu'à la Prusse et à la prussianisation contre laquelle ils défendent avec peine leur indépendance politique et leur autonomie administrative. On énumérait toutes ces forces de paix, mais on ajoutait aussitôt : « Mais ce ne sont que des forces politiques de contrepoids, dont le crédit sur l'opinion est limité, ou des forces sociales de silence, passives et sans défense contre la contagion d'une poussée belliqueuse. » Nous l'avons bien vu depuis. Que n'a-t-on pas écrit sur les Etats du sud ? On envisageait spécialement comme possible la défection de la Bavière. Or, le *Temps* du 5 janvier dernier publiait le texte de la dépêche suivante adressée, à l'occasion du nouvel an, par le roi Louis à Guillaume II :

« A la fin de l'année dans laquelle l'Allemagne a dû saisir l'épée contre un monde d'ennemis, une seule pensée nous anime. Puissent notre vaillante armée et notre héroïque marine réussir à abattre nos ennemis, et puisse, dans cette nouvelle année, être assurée au peuple allemand une paix qui soit digne des lourds sacrifices qu'il a assumés joyeusement pour la défense de la patrie.

» Dans l'espoir et la confiance que ce vœu soit accompli, les princes et les peuples allemands sont aux côtés de l'empereur et pour l'empire dans une *fidélité inébranlable*. »

Je souligne les deux derniers mots de ma citation que j'arrête là sans commentaire. Et je reviens à la préparation de la guerre.

» Depuis quelques temps déjà, poursuit le *Livre jaune*, on rencontre des gens qui déclarent les projets militaires de la

France extraordinaires et injustifiés. Dans un salon un membre du Reichstag, et non un énergumène, parlant du service de trois ans en France, allait jusqu'à dire : « C'est une provocation ; nous ne le permettrons pas. »

Et les avertissements se multiplient et se précisent. Les Allemands ont de plus en plus besoin de débouchés commerciaux ; ils nous regardent, avec nos quarante millions d'habitants, comme une nation secondaire ; ils parlent du péril slave, mais, en réalité, si l'opinion publique ne montre pas la France du doigt, comme fait la *Gazette de Cologne*, c'est cependant contre nous qu'elle est et restera longtemps braquée.

Ne nous faisons pas, dès maintenant, illusion sur leurs socialistes. « Certes, ce serait folie de croire que les socialistes allemands lèveront la crosse en l'air le jour où la France et l'Allemagne en viendront aux mains ; mais il sera extrêmement important pour le gouvernement impérial de leur persuader d'une part que nous sommes les agresseurs, et d'autre part qu'ils peuvent avoir pleine confiance dans le commandement et le résultat. »

Et les mesures financières aussi se multiplient. A la date du 15 mars 1913 les effectifs allemands s'élèvent à 720 000 hommes. Le 1^{er} octobre 1914 l'armée impériale sera portée à un chiffre voisin de 860 000 hommes. Le projet comporte aussi une augmentation du matériel et des ouvrages de défense dont on peut se faire une idée par le chiffre des dépenses envisagées pour y faire face : 1 250 000 000 francs. De gros emprunts ont été faits par l'empire et la Prusse : 500 millions de marks le 29 janvier 1912 et 350 millions de marks le 7 mars 1913. La loi militaire de 1913 exigera des mesures financières tout à fait exceptionnelles. D'après les indications données par la presse officieuse, les dépenses dites « d'une fois » s'élèveraient à un milliard de marks, et les dépenses « permanentes » annuelles résultant de l'augmentation des effectifs dépasseraient 200 millions de marks.

Préparation morale, financière et militaire, tout y est. Je ne parlerai pas ici de la prodigieuse organisation de leur espion-

nage en France : tout a été dit à ce sujet par M. Léon Daudet dans son livre *L'avant-guerre* dont les pouvoirs publics se sont trop peu souciés en France. Mais qu'on lise maintenant le *Rapport de la commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens*. La commission d'enquête n'a opéré que dans six départements : Seine-et-Marne, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Oise et Aisne. Elle n'a accepté que les faits rigoureusement contrôlés. Elle admet même que de nombreux viols puissent n'être le fait que de brutes isolées, sans que la responsabilité du haut commandement s'y trouve engagée. Mais il en va différemment du reste : vols, pillages organisés, incendies et tueries. Je défie qui que ce soit de lire ce rapport sans en ressentir une impression d'épouvante et d'horreur. Paysans tués isolément alors qu'ils arrachent des pommes de terre, ou massacrés en groupes dans leurs villages, otages pris sans motif et qu'on n'a plus revus, femmes, enfants, vieillards fuyant affolés et qui tombent sous les balles qui leur sont destinées, tandis que flambent granges et chaumières, maisons de petites villes, églises et mairies, et tout cela sans provocation préalable de la part des victimes, tout cela non pas tant, du moins j'aime à le croire, pour le monstrueux plaisir de détruire et de tuer, qu'à la suite de la non moins monstrueuse préparation allemande à la guerre. On a vu que toutes les classes sociales étaient unanimes à se dresser contre la France. Or voici des lignes que j'aurais voulu voir, elles aussi, imprimées en grandes capitales dans le rapport sur les atrocités allemandes :

« D'après ce que l'un d'eux (un soldat allemand) a raconté, leurs chefs leur avaient affirmé que les Français torturaient les blessés en leur arrachant les yeux et en leur coupant les membres ; aussi étaient-ils dans un état de surexcitation épouvantable. »

Je n'hésite pas à écrire que ceux qui, consciemment, égarent à ce point l'opinion d'une armée et d'un peuple sont, sinon les seuls, du moins les principaux coupables ; que les officiers qui, à coups de revolver, abattent d'inoffensifs paysans sont

d'ignobles soudards, et que ceux qui pillent des maisons où aucun délit de guerre n'a pu être constaté sont de répugnants escrocs.

A côté de la phrase que je viens de citer, trois mots reviennent en *leitmotiv* exaspérant. Qu'auprès d'un officier allemand un maire, un curé viennent protester contre des scènes de pillage et de tuerie, l'officier de répondre invariablement : « C'est la guerre. » Que n'ajoute-t-il : « Telle, du moins, que nous la concevons et la pratiquons ! »

Et nous sommes bien obligés de reconnaître que l'Allemagne du xx^e siècle, faisant fi de la pure gloire de ses écrivains et de ses grands musiciens des siècles précédents, s'est mise d'elle-même en dehors du groupe des puissances civilisées, et qu'elle le fait avec une intolérable arrogance. Thomas Mann, cité par Romain Rolland, définit la civilisation : raison, douceur, esprit, et la *Kultur* ; organisation spirituelle du monde *qui n'exclut pas la sauvagerie sanglante*. Quelqu'un ne se lèvera-t-il pas enfin pour jeter le manteau sur la nudité de leur orgueil ulcéré ? Mais voici que déjà, comme les lépreux au moyen âge, on les isole.... »

HENRI BACHELIN.

CHRONIQUE ALLEMANDE

Tout à l'histoire. — Littérature de guerre. — « *Feldgraue Lyrik*. » — Romans militaires. — Théodore Fontane et la France. — Un livre anglais sur Treitschke. — A propos de Ranke. — Avertissement aux intellectuels. — Jugements allemands sur l'étranger.

Plus que jamais les historiens sont à l'ordre du jour. Il n'en peut être autrement devant le grand drame historique qui se déroule à la fois en Flandre, dans l'Argonne, en Alsace, dans les plaines de Pologne et en Galicie. L'histoire qui s'écrit sur les champs de bataille est la seule qui intéresse aujourd'hui. En dehors des communiqués, on ne lit guère que les rapports officiels

des gouvernements, livres jaunes, blancs, bleus, gris, toute la gamme des couleurs. Dans les revues, la littérature s'efface devant l'histoire. J'ai déjà mentionné les articles des historiens allemands et autrichiens dans les *Süddeutsche Monatshefte*. La série continue. Mais ces historiens ne disent-ils pas tous la même chose ? Sous une forme un peu différente, ils ne font que répéter les assertions des intellectuels : « Il n'est pas vrai que.... » Et comme ils n'administrent pas leurs preuves, les historiens des autres pays, formés par les bonnes disciplines qu'ils ont eux-mêmes inculquées, s'en étonnent et s'en affligent. Comment en effet ne point s'affliger de voir des érudits comme Edouard Meyer, Finke, Karl Lamprecht, Max Lenz, Martin Spahn, qui ont renouvelé des parties importantes de l'histoire ancienne, médiévale et moderne, et qui, lorsqu'il s'agit de résoudre un problème historique autrement difficile et compliqué, l'origine d'une guerre où nous sommes impliqués, oublient tous les préceptes de leur enseignement. Hélas ! l'histoire véridique ne s'écrit point à la lumière des incendies allumés sur les champs de bataille.

— En attendant, en fait de littérature, nous en sommes réduits à la portion congrue : la *feldgraue Lyrik* et les romans militaires. Jusqu'à présent aucun talent transcendant ne s'y est révélé. Peut-être avec le temps verrons-nous surgir un Tyrtée ou, à son défaut, un Detlev de Liliencron qui reste le grand poète de la génération de 1870. Mais pour le moment, à part quelques exceptions, — Dehmel, Hauptmann, Alfred Kerr, — il faut nous contenter des poètes qui font rimer « Fahnen » et « Ahnen », « Tod » et « Not », « Eisen » et « reissen », « Lüttich » et « Fittich. » Leur nombre est considérable et parmi eux je vois quelques écrivains qui se sont déjà fait un nom dans la littérature : Ludwig Thoma, R.-A. Schröder, Rudolf Binding, Peter Scher, Martin Gumpert, Alfred Lichtenstein, R.-A. Meyer, Wilhelm Klemm, le Viennois Anton Wildgans, René Schickele, Albrecht Schaeffer. Le reproche qu'on peut adresser à leur littérature est d'être un peu monotone. Tous ces lyriques, cela va de soi, exaltent leur patrie et vitupèrent l'étranger. Ils font des distinctions, pourtant. Si le Russe et le Français sont des

« adversaires », l'Anglais est l' « ennemi ». On peut même dire que la dominante de ces chants est une haine violente contre l'Angleterre. Ernest Lissauer a donné l'expression de cette haine dans un chant contre les Anglais :

Nous ne voulons point nous relâcher de notre haine,
Nous n'avons tous qu'une haine ;
Nous sommes unis pour l'amour, unis pour la haine ;
Nous n'avons qu'un ennemi...
L'Angleterre.

Carl Spitteler a raison de dire qu'une littérature de guerre n'est jamais édifiante.

— Les romans militaires, qui sont aussi nombreux, ressuscitent pour la plupart les souvenirs de la guerre de 1870. L'un des plus remarquables est celui de Walter Bloem : *La patrie perdue*. La patrie perdue, c'est l'Alsace. Le roman s'ouvre au moment où Strasbourg, la ville héroïque, cesse d'être française. Tout un monde très bariolé et très vivant, bourgeois du vieux Strasbourg, militaires, fonctionnaires, immigrés qui ne sont pas tous la fleur des pois, grouille dans le volume. On sait que Walter Bloem s'entend à camper ses personnages et à leur prêter un langage réel. La question alsacienne, certes, n'est point résolue dans son livre. Il la pose seulement. Il ne croyait sans doute pas, quand il écrivait son roman quelques semaines avant la guerre, que celui-ci, par les événements, deviendrait d'une actualité si brûlante.

— Au milieu de cette littérature de guerre, trépidante et énervante, on a plaisir à revenir à quelques bons livres, qu'une autre guerre, celle de 1870, fit éclore et qui ont conservé leur valeur. C'est le cas des délicieux *Souvenirs d'un prisonnier de guerre*, de Théodore Fontane, dont son éditeur, qui est le fils de Fontane lui-même, vient de donner une édition nouvelle. On se rappelle que le romancier, qui était alors correspondant de guerre, fut arrêté comme espion à Domrémy où il était allé pour visiter le village natal de Jeanne d'Arc. Fait prisonnier et conduit tour à tour à Besançon, à Lyon, à Poitiers, pour être interné dans l'île d'Oléron, il fut relâché, après quelques se-

maines, grâce à une vigoureuse réclamation de Bismarck. Fontane ne garda point rancune à ses ennemis. Au contraire, c'est avec infiniment de bonne humeur qu'il narre son odyssée au travers de la France. Il eut des compagnons de captivité qu'il trouva charmants, « de très bons diables, dit-il, obligeants, gais et qui vous tutoyaient sans façon. » On ne peut lire récit plus alerte et plus spirituel. Hélas ! à cet égard aussi les temps sont changés.

— Théodore Fontane avait un fils à la guerre, George, dont on vient de publier la correspondance d'alors. Le père et le fils s'étaient rencontrés en France pendant l'occupation des départements du nord et de l'est. Théodore Fontane avait été envoyé par son journal, la *Vossische Zeitung*, pour raconter ce qui se passait alors en France. Il réunit plus tard ses correspondances qui forment quatre volumes. Son éditeur, avec raison, a choisi les pages les plus intéressantes de ces croquis d'alors, et en a fait un charmant livre : *Aus den Tagen der Okkupation, eine Osterreise durch Nord-Frankreich und Elsass-Lotbringen*. Encore un livre auquel les événements prêtent une douloureuse actualité, car il s'agit des mêmes régions où la guerre sévit aujourd'hui. On constate avec regret que les temps étaient moins durs alors et que la haine ne durcissait point autant les cœurs !

— Qui l'eût jamais cru ? Treitschke vient d'être traduit en anglais¹. Il a fallu la guerre pour accomplir ce miracle. Treitschke, on le sait, ne fut jamais très tendre pour les Anglais. Sur la couverture du premier des deux volumes, qu'on édite à Londres, on reproduit en *fac-simile* ces paroles caractéristiques de l'historien : « La suprématie commerciale de l'Angleterre repose sur les discordes du continent, et les brillants succès des Anglais, qui ont souvent été obtenus sans lutte, ont développé dans le peuple anglais un esprit d'arrogance pour lequel le mot chauvinisme est un terme trop doux. » Ailleurs, dans son œuvre, Treitschke fait ce portrait de l'Anglais : « L'Anglais est un Baconien, un plat utilitaire qui sacrifie tout à la considéra-

¹ *Treitschke, his life and works*. 2 vol. London, Jarrold & sons, 1915.

tion du profit et qui méprise ce qui n'a pas un rapport direct avec l'avancement dans la vie; c'est un insulaire égoïste, un hypocrite qui, la Bible dans une main, une pipe d'opium dans l'autre, répand sur le globe les bienfaits de la civilisation. »

On dit qu'on a intérêt à connaître ses ennemis et c'est sans doute ce qui a incité les Anglais à traduire Treitschke dans leur langue. Treitschke, la chose est certaine, fut un des précurseurs du pangermanisme. Nul plus que lui n'a exalté l'Allemand et n'a revendiqué pour lui une grande place dans le monde. « Le Germain, dit-il, incarne l'idéalisme, la franchise, la fierté, l'absolu oubli de soi-même, l'attachement invincible au droit.... Il a enrichi le trésor de la culture européenne traditionnelle de nouvelles formes d'idéal, et il occupe dans la grande communauté des peuples une place que personne au monde ne peut désormais lui contester. L'orgueil national de cette race idéaliste se trouve satisfait à l'idée qu'aucun autre peuple ne peut suivre tout à fait la pensée allemande dans son vol hardi, atteindre la liberté de son sentiment universel. »

Oui, certes, Treitschke est un pangermaniste avant la lettre, mais qu'il paraît grand quand on le compare aux pangermanistes qui se réclament de lui ! Robuste et sain comme un chêne plongeant profondément ses racines en noble terreau germanique, Treitschke avait une noblesse foncière de nature. On le voit dans les essais traduits aujourd'hui, surtout ceux qui ont trait à l'armée, au droit international et à la position de l'Allemagne à l'égard des Etats neutres. J'y ai relevé cette phrase qu'on chercherait vainement chez des publicistes de l'heure actuelle : « Jamais l'armée conquérante ne doit mettre la main sur la propriété des personnes privées. » Ou celle-ci : « On doit considérer comme l'un des plus précieux progrès de la législation militaire internationale le principe désormais consacré, suivant lequel tous les trésors de la civilisation, tous les objets qui relèvent du domaine de l'art ou de la science, et qui constituent le bien commun de l'humanité, doivent être rigoureusement garantis contre tout risque de pillage ou de vol. »

En 1870, quelques écrivains avaient contesté à la France le droit d'employer, dans son armée, des troupes de couleur. Treitschke, à ce moment, ne craignit pas de prendre la défense des Turcos : « La science, dit-il, est tenue de juger froidement et de déclarer que, dans l'espèce, la conduite des Français n'avait rien de contraire à la loi internationale. Un Etat belligérant peut et doit tout ensemble mettre en jeu toutes les ressources guerrières, c'est-à-dire toutes les troupes dont il dispose, quelle que soit l'espèce. Car, à défaut de cette règle, comment déterminer l'endroit de démarcation précis où le « barbare » succède au « civilisé ? » Toutes les ressources guerrières d'un Etat peuvent et doivent être utilisées, moyennant seulement qu'elles soient soumises aux formes chevaleresques d'organisations militaires qui se sont constituées par degrés au cours des siècles. »

En lisant ces lignes, et d'autres qui parsèment les écrits de Treitschke, on se demande si l'Allemagne nouvelle consentirait à le reconnaître comme un des siens. Lui-même, du reste, n'a-t-il pas, une année avant sa mort, en 1895, déploré la pente sur laquelle glissait son pays ? « Tout est devenu plus grossier dans nos mœurs, écrivait-il : la politique et la vie. Si la politique est devenue plus grossière, la cause intime en est dans la transformation inquiétante de notre vie publique. Bien des choses que nous tenions autrefois pour un apanage de l'empire romain de la décadence nous infestent à leur tour. »

Treitschke croyait qu'il y a des vérités utiles à dire au peuple et il ne s'en faisait pas faute.

— Treitschke, comme historien, est la vivante antithèse de Ranke. Autant l'un est fin, courtois, diplomate et mesuré, autant l'autre est ardent, passionné, violent. Ayant fondé, en 1843, une *Revue historico-politique* où il se proposait d'aborder les questions du jour, Ranke disait : « J'ai besoin plus que jamais de modération, de retenue, d'intelligence, de sagesse. » Aussi, quand il traitait l'histoire, voulait-il être aussi objectif que possible. On vient de publier dans une édition nouvelle

son *Histoire d'Allemagne au temps de la Réforme*¹. On ne saurait être plus équitable et plus pondéré que ne l'est Ranke dans cette œuvre. Prenant l'histoire de son pays au moment où, dans le monde, celui-ci joue un rôle universel, il n'en tire pas gloire. Il croit, au contraire, qu'en racontant simplement les faits, il fera mieux sentir la grandeur de l'événement. Comme les vrais historiens et à l'inverse de certains sociologues qui ne voient en histoire que l'action obscure des masses et restreignent la part des fortes individualités, Ranke croyait que c'étaient les puissantes personnalités qui, en imprimant leur cachet au temps, façonnent l'histoire. Mais là encore, modéré comme en tout, il ne versait point dans le culte des héros à la Carlyle. La Réforme lui apparaît comme un mouvement nécessaire qui, lentement préparé par des esprits distingués, aboutit lorsqu'elle rencontre l'homme génial qui l'incarnera. Ranke fait un très beau portrait de Luther et il résume admirablement son œuvre dans cette simple phrase : « Pour annoncer l'Évangile au xvi^e siècle, il fallait d'abord le faire reparaître dans sa pureté première. » Et il montre qu'en faisant cela Luther, du même coup, sauva l'Eglise catholique qui, elle aussi, sous peine de périr, devait revenir à l'idéal chrétien primitif. Cela rend Ranke très équitable à l'égard du catholicisme. Aussi voyez ce qui arrive. Alors que des œuvres plus récentes et qui paraissaient plus fouillées, parce qu'elles mettaient en œuvre des matériaux plus imposants, — telle l'histoire du chanoine Janssen, — tombent déjà dans l'oubli, la sienne, qui a pourtant soixante-seize ans, vous sourit encore d'une fraîche nouveauté.

— Dieu soit loué, l'esprit irénien de Ranke n'est point complètement mort dans l'Allemagne d'aujourd'hui ! A côté des énergumènes qui poussent des cris de haine, des esprits sensés comme Ferdinand Avenarius, Alexandre de Gleichen-Russ et Théodore Wolff font entendre la voix de la modération et de la sagesse.

¹ *Ranke's Meisterwerke*. Klassikerausgabe in zehn Bänden : *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, in fünf Bänden. München und Leipzig, Duncker & Humblot.

Le premier l'a fait dans un article de la *Kunstwart*, le second a développé sur le même thème des réflexions très judicieuses dans le numéro du 1^{er} janvier du *Literarisches Echo* et le troisième a dit leur fait d'une manière assez verte à ces intellectuels qui compromettent le bon renom de l'Allemagne à l'étranger : « Il s'agit là, dit M. Wolff, d'une vraie névrose intellectuelle de guerre qui, par les proportions qu'elle prend, devient inquiétante.... Nos intellectuels cognent de préférence contre les neutres, sans voir qu'ils accroissent démesurément les difficultés auxquelles l'Allemagne a à faire face. L'étranger se repaît avec avidité des manifestes des Ostwald, des Hæckel et des Lasson. L'homme au courant des événements ne peut certes payer un tribut d'éloges à nos diplomates. Mais que dire de nos conducteurs spirituels ? N'ont-ils pas fait preuve d'encore moins de clairvoyance politique que le plus jeune attaché d'ambassade ? »

Voilà qui est parler net !

— Nous n'avons pas lu avec moins de plaisir le bel article de M. Ferdinand Avenarius dans la *Kunstwart* : *Reprenons notre bon sens*. « Il est indigne de nous, dit M. Avenarius, de parler maintenant des Anglais comme d'une nation de voleurs, des Français comme de fanfarons et de poltrons, des Japonais comme de brigands aux yeux bridés, des Belges comme de canailles et d'assassins. Je n'invente rien. Toutes ces expressions je les ai trouvées dans des journaux très considérés dont je garde les coupures. J'ai aussi des découpures d'articles où l'on conseille, sans autre, de mal nourrir les prisonniers de guerre et de les traiter comme de vulgaires repris de justice. Ce n'est point l'avis de nos officiers supérieurs, qui paient un juste tribut d'éloges aux Français et aux Belges en captivité après avoir défendu avec bravoure leur patrie.... Pourquoi nos journaux sont-ils si avares d'éloges quand il s'agit de reconnaître la vaillance des ennemis, comme le bon usage en existait encore pendant la guerre de 1870 ? Nous qui restons dans nos foyers, nous avons le devoir de maintenir ces habitudes courtoises, tâche qui nous est infiniment plus facile qu'elle ne l'est pour nos frères et enfants qui se battent sur le front. Bismarck a dit d'un franc-tireur,

aveuglé par l'amour de la patrie, mais resté honnête homme : « On le conduira à l'échafaud tête découverte, mais il n'en sera pas moins pendu. » Quand il s'agit de la sécurité des siens, notre devoir est d'aller jusqu'au bout sans faiblesse, en mettant de côté toute sentimentalité. Mais les bonnes manières ne gâtent rien. La tâche surhumaine de cette guerre consiste en ce que non seulement les artistes gardent leur dignité, mais le peuple tout entier. La nation, comme telle, ne peut qu'y gagner. »

Puissent ces paroles trouver de l'écho partout !

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

La guerre et la presse américaine. — Influence actuelle du conflit européen sur la vie mondaine et économique. — La taxe de guerre. — Impulsion donnée par les hostilités à l'industrie et au commerce américains au détriment de l'Europe. — L'œuvre de la Croix-Rouge. — Mouvement d'opinion contre le président Wilson et le parti au pouvoir. — Nécrologe : Jacob Riss, Westinghouse, M^{re} Nordica.

Si la guerre est fertile en conséquences désastreuses, elle a cependant, çà et là, quelques effets salutaires : par exemple, pour la presse périodique américaine, celui de lui prouver qu'elle n'est pas toute-puissante. Des journaux qui vivent de nouvelles à sensation, et pour lesquels la question d'heures, dans le compte rendu des faits, a une importance capitale, ne peuvent pas se résigner facilement à publier uniquement les maigres communiqués officiels de Bordeaux ou de Pétrograd, ou les impressions vagues recueillies par des touristes attardés dans les pays belligérants. Il est pénible aussi, lorsqu'on a envoyé à grands frais des correspondants militaires en Europe, de ne recevoir d'eux que des récits de choses qui se sont passées, un mois auparavant, sur les derrières de l'armée.

Il faut bien l'admettre : les beaux jours du reporter militaire ont disparu, en ce qui concerne les opérations de

guerre. On ne reverra plus des temps où, comme pendant la guerre de Sécession, des généraux étaient disgraciés et des plans de campagne compromis parce que d'influents rédacteurs de périodiques n'avaient pas reçu, de la part des états-majors, les égards auxquels ils s'imaginaient avoir droit.

Il était inévitable que, au début de la guerre surtout, la presse, affolée en quelque sorte par la difficulté de se procurer des nouvelles, n'usât pas toujours, envers le public, de procédés irréprochables. C'est ainsi que les illustrations, même dans certaines feuilles des plus respectables, représentaient, sous des titres fantaisistes, des scènes n'ayant absolument rien de commun avec les opérations. Des soldats italiens, manœuvrant paisiblement derrière une caserne, étaient qualifiés d'« artillerie française en action devant Charleroi ; » des carabiniers suisses, photographiés probablement il y a deux ou trois ans, devenaient des « Russes marchant sur Lemberg, » etc., etc. Il paraît, d'après ce que nous avons personnellement découvert, que la bonne foi des rédacteurs en chef était surprise par des compagnies photographiques, qui, sans le moindre scrupule, faisaient payer très cher aux journaux toutes sortes de *rossignols*, vendus comme « Vues prises au prix de grands dangers, et de grands sacrifices pécuniaires par des envoyés spéciaux. » Depuis, on doit l'ajouter, les choses ont bien changé. Si nos périodiques illustrés — ils le sont presque tous aujourd'hui — ne tentent plus de nous donner l'impossible, ils obtiennent d'excellentes photographies de ce qui se passe en arrière du front ; et c'est plus qu'on n'était en droit d'espérer, étant données les difficultés entrevues au commencement de la guerre.

— D'une manière générale, d'ailleurs, la situation, sous le rapport des contre-coups du grand conflit, s'est fort améliorée. Les délais des communications maritimes ou postales sont redevenus presque normaux. La Bourse de New-York s'est rouverte, après dix-sept semaines de clôture. Chose plus caractéristique encore : les opéras, les concerts fonctionnent comme si de rien n'était, nonobstant les prédictions pessimistes de l'été dernier. La majorité des artistes du sexe masculin sont Italiens, Allemands ou

Français. Or, les premiers n'ont pas été mobilisés ; quant aux autres, un certain nombre sont trop âgés pour servir. Mais, est-ce à dire que Mars ait des bontés pour Euterpe ? Toujours est-il que nous avons été particulièrement fortunés en ce qui concerne les musiciens ou chanteurs enrôlés dans les armées belligérantes. Plusieurs, qui étaient blessés ou malades, ont été réformés et libérés du service juste à temps pour l'ouverture de la saison. Certains d'entre eux, prisonniers de guerre ou internés dans les camps de détention, ont été fort gracieusement mis en liberté par les gouvernements intéressés. Il n'y a guère de handicap qu'en matière de sports. Le dieu de la guerre ne semble pas propice aux athlètes, — peut-être par jalousie. Le fait est que des « champions » divers que nous attendions ici ont été tués, d'autres plus ou moins démolis ; le reste se bat encore. Tout cela n'est pas étonnant, en somme, car ces professionnels du stade sont forcément jeunes, et ont dû rejoindre leurs drapeaux, le plus souvent dans l'active.

— En réalité la taxe de guerre est à peu près la seule chose qui nous rappelle, très matériellement, le trouble auquel l'Europe est en proie. Peu d'impôts sont populaires ; mais la présente *war tax* a été certainement mal reçue. Le gros public, qui est simpliste, ne saurait admettre sans récrimination cette nouvelle complication s'ajoutant, si vite, à l'impôt sur le revenu. « Payer une taxe de guerre, quand on est en paix, c'est roide ! » entend-on dire de tous côtés. Mais il est certain que la question des revenus publics a été gravement compromise par la diminution des recettes douanières, — lesquelles forment, en temps ordinaire, le tiers des recettes totales du budget fédéral. On a calculé que la perte, de ce chef, menace d'atteindre 150 000 000 francs. Les importations ont en effet baissé d'une façon formidable, et si cette situation économique peut être excellente pour l'industrie et le commerce nationaux, cela ne fait pas l'affaire du ministre des finances.

La taxe en question, pour l'observateur impartial, est un bon exemple d'impôt établi avec un aussi grand souci de la justice que possible. Elle ne frappe guère que ce qu'on pourrait

appeler les choses de seconde nécessité et les articles de luxe. Si les lieux d'amusement sont imposés assez fortement, les chèques sont exempts et les billets de chemin de fer légèrement taxés : une couchette de wagon-lit, par exemple, est frappée d'un sou seulement. Les vins et liqueurs sont imposés, et ceci est en harmonie avec la présente campagne anti-alcoolique.

— Naturellement, c'est le consommateur, le « bourgeois », qui, en dernière analyse, supporte le plus gros de la nouvelle imposition. Négociants, compagnies de voies ferrées, téléphones se bornent à porter la taxe sur la note du client, absolument comme, en France, l'impôt des portes et fenêtres est ajouté au loyer par le propriétaire. Il en était de même lorsqu'au début de la guerre, une fièvre de spéculation s'étant emparée de certains trusts ou compagnies de vente en gros, le prix du sucre, du café, de la farine ou de la viande se mit à monter : l'intermédiaire se tira d'affaire en augmentant pour le consommateur le prix du détail. En tout cas, si cette guerre enrichit quelqu'un en Amérique, ce ne sera pas le bon bourgeois ou le fonctionnaire.... Une chose est sûre : c'est que les Etats-Unis sont sortis de la crise financière qu'entraîna, dans le domaine des affaires, l'ouverture des hostilités en Europe, et qu'en outre les exportations ont augmenté d'une manière remarquable. Les renseignements, forcément un peu vagues, qu'on peut se procurer en la matière montrent qu'il y aurait eu, au 30 octobre, des commandes, pour les divers belligérants, montant à 2000 fourgons automobiles, 300 000 francs de harnais et sellerie, 125 000 milles de fil de fer à pointes pour fortifications, 5 millions de francs de fournitures d'hôpital, 5000 tonnes d'acier pour baïonnettes, 20 millions de francs de chaussures, etc., pour soldats, plusieurs centaines de canons de trois pouces, plus de 100,000 barils de farine. Un seul ordre, de 15 millions de francs d'uniformes pour l'armée anglaise, livrables en dix semaines, donnera du travail à 7000 ouvriers d'une de nos villes de New-England. On parle aussi de 500 000 couvertures pour hommes, et 200 000 pour chevaux. A tout ceci il faut ajouter d'importantes commandes de revolvers, de conser-

ves, etc. Quant aux achats de chevaux, ils s'élèvent, paraît-il, à plus de 10 millions de francs. Comment ces transactions peuvent-elles toujours s'accorder avec les principes de neutralité, c'est ce qui est nuageux. Il semble cependant que le Congrès s'en est ému. En tout cas, une commande de sous-marins, reçue par la maison Schwab, et montant à quelque 250 millions de francs, ne sera pas exécutée, par suite de l'intervention personnelle du président Wilson auprès du manufacturier.

Il faut aussi considérer qu'en dehors de ces fournitures émanant des divers gouvernements, il y en a un grand nombre rentrant dans le domaine du commerce, et nécessitées par la fermeture, en Europe, de manufactures de toutes sortes. Incontestablement, si les hostilités se prolongent, les Etats-Unis récolteront une bonne part des milliards dépensés par les puissances européennes dans l'effroyable œuvre de destruction à laquelle nous avons la douleur d'assister. On doit remarquer en effet que la crise, en Europe, ne cessera pas avec les hostilités. Pour les industries dites masculines, la pénurie d'hommes empêchera de longtemps les usines ou manufactures de donner le même rendement qu'avant la guerre. En outre, il faudra peut-être des années pour que la question de sentiment — ou plutôt de ressentiment — permette la réouverture des relations commerciales entre les nations maintenant ennemies. En ce qui concerne les contrées neutres, les Etats-Unis s'efforcent actuellement, comme de juste, de remplacer chez eux la France, l'Allemagne, ou l'Angleterre; et une fois l'habitude prise, il est à prévoir que les neutres continueront à faire des affaires avec les maisons yankees.

— C'est ainsi que ce qui fait le malheur des uns fait le bonheur des autres. Cependant il serait bien inexact d'affirmer que la masse de la nation américaine ne compatit pas aux misères et aux douleurs des pays affligés par la guerre. La preuve du contraire se trouve suffisamment dans ce qui a été accompli tant par la Croix-Rouge que par nombre d'individus isolés. A peu près 5 millions de francs ont été reçus par la *Red Cross* à la date du 4 décembre, de la part de personnes appartenant à tou-

tes les classes sociales. Sans parler des aliments, vêtements, etc., expédiés aux Belges nécessiteux, deux navires spéciaux ont été frétés : l'un, le « vaisseau de Noël, » pour porter des cadeaux aux réfugiés partout où ils se trouvent ; l'autre, pour transporter des médecins, garde-malades, et du matériel sanitaire. Bien des médecins civils ont offert leurs services gratuitement. Tout cela s'est fait, en somme, naturellement, sans bruit ni réclame, et a prouvé une fois de plus qu'au pays traditionnel du bluff la générosité peut aussi s'exercer d'une manière digne. Les proportions prises par les dons, pécuniaires ou autres, à l'égard des belligérants ont même fait naître, au début de l'hiver, dans certains milieux, une sorte d'inquiétude dont la presse a été l'interprète. Il est à craindre, en effet, que ce très louable élan ne nuise aux œuvres de bienfaisance locales ; or, la souffrance est cruelle en cette saison parmi les pauvres de nos grandes villes. En temps ordinaire il est déjà — malheureusement — difficile d'intéresser le public aux *bonnes charités* autant qu'aux missions étrangères. Que sera-ce aujourd'hui, disait-on, alors que l'on se met non seulement à aider les ambulances et les réfugiés, mais aussi à pourvoir à l'habillement des troupes belligérantes ? Il y a certainement quelque chose de fondé dans ces réclamations. Peut-être devrait-on se borner strictement à ce qui se rapporte à l'œuvre de la Croix-Rouge proprement dite.

— La politique intérieure des Etats-Unis ne saurait avoir, par le temps qui court, grand intérêt pour un lecteur européen. Néanmoins, la personnalité du président Wilson est si connue que nous croyons pouvoir mentionner ici le changement d'opinion qui s'est produit dans le pays à l'égard de l'éminent « professeur. » Les élections de novembre dernier, en blackboulant les candidats *démocrates* et renvoyant au parlement des *républicains* dont on croyait finie la carrière politique, tels que le bon vieux « Joe » Cannon, et le sénateur Penrose, ces élections ont été nettement opposées à l'administration actuelle. Il semble, dès maintenant, que les démocrates aient perdu toute chance de conserver la Maison-Blanche en 1916. C'est un fait étrange que

ce parti, celui du libre échange ou plutôt des tarifs douaniers très réduits, ne peut d'ordinaire rester au pouvoir plus de quatre années de suite ; les bons effets qu'il est à même de produire ne sauraient guère se manifester qu'après ce laps de temps, et alors ils tombent à l'actif du parti opposé. Quoi qu'il en soit, le président Wilson n'a pas eu de chance. Le nouveau tarif a causé une diminution des recettes fédérales d'environ 30 millions de francs par an : il fallut y remédier par un impôt sur le revenu qui semblait plus juste, puisqu'il ne frappait que les gens ayant plus de 15 000 francs de rente. Mais la guerre est venue faire un autre trou dans le budget et, pour le boucher, on a dû nous frapper d'une *war tax*. Les adversaires de l'administration ont donc beau jeu pour attaquer celle-ci aux yeux des masses, toujours prêtes à grogner et souvent injustes lorsqu'on s'en prend à leur bourse. D'un autre côté, on ne peut nier que, si le Congrès avait été moins extravagant financièrement, il eût sans doute été possible de réduire nos charges fiscales. Il y a aussi autre chose. Lorsque M. Wilson fut élu, on éprouva la crainte qu'un universitaire, un « homme de cabinet » tel que lui, secondé par un idéaliste comme M. Bryan, ne se montrât pas assez liant, ne fût trop dogmatique. Il semblerait que cela ait été le cas dans la politique de la présente administration envers les trusts. Etant donnée la perturbation causée dans les affaires par l'inauguration d'une nouvelle réglementation douanière, il eût sans doute été plus sage, pour les démocrates, de modérer leur ardeur réformatrice. Enfin, ils ont encore deux ans devant eux, pendant lesquels ils pourraient, peut-être, comme on dit en termes de manège, « opérer un rétablissement. »

— Durant 1914, la mort nous a ravi un certain nombre de personnages de marque que, faute d'espace, nous n'avons pu mentionner ici. Nous devons nous borner à rappeler les noms de trois ou quatre d'entre eux.

Jacob Riss, que Roosevelt déclara « le plus utile citoyen de New-York », était sans contredit une des figures les plus intéressantes et les plus populaires de la métropole, où il débarqua

à l'âge de 21 ans, un revolver à la ceinture, croyant y trouver des Indiens et des bandits des Plaines. Bien qu'appartenant à une bonne famille danoise, il dut exercer en Amérique, pour vivre, les métiers les plus humbles, jusqu'au jour où une chance inespérée le lança dans le journalisme. Il ne tarda pas, alors, à se faire une enviable réputation par sa croisade contre la corruption de la police, son zèle pour la cause de l'honnêteté politique et de la philanthropie. Il devint non seulement l'ami, mais le conseiller de Roosevelt. Parmi ses nombreux écrits, deux surtout sont restés célèbres : *How the other half lives* (Comment vit l'autre moitié), dans lequel il décrit admirablement l'existence des pauvres d'une grande ville, et *The Making of an American*, une captivante autobiographie ¹.

Le nom de Westinghouse est peut-être plus connu encore que celui d'Edison dans les cinq parties du monde. Il est, en effet, attaché pour toujours à ce frein à air comprimé qui, depuis une cinquantaine d'années, a empêché tant d'accidents de chemin de fer. Cette invention, suggérée à Westinghouse par le spectacle d'une collision, eut d'abord le sort commun des grandes découvertes : elle ne rencontra qu'indifférence, incrédulité et raillerie. Toutefois, le grand ingénieur eut en somme moins de déboires que beaucoup d'autres inventeurs. Si, sur la fin de sa vie, la société qu'il présidait périclita, ce fut en grande partie par suite des défauts de caractère de son chef qui, ainsi qu'on l'a dit récemment, pouvait mettre un frein à tous les wagons du monde, mais pas à ses dispositions belliqueuses.

Nous avons trop peu de grands artistes aux Etats-Unis pour ne pas ressentir doublement la perte de M^{me} Nordica. La célèbre cantatrice était une des dernières gardiennes des saines traditions en matière de chant, de ces traditions qui cherchent le succès dans la position et la qualité de la voix, non dans des acrobaties vocales et dans la réclame. M^{me} Nordica s'appelait, en réalité, Lilian Norton : les préjugés de parents de secte puri-

¹ D'autres ouvrages très connus sont : *The Children of the Poor*, *The Battle with the Slums*, *Children of the Tenements*, intéressants au point de vue social.

taine l'obligèrent à changer de nom pour se montrer sur la scène. Il est à remarquer qu'elle fit toute son éducation musicale aux Etats-Unis ; comme sa compatriote et camarade, M^{me} Eames, elle démontra brillamment qu'il n'est nullement indispensable pour les Américains d'aller étudier le chant dans le vieux monde. Il est aux Etats-Unis d'honnêtes et consciencieux professeurs qui, pour être moins connus et jeter moins de poudre aux yeux que certains soi-disant maîtres du *bel canto* en Europe, sont cependant bien plus aptes à obtenir de bons résultats avec des sujets véritablement bien doués et décidés à travailler sérieusement.

GEORGE NESTLER TRICOCHE.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Les vagues du sable et de la neige ; cahots de la neige ; cahots des routes et sables mouvants. — Expériences et observations. — La pression des graines en germination. — Défense des vaisseaux contre les sous-marins. — Les alcaloïdes des végétaux. Où ils se forment. Leur origine. Leur rôle biologique. — Publications nouvelles.

M. Vaughan Cornish, un grand voyageur et un observateur très avisé, auteur d'un ouvrage fort intéressant sur les vagues en général (*Waves of the Sea and other Water Waves*), résultat d'études qui durent depuis plus de vingt ans, M. Vaughan Cornish vient de publier un second ouvrage, qui complète le premier et a pour titre *Waves of Sand and Snow* (même éditeur, Fisher Unwin à Londres) et traite des ondulations ou vagues du sable et de la neige. L'œuvre est très curieuse, remplie de figures infiniment intéressantes. Elle n'épuise probablement pas la question, mais, telle quelle, elle intéressera le physicien aussi bien que le naturaliste et le grand public. Les lois de l'écoulement des fluides et des gaz ont, en effet, beaucoup à voir dans les problèmes étudiés par M. Vaughan Cornish, et dans les obser-

vations et photographies de celui-ci le physicien trouvera matière à méditations.

L'auteur, chemin faisant, nous donne quelques pages curieuses sur des phénomènes connexes, en particulier sur ce que les Canadiens appellent les cahots de la neige. Ces cahots sont les ondulations transversales qui se forment sur la neige des rues ou celle qui recouvre la glace des fleuves, sous le passage des traîneaux. Ce sont comme des vagues figées, ayant environ 4 mètres de crête à crête et environ 20 centimètres de hauteur en moyenne. Ces vagues se forment invariablement et force est de temps à autre de piocher les crêtes et d'en étaler les matériaux dans les creux pour rendre la voie plus plane et moins semblable à des montagnes russes. L'explication donnée généralement de ces cahots est qu'ils ont leur origine dans quelque obstacle, une saillie ou un creux, qui fait cahoter les traîneaux. Ceux-ci rebondissent vers le haut ; mais fatalement, un peu plus loin, ils piquent du nez, ce qui produit le même effet qu'une obstruction. Et les choses continuent ainsi, car le traîneau qui a piqué du nez charrie devant lui un peu de neige, qui s'étale sur celle qui existait déjà, et forme une petite saillie, un obstacle. Étant donné un premier cahot, le traîneau est forcé d'en fabriquer lui-même d'autres.

Ces cahots se forment aussi sur le sol ordinaire des routes, surtout quand la pente est un peu vive ; de façon générale, on peut dire qu'ils ne se produisent que sur les voies dont les matériaux se désagrègent par nature, — comme la neige, — ou par nécessité, comme le sol de routes piétinées, fatiguées et donnant de la poussière ou de la boue, preuves de sa désagrégation.

M. Vaughan Cornish voulut voir ce que valait l'explication et expérimenta en traînant sur la neige, d'abord, un traîneau. Ses expériences sur la neige plane ne lui donnèrent rien : aucun cahot ne se forma, qu'il donnât à son traîneau un mouvement rapide ou lent.

Puis il essaya sur le sable, M. Vaughan Cornish a couru presque tous les déserts et plages, et dunes, du pôle à l'équateur, et

il a visité les champs de neige partout où il y en a. Il fit passer d'abord son traîneau sur un tas de sable et aussitôt les cahots apparurent. Le tas formait le premier obstacle nécessaire, après quoi le traîneau, en plongeant, se créait un second obstacle par-dessus lequel il grimpait pour en former un autre et ainsi de suite.

En reprenant ses expériences sur la neige, l'auteur obtint les mêmes résultats et aussi la preuve que le traîneau peut lui-même fournir le premier obstacle requis. Mais pour qu'il le fabrique, cet obstacle, simplement en poussant un peu de neige en tas, il faut que celle-ci ne soit pas trop fluide et qu'elle ait tendance à adhérer un peu aux patins du traîneau.

Bien que M. Vaughan Cornish n'en dise rien, il est probable que certains types de neige doivent faciliter la production des cahots, même sans obstacle initial. Remarquons d'ailleurs que celui-ci peut être fourni autrement : par un poids un peu lourd à l'avant du traîneau ou encore par les secousses du cheval, dont la traction n'est pas rigoureusement continue et présente des à-coups.

M. Vaughan Cornish a encore fait des observations intéressantes sur les sables mouvants. Un sable mouvant est un sable qui avale les objets ou personnes. Rien de plus aisé, dit-il, que de rendre un sable mouvant : il suffit d'y faire couler de l'eau de bas en haut.

Les sables mouvants de ce genre abondent dans la nature ; on en peut voir en particulier au bord de la mer, le long de la falaise crétacée de la Manche ; des sources d'eau douce sous-marine fournissent le courant d'eau ascendant nécessaire, à marée basse. Il y a toutefois d'autres sables mouvants qui doivent leur propriété non à de l'eau, mais à des gaz inclus : gaz provenant de la décomposition d'organismes marins.

— Deux botanistes, MM. J.-B. Butler et J.-M. Sheridan, viennent de faire connaître à la Royal Society de Dublin le résultat de leurs recherches sur la pression qui se développe chez les graines lorsqu'elles sont imbibées. Elle peut atteindre des chiffres vraiment considérables. Avec des fèves, les deux chercheurs

ont obtenu 28 et 30 atmosphères ; avec des pois, 45 ou 50 atmosphères. La méthode consiste à introduire les graines dans une chambre métallique, close, en communication avec un tube thermométrique plein d'air, étalonné au préalable. La pression se lit par le volume auquel est réduit l'air.

— Peut-on se défendre contre les sous-marins ? Incontestablement. Et si des cuirassés ou croiseurs se laissent torpiller, c'est qu'ils n'ont « pas su faire. »

Il y a deux procédés pour échapper aux sous-marins. Un d'eux consiste à beaucoup se déplacer. Un sous-marin ne peut guère faire plus de 7 ou 8 nœuds sous l'eau ; tout navire qui en fait plus — et c'est l'immense majorité — lui échappe, par conséquent. Il est vrai, un cuirassé ou croiseur peut ignorer la présence d'un sous-marin qui le guette dans le voisinage. En ce cas il n'a qu'à se déplacer sans cesse, de façon irrégulière, en faisant des crochets : le sous-marin, dans ces conditions, n'arrive pas à le joindre d'assez près et à le viser.

L'autre procédé est celui dont il convient de faire usage pour des navires au port, ou bien au mouillage, occupés à bombarder ou engagés dans une action. Si le port n'est pas protégé par un champ de mines ou des filets tendus en travers de l'entrée, le cuirassé ou le croiseur doivent s'entourer d'un filet tenu à distance (10 mètres environ) par des arcs-boutants ou tangons. Ce filet, en mailles d'acier, arrête les torpilles et les fait exploser ; un filet de pêche même peut suffire, car le sous-marin qui s'y entortille ne peut plus manœuvrer. Assurément le filet ralentit la marche du vaisseau qui s'en entoure ; mais celui-ci n'en fait usage que dans les cas où il n'a pas besoin de vitesse et où la vitesse le gênerait pour ce qu'il veut faire. Comme le filet se sort ou rentre assez rapidement, en cinq minutes environ, on voit que les vaisseaux peuvent très bien se protéger contre les sous-marins. Au reste, d'autres moyens de protection sont peut-être en voie d'élaboration et se manifesteront quelque jour prochain. Car jusqu'ici la flotte allemande n'a rien fait de bien extraordinaire, ni surtout de décisif. On a beaucoup promis en son nom ; mais les promesses n'ont pas été tenues, tant s'en

faut. Il arrivera peut-être qu'on annulera aussi complètement le sous-marin qu'on a annulé le torpilleur, qui ne compte plus, ayant été tué par le contre-torpilleur.

— Beaucoup de végétaux contiennent un alcaloïde, un de ces corps azotés, basiques à des degrés variables, combinés à des acides divers, présentant des caractères assez différents, mais de constitution chimique généralement peu connue, sauf pour une cinquantaine, dont vingt environ ont pu être fabriqués synthétiquement, dans le laboratoire.

Ces alcaloïdes sont souvent des corps très actifs, très toxiques, constituant des médicaments énergiques et des poisons redoutables. Plusieurs portent un nom souvent cité : la colchicine, la vératrine, l'aconitine, la morphine, la narcotine, la strychnine, l'atropine, la solanine.

Dans une excellente étude sur la *Localisation et le rôle des alcaloïdes et des glucosides chez les végétaux*, M. Albert Goris, professeur à l'École de pharmacie à Paris, donne des indications très complètes sur les parties des plantes où se trouvent ces substances. Celles-ci diffèrent beaucoup. Ainsi, la morphine se trouve surtout dans les cellules épidermiques de la capsule ; la pilocarpine, dans la feuille principalement ; la conicine, dans le fruit ; la strychnine, dans la graine surtout ; la solanine, un peu partout.

On peut dire, toutefois, que dans la généralité des cas, les alcaloïdes se trouvent surtout dans les parties externes de la racine, les poils et assises sous-épidermiques de la tige, et l'endoderme de celui-ci.

Mais ce n'est point là qu'ils se forment. Ils prennent naissance, semble-t-il, dans les feuilles, et sans que la chlorophylle y participe, car on les voit se produire lors de la germination, à l'obscurité, de graines qui n'en renfermaient pas. Et là ils se forment évidemment aux dépens des substances de réserve de l'albumen ou des cotylédons. Et une fois formés ils tendent à se transporter vers les régions externes de la tige, qui seront éliminées plus tard, les entraînant avec elles. Tout comme chez les animaux et l'homme même certains éléments chimiques s'accumu-

lent dans les tissus et organes épidermiques, — peau, poils, ongles, — pour être éliminés avec ceux-ci.

Avec tout cela, leur biologie reste incertaine. Sont-ce des poisons de déchets, des substances à éliminer? Ou bien des aliments?

Les deux opinions ont été soutenues.

On a fait observer que les alcaloïdes augmentent sous l'influence des engrais et de la nutrition.

Mais on ne peut guère argumenter de ce fait en faveur d'une des opinions plutôt que de l'autre.

Les alcaloïdes, encore, diminuent au moment de la floraison et de la fructification. Mais qu'est-ce que cela prouve?

On a envisagé la question de manières très diverses, on l'a prise par tous les bouts, semble-t-il, sans arriver à rien de précis. Et les recherches n'ont pas manqué : la longue analyse qu'en donne M. Goris est là pour le démontrer.

Les opinions relatives au rôle des alcaloïdes se réduisent à trois.

Ce sont, pour Errera et quelques autres, des substances de protection, des moyens de défense contre les herbivores, les insectes et les mollusques. Mais on peut répondre que les animaux s'attaquent quand même à la moitié des plantes à alcaloïdes. Malgré sa nicotine, le tabac est la proie de quantité d'animaux. L'interprétation finaliste est commode et simpliste, mais insuffisante. Elle n'a que de rares partisans.

Pour d'autres, les alcaloïdes, tout en pouvant rendre des services aux plantes en leur assurant quelque protection contre certains ennemis, sont avant tout des résidus des opérations de nutrition, des déchets, comme tant de substances éliminées, chez les animaux, par le tube digestif et l'urine.

Evidemment, les alcaloïdes sont localisés dans des parties externes, qu'on ne peut considérer comme des tissus de réserve. Ils ne servent en rien à la germination. Aussi Sachs et Pfeffer y voient-ils des substances aplastiques, des déchets sans aucune utilité pour la nutrition de la plante.

Par contre, d'autres leur attribuent une valeur nutritive,

faisant observer qu'ils sont assez abondants là où l'activité cellulaire est le plus intense, mais l'argument ne vaut pas grand-chose : l'alcaloïde, s'il est substance de déchet, doit être le plus abondant là où la vie est le plus active. D'autre part, on ne voit pas les alcaloïdes diminuer chez la plante, comme font les réserves authentiques, quand elle est privée de certains aliments. Rien n'indique qu'ils servent à la nutrition. Mais, dit M. Goris, il y a des cas, des conditions, où ils sont utilisables. Et ce serait là, pour le moment, la conclusion à tirer.

Quant aux glucosides, ce seraient surtout des substances de déchet.

Mais il faut reconnaître que bien des obscurités subsistent, et que le rôle de ces deux groupes connexes de substances n'est point encore établi de façon définitive. Le travail de M. A. Goris est assurément le résumé le plus complet et le plus judicieux de la question.

— Publications nouvelles. Signalons d'abord un nouveau volume de l'admirable *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine* (Paris, A. Picard), de Joseph Déchelette, qui s'est fait tuer héroïquement à la guerre, au très grand regret de tant de lecteurs de son œuvre excellente ; la troisième et dernière partie de la section *Archéologie protohistorique et celtique*, consacrée au second âge du fer, ou époque de la Tène. Rien de plus clair, de plus précis, de plus complet. La mort de Déchelette est un deuil pour toute l'archéologie, dans les pays cultivés, mais pour la *kultur*, c'est évidemment un triomphe.... Deux volumes devaient suivre, consacrés à l'archéologie gallo-romaine. Etaient-ils rédigés ? Qui pourra continuer ou achever « le Déchelette ? » Beaucoup se le demandent avec anxiété. — Dans l'ordre technologique, signalons *La téléphonie et les autres moyens d'intercommunication dans l'industrie, les mines et les chemins de fer*, par M. P. Maurer (Paris, Dunod & Pinat) ; *L'Etat et les compagnies de chemins de fer*, par M. Albert Thomas (mêmes éditeurs) : ouvrage tout à fait d'actualité, car les chemins de fer constituent une arme nouvelle dans la guerre, et leurs relations avec l'Etat ne sauraient être trop étroites ; *Les industries hydro-électriques françaises* (impri-

merie de l'*Information*), par M. A. Pawlowski, industries déjà prospères et qui devront le devenir bien plus encore à la faveur de l'ère nouvelle qui approche. — Existe-t-il des personnes pouvant s'intéresser actuellement à autre chose que la guerre : à la psychologie, par exemple ? En ce cas, voici *La psycho-analyse des névroses et des psychoses* (Paris, F. Alcan), par MM. E. Régis et A. Hesnard, un intéressant exposé des travaux et idées de Freud.

A signaler encore une brochure intéressante de M. G.-L. Montandon, intitulée : *En marge du procès de la science* (F. Boissonnas, Genève), une série de réflexions sur les savants et sur la science (ne pas confondre) et sur ce qu'on peut attendre de celle-ci.

CHRONIQUE POLITIQUE

La guerre qui dure. — Pas de diversion. — La retraite du comte Berchtold. — Bruits de paix ?

La guerre absorbe l'attention ; il serait téméraire de parler d'autre chose. Mais comme, en dépit de l'immense effort collectif de chacun des partis et de la multitude d'actes de dévouement et d'héroïsme qui sont la monnaie de chaque jour, rien ne permet de supposer qu'on marche vers une décision, une chronique ressemble, à s'y méprendre, à celle qui l'a précédée : triste et monotone histoire du plus grand conflit qu'ait jamais connu l'humanité.

Rien de nouveau sur le front occidental. Depuis l'échec de la grande offensive allemande dans le nord, la bataille se poursuit avec des allures souterraines, brisée en un grand nombre de secteurs : lutte opiniâtre, sournoise et héroïque à la fois, où les adversaires se tâtent, se nuisent, s'exterminent, sans plus même espérer que la victoire aux grandes ailes les emporte bien loin sur les pas de l'ennemi vaincu.

Le fait que l'état-major allemand, toujours préoccupé de tenir, en face de l'opinion publique, ses dangereuses promesses du

début, ait signalé comme une grande victoire le rude combat de Soissons et rapproché de la décisive bataille de Saint-Privat un simple succès local, montre combien les temps ont changé.... Guerre de ténacité, guerre d'usure, où le succès appartiendra en fin de compte à celui qui tiendra le mieux. Mais quand?... Et tout près de là, Napoléon, par des marches rapides et des offensives brusques, tenait tête, avec une poignée d'hommes, à deux armées immenses, les maltraitait, les battait dans toutes les rencontres et les aurait peut-être rejetées par delà les frontières si la trahison ne s'était attachée à ses pas. Sommes-nous en progrès? la guerre est-elle encore un art ou ne consiste-t-elle qu'à faire tuer des hommes et souffrir des peuples?

Rien de nouveau, non plus, sur le front oriental. Les Allemands se disent très près de Varsovie; mais n'affirmaient-ils pas, voici peu de semaines, qu'ils n'avaient plus devant eux que des troupes vaincues et que rien désormais n'arrêterait leur marche en avant? L'armée russe est toujours là qui couvre de sa masse le cours de la Vistule et se prolonge vers le sud, à travers la Galicie et la Bukovine, jusque sur les cols des Carpathes. Elle aussi a des desseins offensifs: il s'agit de pénétrer en Hongrie pour porter un coup décisif à l'une des deux têtes de la monarchie bicéphale. Mais si les Russes, dans la défensive, sont bien à peu près ce qu'on attendait d'eux, nous n'avons aucune raison de croire qu'ils soient plus capables qu'au mois d'octobre de porter la guerre loin en pays ennemi.

Et les Serbes, victorieux mais décimés, attendent que de nouvelles masses ennemies viennent battre leurs frontières et envahir leurs vallées.

Sur mer, la situation reste la même. Si la marine anglaise qui continue à sortir librement des ports s'expose aux attaques des sous-marins, à la terrible rencontre des mines et fait de ce chef des pertes douloureuses, sa supériorité reste incontestée et, pas plus que par le passé, l'ennemi ne tient à engager contre elle la guerre d'escadres. Le récent combat sur la mer du Nord vient encore de le prouver.

Ce n'est pas des airs, non plus, que la décision viendra. Des

avons anglais ont attaqué le port de Cuxhaven, des zeppelins allemands ont survolé une partie du territoire anglais ; les dégâts, dit-on, n'ont pas été grands. Eussent-ils été cent fois plus considérables que cela n'aurait pas suffi à affaiblir la résolution des peuples. Cette guerre est venue trop tôt ; les surprenants appareils de l'air, produits de la science moderne, ne sont pas encore capables d'en transformer les conditions ; ils les aggravent, bien plus : signalant à chacun des adversaires tous les gestes de l'autre, obligeant les batteries à se masquer de façon plus ingénieuse, les soldats à descendre plus profondément dans la terre, ils allongent encore la lutte au lieu de la précipiter.

Pour atteindre ces résultats, pour que chaque jour, sans utilité apparente, quelques centaines ou quelques milliers d'hommes soient tués ou blessés en Europe avec autant de prisonniers, les Etats de la Triple-Entente dépensent quotidiennement quelque chose comme 110 ou 120 millions de francs, l'Autriche et l'Allemagne, pas beaucoup moins ; mais les peuples, dont on avait annoncé l'écrasement au bout d'un mois ou deux de guerre, supportent sans sourciller ces charges. De même, quoi qu'on en ait dit, l'alimentation reste presque normale partout ; elle le sera assez longtemps encore. Sans doute, le moment viendra où il faudra régler les comptes. Alors, en face des industries détruites, des fortunes anéanties, les nations en deuil chercheront à qui elles sont redevables de tant de misères. Mais trouveront-elles les coupables ? On peut d'ores et déjà en douter.

— Constamment les yeux se détournent de cette sombre guerre de tranchées et interrogent l'horizon. N'allons-nous pas voir apparaître une force nouvelle qui détruira cet équilibre tragique entre des adversaires qui veulent lutter jusqu'à l'anéantissement ?

La diversion turque se révèle impuissante. La menace contre le canal de Suez a eu pour seul résultat, jusqu'ici, de faire du souverain de l'Egypte un sultan protégé par l'Angleterre. L'armée qui vient de quitter Damas obtiendra-t-elle autre chose ? va-t-elle, escortée d'une nuée de bédouins du désert, atteindre les

frontières de l'antique royaume des pharaons et arracher à son sommeil millénaire la race endormie des fellahs ? C'est possible, tout est possible... mais attendons encore pour y croire. De l'autre côté, l'échec n'est que trop certain : les Turcs, mal ravitaillés, affaiblis par de longues marches en pleine montagne, au milieu des neiges et des frimas, ne sont pas de force contre un ennemi qui retrouve toutes ses qualités guerrières quand il combat chez lui. On nous parle de corps d'armée entiers détruits ou faits prisonniers....

Quel vent de folie a donc entraîné ces malheureux Turcs ? On aurait compris que, dans de bonnes conditions, ils eussent rouvert la lutte pour la Macédoine ou les îles ; rien n'est plus tenace que le souvenir de la propriété ! Mais s'imaginent-ils vraiment que, même en cas de victoire, l'Europe, qui est tout entière intéressée au bon fonctionnement du canal de Suez, va remettre en leur possession la presqu'île sinaïtique et l'Egypte, ou qu'elle arrachera au colosse russe un morceau du Caucase pour le leur donner gracieusement ? La Turquie paiera les frais de la guerre cette fois comme toujours ; c'est presque la seule chose certaine dans une situation où tout est indécis.... Peut-être, alors, n'aura-t-elle même plus l'énergie de demander des comptes à ses maîtres du jour qui, avec une incomparable force de destruction, sont en train d'anéantir tout ce qui chez elle conserve vie.

La Roumanie, nous affirme-t-on, ne peut plus guère tarder à marcher. Mais, comme il y a un mois on nous annonçait la même chose, nous restons un peu sceptiques.

En Italie rien ne bouge... sauf la terre. Faut-il croire que le désastre qui a frappé la province de Rome et les Abruzzes et rayé du monde la petite ville d'Avezzano ait facilité l'attitude du ministère Salandra qui, tout en parlant de guerre, persiste à ne pas la faire ? Une personne qui vient de passer quelques semaines en Italie était frappée du contre-coup que ce malheur avait eu sur la foule : belliqueuse la veille, elle semblait le lendemain avoir perdu toute ardeur, toute ambition ; on ne parlait

que de la nature qui, au milieu des querelles sanglantes des hommes, paraît avoir voulu rappeler sa force souveraine. Combien de temps cela durera-t-il?

Il y a dans la situation de la Roumanie et de l'Italie des analogies marquées; il y a une différence aussi. Toutes deux ont des « intérêts nationaux » qu'elles ne peuvent réaliser qu'aux dépens de l'Autriche-Hongrie. Elles savent l'une comme l'autre qu'il convient de porter à la monarchie des Habsbourg un coup terrible, que sans cela aucune concession ne tiendra, aucun traité ne durera, car il s'agit de prendre dans ses chairs vives. Elles savent aussi qu'il y a pour intervenir un moment qu'on ne peut dépasser. Que l'empire allemand, au cours de l'effort suprême qu'on annonce pour le printemps, prouve à ses adversaires continentaux qu'il est décidément plus solide qu'eux et leur facilite les conditions d'une paix à peu près honnête pour tourner toutes ses forces contre l'Angleterre, que l'Autriche épuisée réussisse à sortir de la lutte avec quelques concessions à la Russie, alors l'idée roumaine comme *l'italianità* courent risque d'attendre un demi-siècle et plus leur triomphe. Le bon public qui, sans aimer à s'exposer lui-même, est sévère pour ceux qui paraissent craindre les coups, dira que cela leur vient bien.

Voici la différence: la Roumanie n'est qu'une puissance de second rang; ses ressources militaires et financières sont restreintes, sa situation politique, avec une Bulgarie à dos, n'est malgré tout pas nette; il est naturel qu'elle hésite, car l'affaire est dangereuse; l'Italie au contraire doit avoir des raisons que nous ne connaissons pas. Veut-elle que sa neutralité l'enrichisse encore un peu plus? Reste-t-il quelque doute à l'état-major quant à la préparation et à la solidité de l'armée? N'est-ce pas plutôt que le gouvernement italien qui resserrait sa collaboration avec l'Autriche et l'Allemagne, alors même que, comme l'a dit M. Giolitti, il connaissait leurs intentions agressives contre la Serbie, est plus lié qu'on ne le pense avec ces puissances? Ou bien n'est-ce qu'un mécontentement très vif à l'idée que l'élément helléno-slave puisse remplacer sur l'Adriatique l'élément

austro-magyar et reprendre à son compte la lutte contre les Latins? Nous ne savons; mais il nous est difficile d'admettre qu'une nation de près de quarante millions d'âmes, qui dispose de deux millions de soldats, attende pour frapper qu'elle n'ait plus devant elle qu'un cadavre.

Quant à la population des Etats-Unis, elle manifeste dans sa grande majorité une louable indignation en face de l'écrasement de la Belgique et de la manière par trop cruelle dont les Allemands font la guerre. Mais voici que le gouvernement de Washington envoie à Londres une note diplomatique assez raide protestant contre les abus du droit de visite et le préjudice que, par ses séquestres, la Grande-Bretagne cause au commerce américain. Le gouvernement anglais, comme on pouvait s'y attendre, a répondu de bonne encre et l'affaire en est là.

De pareilles querelles se sont fréquemment élevées depuis 150 ans. Elles dérivent de l'inévitable opposition entre les droits que s'attribuent les belligérants, qui considèrent à peu près ce qu'ils veulent comme contrebande de guerre, et les intérêts des neutres. Malgré toute la peine que se sont donnée les théoriciens, une réglementation juridique exacte n'existe pas. Y en aurait-il une qu'elle ne pourrait embrasser tous les cas. Il faut donc de la bonne volonté réciproque pour que les choses ne se gâtent pas.

Cela étant, la forme de la protestation américaine a provoqué quelque étonnement. On croyait le gouvernement de l'Union en trop bons termes avec la Grande-Bretagne pour recourir d'emblée à la note écrite; on s'explique mal que, pour une simple question d'argent, il cherche à diminuer les avantages de la domination maritime que l'Angleterre paie si cher, au risque d'éterniser une guerre que les armes sont impuissantes à finir. Et d'aucuns se demandent si le président Wilson, dont le pacifisme serein s'est si bien accommodé de la ruine du Mexique, ne contemple pas avec quelque bienveillance aussi la dévastation de l'Europe. Mais il y a partout des gens qui cherchent chez les autres de mauvaises intentions.

— La retraite du comte Berchtold a fait une grande impres-

sion. N'est-ce pas un premier signe de défaillance, a-t-on dit, l'Autriche ne va-t-elle pas renoncer à la politique néfaste qui s'attache au nom de cet homme d'Etat ?

Il est vrai que l'œuvre fut mauvaise. Le comte Berchtold, presque unique en son genre dans la grande famille des diplomates, a vu régulièrement l'événement tromper ses calculs, il a échoué dans toutes ses entreprises. La guerre balkanique, où il avait escompté une victoire de la Turquie, s'est terminée par le triomphe des Alliés ; les Bulgares, qu'il avait poussés contre les Serbo-Grecs, sont revenus battus ; l'Albanie autonome s'est effondrée à peine née ; l'envoi de l'ultimatum à Belgrade a déchainé la guerre générale.... Et maintenant la monarchie des Habsbourg, revenue de ses rêves de conquête, lutte pour l'existence bien en deçà de ses frontières. De tout cela le comte Berchtold, ministre commun des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, est responsable devant l'histoire.

Peut-être n'est-il pas si noir que ça ; peut-être apprendra-t-on un jour qu'il n'a été que l'exécuteur malheureux ou maladroit de volontés qui n'étaient pas les siennes et que son nom, après ceux des Benedek, des Belcredi et de tant d'autres, doit s'ajouter à la longue liste des victimes de la politique de cour. Mais c'est la tâche de l'avenir : au présent suffit sa peine ; et le comte Berchtold, vaincu par les difficultés de son époque, devait partager le sort de tous les ministres insuffisants et disparaître de la scène. Il est même étrange que cela ait tardé si longtemps.

Seulement, ceux qui pensaient que cette retraite correspondait à un changement de front de la monarchie en sont pour leur courte illusion. Il semble au contraire que le comte Berchtold, effrayé de l'orage qu'il avait provoqué, aurait cherché à en diminuer la fureur ; il aurait voulu s'entendre avec les Serbes, peut-être avec d'autres encore. C'est pour rendre à la politique autrichienne la fixité qui lui manquait que les inspireurs de François-Joseph ont mis à sa place le baron Burian, financier et administrateur de quelque mérite, connu surtout par les liens étroits qui le rattachent au comte Tisza, l'homme à la manière

forte, le véritable inspirateur de tous les actes de la double monarchie depuis deux ans et plus. Et le vieil empereur déclare que l'alliance allemande sera éternelle, qu'il ne cédera jamais une parcelle de son héritage.... Tout nous ramène à la guerre.

— Des rumeurs étranges passent cependant. En Europe, en Amérique, des voix s'élèvent. Timides ou hardies, elles disent que la paix est possible, que les principaux belligérants la désirent, qu'il suffirait d'y apporter un peu de bonne volonté, de renoncer à la gloriole pour mettre fin à l'affreux carnage qui ensanglante l'Europe et rendre sa place au travail fécond. Et malgré les démentis officiels qui pleuvent, ces voix ne se taisent pas. Est-ce l'affirmation spontanée de pacifistes encore illusionnés ou y a-t-il dans un camp ou dans l'autre des gens qui, sentant que leur cause n'aura pas le dessus, font dire à des irresponsables ce qu'ils n'osent pas encore dire eux-mêmes? Je ne sais : le fait est là. Mais cet appel peut-il être entendu?

Certes, nous Suisses, nous ne désirons que la paix. Alors même que nous avons réussi jusqu'ici à épargner à notre pays la guerre et son cortège de maux, nous sommes atteints durement dans nos intérêts et cruellement dans nos sentiments. Le journal qu'on m'envoyait l'autre jour, qui nous accusait de regarder avec une pointe de satisfaction orgueilleuse, en gens qui sont parvenus à un stade de civilisation plus avancé, les peuples s'entre-déchirer, nous adressait une injure bien gratuite. Nulle part je n'ai constaté ce sentiment chez nous. Mais justement parce que nous voyons l'Europe comme d'un haut belvédère, à nous plus qu'à d'autres peut-être la paix semble lointaine.

Le germanisme n'a réalisé aucun de ses projets : il n'a ni établi sa prépondérance dans la péninsule des Balkans, ni augmenté sa situation en Méditerranée, il n'a porté un coup décisif ni à la puissance anglaise ni à l'immense Russie. Peut-on supposer que l'Allemagne, dont nous connaissons maintenant toutes les ambitions, renonce brusquement à son rêve de grandeur et s'accommode à la vie européenne, se contentant de sa part de

soleil ? Mais la Triple-Entente n'a pas abouti non plus. Indépendamment des remaniements territoriaux, l'Alsace, la Pologne, qu'elle avait annoncés et qui paraissent aussi loin de la réalisation qu'au premier jour, elle n'a pas entamé le militarisme allemand ; il reste inspirateur d'une nation et maître de ressources immenses. La paix, aujourd'hui, laisserait les adversaires l'arme au bras préparant la partie suprême. Faut-il que le cauchemar qui a pesé sur l'Europe pendant près d'un demi-siècle s'appesantisse encore, que la génération qui s'élève n'ait comme dernière raison d'être que la destruction des autres ou la mort sur le champ de bataille ?

Et je termine cette chronique comme je l'ai commencée, par une constatation désolée : si rien ne nous annonce la fin de la guerre, rien ne montre non plus comment pourra se faire la paix.

Lausanne, 26 janvier 1915.

CORRESPONDANCE

On nous écrit :

« Dans sa dernière chronique à la *Bibliothèque universelle*, M. Henri Bachelin, reproduisant une idée favorite de M. Charles Maurras, prétend que la guerre entre la France et l'Allemagne met aux prises la Réforme et la Révolution d'une part (car ces deux phénomènes historiques sont, paraît-il, étroitement liés) et le catholicisme d'autre part. Au-dessus des tranchées « planent les ombres tragiques de Luther et des papes. »

» On voit assez bien l'intérêt qu'a l'*Action française* à propager un pareil sophisme : dans l'excès de son zèle à le répandre, peut-être y a-t-il aussi le regret de constater qu'un roi n'était pas nécessaire à la France pour vaincre. Pour nous, qui n'avons pas les mêmes arrière-pensées, il nous sera permis de protester dès maintenant contre une pareille manière de poser le problème, — en attendant de le reprendre avec plus de développements.

» A la thèse de M. Maurras on peut opposer des arguments logiques et des arguments de fait. Pour ce penseur remarquable et dangereux, comme pour M. Léon Daudet, le pangermanisme est une exaltation de l'égoïsme et découle en droite ligne de Luther par Kant et Rousseau. Voilà la « chaîne », disent-ils, dont il faut tenir compte pour s'expliquer l'Allemagne contemporaine. Elle est le fruit gâté et nécessaire de l'individualisme. Ainsi les exactions des armées germanes, l'invasion de la Belgique, le sac de Louvain, le bombardement de Reims, d'Ypres et d'Arras, tout ce qui soulève la conscience française, que dis-je ? la conscience universelle, d'horreur et de dégoût, est mis sur le compte du protestantisme qu'on espère accabler.

» Oui, mais cette explication du pangermanisme, que je m'ex-cuse d'abréger de la sorte, pourrait être exactement retournée,

tant il est vrai que le papier supporte tout. Et l'on dirait alors, au contraire, que l'Allemagne a toujours souffert, et souffre aujourd'hui plus que jamais d'une tendance mortelle à la passivité. Son risque national est de s'enliser dans une discipline à la fois inerte et brutale. Le militarisme prussien est l'illustration de ce vice. Il groupe de force les hommes et supprime chez eux toute spontanéité et toute initiative. Le pangermanisme « organise », selon le terme plein de sous-entendus du professeur Ostwald¹. Son rêve d'hégémonie européenne vient précisément de son désir absurde d'unifier les peuples sous une loi identique — la loi prussienne... Voilà la pente où glisse ce peuple qui n'a jamais eu, de lui-même, le sens des différences nationales et personnelles. Et le rôle de ses grands hommes — Luther, Kant — a précisément été de rappeler au troupeau dont ils faisaient partie les droits de l'individu, d'élever au-dessus d'une race amorphe et qui se plaît à être commandée la nécessité de l'autonomie religieuse et morale.

» Voilà, à grands traits, une hypothèse qu'on peut opposer à l'hypothèse Daudet-Maurras, et qui tendrait à la justification de l'individualisme. Mais, à côté de cet argument théorique, il est des arguments de fait, et à foison, qui empêchent de considérer dans la guerre actuelle la lutte de la Réforme et de Rome.

» D'abord, il est permis à M. Maurras, qui est clérical, de distinguer dans la France de 1915 la fille aînée de l'Eglise. Mais il n'est pas moins légitime de voir la France libérale et révolutionnaire. Les « curés saø au dos » se battent admirablement, mais les autres héros, ceux « de gauche », ne leur cèdent en rien, et ils consacrent leur héroïsme à leurs droits, à leur idéal social, à leur république. Sans nous attarder à ces termes de la politique des partis qui semblent aujourd'hui bien oubliés, il a été impossible de ne pas saluer dans l'unanimité enthousiaste de la mobilisation française l'écho de 1792.

» Si la thèse de M. Maurras était juste, il faudrait qu'au bloc « catholique » des Alliés s'opposât le bloc « protestant » de l'ancienne Triple-Alliance. Mais les Alliés se composent, outre la France, de la Russie, puissance orthodoxe, et de l'Angleterre, puissance protestante, de l'Angleterre dont on peut dire, et à

¹ On sait que ce théoricien autorisé du pangermanisme déclare justement qu'il est à l'opposé de l'individualisme français et qu'il prouve ainsi la supériorité de la culture allemande.

juste titre qu'elle est le pays même de l'individualisme. Et que voyons-nous, en face ? L'Autriche, qui est essentiellement romaine, foncièrement cléricale, et l'Allemagne, nation en majorité protestante, mais où toutes les forces catholiques ont répondu à l'appel du souverain et ont donné, avec la dernière énergie, contre la France.

» Regardons chez les autres. En Suisse, en Italie, qu'est-ce qui est germanophile ? Presque toujours les catholiques. M. Maurras ignore-t-il la part active prise, dès le début des hostilités, par les Jésuites à la campagne antifranaïaise dans le monde ? Ignore-t-il les menées antifranaïaises qui font rage au Vatican ? Ignore-t-il à quel point le silence du pape, en ce qui concerne la Belgique, a étonné, surpris, même les milieux les plus catholiques¹ ? Non, il n'ignore pas tout cela. Mais il le passe sous silence. Et comme il est très adroit, très persuasif, il arrive à faire croire à ses lecteurs aveuglés que, dans le grand conflit qui déchire l'Europe, le gamin de Belleville, le « tommie » calviniste d'Ecosse ou le cosaque de Russie se battent pour le pape, pour l'hégémonie du catholicisme romain, tandis que l'Autrichien, qui se confesse à son prêtre avant d'aller au combat, est le soldat de la Réforme.

Cette campagne significative va s'étendre, nous le prévoyons, grâce à l'excellente organisation de propagande de l'*Action française*, et on pourra en mesurer les effets sur des points très différents. Nous aurons donc encore l'occasion de soulever ce débat, mais dès maintenant nous prétendons que la guerre de 1914-1915 n'est pas une guerre religieuse.

» UN SPECTATEUR DES FAITS. »

¹ On connaît le mot attribué au cardinal Merry del Val s'adressant à un diplomate belge après la première bataille du mois d'août : « Il fallait tirer à blanc ! »

BULLETIN LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE

Livres alsaciens.

Jeanne et Frédéric Régamey ont publié en collaboration plusieurs volumes sur l'Alsace. M^{me} Jeanne Régamey en écrit le texte, tandis que son mari en fait les illustrations. *Au service de l'Alsace* a paru il y a déjà quelques années, mais il est plus actuel que jamais, étant données les circonstances tragiques présentes, parce que ce livre montre la lutte entre deux civilisations, entre deux neutralités, ou plutôt entre la barbarie et la civilisation, entre l'arrogance outrecuidante et le libéralisme tolérant. Ce volume est non seulement une pénétrante étude de mœurs, c'est un roman plein d'humour, d'observation et de charmantes descriptions de ce beau pays qu'est l'Alsace. On en peut dire autant de *l'Alsace qui rit*, où sont dépeintes les persécutions auxquelles se trouve en butte un bon Alsacien qui a le tort — impardonnable dans sa patrie prussianisée — d'être un artiste indépendant et spirituel. Qu'on ne vienne pas dire que ce livre raconte des faits exagérés. Ce que nous avons appris depuis lors montre, hélas ! que tout ce qu'il dit est certainement au-dessous de la vérité et qu'il ne contient rien de tendancieux. Il atténue plutôt qu'il n'exagère la position faite aux Alsaciens par les Allemands.

L'Allemagne, c'est la guerre est une publication illustrée humoristique et satirique. Les illustrations en noir et en couleurs sont d'une vérité saisissante et typique ; elles dépeignent en traits pris sur le vif la mentalité allemande.

Nous tenons à relever que ces diverses publications ont paru avant la guerre ; les détails qu'elles nous donnent montrent que la manière dont les Allemands conduisent la guerre actuelle répond à un plan mûrement établi. Ceux qui les connaissaient pour les avoir vus de près, comme les auteurs de ces volumes qui ont vécu en Alsace, n'avaient aucun doute à cet égard. Leur perspicacité et leur documentation méritent d'être signalées.

EM. Bz.

LES LEÇONS DE LA GUERRE

Bordeaux, janvier-février 1915.

Le bon soldat meurt pour sa patrie, et en mourant il se réjouit dans la pensée qu'après lui elle poursuivra l'accomplissement de ses destinées. Mais je ne suis pas un bon soldat, je suis un vieux rêveur. Depuis le jour où j'ai compris qu'il me faudra mourir, j'ai parfois espéré, très égoïstement, que ma propre fin serait enveloppée dans celle du monde, dans un anéantissement universel qui, en terminant toutes les vies à la fois, supprimerait ce qui me répugne le plus dans la mort : la conscience de m'éteindre individuellement dans un monde qui continuera de penser, d'agir, de souffrir, de lutter et de vivre, offrant aux hommes futurs un spectacle que je ne verrai point. Les grandes catastrophes naturelles, telles que les secousses sismiques et les éruptions volcaniques, sont réellement ces *fins du monde*, localisées, il est vrai, mais toutes pareilles, pour ceux qui en sont victimes, à ce que serait une destruction instantanée de notre planète entière.

La guerre, en bouleversant les conditions ordinaires de la mortalité, est aussi une espèce de fin du monde

pour les centaines de milliers d'êtres humains qui y périssent ; mais, non moins meurtrière souvent et comme nous le voyons aujourd'hui, qu'un immense tremblement de terre et que les autres grands cataclysmes de la nature, elle n'a jamais leur soudaineté ni leur fatalité ; ses victimes, ordinairement, se sentent mourir ; ce n'est donc point la guerre qui exaucera notre méchant vœu d'une fin du monde ou d'une extinction de l'individu collective et subite. N'importe quel accident, d'ailleurs, la rencontre de deux trains, une estrade qui s'écroule, une explosion, une asphyxie, un naufrage, peut, d'une façon très simple, venir réaliser le rêve des mortels qui voudraient disparaître tout d'un coup, en compagnie, sans avoir le temps de dire adieu à une existence dont ils ne sauront même pas qu'ils la perdent et que d'autres hommes vivront après eux pour en jouir ou pour la maudire.

La première de toutes les leçons de la guerre, évidemment, c'est de nous détacher de cette vie fragile, soit que nous nous trouvions nous-mêmes personnellement exposés au risque de la perdre, soit que la mort menace des êtres que nous aimons. Il est hors de doute qu'une mortalité fréquente émousse la sensibilité et finit par faire paraître indifférents ou durs d'honnêtes gens dont il faudrait louer, au contraire, le cœur ferme et armé d'une vaillance chrétienne ou stoïque. C'est presque un bienfait de la guerre que les démonstrations banales de la sympathie soient devenues plus rares. Les lettres de deuil, les visites, les cartes ne sont plus obligatoires. Tant mieux, si nos amitiés font un choix plus tard et conservent l'affection et l'estime réelles en ne supprimant que les masques !

...Aujourd'hui, 31 janvier, mon journal religieux m'ap-

porte une triste nouvelle : celle de la mort du jeune Robert Prunier, aumônier, fils du pasteur Prunier, « tombé au champ d'honneur en relevant un blessé. » C'était un étudiant en théologie. Il avait exercé à Bordeaux les fonctions de pasteur suffragant. Esprit ouvert et libre, il courait à l'avant-garde de sa génération et j'avais senti maintes fois, en causant avec lui, quel vieux bonhomme usé et fini je continuais d'être, comparé à ce jeune, dans tous les ordres d'idées. Il m'était impossible de le suivre à travers toutes ses admirations politiques, philosophiques et littéraires, et nous nous amusions tous les deux, moi de ses hardiesses paradoxales, lui de ma lenteur routinière. Il était socialiste, antimilitariste et même un peu anarchiste.

Soudain, la guerre a fait de lui un héros, et Robert Prunier, au mois de septembre, était cité à l'ordre du jour de l'armée et proposé pour la médaille militaire. Vrai type de la jeunesse française par sa vaillance et sa belle humeur, il m'écrivait gaîment, le 3 janvier :

« C'est avec grand plaisir que j'eus¹ été moi-même vous présenter mes meilleurs vœux au seuil de l'année nouvelle. Malheureusement, je suis retenu dans les contrées vaseuses de l'Argonne par l'acharnement que mettent les Boches à étudier les beautés de la nature. Ils doivent pourtant commencer à trouver ces pays inhospitaliers et accidentés ; mais ils manquent de tact totalement et s'entêtent à y rester. J'espère pourtant, un jour, retourner « vers chez vous », comme on dit en Suisse, et dire avec vous le plus de mal possible de nos envahisseurs. »

Pauvre enfant ! quelle a été sa dernière vision de la vie ? Eut-il le temps de la regretter et de voir le monde lui survivre ? Mais pourquoi donc la mort nous épargne-

¹ *Sic*. Les licences grammaticales sont permises dans les tranchées.

t-elle, nous autres vieillards qui achevons notre siècle dans une oisiveté inutile, qui partirions sans regret et sans être pleurés, et ravage-t-elle si cruellement la fleur de l'avenir ? Eternelle question posée par l'intelligence, qui souhaiterait un peu de raison dans le cours des événements, à la destinée aveugle et stupide.

4 février. — Quand des choses (ne disons pas tout haut : des personnes) qui nous semblent avoir terminé leur temps tardent à mourir d'une mort naturelle, notre logique, qui aime l'ordre ou son apparence, peut trouver, dans leur fin accidentelle et brusque, un secret contentement. Je songe, en écrivant ces lignes, à certains rapports de société qui se prolongeaient sans agrément, sans profit et duraient on ne sait pourquoi ; ou encore aux abonnements à des journaux, à des revues ennuyeuses, inutiles, qu'on a commencés par faiblesse ou ignorance et dont on n'ose pas se dégager ; bref, à toutes les servitudes qu'impose la complaisance, la convention et la mode, ou simplement une habitude prise. Il est bon que nous revisions de temps en temps nos vieilles coutumes ; la guerre fait des tables rases et des vides financiers qui favorisent ce genre d'opérations. Mais, réflexion faite, je suis bien plutôt effrayé et attristé de tant de liens, plus précieux qu'importuns en définitive, qu'un si grand bouleversement relâche et détruit, et qui auraient dû se changer, au contraire, en relations solides fondées sur la communauté du malheur. Non, les ruines ne sont point un bienfait de la guerre ; c'en est la trace désolante et quelquefois irréparable.

5 février. — « La fin du monde, » comme l'est proprement toute grande catastrophe dans le cercle des victimes qu'elle fait, inaugure un nouvel ordre de choses ;

mais cette ère nouvelle peut être meilleure ou pire, ouvrir le ciel ou ouvrir l'enfer.

La subite transformation morale du jeune Robert Prunier, ainsi que la conversion plus fameuse du prédicateur d'indiscipline et de révolte, le journaliste Hervé, métamorphosé en soldat passionnément dévoué au service de la patrie, nous montrent la profonde secousse de la guerre produisant les effets les plus heureux et les plus inattendus ; elle a élevé ces deux hommes tellement au-dessus d'eux-mêmes qu'on ne les reconnaissait pas.

Ce changement admirable devait-il être, d'ailleurs, une surprise pour le moraliste pénétrant qui n'est point dupe des apparences ? L'erreur funeste (pour eux) que les « Boches », comme on les nomme si bien, égarés par leur épaisse psychologie de lourdes têtes carrées, déplorent amèrement aujourd'hui et qu'ils commencent à payer cher, est de n'avoir absolument rien compris à la véritable humeur des Français, de n'avoir pas su voir quels cœurs chauds et quels esprits sérieux ces bons comédiens cachent sous une légèreté étudiée qui n'est chez eux qu'une grâce de société et qu'une forme du désir de plaire. Mettez leur coquetterie aux prises avec le tragique de la réalité : l'homme réel reparaît, et, si l'on est en temps de guerre, le héros se réveille avec l'homme.

Calleuse comme leur intelligence, la conscience des « Boches » n'a jamais compris non plus quel crime inexpiable était la violation de la Belgique et qu'il y avait là un *casus belli* de premier ordre, non pas tant parce que la politique et le commerce des grands et des petits Etats européens étaient gravement intéressés dans l'affaire, mais parce que l'humanité outragée criait : ven-

geance ! L'Allemagne ne comprend pas, ne sent pas davantage l'espèce d'honneur qui consiste dans la fidélité à la parole jurée, puisque, capable elle-même de toutes les trahisons et de tous les parjures, elle ne fait aucune place, aujourd'hui, dans ses tentatives désespérées pour finir la guerre et conclure la paix, à l'hypothèse que des hommes aussi résolus que les Anglais, aussi calmes que les Russes, aussi religieux sur l'honneur que les Français, tiendront peut-être le serment du pacte de Londres.

6 février. — La guerre, qui révèle chez l'homme des vertus que nul ne soupçonnait, qui suscite des héros, qui produit même des saints, — si rien ne sanctifie plus que le sacrifice la chair égoïste et fragile, — la guerre peut aussi, par une chute effroyable, faire tomber l'humanité au dessous de la brute. Je ne parle pas simplement ici des actes cruels et lâches que l'on constate toujours, à côté des manifestations sublimes du courage et du dévouement, partout où il y a des hommes qui se battent. Je crois, avec le monde entier, — à l'exception des auteurs eux-mêmes de ces crimes, — je crois, sur la foi des documents les plus authentiques et sur l'aveu de certains chefs qui ont impudemment ajouté le cynisme à la barbarie, je crois que les « atrocités allemandes » sont réelles et qu'elles dépassent en horreur tout ce que le monde avait vu, si l'on tient compte de ce qu'il était permis d'espérer d'une civilisation chrétienne vieille de vingt siècles. Mais j'admets, en doctrine générale, qu'il y a chez tout homme extrêmement ému une pente invincible à l'exagération et je reconnais aussi que les faits abominables qu'on a dénoncés ne constituent point, dans l'horrible chronique des guerres, quelque chose d'absolument unique et spécial.

Ce qui est unique, inouï, vraiment nouveau et plus

révoltant que tout le reste, c'est l'apologie de ces crimes. Les 93 malheureux qui ont osé signer le célèbre manifeste des « intellectuels allemands » où il est dit que le bras de la force est si nécessaire à l'intelligence que, sans cet appui, elle serait vouée à une défaite certaine, ont tellement dégradé la raison et la conscience humaines qu'elles n'étaient jamais descendues si bas. C'est, comme je l'ai écrit ailleurs ¹, la glorification cynique du matérialisme le plus hideux. C'est la contre-partie ignoble du magnifique langage de Pascal sur la lutte finalement impuissante de la violence contre la vérité. C'est le blasphème contre l'Esprit saint, dont l'Evangile a dit que ce rare et monstrueux péché est le seul que Dieu ne pardonne pas.

7 février. — Le cœur naturel peut goûter une certaine allégresse à dire crûment leurs vérités à des *penseurs* qui n'ont pas honte de déshonorer la pensée. Mais l'homme bon, sans parler du chrétien, ne triomphe point de la méchanceté d'autrui. Peut-on constater sans chagrin une telle déchéance quand on a envers la grande Allemagne une dette intellectuelle, quand on a été abreuvé et nourri de la forte « culture » allemande qui ne fut pas toujours dans les usines Krupp, quoi que les Allemands nous enseignent à présent en calomniant leur grandeur passée ? J'ai vu un illustre professeur du Collège de France pleurer presque à la pensée de ne plus devoir que son mépris moral à une grande école de savants qui fut la principale ouvrière de son instruction historique. Et en vérité, on ne peut faire autrement que de la mettre au ban du monde civilisé jusqu'à ce qu'elle se soit humiliée dans la poussière.

¹ Préface de mes *Petits sermons de guerre*, page VIII (2^e édition, Fischbacher, Paris).

Mais, grâce à Dieu, tout espoir de régénération n'est pas perdu, s'il reste un petit nombre d'Allemands « qui n'ont pas fléchi le genou devant Baal, » si toute lumière critique ne s'est pas éteinte à jamais dans une nation qui fut naguère un des porte-flambeau du genre humain, et si des esprits justes et des consciences droites savent encore y faire la différence du bien et du mal. Cette constatation lumineuse, brillant parmi tant de noires révélations qui feraient douter de Dieu et désespérer de l'homme, la dernière chronique allemande de notre *Bibliothèque universelle* vient de nous donner la joie de la faire.

Depuis que les journaux racontent les faits et commentent les documents de la guerre, tout le monde a appris le nom du professeur Treitschke, qui passe avec raison pour un des grands théoriciens du *droit de la force*. Mais nous étions assez mal informés de ce qu'il a pensé et écrit : ce qui naturellement n'empêchait personne d'en parler à tort et à travers. L'Angleterre, qu'il haïssait à mort, a trouvé l'homme et l'auteur assez intéressants pour leur consacrer une longue étude¹, que M. Antoine Guillard vient de nous faire connaître. Vous pensez bien que Treitschke est présenté dans cette étude comme un précurseur du pangermanisme, comme un admirateur exalté de l'Allemagne, et cela va de soi ; mais savez-vous sur quoi cet enthousiasme d'un Allemand se fonde ?

« Le Germain, dit Treitschke, incarne l'*idéisme*, la *franchise*, la fierté, l'absolu oubli de soi-même, l'attachement invincible *au droit*. »

Quand on lit ces lignes stupéfiantes, on se frotte les yeux, on se demande si l'on a bien lu et s'il est permis de se moquer du monde à ce point. Quoi ! la violation du droit, le mépris de l'idéal, le déshonneur, l'oubli de

¹ *Treitschke, his life and works*. 2 vol. London, 1915.

la parole donnée, le mensonge, la déloyauté, la félonie n'ont-ils pas été poussés si loin par des belligérants qui n'ont pas craint de déchirer, en les insultant, les traités qu'ils avaient signés, d'inventer pour les crimes les plus avérés les excuses les plus fallacieuses, et — dernier degré de la bassesse — de calomnier leurs victimes, qu'ils ont soulevé contre eux la réprobation universelle ? Quoi !... mais continuons notre lecture :

« Comme Treitschke paraît grand quand on le compare aux pangermanistes qui se réclament de lui ! Robuste et sain comme un chêne plongeant profondément ses racines en noble terreau germanique, Treitschke avait une noblesse foncière de nature.... J'ai relevé dans ses Essais ces phrases qu'on chercherait vainement chez les publicistes de l'heure actuelle : *Jamais l'armée conquérante ne doit mettre la main sur la propriété des personnes privées.... On doit considérer comme l'un des plus précieux progrès de la législation militaire internationale le principe désormais consacré, suivant lequel tous les trésors de la civilisation, tous les objets qui relèvent du domaine de l'art ou de la science et qui constituent le Bien commun de l'humanité, doivent être rigoureusement garantis contre tout risque de pillage ou de vol.* »

Ces textes si nouveaux pour nous, ce témoignage surprenant d'un critique autorisé nous donnent une précieuse leçon ; ils doivent nous apprendre à distinguer, à classer, à dater nos jugements et à ne pas tout mettre dans le même sac.

Sagement on avait commencé, quelque temps après 1870, à faire ou à refaire les distinctions utiles ; mais la fureur de la guerre présente, l'exaspération d'un ennemi marqué pour une défaite certaine, qui, sentant l'estime des hommes lui échapper, s'est enfoncé par bravade et comme à plaisir dans leur juste mépris, a fait perdre à la critique toute mesure. A peine osons-nous aujourd'hui séparer de

la séquelle de Bismarck les très grands esprits qui furent la lumière du monde. Nous savions bien que Kant contemplait avec une vénération religieuse le ciel étoilé au-dessus de sa tête et la loi morale au fond de son cœur ; nous savions que la grande âme de Goethe détestait la petitesse des haines nationales qui ferment l'homme au vrai, au juste et au beau. Mais après Kant et Goethe tout sombrait, tout s'enténébraait dans la glorification exclusive et de plus en plus assourdissante des canons lourds. Si les Allemands demeurèrent longtemps les *idéalistes* qu'on nous dépeint, ils le sont donc par nature, ils peuvent le redevenir, et si, un jour, ils ont démenti leur caractère, c'est qu'ils ont été séduits par la doctrine diabolique des pontifes casqués de la Force et des intellectuels nouveaux.

Remercions notre chroniqueur d'avoir rappelé à la Suisse, à la France, à l'Europe, à l'Allemagne qu'il y a encore chez celle-ci des hommes pour honorer « l'idéalisme, la franchise, la fierté, l'absolu oubli de soi-même, l'attachement invincible au droit. » Ces sentiments, ces idées si proprement françaises, remercions-le d'avoir su les découvrir chez l'un des Allemands dont on les aurait le moins attendues. Cette profonde communauté morale n'est-elle pas le gage d'une réconciliation qui ne saurait se faire aujourd'hui, ni demain, ni après-demain, mais qu'il faut espérer d'un lointain avenir, si l'humanité doit se composer d'hommes collaborant à l'œuvre de Dieu et non point d'éternels ennemis ?

...J'interromps ici ces notes sans lien et sans conclusion. Elles pourront être reprises et continuées.

PAUL STAPFER.

ANDRÉ SUARÈS

Il est peu d'écrivains qui soient, autant qu'André Suarès, solitaires dans leur siècle. Il a toujours vécu à l'écart, loin de la « foire sur la place, » mettant une sorte d'entêtement à se replier sur lui-même et se glorifiant presque de n'avoir que des ennemis. Jamais il n'a fait la moindre concession pour vaincre l'indifférence du grand public, rebuté par l'austérité de ses écrits et par son ton parfois désobligeant d'oracle et de censeur. Il affirme lui-même avoir toujours compté le succès pour rien. Non seulement il n'en fait point cas, mais il le méprise, et c'est, semble-t-il, à son corps défendant qu'il subit maintenant les premières atteintes de la célébrité. Car — il faut bien qu'il s'y résigne — son nom, longtemps confiné dans un cénacle d'initiés, commence à être murmuré par toutes les lèvres de la Renommée. Il faut donc se hâter, avant que son image soit déformée par les snobs, de fixer les traits de cette haute figure d'artiste et de penseur, une des plus nobles et des plus méconnues de la France littéraire d'aujourd'hui. Aussi bien, quelques livres récents offrent l'occasion de définir et de préciser les aspects essentiels de son œuvre.

Certes, Suarès n'est pas un auteur d'un abord facile.

Peu d'écrivains font preuve d'une aussi farouche intransigeance et ont une telle horreur de tout ce qui est platitude ou convention. Rien n'est plus éloigné du badinage à la mode ou de la sentimentalité de salon que les idéologies passionnées et quelque peu abstruses de *Voici l'Homme* et du *Bouclier du Zodiaque*.

C'est que Suarès se fait une idée très haute de la littérature. Pour lui, ce n'est pas un moyen de quêter les suffrages du public ou un prétexte à répandre des idées. C'est la fin par excellence, c'est le but suprême de toute une vie. A d'autres le soin de plaire ou de prêcher. Un écrivain digne de ce nom doit avant tout être d'une sincérité absolue vis-à-vis de lui-même, et il doit courir le risque d'offusquer ses lecteurs. Avec quelque insolence, Suarès s'insurge contre la loi proclamée par Racine et il revendique pour l'artiste le droit de déplaire, ce que Baudelaire appelait « le plaisir aristocratique » de déplaire. « L'art, dit-il n'est fait que pour quelques-uns, et d'abord pour un seul, l'artiste. Que l'œuvre d'art fasse ensuite la conquête du peuple, c'est l'affaire du peuple, des critiques, du marchand et du bateleur ; ce n'est pas celle de l'artiste. » Suarès est comme Claudel, comme Péguy, comme Meredith et comme Carlyle, avec lequel il présente des analogies frappantes. Il force le consentement du lecteur, il violente son adhésion ; mais cet effort qu'il exige du lecteur, il le récompense royalement.

On peut trouver déplaisant ce dédain du public ; mais n'est-ce point une réaction salutaire contre le mercantilisme des mœurs littéraires d'aujourd'hui ? Au surplus, cette superstition de l'art est aussi une attitude de défense contre la horde toujours croissante des barbares qui saccagent le verger des lettres françaises, car, si Suarès est orgueilleux avec les hommes, il est « modeste

avec son œuvre et bien humble avec l'art. » Quiconque lit un peu les ouvrages nouveaux est frappé de voir que trop de jeunes écrivains ne savent manifestement plus écrire. La langue se décompose et se mue en un jargon informe, où pullulent les néologismes et les fautes de syntaxe. Il y a de nos jours trop d'écrivains qui ne craignent pas de faire imprimer des livres rédigés dans le style des journaux du boulevard. De là l'intransigeance des défenseurs du grand style français, la sévérité des « condottières de la Beauté. »



C'est là, en effet, le titre que Suarès se décerne en faisant, dans les pages liminaires du *Voyage du Condottière*, le portrait de Caerdal. Sous ce nom il a évoqué, à plusieurs reprises, un personnage fictif qu'il a créé à sa ressemblance mentale. Caerdal, nous dit-il, a toujours été « en passion », et il n'a pas séparé la pensée de l'action. Pour lui, « un livre n'a jamais été qu'une tragédie qu'il a dû vivre.... Il n'a rien aimé moins que lui. Il n'a vécu que pour l'action : c'est vivre pour la poésie. Caerdal a coutume de dire que l'art poétique est la loi de tout homme vraiment né pour ne pas mourir : c'est l'art de créer, et de se faire objet à soi-même, dans le bel ordre des puissances. » Dans la *Chronique de Caerdal*, qu'il avait coutume de donner à la *Nouvelle Revue Française*, Suarès ajoute quelques touches au portrait de ce paladin, qui s'est croisé pour servir l'art véritable. Il peint Caerdal dans son manoir de Ker-Enor, entre Léon et Cornouailles, où il vient reprendre haleine, dans la solitude dont les hommes lui font une nécessité. Dans cette solitude, Caerdal vit pour son art, son œuvre et sa pensée. La vie d'un homme n'est-elle pas son œuvre ? « Mais les œuvres d'un homme ne sont que ses passions

renouvelées par le style. » « J'offre, nous dit encore Caerdal, des occasions au désir de vivre : occasions d'essor et de voyage, de retraite ou de rêverie, mais toujours d'excellence.... Les sentiments et les idées qui font la durée des figures les plus singulières, où l'homme est le plus homme, voilà mes couleurs. » Et, parlant de ses livres, il les appelle fièrement « des ouvrages où toutes les valeurs sont en fonction de la vie et de l'art, » car le bon artiste est comme un prêtre de la vie. « Toujours au fond des cœurs : je n'ai pas d'autre loi. » Il revient toujours à cette idée que le poète véritable est le voyant du monde intérieur. « La passion et la vue intérieure des sentiments passionnés est le domaine de Caerdal.... Son terme est une musique de sentiments et d'idées. » Aussi cet oiseau du large refuse-t-il d'être prisonnier d'un parti ou serf d'un dogme. Il repousse les doctrines : elles lui masqueraient la réalité. « Il aurait mieux valu, confesse-t-il, que je fisse moi-même cette paix avec les apparences et la cité, que je conseille aux autres. Mais trop tôt, j'ai vu trop loin dans l'abîme du monde. »

Caerdal et Suarès ne font-ils qu'un seul et même personnage ? Peut-être. En tout cas, ils se ressemblent comme deux frères. Artiste d'un abord hautain, écrivain distant et parfois difficile, l'auteur des *Essais sur la Vie* le prend de haut avec ses lecteurs ; il ne s'amuse pas de futilités, et ses airs tragiques donnent parfois sur les nerfs. Mais surmontez l'agacement du début, mettez-vous au diapason de cette âme si peu commune, lisez et relisez, et vous éprouverez une des plus rares jouissances que puisse donner la littérature de notre temps.



Suarès veut que l'on ne juge un auteur que d'après ses œuvres et professe que la vie des écrivains n'appar-

tient pas au public. Ne cherchons donc pas à pénétrer le mystère de cette vie et contentons-nous d'examiner l'œuvre ¹.

Elle est déjà fort abondante, bien que l'auteur n'ait pas encore atteint la quarantaine. Vers, poèmes en prose, théâtre, essais, critique, récits de voyages, recueils de pensées et de méditations philosophiques, Suarès a abordé les genres les plus divers, et, dans tous les domaines, il conserve le don d'aller droit à l'essentiel, de prendre toutes les questions par leurs grands côtés et d'extraire des objets les plus humbles tout le suc humain qui est en eux. Dès ses premiers ouvrages, qui n'ont que le tort d'être parfois d'une obscurité excessive, il s'attaque aux grands sujets et se préoccupe des problèmes éternels. A part quelques œuvres de début qui sont introuvables, un petit volume de vers, *Lais et Sônes*, et les *Images de la Grandeur*, des poèmes en prose où quelques beautés de premier ordre ne suffisent pas à compenser de trop nombreuses aspérités, cette préoccupation s'aperçoit dans tous ses livres.

Tout Suarès se trouve déjà dans *Voici l'Homme*, recueil composé de courts fragments sans lien apparent, à la façon des *Pensées* de Pascal. Ce livre vise à être la « cathédrale de l'intuition. De nef en nef, on passe par trois mondes, mais toujours selon le cœur, et pour tou-

¹ Voici les œuvres principales d'André Suarès : *Sur la mort de mon frère*; *La tragédie d'Electre*; *Le portrait d'Ibsen*; *Visite à Pascal*; *Tolstoï vivant*; *De Napoléon*; *François Villon*. (Cahiers de la Quinzaine.) — *Voici l'Homme*; *Images de la grandeur*; *Bouclier du Zodiaque*; *Lais et Sônes*; et deux plaquettes publiées sous le pseudonyme d'André de Séipse. (Bibliothèque de l'Occident.) — *Le livre de l'Émeraude*. (Calmann-Lévy.) — *Sur la vie*, 3 vol; *Le voyage du Condottière*; *Idées et Visions*; *Cressida*. (Emile-Paul.) — *Trois hommes* (Pascal, Ibsen et Dostoïevski); *La chronique de Caerdal*, 2 vol. (Nouvelle Revue Française.)

jours coïncider au cœur. Après le monde de la nature, le monde de la cité ; et après la cité, la cellule de l'âme, la grande solitude intérieure.... L'Amour est l'instinct de la nef majeure, qui est celle de l'éternelle solitude, où l'âme est retirée, quand la mort est accomplie dans la pensée et dans l'action. Alors, le cœur connaît qu'il a seul la vie, qu'il peut seul la perdre et la sauver. » Tel est le sens de l'œuvre ; mais notre auteur néglige de l'exposer par une suite de déductions logiquement enchaînées ; il brûle les étapes et s'exprime par aphorismes. Cette façon décousue d'écrire est un procédé favori de Suarès, qui est surtout un sensitif et un impressionniste. D'ailleurs, il a soin d'avertir son lecteur qu'un ordre secret gouverne ce prétendu désordre. Aussi ne faut-il point appliquer à cet écrivain la commune mesure, et entreprendre une sage analyse de ses œuvres serait une vaine tentative. J'essaierai plutôt d'en dégager les idées essentielles et de définir les thèmes principaux qui s'offrent à sa méditation et à sa sensibilité.

Le *Bouclier du Zodiaque* est un bouclier de symboles, où se succèdent, semaine après semaine, les aspects de la nature et les passions de l'homme. « Ici encore, le cœur est au centre, et le soleil le figure. L'amour est le tout-puissant mouvement de ce dieu : tout vient de lui et tout y va. » A côté de beaucoup d'obscurités inutiles, que de fortes et fines images dans ce livre, où se révèle une âme ardente et douloureuse !

Les ouvrages plus récents de Suarès sont plus accessibles au grand public. Chacun de ses derniers livres marque un progrès vers plus de clarté et vers une plus souveraine maîtrise. Le *Voyage du Condottière* et le *Livre de l'Emeraude* sont de délicieuses impressions de voyage. Il va sans dire que Caerdal ne voyage pas

en simple touriste. Pour lui, un voyage dans un pays inconnu est une œuvre d'art, donc une création. « Un homme voyage pour sentir et pour vivre. A mesure qu'il voit du pays, c'est lui qui vaut mieux la peine d'être vu. Il se fait chaque jour plus riche de ce qu'il découvre. » Dans le *Voyage du Condottière*, qui débute par des pages pénétrantes sur Bâle et sur Holbein, Suarès a réussi ce tour de force de dire des choses très neuves et très belles sur Venise, sur Crémone, sur l'admirable et triste Ravenne.... Mais, dans son horreur de la banalité, il arrive à cet artiste volontiers outrancier de forcer la note. C'est ainsi qu'à notre stupeur, il fait de nos paisibles confédérés de Lugano je ne sais quels sinistres bandits.

Le *Livre de l'Emeraude* est une suite de visions saisissantes et finement nuancées, évoquant la Bretagne sous tous ses aspects. Mieux que sur les rivages riants de la Méditerranée, Suarès se sent chez lui dans ce grave et noble pays, « qui mire sur l'Océan sa figure de sirène mélancolique. » Il sait à merveille en faire revivre l'âme cachée.

Après les voyages à travers le monde, les voyages à travers les livres et à travers la vie. Les essais de Suarès ne ressemblent en rien à ceux que pourraient écrire des critiques de profession, ces « caques de critique » qu'il accable de ses sarcasmes et qu'il montre « à cinq ou six, autour d'une table, fiellant, crachotant leur âme avec leur pus, ne cherchant en tout qu'à blesser et à nuire. » Au lieu d'analyser les œuvres et de les discuter point par point, il parle en poète et en penseur de ses œuvres préférées, il exalte lyriquement les grands hommes qui sont ses héros. Il a consacré à Pascal (dont il a du reste subi à un tel point l'empreinte que parfois il a son style

et son accent mêmes), à Ibsen, à Dostoïevski, à Villon, des études toutes frémissantes de sympathie et d'une si clairvoyante intelligence qu'il recrée à nouveau l'âme de ces hommes. C'est peut-être là que Suarès donne toute sa mesure. Pour faire vivre en nos cœurs ces grands écrivains avec qui il a tant d'affinités, il renonce à son style elliptique ; il devient clair, logique, persuasif ; il trouve des traits qui, d'un brusque éclair, illuminent tout leur être intime, et il devine dans une œuvre ce qu'elle ne laisse qu'entrevoir. On n'a jamais rien écrit d'aussi fort et d'aussi juste sur Baudelaire ¹. Jamais personne n'avait parlé en termes aussi émouvants de Verlaine ².

Soyons surtout reconnaissants à Suarès d'étudier les grands hommes étrangers. En ce temps où certains esthètes des bords de la Seine voudraient proscrire tous les écrivains nés hors de France et ériger en dogme un étroit chauvinisme littéraire, il faut presque du courage pour oser dire que le nationalisme ne s'applique pas aux choses de l'art et de l'esprit. Mieux que personne en France, l'auteur de *Trois Hommes* a compris Ibsen et l'âme russe. Mais peut-être s'abuse-t-il un peu lorsqu'il appelle Dostoïevski « le cœur le plus profond, la plus grande conscience du monde moderne ? » On devine qu'il a beaucoup aimé Nietzsche, dont *Voici l'Homme* révèle certainement l'influence. Il trouve que l'on doit s'y arrêter. Mais on n'est que la moitié d'un homme, si l'on s'y fixe. Il n'est bon qu'aux femmes de lettres et aux jeunes gens. « Nietzsche est une bonne méthode pour la rébellion.... Il apprend la discipline à ceux qui n'ont point de règle intérieure.... Les livres de Nietzsche sont des essais au chef-d'œuvre ; mais cet Apollon est toujours dans la cage [à l'écureuil] ; il fait le dieu, en

¹ *Essais sur la Vie*, tome III. — ² *Sur la Vie*, tome II.

vrai Phébus d'université, à besicles d'or ; tout de même, son char est une chaire, et son Pégase une rosse allemande harnachée de lexiques in-folio. » Quant au surhumain, c'est un mot qui a le son répugnant de l'emphase. « Il n'y a rien de plus humain que d'être homme. L'homme est rare sur le marché de Jupiter. Et rien de surhumain n'a de sens qu'à la mesure de l'homme. Sois pleinement homme, si tu veux passer l'homme. Telle est la grande, l'unique vérité. » Par son sens de l'humanité, Suarès se rattache à la pure tradition française. Il faut lire dans *Idées et Visions* son pénétrant et prophétique parallèle entre la *culture* allemande et la *civilisation* française. A Nietzsche Suarès préfère Dostoïevski et Tolstoï, qu'il trouve plus humains, plus près de la vie. Ce sont ces qualités d'humanité, cette profondeur de vie intérieure, qu'il prise avant tout chez les penseurs et les artistes. De là son culte pour Pascal, pour Stendhal, pour les anciens Grecs, pour Shakespeare, pour Michel-Ange. Il en veut aussi à Nietzsche de ses impertinences à l'adresse de Wagner, car, ainsi que tous les êtres dont la vie intérieure est intense, Suarès est passionné de musique, cette « vraie province de l'âme, quand elle s'abandonne à son propre mouvement et cherche la pure volupté. » Il confesse quelque part qu'il est né dans la musique et qu'il a lu les notes avant d'avoir lu les lettres. Je ne vois en France que Romain Rolland et Vincent d'Indy qui aient, aussi bien que lui, su parler de Beethoven avec les mots qui conviennent.

Parfois même, André Suarès se divertit à écrire de simples chroniques. Il a réuni en volumes, sous le titre de *Sur la vie* et de *Chronique de Caerdal*, celles qu'il a données à la *Grande Revue* et à la *Nouvelle Revue française*. Pas une seule de ces pages, inspirées souvent par

l'actualité, n'a vieilli. De combien de chroniques pourrait-on en dire autant ? C'est que l'auteur vise à autre chose qu'à amuser ou qu'à renseigner, et quand il lui arrive de traiter un sujet à l'ordre du jour il le prend toujours par ses grands côtés. Il y a de tout dans ces étonnants essais *Sur la vie* : de la critique, des impressions d'art, des réflexions philosophiques, des paysages, des poèmes en prose. Dans le même volume, l'auteur parle de Musset, de *Chantecler* (qu'il exécute magistralement en quelques pages méprisantes et indignées), de Pétrone, des ballets russes, du latin, du suicide, de Napoléon, et d'autres choses encore ; et partout on retrouve le même souci de sincérité et de style, la même empreinte d'un esprit aigu, d'un cœur passionné, qui pénètre le mystère des êtres et des choses et qui sait renouveler les thèmes les plus usés.

Suarès n'est pas seulement un admirable essayiste ; il est parfaitement capable de créer de pures œuvres d'art. Il avait déjà écrit il y a quelques années une *Tragédie d'Electre et d'Oreste* en vers libres. Sa *Cressida*, parue l'an dernier, est une œuvre délicieuse, que l'on pourrait croire née de la fantaisie d'un Shakespeare jeune, tout hanté des souvenirs de l'antiquité grecque. La belle Cressida incarne la froide coquette, qui n'aime que sa beauté et qui désespère tous ses amants. Ecoutez-la causer avec Troïlus, à qui elle abandonne sa chevelure. « Avec douceur, Troïlus, lui dit-elle, passez le peigne dans l'herbe d'or parfumée. Caressez-moi du râteau, bon jardinier, sans me toucher. N'êtes-vous pas assez récompensé de tenir pour un moment, entre vos doigts, les moissons de la chevelure ? » Et Troïlus répond : « Tes cheveux, doux guépier de caresses gardé par d'innombrables aiguillons, tes cheveux sont la ruche où tu m'en-

termes pour jouer de mon cœur et pour y piquer les dards de toutes tes abeilles !... » Il y a beaucoup de phrases comme celle-là dans ce poème, où paraissent tour à tour les ombres d'Hélène vieillissante, de Ménélas, du vaniteux Paris, du bouillant Achille, du sage Nestor, du fougueux Diomède et d'Andromaque, toujours charmante sous ses larmes. Et tous ces personnages, qui évoquent le désir, l'amour et la mort, disent des choses exquises. Même cette cruelle et frivole Cressida trouve une image comme celle-ci, qui lui vaudra l'absolution de tous ses péchés : « La nuit est la cendre bleue d'un jour qui s'est consumé de tendresse. » A lui seul, ce livre devrait suffire à établir la réputation littéraire de son auteur, s'il y avait encore une opinion publique et si les critiques faisaient honnêtement leur métier, qui est de découvrir le vrai mérite et de le signaler aux lecteurs.



Une lecture attentive de tous ces ouvrages permet de préciser l'idée que l'on peut se faire de l'esprit d'André Suarès. En effet, à travers la diversité des sujets traités et en dépit de son mépris de la logique et de sa haine des systèmes, on retrouve dans tous ses livres certains thèmes fondamentaux sur lesquels il brode d'amples et sonores variations.

Le grand problème que Suarès se pose sans cesse et qui le préoccupe jusqu'à l'angoisse est celui de notre destin. Pourquoi sommes-nous ? Pourquoi le mal, pourquoi la mort ? Il est hanté par l'idée de la mort. Partout, au carrefour de tous les chemins et de toutes les heures, il retrouve la présence de la mort. « Ce monde est un cercle de néant, où vole en tourbillons la poussière et la poussière.... Telle est la conclusion de l'intelligence et l'incurable misère de son espace ; l'homme se tient pour

rien dans une sphère de rien. » Partout règnent le mal et la souffrance. Les hommes sont méchants et bêtes ; ils ne se connaissent que par le mal qu'ils ont et le mal qu'ils peuvent se faire. Le désespoir est notre condition naturelle et la conscience n'est que la révélation de la mort. On ne saurait concevoir pessimisme plus radical.

Dans cet abîme d'horreur, où trouver un refuge et une consolation ? Pas dans la raison, à coup sûr ! Comme beaucoup d'hommes de sa génération, Suarès est un grand ennemi de l'intellectualisme : « De tout ce que la pensée nous impose, il n'est presque rien que le cœur ne rejette et qu'il n'abhorre. » Et autre part : « La terrible imposture de l'esprit, qui veut faire croire qu'il est la joie et le bonheur ! L'intelligence éblouit les enfants, parce qu'ils ne vivent qu'à la surface.... Les anciens étaient des enfants. Les savants, qui donnent tout à l'intelligence, sont de vieux enfants qui n'ont pas grandi. Les enfants ne se lassent pas de jouer et les savants ne se lassent pas de comprendre, comme ils disent. » Suarès se moque des savants qui vantent le jeu de l'intelligence comme la source de tous les biens et qui croient que l'intelligence tient lieu de tout. Pour lui, il espère à bien davantage, où les savants ne l'aident point : « J'espère à la vie ; et plus j'y brûle, hélas ! et plus j'espère en vain. Et ils viennent à mon secours avec leurs trois vérités et demie, qui changent tous les cent ans, qui toutes me condamnent en trois cent mille livres rongés de vers ! » Nous n'avons que faire de vérités non vivantes : « Une erreur qui vit pour nous est beaucoup plus vraie qu'une vérité morte. » Si Suarès se moque des savants, il accable de ses sarcasmes les libres penseurs, ces êtres ridicules qui s'associent pour penser librement et qui font une religion de la certitude qu'il n'y en a pas. « Ils n'ont

oublié qu'un point, raille-t-il : qu'il faut être seul pour penser librement, et même pour penser. » Non, la raison n'est pas le dernier mot de la raison et la négation universelle est la seule affirmation qui résiste à l'analyse.

Alors, quelle ressource reste-t-il à l'âme ? S'abîmer dans le nirvâna des Hindous ? Suarès s'y refuse. La négation du vouloir-vivre, à l'exemple des bouddhistes et de Schopenhauer, lui semble monstrueuse. Il ne veut pas non plus de la philosophie stoïcienne, qui ne satisfait pas son ardeur à embrasser toute la vie. La religion ? Certes, Suarès admire passionnément la pensée chrétienne et il a écrit des pages que ne renierait point le plus fervent chrétien. Il envie les croyants et il brûle d'avoir la foi, qu'il appelle « le seul état où l'âme, se trouvant quelque prix, connaisse la paix. » Il a admirablement parlé des saints, dont le bonheur est « de posséder davantage à mesure qu'ils perdent ; » mais, en dépit de toutes ses sympathies pour le christianisme, il ne semble pas faire acte de foi.

La seule chose qui, à ses yeux, puisse nous sauver du néant, c'est l'amour. L'amour est le souverain bien, car c'est en aimant que nous créons notre vie même. « La véritable connaissance fonde le monde de la charité, et elle seule. On ne saurait rien connaître, à moins d'aimer. Et ce n'est point connaître que de savoir et de n'aimer point.... L'amour qui s'humilie dans les dons innombrables qu'il sait faire, dans toutes les merveilles qu'il suffit à créer, en s'oubliant soi-même, en s'y mettant jusques à s'effacer, ce prodige d'humilité est une grandeur céleste. Et tout l'orgueil des esprits n'égalera jamais, à un infini près, cette humilité divine. Celui qui se donne sans mesure, celui-là possède. » C'est cette foi dans les vertus miraculeuses du cœur qui lui fait dire aussi que le

dernier mot de l'intelligence est « une humble requête à la bonté, une requête passionnée et douloureuse. »

C'est donc par l'amour que nous obtiendrons la vie. Et ce pessimiste dont les lamentations désespérées ont parfois l'âpre accent des prophètes hébreux, ses lointains ancêtres, entonne un hymne d'adoration à la vie, cette vie dont « la plus déchirante beauté est d'être éphémère et toujours condamnée. » Tout ce qui exalte la vie est d'un prix inestimable, tout ce qui y aide, tout ce qui peut la faire plus ample, plus riche et plus belle. L'homme vraiment homme n'a point de repos tant qu'il n'a pas conquis la plénitude. D'ailleurs, en voulant la vie aussi intense que possible, Suarès ne bannit pas la douleur. Il voit bien l'importance capitale de la douleur, et qu'elle est un enrichissement. « Elle est l'amour même de la vie, et la conscience de la vie et de l'amour. »

Avant tout, il s'agit de vivre. Les uns s'en remettent sur la raison. Les autres, ceux qui ont l'âme passionnée, cherchent ailleurs un secours que la raison n'a pas. Suarès, lui, trouve un refuge sur les plus hauts sommets de l'art. « Il n'y a de vivant que la beauté qui dure : l'homme qui peut créer une œuvre, et la femme belle en passion. » L'art est le recours suprême contre l'anarchie et contre l'éphémère : « Celui qui crée est, comme la nature, supérieur à toute contradiction. Ce n'est pas notre affaire d'être logiques, mais d'être tout ce que nous sommes. Eussions-nous cent fois tort, l'œuvre vivante a toujours raison. » Mais un tel art doit être d'une essence assez particulière. Comme Charles-Louis Philippe, comme Claudel, Suarès réclame un art qui soit tout gonflé d'émotion et tout nourri de vie intérieure, qui vienne du dedans et qui s'adresse à l'intuition plus qu'à l'intelligence. Le

temps du dilettantisme est passé¹. La poésie nouvelle doit tirer son originalité de la force qu'elle met dans la révélation de l'homme intérieur. Le poète doit se prendre lui-même pour objet et renoncer à l'éloquence pour s'adresser à l'émotion créatrice. Ainsi que le dit André Gide, il faut « amener enfin à la parole ce qui, dans l'homme, n'a pas encore parlé. »

Un tel artiste est forcément un aristocrate. Suarès n'est pas, comme Romain Rolland, un écrivain généreux et spontané, qui néglige parfois la forme, dans sa hâte de s'adresser au cœur et de se faire comprendre de tous ; il sait qu'il ne peut être compris que de l'élite, et s'il aime le vrai peuple, il juge sévèrement la plèbe. « Les vrais maîtres d'une nation, dit-il, sont les hommes les plus forts et les plus intelligents.... Le vœu commun des plèbes n'est pas même l'égalité, mais le nivellement. Il s'agit de tout abaisser. La haine de toute supériorité est un dogme, un principe de morale. » Suarès est sans indulgence pour la démocratie, qu'il appelle le règne des médiocres et la tyrannie du nombre. Ce qu'il reproche surtout aux démocrates, c'est de « croire que leur vérité en soit une pour tout le monde, » et d'ériger en dogme leur foi dans l'infailibilité de la majorité. Dans les pages qu'il a écrites avant la guerre, il parlait avec tristesse du spectacle de l'anarchie envahissante, où les ouvriers sabotent les machines, tandis que les députés sabotent les lois. En politique, les haines et les rancunes tiennent lieu d'idées générales. Partout, le travail est maudit et détesté ; il n'est plus qu'un principe de révolte, au lieu d'être une loi d'énergie et d'amour. « La machine tue les

¹ « Il ne nous faut pas un art de surface ni de simple jeu. Je ne veux ni de la sensation ni de l'idée pure. » (*Chronique de Caerdal*.)

ouvriers : elle leur ôte l'âme à ce qu'ils font. » C'est pourquoi il faut refaire une conscience à cette société privée de tout idéal. Bien que lu d'une élite seulement, Suarès a été certainement, avec Péguy, Barrès et d'autres, un des artisans du renouveau d'idéalisme français qui fait en ce moment l'admiration du monde.

Suarès déplore que l'anarchie règne jusque dans la famille. Si, dans la famille, tous les membres revendiquent les mêmes droits, il n'est plus de règle pour personne. « Une famille sans loi n'est pas une maison, mais une hutte pour des sauvages. L'homme est prisonnier de la femme ; la femme est prisonnière de l'enfant, et le doit être ; l'enfant est captif de la race. Et, s'ils méritent d'être libres, dans cette belle prison d'amour, ils doivent tous servir sans que personne soit esclave. » Notre auteur a une sainte horreur du féminisme. Il est sans pitié pour les « femmes nouvelles, qui ont coupé leurs chevelures pour faire pousser leurs idées. » Il ne se soucie pas de la science d'une femme : elle en sait toujours assez si elle nous aime. « La vertu des femmes se mesure au bonheur qu'elles donnent. » Le salut de la femme est d'être mère. L'éducation des enfants est une œuvre si haute et si considérable qu'on ne peut concevoir que la femme ne s'y consacre pas tout entière. « La femme rebelle se croit esclave, tant qu'on ne lui reconnaît pas le droit de faire l'homme ; et au fond, elle rêve que l'homme s'essaie à la cuisine, reprise les bas et fasse un peu la nourrice.... Une femme excellente vaut un homme excellent ; à une condition, qu'elle ne fasse pas l'homme, puisqu'elle ne peut jamais être qu'une espèce d'homme répugnant. » Mais le crime sans rémission pour les femmes, c'est d'écrire. Suarès écume, dès qu'il est question de femmes-auteurs ; il ne pardonne même ni à M^{me} de Staël,

« ce gendarme d'éloquence, cette plaie oratoire, incarnée dans une espèce de cent-gardes ou de heiduque mi-suisse, mi-allemand, » ni à George Sand, qu'il appelle la dame de Néant et dont il a dit, à propos de Musset, « qu'il trouvait son maître dans sa maîtresse, un gendarme qui fumait la pipe et qui donnait le sein, un frère et une sœur du Minotaure, enrobés dans la femme à la mode. Et, au bout du compte, cette Aurore Dudevant, avec un brin de moustache, pesait dans les cent soixante livres : juste poids, si on le compare au trois cent vingt volumes qu'elle a su se traire, et dont, les dieux sont justes, il ne reste déjà plus une ligne. »



Tels sont les aspects essentiels de l'œuvre de Suarès. Au surplus, il ne faudrait pas croire qu'il ne se complaît que dans son rôle de censeur. S'il est sans égal dans l'expression du mépris, et si, comme on vient de le voir, il est un satirique redoutable, il est très capable aussi de charmer et de toucher. Il y a une tendresse infinie dans les pages où il parle des supplices d'enfants et des souffrances des bêtes.

Ce que je lui reprocherais plutôt, c'est son mépris vraiment excessif de la raison et de la science. A-t-il donc oublié que Pascal, pour qui il professe un tel culte, fut aussi un grand savant ? Certes, rien n'est plus irritant que le dogmatisme étroit de quelques savants ; mais d'autres savants n'ont-ils pas su concilier les exigences de la raison et celles du cœur ? Son antiféminisme est aussi excessif. L'équité la plus élémentaire accorde pourtant aux femmes qui ne peuvent être épouses et mères le droit d'organiser leur vie à leur guise. Dans ce cas comme en d'autres, Suarès trahit un penchant à se griser de sa propre pensée, et l'on est presque tenté de lui appliquer

ce qu'il dit à propos d'Ibsen : « On est rhéteur d'idées, comme on est rhéteur de phrases ; comme on bâtit sur de grands mots vides, on fait sur de hautes pensées ; mais la fabrique, ici et là, n'est pas moins vaine. »

Où l'on n'éprouve plus le moindre embarras à louer, c'est lorsqu'il s'agit de l'artiste. Il est de tout premier ordre. La moindre page de Suarès, quelle que soit la valeur des idées ou la qualité des sentiments, frappe dès l'abord en ceci qu'elle est « écrite » de main de maître. Cet art manque parfois de naturel et l'on sent que l'artiste cultive son originalité avec un soin par endroits trop apparent. C'est que Suarès veut restaurer le grand style français. Il admet que l'art et la vie ne font qu'un, mais la vie ne s'exprime vraiment dans l'art que dans la forme et par le style. Il doit y avoir de la peine dans l'œuvre de l'artiste : « La douleur de créer est une loi sévère et les œuvres faciles sont aussi facilement oubliées. » Mais si cet art manque parfois de spontanéité, il atteint souvent à la beauté définitive. La langue est d'une pureté et d'une plénitude admirables ; tous les mots y sont riches de sens et de vie. Le style a un relief, une sobriété et par moments une puissance incomparables. La marque propre de cet art est d'être un art d'*intensité*, comme elle est celle de la sensibilité de l'artiste. Il n'est pas, à l'heure actuelle, d'écrivain qui égale Suarès dans l'expression passionnée de la vie intérieure.

GEORGES RIGASSI.

L'INIMITIÉ SÉCULAIRE DES RUSSES ET DES ALLEMANDS

d'après une étude de Michel Delines.

I

Origine de l'inimitié des Russes et des Allemands.

Lors de la mobilisation, un journaliste russe interrogea un paysan :

— Eh bien ! que penses-tu de cette guerre ?

Le visage du moujik s'éclaira :

— Je suis très content !... Pensez donc, depuis Catherine Alexeievna il n'était pas permis de battre les Allemands !... Et maintenant, c'est permis !

Cette réponse savoureuse exprime dans son ingénuité le sentiment du peuple russe tout entier. Ses proverbes en font foi :

« L'Allemand s'est engraisé du pain russe, » protestation contre l'exploitation systématique du moujik par les Allemands depuis Ivan-le-Terrible.

« L'Allemand ne se laisse pas choir d'un banc sans ruser » et « l'Allemand possède un outil pour toutes

choses » dénoncent déjà ces procédés astucieux que la découverte de plates-formes pour artillerie lourde, élevées en pleine paix, sous des jardins fleuris ou d'innocents lawn-tennis, ont révélés aujourd'hui à l'Europe stupéfaite.

« L'Allemand est rusé, il a inventé le singe, » — « l'Allemand est une saucisse ! » — « l'Allemand est un brave homme ; tout de même le mieux est de le pendre ! » et comme dernier mot de la sagesse du moujik : « Ce qui est bon pour le Russe est la mort de l'Allemand. »

Dans un ouvrage qui a paru il y a une vingtaine d'années et dont l'édition est épuisée, Michel Delines a recherché les causes profondes de l'antipathie que le paysan russe témoigne pour l'Allemand partout où il est entré en contact avec lui. J'extrais de cette étude très documentée, et qui semble écrite sous l'impression des événements actuels, les pages les plus significatives.

Aucun peuple, pas même les Alsaciens-Lorrains, n'a eu autant à souffrir de la domination allemande que le peuple russe. L'inimitié entre Moscovites et Germains date de loin ; elle remonte au temps où la vie politique commença pour la Russie naissante. Dès que celle-ci tenta de s'étendre du côté de la mer Baltique, pour entrer en relation avec les puissances européennes, les Allemands cherchèrent à lui barrer le chemin. Il vint d'abord de la Saxe et de la Westphalie des marchands et des missionnaires ; ces derniers, tout en se donnant l'air de travailler à la plus grande gloire de Dieu, ne négligeaient point non plus leurs intérêts terrestres, et, vers la fin du XIII^e siècle, les Allemands réussirent à s'emparer de toute la Livonie, soumettant les habitants de ces provinces à un servage impitoyable. Plusieurs siècles plus tard, la Russie parvint à reconquérir les provinces

baltiques, mais elles avaient subi si longtemps l'influence allemande, que c'est à grand'peine que le gouvernement russe est arrivé de nos jours à délivrer la population rurale du joug tyrannique de ces barons germains.

La Russie a toujours porté ombrage à sa voisine. Non contents de rejeter les Russes dans le fond de leurs steppes et de les laisser seuls aux prises avec les Mongols, lors de la terrible invasion, — moins féroce pourtant que celle de la Belgique par les hordes *kulturées* de l'Allemagne du ^{xx}^e siècle, — les Allemands manifestaient une jalousie inquiète et implacable dès que la Russie essayait, par un moyen quelconque, d'entrer dans le courant de la civilisation européenne.

Au milieu du ^{xvi}^e siècle, le tsar Ivan-le-Terrible voulut faire venir en Russie des ingénieurs et des artistes étrangers. Un de ses émissaires avait déjà engagé à peu près une centaine d'ouvriers, lorsque le gouvernement livonien, dans la crainte que la Russie une fois civilisée ne reprît les provinces baltiques, obtint de Charles-Quint qu'il refusât aux artisans le droit de traverser ses Etats. Ils furent ainsi arrêtés à mi-chemin et contraints de revenir sur leurs pas.

C'est sous le règne d'Ivan-le-Terrible également qu'on commence à voir des Allemands vendre leurs bras au tsar, à condition qu'on leur permette de s'enrichir en exploitant le paysan russe.

Ainsi, un noble Livonien, Elerb Kruse, étant tombé entre les mains des Russes, consentit à entrer au service du tsar ; mais il stipula qu'il recevrait en échange une maison à Moscou, bâtie en pierre, deux propriétés avec cent serfs pour les cultiver, et en outre qu'il aurait le droit de manger à la table impériale.

Un autre Allemand, du nom prédestiné de Taube, un

ami de Kruse, s'engagea aussi au service d'Ivan-le-Terrible contre mille dessiatines de terre, plus trois cents serfs et le droit de vendre de l'eau-de-vie sans payer d'impôts.

Ces étrangers usèrent de leur influence sur le tsar pour le détourner de ses propres sujets et l'exciter contre eux. On le vit déclarer hautement qu'il réservait le billot pour ses sujets russes et ses faveurs pour les Allemands. Ces déclarations, que confirmaient les actes du souverain, eurent pour effet d'éveiller dans le cœur du peuple russe la haine de l'étranger. Sentiment d'autant plus naturel que ces intrus qui l'opprimaient n'hésitaient jamais à passer au service d'autres pays dès qu'ils y trouvaient leur profit. Kruse et Taube furent les premiers à donner l'exemple de la défection ; ils passèrent du côté des Polonais et leur livrèrent sans aucun scrupule les secrets que le tsar leur avait confiés.

Ivan-le-Terrible, pendant qu'il comblait de biens ces Allemands qui le servaient si mal, se montrait plein de tolérance pour le culte luthérien et favorisait ouvertement les pasteurs. Il écoutait avec attention leurs sermons, où ils glorifiaient le protestantisme allemand, et reconnaissait volontiers que cette religion eût été acceptable si Luther n'avait pas entaché ses doctrines de quelques hérésies et compromis sa dignité par son mariage avec une religieuse en rupture de ban.

Toutefois, à la première trahison des Allemands, Ivan-le-Terrible changea d'opinion sur Luther. Un pasteur s'étant permis un jour, en présence du tsar, de comparer le réformateur à l'apôtre Paul, Ivan entra en fureur, appliqua un coup de fouet sur la tête du prédicateur surpris et l'accabla d'injures.

Un missionnaire évangélique ayant hasardé une tentative auprès du souverain russe pour le ramener à de meilleurs sentiments, le fougueux tsar lui répondit par une lettre où il définit en ces termes la religion luthérienne :

« De même que Satan, chassé du ciel, a reçu le nom de prince des Ténèbres et ses anges celui de démons, de même votre maître est un vrai *Lioutor* (féroce) et vous, ses adeptes, des traîtres ! Dieu a indiqué les traits distinctifs des faux sages : ce sont des loups revêtus de peaux d'agneaux, qui, sous un habit modeste et un extérieur paisible, apportent une religion séduisante et dangereuse ; ce sont de vrais voleurs, des brigands qui n'entrent pas dans la bergerie par la porte, mais s'introduisent par des voies insidieuses. C'est ainsi que vous tous, les luthériens, après avoir connu la religion de Dieu, vous usurpez la place du Christ, vous volez et vous tuez les brebis, car personne ne vous invite à entrer par la porte. »

Si le luthérianisme trouvait dans le tsar un ennemi acharné pour des motifs politiques, il rencontrait dans le peuple une hostilité encore plus violente pour des raisons d'ordre économique. C'est que les Allemands, tout en prêchant l'Evangile, ne se faisaient aucun scrupule d'acheter des serfs et de les traiter si durement que les moujiks refusaient de travailler sous les ordres des luthériens.

La situation empira sous Pierre-le-Grand, car le nombre des Allemands immigrés multiplia sous son règne. Dans ses efforts pour introduire la civilisation européenne, il ne pouvait empêcher ses voisins d'occident les plus rapprochés d'entrer les premiers. Ce fut encore bien pis durant le règne de l'impératrice Anna Ivanovna, l'époque désignée sous le nom de *Birenovtchina*, d'après le favori de la tsarine, qui a laissé en Russie le souvenir d'une

tyrannie insupportable. Tout le gouvernement de l'empire moscovite se composait d'Allemands ; la direction de la cour était confiée à Løwenwald ; les affaires étrangères à Ostermann ; les ambassades à Korff et à Kayserling ; le commandement des armées à Lasey, à Munich, à Bismarck et à Gustave Biren, un ancien palefrenier courlandais.

Naturellement, le peuple russe ne se soumettait pas de bonne grâce à cette domination étrangère. Pour le réduire à l'obéissance, « Ernest Biren, raconte un témoin de sa puissance, établit dans les principales villes des sortes d'inquisiteurs chargés de veiller au maintien de la tranquillité et de la subordination absolues. Aux yeux de ces commissaires, la moindre apparence de crime en valait la réalité. Celui qui avait eu le malheur d'attirer un soupçon sur lui était sûr d'être condamné à mort ou à la prison perpétuelle. Il y eut une époque où les geôles regorgeaient de détenus au point de ne pouvoir accepter personne. »

La femme de Biren, d'après le même chroniqueur, n'était pas moins despotique ni moins redoutable que son mari :

« Cette femme prétentieuse, comme le sont toutes les personnes qui n'ont pas été élevées dans les grandeurs, donnait ses audiences sur un trône. Elle affectait une popularité d'autant plus choquante qu'elle était accompagnée d'une gaucherie qui décelait l'obscurité de sa naissance. Au lieu de donner sa main droite à baiser, elle présentait les deux et s'offensait quand on n'en baisait qu'une. « Vous pouvez compter, disait-elle quelquefois, sur ma faveur et ma haute protection. » Ces airs et ce langage déplaisaient souverainement à tous les Russes.

» Quelque temps avant sa disgrâce, elle s'était fait faire une robe de satin cramoisi, garnie de perles pour la valeur de

100 000 roubles. Ses autres habits étaient estimés 400 000 roubles. Elle portait à l'ordinaire pour 2 000 000 roubles de brillants. Malgré cet étalage, ses domestiques mouraient de faim. »

Le régime de Biren a germanisé la Russie pendant un siècle entier :

« Depuis lors, remarque le grand polémiste et écrivain russe Alexandre Herzen, sur le trône, autour du trône, il n'y avait que des Allemands : les généraux étaient allemands, — les ministres allemands, — les boulangers allemands, — les pharmaciens allemands, partout des Allemands jusqu'à la satiété. Quant aux Allemandes, elles remplissaient exclusivement les fonctions d'impératrices ou de sages-femmes. »

Lors de l'émancipation des serfs, on demanda à Herzen ce qu'il pensait de toutes les grandes réformes qui inauguraient le règne d'Alexandre II. Le directeur de la *Cloche* laissa percer quelque doute sur leur complet accomplissement, et, comme on le pressait de s'expliquer, il s'écria en parodiant la *Marseillaise* :

— Entendez-vous dans les campagnes
Mugir ces féroces *Germain*s ?
Ils viennent....

Oui, continua-t-il, c'est à eux qu'appartiendra le triste privilège de nous réconcilier avec ce que nous méprisons aujourd'hui, de consolider les ruines qu'il aurait fallu anéantir et qui, laissées aux mains robustes et saines du peuple russe, seraient déjà tombées en poussière....

II

**L'influence allemande
dans la bureaucratie et le gouvernement russes ;
la « marée allemande. »**

L'esprit allemand a donné à la Russie le style bureaucratique et le régime militaire. Elle lui a emprunté tout

ce qu'il y a d'absurde dans les formes de son gouvernement et de cruel dans la discipline de l'armée.

« De tous les Allemands, écrit Alexandre Herzen, les Russes germanisés sont les plus cruels. Nous voyons souvent l'Allemand pur sang se montrer, chez nous, naïf, niais et parfois même plein de condescendance pour les *barbares* qu'il a la mission de civiliser. Mais le Russe germanisé considère le peuple avec l'éloignement d'un parent qui a honte de sa famille. L'un et l'autre sont pleins du sentiment de leur supériorité sur le véritable Russe, qu'ils méprisent profondément. Tous deux sont convaincus qu'on ne peut tirer quelque chose de nous qu'à force de coups de bâton.

» De même qu'on trouve en Saxe une petite Suisse saxonne, on découvre en Russie une Allemagne russe, qui s'étend si loin que son centre est à Saint-Petersbourg et que les points de sa circonférence sont partout où se trouvent un uniforme, un secrétaire et une chancellerie.

» Les véritables Allemands ne forment que le moyeu de ce cercle, dont les rais sont composés de Russes germanisés, d'orthodoxes, de nobles, qui unissent le nez épaté des Russes aux pommettes saillantes des Mongols et se recrutent parmi des savants et des ignorants, des chefs d'escadron, des journalistes, des fonctionnaires.... Les premières places sont pour eux, quand le tsar n'a pas sous la main des Allemands sans alliage.

» Quand une fois on s'est laissé germaniser, on n'en perd jamais l'empreinte, comme le prouve d'ailleurs toute cette période de notre histoire qui s'étend de la fondation de Saint-Petersbourg jusqu'à nos jours. On dirait que le Russe qui subit l'influence allemande perd un certain nerf et se voit privé de la faculté de comprendre sa patrie, en particulier ces qualités essentiellement russes qui sont sa marque nationale....

» Les Allemands d'Allemagne, de même que les Russes germanisés, ont pris la Russie pour une *tabula rasa*, une feuille de papier blanc... et comme ils ne savent pas trop qu'écrire dessus, ils se contentent d'y apposer leur timbre et de trans-

former ainsi le papier blanc en papier timbré, qu'ils remplissent de toute sorte de titres et de préférence d'actes de vente et d'achat de serfs.... Voilà en quoi a consisté la mission civilisatrice des Allemands en Russie. »

Ainsi s'exprimait à la veille de l'émancipation des serfs le grand tribun russe. Michel Delines ajoute un quart de siècle plus tard :

« Ce jugement d'Alexandre Herzen est sévère, mais équitable. Nous chercherions en vain dans l'histoire intellectuelle de la Russie une trace féconde de l'influence allemande, comparable à celle qu'y ont si longtemps exercée Voltaire, Diderot, Rousseau, Molière. La germanomanie n'y a jamais pris racine, pas même à l'époque où l'Allemagne pouvait, avec raison, se glorifier de ses poètes et de ses philosophes ; il y a toujours eu quelque chose d'étroit dans sa propagande, et une sécheresse qui est incompatible avec la nature large et profonde du Slave. »

Michel Delines dénonce la *marée allemande*. Sous cette dénomination pittoresque les Russes désignent l'invasion persistante des Prussiens, des Bavares, des Wurtembergeois et autres sujets allemands qui se portent vers l'est, envahissant les provinces russes limitrophes de l'empire germanique et poussant même au delà, vers le centre de la Russie et dans toutes les directions. Ce n'est guère que sous le règne d'Alexandre III que l'opinion publique en Russie a osé manifester son mécontentement ; jusque-là elle avait été contenue dans l'expression de son juste ressentiment par les gouverneurs de province et les censeurs, allemands pour la plupart, qui n'auraient jamais souffert de la part de leurs subordonnés russes un mot de critique à l'adresse de l'Allemagne. Il a fallu que la politique perfide du prince Bismarck fût blâmée par le tsar en personne, que les fonctionnaires tudesques fussent remplacés par des

Russes pour que la presse de Saint-Pétersbourg pût donner libre cours à sa colère et dénoncer le flot montant de la marée allemande dans les termes les plus violents.

Un important journal hebdomadaire de l'époque, la *Niédélia*, signale ce danger : « Le mouvement des Allemands vers l'est s'accomplit d'après une méthode évidemment arrêtée, qu'ils suivent tous, comme s'ils obéissaient à un mot d'ordre. »

C'est l'infiltration pacifique, comme elle s'est produite sous nos yeux en Belgique et même en France pour préparer l'invasion.

« En arrivant de leur patrie, explique le journaliste russe, les Allemands font une halte dans les provinces de l'ancienne Pologne, où ils peuvent profiter de la désorganisation dans laquelle se trouvent les seigneurs polonais pour leur acheter, à vil prix, leurs plus belles propriétés. Mais à peine sont-ils installés qu'une nouvelle vague inonde le pays d'une multitude de Prussiens. Les premiers venus leur cèdent immédiatement, avec bénéfice, les terrains achetés aux Polonais, et roulent plus loin, d'ordinaire jusqu'au gouvernement de Wolhynie, où ils font une nouvelle halte, avec les mêmes opérations d'achat et de vente. De la Wolhynie ils s'avancent vers le Don, puis dans le Caucase et poussent même jusqu'au Turkestan.

» De cette manière, chaque année, une étendue considérable de terres russes devient la propriété des fideles et loyaux sujets de l'empereur Guillaume. En outre, à côté de ces émigrés, des colons allemands qui habitent la Russie depuis un siècle, sans cesser d'être allemands, s'emparent aussi de tous les terrains qu'ils peuvent acquérir, à droite et à gauche, par des moyens licites ou illicites, peu importe. Si cet état de choses continue encore quelques années, il y aura des provinces entières en Russie où il serait difficile de trouver un seul propriétaire russe.

» Cette invasion germanique a pour le moujik des effets désas-

treux. Les paysans affranchis ont reçu malheureusement très peu de terrains en partage, et tout ce qu'ils possèdent est transformé en champs ; quant aux prés et aux pacages, ils sont obligés de les louer. Certes, les propriétaires russes ne leur faisaient pas des conditions trop douces, mais depuis que ces pâturages sont entre les mains des Allemands, il est impossible aux moujiks d'en louer, à n'importe quel prix, car le but que les Allemands poursuivent est de contraindre les paysans à désertier leurs propres terrains. Les nouveaux propriétaires font venir, pour cultiver leurs champs, des laboureurs allemands et refusent de prendre des Russes, qui pourtant travailleraient à meilleur marché.

» Aussi, à mesure que les Allemands émigrent en Russie, on voit les moujiks réduits à la misère, dépouillés de toutes ressources, privés de tout moyen de gagner leur vie chez eux, se retirer plus loin, à l'est et au fond de la Sibérie pour chercher des terres qui puissent les nourrir.

» Grâce à cet état de choses, la haine du Germain est devenue générale en Russie.... Il ne serait donc pas étonnant que le mouvement antisémitique fût remplacé en Russie par un mouvement anti-allemand, car jamais les juifs n'ont fait autant de mal aux moujiks que cette marée germanique, qui les arrache à leur sol et menace de les engloutir. Elle ne se contente pas, d'ailleurs, de submerger le sol russe, elle noie du même coup l'industrie et le commerce moscovites. »

En vain la Russie s'est-elle efforcée de lutter contre l'envahissement des produits et des matières premières venant d'Allemagne en élevant les droits sur le fer, la fonte et l'acier d'importation étrangère ; les usines allemandes, fondées avec des capitaux allemands, s'étendent dans les villes frontières, alimentées par des matières brutes de provenance allemande et actionnées par des chefs et des ouvriers de même origine. Le général Drenteln, gouverneur de Kieff, frappé par le nombre toujours

croissant d'émigrés germains qui devenaient propriétaires de terrains russes et finissaient par former une sorte de promontoire prussien en pleine Russie, interdit que la moindre parcelle de terre de son gouvernement fût adjugée à un Allemand. Un édit impérial étendit cette mesure à tout l'empire et retira aux Allemands le droit d'acquérir des propriétés en Russie et même de gérer des domaines appartenant à des Russes. L'Allemand qui avait hypothéqué une propriété était contraint de la vendre aux enchères et de se contenter du produit de cette vente. Le droit d'hériter de propriétés foncières dans les provinces voisines de l'Allemagne lui était refusé et, s'il en recevait une en partage, il était tenu de la vendre dans l'espace de trois ans à un Russe. A défaut d'acquéreur, le gouverneur devait prendre la propriété sous sa tutelle et se charger de la gestion ou de la vente.

Les Allemands éludèrent facilement cette loi ; peu après sa promulgation, les journaux de Varsovie annoncèrent que tous les propriétaires allemands qui avaient résidé cinq ans dans le pays s'étaient fait inscrire comme sujets russes !

III

L'infiltration allemande dans l'enseignement.

La marée allemande ne s'étend pas uniquement sur le commerce et l'industrie russes, elle monte encore plus haut et menace d'engloutir les sciences et les arts. Pourtant les Russes sont les premiers à reconnaître combien ils sont redevables aux nations qui les ont initiés au mouvement scientifique et artistique de l'Occident, à une époque où ils sortaient à peine de leur lutte séculaire avec les Mongols. Mais ils se demandent avec raison si l'heure n'est pas venue pour eux de s'émanciper

de la tutelle de leurs anciens instituteurs et de s'élancer dans les voies nouvelles où les pousse leur propre génie.

Sous les règnes précédents, telle n'était pas la manière de voir du gouvernement russe. Les tsars avant Alexandre III ayant le plus souvent donné à la Russie des princesses allemandes pour souveraines, leurs compatriotes, étant toujours sûrs de trouver à la cour de hautes protections, s'étaient emparés des premières chaires dans les académies et les universités, dont des savants russes de mérite supérieur se voyaient exclus.

Si leurs intrigues n'avaient fait perdre aux savants russes que des situations honorifiques et brillantes, il n'y aurait eu que demi-mal. Le malheur est que le parti allemand, en s'assurant l'enseignement supérieur, s'efforce d'imprimer à la pensée russe cette tendance à la servilité qui caractérise l'esprit germanique aujourd'hui et le porte à chercher dans la science la justification de l'ordre de choses établi et de la force brutale. A l'appui, Michel Delines cite Tchédrine, qui, dans ses *Impressions de voyage*, dénonce déjà ce penchant de l'esprit universitaire en Allemagne :

« Je me trompe peut-être, écrit le grand satirique russe, mais il me semble que les professeurs de l'université de Berlin sont des savants appelés de tous les coins de l'Allemagne à une seule fin : trouver des théories pour idéaliser les faits accomplis. Ils touchent modestement, pour ce service rendu à la patrie, de magnifiques émoluments, mais ils n'exercent aucune influence sur la vie de la nation et ne préparent pas des hommes de l'avenir. »

En Russie, reprend Michel Delines, non seulement les professeurs allemands ne préparent pas les *hommes de l'avenir*, mais dès qu'ils remarquent qu'un jeune homme a des aspirations individuelles, ils se hâtent de mettre

l'éteignoir sur ces velléités dangereuses. C'est ce qui faisait dire à Alexandre Herzen :

« Voici déjà deux siècles que notre Académie est fondée et elle est restée ce qu'elle a toujours été, une barque chargée d'émigrés qui ne connaissent que l'amour de l'or, naviguant vers une Californie quelconque, sans se soucier du rivage ni de l'eau trouble qui les environne.

» Ah ! s'il vient un jour où la Russie, s'arrêtant sous le faix de sa croix, après avoir essuyé de son front sa sueur de sang, se retourne vers ces académiciens et leur dit : « O savants » allemands, que voulez-vous de moi ? Je ne vous connais pas, » je suis une étrangère pour vous ! » la Russie aura bien parlé !

» Les savants allemands ont-ils jamais protesté contre un abus ? Ont-ils jamais fait une tentative pour défendre la liberté de la parole, de l'enseignement, de la pensée, pendant tout le règne despotique de Nicolas I^{er} ? Qu'ont-ils fait pour le peuple ?... Nommez-moi un professeur allemand qui ait prononcé une parole vivifiante, manifesté un sentiment humain ! »

L'enseignement pernicieux du pédagogue allemand s'est fait sentir tout particulièrement dans la famille impériale. On comprend aisément que dans un pays autocratique rien n'est plus important que l'éducation donnée à l'héritier du trône, qui sera un jour maître de la destinée de millions et de millions d'hommes. L'histoire nous montre que tous les tsars qui ont eu pour gouverneurs des hommes de bien, aux idées libérales, laissèrent, à côté des abus inséparables du pouvoir absolu, le souvenir d'actes bienfaisants. C'est ainsi qu'on peut reconnaître l'influence de La Harpe sur Alexandre I^{er} et du poète Joukovski sur Alexandre II.

Voilà pourquoi la Russie libérale se demanda avec anxiété à qui serait confié le soin d'élever le fils d'Alexandre II, et lorsque l'impératrice Marie Alexandrovna laissa

s'égarer son choix sur von Grimm, un précepteur allemand, Alexandre Herzen, qui seul à cette époque avait le courage de dire la vérité, écrivit à la tsarine une lettre frémissante, dont je citerai un passage :

« Lors même que votre fils serait appelé à monter sur un trône allemand, je le plaindrais d'être entre les mains d'un précepteur de cette nationalité.... Or, cet élève de Herr von Grimm est destiné à devenir un tsar russe !... Qu'est-ce que son précepteur allemand lui apprendra sur la Russie ? Est-ce qu'il la comprend ? Est-ce qu'elle l'intéresse ? Cet Allemand ne se serait-il pas chargé d'aussi bon cœur de l'éducation du fils du bey d'Algérie, pourvu qu'on lui offrit des émoluments convenables ?... Le cœur de cet Allemand vibre-t-il lorsqu'il entend une chanson russe ? Ce cœur saigne-t-il à la vue des misères du pauvre moujik ? Les vers de Pouchkine lui disent-ils quelque chose et comprend-il les aspirations de notre peuple ? Qu'est-ce que cet *Allemand* enseignera donc à votre fils *russe* ? Peut-être ignorez-vous quelle haine hautaine les Allemands professent pour tout ce qui est russe, leur mépris pour nous qu'ils ne réussissent même pas à dissimuler sous un masque de courtisan rampant, qui rappelle les esclaves-rhétieurs du monde antique ! »

IV

Le colon et le patron allemands.

Nous avons cité plus haut le proverbe : « Ce qui est bon pour l'Allemand est la mort du moujik. » La partialité dont le gouvernement russe a toujours fait preuve en faveur du colon allemand a donné naissance à ce dicton.

Tandis que le paysan réduit au servage, restait attaché à la personne de son seigneur, qui pouvait disposer de lui comme de son bétail, le gouvernement russe faisait venir des Allemands de leur pays, leur payait les frais du voyage et à leur arrivée les comblait de terres à

profusion, choisies parmi les plus fertiles. En outre, il leur fournissait les outils, le bétail, et non content de ces faveurs, ne manquait pas, s'il survenait une épizootie ou une mauvaise récolte, de leur venir en aide. En un mot, les colons allemands étaient ses enfants gâtés.

Pendant ce temps, le paysan moscovite vivait dans de misérables villages, composés de huttes entre lesquelles de maigres troupeaux, privés de fourrage, cherchaient quelques touffes d'herbe à brouter. Il voyait à côté les fermes florissantes des colons, les vigoureuses vaches allemandes, aux pis gonflés de lait, et il se disait que si ses vaches à lui étaient si maigres et son isba si pauvre, c'est que c'était à lui de payer la prospérité du laboureur étranger ; que les sommes énormes que coûtait au gouvernement la colonisation allemande étaient couvertes à l'aide des redevances qu'il payait au fisc, et qui absorbaient tout le fruit de ses labeurs. Voilà pourquoi le paysan russe s'est dit : « Ce qui est bon pour l'Allemand est la mort du moujik. »

L'émancipation des serfs n'a pas sensiblement modifié la situation du moujik par rapport au colon allemand. Le paysan russe a reçu deux dessiatines (la dessiatine = 1,9 hectare) de terre par tête, souvent d'un terrain de qualité très inférieure, et il n'a pas tardé à se trouver à court. De nouveau il a jeté un coup d'œil d'envie sur les riches propriétés qui se trouvent entre les mains d'hommes qui ne parlent pas sa langue et qui ont un caractère et des tendances tout opposés à ceux de sa race. Cette haine s'accroît chaque fois qu'il voit ces accapareurs de la terre, incapables de cultiver seuls leurs biens, recourir à ses bras et l'exploiter de tout leur pouvoir. D'après une statistique officielle, en 1874 les Allemands possédaient en Russie 2 107 730 dessiatines.

Aussi, bien que le moujik nourrisse au fond de son cœur l'espoir qu'un jour ces terres lui reviendront, il ne peut, en attendant, assister avec indifférence au spectacle de ces étrangers épuisant le sol qui leur a donné l'hospitalité. L'Allemand n'a souci que de la quantité du blé qu'il produit et, quand il a épuisé le terrain, il change de place et appauvrit une autre province russe. C'est ainsi qu'à Sébastopol et à Malotchinsk, où autrefois un grain en rendait trente, le colon german a laissé des champs où l'on ne parvient que péniblement à faire lever un peu de blé.

Cet état de choses a pour résultat que des milliers de moujiks se voient contraints d'émigrer en Asie pour trouver des terres qui puissent les nourrir. On comprend leur ressentiment contre l'étranger qui s'est sournoisement emparé de la terre russe.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement dans l'agriculture que le moujik sent la griffe tudesque. De même qu'autrefois les boyards ne voulaient que des intendants german, pour arracher au moujik de plus fortes redevances, de même aujourd'hui les grands industriels russes pensent qu'une usine ne peut marcher que si un compatriote de Bismarck est là pour faire travailler l'ouvrier moscovite.

Alexandre Herzen a laissé dans ses *Souvenirs* un exemple de la froide cruauté dont le patron allemand use envers l'apprenti russe :

« Mon père, raconte-t-il, mettait volontiers les fils de ses moujiks en apprentissage chez des Allemands. Tous ces patrons étaient des monstres impitoyables, systématiquement cruels, sans jamais se départir de leur flegme, ce qui rendait leur tyrannie encore plus insupportable.

» Je me rappelle parfaitement un fabricant de brosses, dans

la rue Leontiev ; c'était un Allemand blond fade, qui avait les dents gâtées. Il était âgé de trente-cinq ans, s'habillait toujours très proprement, et hors de chez lui se comportait de façon fort convenable. Mais dans son atelier, il avait toujours à portée de sa main une courroie et, comme un planteur américain, ne cessait de fouetter tantôt celui-ci, tantôt celui-là ; malheur à qui regimbait, il était rossé à double.

» Je ne crois pas que cet homme fût féroce de sa nature, il continuait, avec conviction, l'œuvre de Pierre-le-Grand en faisant pénétrer la civilisation européenne dans la tête du moujik à coups de knout.

» — *Es ist ein Vieh, man muss die Bestie des Russen berauschlagen.* (Le Russe est une brute que le fouet seul peut mater.)

» Et comme il le pensait en toute sincérité, il le battait, la conscience tranquille. »

V

L'Allemand dans l'armée russe et le général Skobeleff.

Ce serait une erreur de croire que les haines entre nations sont inhérentes à la nature humaine, dit Michel Delines ; elles sont provoquées par des causes secondaires. Ainsi toute l'histoire du peuple russe est propre à développer en lui la haine de l'Allemand. Lorsque le moujik se dérobe à l'intendant germain en entrant dans l'armée pour son service de sept ans, il tombe, comme on dit en russe, « du feu dans la flamme. » Là il retrouve l'élément allemand dans toute sa puissance, ou plutôt il le retrouvait, car il est probable qu'actuellement les Russes l'ont éliminé de leurs rangs. Hier encore l'Allemand y régnait en maître avec sa discipline féroce, son système qui consiste à faire du soldat une brute docile et sans raisonnement. Il ne pouvait donner un ordre à son subordonné russe « sans faire une excursion dans la ré-

gion des pommettes, » selon l'expression pittoresque du moujik.

C'est lui qui a introduit dans l'armée russe le supplice des verges et le *spitzruthen*, qui consistait à faire courir le patient au milieu d'un bataillon de soldats rangés en deux haies et armés de verges, qui lui labouraient le dos. Un jeune officier russe¹ raconte comment son supérieur, un Allemand russifié, répondit à ses protestations contre les mauvais traitements infligés aux soldats :

« — Eh ! mon cher, vous n'êtes pas le premier, ni le dernier, qui entre au régiment avec ces théories humanitaires ! Envoyez-les au diable ! Vous ne réussirez qu'à me gâter mes soldats, car on ne transforme pas des imbéciles en hommes intelligents et le service s'en ressentira, surtout si vous êtes tendre avec vos élèves, au lieu de les mener sévèrement.... Pour le service militaire, mieux vaut une bûche qui ne raisonne pas qu'un soldat intelligent qui raisonne. Mieux vaut posséder un *numéro* qui d'après le commandement sait tourner le bout-feu, qu'un *numéro* qui aura peut-être la fantaisie d'essayer si l'on ne peut pas charger le canon d'une autre manière.

» Il est également nécessaire de battre de temps en temps les soldats, afin qu'ils soient toujours dominés par la crainte et qu'ils obéissent sans jamais réfléchir.... »

Pour joindre l'exemple au précepte, l'officier supérieur allemand envoya quelques jours plus tard à son subordonné un billet ainsi conçu :

« Je prie l'enseigne Venioukoff de faire punir, en sa présence, sur la Hauptwache de la batterie, le soldat Zelentchouk, qui doit recevoir cent coups de verge. »

L'officier continue :

« Je me sentis blêmir, un frisson courut dans toute ma peau, mes dents claquaient, mes mains tremblaient comme dans la

¹ M. Venioukoff, *Rouskaïa Starina* (juillet 1886).

fièvre, j'avais un brouhaha dans la tête, il semblait qu'un coup de massue m'eût défoncé le crâne.... Arrivé au corps de garde, je trouvai le bourreau prêt, ainsi que les verges. Le supplice commença trente secondes après que j'eus franchi le seuil de la salle. Le malheureux patient ne songea même pas à m'implorer, il se dévêtit et présenta ses chairs nues.... »

Est-il étonnant que l'esprit allemand, que tout ce qui porte un nom allemand excite une haine générale dans l'armée russe ? Le chevaleresque général Skobelev — bien russe, celui-là — apprit à haïr l'ennemi héréditaire de la Russie en la personne de son gouverneur allemand, qui lui donnait le fouet pour la moindre peccadille.

Un jour, — Skobelev avait treize ans, — son maître, pour une faute légère, le cingla, en présence d'une jeune fille, d'un coup de cravache en plein visage. L'éphèbe, fou de colère, cracha au visage de l'Allemand et le souffleta vigoureusement.

Le père estima que l'éducation germanique ne convenait pas au tempérament de son fils. Il l'envoya à Paris et le confia aux soins de M. Girardet, qui est resté toute sa vie l'ami du général.

La haine de la domination allemande couvait dans le cœur du futur héros de Plewna. Lorsque la guerre turco-russe éclata, il rencontra une opposition systématique dans le parti allemand, à la tête duquel était le général Tottleben, dont le nom dit assez l'origine.

Le traité de Berlin acheva d'exaspérer Skobelev, qui ne se gêna plus pour déclarer ouvertement que le premier devoir de la Russie était de se débarrasser des Allemands. En 1882, il reçut à Paris une députation d'étudiants serbes et prononça cette allocution prophétique :

« Je vous jure que c'est avec un véritable bonheur que je me vois entouré de jeunes représentants de cette nation serbe,

qui a été la première à déployer l'étendard des libertés slaves dans l'orient slave.

» Il faut que je vous confesse pourquoi la Russie n'est pas toujours à la hauteur de ses devoirs patriotiques en général et de son rôle slave en particulier. C'est parce que, au dedans aussi bien qu'au dehors, elle est aux prises avec l'influence étrangère. Chez nous, nous ne sommes pas chez nous. Oui, l'étranger y est partout. Sa main est dans tout. Nous sommes dupes de sa politique, victimes de ses intrigues, esclaves de sa force.... Nous sommes tellement dominés et paralysés par ces influences innombrables et funestes que, si nous nous en délivrons, comme je l'espère, un jour ou l'autre, nous ne pourrons le faire que le sabre à la main !

» Et si vous voulez que je vous dise comment s'appelle cet étranger, cet intrus, cet intrigant, cet ennemi si dangereux pour les Russes et pour les Slaves, je vais le nommer : c'est l'auteur du *Drang nach Osten*. Vous le connaissez tous, c'est l'Allemand !

» La lutte est inévitable entre le Slave et le Teuton.... Elle est très proche même et sera longue, sanglante, terrible ! Pour ma part, j'ai la foi qu'elle finira par la victoire du Slave. Je puis vous assurer que si l'on touche aux Etats reconnus par les traités européens, fût-ce la Serbie ou le Monténégro... eh bien !... vous ne vous battrez pas seuls. Encore une fois merci et, si la destinée le veut, au revoir, sur le champ de bataille, côte à côte contre l'ennemi commun ! »

Puis Skobelev s'adresse aux Polonais :

« Nous avons péché contre vous, Polonais, mais qui est sans péché?... Oublions le passé !... Unissons-nous pour la défense commune, car sans cela de grands malheurs surviendront. Les Allemands, je le répète, voilà notre ennemi commun.... Nos querelles slaves sont des conflits passagers.... Vous avez, Polonais, une civilisation plus avancée que la nôtre, et notre alliance ne peut que vous être avantageuse à beaucoup d'égards.

» La Russie, d'ailleurs, saura se défendre elle-même. Nous disposons d'un nombre d'hommes suffisant pour envahir et détruire au moins une grande partie de l'Allemagne. Les Allemands ont plus de raisons de nous craindre que nous de les redouter ; nous pouvons faire plus de ravages chez eux qu'ils ne peuvent en commettre chez nous. Le soldat russe résiste mieux aux privations et aux fatigues que le soldat allemand ; il peut supporter une plus longue campagne. Le bourgeois et le paysan allemands doivent abandonner, l'un son commerce, l'autre son champ, et si la guerre dure au delà d'une année, tout est perdu pour eux. Le moujik, lui, n'a rien à perdre ! »

Nous assistons aujourd'hui à l'accomplissement de ces paroles prophétiques. La Russie a ratifié la promesse du général Skobelev au vaillant peuple serbe. Des siècles d'envahissement économique et de pression morale ont suscité dans toute la nation russe, orthodoxes, catholiques, musulmans, un ressentiment profond. Quand une main brutale s'est abattue sur un petit peuple slave, l'immense empire s'est dressé d'un élan, la noblesse et le peuple, confondant toutes les nuances politiques, pour apporter au gouvernement l'appui de tous, du clergé et des révolutionnaires, Kropotkine, Plekhanoff, Bourtzeff en tête, tous unis contre la domination tyrannique du Germain, à l'ouest et au sud. On peut dire que l'âme de la Russie a parlé par la bouche de l'humble moujik qui a jeté ce cri naïf : « Enfin, il est permis de battre les Allemands ! »

C. DELAY.

CENDRE ET FEU

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

V

Revu ce matin, un instant, mon homme : maigre, inconsistant, vite évanoui dans la grande lumière, comme un trait d'ombre.

Je ne l'avais plus rencontré depuis le commencement de la guerre, mon homme de tous les matins et de tous les après-midi. Je passe presque tous les jours par une certaine rue : vers les huit heures et vers les deux heures. Et toujours, un peu plus tôt ou un plus tard, une minute avant ou après, je me trouve, c'est-à-dire je me trouvais, face à face avec lui. Rien ou presque rien ne m'avait frappé auparavant : son visage pâle, maigre, sans âge, sa décente misère étriquée, boutonnée jusqu'aux oreilles dans ce veston couleur fumée, ne s'imposaient pas suffisamment à mes yeux. Mais le revoir tous les jours aux mêmes heures, cela finit pas éveiller mon attention ; et je m'aperçus qu'il n'était pas le pauvre diable traditionnel, qu'il y avait en lui quelque chose de singulier, de secret, de différent du commun des mortels.... Quoi ? Beaucoup de choses, peut-être, que j'observais de jour en jour : ces larges chaussures mélancoliques, cirées

¹ Pour la première partie, voir la livraison de février.

à la pointe avec un peu de salive et un coup de brosse ; ces cheveux longs, lissés sur les tempes et sur la nuque, d'un noir cru et lourd et comme vernis de frais ; cette canne antique, à la poignée d'os jaunâtre, qui, ayant perdu sa blancheur native, s'était mis en tête de paraître d'ivoire.... Ou bien ces mains fines, fluides, presque très belles, presque soignées ? Un matin, je le croisai juste au moment où il portait le bout de la main droite à sa bouche et l'en retirait rapidement pour le frotter à son côté, entre les plis du veston et du pantalon. C'est admirable comme, parfois, nos yeux saisissent au vol certaines petites choses ! Oui, je vis au bout des doigts le noir de l'encre. « Ah ! fis-je, donc toi aussi, toi aussi !... » Et je compris, d'un trait, cette étrange sympathie que, depuis le commencement, cette figure passée m'avait inspirée. Est-ce à croire : lui aussi, un de ceux qui ont un certain sillon à la dernière phalange de l'index droit ! Un concitoyen du royaume de la Sainte-Folie !

Dès ce jour le mystère de son existence me fut dévoilé, et je m'expliquais sa vie à chaque rencontre, l'enrichissant de mille particularités, sans avoir besoin de courir aux informations. Me l'eût-on même offert, que j'aurais refusé d'écouter. Crainte d'être démenti ? Je ne sais pas, je ne crois pas. Conviction, plutôt, de tout connaître et de le connaître mieux ; double contentement : imaginer une histoire à ma façon et deviner cependant la vérité.

Je disais donc que, toi aussi, tu écris et beaucoup plus que moi. Je saisis bien, à voir ce matin tes yeux creusés et superbes, que tu ne t'es pas couché avant d'ajouter à ton manuscrit vingt nouvelles pages compactes.

Et une autre fois : « Tu es donc un humanitaire, toi ?

Chaque jour, en quittant le restaurant (je ne sais lequel, mais c'est comme si je le voyais) où tu déjeunes avec 80 centimes, et en retournant à ton œuvre d'encre, tu distribues aux moineaux de la rue les miettes de ton frugal repas. Une pincée par-ci, une pincée par-là, quatre pas et une autre pincée. A la dernière, tu leur jettes le cornet vide pressé en boule, et au revoir ! Mes petits moineaux, plus rien pour aujourd'hui ! Tu t'attardes souvent à contempler en extase les troupes de gamins qui vont à l'école ; si tu reçois quelque boule de neige, patience ! quelque écorce d'orange, gâté !... Tu hais les automobiles, tu souris atrocement s'il passe un prêtre ou un frère.... Tu as une certaine façon de cheminer, les yeux perdus sur le pavé boueux, comme si tu venais à lui en le plaignant et en lui promettant : « Le jour viendra.... » Je t'ai vu plus d'une fois t'arrêter soudain au milieu du va-et-vient, et, appuyé sur ta canne, mesurer d'un rapide regard hommes et choses, boutiques, animaux, véhicules, maisons, églises, splendeurs, haillons. Puis tu t'en allais, hochant la tête. « Quel misérable mélange, disais-tu, » quelle confusion inique, il était temps que quelqu'un » vînt ! »

Et, un autre jour, la face de mon homme me révélait, écrit clairement, le titre de l'œuvre qui devait rénover le monde : *Les XII tables de la république humaine*, un volume pour chaque table. Mais ce que lui avait coûté de peines ce titre si simple et si solennel, si propre à une belle distribution symétrique de la matière ! Il y était parvenu après d'innombrables tentatives, et l'*Evangelie des temps nouveaux*, et la *Bible des nations*, et les *Trompettes de la vraie Apocalypse annonçant la paix*.... Trop prolix, ce dernier titre, abandonné justement, bien qu'il eût exprimé avec beaucoup de fidélité la matière et l'es-

prit de l'œuvre. Car mon homme était surtout un pacifiste. Je me souviens, les premiers temps de la guerre de Libye, le pauvre diable me semblait une créature abreuvée de tout le fiel, transpercée de toutes les épées, ses yeux versaient des larmes et jetaient des éclairs, sa bouche mâchait d'amères paroles. Je le vis apparaître un matin sur son parcours accoutumé, coiffé du plus flamboyant et du plus provoquant de tous les fez d'Arabie et de Turquie. Et comme il brandissait sa canne ! Comme il la dressait menaçante vers ce roi invisible, ces ministres, ces généraux qu'il déclarait coupables du grand crime ! Comme il aurait volontiers, de sa canne vengeresse, caressé l'échine de ces gamins se rendant à l'école en chantant les airs de Tripoli !... Puis vint la paix de Lausanne, et mon ami se tranquillisa et reprit son chapeau italien : noir, mou, aux larges ailes, aplati, comme tous les hommes à tête chaude en portent dans le royaume. Il traversa la période de guerre balkanique avec un peu plus de résignation : peut-être avait-il trouvé dans l'intervalle quelque théorie explicative. Ou bien pensait-il peut-être : battez-vous, braves gens, éventrez-vous, mettez-vous en grands frais pour quelques mois encore. Maintenant, je suis à la douzième table. Amusez-vous, animaux stupides ; profitez, c'est la dernière fois que vous vous mordez !...

Je le rencontrai en juillet, quinze jours avant la guerre : rayonnant, fier, embaumant cette ambroisie littéraire qu'est l'odeur de l'imprimerie. Aujourd'hui il sent la mort, le pauvre homme, le pauvre législateur de la paix universelle !

VI

Ici, chez nous, il n'y a rien à dire : la paix continue et plusieurs affirment qu'elle pourra très bien continuer jus-

qu'à la fin des fins. Il y a un peu plus de mouvement dans les rues, plusieurs petites dames ont aussi remis la tête à la fenêtre. Où donc s'étaient-elles tenues cachées pendant ces jours ? Les nuits ne sont plus si mortes, ni les cafés et autres lieux de divertissement si lugubres. Dimanche soir, j'ai croisé hors de ville cinq ou six jeunes gens qui s'en revenaient chantant de quelque auberge ; ils allaient gais, chancelants, bras dessus, bras dessous comme à l'époque de la paix universelle. Les journaux citadins ne sont plus entièrement remplis par les nouvelles de la guerre, j'ai même aperçu déjà deux ou trois articles presque ancien régime, je veux dire comme aux temps où ma minuscule cité croyait être le centre du monde, *umbilicus orbis* ! La Diane d'Ephèse (la moderne, ça va sans dire, et non pas l'antique, celle qui n'a pas besoin de tant de mamelles pour faire ruisseler son lait littéraire), la Diane d'Ephèse, la poétesse, la faiseuse de nouvelles, la conférencière, commence à sentir sa poitrine qui regorge, elle se plaint fièrement des journaux qui n'y tettent plus la nouvelle hebdomadaire, et déjà, pour se soulager, elle recourt aux bouches ignobles de certains petits journaux de troisième ordre.... Plusieurs oiseaux de proie tournoient dans l'air : signe de beau temps. On va jusqu'à apprendre quelque délit de violence privée, chose qui paraissait inconcevable à cette époque de violence publique. On va jusqu'à surprendre quelque joyeux petit scandale. Et même aujourd'hui, presque au seuil de la vie, n'a-t-on pas vu le président de la cour de cassation, homme grisonnant et mélancolique, se laisser surprendre en joyeuse compagnie ?

Donc ? Donc la probabilité de notre paix nous a désormais guéris de la guerre d'autrui ? Donc deux ou trois mois ont suffi à émousser les pointes de cette sensibilité

inexpérimentée qui vibrait en nous de façon si ennuyeuse et nous faisait si mal ? Donc la période de la grande pitié est déjà terminée ? Pitié ? Oui, on les plaint encore, les pauvres victimes, on hospitalise des réfugiés, on recueille vêtements, nourriture, argent. On fait ce qu'on peut ; d'aucuns même y vont de tout leur souffle et de toutes leurs forces. Mais la pitié, la charité encombrée, affairée, impétueuse des premiers jours s'est tranquillisée bien vite ; elle est redevenue la femme raisonnable, élégante et active qu'on savait : la promotrice des concerts, la vendeuse de sourires et de cartes illustrées, celle qui caresse la vanité des gens ne donnant rien pour rien, celle qui distribue avec équité et scrupule les secours collectés. Celle, somme toute, qui accomplit davantage, matériellement, et remédie à plus de maux, mais qui n'a pas l'âme ardente de l'autre, de la vraie.... Celle qui, dans ses fins, ressemble plutôt à la justice. Celle qui accepte tout : la monnaie de bronze du publicain et la monnaie d'or du pharisien ; cette dernière même avec un plaisir plus grand, bien qu'elle soit offerte avec ostentation et avec un esprit impur. Celle qui se réclame de tous : même des beaux messieurs et des belles dames qui divertissaient hier leur ennui au tennis et au tango. On m'assure que plusieurs parmi les plus passionnées danseuses de tango de l'hiver dernier se sont fait inscrire à la Croix-Rouge. Et elles y restent : les unes peut-être par point d'honneur ; d'autres par cette fascination qui saisit et retient ceux qui s'approchent trop des choses horribles ; d'autres pour cet aspect et cette quasi-valeur du jeu, du jeu merveilleux que les grands événements, heureux ou tristes, offrent parfois aux yeux humains ; d'autres parce que ce qu'elles haïssaient vraiment, c'était la grisaille de tous les jours, les rythmes de tous les bals ; d'autres parce

que quelque chose aura peut-être éveillé en elles cette âme qui repose au fond de nous tous....

Chez nous, qui sommes restés, l'âme accoutumée continue : la petite âme frivole et soucieuse de son confort, amie de ses plaisirs, attentive à ses calculs, oublieuse, ennuyée et languide, la petite âme sceptique par amour de l'élégance, cynique par amour de la brièveté, qu'un sourire suffit à débarrasser de certaines choses trop compliquées celui qui voudrait y voir à fond....

La petite âme règne encore, chez nous qui sommes restés, mais non plus comme naguère. Ce n'est plus la souveraine absolue et incontestée, la dame délurée d'aparavant. Elle s'efforce d'agir, de parler, de rire à la manière ancienne, mais soudain elle pâlit, elle devient muette. Elle n'arrive plus à dormir de ces beaux sommeils un peu bestiaux. Elle ne sait plus réciter avec cette agile sérénité ses comédies et ses tragédies, se draper de mélancolie, s'arracher les cheveux pour la mort d'un canari, déployer ses ballets à travers les difficultés du monde. Et la condition de notre pauvre petite âme commence à devenir comique et sérieusement tragique.

VII

Retrouvé, dans le désordre de mes papiers, certaines notes prises il y a quelques années : matière première pour je ne sais quels vers. Je transcris littéralement, conservant à ces feuillets leur caractère d'observations hâtives et décousues :

La Violence bienfaisante, la Tempête purificatrice....
Toutes les eaux sont dormantes et boueuses, les forêts sont muettes, les campagnes sont chargées de gras produits douceâtres. La terre est morbide et sourde comme un immense tapis sous les pas des hommes.... C'est la

paix aux frais de la vie, tables abondantes, lits tièdes, toutes les aises corporelles obtenues en vendant son âme au démon. Au démon de la vie tranquille qui passe et repasse au milieu des hommes en mettant dans leurs bouches trop bavardes son miel tenace qui lie les langues, assoupit les cris, débilite les forces.... Au démon de la poltronnerie, de l'insensibilité, de l'inconscience.... Au démon de la graisse protectrice, de l'ulcère indolent, de la paralysie béate.... Au démon de la médiocrité universelle, occupé à répandre dans l'air son souffle nébuleux, pour que, si l'on ne peut les couper, on ne voie au moins plus les têtes éminentes : on apercevra sans doute les pieds, partie où tous les hommes se ressemblent à peu près.... Que le vent souffle, qu'il dissipe toute vapeur grasse, qu'il provoque encore dans le monde un son de voix tranchantes et dures!...

Ainsi allaient les choses à ce temps. Maintenant, te voici soulagé, — et avec quelle largesse, ô mon cœur de jadis ! Le vent souffle, et quel vent ! Toute la grande forêt d'Europe s'agite et se brise. Une grêle de fer s'abat sur les villes.... Cela ne te suffit pas, ô mon aimable cœur ? Hélas ! mon cœur, tu m'as l'air d'un pauvre homme qui, ne serait-ce la honte, se mettrait maintenant à invoquer la paix....

J'avise, dans l'angle le plus belliqueux de mon bureau, la *Barcarole des rameurs de Sa Majesté*. Rameurs par force, rivés chacun à son banc, nus jusqu'à la ceinture, habitués à sentir passer dans l'air l'étrivière de l'argousin.... Rameurs de Sa Majesté la Loi. Et ils chantent, doucement, suivant l'ample rythme des rames :

« Hop... là ! Quelle nuit claire, quelle lune d'or ! Hop... là. La mer est calme : on va, on va sans fatigue ; il fait tiède : on se tient là, presque nus. On voit où l'on va.... Hop... là !

» On va. Où va-t-on ? Délivrer encore le sépulcre du Christ ? Saccager Rome ? Nettoyer l'Afrique des hommes noirs ? Conquérir le royaume de la reine de Saba ?... Qui sait ?... On va....

» Hop... là ! Quelle lune claire ! C'est ce qu'il y a de plus parfait dans ce genre. Le rajah de Ceylan n'a rien de mieux à son commandement pour faire briller les coupoles arrondies de ses grandes villes....

» Quelle lune ! Et c'est la même qui nous éclairait pour pénétrer dans les chambres du roi Midas lorsque nous y entrâmes et qui nous montrait les objets précieux à emporter, les choses à ne pas toucher ; entrer par ici, sortir par là....

» Hop... là ! Quelle douce nuit ! Combien de portes, — qui sait ? — sont restées ouvertes ! Que de femmes en émoi ! Que de cœurs lyriques, cette nuit ! Quel beau champ d'action, tandis que toi, lune, tu parles aux hommes de paix et de bonté....

» Mais, à propos, Majesté ! cette fameuse guerre se fait-elle, oui ou non ? Tue-t-on quelqu'un ? Vole-t-on quelque chose ? Quelque bel incendie s'allume-t-il ?... Oh ! nous laisser au moins libres ! Nous, nous savons comment la guerre se fait.... Hop... là !

» Comment elle se fait ?... Elle se fait ! Il n'y a qu'une seule façon. On tient un serment au bout de sa main ; on tient un bon poignard dans l'autre main. Aux faibles, un coup dans la panse ; aux forts, un coup dans l'échine, on fait ainsi. Hop... là !

» Tu veux donc, ô Majesté ! tu veux faire la guerre ? Mets à la rame tes philosophes, sur le pont tes guerriers ! A la rame la morale (tous savent ramer), à la proue la force (peu savent être forts), nous savons comment on fait.

» Nous, Majesté sacrée, avons déjà fait notre petite guerre. Tu veux faire la guerre en grand, la guerre humaine.... Mais, mais, Majesté sacrée ! il n'y a qu'une seule manière de faire la guerre. Hop... là !

» Donc nous ramons. Hop... là ! Quelle belle lune, pleine, ronde, ronde comme ta bêtise, ô Majesté sacrée, ô sainte Civilisation, notre reine.... Hop... là ! »

Ainsi, en route ! On ne dirait pas, aujourd'hui, que les

bons rameurs de Sa Majesté la Civilisation aient réussi à convaincre leur maîtresse. Et il n'est pas non plus besoin de mettre les philosophes à la rame. Le navire marche à vapeur (nous n'avons pas fait de progrès pour rien) et, des philosophes, les uns sont restés sur le pont comme mousses, sinon comme capitaines, les autres se sont recueillis dans leur cabinet pour trouver les raisons difficiles et profondes par lesquelles la guerre peut se faire d'une seule manière.

VIII

Se promener est une grande consolation, même en temps de guerre. Cela est favorable à la santé du corps, comme on sait, et aussi à la santé de l'âme : je ne dis pas toujours, je ne dis pas quand celle-ci, notre patronne, est alourdie par une maladie trop grave. Mais, notre âme, on la guérit fort bien de ses enrouements, de ses petits accès de fièvre, de son manque d'appétit, de son indolence, tout simplement en la mettant en liberté une heure ou deux, de préférence dans les champs plutôt qu'en ville, et à la montagne plutôt que dans la plaine. La nouveauté sans cesse renaissante des choses environnantes parvient peu à peu à attirer et à divertir l'attention de la petite malade, tout juste comme un beau livre, plein d'images, dissipe l'ennui du petit garçonnet qui doit rester au lit. Le mouvement régulier, toujours le même, de la marche, pour elle qui se tient confortablement dans le lieu le plus morbide de notre être, vaut encore mieux qu'une couche agréable. Quelle grande princesse eut jamais le loisir de s'assoupir ainsi dans la douceur de son coche ?...

Mais oui ! Etre le coche léger, volant, de la princesse l'Ame : cela te va, ô mon pesant corps ? Parfois oui,

parfois non ; aujourd'hui oui, me paraît-il. Mais en a-t-il fallu du temps, aujourd'hui même, avant que ta marche devînt libre et facile ! Quels désagréables cahots de char rustique tu lui causas, à la pauvre patronne qui s'obstinait à chercher les dernières nouvelles de la guerre ! Tu lui coupais sa lecture à chaque quatrième ligne. Puis tu commenças à ne plus faire ainsi corps avec la terre, tu te mis à rouler avec calme et douceur, comme la sentant à peine. La princesse laissa choir le journal de ses mains, en fermant un peu ses yeux assoupis par le soleil d'or ; elle les rouvrait à demi, ravie de ce violet profond qui est la couleur propre de l'hiver dès que le temps lui permet de rester sans son blanc manteau.... Couleur de la ramure au sommet des forêts de châtaigniers ; couleur des pentes pelées, des routes humides, des vapeurs alourdies. Elle regardait, elle souriait, la gaie patronne ; elle se penchait de temps en temps hors de la portière, curieuse de surprendre une lueur ou un bruit. Elle disait : marchons ! marchons ! en agitant je ne sais quel petit fouet. Et vous, pieds, c'était comme si le mage de la fable vous avait cédé ses meilleures bottes de sept lieues ou le dieu Mercure ses ailerons rouges, un par cheville....

Marchons, marchons ! Et notre course, de plus en plus agile, s'étendit, comme une richesse qu'on ne peut contenir, à toutes les choses voisines et lointaines ; elle devint un mouvement fantastique du ciel et de la terre, un passage d'arbres en masse, une course sans cahots du soleil à travers les arbres, une variation facile de montagnes, une divagation de villages.... Adieu, adieu, choses ! La princesse saluait d'un signe le grand pèlerinage des objets qui fuyaient dans la direction d'où nous venions. D'autres choses plus grandes et plus éloignées cheminaient dans notre sens, tendant au même but, habiles à

ne pas précéder, à ne pas suivre, à marcher du même pas. Cette grande cime blanche, par exemple, d'un blanc puissant et voilé, comme certaines floraisons printanières.... Elle n'avait pas besoin de se hâter, cette grande beauté, pour accompagner notre voyage, les petites choses couraient ; elle, sans effort, avançait sans cesse. Je ne saurais répéter quelles philosophies ma maîtresse roulait dans son esprit au milieu de cette harmonieuse variation de mouvements ; il me semble surtout que le sens de la justesse et de la convenance qui résultait du désaccord natif des choses l'émerveillait et lui plaisait. Pas deux rameaux semblables, pas deux troncs tordus de même façon, pas deux pierres frappées de la même marque. D'une même marque sont les plâtres et autres simulations banales au moyen desquelles l'homme tente de reproduire les formes inaccessibles de l'art, de fixer les gestes changeants de la vie. De la même empreinte sont marquées les monnaies : symboles et instruments de notre avarice. Egalement plates et normalement obliques sont nos routes, pour y cheminer avec le moins de fatigue possible ; c'est donc l'effet de ce que nous sommes débiles, il n'y a pas lieu d'en être fiers. Parallèles sont les limites de nos voies, mais la perspective, c'est-à-dire la nature, nous contredit en confondant depuis peu les lignes que nous prétendions faire courir égales et distantes jusqu'à l'infini. La nature ne reconnaît ni ne facilite les critères arithmétiques et géométriques par lesquels les hommes voudraient reconstruire le monde physique : le vent balaie nos jardins, l'eau emporte nos digues, la réalité remplit de matières sans cesse nouvelles, étrangement diverses, les heures et les jours que nous avons marqués dans le temps, mettant un tel scrupule à les rendre égaux. Et la vie reconnaît de moins en moins ces autres normes

arithmétiques et géométriques par lesquelles nous voudrions régler le monde moral. Egalité ? Mais oui, sur le papier, tout comme on peut écrire sur le papier les deux termes d'une équation. Fraternité ? Tout comme on peut dessiner sur l'ardoise deux angles frères, c'est-à-dire adjacents, tels que l'un soutienne l'autre, et qu'ils ne tentent rien pour empiéter l'un sur l'autre, le premier prenant ce que lui cède le second et l'un cédant ce que l'autre désire. Mais, si la vie est autre chose qu'une ardoise, si les hommes ne possèdent pas les propriétés constantes et bienveillantes des angles adjacents, comment l'illusion de la fraternité put-elle et peut-elle subsister en nous ? Comment se fait-il que l'*homo sapiens* croie en la possibilité de la paix, si la guerre exista de tout temps, hier comme il y a cinquante siècles ? Chose encore plus mystérieuse : comment l'idée de la paix a-t-elle pu naître dans une créature si nativement et si obstinément batailleuse ? Et comment a-t-elle pu se maintenir, bien que démentie par tous les faits, et rendue si ouvertement vaine par toutes les preuves ? Ou bien, peut-être, pourquoi pas ? Il convient sans doute d'admettre la divinité de telle idée précisément dans le mystère de sa naissance, dans la résistance de sa vie, dans l'obstination et la foi avec lesquelles elle maintient sa fausse position. Que dirions-nous le jour où nous découvririons que ton ancienne pensée dominante, ô ronce épineuse, est celle de la douceur ? Tu es faite pour piquer et tes baies regorgent d'une âcre saveur ; que sais-tu donc de la douceur ? Tu n'en sais rien peut-être ; mais, si tu en sais quelque chose, il faut bien supposer que cette idée t'est venue du dehors : en bas par les racines, en haut par les pointes, don de quelque bon génie.... Don ? Don ou châtiment ? Une belle idée irréalisable peut devenir la

plus douloureuse des peines. Ne serait-il pas mieux pour toi, ô pauvre méchant arbuste, de sortir tes aiguillons sans avoir à te tourmenter en pensant au jasmin ou à la vigne que tu voudrais être ? Et nous, ne serait-ce pas un moindre malheur de regarder nos querelles, sans émettre des idées si fantastiques sur la paix ?... Mais... et la pensée qui crée ? Et l'idée qui, plus elle est battue, plus se tasse et a même besoin d'être battue, durant siècles et siècles, pour acquérir du corps et de la consistance ?... Et la ronce, pour laquelle la volonté d'être belle et bonne devient peu à peu une puissance effective de fleurir et de fructifier ? Il me semble bien avoir lu dans quelque lieu la fable suivante : une ronce, d'un effort immense, qui s'est prolongé pendant des centaines et des centaines d'années, rompt les noeuds de sa rude nature et s'élève d'un jet, secouant épines et venin. Et si cette fable ne figure dans aucun livre, il y en a certainement de plus absurdes.

IX

Grande journée de rencontres et de conversations. Des semaines entières s'écoulent presque sans avoir l'occasion d'ouvrir la bouche, sauf pour les besognes courantes ; puis vient un jour bourré d'affaires et plein de paroles. Mais, désormais, une seule grande ombre s'étend sur la diversité et sur l'incohérence d'une journée de bavardages. Et, lorsqu'on parle des choses les plus variées, on revient toujours, bon gré mal gré, à un seul grand événement.

Rencontré entre autres l'ami professeur. Homme grisonnant, d'un gris compliqué et changeant. Saveur un peu amère, mais sans âpreté. Maigre sans être sec. Il se lamente sur sa vie qui ne va pas, ne va pas ; il dit qu'il

en arriverait parfois à commettre une bêtise. Je demande ce qui lui est arrivé. Rien de particulier, répond-il. Mais il digère mal : chaque matin il se réveille un cercle autour de la tête. Sa femme le boude depuis trois jours.... Pourquoi ? Dieu sait ! Pour un motif quelconque, parce que son chignon lui fait mal, parce que la machine à coudre ne marche plus, parce que ses conserves de fraises se sont mises à fermenter et qu'un bocal a éclaté comme une bombe.... Pourquoi?... N'importe. Cette dame prétend que lui, époux et père, est responsable directement ou indirectement de tous les malheurs qui ont frappé sa personne ou la famille. Responsable de tout, même des mauvaises notes que les garçons rapportent à la maison et du papier du salon qui tombe en lambeaux. Forcée de justifier ses accusations, invitée à expliquer comment un homme peut gâter des choses qu'il n'a pas même touchées, elle répond qu'il n'est point besoin de toucher, que la simple ombre de certaines plantes fait périr l'herbe qui pousse.... « Je crois que c'est vrai, lui fais-je observer. Dès mon enfance, j'ai entendu tant de fois raconter, par exemple, que l'ombre des noyers cause du tort aux prairies.... Mais, du moins, elle ne t'accuse pas d'être la cause de la guerre, ta femme ! » Non, elle ne l'en accuse pas, mais elle dit que la guerre lui a fait perdre ses dernières illusions ingénues, que le genre humain est un troupeau de bêtes stupides et méchantes. Et le pauvre mari se sent parfois écrasé par l'honneur peu recherché d'incarner tout le genre humain dans le mépris acerbe de madame. Elle aussi — la malheureuse ! — possédait des châteaux en Espagne. Lui, il en avait partout de magnifiques. Et maintenant ils sont tous en ruines ! C'est une affaire terrible que d'avoir été grands seigneurs pendant tant d'années, maîtres d'Olympes, de paradis terrestres,

de tours d'ivoire, de vaisseaux enchantés et, un beau jour, de se trouver parqués comme des prisonniers entre les murs de notre méchante maisonnette bruyante, étroite, sentant la friture, décorée de bas et de chemises à chaque fenêtre.... Ah ! les bannières de la misère, toujours prêtes à flotter où s'ouvre un soupirail sur l'azur !... Mais quels rapports la friture et la lessive, choses honnêtes et innocentes d'ailleurs, ont-elles avec la guerre ? Quels rapports ? La guerre a dispersé toutes les illusions, et non pas seulement celles des pacifistes, elle a gâté toute bonté, même celle qui servait à adoucir les choses amères et acides de la vie quotidienne. Elle nous a enlevé la royale prérogative d'accorder un titre nobiliaire à la plus humble créature de notre petit monde, le titre de cheval à notre ânon, le titre de calice à notre verre.... La guerre a empêché tous les envols, non pas seulement ceux des aéroplanes, a rendu difficiles toutes les navigations, même celles qui se contentaient d'errer sans canons et sans frêt sur la mer de la sérénité, sur le lac des songes, là-haut, dans le monde lunaire. La guerre a rendu plus aigus les cailloux de chaque sentier, plus insupportables les bosses que chacun sent parfois la nuit dans son lit....

— Et n'est-ce pas juste ? interrompis-je. Alors que tant de créatures meurent ou supportent pire que la mort, ne serait-il pas inique que les absents, qui restent, pussent s'en tirer en toute tranquillité et sans être troublés ?...

Il ne répondit pas, mais j'ai compris par son pâle sourire que le pauvre homme ne croyait plus même à la justice.

FRANCESCO CHIESA.

L'HEUREUSE-VALLÉE

C'est ainsi que les Anglais ont baptisé le Cachemire.

Ont-ils tort ? Ont-ils raison ? S'il est, hélas ! des peuples malheureux, en existe-t-il en revanche d'heureux, de spécialement heureux ? Là où la terre est fertile et le paysage riant, voit-on les individus connaître leur bonheur ? Ou faut-il soupirer et dire d'eux : « ... *sua si bona norint ?* » Arrivé au sommet du Tour-Noir, suspendu entre ciel et terre, et contemplant autour de lui les dômes, les flèches et les aiguilles du Mont-Blanc, Javelle se demandait si une humanité vivant dans cet entourage de granit et de cristal n'eût pas échappé à la vulgarité et à la bassesse.... Touchante illusion, car la vérité est autre. Sans nier l'influence du milieu, voire du paysage, sur l'homme, nous savons trop que l'égoïsme, source du malheur, se développe aussi bien à la campagne qu'à la ville, sur les Alpes que dans la steppe.

L'Heureuse-Vallée pourrait bien ne devoir son nom qu'au mirage moral que fait naître sa beauté extérieure.

Venez au Cachemire, rassasiez-vous de sa beauté, mais à côté des rayons voyez les ombres, observez le combat que, comme partout, s'y livrent le bien et le mal,

le jour et la nuit. Vous n'aurez pas de peine à le discerner, car il y est plus apparent que dans nos pays christianisés, vu que, là-bas, l'égoïsme n'a aucune pudeur, et que les « Cachemiris » semblent dépourvus de cette vanité supérieure et spéciale qui nous soutient dans les circonstances difficiles, et donne le change sur notre faible moralité : nous avons nommé le point d'honneur.



Cachemire fabuleux, aimes-tu l'humanité qui peine, vit et meurt sur ton sol ?

Emeraude encerclée d'argent, es-tu tendre pour les humains que le destin t'a confiés ? Est-ce d'un cœur sincère que tu les accueilles et leur accordes en abondance les biens de la terre ?

Mais pourquoi, alors, te mettre si souvent en fureur contre eux, les noyer dans l'inondation, les broyer par le tremblement de terre, les ensevelir sous l'avalanche, et leur envoyer périodiquement ces fléaux plus terribles encore : la famine, la peste et le choléra ?

Même les plus optimistes ne sauraient le nier : la vie humaine est à bon marché dans l'Heureuse-Vallée. Cependant, le voyageur qui, à Baramulla, voit soudain le Cachemire s'ouvrir devant lui, oublie ces tristes pensées. Ah ! les vastes perspectives, les grands horizons ! La vallée, large de quatre ou cinq lieues, s'étend de l'ouest à l'est sur quelque 150 kilomètres. Elle fut occupée par un lac, jadis, et c'est pourquoi son fond, qui est à 1600 mètres au-dessus du niveau de la mer, figure une table de billard, admirablement cultivée. Les rizières la revêtent d'un velours changeant, qui passe du vert-pomme au rouge-bronze. Partout des villages qui laissent deviner, dans la verdure, les toits inclinés de leurs maisons.

C'est plaisir de voir leur ressemblance avec ceux de chez nous. Des platanes monstrueux, les *chenars*, qu'on n'a jamais réussi à acclimater hors du Cachemire, abritent contre le soleil et la pluie quiconque vient se mettre à leur ombre. Les Anglais aiment à dresser leurs tentes sous cet épais feuillage. Sur le fleuve, sur les canaux et les lacs, les *shikaras* glissent gracieuses, guidées par de vigoureux payeurs accroupis à l'arrière, la face tournée vers la proue, tandis que le Sahib, assis au milieu sous une tenture, est tout heureux d'appartenir à une race supérieure, qui a le privilège de se faire servir en tout et partout. Les pesants *house-boats* dorment au soleil ; les plus beaux sont habités par les Européens de passage, qui savent s'y installer très confortablement ; les autres sont la demeure des familles de bateliers qui, on le jurerait, ne mettent jamais le pied sur la terre ferme. Toute leur existence se passe sur l'eau : ils travaillent, ils dorment, ils fument, ils font la cuisine sur leur bateau, où ils sont nés et où ils mourront, en compagnie de poules aux nombreuses couvées.

Au sud et au nord, la vallée est limitée par deux remparts de montagnes qui comptent — celui du nord tout au moins — parmi les plus beaux du monde, puisque Nanga Parbat, le géant, le rival dangereux du Gaurisankar, y montre au loin sa double pyramide blanche. Plus près, c'est Haramouk, au port de roi, et Kolahoi, le Cervin du Cachemire, qui s'élance, provocant et sinistre, à plus de 6000 mètres. Il vient d'être vaincu par le médecin missionnaire Ernest Neve dont le nom, comme celui de son frère Arthur, est si populaire au Cachemire et dans une bonne partie de l'Inde : c'est que ces deux Ecossais sont des missionnaires dans l'âme, de hardis chirurgiens, des explorateurs heureux, des organisateurs

de talent, des aquarellistes, des écrivains, et surtout de parfaits gentilshommes....



Toute la plaine est peuplée de paysans travailleurs et prolifiques, dont la vie, à bien des égards, ressemble à celle des cultivateurs de notre Europe. Ils sont même beaucoup mieux lotis que tels de leurs frères de l'Irlande ou de la Calabre. La terre leur appartient ; ils ignorent le service militaire, remplacé par des corvées modérées ; et si leurs gains sont minimes, leurs dépenses sont, ou pourraient être, plus minimes encore. D'année en année, ils apprennent à construire des maisons plus solides et moins inconfortables ; un peu partout dans les villages s'ouvrent des boutiques, où ils peuvent acheter du sel, du sucre, et s'initier à un luxe modeste. Enfin l'alcoolisme les a épargnés, en tant que mahométans ; et les exactions des fonctionnaires, sous lesquelles le peuple a gémi pendant des siècles, ont singulièrement diminué depuis une génération. Malheureusement, ils sont trop souvent endettés. Les usuriers leur prêtent à 2 ou 3 % par mois, et, à ce taux, les étranglent sans pitié. La loi défend de saisir leur terre. Mais, avec la connivence des fonctionnaires, les harpies ne s'arrêtent pas toujours pour si peu.... De plus, la tuberculose, la petite vérole, la lèpre, les maladies d'yeux, pour ne plus parler du choléra et de la peste, les font cruellement souffrir. Et encore faudrait-il dire un mot d'une autre lèpre plus cachée, qui va de pair avec la civilisation, et qui exerce des ravages considérables au Cachemire.

Le dixième de la population totale — on dit qu'elle s'élève à 2 millions, mais cela s'entend de l'Etat du Cachemire tout entier, qui est plus étendu que la seule vallée — est formé d'Hindous. Ceux-ci préfèrent, en gé-

néral, le séjour des villes, comme Srinagar, la capitale, ou Islamabad ; ils détiennent le pouvoir politique et économique. Le maharadjah est un des leurs ; il jouit d'une large autonomie vis-à-vis de l'Angleterre, qui ne s'est réservé que la politique étrangère. La première chose qui marque que vous avez quitté les colonies proprement anglaises, c'est, outre un certain laisser-aller de tous les services publics, le fait que votre menu devient des plus monotones. En effet, la vache pour les Hindous est sacrée, et le bœuf ou le veau, par extension, l'est aussi ! Qui tue l'un ou l'autre encourt la peine de mort. Par contre, le meurtre d'un vulgaire Cachemiri est traité avec indulgence par la loi. Les pauvres vaches, d'ailleurs, n'y gagnent rien : quand elles sont vieilles et usées, on les laisse mourir de faim ou de froid. La viande de porc, de son côté, est considérée comme impure. Restent le mouton et la volaille....

A côté des Hindous et des mahométans, on rencontre quelques milliers de Sikhs, reconnaissables à leur barbe bien fournie. Leurs pères ont joué un grand rôle dans l'histoire militaire du Cachemire, au sujet duquel tant de peuples se sont entr'égorgés. Des nomades inassimilables, de race bizarre, parcourent de ci de là le pays avec leur bétail. Enfin des Thibétains et même des Chinois passent les cols en été et viennent montrer leur frimousse mongole aux Aryens grands et bien faits que sont les Cachemiris.



Leur psychologie, — leur âme, pour parler plus simplement, — qui pourra se flatter de la connaître ? Tous ces Cachemiris sont des Orientaux, et c'est dire à quelle distance ils se trouvent de nous. Et pourtant des points de contact existent. Ainsi, un de leurs défauts princi-

paux, celui qui est à la racine de la moitié au moins de leurs manquements, est bien facile à comprendre, car tous, lorsque nous étions enfants, lui avons sacrifié : ils croient si naïvement au « principe du moindre effort ! » Pourquoi faire aujourd'hui ce qu'on pourrait faire demain ? Pourquoi faire, la seconde fois, sa tâche aussi bien que la première ? On peut espérer que le Sahib ne s'apercevra pas du relâchement. Pourquoi se dépenser pour un avantage lointain, quand la paresse du moment est un bien certain et immédiat ? Surtout quand la *huk-kah*, le narghileh des Arabes, est là, si tentante !...

Et parmi leurs qualités, qui sont réelles et méritent d'être appréciées avec sympathie, relevons leur passion, malheureuse et trop souvent synonyme de faiblesse, pour leurs enfants et leur amour pour les fleurs. En mai le Cachemire est un parterre d'iris et de lis sauvages. Et si vous élevez vos regards, c'est pour rencontrer les pommiers, les cerisiers, les acacias resplendissants. Par les routes les indigènes se promènent, des bouquets à la main. Vous croyez que c'est pour vous les vendre ? Non point, ils les ont cueillis pour eux-mêmes. On voudrait pouvoir en dire autant des petits bergers de nos montagnes.

Quelle gloire que ce printemps du Cachemire ! La neige qui entoure la vallée de son écharpe étincelle sous le grand soleil des tropiques. Pour sûr, elle sera vaincue ; dans ce combat inégal, lentement elle se retirera des premières chaînes de montagnes et pendant trois mois d'été les abandonnera tout à fait. Seul, parmi les pics voisins de la vallée, Haramouk conservera son diadème d'argent, ainsi que plusieurs sommets du Pir Panjal, au sud, qui feront de leur mieux pour l'imiter, sans y réussir tout à fait, cependant que le fond du Cachemire sera

transformé en une chaudière fumante. Les Européens qui pourront s'en échapper pour monter à mille ou deux mille mètres plus haut ne s'en feront pas faute.

Mais septembre rendra aux monts leur parure blanche ; les mois d'automne, jusqu'en novembre et même en décembre, seront des plus plaisants : le soleil aura gardé une partie de son pouvoir, mais le fond de l'air sera froid, tout comme sur les Alpes l'hiver.

De janvier à mars le froid, la glace, la neige envahiront tout. C'est alors que les pauvres Cachemiris, dans leurs maisons mal closes, se serreront comme des moutons pour trouver un peu de chaleur. Sous son burnous chacun tiendra un « panier à feu, » chargé de braise. Même la nuit il le gardera sous sa couverture, et notez qu'il ramène toujours cette dernière par-dessus sa tête ! L'hygiène, pour lui, est un mot vide de sens.

Engourdis, sidérés par le froid, les malheureux attendront des jours meilleurs, qui, au demeurant, ne tardent jamais beaucoup. Les changements, en effet, sont rapides au Cachemire. Toutes les saisons sont plus courtes que chez nous.... Ne souriez pas de l'absurdité de cette phrase : elle n'est qu'apparente. Le paradoxe n'en est plus un si on l'applique aux fleurs, aux fruits, qui ne durent jamais que quelques jours, pour bien vite être remplacés par d'autres. Et si l'on parle des habitants, il en va de même : à dix ou douze ans les traits des enfants, jusque-là si purs et si gracieux, commencent à s'épaissir. A quarante-cinq ans, c'est la vieillesse.



L'Heureuse-Vallée et ses prolongements latéraux, si semblables au Val de Bagne ou au Val d'Hérens, servent de villégiature chaque été à deux ou trois mille Anglais qui fuient la plaine embrasée. Mais ces hôtes de quelques

semaines repartent sans laisser de trace, quand vient l'automne. Tout au plus ont-ils fait naître une sorte d'industrie des étrangers, qui ressemble un peu à celle que nous connaissons en Suisse. Mais, tout comme en Suisse, elle est loin d'avoir l'importance que l'on croit et elle n'a qu'une influence minime sur le gros de la population. Et puis, ces étrangers qui se groupent selon leurs affinités naturelles dans des hôtels éclairés à l'électricité ou au contraire vont se perdre sur les alpages solitaires, que savent-ils des Cachemiris, étant donné surtout que bien souvent ils amènent avec eux un ou plusieurs domestiques de la plaine ?

D'où viennent alors les progrès si remarquables que le Cachemire a faits depuis vingt ou trente ans ? La réponse n'est pas douteuse : ils sont dus aux Anglais, mais à une autre catégorie que les précédents, à ceux qui, par leurs capacités ou par leur dévouement, se sont rendus nécessaires et parfois presque sympathiques à un prince qui, naturellement, les déteste. C'est par leur prestige, intellectuel ou moral, qu'ils ont pris pied dans ce Cachemire jaloux de son autonomie. Et de les y voir à l'œuvre n'est pas le moindre sujet d'intérêt que l'on rencontre dans ce pays.

Ils ont su « persuader » le maharadjah. Bien plus, ils ne cessent de faire effort pour le persuader....

Tâche ardue et souvent bien ingrate. Qu'il serait plus simple d'abolir d'un trait de plume cette indépendance gênante, cause de tous les embarras ! Et si le maharadjah résistait, un bataillon de « Tommies » aurait bientôt raison du plus pacifique des peuples. Mais, pour une raison ou pour une autre, les Anglais n'y songent pas. Est-ce libéralisme doctrinaire, est-ce motif d'opportunité ? On ne sait jamais quand on a affaire aux Anglais, et très

souvent ils ne le savent pas très bien eux-mêmes. On sent fort nettement que les explications qu'ils donnent vont rarement au fond des choses. Qu'y a-t-il là tout au fond? Est-ce la tradition qui les conduit ou la paresse intellectuelle? ou au contraire une leçon de l'expérience? ou encore un système de gouvernement conscient de ses méthodes?... Peu importe, dans le cas particulier, si nous approuvons leur manière de faire. Plutôt que d'annexer le Cachemire, ils préfèrent envoyer au maharadjah un résident qui représente auprès de lui le pouvoir suzerain. Plaignons un peu ce puissant fonctionnaire réduit à user ses forces contre un mur de coton. En face on lui promet tout ce qu'il veut, mais *in petto* le prince se réserve d'annuler après coup toutes les décisions que l'on semblait avoir prises. Ainsi en fut-il du chemin de fer qui devait relier Srinagar au réseau de la plaine. Il est plus que probable que jamais il ne viendra troubler la paix du Cachemire.

Et les intrigues sans nombre qui se jouent dans une cour hindoue? Saura-t-on jamais ce qu'il faut au résident de tact et de prudence, d'énergie et de ténacité, pour éviter les pièges, et cependant faire avancer la cause à laquelle il est dévoué? Et comme pour compliquer à plaisir sa tâche, le gouvernement des Indes commet la faute de le déplacer en moyenne tous les deux ans, au moment précis où il commence à connaître ses partenaires.

Après le résident, les ingénieurs. Il en a fallu, et de qualifiés, pour construire la route de 300 kilomètres entre la vallée et Rawal Pindi, la station du chemin de fer la plus rapprochée, au pied des « Collines » (par « collines » les Anglais n'entendent rien moins que l'Himalaya). Cette route dans les gorges a transformé les

conditions de vie au Cachemire. Grâce à elle, pour donner un exemple, la culture des fruits et l'industrie de la soie sont devenues lucratives et un important mouvement commercial s'est dessiné, qui de l'autre côté se fait sentir jusqu'aux plateaux de l'Asie centrale, jusqu'à Yarkand et Bokharah.

C'est aux Anglais aussi que Son Altesse a dû recourir, bon gré mal gré, afin de draguer la Djehlum limoneuse, à l'endroit où elle quitte le seuil de la vallée pour se précipiter, comme réveillée en sursaut d'un long et paisible sommeil, dans ces gorges que longe la route. Par ce travail de longue haleine, on compte prévenir les inondations qui désolent le pays.

Les Anglais, encore, se sont chargés de construire une usine génératrice de force motrice, et une immense filature ; ils surveillent les forêts, élaborent des règlements sur la chasse, relèvent la topographie du pays. On les trouve partout où il y a à organiser ou à réformer.

Mais leur situation est loin d'être aussi stable qu'il le semblerait. Comme pour le leur faire sentir, le maharajah s'est plu, ces dernières années, à s'entourer d'un nombre croissant de fonctionnaires hindous, qu'il tirait de la plus intellectuelle des provinces de l'Inde, le Bengale. Du coup on a pu noter un accroissement de la vénalité et de la corruption officielles.

La corruption des fonctionnaires ! Hélas, il y aurait beaucoup à dire sur ce chapitre. L'exemple le plus typique en est donné, tout au bas de l'échelle, par la police. Dès qu'un incendie éclate, elle appelle à la rescousse les voleurs notoires, avec qui elle a partie liée. Ils ne perdent pas leur temps et, l'incendie heureusement éteint, partagent leur butin avec la force publique. Il va sans dire que celle-ci fait une affaire d'or : qu'un complice ré-

calcitrant refuse de lui laisser la part du lion, on le jette en prison pour vol qualifié !

D'autres Anglais, enfin, ont travaillé au Cachemire avec ardeur, et qui plus est, avec un désintéressement absolu. Plus d'un y a laissé sa vie. Ce sont, on l'a deviné, les missionnaires.

Le Cachemiri est peu strict dans ses observances religieuses : la femme musulmane est rarement voilée ; les Hindous craignent fort peu le contact des Européens. Et pourtant, chose curieuse, l'intolérance de la population envers quiconque veut quitter la religion de ses pères est extraordinaire. Les rapports entre missionnaires et indigènes sont amicaux, mais le terrain est très dur....

La mission, dès lors, a dû concentrer le plus clair de ses forces sur deux points stratégiques, l'hôpital et l'école.

Par son travail médical et par son œuvre pédagogique, la Church Missionary Society, qui a en fait le monopole de l'évangélisation du Cachemire, mine lentement mais sûrement des préjugés en apparence invincibles. D'ici à une génération bien des choses changeront, à l'avènement des « jeunes » dont l'éducation se fait aujourd'hui.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'hôpital de la Church Missionary Society. Avec ses 140 lits, ses trois médecins européens, ses deux *nurses* anglaises, ses 30 ou 40 infirmiers hindous, ses trois salles d'opérations, son laboratoire et ses rayons X, il passe, et avec raison, pour un modèle d'hôpital missionnaire. Il fut fondé il y a une quarantaine d'années et n'a cessé de grandir depuis. Outre les nombreux malades qui se succèdent impatiemment dans ses salles et en été sur ses vérandas, il soigne par an dans sa polyclinique quelque 30 000 malades du dehors, dont beaucoup viennent de fort loin. Plusieurs

milliers d'opérations, dont beaucoup de grandes, se font chaque année. Et à côté de tout cela, le travail d'évangélisation proprement dit suit son cours le plus naturellement du monde, car pour un Oriental il n'y a pas opposition entre la médecine et la religion, bien au contraire.

Lors des épidémies de choléra, les médecins de la Church Missionary Society se sont surpassés, parcourant le pays, soignant les malades, éclairant les valides. Quelle tâche de faire pénétrer dans ces cerveaux fatalistes l'idée que la propreté peut préserver du choléra ! Et bien que le gouvernement ait institué une foule de dispensaires avec médecins indigènes, ces derniers, même en temps d'épidémie, sont loin d'avoir la confiance des foules comme l'ont les missionnaires. On a vu récemment les médecins officiels gravement maltraités par la population, et naturellement les résultats qu'ils obtenaient, dans la lutte contre le choléra, n'en furent pas meilleurs.

A l'hôpital est annexé un asile pour lépreux. Ils sont là une centaine de malheureux, défigurés ou en voie de l'être, qui habitent de petites maisons chauffables, sur une presqu'île fleurie du Dal Lake. La vie leur est douce, dès que leur mal cesse de les tenailler. La Mission prend soin d'eux au temporel et au spirituel et s'occupe de leurs enfants. Il est rare qu'ils demandent à s'en aller. Mais le cas se présente, surtout pour les nouveaux venus, et la loi ne permet pas de les retenir. C'est le maharadjah qui défraie l'asile de sa poche.



On a affirmé, et la chose est vraisemblable, sinon certaine, que c'est l'hôpital qui a préparé les voies à l'école, en lui valant d'être tolérée jusqu'au moment où elle a conquis par elle-même l'estime et le respect universels. Cette école de la Church Missionary Society, on en par-

lait récemment à la Chambre des communes. Et cela ne nous étonne pas. Elle est — elles sont, car il y a longtemps qu'on l'a plusieurs fois dédoublée — une création encore plus originale que l'hôpital. Qu'on y songe, leur directeur a vu passer sous sa férule environ 20 000 jeunes garçons, depuis trente ans qu'il professe au Cachemire. Mais ces expressions « férule », « professe », sont-elles de mise ? C'est par le gant de boxe que Tyndale Biscoe, le révérend sportif et énergique, a conquis, un beau jour, le prestige étonnant que bien des pédagogues pourraient lui envier. Cela se passait il y a des années. Tyndale Biscoe ne savait comment venir à bout de l'impertinence d'un de ses élèves. (Car rien n'égale la suffisance d'un jeune Hindou : n'appartient-il pas à la race qui a possédé des aéroplanes il y a quatre mille ans, — ou est-ce quarante mille ? — tel passage des livres sacrés en fait foi. Il n'a rien à apprendre de personne.) Non sans peine le malin révérend engagea son contradicteur à revêtir des gants de boxe ; c'était une première victoire, car jusque-là aucun élève n'avait voulu toucher du cuir. Elle fut suivie d'une seconde, qui laissa toute l'école stupéfaite quand en deux temps trois mouvements le professeur étendit son adversaire sur le carreau. Quelle leçon frappante ! Quelle chute, surtout !

Tout le monde en profita et l'école se développa magnifiquement. Un grand nombre d'élèves ont été amenés jusqu'au baccalauréat. Beaucoup occupent aujourd'hui des places considérables, tant au Cachemire qu'ailleurs. Mais ce n'est là qu'un côté de l'œuvre. L'autre, tout aussi important, c'est que quiconque a fait partie des écoles de la Church Missionary Society à Srinagar et à Islamabad, a vu de près ce que sont les vertus proprement viriles, qui ont nom courage, simplicité, loyauté,

endurance ; et il en a découvert d'autres encore plus spécifiquement chrétiennes, qui sont à la base de l'enseignement.

Tyndale Biscoe, qui emploie des gants de boxe au lieu de férule, ne professe pas non plus *ex cathedra*. Il a inauguré avant la lettre les méthodes des *boys scouts* et le fleuve qui baigne les murs de son école est devenu son grand allié dans l'éducation des jeunes Hindous, si mollasses de nature, si blasés, si méprisants, si précocement corrompus. Il a su les enthousiasmer pour tous les sports aquatiques, même et surtout l'aviron, ou plus justement la pagaie, que nul d'entre eux ne voulait manier crainte de déchoir. Mais le sport est le moyen, non le but. Il s'agit, d'une façon ou d'une autre, de les élever au-dessus de l'état d'égoïsme glacial où tout bon Cachemiri, jeune ou vieux, vit naturellement. Seuls dans une ville de 150 000 habitants, ils donnent un coup de main — et quel coup de main ! — en cas d'incendie, sans extorquer de paiement pour le service rendu ou sans se payer eux-mêmes à l'orientale. Seuls ils ont pitié des animaux qu'on maltraite, des aveugles qui ont perdu leur chemin. Seuls ils savent sauter à l'eau pour sauver qui se noie, alors que l'indigène prend ses jambes à son cou et détale, de peur d'être accusé par un maître chanteur d'avoir poussé à l'eau le malheureux qui périt ; ils en ont repêché un grand nombre déjà. Là se révèlent leurs talents extraordinaires de nageurs. J'en sais quelque chose, puisque l'un d'eux m'a sauvé la vie.

Toute l'école est imbuë de cet esprit de discipline joyeuse et intelligente dont les Anglais ont le secret. D'autres nations pousseraient peut-être les élèves un peu plus au point de vue des connaissances pures, et encore

est-ce loin d'être certain ; mais les Français, les Allemands sauraient-ils leur donner la virilité gaie, l'esprit de corps uni à celui d'indépendance qu'on acquiert non seulement sur les places de jeu d'Eton, où fut gagnée la bataille de Waterloo, mais encore dans toutes les écoles véritablement et noblement anglaises ? Au moral comme au physique les Hindous ont besoin des Anglo-Saxons.



Ces méthodes d'éducation par le sport, les Anglais les appliquent en plus d'un point de leur immense empire indien. C'est dans tel Etat autonome de moindre importance et de plus mince célébrité qu'on peut le mieux les voir à l'œuvre, par exemple dans le Honzah, à ce que nous nous sommes laissé dire : un jeune résident, vigoureux et adroit aux exercices du corps, est envoyé au maharadjah. Tous deux sont férus de polo ; c'est là ce qui les rapprochera et fera naître entre eux quelque chose qui un jour pourra s'appeler de l'amitié, voire de la camaraderie. En tout cas je ne vois pas d'autre terrain où si vite ils pourraient apprendre à se connaître et à s'apprécier. L'Anglais se pliera même à apprendre le polo indigène, quelque peu différent de celui qui se joue en Europe.

Dès que faire se pourra, il amènera le prince hindou à donner à son fils un bon précepteur, de préférence anglais, cela va sans dire, et marié. Ce détail importe. Quand le jeune rejeton aura passé trois années de son enfance sous l'influence d'une lady, on pourra espérer le voir s'abstenir de certaines grossièretés envers l'autre sexe, trop courantes aux Indes. De plus, y il aura acquis des notions de bienséance et un commencement d'esprit chevaleresque.

Puis, si possible, on engagera le père à envoyer son héritier dans l'une des trois écoles pour fils de princes qui existent aux Indes. A son grand étonnement, et pour son bénéfice certain, l'enfant s'y trouvera dans une *public school* anglaise, ni plus ni moins. Il devra faire sa chambre lui-même, tenir en ordre ses effets, s'infuser la science scolaire anglaise, ce qui est vite fait, et devenir fort au cricket, ce qui est une affaire d'une tout autre importance.

Ce stage achevé, il pourra être admis au corps des pages du vice-roi. Cette fois il retrouvera un peu du luxe de la maison paternelle : il aura des domestiques à son service. En revanche, il sera soumis à la discipline militaire et apprendra son métier de soldat, car il est bien entendu qu'un jour il commandera les troupes de son père.

Disons-nous encore que le Cachemire est heureux, spécialement heureux ? Non, certes. Nous ne serons plus aveuglés par la beauté incomparable du paysage, avec sa plaine fertile, ses montagnes abruptes, ses lacs aux limites indécises, la puissance de la végétation, le pittoresque des habitants qui toujours, que leur costume soit couvert de dorures ou réduit à sa plus simple expression, — une ceinture, — cadrent avec leur entourage et donnent une note juste ; nous ne serons plus trompés par la violence du soleil, l'azur du ciel et surtout la lumière merveilleuse qui baigne toute chose et se décompose, le soir, en un concert vibrant de couleurs, avec des *piano* et des *forte*, des silences et de foudroyantes explosions, sans que pour cela soient tuées les demi-teintes, si douces, si chaudes, si moelleuses, qu'on voudrait les voir durer toujours. Toute cette ivresse des sens ne nous fera plus

oublier la réalité des expériences humaines, partant tristes, dont le Cachemire est le théâtre, jour après jour, heure après heure, dans le grouillement bariolé du bazar, le calme du village ou l'isolement des champs. Nous entendrons la plainte qui monte de l'Heureuse-Vallée vers le Dieu lointain et impassible de l'islam. Plainte étouffée, semi-inconsciente, car le prophète de la Mecque a su réglementer d'étrange façon les élans du cœur vers Dieu le Père. Mais cette plainte existe. Elle est d'autant plus tragique que le décor extérieur est plus beau. Le Cachemire n'est pas encore heureux.

Mais ne renonçons pas à tendre vers le but, qui est de le voir heureux un jour. Que ce but soit accessible ou non, c'est une question que nous n'avons pas le droit de nous poser. Et, en attendant, laissons au Cachemire le nom gracieux, de bon augure, que les Anglais lui ont donné.

Quant aux méthodes anglaises, nous y voyons une promesse pour l'avenir. Elles rachètent tant de fautes commises par ailleurs aux Indes depuis tant d'années.

Et comment cela ? — Par leur libéralisme.

Certes nous ne croyons plus que la liberté au contact de sa baguette fait éclore des fleurs merveilleuses du sol le plus ingrat ! Nous avons perdu l'illuminisme des vieilles barbes de 48. Et les coolies du Cachemire, qui gagnent 30 centimes par jour à transporter des madriers sur leurs robustes épaules, nous n'avons aucun espoir de les voir automatiquement transformés en citoyens instruits et conscients parce que l'Angleterre laisse ce pays présider tant bien que mal à ses propres destinées. C'est sans illusion que nous envisageons l'avenir. Nous savons même que les progrès de la « culture » seraient beaucoup plus rapides derrière le Pir Panjal si les Anglais vou-

laient en prendre la responsabilité pleine et entière.... Et malgré tout, en dépit de tous ses inconvénients et de ses dangers même, l'autonomie du Cachemire nous semble avoir une « valeur humaine » qu'il faut respecter. Tel qu'il est, cet Etat représente un membre, modeste, faible, effacé, embryonnaire tant qu'on voudra, mais un membre quand même de la famille des nations. A l'heure actuelle, si grave pour l'humanité, nous revendiquons le droit à l'existence même pour les humbles parmi les peuples. Et si les méthodes des Anglais au Cachemire nous paraissent d'un « rendement » inférieur, comparées à d'autres plus rapides, plus scientifiques que nous savons, nous en prenons notre parti, croyant que la liberté, dans le cas du Cachemire, n'a pas été payée trop cher. Prenons notre courage, et disons-le tranquillement : qu'importe si les résultats se font attendre longtemps, pourvu que les moyens employés aient été bons ? Car, n'est-il pas vrai, « les moyens justifient la fin ? »

RAOUL HOFFMANN.



LA GUERRE DANS LE HAUT-PAYS

(Fragment)¹.

...Le conseil avait nommé un certain Pierre Pittet en remplacement de David, pour faire la poste. On l'avait choisi, parce qu'un peu simple d'esprit et qu'il ne parlait à personne.

Il ne se mit en route que le jeudi suivant, à cause qu'il était de nouveau tombé de la neige, et puis les paquets et les lettres étaient de moins en moins nombreux.

Mais, ce certain jeudi venu, dès le petit jour il était parti, et on ne pensait pas qu'il pourrait rentrer le soir même, vu le mauvais état des chemins.

Le soleil, assez chaud vers le milieu de la journée, avait

¹ Nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs un chapitre du roman inédit de M. C. F. Ramuz, *La guerre dans le Haut-Pays*, dont l'auteur a lu l'autre jour, en séance publique, quelques fragments. Nous le publions ici à titre *strictement documentaire*.

Ce roman met en scène un épisode des guerres de la Révolution française dans les Ormonts. David Aviolat s'est laissé gagner aux idées nouvelles; son père, Josias-Emmanuel, représente la tradition. Il vient d'obliger son fils à renoncer à son métier de facteur, à cause des tentations auxquelles ses voyages à la plaine l'exposent. Et David n'aurait plus qu'à s'en aller, mais il ne se décide pas, parce qu'il est amoureux. Il va y être obligé malgré lui.

fait fondre la neige sur les toits ; on voyait ces gros bonnets avançants, dont le bord en surplomb qui gèle chaque nuit fait comme une visière au-dessus des fenêtres.

Quelquefois aussi la partie dépassante casse, tombe à terre avec un bruit comme quand un fruit mûr s'écrase ; et l'épaisseur de la cassure montre par des veinures noires les trois ou quatre couches dont elle est composée.

Il venait du silence de partout ; c'était sourd sous les pieds, sourd par les pentes et au ciel. Ce qui s'entendait seulement, c'était des voix par-ci par-là et des toux de petites filles ; et aussi venaient quelquefois des tout petits bruits drôlement grossis : ainsi quand dans une maison on sciait du bois et Jean Bonzon étant monté sur une échelle s'était mis à clouer une liste contre une fente entre deux planches.

Comment ces nouvelles arrivèrent et par qui elles furent apportées, on ne le sut jamais très bien. C'était un peu après midi et il continuait d'y avoir cette petite vie d'hiver ; on n'était pas monté au bois, ce jour-là ; tout ce qu'il y avait d'hommes était au village ; tous purent assister à la scène qui se passa chez le régent. Bien que sa maison fût un peu à l'écart, elle était placée de telle façon qu'on l'apercevait de partout ; aussi, quand cette fenêtre s'ouvrit, tout de suite on s'en aperçut, d'autant plus qu'on venait de finir de dîner, et les gens se tenaient sur le pas des portes, prenant l'air avant d'aller se remettre au travail.

Ce fut quelque chose d'assez risible, et on en rit en effet beaucoup au premier moment. A peine la fenêtre avait-elle été ouverte, qu'une grosse voix s'était fait entendre ; on avait reconnu la voix de M^{me} Devenoge.

— Fainéant ! mauvais père ! disait la voix, c'est ainsi que tu prends le pain dans la bouche de tes enfants ! On

pouvait s'y attendre avec tes saletés de livres, mais tu vas voir ce que j'en fais !

Et en même temps que M^{me} Devenoge criait ces choses, deux gros bras nus s'étaient tendus hors de la fenêtre et tout un paquet de volumes reliés s'étaient éparpillés devant la maison, sur la neige. Quelques-uns tombaient sur la tranche et s'ouvraient tristement à plat contre le sol ; d'autres, touchant de l'angle, allaient rouler beaucoup plus loin.

— C'est comme ça, tu entends bien, je n'en veux plus de ces ordures....

Et elle reparaissait déjà et une nouvelle brassée de livres fut précipitée, puis une troisième, une quatrième ; à ce moment, sans doute, Devenoge dut s'approcher d'elle par derrière, cherchant à l'empêcher de continuer, mais elle haussa encore la voix :

— Comment ! tu oserais me toucher, attends seulement ! attends seulement !

Et s'étant soudain retournée, on ne vit plus rien pendant un instant.

Mais déjà la porte de la maison s'ouvrait et Devenoge parut, qui descendit précipitamment l'escalier extérieur, pas assez vite toutefois pour qu'il n'eût risqué de recevoir sur la tête les derniers volumes, avec, pris parmi, le portrait de l'abbé Delille dont le verre se brisa sur les marches.

Il n'eut que le temps de gagner la remise et de s'y enfermer à clé.

La raison de tout ce scandale ne tarda d'ailleurs pas à être connue ; on apprit que, la veille au soir, sur la proposition du ministre qu'avait appuyé le métral, le conseil avait destitué Devenoge.

Et la scène fit d'abord rire à cause du côté comique

qu'elle avait ; et rien encore de trop grave, et puis il faisait du soleil, il faisait doux, chantant dans l'air avec toutes ces gouttelettes perlant sur le rebord des toits ; ç'avait été ainsi une distraction, d'abord ; mais des groupes maintenant se formaient un peu partout, bientôt une rumeur passa de l'un à l'autre, et ce furent alors ces nouvelles qu'on a vues et on ne savait pas très bien si elles étaient vraies ou fausses, mais une espèce d'inquiétude remplaçait déjà la bonne humeur d'avant.

On assurait que les gens d'En-Bas venaient d'envoyer des fortes patrouilles sur toute la ligne des cols ; sans doute était-ce là l'indice d'une attaque prochaine, peut-être si prochaine qu'il n'y avait plus à balancer.

On vit le ministre entrer une fois de plus chez le gouverneur ; une demi-heure plus tard, un courrier était dépêché à ces Messieurs du versant allemand ; et tout l'après-midi il y eut un fort remue-ménage aussi bien à la Scie qu'au Moulin ou qu'au Plan.

Vers quatre heures, pourtant, tout avait paru se calmer. C'était l'heure où on trait ; chacun était rentré chez soi. Et c'est seulement à la nuit tombante qu'on vit reparaître les hommes, leurs hottes à lait sur le dos.

Ils se dirigeaient tous vers la laiterie, en sorte que la pièce où était la chaudière fut bientôt pleine à déborder : là les nouvelles furent de nouveau commentées et les discussions avaient repris de plus belle, avec plus de fièvre peut-être et cette espèce de crainte sourde où met la venue de la nuit.

C'est ainsi que quand David parut à son tour, et il était un des derniers, il y avait bien là quarante ou cinquante personnes de tout âge, mais surtout des jeunes gens ; et on l'appela, mais il ne répondit pas.

Il était celui qui ne veut rien voir ; il passa, tête bais-

sée, fendit les groupes, poussa jusqu'à la table où étaient les mesures en doubles pots, pots, demi-pots, fit inscrire sur son carnet les neuf pots et demi qu'il avait apportés pour sa part ce jour-là, ne disait toujours rien et avait un air sombre, sortit, fut de nouveau appelé : « Eh ! David, est-ce qu'on te verra ce soir ? David ! tu viens chez Nicollier ce soir ? » ne parut pas entendre et s'en allait déjà ; alors il y eut de la surprise, on se demandait : « Qu'est-ce qu'il lui prend ? »

C'est qu'on ne savait pas quelle amertume était en lui et quel dévorement était cette amertume en lui, depuis le certain soir où son père lui avait dit qu'il ne ferait plus la poste ; en outre, il y avait que le dimanche d'avant il n'avait pas vu Félicie et il ne l'avait pas revue depuis ; alors il avait pensé : « Elle aussi, elle m'abandonne, » et il avait beau avoir entendu dire qu'une de ses petites sœurs était tombée en se glissant sur la glace et s'était fait un trou à la tête, il n'en pensait pas moins : « Si elle avait voulu venir, elle serait venue, » — c'était tout cela à la fois. C'était tout cela pêle-mêle aussi, car il ne parvenait plus à mettre en ordre ses pensées, et il ne savait plus ni à quoi il croyait, ni même bien ce qu'il voulait. Aucun rangement nulle part, ni en avant ni en arrière. Des pensées qui tournaient en rond, si bien que rien en lui ne pouvait aboutir. Et il ne lui restait au total que le sentiment vague que tout le monde lui en voulait et qu'il était entouré d'ennemis, et une grande rancune à présent le travaillait contre le monde, cette amertume qu'on a vue, tout le temps un remâchement qui le rendait sourd aux bruits du dehors et aveugle aux choses du dehors. Mais ceux de la fruitière ne comprirent pas ; ils se dirent : « Qu'est-ce qu'il a ? » et se le demandant l'un à l'autre : « C'est que ça ne doit pas aller avec son père ! » D'ail-

leurs quelqu'un ajouta presque aussitôt : « Et puis c'est qu'il n'est pas des nôtres ; tant pis, il s'agirait pourtant de faire front. »

Ainsi les premiers soupçons furent élevés et il semblait bien qu'ils ne fussent pas tout à fait sans cause. Alors un des garçons qui étaient là, ayant mis ses mains autour de sa bouche, cria de toutes ses forces : « Eh ! David.... David, tu entends, on aurait un mot à te dire. » Et il continuait : « David ! David ! » ce fut inutilement, David disparaissait déjà dans l'ombre, on ne le vit bientôt plus du tout.

Il s'était fondu dans la nuit qui devenait de plus en plus épaisse, et la première étoile s'était mise à sortir au-dessus des montagnes, du côté du couchant. Comme quand une perle d'eau se forme au bout d'un brin de mousse, ainsi elle suintait hors l'épaisseur verte du ciel. Il y eut encore un reflet venu depuis l'endroit où le soleil s'était couché ; il s'en alla, il fut éteint : et ce fut tout à fait à la nuit.

Il faisait très froid, ce soir-là. Six heures sonnèrent. Le rassemblement qu'il y avait eu devant la laiterie s'était finalement dispersé. Il sonna six heures, il sonna six heures et demie ; on était en train de manger la soupe, elle fut mangée, et comme sept heures venaient, on vit les premiers groupes s'approcher de chez Nicollier.

Au plafond pendait une forte lampe à huile qui n'éclairait pourtant pas trop bien.

Il y avait, dans le milieu de la grande pièce basse, une longue table en bois de sapin peinte en brun, avec d'énormes pieds carrés qui faisaient plutôt penser à des poutres et réunis par des traverses dans le bas.

Il y avait cette longue table dans le milieu de la

pièce ; de chaque côté venaient trois tables plus petites, avec une autre dans le fond.

Quand on levait la main, on touchait le plafond. Un grand poêle de pierre grise brûlait dans un des angles, on le chauffait de la cuisine, car il traversait la cloison, comme le poêle du régent, et il y avait ainsi une moitié de poêle dans chacune des deux pièces, la cloison de sapin le partageant en deux.

Comme il n'avait pas cessé de brûler depuis le matin, il faisait bon chaud. La porte s'ouvrit. Trois hommes, l'un après l'autre, entrèrent, sur quoi la porte se referma.

Ils allèrent s'asseoir au bout de la grande table, tirant à eux l'extrémité du banc, puis s'accoudèrent côte à côte sans rien dire, et de nouveau la porte s'ouvrait et de nouveau deux ou trois hommes entraient.

Ils arrivaient ainsi par groupes, parce qu'ils venaient de tous les coins de la paroisse ; alors ils s'arrangeaient entre voisins pour faire le chemin ensemble ou ils s'appelaient en passant. C'est ainsi que parurent successivement Moïse Pittet de Vers-l'Eglise, Moïse Nicollerat, le justicier, qui était de Vers-l'Eglise également, Jean-Pierre Bonzon, Isaac Bonzon (et il y avait même deux Isaac Bonzon, car dans ce pays on retrouve partout non seulement les mêmes noms de famille, mais encore les mêmes prénoms, alors ce second Isaac Bonzon, pour le distinguer de l'autre, on l'appelait Bonzon de la Scie) ; parut donc Bonzon de la Scie, parut un instant après Jean Bonzon, accompagné du conseiller Vincent Oguey ; parurent deux ou trois Tavernier, dont le gouverneur, deux ou trois Tille, des Ansermoz aussi, des Borloz, des Favre, des Aviolat ; et, chacun à son tour, ils venaient s'asseoir soit à la grande table, soit aux petites, les rap-

prochements se faisant, ou bien selon les opinions, ou bien selon les amitiés.

Le dernier qui entra fut le chasseur Siméon Favre ; comme depuis trois mois il n'avait point quitté son lit, on ne s'attendait pas à le voir. « Mais, dit-il, j'ai pensé que vous auriez besoin peut-être de moi ; alors, voilà, je suis venu. »

Tout le monde se leva pour lui faire honneur : c'est que c'était à peine s'il tenait debout, malgré ses béquilles. Péniblement, avec le coude, il avait fait basculer le loquet de la porte, c'était du genou qu'il avait dû la pousser ; là-dessus, on l'avait vu lentement s'avancer avec un mouvement de balancement comme quand un battant de cloche est mis en branle ; et donc tout le monde s'était levé, et lui continuait de s'avancer, se dirigeant vers la grande table. Il était devenu blanc avant l'âge, sa tête penchait vers son épaule gauche, le haut de son corps, dévié, faisait angle avec le bas ; sa jambe droite complètement tordue semblait s'être enroulée autour de la béquille comme le lierre autour d'un tronc ; n'importe, comme il disait, « on pouvait avoir besoin de lui, » et il était venu.

Le gouverneur était allé à sa rencontre ; il le prit par-dessous le bras et le soutenant ainsi lui fit prendre place à sa droite.

— Qu'il nous serve à tous d'exemple ! dit-il.

Tout le monde l'approuva.

Mais Siméon Favre, hochant la tête et avec ce bon sourire tranquille qu'il avait :

— Gouverneur, exemple est trop dire. Je crois plutôt que c'est tant mieux que je sois seul de mon espèce. C'est que ça n'est plus le beau temps, tu peux t'en souvenir, gouverneur, comme moi, quand on faisait trois fois

d'un jour les couloirs de la Becca-Blanche et quatre fois si on devait. Et plus le temps des Vires-Bleues ni du beau troupeau d'en haut les Veiges, quinze bêtes, tu t'en souviens, et on en avait tué chacun trois.... Il n'y a pas, c'est bien fini.... Et justement ce qui me fait plaisir, c'est que cette jeunesse ne me ressemble pas ; ils ont bons bras et bonnes jambes....

Il hocha de nouveau de la tête, il continuait de sourire, et une espèce de long murmure monta de partout dans la salle, qui était signe qu'on était fier de lui.

Ainsi la chose fut engagée, et, à ce moment-là, il y avait bien une quarantaine d'hommes du village chez Nicollier ; c'est assez dire qu'il ne restait plus une place à aucune des tables, et encore deux ou trois des jeunes gens s'étaient-ils installés dans l'embrasure des fenêtres. Les quartettes cependant avaient été apportées, et les channes, qui sont des espèces de hauts pots d'étain à couvercle, et les gobelets où on boit. Le plafond très bas semblait peser sur les têtes, et les proportions de tout étant augmentées par le peu de hauteur des murs, les visages mêmes avaient l'air très grands. C'est aussi qu'avec ces chapeaux mis en arrière, les traits sortaient accentués ; il y avait un relief particulier des fronts, des nez et des mâchoires ; la pauvreté de l'éclairage, remplissant d'ombre tous les creux, exagérait encore ce relief ; et parce que la discussion devenait de plus en plus vive, de plus en plus les cous se tendaient, de plus en plus il y avait de poings levés, d'épaules haussées, de têtes qu'on secouait.

C'est, comme cela, certain soir, une réunion de gens de chez nous. Même la petite Marie qui servait n'avait pas sommeil, ce soir-là. Et naturellement ni Nicollier, ni sa femme ne s'étaient couchés, ayant eux aussi beaucoup

à faire. L'homme à tout instant courait au tonneau ; la femme, elle, allait et venait dans la cuisine ; et dehors il faisait toujours un grand beau ciel d'hiver tout noir, tout en velours, avec, cousues dessus, les perles en verre des étoiles.

Mais le gouverneur tapa sur la table avec le fond de son gobelet.

— Collègues du conseil et habitants de la commune, dit-il, vous savez les bruits qui circulent, et ils m'ont été communiqués officiellement, cette après-midi, alors nous nous sommes réunis pour en parler ; voici donc ce que j'aurais à vous en dire. Camarades, chers amis, vous savez que nos intentions ont toujours été parfaitement droites et que n'avons jamais provoqué personne, au contraire. Mais la question n'est plus là. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir ce que nous ferons, si on nous attaque, et si nous nous rendrons sans nous défendre, ou bien si au contraire nous résisterons jusqu'au bout. La question est de savoir, chers et fidèles camarades, si nous renoncerons à nos idées et à nos croyances, pour le seul amour de la paix, ou bien si, mettant notre honneur au-dessus de ce goût qu'on a d'être tranquilles, on va se montrer prêts à verser notre sang. Il faut nous entendre là-dessus d'abord. Et pour moi je n'hésite pas à vous donner tout de suite mon avis : c'est que nous devons nous défendre. Avons-nous jamais eu à nous plaindre de NN. MM. Seigneurs, dites, et est-ce qu'ils n'ont pas toujours été respectueux de nos coutumes et de nos libertés, soucieux aussi de notre bien-être, attentifs en temps de famine et dans les mauvaises années à nous porter secours ? Alors pourquoi changerions-nous ? Et toutes ces nouveautés qu'ils prêchent par En-Bas, à quoi nous serviraient-elles ? et qu'est-ce qu'elles nous

apporteraient que nous n'ayons déjà, vivant heureux chez nous et à notre façon à nous ? Tandis qu'au contraire il n'est pas sûr que si nous les recevions chez nous, elles ne nous priveraient pas de nos biens les plus précieux, étant des nouveautés, c'est-à-dire n'ayant pas été encore éprouvées, comme ces fusils neufs qu'on a, alors vous savez bien, quand on part pour la chasse, on prend plutôt l'ancien, parce qu'on se dit : « Je sais ce qu'il vaut » et on se dit aussi : « L'autre, je l'essaierai un dimanche à la cible.... » Telle est mon opinion ; que ceux qui en ont une autre le disent.

Les applaudissements qu'il y eut montrèrent bien que le gouverneur avait pour lui la plupart de ceux qui étaient présents. Il n'y a pas, les paroles vous retournent ; et le gouverneur parlait bien. Tout ce qui était encore hésitant s'était brusquement rallié à ses idées, rien qu'à l'entendre, par ce besoin de certitude qu'on a.

On ne s'attendait pas que personne prît la parole pour lui répondre. L'étonnement fut grand quand on vit Jean Bonzon se lever.

Ce fut lui qui parla en deuxième lieu (c'est ainsi une discussion publique qu'on a, le gouverneur lui-même nous y a invités), mais, sans ce besoin de tout concilier qui était en lui, sans doute Bonzon s'en serait-il abstenu, car il n'avait aucune habitude de s'exprimer devant le monde.

— Comme ça, dit-il, on n'est pas tellement renseignés sur ce qu'ils veulent faire et peut-être qu'il suffirait de s'entendre pour qu'on ne soit pas obligés d'aller jusqu'au bout ; c'est pourquoi, disait-il (et il bredouillait un peu parce qu'il était de plus en plus intimidé), c'est pourquoi, disait-il, on devrait essayer... on devrait leur envoyer une députation ; on leur dirait : « On ne vous veut point

de mal, on vous laisse libres de faire ce que vous voulez, mais laissez-nous libres, nous aussi... » quelque chose dans ce genre. Et, comme je vous dis, s'entendre, parce qu'ils ne sont pas tellement méchants, et peut-être qu'ils n'ont pas plus envie que nous de se battre....

Il se rassit. Et quelques-uns de ceux qui l'entouraient dans le bout de la grande table se mirent bien à hocher la tête pour marquer qu'ils partageaient son opinion, mais ils n'étaient pas nombreux. Les autres gardèrent le silence. On aimait bien Jean Bonzon, à coup sûr, parce que c'était un brave homme; il n'en manquait pas moins d'autorité. Il n'eut donc que peu de succès. D'ailleurs à ce même moment Josias-Emmanuel s'était levé.

Il n'avait jusqu'alors pas dit un mot, ni fait un geste ; soudain on le vit se mettre debout. Il ne parla point tout d'abord, il s'était simplement ainsi mis debout. Il était grand comme son fils et il ressemblait à son fils. Appuyé des deux mains à la table, il regardait fixement devant lui. Et longtemps encore sa figure maigre aux joues plates, aux lèvres minces et serrées, avec un front très haut que surmontaient des cheveux gris, demeura sans un mouvement ; alors il se fit un tel silence qu'on entendit très bien, dans la cuisine, l'entrechoquement des écuelles que M^{me} Nicollier était en train de laver.

Mais tout à coup il dit : « Jean Bonzon ! » et par deux fois il répéta ce nom, puis se tut :

— Jean Bonzon, reprit-il, tu es faible, mais Dieu est avec toi quand même et t'inspirera dans tes résolutions.

Et il recommença là-dessus : « Jean Bonzon ! » mais la voix lui manqua soudain, et ce fut comme si un coup de vent avait fait tourner ses idées, il dit :

— Il ne vous faut plus hésiter. Déjà une fois ma

voix s'est élevée, elle a été comme l'oiseau quand il chante avant le temps. Ma voix a retenti dans le désert, parce que vos cœurs étaient encore secs, comme les arbres durant la mauvaise saison, et c'était l'hiver dans vos cœurs. Mais permettez-vous que les impies blasphèment plus longtemps les choses sacrées et les adorateurs du veau d'or se réjouissent près de vous? Je dis que vous irez et renverserez leurs idoles, vous étant levés tous ensemble au milieu de la nuit, car il est dit : « Je m'avancerai comme un voleur dans l'ombre. » Vous descendrez, sans quoi ils viendront jusqu'à vous, et ils vous détruiront, étant les instruments de la colère de Dieu contre votre faiblesse et la lâcheté de vos cœurs.

C'est ainsi qu'il parla, il y eut ensuite un arrêt, puis on vit qu'il rouvrait la bouche, sans doute allait-il repartir. Cela ne lui fut pas permis. La porte avait été poussée ; il sembla qu'un grand froid entrât ; il fit tout à coup comme nuit autour de vous et dans vos cœurs.

Mais déjà cette autre voix venait, sans que personne eût encore paru ; toute tremblante, toute cassée, elle n'en couvrit pas moins tout :

— Il est trop tard ! disait elle, il est trop tard !

Il y en eut qui se levèrent, mais ils retombèrent assis ; et la voix reprenait déjà :

— Ils se sont vendus aux Nicolaïtes, ils se sont prostitués à la doctrine de Balaam !

Et c'est cela que la voix dit encore, puis on vit paraître celui qui parlait.

Il se nommait Isaïe, on ne lui connaissait pas d'autre nom. C'était quelqu'un de si vieux que personne ne savait son âge ; on disait qu'il avait plus de cent ans. Et beaucoup ne l'avaient même jamais vu, parce qu'il vivait

seul dans une petite maison écartée d'où il ne sortait plus, lisant tout le temps dans des livres des choses qu'on ne savait pas.

Mais tous surent du moins qui il était, quand il entra, parce qu'on ne pouvait pas hésiter, et il y avait ses longs cheveux tombant en désordre sur ses épaules, sa grande barbe blanche, ses vieux vêtements démodés ; donc tous se dirent : « C'est lui ! » tous se dirent aussi : « Il faut qu'il se passe quelque chose de grave pour qu'il soit venu » ; et tous, pris de peur, reculèrent ; seulement Isaïe se remit à parler : alors on fut vidé même de ses pensées, à cause que la voix sans cesse grandissait et Josias-Emmanuel avait baissé la tête comme pour dire : « Je n'ai plus qu'à me taire ; celui-là parle mieux que moi. »

C'est ainsi que de nouveau la voix d'Isaïe s'éleva :

— J'ai vu venir le cheval rouge et je vous dis qu'il est trop tard. Ils écarteront les nuages et l'Ange soufflera dans la grande trompette, parce qu'il vous avait été dit de ne point gâter l'huile, ni le vin, et vous avez gâté l'huile et le vin. Alors les signes sont apparus. La mesure de froment est venue à un denier, la mesure d'orge à trois deniers. Et le peuple déjà s'avance des sauterelles à cheveux de femme qui suivront le grand cheval rouge, quand les fontaines seront taries et la cendre couvrira l'herbe, et là où il y avait de l'eau il y aura du sang. J'ai vu venir le cheval rouge et la grande Prostituée : et m'étant levé je suis descendu vous le dire, et vous dire aussi qu'il était trop tard....

Il leva la main ; ce fut comme un signal ; à cette même minute un bruit de grelots s'était fait entendre, la porte s'ouvrit de nouveau et Pierre Pittet de la poste entra :

— Qu'est-ce qu'il y a ? cria-t-on.

— Vous ferez ce que vous voudrez, répondit-il, je ne redescends plus.

Tous s'avançaient de nouveau ; tant de choses se succédaient et se succédaient de si près qu'ils ne savaient plus où ils en étaient, et tout se confondait pour eux ; donc ils s'approchèrent de Pierre : « Explique-toi », lui criaient-ils. Et il y avait tant de désordre qu'ils ne s'étaient même pas aperçus qu'ayant dit ce qu'il avait à dire, Isaïe avait disparu.

— Eh bien, dit Pierre, c'est fini... Ils m'ont insulté par en bas.

— Pas possible !

— Comme je vous dis. Parce qu'ils voulaient me faire saluer leur arbre de la liberté, et ils étaient toute une bande. Ils m'ont dit : « Ote ton chapeau. » Je n'ai pas voulu ôter mon chapeau. Alors ils se sont jetés sur moi.

— Est-ce vrai ? disait-on, est-ce bien vrai ?

On n'y croyait pas. C'est qu'il faut dire que jamais jusqu'alors les choses n'avaient été si loin. Des discussions, bien sûr, il y en avait eu, et il y avait eu aussi quelques disputes, mais jamais encore on n'avait été jusqu'aux coups ; et surtout les voilà, pensait-on, qui se mettent à plusieurs contre un, et contre quelqu'un encore qui ne descend chez eux que parce qu'il y est forcé par son métier : on devrait le respecter plus que personne.

— Tu es bien sûr ? qu'ils répétaient.

— Si j'en suis sûr ? Même que je ne sais plus bien comment j'ai fait pour remonter, parce qu'ils voulaient m'en empêcher et ils me disaient : « On va te garder ici, vendu que tu es, sans quoi tu pourrais encore leur raconter ce que tu as vu, mais n'essaie pas, sinon on te retrouvera et on te règlera ton compte.... » Je me

suis mis à courir. Ils m'ont poursuivi jusque dans les vignes.

— Qu'est-ce qu'on va faire ? dit quelqu'un.

Des voix s'élevaient de tous côtés : on disait : « Il ne faut pas se laisser faire.... On nous insulte, Josias-Emmanuel avait raison, il nous faut descendre, » et les plus échauffés se dirigeaient déjà vers la porte, mais ce n'était point encore fini.

C'est qu'il y a ainsi comme des nœuds dans les événements et quand on écrit une histoire on voit qu'à certains points tous les chemins convergent ; soudain donc il y eut des pas sur la route et c'étaient les pas de quelqu'un qui court.

Et cette fois la porte ne fut pas seulement ouverte, elle fut si violemment poussée que le battant alla heurter le mur ; alors ce fut cet homme et il fit comme un saut depuis le pas de porte jusque près de la table, et il tenait un fusil à la main.

Il avait la figure rouge et ruisselante de sueur, malgré le froid ; son habit était déboutonné, le col de sa chemise ouvert ; il dit :

— C'est que j'ai terriblement couru.

Et, lui, on n'eut pas besoin de le questionner ; ce fut de lui-même qu'il parla :

— Ils ont tué un homme des Essertes.... Victorien Chablais, vous savez, le chasseur.

Un banc tomba, rien d'autre.

— Il a reçu la balle dans le front, il s'est couché sur le ventre. Il n'a rien dit, on est venu. Et on l'a appelé, mais il n'a pas répondu.

M^{me} Nicollier, qui se tenait debout sur la porte de la cuisine, se mit tout à coup à pleurer ; quelqu'un toussa, il y avait des souffles rauques, et voilà parmi tout cela et

au-dessus de tout cela, dans le fond de la nuit, une cloche sonnait.

Coup à coup comme pour un glas, parce que c'est le battant qu'on prend et autour du battant une cordette est attachée, elle venait par-dessus les toits, dans le silence jusqu'à vous, et répandue ensuite au loin elle s'en allait heurter le versant des montagnes. Mais le mouvement se précipita, de plus en plus les coups s'accéléraient ; c'était comme quand on appelle et que le secours ne vient pas, alors on appelle plus fort.

C'était comme quand l'angoisse vous prend, alors la respiration devient plus rapide et le cœur bat de plus en plus vite ; il y eut ce grand cœur qui battait dans la nuit ; on se disait : « C'est le cœur du pays, le pays a besoin de nous. »

Ils crièrent tous :

— Il faut y aller !

Et ils se précipitèrent pêle-mêle vers la porte.

Mais il y avait trop de désordre pour que cet élan aboutît, comme le gouverneur comprit tout de suite, parce qu'il avait gardé son sang-froid. Sans chef et sans plan concerté, en pleine nuit, que pouvaient-ils bien faire ? Et de toutes ses forces : « Arrêtez ! » Et de nouveau : « Arrêtez, arrêtez, il faudrait qu'on s'entende. »

Les plus rapprochés firent halte, ils rappelèrent ceux qui étaient déjà dehors ; on sentait que le gouverneur avait raison.

Et de nouveau tout le monde fit cercle, et le gouverneur recommença :

— On va d'abord s'organiser ; et puis, dit-il, il faut aussi qu'on prête serment.

Il n'y eut qu'un cri, tout le monde était d'accord. C'est que les opinions sont une bonne chose ; mais elles

ne sont que des opinions. Et on peut être d'un parti, mais c'est d'un pays qu'on est avant tout. Et maintenant qu'ils venaient d'être injuriés dans la personne de l'un d'entre eux, et que du sang avait été versé, ces injures et ce sang devenaient un ciment qui les faisait tenir ensemble ; donc, ils dirent : « C'est ça, on va jurer. »

Ils se rapprochèrent de la table. Le gouverneur reprit sa place ; près de lui se tenait Josias-Emmanuel.

Ils demandèrent à Nicollier sa Bible ; Nicollier apporta sa Bible, elle fut ouverte devant le gouverneur, et tous se préparèrent à écouter les grandes paroles qui allaient être lues : après quoi ils n'auraient qu'à lever la main.

Mais comme ils en étaient là et Tavernier cherchait la page et les versets dans le Livre, on entendit le nommé Tille dire :

— Est-ce qu'on ne ferait pas bien, avant de prêter serment, est-ce qu'on ne ferait pas bien d'aller chercher ceux qui ne sont là ?...

Et, de nouveau, comme on se tournait vers lui :

— Par exemple, Josias-Emmanuel qui est ici et pas son fils.... Et, Josias-Emmanuel, on sait assez qu'il est des nôtres, mais, les absents, on ne peut pas savoir....

C'est ainsi qu'il parla, il y avait toujours le tocsin. Et Josias-Emmanuel regarda Tille, puis il dit :

— Tille, tu as raison.

David était dans sa chambre ; il ne fut point surpris d'entendre le tocsin. Il s'attendait à tout, il était prêt à tout. « C'est sans doute qu'ils ont reçu des mauvaises nouvelles, » pensa-t-il, et il voyait que le dénouement, quoi qu'il y pût faire, approchait.

Il en fut heureux, il redevenait lui-même. Il se disait : « Je leur montrerai enfin qui je suis. » Il ne savait pas

bien encore comment il s'y prendrait, mais il sentait qu'il devait se prouver à lui-même qu'il était un homme, sans quoi il se mépriserait toujours. Ainsi un peu de temps lui fut donné encore pour s'affermir dans sa résolution ; puis il y eut la clef dans la serrure, et il comprit que c'était son père, et il comprit aussi que son père venait le chercher.

Cela lui fut crié comme par une voix en lui, et il ne douta pas le moindre instant que la voix ne dit vrai, mais alors il se répondit : « Si mon père vient me chercher, je refuserai de le suivre. »

Et juste à ce moment Josias l'appela. Et David ne répondit point. Alors il entendit son père monter l'escalier. On ne heurta pas, on entra tout droit.

— Tu n'as pas entendu ? dit Josias.

— Si, dit David, j'ai entendu.

— Alors, pourquoi n'as-tu pas répondu ?

Mais David, cette fois, demeura sans répondre. Et Josias r'insista point. Et simplement, étant le père, et parce que le père est celui qui commande et le fils n'a qu'à obéir :

— Dépêche-toi de t'habiller, dit-il, je t'attends à la cuisine.

Il savait que David viendrait, il n'attendit même pas que David fût sorti du lit, il redescendit tout de suite. Et il n'était pas encore arrivé au milieu de l'escalier qu'on entendit le bruit sourd des pieds nus de David qui sautait à bas de son lit.

Toujours ce tocsin qui venait. Il y eut un arrêt, il repartit plus fort, et on sonnait d'autre manière : sans doute les sonneurs s'étaient-ils relayés.

Josias, cependant, ne s'était point assis, cela n'en valait pas la peine. En effet, David descendait déjà ; on l'enten-

dait d'autant mieux qu'il avait mis ses souliers et le bruit résonnait dans toute la maison.

Josias ne quitta pas sa place, David parut ; il lui dit :

— Es-tu prêt ?

— Oui, dit David, je suis prêt.

— Alors, dit Josias, il te faut venir.

— Pour quoi faire ? dit David.

— C'est vrai, dit Josias, c'est ton droit de me le demander. Eh bien, voilà, David, c'est qu'ils sont en train de prêter serment, et je suis venu te chercher pour que toi aussi tu prêtes serment.

On eût été étonné de l'anxiété de sa voix et combien en même temps elle était devenue on pourrait dire presque douce. Mais David n'eut pas l'air d'entendre ou il n'entendit que les mots, ou bien il ne voulut entendre que les mots ; et cette fois ce fut lui qui fut rude, lui qui fut sec :

— Ils prêtent serment, c'est possible ; ils prêteront serment sans moi.

— Ecoute bien, David, tu ne m'as pas compris, peut-être ; on dit qu'on va être attaqué, alors il faudra nous défendre ; et le serment qu'on prête, c'est pour notre patrie, à nous tous et à toi aussi ; tu dois venir, David, vois-tu, sans quoi....

Sa voix soudain trembla ; c'est ainsi que les hommes changent ; est-ce qu'on connaît jamais leur cœur ?

Il y eut que ce cœur se montrait à présent, et il apparut brusquement, comme, dans les grands coups de bise, se montre le dedans des arbres ; mais sans doute était-il trop tard. Et de nouveau David ne parut pas entendre. Il répéta :

— Je n'irai pas.

— David, est-ce que tu as oublié que tu es mon fils....

(Il y eut un vacillement comme quand le souffle vous manque)...que tu es mon fils malgré tout?... Et que le fils doit écouter son père, et être obéissant à son père et le suivre ?...

Et ici la voix de nouveau chancela, puis elle reprit : « David ! » et elle recommença : « David, » et c'était comme une prière, mais lui, pour la troisième fois :

— Je n'irai pas.

Alors on vit Josias-Emmanuel se redresser.

— As-tu bien réfléchi ? dit-il.

Et il recommença :

— Tu as bien réfléchi ?

Et ainsi par trois fois, comme l'autre avait fait ; puis lentement il étendit le bras, et montrant la porte :

— Va-t'en.

Et David ne répondit rien, il avait baissé la tête. Josias reprit :

— Tu n'es plus mon fils.

Et, comme David sortait, la voix dit encore :

— Je te maudis.

C'est ainsi que David se trouva dehors ; et il y a maintenant, plus distinct qu'avant, ce tocsin qui sonne. Mille petites lumières bougent partout devant lui ; il y a aussi des formes noires qui se hâtent, sur ce fond bleu de neige vaguement éclairé. Il a pris au hasard le premier chemin battu qui s'est présenté et le suit machinalement, sans se demander où ce chemin mène. Il ne sait pas bien encore ce qu'il va faire ; il a surtout besoin de mouvement. Il bouge largement ses jambes, encore qu'enfonçant par places dans des creux ou bien buttant aux ornières gelées : c'est qu'ils ont dû passer par là avec les luges, et puis il y a eu les troncs qu'ils ont fait glisser.

Ainsi il va sur ce chemin un bout, mais voilà soudain qu'il s'arrête.

Il voit qu'il a eu raison ; il y a des choses nécessaires. Comme quand un fruit est mûr au bout de la branche, il doit tomber, ainsi il faut que ces choses arrivent ; même il les avait prévues ; soyons donc courageux, disons-nous bien qu'on ne peut pas les empêcher, c'est une force ; on les accepte, c'est une force ; il va ; il se dit : « J'accepte tout ; » mais tout de même qu'est-ce qu'il va faire ? (Voilà qu'il commence à penser.)

Il ne pourra pas rentrer chez son père ; personne ne voudra lui donner l'hospitalité ; il est d'ailleurs trop fier pour la demander à personne ; et c'est l'hiver et tout est recouvert de neige, et il fait de tels froids qu'on entend sur les pentes les roches éclater.

S'en aller, pense-t-il, mais où ? Il continue à être très calme, il se pose des questions.

Dans le bas du ciel, sur la gauche, la cloche continue de frapper à grands coups, comme la pioche au pied d'un mur, quand les ouvriers sont venus et l'ouvrage presse ; mais lui c'est un bien autre ouvrage, un bien autre ouvrage qu'il a.

Et longtemps donc ainsi il cherche, avec autour de lui la nuit et des étoiles ; puis tout à coup, dans sa nuit à lui, sa vraie étoile à lui se lève ; il se dit : « Je vais *lui* demander un rendez-vous. On se parlera, tout s'arrangera. »

Et déjà une fois ainsi il a couru vers elle, mais il n'hésite plus comme alors ; il est sûr de lui, maintenant.

Il s'est remis en marche, il cède au grand mouvement qui l'emporte ; il est bon quelquefois que tout casse, ça vous rend votre liberté. Il s'était montré lâche, il a été forcé de ne plus l'être, c'est un fardeau de moins ; vite donc, et allons-y ! Il y a une question, pourtant, c'est de

savoir comment je vais passer le torrent parce que sur le pont il y a trop de monde, mais à certaines places il est complètement gelé : la neige, à ces places, fait pont. En effet, il trouve un de ces ponts de neige. Maintenant il commence à monter. Quel mouvement dans le village ! Il évite la maison des deux frères Nicollerat qui est grande ouverte et c'est plein de femmes devant. On crie, on entend un bébé qui pleure. Voilà quelqu'un qui court. Qu'est-ce qu'il tient ? C'est un fusil. Mais moi, je vais simplement aller la trouver et on s'arrangera ensemble.

Est-ce que tu ne te souviens pas, David, cette autre fois, comme tu ralentissais le pas à mesure que tu t'approchais de chez elle ? tu ne ralentis plus le pas. Il voit que la porte de sa maison à elle aussi est grande ouverte. Quand tu étais venu, cette certaine fois, David, est-ce que tu ne te souviens pas que tu t'étais caché derrière l'angle de la remise, comme si tu avais honte ? à présent tu ne te caches plus. Il voit cette porte ouverte, et en haut le perron deux femmes qui discutent avec des grands gestes ; ce doit être M^{me} Bonzon et une voisine, mais les voilà qui s'en vont déjà ; elles aussi courent au village. C'est tant mieux qu'elles s'en aillent, au moins je pourrai *lui* parler. Je veux qu'elle soit là et je veux qu'elle vienne. Je jette mon regard par cette porte ouverte comme un hameçon et elle y mordra. Est-ce que le cœur ne lit pas où les yeux ne peuvent pas voir ? Il m'a vu d'avance, ce cœur, il m'a distingué d'avance. En effet : elle paraît. Il la voit sur le perron, elle se penche ; il n'en est nullement surpris. Et il ne lui reste qu'à s'approcher.

— Dis donc, Félicie !

Elle s'est rejetée en arrière, elle a eu peur, mais il recommence :

— C'est moi, Félicie.

Et elle n'a plus peur, et de nouveau elle se penche, et lui :

— Dis donc, tâche de venir demain aux Veillards, j'y serai, je t'attendrai toute la journée.... Tout va parfaitement bien....

Il insiste là-dessus ; elle n'a pas eu le temps de répondre, il recommence :

— C'est vrai, tout va bien, mais il faut qu'on s'entende.... Alors, demain ; c'est entendu ?...

Il s'est avancé jusque sous le perron ; il ne s'occupe plus de rien, sans doute qu'elle va parler. Mais voilà que des pas s'approchent, une femme passe en courant sans les voir, un premier cri arrive, un deuxième, un troisième ; plusieurs femmes se sont mises à crier toutes ensemble, une rumeur là-bas de plus en plus s'élève, la cloche sonne toujours plus fort, c'est à se demander si le ciel ne va pas crouler, et voilà qu'il y a cette lueur qui monte, cependant que les cris redoublent, et la sourde rumeur ne cesse de grandir.

— Au feu ! au feu !

Félicie n'a rien dit ; elle a été brusquement éclairée ; elle aussi, elle s'est pris la tête dans les mains ; il l'a vue qui ouvrait la bouche.

Et il a regardé où elle regardait : une flamme là-bas est montée toute droite comme quand on lève le bras.

A ce moment quelqu'un cria : « C'est chez Pierre Ansermoz qu'il brûle ! » Il y avait sans doute plus loin sur le chemin des gens qui regardaient aussi ; ce fut de là que la voix vint ; et David, depuis un moment, n'ouvrait plus la bouche. Tout à coup il dit : « Il faut que j'y aille ! » Il semblait avoir oublié qu'elle fût là, il parlait comme pour lui seul. Et brusquement, sans même

lui avoir dit adieu, il partit à grands pas dans la direction d'où la lueur venait.

Est-ce qu'il entendit seulement qu'elle l'appelait, et une première fois, une deuxième fois, une troisième fois, elle l'appela : « David, ne va pas ! » et de plus en plus fort : « S'il te plaît, David, ne va pas ! » mais elle avait beau faire, il continuait son chemin. Rien n'était d'ailleurs plus facile. La lueur de plus en plus s'élevait, et au dessous de vous, du milieu de la nuit chassée, la pente se montrait dans son plus grand détail, avec les carrés noirs et nets des maisons semées çà et là, qui, chacune, jetaient leur ombre, et il y avait en arrière d'elles leurs grandes ombres sur le sol.

Mais le devant frappé en plein par la lumière, comme quand un grand soleil luit, ressortait d'autant plus nettement ; on voyait les barrières en bois découpé, on pouvait compter les fenêtres ; même les inscriptions gravées dessus, on aurait pu parfaitement les lire, si on en avait eu le temps. Il n'en avait pas le temps, lui, il descendait à grandes enjambées. Ce qu'il apercevait seulement, et encore était ce comme dans un rêve, c'étaient les groupes de personnes qui se tenaient sur les perrons ou bien au bas des escaliers devant la porte de la cave ; et de tous côtés des bras se levaient, avec ces grands cris qui venaient toujours : « C'est chez Pierre Ansermoz qu'il brûle, c'est chez Pierre Ansermoz qu'il brûle ! »

En effet, c'était bien chez Pierre Ansermoz, comme David put le voir quand il arriva en haut le chemin qui menait à la place. Il voyait cette petite maison d'Ansermoz, le feu avait pris par derrière. C'était une maison assez isolée, c'est-à-dire que d'aucun côté elle ne touchait aux maisons voisines ; une haute flamme se balançait à

l'angle de son toit comme une plume à un chapeau ; toute une foule l'entourait. Pourtant aucun de ceux qui étaient là ne semblait seulement songer à s'occuper de combattre le feu ; au contraire des cris de joie s'élevaient maintenant, parce que la flamme grandissait encore ; et comme David regardait mieux, il reconnut au premier rang, dans cette foule, Dupertuis, Tille et les autres garçons.

Et l'idée commença de lever en lui, en même temps que ces cris venaient (quoique Dupertuis et les autres garçons fussent là, mais il n'était pas impossible qu'ils eussent changé d'opinion) ; l'idée leva, l'idée grandit, il n'y pouvait croire encore, tout à coup il y fut forcé.

Le tocsin sonnait toujours, il vous faisait mal à la tête. C'étaient aussi, étagées sur la pente, toutes ces maisons qui regardent, avec des personnes devant. C'étaient tous ces gens qui couraient de tous côtés sur les chemins, ceux qui entouraient l'incendie, les longs reflets qui traînaient sur la neige, ces cris, cette rauque rumeur (et à présent de plus en plus distinct venait le pétilllement de la flamme) ; et David donc n'avait point encore bougé. Mais à ce moment les cris redoublèrent. Une poussée en même temps se fit. Il regardait toujours : il vit que la porte de la maison d'Ansermoz s'était ouverte et un homme voulut sortir.

Mais plusieurs poings se levèrent, ils s'abattirent tous à la fois ; la porte se referma. Quelques minutes passèrent encore : maintenant c'était la fenêtre qui s'ouvrait. Et voilà, comme les cris, une fois de plus, croissaient en force et une tête s'avavançait, David reconnut Pierre Ansermoz, lequel agitait vivement le bras, comme quelqu'un qui fait un discours, mais des huées lui répondirent : « Tu y es, tu y passeras ! criait-on. Fait-il chaud,

dis ? C'est bon, l'hiver ! » Et de nouveau cette poussée, et Ansermoz avait passé une jambe par-dessus le sou-bassement : on l'empoigna par cette jambe, il tomba à la renverse.

Alors un immense rire s'éleva, et quelques-uns criaient : « Si on mettait aussi le feu par-devant ! » « Une bonne idée ! » disait-on. « Eh ! Ansermoz, es-tu bien ? Voilà ce que c'est d'avoir la langue trop bien pendue !... » A ce moment, un coup de vent rabattit la flamme dont le bout vint claquer contre ce côté-là du toit où quelques bardeaux s'allumèrent ; tout le monde s'écarta.

Et une fois de plus la porte se rouvrait ; cette fois Ansermoz put faire quelques pas dehors, même maintenant on lui faisait place : c'est qu'il tenait un pistolet et il avait levé le poing, prêt à viser.

Certains parmi les garçons tournaient déjà le dos, certains instinctivement levaient le bras, se cachant la figure ; on put croire qu'Ansermoz passerait, et en effet il s'avancait toujours ; tout à coup il fut empoigné par derrière.

C'était un des garçons qui avait réussi à se glisser entre la porte et lui.

Et Ansermoz, d'un coup de jarret, car il était robuste encore, se releva, mais on vit qu'il avait laissé tomber son pistolet. Alors une clameur monta et tous ceux qui étaient là une fois de plus se portèrent en avant, mais avec fureur, cette fois, et ils renversèrent Ansermoz, puis on vit qu'on le prenait, on le soulevait, et dix ou quinze bras ensemble allaient le précipiter par la porte ouverte qu'il n'y aurait plus ensuite qu'à refermer...

L'attaque fut si soudaine que personne au premier moment ne songea à riposter. Ils reçurent ces coups de

bâton sur le dos, sur les épaules, sur la tête ; ils se retournèrent, ils se jetaient de côté ; aucun parmi les garçons ne reconnut d'abord David, tellement on s'attendait peu à le voir. Et puis c'était aussi son air, son chapeau qu'il avait perdu, ces cheveux épars sur son front, et il tenait la mâchoire serrée.

Ils durent croire, bien sûr, que c'était le diable lui-même ; ils reculèrent, les garçons. Et Ansermoz, s'étant immédiatement relevé, vint à David. David lui dit : « Arrive ! » David tenait son bâton : c'était un long éclat de bois qu'il avait arraché à une barrière en venant. Les flammes les éclairaient tous deux dans le vide qui s'était fait, et David tenait son bâton et il le levait au bout de son bras. Ainsi ils s'avancèrent côte à côte, David à droite, Ansermoz à gauche ; ils arrivèrent à la foule, elle s'ouvrit devant eux. Un pan du toit à ce moment s'écroula avec des milliers d'étincelles montant en gerbe dans le ciel ; personne ne bougeait plus, personne ne disait plus rien ; le tout n'avait pas duré plus d'une minute, peut-être, et quand les gens revinrent à eux et s'y reconnurent, quand on commença à crier : « Courez-les après ! Attrapez-les ! » les deux hommes avaient disparu.

C.-F. RAMUZ.



L'ALLEMAGNE,

LA CONQUÊTE ÉCONOMIQUE ET LA GUERRE

Pourquoi l'Allemagne a-t-elle mis le feu à l'Europe ? Que cette question nous hante depuis le premier jour, cela est trop naturel ; mais les réponses qu'on a proposées demeurent insuffisantes. J'en trouve quatre, qui ne s'excluent point et dont aucune n'est entièrement fausse. Cependant, elles ne rendent raison des événements qu'en partie. En essayant de les compléter, je forme une hypothèse qui vaut exactement ce que valent les données de fait sur lesquelles elle s'appuie.

De ces faits, les uns sont hors de conteste, les autres nous sont connus sans que nous en puissions mesurer la portée avec précision ; d'autres, enfin, sont de telle nature qu'on nous les cèle avec le plus grand soin et que, venant à les connaître, nous ne pouvons révéler nos sources d'information¹. Rapprochés les uns des autres et

¹ Parmi ceux à qui je dois des renseignements précieux et sûrs, il en est dont il ne m'est pas permis de citer le nom. C'est pourquoi je n'en cite aucun, pensant être moins ingrat en acceptant l'apparence de l'ingratitude envers tous qu'en tombant dans une ingratitude réelle envers quelques-uns.

se confirmant, se soutenant les uns les autres, s'encastrant les uns dans les autres, ils apparaissent comme autant de pièces et de rouages d'un mécanisme prodigieux ; ils ne font qu'exciter la curiosité quand on les considère séparément, mais il suffit de les ajuster avec patience pour voir se reconstituer un système vivant, une formidable organisation de conquête et de domination qui nous confond par son énormité et nous épouvante par l'implacable dureté de sa menace.

La première des quatre explications qu'on a imaginées a pour auteurs les Allemands eux-mêmes. Ils se sont dits les victimes d'un complot tramé par la Russie pendant que leur empereur naviguait paisiblement vers les côtes de la Norvège. La guerre leur a été imposée ; ils ont été surpris par les événements et n'ont ouvert les hostilités que pour se défendre.

Cette thèse a été réduite à néant par les révélations de M. Giolitti qui n'ont point été démenties, et que les déclarations de M. Take Jonsescu sont venues corroborer. L'abominable assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche n'a été qu'un prétexte ; la guerre était décidée dès le mois de mai 1913. Une trame était ourdie, mais non par les Russes.

De la théorie de la surprise, il reste cependant que l'Autriche et l'Allemagne ne s'attendaient peut-être pas à voir l'Europe se redresser devant la menace. Sur ce point aussi, nous en savons plus long qu'il y a quelques mois. Les deux empereurs ont eu jusqu'au dernier jour la faculté de se dégager honorablement ; ils pouvaient accepter la réunion d'un congrès des puissances, ou bien recourir au tribunal de La Haye, comme le tsar le proposait dans un télégramme que le livre blanc allemand n'a pas reproduit.

Donc on a voulu jouer la partie ; on en avait mesuré les conséquences ; on l'a engagée de propos délibéré.

La seconde explication a cours dans tous les pays, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique. C'est la théorie idéologique. L'Allemagne, qui a guidé le bras de l'Autriche, se trouve sous l'empire d'une philosophie monstrueuse. Nobles et vilains, de l'empereur au dernier Sozialdemokrat, elle est nietzschéenne, gobi-nienne, pangermaniste, persuadée que la force prime le droit, que la force, c'est le droit, que la guerre est l'épreuve naturelle de la force, que la victoire est divine, qu'elle appartient aux Allemands comme aux rois la couronne, et que l'empire du monde leur est promis par la volonté de Dieu et par les lois scientifiques de l'histoire.

M. Eucken a contesté récemment que cette sorte d'impérialisme cru fût la doctrine régnante en Allemagne. Il prenait mal son temps. Protester un peu plus tôt eût été plus courageux et plus utile ; refuser de signer le manifeste des 93 l'eût été davantage encore. L'expansion de la doctrine pangermaniste en Allemagne et dans la partie allemande de l'Autriche, au cours de ces quinze dernières années, n'est un mystère pour personne. Seulement, une doctrine c'est une expression intellectuelle, et à ce titre un symptôme, un indice, important par ce qu'il révèle, non en lui-même. C'est un effet, ce n'est pas une cause. La doctrine est à l'action ce que le périscope est au sous-marin. De quelle constellation de forces, de quelles poussées obscures la doctrine pangermaniste est-elle le signe visible ? C'est là un problème, ce n'est pas une solution. La théorie idéologique n'explique rien.

Quoi qu'il en semble, la thèse politique est moins

satisfaisante qu'on ne pourrait le croire. Cette guerre serait un vigoureux coup d'épaule que les Allemands donnent à droite et à gauche, afin de rompre le cercle étouffant que les puissances rétrécissaient autour d'eux. Il leur faut de l'air, de la liberté, la liberté de la mer, la liberté en Afrique, en Asie....

Mais ils l'avaient. Et ils savaient qu'ils l'avaient. Même, ils le savaient trop. Un léger doute qui leur serait venu nous eût peut-être préservés du cataclysme. Qui doutait de leur hégémonie politique et militaire? Elle leur avait fait obtenir de la France une large partie du Congo; elle avait assuré à l'Autriche la possession de la Bosnie et de l'Herzégovine; l'avènement des Jeunes-Turcs affermissait leur influence à Constantinople et presque leur mainmise sur l'empire ottoman. A la seconde conférence de La Haye, en 1907, l'Angleterre leur avait offert de conclure une entente pour la limitation des armements navals, projet que le baron Marschall von Biberstein avait refusé de discuter.

Il est vrai, l'Allemagne, malgré ses efforts, n'a pu acquérir un empire colonial pareil à celui de l'Angleterre ou de la France. Mais elle peut commercer partout et le chancelier lui-même reconnaissait devant le Reichstag qu'elle n'a que faire de colonies de peuplement, puisqu'elle n'a pas de colons à y établir, puisque son émigration devient insignifiante et qu'elle manque de bras pour son agriculture et pour son industrie.

Les alliances et les ententes qui se sont formées depuis l'avènement d'Edouard VII ont eu pour but l'établissement d'un équilibre entre les puissances européennes. Il est impossible d'y découvrir une intention agressive contre l'Allemagne.

En somme, l'empereur avait atteint le but de sa

« Weltpolitik » tel qu'il le définissait à Wilhelmshafen, en 1900, lors du lancement du cuirassé *Wittelsbach* : Rien ne peut désormais se décider sur la mer ou au delà sans qu'on ait égard à l'Allemagne et à l'empereur allemand. Il ajoutait : « Ce que Guillaume-le-Grand a fait chez nous, nous le ferons au dehors. »

Il l'a fait. Guillaume I^{er} a constitué la nation allemande à l'égal des autres nations, Guillaume II a fait reconnaître le rôle et l'influence de la puissance allemande dans le monde à l'égal des autres puissances. N'était-ce pas là ce qu'il entendait ? Ses paroles avaient-elles un autre sens ?

La quatrième thèse est la thèse économique. Fonder une domination universelle, la maintenir après l'avoir instituée, serait une entreprise vaine et ruineuse. Employer l'industrie militaire au profit de l'industrie civile et du commerce, écraser la concurrence, abattre la puissance financière de deux ou trois rivaux, conquérir le marché européen par une rapide victoire de l'armée, pour un long triomphe des fabricants, des commerçants, de tous les producteurs allemands, n'est-ce point consommer, dans l'esprit de la civilisation moderne, l'œuvre de Guillaume I^{er} et du prince de Bismarck ?

Cette explication expliquerait bien des choses si l'on ne tenait compte d'une considération fort grave : c'est que la guerre, qui pouvait être une bonne opération financière en 1870, en est devenue une moins bonne depuis, et en est peut-être une mauvaise aujourd'hui. Pareil fait ne pouvait échapper aux conseillers du souverain. Aussi bien, nous savons qu'ils le lui ont signalé. Le 11 mai 1912, M. E. Possehl, un des plus gros négociants de Lubeck, prononçait à Berlin un discours sur les conséquences économiques de la guerre pour l'empire

allemand. On se rappelle que la guerre avait menacé très sérieusement en 1911, à l'occasion des affaires du Maroc. M. Possehl fit son exposé sur l'invitation du général Keim, le pangermaniste bien connu. Il commença par déclarer que son discours ne pourrait être publié d'aucune façon, parce que les côtés faibles de l'Allemagne y seraient signalés comme les autres. « J'ai acquis, dit-il, la conviction que la guerre économique brutalement nationale que l'Angleterre nous fera sur mer, bien plus que la guerre sur terre, purement politique, avec la France, entraînera pour l'Allemagne les conséquences les plus fâcheuses et nous jettera à genoux. »

Et il traita du chômage, du blocus, du commerce maritime, des dix-huit milliards du trafic allemand, — exportation et importation, — dont treize franchissent la mer et sont à la merci de la marine anglaise. Il parla de la disette de blé, des fourrages que l'Allemagne achète à l'étranger jusqu'à concurrence d'un milliard par an. L'arrêt de l'industrie, la pénurie de matériel roulant, les deux milliards d'aliments et de boissons dont l'arrivage sera interrompu, les six à huit millions d'individus qui tomberont à la charge de la communauté, tout cela lui paraissait si dangereux qu'il proposait l'institution permanente d'un état-major économique, composé des représentants les plus qualifiés de l'industrie, du commerce, de la finance et de l'agriculture. Il s'écriait : « Ces questions économiques ont une influence si énorme sur la destinée de notre peuple que, sûrement, elles viennent au même rang que les questions militaires ¹. »

¹ Récemment, les journaux ont annoncé l'arrestation, pour connivence avec l'étranger, de M. Possehl, de Lubeck, un ami personnel de l'empereur. On n'a plus reparlé de cette affaire. M. Possehl avait-il été trop bon prophète ? L'aurait-il imprudemment rappelé ?

Le cri d'alarme de M. Possehl ne peut pas ne pas avoir été entendu. Il avait été souligné d'avance par le désarroi de la Bourse, par les faillites, par les dommages de toute sorte que la seule perspective de la guerre avait causés.

Courrait-on pareille aventure, s'exposerait-on à de si effrayants périls à seule fin de faire prospérer l'industrie et le commerce de l'empire, quand ils ont pris d'eux-mêmes un accroissement inouï et qu'on rivalise déjà avec l'Angleterre et l'Amérique ?

Il y a quelque chose que nous ne savons pas.

Mettons ensemble les considérations politiques, sociales, économiques, nous n'aboutissons pas à une explication plausible. Dans une situation prospère, quand aucun danger ne menace, on ne joue pas le tout pour le tout avec cette sorte de furie aveugle. Tout donne à cette guerre l'apparence d'une entreprise désespérée, d'un coup de dé, préparé, certes, annoncé à plusieurs reprises, en 1874, en 1875, en 1887, lors de l'incident Schnæbelé, en 1905, lors du discours de Tanger, en 1911, lors de l'affaire d'Agadir, mais amorcé, puis suspendu, et enfin joué en 1914, brusquement, comme si l'on avait peur de manquer l'occasion.

Un coup de dé qui serait un coup de tête, pour en finir avant qu'il soit trop tard. On ne fait pas de ces coups de tête quand tout va bien et qu'on a beaucoup à perdre.

Était-ce que tout n'allait pas si bien, qu'on prévoyait des embarras mortels et qu'on cherchait à les prévenir ?

Lesquels ?

Le but.

Un peu d'histoire. En 1879, le prince de Bismarck inaugure une politique d'affaires par l'établissement d'un tarif de protection douanière. Il le calcule de façon à réconcilier les nationaux-libéraux et les conservateurs agrariens. Par là il évincera les socialistes et assouplira le centre catholique, tout en procurant à l'empire des ressources indépendantes du vote parlementaire. Se passer du Reichstag, quelle aubaine !

Ce tarif, qui s'accrut bientôt, excita de vifs mécontentements. Cependant il était calculé pour organiser le marché intérieur de la monarchie, par des compensations accordées aux grands propriétaires agricoles d'une part et aux industriels d'autre part. De la fusion, ou, du moins, de l'alliance étroite de ces deux classes de personnes résulta la formation de la classe dirigeante dans l'empire. Il y a eu, depuis, des brouilles et des raccommodements ; mais cette aristocratie composite, mi-partie nobiliaire, mi-partie financière, est plus que jamais celle qui gouverne¹. Il n'importe guère qu'elle ait ou n'ait pas la majorité dans le pays. Aux dernières élections du Reichstag, en 1912, elle représentait quatre millions et demi d'électeurs. Les partis avancés, des socialistes aux progressistes, ont obtenu 202 sièges et représentent sept millions et demi d'électeurs. Mais l'Allemagne n'est pas un pays d'opinion. C'est de quoi l'on a pu se rendre compte au moment de la déclaration de guerre. Tous les partis, tout le pays a suivi le gouvernement. Que sont devenus le pacifisme et l'internationalisme ouvrier ? Chansons ! On n'a pas même cherché des prétextes un peu reluisants. On a dit : nous suivons le gouvernement parce qu'il lutte contre la barbarie moscovite. Et l'on

faisait la guerre à la Belgique, à la France, à l'Angleterre ! Ce n'est pas seulement parce que le chancelier et les ministres ne sont pas responsables devant le parlement que l'Allemagne n'est point un pays d'opinion. C'est à cause d'une certaine conception du rôle de l'Etat, qui n'est point considéré comme la chose de tous, mais comme un organisme superposé à la nation et d'institution supérieure.

Les publicistes et les philosophes n'ont fait que traduire et tout au plus développer cette conception dont il faut chercher les vraies racines non dans les ouvrages des théoriciens, mais dans une longue tradition historique, tradition politique, sociale, morale, qui remonte au moins jusqu'à Luther.

Voilà pourquoi les représentants élus du peuple allemand ont applaudi sans réserves aux décisions d'une minorité. Des personnes qui ont assisté à la grande séance du Reichstag, au mois de juillet, me disent que le député Liebknecht n'a pas refusé les crédits, qu'on n'a pas voté, qu'on a voté par acclamation. Il n'y a rien eu qu'on puisse comparer à l'opposition héroïque de Thiers et de quelques autres à la Chambre française en 1870.

Suivons donc l'évolution de la classe dirigeante. Si le secret des événements se trahit quelque part, ce sera là que nous le surprendrons.

En 1888, Guillaume I^{er}, puis son malheureux fils mouraient. Guillaume II montait sur le trône. En 1890, le prince de Bismarck se retirait en grommelant comme un ours blessé. Peu d'années auparavant, celui qui allait être le nouvel empereur lui avait dit, dans un toast retentissant : l'Etat est dans la situation d'un navire dont le

¹ Voir, sur la formation de cette classe dirigeante, la *Bibliothèque universelle* du 1^{er} novembre 1914 : « Idéologie de caste. »

capitaine a péri et dont le second officier est gravement blessé ; mais la direction reste la même.

La direction était-elle restée la même ?

En un sens, oui ; dans un autre sens, non. La politique du nouveau chancelier, le comte Caprivi, était, si l'on veut, une extension de celle de Bismarck, mais une extension que l'homme de fer n'approuvait point. Il avait inauguré les lois de protection sociale, mais forgé en même temps tout un appareil de répression contre le socialisme. Or, on convoquait la fameuse conférence universelle du travail, on donnait aux institutions de protection sociale un développement prodigieux et on laissait tomber les armes acérées dont on avait menacé la démocratie sociale.

D'autre part, lors du renouvellement des traités de commerce, en 1892, le comte Caprivi continua à soutenir l'industrie et le commerce allemands, ainsi que Bismarck avait commencé à le faire. Mais il ne le fit point par les mêmes moyens. Il renonça au système des compromis entre les agrariens et les industriels, il abandonna la politique du compromis, sinon pour le libre échange, au moins pour un antiprotectionnisme assez accusé. L'Allemagne est un Etat industriel ! s'écriait-il au Reichstag.

Les agrariens, c'est-à-dire la noblesse, particulièrement la noblesse prussienne, en ressentirent un profond mécontentement. A plusieurs reprises l'empereur leur rappela le devoir de la fidélité au trône. Il les entraînait malgré eux vers de nouvelles et plus larges destinées et peu à peu les persuada. Ce fut par son influence, en grande partie, que l'orientation des esprits changea dans la classe dirigeante. Il n'a rien créé ; fait-on rien surgir de rien ? Mais sa volonté a été l'appoint grâce auquel les tendances nouvelles l'ont emporté sur les autres.

Deux ans après son avènement, l'année même de la démission forcée de Bismarck, en 1890, il avait proféré le mot fameux : « Notre avenir est sur la mer. »

Il inaugurait la politique mondiale, la « Weltpolitik » dont il ne s'est jamais départi, quelque capricieuses, quelque incohérentes que ses démarches aient pu paraître.

Sans retracer les phases de cette histoire, essayons de la ramener à son principe. A l'Allemagne de Guillaume I^{er} et de Bismarck, unie enfin, par le fer et le sang et repliée sur elle-même pour mettre son domaine en valeur, faire succéder une autre Allemagne plus grande encore, surtout plus riche, plus puissante, plus brillante, voilà le rêve qui se traduit dans toutes ses paroles, dans tous ses actes. Les autres avaient été les pionniers héroïques de l'entreprise ; la Providence le réservait pour en être l'architecte génial. Tout nous montre qu'il vit énormément par l'imagination. Il est l'homme aux amples visions, aux attitudes théâtrales, aux gestes symboliques. Quelle vision, quelle attitude, quel geste que de couronner l'œuvre de ses prédécesseurs, de lui donner tout son sens en faisant éclore une civilisation allemande et en la faisant rayonner sur le monde par la science allemande, par l'art allemand, par le génie organisateur des Allemands ! Marcher avec l'Allemagne à la tête des nations, dans une expansion universelle de force matérielle et morale, n'était-ce pas assurer le bonheur de l'humanité, pourvu seulement que l'humanité comprît son bonheur ?

Cette pensée n'était pas un rêve de violence. Depuis l'affaire Schnæbelé, antérieure à son règne (1887), jusqu'à l'affaire de Tanger, en 1905, il a laissé la France en repos. Il lui a fait de nombreuses avances. Il

s'est maintenu en bons termes avec l'Angleterre jusqu'à la guerre du Transvaal et même après pendant quelques années encore. C'était bien une conquête qu'il voulait entreprendre, mais sous la forme d'une pénétration pacifique. Un propos qu'il répétait souvent était que la flotte anglaise et l'armée allemande pouvaient ensemble garantir la sécurité de l'Europe. C'était à la domination économique qu'il visait. La prospérité de l'Angleterre lui servait d'exemple. Il s'entourait de financiers, d'industriels, se mêlait à diverses affaires. Telle allait être la grande pensée de son règne : mettre en valeur la richesse du sol allemand, l'énergie de ses habitants, leur nombre, ouvrir des mines, multiplier les usines, les voies de communication, les entreprises commerciales et financières, non plus seulement pour desservir le marché de l'empire, mais pour triompher sur celui du monde. L'invasion des idées et des goûts devait suivre forcément celle des produits manufacturés. Alors la paix allemande, garantie par la force allemande et profitant à la richesse allemande, régnerait sur l'univers. On l'a appelé l'empereur de la paix. Il entendait l'être et de cette façon. Debout dans son manteau gris, couvert du casque étincelant à l'aigle éployée, la main sur la garde de son épée, il contemplerait son peuple frémissant de reconnaissance et d'orgueil et, par delà, l'humanité inclinée vers les servitudes lucratives. Les arts fleuriraient sur son ordre ; à sa voix, la pensée humaine se disciplinerait, le tumulte des agitations sociales s'apaiserait. Et la tradition secrète qu'il voyait circuler à travers l'histoire, d'Hammourabi, l'ami d'Abraham, jusqu'à son aïeul, Guillaume le Grand, aboutirait à son œuvre et la perpétuerait. A Berlin, quelque jour, un nouveau marbre,

ajouté aux monuments de la Sieges Allee, attesterait sa gloire et l'accomplissement de la mission impériale.

Les moyens.

Il fallait unir la nation dans un gigantesque effort, mettre fin aux luttes sociales en laissant tomber les lois répressives de Bismarck et en développant les lois de protection ouvrière. Il fallait renoncer au système douanier qui fermait le marché allemand, afin d'obtenir un plus large accès aux marchés étrangers.

On fit tout cela. Ce fut la tâche du comte Caprivi. Il fallait donner un puissant essor à l'industrie et au commerce, soutenir l'un et l'autre par une savante organisation financière et créer des débouchés sur tous les points du globe.

On fit tout cela aussi et l'on réussit. De 1890, environ, jusqu'en 1900 ou 1905, l'Allemagne subit une transformation et connut une expansion qui tient du miracle ; M. Ostwald a expliqué récemment que les Allemands ont découvert un nouveau « facteur » de la civilisation, le « facteur organisation. » Nous allons voir en quoi cette organisation consiste. Les résultats obtenus ont stupéfait, ébloui la plupart des étrangers qui ont visité les villes de l'empire depuis quinze ans.

Quelques chiffres suffiront pour donner une impression très générale, mais juste. Le réseau des routes allemandes était de 30 000 kilomètres en 1857. Il atteignait 96 000 kilomètres en 1905. Celui des chemins de fer était en 1840 de 469 kilomètres et, en 1905, de 54 164 kilomètres. Il représente un capital de plus de quatorze milliards de marks. A quoi il faut ajouter tout un réseau de canaux et de voies fluviales. La flotte maritime était de

500 000 tonnes en 1850 ; en 1910 elle est de 3 millions de tonnes et prend le deuxième rang dans le monde. Elle vient après la flotte anglaise, à distance, il est vrai, car la flotte de commerce anglaise comptait, en 1910, 11 555 663 tonnes, avec 21 090 vaisseaux contre 4 675.

L'industrie minière et métallurgique, l'industrie chimique, l'industrie textile, et, la dernière venue, l'industrie électrique, ont marché à pas de géant. L'industrie électrique, par exemple, qui s'est développée surtout depuis 1895, travaille aujourd'hui avec un capital de 625 millions de marks à peu près. Les capitaux engagés dans les installations électriques représentent environ $2\frac{1}{2}$ milliards de marks. La production de l'industrie minière et métallurgique valait, vers 1900, 4 milliards de marks *annuellement*, et celle de l'industrie chimique était évaluée en 1905 à $1\frac{1}{4}$ milliard de marks¹.

L'industrie du fer et de l'acier emploie 400 000 ouvriers, sans compter les houilleurs, au nombre de 700 000. Ce qu'il y a de plus frappant et qui donne beaucoup à réfléchir, le fait sur lequel nous aurons à revenir, c'est la progression géométriquement croissante de la production. Par exemple, l'extraction des combustibles minéraux passe de 72 millions de tonnes en 1886, à 225 millions en 1906. D'après les statistiques, elle dépasse aujourd'hui 250 millions de tonnes. On l'évalue à $2\frac{1}{2}$ milliards de marks par année.

L'industrie textile comptait, en 1912, 16 000 usines, avec 900 000 ouvriers. L'industrie des machines a 20 000 usines, avec 900 000 ouvriers ; et il y a les aliments et boissons, l'industrie du caoutchouc, celle du cuir et du

¹ On trouvera des chiffres éloquentes dans l'ouvrage de Lichtenberger : *l'Allemagne moderne*, et dans tous les ouvrages fondés sur les statistiques récentes.

papier, celles des pierres et terres, des matières de bois et des matières sculptées, et quantité d'autres.

Il y a en tout, dans l'empire allemand, plus de trois cent mille fabriques et entreprises industrielles en plein fonctionnement, — du moins avant la guerre, — et qui occupent 6 $\frac{1}{2}$ millions d'ouvriers. Le commerce, le trafic et l'industrie du bâtiment en occupent 3 $\frac{1}{2}$ millions.

Un simple fait donnera en quelque sorte l'échelle de cette production intensive. La consommation de fer de la Suisse entière, en un an, qui est de six mille tonnes environ, n'absorbe pas, tant s'en faut, la production de fonte de fer que les usines allemandes atteignent en un seul jour. Elles ont passé de 4,6 millions de tonnes, en 1890, à près de quinze millions en 1910. Plus de 41 000 tonnes par jour, en moyenne !

Les Allemands, de propos délibéré, ont excédé prodigieusement, systématiquement, les besoins de leur marché intérieur. Ils ont produit de façon à inonder le monde et ne s'en cachent pas. La période de 1890 à 1900 a été pour eux une époque de victoires économiques incomparables, où le mérite de leurs ingénieurs, de leurs chimistes, de leurs techniciens de tout ordre, entre pour beaucoup. On les compte par centaines dans toutes les grandes entreprises. Constamment ils recherchent de nouvelles applications des sciences, perfectionnent les procédés de fabrication et l'outillage, cherchent à augmenter le rendement, à employer les sous-produits, à utiliser les déchets. Ils en sont venus à recueillir les poussières ferrugineuses contenues dans les gaz qui sortent des hauts-fourneaux, à les mélanger avec de la cellulose pour en faire des briquettes, qu'ils font retourner au travail par les gueulards de leurs appareils métallurgiques. Ils en usent de même pour les produits alimen-

taires, pour les produits textiles, dans toutes les industries. Par contre, aucune recherche, aucune dépense ne compte pour eux quand il s'agit de mettre en œuvre un procédé nouveau qui les rendra maîtres du marché étranger et leur permettra de récupérer leurs frais. Ils font faire à la machine-outil les besognes les plus extraordinaires. Grâce à l'étampage, à la production en série, ils ont abaissé le prix de revient de façon à vaincre provisoirement toute concurrence. Provisoirement, retenons le mot.

Pour produire en grand, il faut s'installer grandement. Leurs installations sont gigantesques ; ils n'hésitent pas à les transformer, à les renouveler, sans attendre l'usure du matériel.

Tout cela doit correspondre à la formation d'une clientèle étrangère très importante. En effet, pour le trafic des marchandises seulement, l'importation allemande atteignait, en 1911, 9,7 milliards de marks et l'exportation 8,1 milliards. Total, 17,8. (Angleterre, 1911, 21 milliards de marks en tout.)

Au problème industriel vient donc s'ajouter un problème commercial : où décharger cette énorme quantité de produits que les usines et manufactures allemandes livrent sans interruption ? Nouvelle venue dans les affaires internationales, ayant saturé son marché intérieur, l'Allemagne devait se faire une place au dehors, soit en se créant des débouchés coloniaux, soit en évinçant les autres nations sur leur propre marché.

De là, tout le monde le sait, la politique coloniale de l'empire. Ce n'est pas pour écouler le trop-plein de leur population que les Allemands ont voulu à tout prix des colonies. Ils manquent de bras dans l'agriculture et sont obligés chaque année de faire appel à la main-d'œuvre

étrangère. Ils n'en ont pas de trop dans l'industrie. Leur émigration va déclinant sans cesse ; elle est devenue insignifiante : 25,500 personnes en 1910, qui toutes, sauf 1800, se rendaient aux Etats-Unis d'Amérique. D'ailleurs, quoique la natalité soit plus forte en Allemagne qu'en Angleterre et en France, elle y décroît beaucoup plus rapidement que dans ces deux pays : Prusse, 1900, 36,1⁰/100 ; 1910, 30,5. Saxe, 38,7 en 1900 ; en 1910, 27,2. Bavière, 1900, 36,8 ; 1910, 31,5. Dans la même période, le Royaume-Uni descend de 28,2 à 25 et la France de 21,4 à 19,7 ⁰/100.

Cette âpre revendication de possessions coloniales ne s'explique nullement par la pression qu'exercerait sur ses frontières une population qui s'y trouverait à l'étroit et qui étoufferait. Ce que les prospecteurs allemands vont rechercher dans toutes les régions du monde, ce sont des gisements de minerais. Il leur faut des matières premières. Il faut aussi du blé, puisque l'Allemagne est industrialisée à ce point qu'elle ne produit plus les céréales nécessaires pour sa consommation. En 1910-1911, elle en a consommé 29 millions de tonnes, déduction faite des semailles. L'importation, déduction faite des céréales que l'Allemagne exporte, entraine dans ce total pour 6 millions de tonnes environ, c'est-à-dire 16 %. Malgré les progrès de l'agriculture, l'importation du blé, toutes sortes comprises, a passé en vingt-cinq ans de 6 à 16 % de la consommation.

Les entreprises coloniales des Allemands sont des entreprises économiques. Se procurer des minerais et des céréales, s'assurer des débouchés, tel est leur objet. On comprend que des domaines déjà peuplés ne les rebutent nullement ; il s'y trouve des besoins à satisfaire ; s'il y

a, en outre, des gisements, c'est parfait. Voilà ce que les frères Mannesmann allaient chercher au Maroc, ce que tant d'autres agents cherchaient ailleurs, le principe étant celui-ci : se créer partout des intérêts, réels ou fictifs, et se ménager des prétextes d'intervention ; ne rien laisser faire nulle part sans intervenir. Mais ce n'est pas dans les affaires coloniales qu'ils ont remporté leurs victoires.

En les suivant sur divers marchés, en observant leurs allures, en notant leurs faits et gestes, on arrive à reconstituer quatre procédés de conquête commerciale qui leur ont été d'un singulier profit.

Je ne prétends point en apprécier la valeur morale. Qu'on m'entende bien : je décris aussi exactement qu'il m'est possible un ensemble d'opérations de guerre ; je dis que ces opérations se sont trouvées heureuses pour ceux qui les ont faites et que, cette guerre ayant réussi, nous avons à chercher pourquoi il s'en fait maintenant une autre.

Le premier procédé est celui de l'infiltration : infiltration des personnes et pénétration des influences économiques. De l'invasion des personnes, je ne dirai rien dans un moment où l'opinion est déjà excitée. Je me borne à rappeler un fait universellement connu : c'est que les Allemands, même aux Etats-Unis d'Amérique, ne s'assimilent plus autant qu'autrefois. Autrefois, d'ailleurs, on se faisait peut-être illusion. Aujourd'hui, nous les voyons former un bloc, comme un corps qui demeure étranger dans l'organisme où il s'est introduit. Il en est ainsi de la plupart des allogènes : nous vivons dans une époque de nationalisme forcené. Mais l'Allemand prétend s'imposer. Occupant les emplois les plus divers, de l'humble position de sommelier d'hôtel à des postes de stricte confiance, tels que celui d'ingénieur au bureau

topographique fédéral, installés dans les industries, dans les maisons de commerce, dans les rédactions de journaux, ils perdent rarement de vue les intérêts matériels et moraux de leur pays. Ce n'est pas de l'espionnage que je parle, c'est de la propagande. Avant la guerre, la Belgique était en grande partie entre leurs mains. Dans certains Etats de l'Amérique du sud, où ils forment un noyau compact, on s'était avisé de mesures de défense : les répartir, les pousser dans l'intérieur. Notre pays est un de leurs terrains de combat. Des indices significatifs nous donnent lieu de penser que les 40 000 Allemands établis dans le canton de Zurich, et ceux de Bâle, et ceux de Berne et d'ailleurs n'ont pas peu contribué à retarder l'éveil et la libre manifestation de l'opinion suisse en Suisse.

La pénétration des influences économiques a lieu de deux façons principales : par l'entremise des représentants de l'industrie et du commerce et par le rachat partiel ou total de maisons indigènes ou la fondation de maisons nouvelles.

Un joli trait, dont on me garantit l'authenticité, nous montre avec quelle ingénieuse fertilité de combinaisons le représentant sait s'y prendre pour s'emparer du marché. Il s'agissait de l'électrification d'un de nos chemins de fer de montagne. Les offres de la maison suisse et de la puissante maison allemande étaient sensiblement égales. Celle-ci offrit à la compagnie de lui prendre pour 800 000 francs d'actions à la condition d'obtenir la commande. Accordé avec enthousiasme. Après quoi la maison allemande fit vendre sur les places de Lausanne et de Genève les actions qu'elle avait souscrites. L'astucieux Vaudois et le candide Genevois payèrent de leurs deniers pour assurer une affaire à l'industrie étrangère contre une maison indigène.

La fondation de maisons allemandes à l'étranger permet d'écouler, avec les produits fabriqués sur place, quantité de produits similaires venus d'Allemagne, achevés ou non. Le rachat, même partiel, de maisons indigènes a le même effet. On a soin d'y faire entrer des conseillers d'administration : un seul, peut-être, mais qui jouera le premier rôle ¹. Ces maisons servent aussi d'agences d'information. C'est ainsi que l'Allemagne arrivait à faire concurrence à la France pour les modes et l'article de Paris. Exemple : les Américains viennent faire leurs commandes au mois de janvier. Au cours de leur tournée, ils passent dans une maison de commission allemande. On les presse de visiter quelques maisons en Allemagne ; on les y emmène. Ils y voient des modèles charmants, pas trop chers. De retour à Paris, quelle n'est pas leur surprise d'y retrouver les mêmes modèles ! « — Mais ce n'est pas nouveau, cela ; je viens de le voir en Allemagne à meilleur compte ! » Et il envoie sa commande outre Rhin. Que s'est-il passé ? Le commissionnaire allemand établi à Paris se procure à la première heure, à n'importe quel prix, les modèles qui vont être lancés. Il les envoie en Allemagne, où on les établit en grand, en série, avec moins de soin, et, à ce que prétendent les mauvaises langues, avec moins de goût qu'à Paris, mais à plus bas prix. Et cela suffit.

Depuis la déclaration de guerre, le gouvernement français a fait séquestrer les maisons austro-hongroises et allemandes établies en France. La liste des ordonnances de séquestre rendues par l'autorité judiciaire au 5 janvier

¹ Je ne parle que du commerce et de l'industrie. Cependant, nos journaux annonçaient récemment la retraite de l'un des conseillers d'administration d'un de nos principaux établissements financiers. C'était le seul qui fût de nationalité allemande, mais, ajoutaient-ils, c'était le plus important. Cette remarque naïve n'est pas dénuée d'intérêt.

1915 porte l'indication de 4001 établissements commerciaux, industriels ou agricoles, dont 1142 pour Paris et le département de la Seine seulement ¹.

Au début des hostilités, pour rassurer l'opinion, la *Frankfurter Zeitung* a publié la liste des journaux allemands qui paraissent hors d'Europe, notamment en Afrique et en Asie. J'en ai compté cent soixante-huit. Il convient d'y ajouter les feuilles secrètes d'information publiées par les agences commerciales.

A la guerre comme à la guerre. Mais, ne vous y trompez pas, c'est la guerre, c'est-à-dire un ensemble d'opérations réglées systématiquement dans le dessein bien arrêté d'anéantir l'adversaire. Une analyse sommaire du second procédé de conquête commerciale le prouvera jusqu'à l'évidence.

Le second procédé, c'est le *dumping*. *To dump*, réduire au silence, d'où, par extension, mater ². Le dumping consiste à vendre à vil prix pour ruiner la concurrence et s'emparer du marché. Par exemple, les sidérurgistes allemands vendent leurs poutres et fers à U à 130 marks la tonne en Allemagne. Ils les vendent en Suisse 120-125 marks; en Angleterre, dans l'Amérique du sud, en Orient, 103-110 marks. En Italie ils les abandonnent pour 75 marks, et font une perte volontaire de 10-20 marks par tonne, car le prix de revient peut être évalué à 85-95 marks la tonne. Voilà le dumping. Le concurrent est étranglé net s'il ne vient pas à composition en acceptant toutes les conditions du vainqueur.

¹ Pour la pénétration allemande en Belgique, un cas type, voir les premières pages du remarquable ouvrage de M. Waxweiler, *La Belgique neutre et loyale* (Lausanne, Payot, 1915).

² Les Américains emploient ce mot dans le sens de *unload*, décharger, verser d'un coup, en masse, avec violence. Il faut distinguer entre le dumping, qui est nouveau, et le système des prix multiples, qui ne l'est pas.

Quand on se trouve face à face avec une puissance formidable, avec un Solvay, le roi de la soude, on cherche à nouer une entente, et la plupart du temps on y réussit : produisez pour nous et répartissons-nous les marchés.

Avec les forts, le partage, aussi longtemps qu'on ne peut faire mieux ; pour les faibles, le dumping et l'écrasement. De toute façon, l'on reste maître des prix.

La pratique du dumping n'est pas un incident, un fait d'exception. On la voit exercée dans tous les pays dont on entreprend la conquête et dans les industries les plus diverses, fer, produits chimiques, électricité. A Paris, cet hiver, on a dû rouvrir une maison allemande mise sous séquestre. On ne pouvait se procurer autrement les ampoules électriques nécessaires pour la radiographie dans les hôpitaux ; le marché lui appartenait. Le seul fabricant français qui aurait pu livrer ce produit était mobilisé.

Les Allemands avaient fondé plusieurs fabriques d'acide formique. On croit cet acide appelé à se substituer à l'acide acétique, dont on fait grand usage dans les industries chimiques. Il y a trois ans, un Français s'avisait de monter une usine d'acide formique. Aussitôt le prix de ce produit tombe de 225 à 80 francs les 100 kilos. Le Français ne pouvait subsister. Mais, des trois ou quatre maisons allemandes, deux se fermèrent, ce qui prouve qu'on vendait à perte.

Revenons à l'Italie. C'est là que le phénomène apparaît le plus nettement. Pourquoi cela ? Parce que les Italiens ont dans le nord une industrie du fer en voie de constitution. Leurs sidérurgistes prétendent à l'indépendance¹. La lutte qu'ils soutiennent est un drame, presque

¹ Cf. R. Ridolfi, *La siderurgia italiana e la protezione doganale*, dans la revue *Metallurgia italiana*, 1914.

une tragédie par moments. Il serait trop long d'en relater les principaux épisodes et d'en montrer les répercussions. Les baguettes de fer des métallurgistes allemands se vendent 130 marks la tonne en Allemagne et 95 marks en Italie ; quantité d'autres produits, les fils de fer, les ressorts d'acier, les plateaux en fer laminé à froid se vendent, en Italie, à 15 ou 20 francs la tonne au-dessous du prix établi en Allemagne. Les fabricants de tôle autrichiens sacrifient 7, 10 et même 12 francs par quintal. Pour les rails, produit important au point de vue économique et au point de vue politique, on a abaissé le prix de 40 francs au-dessous de celui qu'on maintient dans d'autres pays. Il faut écraser la concurrence et en même temps l'encercler. Si nous bénéficions en Suisse du prix de faveur pour le fer, c'est que nous nous trouvons aux portes de l'Italie et qu'elle pourrait pénétrer sur notre marché. On le lui ferme.

Les Italiens, malgré tout, veulent vivre et vivent. Mais que d'énergie, que de ténacité, quel âpre combat de tous les instants !

Le Central-Verband de Düsseldorf dispose du marché du fer en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en France, en Belgique. L'Italie et, naturellement, l'Angleterre lui échappent encore. Songez à tout ce qu'on domine quand on a le marché du fer et qu'on reste le maître des prix ! On domine en grande partie l'industrie de la construction, celle de quantité de produits manufacturés, celle des machines de toute espèce, celle des transports....

J'insisterai peu sur les deux autres procédés de conquête commerciale, encore qu'il n'en faille point méconnaître l'importance. L'un est l'usage des crédits à long terme. L'autre est l'intervention du gouvernement.

Les longs crédits ont été l'une des offres les plus allé-

chantes par lesquelles on ait séduit le consommateur. Crédit à six mois, à douze mois, crédit à dix-huit mois ! Il y a mieux. Pour les Russes, en beaucoup de cas, on a supprimé le terme du crédit. Ils paient par chèques en compte-courant. Les commandes s'additionnent d'un côté et les versements de l'autre. Comparez ce système avec celui du négociant français, qui fait crédit à trois mois, tout au plus à 120 jours ! Les longs crédits ont conquis la clientèle du Brésil, de l'Argentine, du Chili. Ils ont assuré la pénétration de l'industrie et du commerce allemands au Mexique. Combien de centaines de millions y a-t-on engagés ?

Le quatrième procédé est encore plus complexe que les autres, plus caché encore et plus difficile à démêler. C'est l'intervention de l'Etat. Elle se produit dans des formes bien diverses, dont la plus visible est la forme politique. *Die Flagge folgt dem Handel*, disait Bismarck. Sans rejeter son apophtegme, on l'a complété par la maxime inverse : le commerce suit le drapeau. Et l'on a promené le drapeau. Il est superflu de rappeler le voyage de l'empereur à Jérusalem, la mission encore récente du prince Henri de Prusse dans l'Amérique du sud, et l'habileté tenace avec laquelle l'Allemagne a saisi toutes les occasions de faire valoir son prestige.

Le prestige est un élément de succès. Tous les diplomates, tous les consuls en font usage au profit de leurs nationaux, encore qu'à cet égard les Allemands soient particulièrement avantagés. Mais aucun souverain, jusqu'à présent, ne s'était mis pareillement en frais, n'avait tiré parti de son influence personnelle pour favoriser les intérêts économiques de ses sujets. Commandes, émissions, concessions de mines, d'exploitations, de voies ferrées, sont venues comme une manne impériale.

L'Etat, d'autre part, soutient l'industrie en y participant. Lui-même, par ses mines, par ses chemins de fer, est un des gros industriels de l'empire. Son rôle a été surtout de favoriser l'exportation. La Prusse, par exemple, possède des charbonnages. Elle a passé une convention avec le syndicat des charbons d'Essen et la fédération des industriels allemands se plaint qu'elle mette toute son influence sur le marché du charbon au service de ce syndicat. Une déclaration du comité du « Bund der Industriellen » dénonçait en outre une politique de tarifs ferroviaires des plus curieuses. Je cite textuellement : « Un wagon double de houille ne coûte que 37 marks en frais de transport de Duisbourg à Emden, port extérieur (260 km.), d'après le tarif d'exception pour l'exportation des charbons. Pour la même distance, le double wagon de houille allemande destinée à la consommation dans l'intérieur coûte 64 marks de transport, et la houille anglaise ou celle de Bohême pour les besoins de l'intérieur, jusqu'à 69 marks¹. »

Il y a mieux : « Pour le parcours Duisbourg-Hambourg, le transport d'un wagon double de houille allemande coûte 57 marks. Pour le même parcours (367 km.), en sens inverse, vers les régions industrielles de l'intérieur, le transport d'un double wagon coûte 86 marks, pour la houille allemande, et même 93 marks pour la houille étrangère. »

Or, que demandait la ligue des industriels ? Qu'au moins on renonçât à donner une extension plus grande à ces tarifs d'exportation, comme le ministre du commerce de Prusse l'avait annoncé à la Chambre des députés, le 4 mars 1912.

¹ *Berliner Tageblatt*, 3 avril 1912. (Handelszeitung; Abend.): *Der Bund der Industriellen und das Kohlensyndicat*.

Qu'est-ce que cela ? Mais c'est le dumping, l'encouragement du dumping par le moyen de tarifs préférentiels ! N'apercevez-vous pas ici la main même de l'Etat qui s'avance vers la frontière pour se saisir des marchés étrangers ? Et d'après le peu que nous réussissons à découvrir, jugez de tout ce qui nous demeure caché.

Deux mots, enfin, des *Einfuhrscheine*, ou primes à l'importation, qui sont des primes déguisées à l'exportation. Comment l'Allemagne, qui ne produit pas des céréales en suffisance pour ses besoins, peut-elle en vendre dans le Danemark et même en Russie, où les prix sont plus bas ?

Le grand agrarien, qui ne fait pas l'élève du bétail et vend ses produits, obtiendrait, en Allemagne, 17,7 marks, pour une tonne de seigle (à 100 kilos). Il paie le transport ¹ et vend en Danemark, à 14 m. 50, une tonne de seigle qui représente pour lui une valeur de 18 m. 75 ; c'est vendre à perte. Non pas. L'Etat lui accorde un « bon d'importation » de 5 m. par tonne. Avec ce bon il acquittera les droits d'entrée pour certains produits, céréales, café, pétrole, dont l'Etat dresse la liste. Ou bien il les vendra à la Bourse de Hambourg. En 1911, ce commerce de primes atteignait 123 millions de marks. L'éleveur, le petit paysan se plaignent. Mais les gros propriétaires de la « Ligue des agriculteurs, » les agrariens féodaux et conservateurs trouvent dans ce système un profit trop évident pour y laisser toucher.

MAURICE MILLIoud.

(*La fin prochainement.*)

¹ Il y a aussi des tarifs réduits pour l'exportation des céréales. Cf. *Berliner Tageblatt*, 7 déc. 1911. Article du Dr Struve, membre du Reichstag.

VARIÉTÉS

LES PALINODIES DE CLAUDE BOUCART

(D'après des documents inédits.)

Il y a une singulière différence entre les débuts de l'académie de Lausanne et sa situation vers la fin du xvi^e siècle. Autour de 1550, Pierre Viret, Th. de Bèze et d'autres encore y manifestèrent un zèle ardent pour l'œuvre de régénération qu'il appartenait, selon eux, à la Réforme d'accomplir. Mais lorsque l'opposition catholique sembla s'être calmée dans notre pays, les réformés, lassés de tant de luttes, s'assoupirent. On dirait vraiment que notre académie est tombée en léthargie à la fin du siècle. Seuls, quelques hérétiques (méritent-ils même ce titre?), dont le plus grand crime fut de juger le calvinisme trop absolu, lui rendirent un peu de vie et redonnèrent quelque animation à sa paisible existence. De ces hommes indépendants, dont quelques-uns se montrèrent parfois courageux, Claude Boucart est sans doute l'un des plus intéressants.

Guillaume Dubuc, recteur de l'académie (on l'avait appelé à la charge de théologien pour combattre les disciples de Claude Aubery), renseignait en ces termes, le 26 mars 1598, LL. EE. sur le sieur Boucart, auquel elles voulaient bien s'intéresser¹ : « Juxte ce donnons en même humilité avertissement à vos Excellences que nous avons ouï en public ces jours passés M^{re} Claude

¹ Nous avons cru pouvoir moderniser l'orthographe des textes que nous reproduisons.

Bocard, ci-devant Jésuite, par icelles bénignement reçu en leurs gages et envoyé par deçà, qui nous a fait telle preuve de sa suffisance et dextérité aux langues latine et grecque et en toutes les principales parties des arts libéraux : logique, physique et mathématique, que nous le jugeons très pertinent à la régence d'une plus haute classe, voire à la conduite de tout un collège, si tant est qu'il soit sincère et ferme en sa conversion à notre chrétienne religion, dont nous prions Dieu lui en faire la grâce. » Cette dernière phrase ne semble-t-elle pas exprimer une certaine défiance des ministres et professeurs de Lausanne à l'endroit du jésuite défroqué ? Sans doute, ils reconnaissent son talent, ils le trouvent même apte à la direction d'un collège, mais ils éprouvent le besoin de faire des réserves sur la sincérité de sa conversion.

La missive du théologien ne resta pas sans effet. Messieurs de Berne augmentèrent la pension de maître Boucart, qui profita de cette occasion pour écrire une longue épître à LL. EE. Elle nous a paru assez curieuse pour mériter d'être publiée *in extenso*. La voici :

« Très magnifiques et très puissants Princes,

» Combien que je n'eusse jamais osé prendre de moi-même la hardiesse d'écrire à mes Souverains Seigneurs, toutefois puisqu'il a plu à vos Excellences de m'honorer de leurs lettres, je craindrais d'encourir répréhension si je ne répondais. Ce que je fais présentement en toute révérence, pour remercier vos Excellences, avec toute l'affection qu'il m'est possible, de la très grande bienveillance et libéralité de laquelle elles ont usé en mon endroit, en m'accroissant la pension qui m'avait déjà tant libéralement été accordée lorsqu'il leur plut me recevoir à leur service. Laquelle bienveillance et grâce comme je sais n'avoir aucunement méritée, aussi ne puis-je pour icelle montrer autre reconnaissance, sinon en présentant à vos Excellences humblement toute ma personne, et tout ce que Dieu m'a donné, les suppliant de disposer de moi en toutes sortes et manières que je leur pour-

rai faire service. Il est vrai que j'ai reçu plusieurs sollicitations de la part des papistes, tendantes aux fins de me faire retourner à leur religion et doctrine, et particulièrement j'ai reçu lettres de Monseigneur de Verdun, évêque et comte d'icelle ville et prince de la maison et famille de Lorraine, et aussi de Monsieur l'évêque de Toul, contenant grand nombre de promesses de biens et honneurs si je m'en veux retourner devers eux pour reprendre le parti du Pape. Au contraire j'ai reçu autres lettres de mon père (voire depuis peu de jours en ça) pleines de sévérités par lesquelles il me menace de me déshériter et priver des biens paternels, si je ne délaisse la religion de l'Evangile que j'ai embrassée. Mais Dieu soit loué qui m'a donné la force et constance de mépriser tant les promesses que les menaces, et de vouloir plutôt servir à sa Divine Majesté que non pas aux hommes, sachant bien que qui ne délaisse son père et sa mère et tous les biens du monde quand il est question de l'honneur de Jésus-Christ, il n'est pas digne de lui. Or tout ainsi que je désire garder fidélité à Dieu, aussi je supplie vos Excellences de croire que je leur serai très fidèle sujet et serviteur tout le temps de ma vie, et que toutes mes forces et pouvoir sont dédiés et voués à leur faire un très affectueux service. Partant après leur avoir fait une très humble révérence et les avoir derechef remerciés, je prie Dieu, mes souverains et très honorés Seigneurs, de maintenir votre état en toute paix et assurance, et un chacun de vous en toute prospérité et grandeur. De Lausanne, ce XXIX août 1598.

» Votre très humble sujet et serviteur,

» CLAUDE BOUCART. »

On chercherait en vain, à notre époque, l'équivalent d'une politesse aussi obséquieuse. Mais là n'est pas le seul intérêt de cette épître : elle nous montre aussi que Boucart avait peu d'empire sur lui-même, et qu'il s'en rendait vaguement compte. Il a été sollicité très vivement par les évêques de Toul et de Verdun, et leurs propositions l'ont quelque peu ébranlé, n'en doutons pas. Il rend grâce à Dieu de lui avoir donné la force de résister à la

tentation, et si cette victoire lui paraît belle, c'est évidemment que la lutte a été dure. Il semble se dire : « J'ai miraculeusement résisté à cette première épreuve, mais qu'adviendra-t-il de moi la prochaine fois ? »

En 1605, Boucart, professeur de philosophie à l'académie, prend part à l'enquête ordonnée par LL. EE. sur les agissements de Girard Mahuet, récemment nommé professeur d'hébreu. La classe de Lausanne, qui redoutait l'indépendance et l'hétérodoxie de Mahuet et qui le croyait incapable, le prétendait simoniaque et affirmait que son élection n'avait pas été régulière. Boucart prit avec chaleur la défense de son collègue, comme il appert de la longue déclaration qu'il rédigea le 3 mai. Malgré l'habile et courageuse défense de Boucart, Mahuet fut déposé de ses fonctions. La situation de son ami, qui avait été presque seul à prendre son parti, ne laissait pas d'être délicate vis-à-vis des ministres et professeurs de Lausanne. Boucart s'en aperçut-il ? Eut-il à en souffrir, ou François de Sales, évêque de Genève, pensa-t-il qu'il pourrait facilement ramener cette brebis égarée au bercail ? Quoi qu'il en soit, le dimanche 15 juin 1608, Claude Boucart abjurait solennellement en l'église Notre-Dame de Compassion, à Thonon, devant François de Sales et une foule de curieux des deux confessions.

Voici le texte de cette abjuration prononcé par Boucart et un sieur Gilles :

« Nous, Claude Boccard et Pierre Gilles, ayant entière et solide connaissance de la vraie foi catholique et apostolique, ici publiquement devant Dieu et cette sainte assemblée condamnons et anéantissons toute hérésie et spécialement la calvinienne de laquelle nous avons esté infestés, laquelle entre autres blasphèmes enseigne faususement que la messe n'est pas un vrai sacrifice, que le corps et sang de Jésus Christ n'est pas vraiment et réellement en la sainte Eucharistie, et que nous sommes sauvés et justifiés par la seule foi. Nous, au contraire, adhérons à la sainte Eglise Romaine, désirant d'être ses vrais membres et enfants, et nous soumettons au Saint-Siege apostolique d'icelle, faisant pro-

fession de croire fermement de cœur et confession de bouche tout ce que ladite Eglise Romaine tient et croit selon tous les articles contenus en la confession prescrite par le Saint et sacré concile de Trente, et particulièrement croyons et confessons que la Sainte Messe est un vrai sacrifice propitiatoire institué par notre Seigneur Jésus Christ en commémoration de sa mort et passion, pour l'utilité des vivants et des morts, les âmes desquels sont encore détenues en purgatoire ; qu'au Saint Sacré sacrement de l'autel le sacré corps et sang de Jésus Christ y est vraiment et substantiellement présent, étant la substance du vin en la substance du précieux sang de notre Seigneur Jésus Christ ; et finalement que la seule foi n'est pas suffisante au chrétien pour parvenir à salut, mais que les bonnes œuvres y sont nécessaires, lesquelles étant faites en la grâce de Dieu, fondées et conjointes au mérite de Jésus Christ, sont méritoires de la vie éternelle, toutes lesquelles choses nous promettons et jurons par la Sainte Trinité et par les sacrés Evangiles de Jésus Christ. Et tous ceux qui s'élèveront contre cette croyance, nous les prononçons dignes d'être anathématisés avec tous leurs sectateurs et fausse doctrine ; voire si nous-mêmes (de quoi Dieu nous garde) venions à croire ou prêcher choses contraires à la susdite foi, serions dignes d'encourir les peines portées par les sacrés canons de l'Eglise. Ainsi Dieu nous en aide et ses saints Evangiles. Prononcé ès mains de Monseigneur le Révérendissime Evêque et Prince de Genève, devant le grand autel de la susdite Eglise, le dimanche 15^e de juin 1608, présent grand nombre de peuple, même aucuns des villes hérétiques. » Et ce texte était parachevé par cette citation de l'épître aux Romains : « *Gratias ago Deo meo pro omnibus vobis quia fides vestra annuntiatur universo mundo.* »

Peut-être François de Sales intervint-il dans la rédaction de cet acte qui est d'une clarté remarquable et oppose avec habileté la doctrine catholique à la doctrine réformée. Il nous paraît cependant plus probable que le Saint-Siège avait arrêté à l'avance une formulaire d'abjuration qui, dans chaque cas particulier, devait être reproduit sans grands changements.

Quant à Boucart, on aurait tort de s'imaginer que sa résolution était définitive. Il manquait de persévérance et avait l'habitude de peser sans cesse le *pour* et le *contre*. Son apostasie ne pouvait durer longtemps. Il se repentit; était-il sincère? Nous le croyons, car il nous semble que Boucart pécha plus souvent par inconstance que par fourberie. Il revint à Lausanne, se réconcilia avec ses collègues et avec LL. EE., rentra en 1610 dans le giron du protestantisme aussi solennellement qu'il l'avait quitté, et fut nommé professeur de mathématiques.

Quelques années s'écoulèrent, qui ne furent marquées par aucun trouble imputable à Boucart. Mais il devait bientôt stupéfier des gens que sa palinodie précédente avait déjà passablement étonnés. En 1615, il se met en relation avec un émissaire de François de Sales, un moine de Thonon qui s'appelle Chastillion et qui signe Delagrange par mesure de prudence. Cet individu fait à notre professeur de séduisantes promesses, il vient le trouver à Lausanne, il lui écrit, et il va même jusqu'à lui assurer qu'il lui fera obtenir de Louis XIII une pension, sans doute grâce à l'autorité considérable de l'évêque de Genève. Encouragé par de si agréables perspectives, Boucart poursuit ses négociations avec Chastillion, oublie ses engagements envers Messieurs de Berne et s'apprête à renouveler son apostasie de 1608.

Vers la fin d'août 1616, il s'en va à Morges, où il loue un bateau pour traverser le lac. Il s'embarque une semaine plus tard « entre Morges et Lausanne, en un port extraordinaire » (sans doute Saint-Sulpice), et aborde à Amphion. Il annonce son arrivée en cet endroit à Chastillion, qui lui répond par une lettre fort curieuse, où il lui disait entre autres : « Conformément à votre désir et au jugement de mon dit Seigneur (François de Sales), il vous plaira venir ce soir entre jour et nuit et n'entrer par la porte qui est droit chemin d'Amphion ici, mais par la petite porte qui est au-dessous du château depuis le rivage à la ville, proche de notre maison, et c'est afin d'éviter la reconnaissance que la garde de la porte ferait de vous. Je me tiendrai, vous attendant, sur ce petit lieu éminent sur le lac entre jour et

nuît. » Et il continuait par cette phrase significative : « Je désire que ceux de Lausanne me tiennent en opinion de ne m'en mêler, afin que cela ne m'apporte du retard en quelque semblable autre occasion. » Chastillion devait donc tenir à Thonon une sorte d'agence de recrutement où il essayait d'attirer tous ceux qui, conformément aux désirs du malin évêque de Genève, se sentaient disposés à rentrer dans la sainte Eglise apostolique.

Les deux compères ne se manquèrent pas au rendez-vous indiqué par le moine, et Boucart, arrivé à Thonon, manifesta l'intention de rendre visite à l'évêque de Genève. Il partit même dans la direction de Bonne, distant de trois heures, où François de Sales séjournait alors. Tout à coup, par une de ces volte-face qui lui étaient habituelles, « il se repentit de sa délibération et entre lui jugea que ce n'était pas peu de faire que de renoncer à sa religion et de mettre deux états en discorde ; lors il rebroussa chemin et arriva le samedi suivant audit jeudi à Genève où il demeura le dimanche, et s'étant le lundi suivant voulu mettre sur un bateau pour se retirer en sa maison, il fut contraint d'en descendre et s'en revenir à pied. » Le bailli de Lausanne, Johannes Steiger, qui avait reçu le 2 octobre l'ordre de l'incarcérer, le fit arrêter et enfermer dans les prisons du château. Il fut soumis à un interrogatoire serré, et une perquisition se fit à son domicile ; on y trouva, outre quelques livres *papistes*, un sac de cuir qu'il avait l'habitude de prendre quand il allait aux champs, et qui contenait un *patrenôtre* d'ivoire.

Boucart manifesta d'ailleurs sa contrition, il demanda pardon de ses fautes à Dieu et assura le bailli de Lausanne qu'il désirait plus que jamais servir LL. EE., de quelque manière que ce fût ; mais tout en se sentant coupable et en reconnaissant la justice de la punition qui lui était infligée, il avait hâte de quitter les prisons du château : « Je me jette aux pieds de vos Excellences, écrivait-il à l'avoyer et au Conseil de Berne le 27 octobre, les priant tant humblement qu'il m'est possible de me pardonner et vouloir accepter pour satisfaction la prison en laquelle je suis détenu depuis plusieurs jours, et qu'il leur plaise de m'en élargir

à cause du froid, qui commence déjà à affliger ma santé. Quant à moi, je promets n'avoir plus de communication avec ces gens-là, et me tenir ferme dorénavant en la sincère religion de l'Evangile ainsi qu'elle nous est présentée en la pure Parole de Dieu, sans entrer plus en aucun doute. »

Les dossiers que nous avons consultés aux Archives cantonales ne contiennent aucune mention de Boucart postérieure à celle-là. Cet étrange personnage, qui de jésuite était devenu professeur à la très protestante académie de Lausanne, qui était retourné plus tard à sa religion primitive, qui l'avait quittée une seconde fois et avait tenté derechef d'y revenir, fut sans doute fatigué lui-même de toutes ses palinodies. Sa curieuse histoire nous montre en tout cas que la réaction catholique déploya ses effets en Suisse française aussi bien que dans le reste de l'Europe, et que saint François de Sales se donna pour mission non seulement de raffermir nos voisins savoyards dans leur foi chancelante, mais encore d'attirer à soi les transfuges du catholicisme qui s'étaient réfugiés dans notre pays pour y vivre à l'abri des indiscrets et des persécuteurs.

W. HEURI.



CHRONIQUE PARISIENNE

Le retour à Paris. — Paris en temps de guerre. — Romans de mœurs militaires. — Sentiments après 1870 et aujourd'hui. — L'erreur de certains socialistes français d'après des passages du *Journal officiel*.

Après six mois d'absence, certain concours de circonstances m'a permis de revoir Paris. Je n'ai pas éprouvé ce battement de cœur, ni cette angoisse intraduisible que ressent le voyageur à qui se révèle, dans la brume du matin, le clocher de sa petite ville natale. Simplement, tandis que roulait la voiture sur les pavés de bois ou de pierre, tandis que les fers du cheval, claquant sur ceux-ci, s'assourdisaient sur ceux-là, je regardais se succéder les maisons des boulevards et des rues. Presque toutes avaient encore fenêtres ou persiennes closes. Seules, quelques boutiques des rez-de-chaussée étaient ouvertes. Des balayeuses mécaniques, exécutant de savants virages, nettoyaient les carrefours. Ce retour à Paris m'en rappelait d'autres, antérieurs (déjà !) d'une quinzaine d'années, lorsque, jeune et riche, comme tant d'autres, de mes seuls espoirs, j'arrivais pour la première fois dans la grande ville ou que j'y revenais après un bref séjour à l'ombre de mon clocher. J'ai vieilli, et surtout pendant ces six mois de guerre. L'heure des espérances autorisées par les semaines est passée : celle de la moisson et de l'engrangement a sonné. L'ivraie n'a-t-elle pas poussé parmi le bon grain ? Et même ne l'a-t-elle pas étouffé ? Cette fraîcheur des matins d'autrefois qui me fouettait le sang dès que je me retrouvais rue de Lyon, puis place de la Bastille, je ne la sens pas aujourd'hui. Pourtant les quelques passants que je vois marchent vite pour se réchauffer, en se frottant les mains. Mais pas plus à Paris qu'ailleurs je n'échappe à cette atmosphère de fièvre qui nous enveloppe depuis la déclaration de guerre.

Paris a d'ailleurs à peine changé. Je ne révélerai aucun secret

en disant qu'il est privé de ses autobus, réquisitionnés dès la première heure. Ils faisaient partie intégrante de sa vie : à peine se reposaient-ils un peu la nuit. De sept heures du matin à minuit on les entendait rouler et corner. Lorsqu'ils dévalaient le long de rues en pente, ils ne se faisaient pas faute de secouer les maisons de bas en haut. On leur en voulait, mais amicalement, et c'était en souriant qu'on leur montrait le poing. Ils étaient les enfants terribles de Paris. Du moins lui reste-t-il ses tramways, son Métro et son Nord-Sud. Très peu de boutiques fermées. Plusieurs théâtres ont rouvert leurs portes. Les grands concerts ont repris, où l'on ne joue plus aucune œuvre de musiciens allemands ni autrichiens : aucune exception, même pour Mozart et Beethoven. C'est une autre forme du blocus. La physionomie des quais avec leurs boîtes n'a point changé. Les journaux ont repris leur format habituel ; on peut même lire ceux des pays alliés et neutres. On ne redoute plus, vraiment, Taubes ni Zeppelins. Et ainsi vont les jours, passant l'un après l'autre, chacun avec sa somme d'habitudes un instant perdues, puis retrouvées. Les tombereaux cahotent, les trains sifflent, les cloches sonnent comme par le passé. Il faut revenir soi-même du front, il faut avoir de ses oreilles entendu les balles, vu de ses yeux éclater les obus avec leur monstrueux panache de fumée noire pour avoir le sentiment net et profond qu'à cette même heure, à cent kilomètres de Paris, ce doit être le formidable concert de toutes les forces de la guerre sans cesse déchainées.

Que faire actuellement dans un gîte où l'on se retrouve à l'abri du vent, de la pluie et de la neige ? Songer, comme le lièvre ? Mais il n'y a plus place pour le rêve indéfini. S'il parvient quelques instants à s'égarer, je veux dire : à se répandre dans son domaine immense dont le centre est partout et la circonférence nulle part, un brusque sursaut de conscience le rappelle, comme lorsque d'un coup de poignet un enfant ramène à lui son cerf-volant. On ne peut plus que *penser* à la guerre.

Entre hier et aujourd'hui, un fossé profond est creusé, qui affecte singulièrement la forme d'une tranchée.

Que ferai-je donc, sinon lire ou relire? Mais reprendrai-je ces romans de mœurs militaires qui, quarante années durant, se sont multipliés en France, et dont certains valurent quelque gloire à leurs auteurs? Non. Je les connais trop. Ils se sont attachés surtout à montrer la vie à la caserne sous ses aspects les plus rebutants. Si, ayant souffert moi-même de cette vie, j'en note avec joie, au passage, certains traits de satire vengeresse, je me représente aujourd'hui l'inutilité de ces protestations : l'armée est un organisme spécial, qui a sa raison d'être, et qu'il faut accepter tel quel, quelque pénible que parfois ce puisse être. Relirai-je l'*Appel des armes*, d'Ernest Psichari, tué au feu comme Charles Péguy? Pas davantage. Au contraire des naturalistes et des satiristes, Ernest Psichari exagéra dans le sens de la beauté idéaliste. Ses héros sont presque des entités abstraites et, pour trop vouloir prouver, sa thèse irrite et laisse le lecteur convaincu. Mais je me rappellerai conteurs et chroniqueurs qui, de la guerre de 1870, du siège de Paris et de la Commune, nous laissèrent leurs souvenirs, imaginés ou exacts, les fantaisies charmantes d'Alphonse Daudet et les nouvelles, d'un strict réalisme, de Maupassant. Il est permis de supposer que la guerre actuelle déterminera en France une littérature différente, et que le mouvement de renaissance nationale et d'exaltation de nos forces n'ira que s'accroissant.

En 1870 et immédiatement après, tout le monde, ou peu s'en faut, était découragé. C'est Maxime Du Camp rencontrant Théophile Gautier, « tirant la jambe, appesanti, la joue pendante, les paupières bouffies, la pâleur du visage plus profonde que de coutume », qui s'écrie : « Je suis saturé d'horreur, je n'ai plus qu'un besoin : me coucher sur le dos et dormir. » C'est Flaubert qui écrit à George Sand : « Moi, je suis écoeuré, navré par la bêtise de mes compatriotes. L'irréparable barbarie de l'humanité m'emplit d'une tristesse noire. Cet enthousiasme, qui n'a pour mobile aucune idée, me donne envie de crever pour ne plus le voir. » C'est Renan, qu'Edmond de Goncourt nous montre lisant le journal chez Brébant, « avec des mouvements de bras désespérés. » A la date du 10 janvier 1871, il écrit dans

son *Journal des Goncourt* : « La conversation est toute sur la désespérance des hauts bonnets de l'armée, sur leur manque de vouloir énergique, sur le découragement qu'ils propagent parmi les soldats. » Nous n'en sommes plus là, dans la France de 1915.

Nous n'en étions plus là, non plus, dans la France que divers incidents connus de tous avaient contribué à transformer, durant les quelque dix années qui ont précédé la déclaration de guerre. Sans l'appeler de ses vœux, une partie de la presse prévoyait le fléau que l'Allemagne ne manquerait pas de déchaîner. Si ses avertissements répétés ne furent pas complètement inutiles, elle n'en évoquait pas moins le souvenir et l'image de l'hirondelle de La Fontaine donnant des conseils aux petits oiseaux :

Les oisillons, las de l'entendre,
Se mirent à jaser aussi confusément
Que faisaient les Troyens quand la pauvre Cassandre
Ouvrait la bouche seulement.
Il en prit aux uns comme aux autres :
Maint oisillon se vit esclave retenu.
Nous n'écoutons d'instinct que ceux qui sont les nôtres,
Et ne croyons le mal que quand il est venu.

A défaut de romans de mœurs militaires, je viens de relire, pour mon édification rétrospective, la longue série de la discussion, à la Chambre et au Sénat, du « projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 21 mars 1905, notamment en ce qui concerne la durée du service dans l'armée active. » Jaurès, aujourd'hui, reconnaîtrait loyalement qu'il s'est trompé, lui qui disait (2^{me} séance du 17 juin 1913) : « Certes, nous sommes fiers de l'effort courageux et persévérant de nos camarades [allemands] contre les militaristes d'outre-Rhin, contre l'esprit chauvin, contre toutes les pensées d'impérialisme et d'agression ; nous savons qu'ils luttent dans les conditions particulièrement difficiles que leur fait le régime de l'empire, et nous avons le droit, après l'événement, de sourire de ceux qui nous disaient qu'ils n'opposeraient aux armements, à la politique chauvine, qu'une opposition de simulacre... Nous avons le droit de leur rendre cet

hommage, et nous avons le droit de dire, après tout, que l'organisation de quatre millions de citoyens allemands parmi les plus fiers, les plus éduqués, n'est pas sans action sur les destinées du monde. Le pouvoir le plus absolu est obligé de réfléchir avant de se jeter dans les aventures, *quand il sait qu'il y a là quatre millions de consciences groupées qui protestent contre la politique de provocation....* L'*Echo de Paris* a été le stratège le plus subtil de la loi de trois ans. Dans ses correspondances quotidiennes de Berlin, il a savamment dosé chaque jour les moyens de polémique. Tantôt il dit à la France : « Les socialistes allemands, ce sont au fond des impérialistes : ils sont Allemands dans les moelles. »

J'arrête là cette citation, dont j'ai souligné les affirmations auxquelles les faits ont donné un éclatant démenti. Elles expriment dans leur essence la pensée et la foi des socialistes français pour qui l'attitude, qu'ils refusaient de prévoir et d'admettre, de leurs prétendus frères allemands, fut une cruelle révélation. Il faudrait être aveuglé par le parti pris pour ne point reconnaître que, de Jaurès et de l'*Echo de Paris*, c'est celui-ci qui avait raison.

On put entendre aussi (séance du 8 juillet 1913) M. Pierre Brizon, également député socialiste, citer à la tribune de nombreux extraits d'un livre de M. Georges Bourdon : *L'énigme allemande*. Je l'avais lu, ce livre, tout entier, avant d'en retrouver des passages dans le *Journal officiel*. Et l'on se rend compte, à la clarté trop éblouissante des événements ultérieurs, que MM. Bourdon et Brizon se sont trompés en faisant état de déclarations de personnages plus ou moins officiels, mais nullement autorisés à parler au nom de l'Allemagne.

En Allemagne, affirmait M. Brizon, l'union intime de la banque et de l'industrie accumulerait des ruines dès la première semaine de la guerre. « L'organisation économique de l'Allemagne est taillée pour la paix », a dit, en une formule lapidaire, un économiste, M. Arthur Raffalovitch. Parole confirmée par le grand capitalisme allemand. « *Nous voulons la paix avant tout, Nous sommes des hommes d'affaires* », dit le directeur de la

Dresdner Bank. De son côté, le Dr Ratnau, homme considérable, à la fois industriel, financier, publiciste, directeur de la si importante Société d'électricité, membre de soixante-dix conseils d'administration, et s'intéressant à plus de trois cents sociétés, par conséquent un homme connaissant l'opinion du monde des affaires et par suite celle du gouvernement, le Dr Ratnau disait : *« L'empereur ? Il aime la France. Il parle d'elle sans cesse. Il est attaché à la paix. Il sait que la paix franco-allemande serait le grand fait moderne, que la civilisation et la culture universelles en seraient plus riches. Sachez aussi — et je vous le déclare avec toute la force dont je suis capable — qu'en Allemagne personne ne veut la guerre. »*

J'ai souligné, comme précédemment, les paroles démenties par les actes. N'est-ce pas, plus que jamais, le cas de demander : Qui trompe-t-on ici ? Car M. Brizon citait encore Sudermann et Harden que, depuis, on a vus à l'œuvre. Ceux à qui leur situation politique donnait des facilités pour se renseigner sur le véritable esprit de l'Allemagne nous ont leurrés — de bonne foi, je n'en veux pas douter — avec leur quasi-certitude d'une paix universelle que l'état actuel de l'humanité ne nous permet pas encore d'admettre comme possible. Et nous étions évidemment disposés à prendre pour des réalités actuelles nos désirs, ou du moins nos rêves d'avenir. Nous aurions presque lâché la proie pour l'ombre.

En somme, on se rend compte à distance que cette discussion — une des plus passionnantes, avec celle sur la fréquentation des écoles laïques, qui se soient produites à la Chambre et au Sénat — oscilla vers les deux pôles vers lesquels toujours les hommes, selon les différences de leur nature individuelle, se sentiront invinciblement attirés : entre le réalisme et l'idéalisme. (J'emploie ces deux mots dans leur signification *littéraire*.) Sur tous indifféremment planait ou l'attente ou la crainte de l'attaque brusquée de la part de l'Allemagne. Mais les uns, les socialistes, bâtissant leurs châteaux sur une terre qu'ils imaginaient déjà purifiée au gré de leur volonté, voyaient le spectre de la guerre relégué tout au fond du magasin d'accessoires des-

tinés à faire peur aux enfants. Les autres, certains de la gauche, tous ceux du centre et de la droite, se refusaient à prêter l'oreille à ces suggestions, et protestaient quand on venait leur affirmer que l'Allemagne n'eût de sentiments que pacifiques. De cet état d'esprit on retrouve comme la synthèse dans cette brève passe d'armes entre M. Le Hérissé, président de la commission de l'armée, et M. Brizon (même séance du 8 juillet 1913) :

M. Brizon : — Alors, pourquoi donc, tous les jours, faites-vous croire à ce pays que la guerre peut éclater ?

M. Le Hérissé : — Parce qu'elle est à craindre.

M. Brizon : — Si vous êtes partisans de la paix, comment pouvez-vous craindre la guerre ?

M. Le Hérissé : — Je suis convaincu que, si vous craigniez la guerre, vous raisonneriez comme nous. C'est la seule différence entre nous.

Je ne disserterais point sur ces paroles comme sur un texte d'Evangile. Mais il est évident que « craindre » la guerre signifie ici : se rendre compte que l'Allemagne la prépare, la désire et, au besoin, la provoquera. Et ils étaient en nombre suffisant, ceux qui *craignaient* ainsi, et qui prévoyaient l'attaque brusquée, comme elle se produisit, par la Belgique. C'était le général Pédoya qui disait (en séance du 12 juin 1913) :

« L'envahissement de la France par la Belgique est considéré par les Allemands comme une nécessité impérieuse. Tous les travaux que depuis dix ou quinze ans font les Allemands ont en vue l'attaque par la vallée de l'Oise et subsidiairement par les vallées de l'Escaut et de la Sambre. Nous voyons des ponts militaires construits à Ruhdorf, à Dusseldorf et à Cologne ; nous voyons doubler les lignes de chemins de fer qui viennent de Coblenze et de Cologne vers la France. Nous voyons, dans ce misérable pays de l'Eiffel, le plus misérable de toute l'Allemagne, huit magnifiques routes qui ont été tracées, des chemins de fer créés que ni la situation agricole, ni la situation économique, ni la situation industrielle de cette contrée ne justifient. Nous voyons un grand camp créé à Malmédy, avec un amoncellement d'immenses approvisionnements. Que voyons-nous encore ? Des

quais de débarquement en grand nombre établis dans la région de Trèves. Tout cela nous démontre clairement les intentions de l'Allemagne. C'est donc là que nous devons porter nos forces. »

C'était M. Henry Paté, rapporteur (même séance) :

« C'est une grande erreur de croire que l'Allemagne criera gare à la Belgique. Sous le prétexte de manœuvres elle concentrera au camp de Malmédy, comme elle fit en septembre 1911, les forces suffisantes pour les lancer sur la Belgique. Ces forces y arriveront, tel un torrent qui vient de rompre ses digues. »

C'était M. Georges Leygues (séance du 26 juin 1913) :

« Il faut prévoir que les Allemands porteront leur effort sur la partie de notre frontière comprise entre Longwy et Maubeuge où se trouve une brèche béante que rien ne ferme, ni un corps d'armée, une division, ni une forteresse, ni un camp retranché. Or, les Allemands ont établi de Thionville à Metz un puissant camp retranché qui surveille, guette et menace non seulement la frontière de l'est, mais qui, par sa situation géographique, peut être également le point d'appui d'une armée d'invasion qui, tournant par la brèche de Stenay, les Hauts de Meuse et de l'Argonne, pénétrerait sans coup férir dans la vallée de la Meuse. »

C'était enfin M. Lefébure (séance du 8 juillet 1913) :

« Depuis quarante ans nous avons été hypnotisés par cette pensée que l'attaque principale se dessinerait vers la trouée centrale, entre Toul et Epinal, et peut-être de ce fait avons-nous un peu négligé notre frontière du nord-est que paraissait garantir contre toute éventualité la neutralité de la Belgique et du Luxembourg.... Pouvons-nous supposer que, lorsqu'ils seront nettement résolus à nous attaquer, nos adversaires s'embarrasseront de formules protocolaires réglant les rapports des puissances entre elles, que par des tractations diplomatiques longues et répétées ils nous donneront le temps de nous préparer et les facilités de mieux résister à leur agression. Certes non. Si la guerre doit éclater, elle éclatera brusque, soudaine, et portera

ses coups là où elle aura intérêt à le faire, sans se soucier un instant des conventions et des traités derrière lesquelles tenterait de s'abriter la faiblesse des neutres. »

Et d'autres orateurs encore dénoncèrent le péril. Ce n'est pas le moment de rechercher ce que nous avons fait pour y parer. Constatons seulement que la plupart de leurs prévisions se sont réalisées point pour point, quelques-unes même au delà. C'étaient alors comme deux fleuves immenses qui coulaient, chacun renversant sur son passage et entraînant, comme de simples fétus, les échafaudages de documentation et de raisonnements du parti opposé. Telle démonstration était longuement minée et battue en brèche ; telle autre était renversée brusquement comme par un coup de bélier. Presque toutes s'écroulaient avec fracas, aux applaudissements de l'adversaire. Qu'en restait-il ? Les thèses que sont venus confirmer les faits. Certains, je le sais, résisteront à l'évidence. Ils n'admettront point qu'en s'obstinant à écarter la vision du danger, certains socialistes, de la meilleure foi d'ailleurs, n'aient fait de mauvaise besogne. Ils nous parlaient de réformes sociales primant la préparation à une guerre, — je ne pense pas ici au service de deux ans sur lequel mon sentiment n'a point varié, — qu'ils considéraient comme impossible. Ne leur jetons point la pierre. Disons seulement qu'ils se sont trompés en ne se préoccupant que de leurs ennemis de l'intérieur tandis que, nous menaçant absolument tous, Annibal était à nos portes.

HENRI BACHELIN.

CHRONIQUE ITALIENNE

M. Giolitti. — Le giolittisme. — Un neutre. — La veillée tragique.

Que s'est-il passé de notable en Italie depuis le mois de décembre ? L'opinion la plus répandue au moment où j'écrivais ma dernière chronique était que l'attente ne durerait plus longtemps. Mais le résultat n'a pas répondu à ce que l'on croyait.

En Italie, il ne s'est rien passé d'important que le tremblement de terre. Et le calme viril avec lequel cette atroce aventure fut supportée, et la laborieuse patience avec laquelle on a travaillé et l'on travaille à réparer les pires dommages sont peut-être la seule partie vraiment belle de la chronique italienne durant cette dernière période. Quant au reste, discussions et bavardages en surabondance, intrigues de politiciens, marchandages de spéculateurs : bien des choses misérables et attristantes, rien de brutal. C'était inévitable. Il n'est pas possible de jouer longtemps, avec une inaltérable tranquillité, le rôle d'une nation en attente. La machine humaine ne peut rester pendant des jours et des nuits sous pression : l'énergie accumulée s'épand tôt ou tard en vaines rumeurs, se pervertit en activité malfaisante. Il devrait écrire longtemps, celui qui voudrait relater comment s'est refroidie et s'est transformée la belle passion ingénue que l'Italie montrait durant les premiers mois de la guerre, quand il y avait moins de fusils et moins de canons, mais plus d'esprits prompts. Il suffit de dire que le socialisme, le cléricanisme et le giolittisme, donc les trois maux déjà connus et les plus dangereux de la vie italienne actuelle, ont eu le temps de s'éveiller de leur torpeur momentanée avec une double violence et — c'est là le pire ! — avec le caractère nouveau de maux parfaitement compatibles entre eux. Jadis, le socialisme et le cléricanisme avaient pour résultat de se limiter réciproquement, et ce qu'il y avait d'absolu dans l'un neutralisait en quelque sorte ce qu'il y avait d'absolu dans l'autre. Le giolittisme réussissait à assurer à la nation une sorte d'équilibre banal et précaire, suffisant quand même à ceux qui n'y regardent pas de trop près ; il exerçait son action corruptrice aussi sur les partis extrêmes, ce qui — au point de vue de l'intérêt général — pouvait constituer un avantage.

Aujourd'hui, le giolittisme se présente sous un aspect bien plus insidieux. S'il devait l'emporter, il est probable qu'il vaudrait au pays un dommage et des humiliations comme on n'en vit jamais. Le giolittisme, qu'est-il au fond ? Il est difficile de le définir, car il s'agit d'une chose plutôt compliquée. C'est, avant

tout, la valeur incontestable d'un homme à l'esprit pas très large, mais lucide, aux idées pas nombreuses, pas primesautières, mais élevées et pratiques, d'un homme rapide, dégagé, multiple dans ses mouvements, non seulement par agilité naturelle, mais parce que libre de tout préjugé doctrinaire, méprisant ouvertement tout ce qui est ou lui paraît théorie, philosophie, poésie. D'un homme méprisant les individus aussi, mais avec précaution et bienveillance, estimant que les doctrines ne servent à rien et qu'on peut impunément en faire fi, mais qu'il en est autrement des individus, souvent d'autant plus utiles qu'ils sont plus tarés. On peut, en pleine Chambre, railler le socialisme comme doctrine et affirmer que Marx est un pauvre attirail hors d'usage, relégué désormais au grenier, mais on doit d'autres égards au socialisme en tant que parti d'hommes vivants : appeler un de ces hommes au Sénat, voire même offrir un portefeuille à un autre, fournir du travail aux coopératives ouvrières, etc. On peut, dans les discours, déclarer inacceptable tout article de programme clérical et accepter quand même les voix des cléricaux, qui, naturellement, ne sont pas gens à rien accorder sans compensation.... Le suffrage universel ? Le mythe du suffrage universel : hygiène de l'Etat, remède à tous les maux ? On peut bien dire, si l'occasion s'en présente, combien une semblable croyance est ingénue et superstitieuse. On peut certes démontrer l'absurdité du suffrage des analphabètes. Mais si, par hasard le lendemain, l'humeur du prolétariat menace de se gâter pour une raison ou pour une autre et qu'il n'y ait rien d'autre à donner en pâture à ce troupeau aux mille bouches, on pourra bien faire le grand don du suffrage universel. Pourquoi pas ? S'il est inoffensif, tant pis pour celui qui y croit ; s'il est dangereux, il y a moyen de préparer des contre-poisons suffisants, de dresser des barrières et de prononcer des défenses. En revanche, quand les temps sont tranquilles et que la responsabilité du pouvoir incombe à d'autres, on n'exclut pas l'opportunité de quelque belle affirmation de doctrine : divorce, pensions à la vieillesse, impôt progressif, etc. Rien n'est si utile qu'une promesse, tenue ou non : pourvu que nous sachions garder pour

nous-mêmes tout le mérite d'une promesse tenue et accuser nos adversaires d'une promesse non tenue.... Condition certainement pas facile, mais rien n'est difficile à l'honorable M. Giolitti, qui, dans les moments les plus critiques, sait aussi montrer quelques précieuses qualités natives, vraiment rares chez les hommes politiques de son école. Il possède le don de prononcer en quelques paroles claires, faciles, parfois piquantes, parfois bienveillantes, certaines choses que ressasserait pendant des heures entières la parlotte ou trop compassée, ou trop diplomatique, ou simplement malheureuse des autres orateurs. Et il possède le don du bon sens. Il est personnellement, chacun le déclare, un homme intègre. Mettez ensemble l'intégrité personnelle, le bon sens, la parole simple et claire et vous aurez la figure du brave homme, de l'homme auquel on se fie, auquel on a recours dans les occasions graves. Mais essayez de placer chez ce brave homme une ambition acerbe, un souriant manque d'estime pour les idées soi-disant abstraites, un manque d'estime encore plus cordial pour l'esprit humain, une indifférence paisible à l'endroit de l'intime valeur morale des choses, une expérience terrible, acquise et aiguisée durant vingt ou trente ans de vie parlementaire, et vous aurez à peu près l'honorable M. Giolitti. Il est assurément la personnalité la plus sincère d'un certain machiavélisme sceptique, qui a peu de rapports avec le machiavélisme héroïque du *Prince* et des *Discours* et semble plutôt avoir débuté dans la période des dominations étrangères.

— Et le giolittisme ? Ce serait une erreur de croire que le giolittisme est simplement la politique de l'hon. M. Giolitti ou qu'il ressemble à un parti organisé. Et ceci, à première vue, reste étrange. On pense à la puissance de cet homme, et donc à la possibilité d'exercer une influence bien déterminée sur la foule des adeptes. Mais il faut dire également que la puissance de M. Giolitti dépend aussi de ce qu'il n'impose à ses fidèles aucune profession de foi, aucun acte d'apostasie, rien qui puisse paraître un renoncement à sa propre liberté, une infidélité à son propre é au. Lorsqu'il dit à quelqu'un : « Viens avec moi ! » il ne

prétend pas exiger que l'interpellé change fût-ce même un bouton à son vêtement politique. « Viens avec moi, Turati, et garde aussi (si cela te réussit) ta dignité de cardinal socialiste ! Viens avec moi, Luzzatti, en restant, cela va sans dire, le garde-reliques de la sainte droite parlementaire italienne. Viens avec moi, Bertolini, fidèle acolyte de mon adversaire Sonnino. Venez avec moi, Pantano, Sacchi, Credaro, hommes rouges, républicains en expectative. Venez sans crainte avec moi. Je ne demande à personne de renier ses propres idées. Je ne veux même pas de renégats : qu'en ferais-je ? » Sûrement, qu'en ferait-il ? Il n'a point de doctrine propre à imposer, il est trop avisé pour enlever à ses partisans le crédit et l'autorité qu'ils se sont acquis en suivant une doctrine. S'il était jardinier ou cultivateur d'hommes, on pourrait dire que sa méthode consiste à transporter dans ses parterres les arbres qui conviennent le mieux, sans couper une racine, sans enlever une feuille. La nouvelle terre et le nouveau climat suffisent à modifier peu à peu le tempérament de chaque plante et à donner un caractère d'unité suffisante à ce jardin rassemblé de toutes pièces.

Le giolittisme n'est donc pas un parti, c'est plutôt une vaste clientèle. Et ici, je ne voudrais pas être mal compris. Ce serait une erreur de croire que tous les partisans de l'honorable M. Giolitti, ou même seulement la majorité, soient de vulgaires intrigants, attentifs à soutenir de leur vote l'homme dont ils pensent tirer de très grands avantages pour eux et pour leurs électeurs. Il faut plutôt rechercher la raison principale du giolittisme dans l'opinion, très justifiée, que cet homme ne commettra jamais un coup de tête, qu'il sera toujours en état de trouver, parmi les tendances les plus féroceement opposées, un compromis supportable que, sous son gouvernement, on ne manquera, au pis aller, jamais d'air pour respirer, d'eau pour se désaltérer et de temps pour vaquer à ses propres affaires. La grande majorité des hommes montre, on le sait, peu de sympathie pour ce qui est aventure, risque, tension nerveuse et, somme toute, vie anormale. Les choses épiques font bonne figure dans Homère, les tragiques dans Shakespeare, les reli-

gieuses dans les saints livres, les héroïques dans le livre de Don Quichotte. Dans la vie, on préfère les choses moins rares, moins glorieuses, mais plus tranquilles. Et puisque, hélas ! chaque nation compte plus ou moins d'individus inquiets, le meilleur homme politique est celui qui saura réfréner ces éléments troubles et dangereux. Mais par quel moyen ? Par une main de fer ? Instrument peu sûr ! Bismarck a voulu se servir d'une main de fer contre les catholiques et il a frappé en vain ; Crispien a fait autant contre les socialistes, et le socialisme en est sorti renforcé. Mieux vaut utiliser quelque autre instrument moins pesant et plus subtil : la politique de l'honorable M. Giolitti, par exemple, qui peut se flatter avec raison d'avoir gouverné six ou sept années consécutives avec très peu de cartouches et jamais en état de siège. Naturellement, on ne peut obtenir de si importants succès qu'à la condition de concéder beaucoup et de céder aussi beaucoup. Mais l'honorable M. Giolitti estime qu'il est utile de se montrer doux envers les partis extrêmes qui sont revêches et drus tant que dure l'hiver, pour se fondre en revanche aux rayons du premier soleil. Un souffle de chaleur du côté de l'extrême droite suffit à faire ruisseler de ces noirâtres glaciers cléricaux de si jolis filets rosés que c'est un vrai plaisir. Dans la direction de l'extrême gauche, on peut souffler, projeter des rayons, créer le printemps sans avoir besoin de tant de précautions : ne vivons-nous donc pas à un âge démocratique ? Et, aussi de ce côté, nous voyons les merveilleux effets d'un léger et tiède zéphir. Les anfractuosités, les éboulis, toutes les choses brutales et heurtées disparaissent, toute la montagne se fond !

Parfois, cela va sans dire, il faut interrompre le jeu. Il n'est pas de jeu qui, répété trop souvent de suite, ne finisse par livrer son secret même aux yeux les moins perçants. Et l'honorable M. Giolitti se retire de temps en temps. Puis, quand bon lui semble, il revient.... Il se retire à la veille de certaines journées particulièrement difficiles, à la veille des jours où le gouvernement doit parler clairement, travailler franchement, risquer sa popularité. Par exemple à la veille d'une grève des

cheminots, d'une augmentation des charges fiscales, etc. Le danger passé, il revient et ses hommes, naturellement, n'attendent que son signal. On dit aujourd'hui qu'il se prépare à revenir....

— Revenir, mais avec quelle intention? Personne ne le sait. Peut-être pour faire la guerre, maintenant que d'autres l'ont préparée techniquement et financièrement. Mais, pour le moment, son nom est le mot d'ordre des partisans de la neutralité à outrance. J'ai eu l'occasion de m'entretenir ces jours avec un député de la tendance qui désire ardemment le retour de l'honorable M. Giolitti. On se propose de faire tout ce qui est possible pour provoquer sans retard une crise ministérielle par la Chambre. Voici quelques-unes de ses idées, reproduites sous la forme décousue et dialoguée où elles furent exposées :

LUI : — L'Italie commit une erreur énorme et impardonnable en n'intervenant pas dès le début dans la guerre, aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche.

MOI : — Marcher avec l'Autriche? Dans une guerre offensive?

— Mais quelle guerre offensive? Il y a des guerres qui conviennent et d'autres qui ne conviennent pas. Eh bien, les intérêts de l'Italie sont en antithèse irrémédiable avec ceux de la France et aussi avec ceux de l'Angleterre et de la Russie. Ils sont en revanche parfaitement conciliables avec les intérêts allemands. L'Italie a refusé l'occasion, offerte par le destin, de devenir la maîtresse de la Méditerranée.

— Et l'Adriatique?

— L'Adriatique? Ce n'est qu'un petit golfe de la Méditerranée.

— Petit ou grand, un peuple italien qui attend l'heure de la délivrance vit sur les rives de ce golfe.

— Sentimentalisme! Au reste, il est utile de savoir que la Dalmatie n'a plus d'italien que le nom de ses bourgades du littoral.... Et Trieste? Que deviendrait Trieste en n'étant plus tête de ligne du commerce allemand?

— Elle deviendrait, sinon autre chose, du moins un port italien.

— Belle satisfaction ! D'ailleurs, irrédentisme pour irrédentisme ; on trouve aussi vers l'occident et le midi des terres qui intéressent l'Italie : Nice, la Savoie, la Corse, Malte....

— Ce n'est pas la même chose. La Savoie est un pays français ; Nice et la Corse sont traitées avec humanité et ne se sont jamais montrées trop malheureuses de leur sort....

— Distinctions ingénues ou intéressées ! Oui, intéressées, parce que cette grande sympathie pour la France est en grande partie l'effet de la propagande radicale et maçonnique.

— Je connais plusieurs Italiens qui ne sont ni radicaux, ni francs-maçons et qui, pourtant, se sentent à cette heure franchement opposés à la guerre allemande. Et les nationalistes ? Vous semble-t-il que les nationalistes soient des francs-maçons ?

— Ce sont des bavards.

— Et le peuple ? Notez que je ne suis pas de ceux qui écrivent peuple avec un P majuscule. Mais il faut bien attribuer une certaine signification, me semble-t-il, à cette constance, à cette impulsion et à cette chaleur de sentiments qui se manifeste dans les journaux, dans les assemblées et dans la conversation courante. Les raisons purement idéales ont aussi une valeur dans ce monde. L'invasion de la Belgique a contribué puissamment à provoquer en Italie comme ailleurs l'état d'esprit que vous savez.

— La Belgique ? Bel exemple à proposer ! La Belgique aurait mieux travaillé pour ses destinées en cédant dès le début à une force supérieure ou, au plus tard, sitôt après la prise de Liège.

— Je vois que nous ne nous comprendrons jamais. Mais dites-moi, croyez-vous encore possible qu'un gouvernement quelconque ose conduire l'Italie se battre au côté des anciennes alliées ?

— Malheureusement, le moment favorable est passé. Mais, si nous n'avons pas fait ce qui aurait été notre vrai et grand intérêt, n'aggravons du moins pas le mal. Restons tranquilles ; n'irritons plus nos alliées ; occupons-nous de nos affaires. Il est encore possible de chercher à améliorer nos conditions écono-

miques.... N'oublions pas que nous sommes un Etat jeune, pas riche, pas habitué au métier de la guerre; n'oublions pas que nous avons chez nous en permanence les tremblements de terre, les socialistes et le pape. Donc, inévitablement, une secousse plus ou moins ruineuse de temps en temps et une grève générale tous les deux ou trois ans. Et, si nous ne sommes pas prudents, c'est le moment où le pape parviendra à faire triompher ses idées sur le pouvoir temporel. Somme toute, ne nous laissons pas entraîner par les sympathies sentimentales pour lesquelles un individu peut donner sa vie, si bon lui semble, mais pour lesquelles une nation ne peut risquer son propre avenir.

— C'est ce qu'a déjà écrit M. Giolitti?

— Précisément! Vous voyez donc que M. Giolitti est l'homme de la situation. Je l'appuierai de tout mon cœur.

— Ceux dont l'esprit est disposé à ce genre pervers de volupté qu'on éprouve parfois au spectacle des choses viles trouveraient bien d'autres matières. Les congrès socialistes, par exemple, dont tel ou tel affirme, sans opposition, que le prolétariat italien doit se révolter contre une guerre quelconque, l'Italie fût-elle même envahie, parce qu'il est indifférent à l'honnête travailleur d'être sujet de Victor-Emmanuel ou de François-Joseph. L'Italie fera la guerre ou pas, elle réussira ou non à sauver son honneur et ses intérêts de l'étau terrible où elle s'est laissé enfermer. Que le Dieu de l'Italie (chaque nation a désormais son Dieu) la protège et la conduise! Une chose est cependant certaine : quels que soient les jours sombres qui puissent l'attendre, ils ne seront pas pires que ces journées grises. En parlant de cette interminable veillée d'armes, l'historien futur devra rappeler l'anxiété tourmentée et impuissante, qui dura des mois et des mois dans le cœur des honnêtes gens, le garibaldisme, forcé de s'exiler pour aller se battre, les honteux blasphèmes des socialistes, les étranges espérances des hommes d'Eglise, l'indifférence inconsciente de la plèbe bien ou mal nippée, la sotte fourberie de tant d'hommes politiques enclins à croire que M. Giolitti est capable de sauver l'Italie, sans dommage et sans blessure, au moyen des artifices dont il

use pour apaiser une crise ministérielle, le vulgaire *guicciardinisme* qui contamine une grande partie de la politique prédominante. Guicciardini, et non Machiavel, fut et est encore le génie malfaisant de l'Italie. Machiavel conseillait au prince des moyens deshonnêtes, mais pour rendre le prince capable de chasser tous les barbares de l'Italie. Guicciardini, en revanche, attendant dans les tranquilles loisirs de Finocchio le moment favorable pour réconcilier Charles V avec Clément VII, écrivait qu'il faut désirer sans doute le bien commun, mais qu'il ne faut jamais sacrifier à ce qui est plus beau et meilleur ce qui est plus avantageux.

FRANCESCO CHIESA.

CHRONIQUE HOLLANDAISE

La neutralité. — Entraves au commerce. — Influence sur l'opinion de la campagne allemande en Belgique. — La destruction de Louvain et la chute d'Anvers. — Les réfugiés belges. — Manifeste des 93. — M. Troelstra à Berlin. — L'armée maintenue sous les drapeaux. — Sacrifices pécuniaires. — Mort de M. Schuurman.

De quoi parlerions-nous dans les jours où nous vivons sinon de la guerre? La situation n'a pas changé, les préoccupations partout sont les mêmes et plus aiguës peut-être en ce pays qui, depuis le début des hostilités, s'est trouvé dans le voisinage immédiat des opérations. Malgré sa déclaration de neutralité, malgré la mobilisation de son armée pour défendre ses frontières contre toute agression, la Hollande a été soupçonnée de tendances germanophiles. Au commencement, elle a été victime d'une erreur géographique; les troupes allemandes avaient passé par le village belge de Limbourg; les journaux étrangers ont dit qu'elles avaient traversé la province hollandaise du Limbourg; même l'*Illustration* de Paris a fait de cet épisode le sujet d'une de ses gravures qui a valu une condamnation à son édition d'Amsterdam; mais des incidents plutôt malencontreux sont venus

confirmer cette impression première. La visite, à Maastricht, du prince des Pays-Bas portant une couronne sur le cercueil du prince de Lippe tué aux premiers jours de la campagne, a rappelé que le mari de la reine avait fait partie de la garde à Berlin ; on a dit qu'assis à des tables à cheval sur la frontière, soldats hollandais et soldats allemands buvaient de la bière ensemble ; qu'on remettait doucement sur le territoire belge les soldats et les patrouilles qui s'égarèrent sur le sol hollandais et on s'explique la violente antipathie des Belges pour le peuple hollandais pendant les premiers temps de la guerre. C'est plus tard seulement que leurs yeux furent dessillés.

D'autres causes encore, économiques celles-là, pouvaient rendre au dehors cette neutralité suspecte. On avait beau la proclamer absolue ; on avait beau afficher sur tous les murs qu'il était défendu de manifester ses sympathies pour les uns ou pour les autres des belligérants, soit de vive voix, soit par écrit, en public ou en particulier : il eût fallu, en présence des événements qui se déroulaient à quelques pas de la frontière, être sourd, aveugle et muet. Mais on oubliait que, par sa situation géographique, la Hollande ne peut pas se désintéresser de ce qui se passe à côté d'elle ; elle vit de son commerce de transit ; elle est le fournisseur ordinaire de l'Allemagne, et du jour au lendemain la source la plus abondante de ses revenus tarissait. Lorsque les vaisseaux français et anglais eurent fermé la mer à la flotte commerciale allemande, et que les ports qui avaient l'habitude de lui donner asile restèrent vides, il y eut un commencement de tristesse ; mais quand les transports hollandais furent arrêtés, emmenés en Angleterre, leur cargaison visitée, parfois saisie, alors éclata dans le monde commercial un cri prolongé de colère contre la « perfide » Albion. Tous les griefs anciens et récents qu'on pouvait avoir contre la Grande-Bretagne revinrent au jour ; les affaires du cap de Bornéo, des Boers surtout, servirent à cacher la véritable cause de l'irritation contre la politique qui avait la prétention d'arrêter la contrebande avec l'Allemagne. Personne ne se souvenait d'avoir dit : l'Angleterre ne permettra jamais qu'on porte atteinte à notre indépendance. Ou plutôt on

voulait bien être protégé dans son indépendance, mais aussi ne pas être gêné dans son commerce avec le grand voisin de l'est, d'autant plus qu'il se montrait coulant sur les prix. Il y eut donc de véhémentes protestations ; malgré tout, le gouvernement édicta des défenses d'exportation de divers objets déclarés contrebande conditionnelle de guerre. Il alla plus loin, il menaça, si les agissements frauduleux persistaient, d'établir l'état de siège dans les grands ports. « Les intéressés, ajoutait le communiqué officiel, n'auront à s'en prendre qu'à eux-mêmes de ces mesures de rigueur et même si les innocents pâtissent pour les coupables. »

Heureusement on n'eut pas besoin de recourir à ces grands moyens. Eussent-ils été d'ailleurs bien efficaces ? Sur la frontière de l'est, les décrets d'interdiction sont très sévères ; la surveillance est très active ; ce qui n'empêche pas que le ministre a été obligé de dénoncer expressément des cas de contrebande de grains ; ce qui n'empêche pas que constamment on signale l'introduction frauduleuse, en Allemagne, de petits lots de bestiaux, de chevaux, de farines ; plusieurs des contrebandiers sont pris, condamnés à la prison, leurs marchandises confisquées, les autres ne sont pas découragés. *Auri sacra fames...*

Mais ces fraudeurs ne sont pas la nation. C'est un fait depuis longtemps constaté que l'opinion populaire n'est pas favorable aux Allemands. Ils ont pris pied dans les grandes villes ; ils ont à Rotterdam une colonie considérable ; ils y ont fondé d'importantes maisons de commerce ; leurs principales compagnies de navigation ont établi des succursales à Amsterdam et à Rotterdam ; dans cette dernière ville, ils possèdent une église, une école, un *Verein*, des sociétés de chant, de secours mutuels ; ils sont fortement organisés et soutenus par ceux qui ont conservé la nationalité allemande comme par ceux qui ont adopté la nationalité hollandaise ; ils peuvent gagner en influence, en puissance, si l'on veut ; pour la masse du peuple, ils n'en restent pas moins des *maffer*, des rustres, des lourdauds. On ne leur est pas sympathique, et quand les soldats qui gardaient la frontière

du Limbourg les eurent vus à l'œuvre à Visé, quand Maastricht eut reçu les premiers fugitifs belges échappés à l'envahisseur, lorsqu'on eut entendu de leur bouche les récits des premières atrocités commises sur des populations inoffensives dont on voyait, du territoire hollandais, brûler les maisons en ruine, ce fut, parmi les témoins de ces horreurs et dans leurs familles qu'ils tenaient au courant, un mouvement à la fois de consternation et de colère. La fraternisation des armées cessa tout d'un coup ; il fallut, au contraire, calmer les esprits et tenir les soldats à distance les uns des autres.

La conduite des Allemands en Belgique contribua à généraliser ces sentiments. Entre Hollandais et Belges il n'y avait pas d'affinité ; il suffisait d'un court séjour chez les uns et chez les autres pour s'apercevoir qu'ils ne s'entendaient pas. Entre les Pays-Bas du nord et du midi, il y avait la révolution de 1830, il y avait aussi les différences confessionnelles, les oppositions de caractère, d'humeur, d'esprit. Mais quand on vit ce petit peuple défendre héroïquement son indépendance, quand on le vit succomber sous le nombre, impitoyablement massacré, on ne se souvint plus des divisions du passé, et dans un mouvement irrésistible d'humanité, on tint à rendre hommage à ces victimes de l'honneur et du patriotisme. Au moment où l'on apprenait la destruction de Louvain, l'incendie de l'université et de sa bibliothèque, la colonie hollandaise de Berlin faisait publier dans ses journaux une adresse à l'empereur d'Allemagne pour l'assurer de son dévouement et lui souhaiter la victoire. C'était trop cette fois ; on avait supporté, le 3 août, le défilé des mobilisés allemands — qui devaient, pour la plupart, revenir quelques jours après — s'en allant au bateau en chantant par les rues : *Deutschland über alles* ; mais cette glorification des excès de la force brutale parut intolérable et les hommes les plus considérables firent entendre des protestations énergiques et n'hésitèrent pas à les appuyer de leur signature. Sans doute, la neutralité officielle restait intacte ; mais la conscience, l'humanité parlaient à leur tour et elles s'exprimèrent sans ambages par la voix des artistes et des hommes de lettres.

Le moment où cette sympathie pour la Belgique se manifesta avec le plus d'éclat, c'est à la chute d'Anvers. Je ne crois pas qu'on puisse trouver un plus beau mouvement de solidarité humaine dans l'histoire d'aucun peuple. Personne ne croyait que la place serait rendue si vite. Cependant on se pressait sur la place de la Bourse pour lire les dépêches ; on s'arrachait les journaux pour avoir d'heure en heure des nouvelles ; tout d'un coup on apprend que des bateaux portent des réfugiés, que des trains en amènent. Et on les rencontre dans les rues de Rotterdam, car c'est là qu'ils s'arrêtent d'abord, grands-parents, petits-enfants, chacun portant une petite valise, un paquet enveloppé dans un mouchoir, cherchant à trouver une chambre à louer, un hôtel en rapport avec ses ressources. Ce sont les moins malheureux. Maintenant les trains se succèdent sans interruption ; il n'y a plus de wagons de voyageurs ; on a recours aux wagons de marchandises. Et à mesure que des milliers s'en vont, d'autres arrivent à Roosendaal, à Berg op Zoom, remplissant les rues, les places, s'entassant dans la gare. A Rotterdam, la Croix-Rouge se multiplie ; des comités s'improvisent ; on donne du lait, du pain, des tartines à tous ces indigents, à tous ces enfants affamés ; on les installe tant bien que mal dans des églises, des écoles, des salles de spectacle ; on prend dans sa maison, sans réfléchir, sans compter ; les plus pauvres ne sont pas les moins empressés et on réalise, pour les recevoir, de véritables miracles, car on n'évalue pas à moins de cent mille le nombre de ces réfugiés. Tous ont dans leurs yeux l'épouvante de cette fuite désordonnée ; il leur semble entendre encore le bruit de la fusillade, l'explosion des obus ; dans la hâte du départ, les familles se sont dispersées ; les parents cherchent leurs enfants, les enfants appellent leurs parents et c'est une impression inoubliable que de voir tous les malheureux se pressant devant les tableaux affichés sur les murs des gares demandant des nouvelles de parents perdus. A ce moment, j'ai compris ce qui avait dû se passer à la révocation de l'édit de Nantes, lorsque les proscrits de Louis XIV avaient abordé sur la terre de Hollande ;

seulement, cette fois, c'étaient des foules qui se succédaient sans interruption.

Le gouvernement, embarrassé de loger et de nourrir cette multitude, négocia avec l'autorité militaire allemande pour la renvoyer à Anvers ; mais personne ne se fiait aux promesses du vainqueur ; les Belges en avaient trop vu pour se laisser prendre aux plus belles paroles et bien rares furent ceux qui profitèrent des trains gratuits mis à leur disposition pour rentrer dans leur pays. Les uns passèrent en Angleterre ou en France ; les autres restèrent en Hollande où ils sont encore, les plus aisés établis dans les villes, le reste interné dans des camps que l'Etat a fait construire à leur intention, en même temps que les camps où sont internées les troupes belges et anglaises entrées en Hollande à la chute d'Anvers. La présence de cette population étrangère se fait sentir dans les rues ; on entend plus souvent du français ; on crie des journaux belges, l'*Echo belge*, la *Belgique*, l'*Indépendance*, ou anglais, le *Daily Mail* ; et ces éléments agissent insensiblement sur l'opinion. La presse, très indépendante, reproduisant fidèlement toutes les dépêches de l'un et de l'autre camp, a travaillé en définitive pour ceux qui ne craignent pas de dire toujours la vérité ; les feuilles hollandaises qui ont été arrêtées à la frontière allemande finissent toujours par passer, sont d'autant plus lues et gagnent en autorité.

Le manifeste des 93 a soulevé en Hollande comme ailleurs l'indignation de l'élite des hommes cultivés, des professeurs, des littérateurs, des artistes ; la protestation de M. le professeur L. A. Dake, si digne, si modérée de forme, et si nette, a fait une profonde impression. Mais on n'a pas tardé à savoir par les lettres de M. Adolf Lasson, conseiller privé, professeur à l'université de Berlin, jusqu'où pouvait aller l'orgueil allemand et le cas que les intellectuels germaniques faisaient du peuple hollandais : « Nous sommes moralement et intellectuellement supérieurs à tous, hors de pair.... Si nous n'étions pas aussi forts, la Hollande eût été depuis longtemps annexée. Elle est incapable de se protéger elle-même. Ce petit royaume mène une existence

tranquille à nos dépens. Il vit de sa vieille gloire et de son argent amassé depuis longtemps. La Hollande n'est qu'un appendice de l'Allemagne. Sa vie est confortable : c'est une vie en robe de chambre et en pantoufles, qui coûte peu de peine, peu d'efforts et peu de pensées. Si cette existence vous suffit, tant mieux. L'Allemand, lui, a de plus hauts devoirs et de plus hautes aspirations.... Pour cette Hollande d'aujourd'hui, nous n'avons, nous autres Allemands, que peu de respect et de sympathie. Sans l'appui que nous lui prêtons, elle serait morte depuis longtemps. » L'université de Berlin a bien essayé de se dégager de toute solidarité avec le professeur Lasson ; mais on a senti que celui-ci avait dit plus brutalement, plus cyniquement, et à l'adresse d'une petite nation, ce que les 93 pensaient du monde entier. Le coup avait porté et il ne sera pas oublié de sitôt.

D'autant moins qu'avec plus de formes, le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann n'a pas tenu un langage tellement différent à M. Troelstra, le chef des socialistes, premier vice-président de la Chambre des députés, dans l'interview qu'il accorda à celui-ci, sur la demande du ministre de Hollande à Berlin. Sans doute, « le gouvernement allemand est unanime à reconnaître qu'il faut respecter absolument l'indépendance et l'intégrité des Pays-Bas.... Quant aux relations économiques après la guerre, on ne peut rien affirmer à leur sujet. Je crois qu'une conséquence de la guerre sera un rapprochement économique entre différents Etats dont la Hollande verra qu'il est de son intérêt de bénéficier. » M. Troelstra a gardé le silence devant ces avances, mais la presse a eu conscience du péril et a eu le pressentiment qu'à céder sur l'indépendance économique, on préparait la perte de l'indépendance politique.

Malgré le langage sibyllin de Berlin, malgré les menaces du journal allemand de La Haye, le *Zoestand*, proclamant qu'il fallait choisir entre la culture allemande et le courroux allemand, le gouvernement hollandais a continué à affirmer sa neutralité absolue. Elle implique pourtant de grands sacrifices pécuniaires.

Le comité national de secours, qui dispose de plus de trois millions de francs, distribue chaque semaine des allocations aux sans travail ; l'assistance privée vient efficacement en aide à l'assistance publique ; on distribue régulièrement des soupes, des vêtements et malgré tous les efforts, devant le chômage persistant, on se surprend à dire : qu'est-ce que tout cela pour subvenir à tant de misères ?

L'armée, la landwehr mobilisées doivent rester sous les drapeaux. Nouvelles dépenses qu'il faut couvrir au moyen d'un emprunt. Le ministre a demandé 275 millions de florins 5 % et, pour le service des intérêts et de l'amortissement, on ajoute des centimes additionnels aux impôts établis et on en crée d'autres devant lesquels on avait toujours reculé. Certains députés se demandent si l'on ne pourrait pas renvoyer au moins une partie des militaires appelés et qui sont impatients de rentrer dans leur famille ; mais le gouvernement demeure intraitable. Dans l'exposé des motifs du projet de loi pour retenir la landwehr sous les drapeaux, il dit : « La position de la Hollande exige maintenant encore, comme en août dernier, que nous puissions disposer à tout instant de toutes nos forces militaires. Le gouvernement possède naturellement à cet égard des données que le public ignore, mais l'intérêt du pays lui défend d'en donner connaissance même en séance de commission générale, » c'est-à-dire en comité. Dans la discussion à la Chambre, il a maintenu inébranlablement son point de vue ; il a posé la question de confiance, rallié ainsi les hésitants et il ne s'est trouvé à la fin que les 14 socialistes pour réclamer de plus amples éclaircissements. Le lendemain de cette bataille, le président du conseil, M. Cort van der Linden, était nommé par la reine ministre d'Etat. C'était une nouvelle et solennelle consécration de la neutralité de la Hollande, de sa résolution de la défendre au besoin à main armée. Mais de quel côté du ciel faut-il chercher les nuages auxquels les ministres ont fait allusion ? Le monde officiel fait l'impossible pour conserver l'équilibre entre les belligérants ; M. de Savornin Lohman, député de Goes, membre de la cour

d'arbitrage, se hasarde-t-il à dire à la Chambre que ce n'est pas l'Angleterre seulement, mais le monde entier qui a condamné la violation du territoire belge, le président s'empresse de le rappeler à l'ordre et au respect de la neutralité hollandaise et le ministre des affaires étrangères appuie de son autorité les observations du président ; à la demande de l'autorité militaire, on poursuit un Allemand soupçonné d'espionnage ; mais, par compensation, sur la dénonciation d'un consul allemand, on traduit devant les tribunaux un écrivain hollandais qui avait traité de parjure le souverain allemand, et en réclamant la formation au lendemain de la guerre d'une ligue anti-allemande, aurait risqué de mettre en danger la neutralité du pays. Devant cette attitude, la question se pose. Comme de juste, personne ne sait rien et chacun répond selon ses préférences, d'après ses sympathies ou ses antipathies. Il ne faut donc pas s'étonner que les journalistes de Vienne se déclarent assurés que le péril auquel le gouvernement a fait allusion vient de l'Angleterre. Ce qu'il y a de certain, c'est que la menace faite par l'Allemagne de considérer comme zone militaire à partir du 18 février toutes les mers qui baignent la Grande-Bretagne et l'Irlande a produit d'abord une vive émotion ; le gouvernement en a conféré avec les représentants des principales compagnies maritimes et il semble que le calme soit revenu et qu'on se décide à attendre les événements.

— J'avais parlé dans une de mes dernières chroniques d'un écrivain plein de talent et de promesses, H. Schuurman, qui venait d'affirmer sa maîtrise dans sa comédie des *Violiers* ; il a été rapidement emporté par la maladie. Mais compte-t-on les morts en ces temps où tant de nobles intelligences sont fauchées en pleine floraison ?

LOUIS BRESSON.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

Nos soldats. — De la formation de l'opinion dans la Suisse romande. — Les « Petits sermons de guerre » de M. Stapfer. — Ce qui manque à notre civilisation, d'après Spir et Mme Claparède-Spir. — Les révélations d'un Belge en Suisse: la *Belgique neutre et loyale*, de M. Waxweiler. — M. Scheurer et les crises horlogères.

Voici nos hommes, nos troupes sont là. Pour combien de temps? Les voilà pleines de force et d'entrain, qui défilent au milieu des ovations. Nous avons dépendu de leur courage. Leur retour changerait-il quelque chose dans l'esprit public? se trouvera-t-il parmi ces hommes quelques-uns des hommes qu'il nous faut? Puissent-ils se lever nombreux, ceux qui veulent conquérir lambeau par lambeau la vérité, le droit, l'indépendance des peuples. Un sourd et puissant appel s'élève de la conscience publique vers ces hommes-là.

Et puisse la vieille maison hospitalière garder longtemps encore l'esprit des Juste Olivier, des Charles Secrétan, des Eugène Rambert; puisse-t-elle longtemps encore ouvrir ses portes à des générations de Suisses authentiques et romands, Vaudois, Genevois, Neuchâtelois, conscients de l'honneur et de la tâche, dignes et capables de servir la petite patrie dans la grande, la Suisse française dans l'Helvétie, la patrie de notre esprit dans celle de notre volonté et de notre cœur.

Jamais cette tâche n'a été plus utile, jamais plus pressante. Les journaux n'y suffisent pas. Le journal, c'est la conversation, le choc rapide des idées et des impressions; c'est la voix multiple et changeante des événements quotidiens. Outre ce qu'ils font, qui est indispensable, autre chose est indispensable, qu'ils ne peuvent faire et ne font pas. Pour qu'une pensée commune s'élabore dans un pays, au sujet des nécessités matérielles et morales du temps, pour qu'elle se dégage des remous de l'opinion et apparaisse dans une pleine clarté, il faut une information copieuse, sûre, un tri et une critique des faits; il faut aussi une méditation ordonnatrice, un classement, non de simple

commodité, ni arbitraire le moins du monde, mais explicatif et aboutissant à des vues d'ensemble, et il faut, sinon une doctrine, du moins une ligne, un certain nombre de points fixes auxquels on rapporte les gestes des hommes et les événements de l'histoire : le droit, c'est le droit, ... un traité est un traité, ... l'espionnage est une perfidie, ... un peuple s'abandonne à la déchéance quand il fait taire sa conscience, quand il sépare sa cause de celle de la liberté, de celle de la justice et qu'il voile d'un silence commandé ces figures immortelles et meurtries.

Ces points fixes, ces assises inébranlables sur lesquelles la raison humaine s'était reposée, il faut les rechercher, les retrouver sous un récent amas de hontes. Asseoir les résultats de cette enquête, qui se poursuit au jour le jour, un peu partout, avec fièvre ; les établir d'une manière durable, dans le calme et la dignité ; les entraîner, les éclairer, les signaler, pour en maintenir le spectacle au-dessus des férociétés, des impostures, de la lave et de la bave qui menacent d'avilir ce siècle commençant.

On n'exagérerait pas en disant qu'une revue suisse romande peut être, aujourd'hui particulièrement, la « Revue suisse » telle que les anciens l'avaient entrevue et déjà réalisée. Ce n'est pas jouer sur les mots, ni se payer de distinctions captieuses que de dire : la Suisse romande, dans l'élan unanime qui la soulève, est toute pénétrée de la pensée suisse, toute réchauffée du patriotisme suisse. On lui donne à entendre qu'elle n'est guère diplomate ; mais si l'on veut qu'un juriste le soit, on trouvera bon que le citoyen et le patriote ne le soient pas trop. On l'accuse de manquer d'équilibre et de verser sur la pente où l'entraînent des affinités de race et de langue. Mais cette pente ne conduit pas à des abîmes de despotisme remplis de peuples égorgés. Ce qu'elle espère, ce n'est point une substitution de tyrannie, mais l'aube d'une paix dans laquelle le rêve de la bonté humaine ne soit plus une dérision ; elle se tourne où le rayon luit. Elle salue où elle les rencontre la pensée libérale, la volonté généreuse. Le jour où elle ne les rencontrerait plus au même endroit, elle demeurerait fidèle à son idéal en se détournant de ceux qui l'auraient déserté. Que les dieux écartent ce présage ! Cet idéal est l'expression même de la Suisse moderne dans ses instincts les

plus profonds. Idéal démocratique, idéal de liberté, de respect des nationalités, d'égards envers les faibles. Pourquoi donc tous les belligérants ne tiennent-ils pas ce langage pour leur compte :

« Pendant quelques semaines, quelques mois, peut-être, la France va être clouée sur la croix pour le salut de l'Europe; puis, après, de sa main saignante, elle signera le traité de paix qui libérera toutes les nationalités opprimées en Europe, qui imposera le désarmement non seulement aux vaincus, mais aux vainqueurs, et qui abolira la guerre pour nos fils et nos arrière-petits-fils. Alors on pourra dire que nos morts et ceux qui les pleurent n'auront pas versé leur sang et leurs larmes, comme dans tant d'autres guerres, pour rien. »

Qui dit cela? M. Charles Gide. Et l'on veut que nous ne soyons pas émus? Citez-nous donc, dans l'autre camp, un écrivain, d'une notoriété reconnue, ayant qualité et autorité, qui ose proférer des mots pareils, et nous l'applaudirons comme nous voudrions que vous applaudissiez celui-ci.

Or ces paroles ont été répétées, commentées, je ne dis pas dans des conversations intimes, ni dans des articles de journal anonymes, mais dans des réunions publiques, solennelles, dans un temple. C'est M. Paul Stapfer qui nous les rapporte; il s'y joint; et tout le reste de ses discours, qu'il a réunis en un mince volume, respire le même esprit de résolution, d'ardente confiance et de générosité.

Ce sont des sermons¹. M. Stapfer, en changeant la chaire du professeur pour celle du pasteur, n'a rien perdu du charme de sa parole, de son élégante simplicité et de son ingéniosité. N'est-ce pas un trait significatif que de voir ce laïque remplacer, pour le culte dominical, le pasteur de la petite paroisse dans laquelle il avait accoutumé de passer ses vacances? Ce pasteur était mobilisé en qualité de caporal dans un régiment territorial. Ce qui nous vaut neuf sermons très courts, que l'auteur a voulu mettre à la portée d'un auditoire un peu fruste, et qu'en vérité nous ne jugerons point trop bas pour nous. Le laïque, du reste, y demeure laïque, cite Montaigne, parle des textes sacrés, de

¹ *Petits sermons de guerre*, par Paul Stapfer, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Bordeaux. — 1 vol. in-16, Paris, Fischbacher, 1914.

l'inspiration et même des miracles avec une liberté peu sacerdotale, relève ailleurs le vieux dogme de l'existence de Satan avec une sorte de dilection qui ressemble, de loin sans doute, mais assez distinctement tout de même, à ce qu'on appelle le goût du paradoxe. Eh bien, ce Montaigne pieux, moins, beaucoup moins amusé, moins hardi dans ses pérégrinations, mais divers et se fondant sur le bon sens et le bon cœur, sur la raison et les sentiments d'humanité, doit avoir fait une œuvre bienfaisante en gravissant les degrés de la chaire chrétienne. Il a du moins attesté cette communion d'esprit qui s'établit spontanément entre les esprits droits, dans le péril de la civilisation.

M. Paul Stapfer est un peu des nôtres par sa longue collaboration à la *Bibliothèque Universelle*. D'autres voix se sont élevées, plus près, parmi nous, pour nous faire, en toute sincérité, le commentaire des événements du jour. Il est bien difficile de contester à M^{me} Claparède-Spir que ce dont l'homme a besoin, c'est d'une régénération morale¹. Il est plus malaisé de trouver à l'y amener. Ce n'est pas la philosophie, en tout cas, qui lui a manqué. Notre siècle en a produit à foison. Fausses, dira-t-on. Je ne sais. Celle de Spir, dont M^{me} Claparède nous donne un résumé et qui est un dualisme du corps et de l'esprit complété par un idéalisme moral d'une fort belle tenue, mérite l'hommage qu'on rend au zèle laborieux, à la recherche désintéressée et à la noblesse de l'inspiration. Mais il faut bien que tout cela soit insuffisant, puisque cela n'a pas suffi. Lisons avec intérêt la brochure de M^{me} Claparède et, à cette occasion, donnons une pensée de déférente estime à la mémoire de Spir, qui fut un esprit d'élite. Nos problèmes subsistent, ils sont là qui demeurent en entier; ils sont d'un autre ordre, de l'ordre de l'action.

Convaincre! Maintenir! Ne pas laisser préteriter le droit! Collationner patiemment les faits, contribuer à faire lever le jour, le plein jour qui met en fuite les hôtes malfaisants de la nuit.

L'éditeur Payot vient de publier un ouvrage important, l'un de ceux qui ont eu jusqu'à présent le plus d'action pour la

¹ M^{me} H. Claparède-Spir, *Ce qui manque à notre civilisation*. Exposé d'après A. Spir. — Genève, Kündig, 1915.

réforme de l'opinion faussée. Ce n'est pas seulement l'évidence des faits qui en ressort, mais aussi l'évidence de la calomnie, je veux dire l'évidence de ce fait qu'il a été institué un système de calomnie, une diffamation réglée, impitoyable, mortelle, contre un petit peuple innocent, à qui l'on a voulu porter le coup de mort pendant qu'il tendait encore la main à son agresseur.

Ce peuple est le peuple belge.

On ne saurait trop insister sur les enseignements du livre de M. Waxweiler¹. Les journaux en ont parlé; ce qu'ils ont signalé, il est indispensable de le souligner, de le graver dans la mémoire et dans la conscience publiques. Voici pourquoi: c'est que, laisser tomber dans l'oubli les offenses subies par les faibles, c'est une manière et peut-être la plus dangereuse de consentir à l'abus de la force brutale. Quand la violence a été précédée, accompagnée et suivie de la dissimulation, de la déloyauté et de la diffamation, alors c'est le respect du genre humain qui est en cause, c'est à la pudeur de tout ce qui est doué de sens moral et capable de lier deux idées que le défi est jeté.

Or, des faits inconnus jusqu'à ce jour sont maintenant établis avec une certitude aveuglante. Avant l'invasion de la Belgique, pendant des journées entières, le chancelier allemand a essayé de négocier avec l'Angleterre en trafiquant des Belges comme de la plus ordinaire des marchandises. Tantôt il haussait l'offre, tantôt il l'abaissait. Promettez-nous l'abstention de l'Angleterre dans une guerre de l'Allemagne contre la France, et nous respecterons l'indépendance de la Belgique, ou son intégrité, et enfin son indépendance et son intégrité, à condition qu'elle ne nous résiste pas.

La Belgique a résisté. Alors commença la campagne d'accusations et de calomnies: la Belgique avait des accords secrets; la Belgique n'a pas répondu à la note allemande; la Belgique a armé la population civile; les Belges, bien loin de subir des

¹ Emile Waxweiler, directeur de l'Institut de sociologie Solvay, *La Belgique neutre et loyale*. 1 vol. in-8°. Lausanne, Payot, 1915.

atrocités en ont commis. Encore un peu et ce serait la gazelle qui aurait dévoré le tigre.

Patiemment, fait après fait, légende par légende, de grief en grief, M. Waxweiler rétablit la vérité. On n'est pas plus simple, plus droit, plus sûr ; on n'est pas plus désintéressé en apparence, et en réalité plus fort, plus dangereux pour l'adversaire, par cela même, par cette impartialité, mais aussi par cette entière franchise du savant. M. Waxweiler nous a rendu, je crois, à nous, Suisses, un service des plus précieux. Il nous a montré ce que la raison froide peut gagner, même en ce temps-ci, en ce temps-ci surtout, parce qu'elle demeure et que les passions s'usent, parce qu'elle proteste en nous-mêmes quand nous cherchons à étouffer sa voix dans le forum, parce qu'elle est une conquérante, elle aussi, conquérante inlassable qui réveille et appelle à son aide et sous ses ordres toutes les forces morales qui résident dans le cœur de l'honnête homme.

Voilà celle qui nous sauvera.

MAURICE MILLIoud.

P.-S. — C'est changer de sujet et pourtant ce n'est pas s'écarter beaucoup que de parler des crises économiques. J'ai omis de signaler, il y a quelques mois, l'ouvrage de M. Scheurer, qui forme le premier fascicule d'une « Collection d'études commerciales et économiques », publiées sous la direction de MM. Bonjour et Paillard, professeurs à l'université de Neuchâtel. M. Paillard appartient en outre à l'Ecole des hautes-études commerciales de l'université de Lausanne¹.

M. Scheurer traite des crises horlogères dans le canton de Neuchâtel. Mais il dépasse beaucoup son sujet par les suggestions qu'il nous donne et par les vues générales auxquelles il nous conduit. Un ensemble de travaux de ce genre, solidement appuyés sur les faits et touchant la réalité de très près, formerait — formera, je l'espère — une documentation du plus grand intérêt. Voici justement que M. Paillard, de son côté,

¹ F. Scheurer, *Les crises de l'industrie horlogère dans le canton de Neuchâtel*. Neuveville, Beerstecher, éditeur, 1914.

publie une conférence qu'il a faite à Berne, l'été passé, sur les coalitions d'industriels en Suisse. Je ne puis entrer en matière sur ces deux publications. Celle de M. Scheurer est un ouvrage important. On y trouve l'histoire de l'industrie horlogère neuchâteloise, de 1752 environ jusqu'à la crise de 1909 et au temps présent. Bien divisée, fournie de statistiques significatives, son étude nous fait voir la complexité de ce phénomène des crises qui a excité tant de controverses entre les économistes. M. Scheurer attribue les crises à des causes très diverses ; les remèdes lui paraissent divers aussi, et il n'en trouve point qui puisse opérer radicalement. Mais les améliorations qu'on peut obtenir sont déjà un gain précieux. Hélas ! quelle suite tragique l'auteur ne pourrait-il pas écrire dans quelque temps ! Souhaitons qu'il le fasse, malgré les constatations lamentables auxquelles nous avons à craindre de le voir amené. Malgré tout et en tout, et quelques consolations qu'on puisse chercher dans l'illusion et dans l'ignorance des maux, la lumière et la vérité valent mieux.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Les plaies phosphorées dues aux obus allemands. — Pansements de guerre ; antiseptiques employés : les vertus du nitrate d'argent. — La question des pieds gelés : étiologie, signes, traitement, prophylaxie. — Machine à creuser les tranchées. — Pourquoi les mines marines se déplacent.

A l'Académie des sciences et à la Société de chirurgie, tour à tour, le public médical a été mis en garde, par M. V. Henri et par M. Tuffier, contre l'existence de plaies phosphorées. Les Allemands font usage d'obus contenant une forte dose de phosphore, en outre de la substance explosive ; on en a ouvert et examiné un certain nombre qui n'avaient pas explosé, et la chose n'est point douteuse. Or, ces obus font des plaies particulièrement dangereuses.

On a cité le cas, notamment, d'un chasseur alpin qui fut blessé au bras et à la jambe par un de ces engins. Il fut sommairement pansé à l'ambulance, puis envoyé à l'arrière. Là, en défaisant le pansement, au moment où l'on enlevait les compresses à sec, on fut témoin, non sans surprise, d'une petite explosion avec flamme, ressemblant au craquement d'une allumette; puis apparut un petit panache de fumée à odeur fortement phosphorée. Comme la plaie était fort souillée (tissus hachés, paille, esquilles), on la lava à l'eau oxygénée. Aussitôt ce fut une série de petites crépitations, pendant trente secondes, dégageant toutes un peu de fumée et présentant la même odeur de phosphore. Le lendemain, en renouvelant le pansement, même histoire. En explorant la profondeur de la plaie on y trouve de la paraffine et, semble-t-il, du celluloid. Le jour d'après, nouvelles crépitations avec dégagement de fumée. La gangrène gazeuse fait son apparition. On la traite, mais à chaque pansement les crépitations se reproduisent. Pour abréger, on réussit à écarter la gangrène gazeuse, mais après quelque temps le blessé meurt avec tous les signes de l'intoxication phosphorée. Les crépitations étaient dues, évidemment, à des parcelles de phosphore.

L'existence des plaies phosphorées a été signalée au public médical, car il faut que celui-ci soit prévenu de la chose. Les plaies phosphorées, par la mortification des tissus due à l'action du phosphore, doivent être, comme toutes les plaies mortifiées, plus favorables au développement des infections : suppuration, tétanos, gangrène gazeuse. Elles doivent donc être désinfectées de façon toute spéciale. D'autre part, elles peuvent être très profondes, et sont accompagnées presque toujours de fracture, de broiement osseux. Dans ces conditions les chirurgiens se demandent si l'amputation d'emblée ne serait pas indiquée, surtout s'il y a plaie étendue et profonde, pouvant abriter des parcelles de phosphore. Car, de la sorte, on éviterait le danger de l'intoxication phosphorée.

— Quel pansement emploie-t-on généralement, dans les plaies de guerre? En temps normal, la question ne se pose pas :

le chirurgien ne connaît guère que le pansement aseptique. Mais en temps de guerre on n'a affaire, dans l'immense majorité des cas, qu'à des plaies infectées. L'asepsie ne suffirait pas : il faut de l'antisepsie. On fait donc usage d'antiseptiques. Il y a des chirurgiens qui emploient l'acide phénique. D'autres, l'iode : la teinture dédoublée, car la teinture pure est caustique. Il en est qui préfèrent à la teinture dédoublée l'eau iodée, surtout pour les irrigations un peu étendues. L'eau oxygénée est très en faveur, surtout quand l'infection est considérable. Certains chirurgiens se déclarent fort satisfaits de l'alcool : presque tous s'en servent pour combattre l'infection pyocyannique (pus bleu, qui n'a rien de très dangereux, d'ailleurs). L'alcool est évidemment un bon antiseptique. Un antiseptique très employé encore est l'oxycyanure de mercure.

Dans un travail déjà ancien, M. Danysz a montré que les substances les plus antiseptiques sont les sels métalliques, et surtout les sels de mercure et d'argent : le sublimé et l'oxycyanure de mercure sont très toxiques pour les microbes. Mais, comme ils agissent sur les tissus aussi, il convient de faire usage de doses faibles. Les sels de mercure doivent s'employer à la dose de 1 pour 300 000, au maximum, et plutôt 350 000, si l'on veut éviter toute action nuisible sur les tissus. Les sels d'argent sont moins toxiques : l'azotate d'argent peut s'employer à 1 pour 200 000. M. Danysz a pu faire employer le nitrate d'argent dans nombre de cas de plaies de guerre, plaies graves et très infectées, avec d'excellents résultats. Il conseille, pour commencer, la solution à 1 pour 200 000 (lavages, pulvérisations, mèches imbibées) ; on peut ensuite progressivement diminuer la dose et utiliser la solution à 1 pour 400 000, ou 500 000, une fois l'infection diminuée.

— On a beaucoup discuté la question des « pieds gelés. » Et cela continuera jusqu'au moment où le retour du beau temps supprimera la boue dans les tranchées. Mais rien n'obligerait à attendre ce moment. Il paraîtrait que les pieds gelés n'existent pas chez les Allemands, ce qui s'expliquerait, au dire d'un déserteur, par le fait que les tranchées allemandes sont mieux con-

struites ou entretenues, et que le fond en est garni de fascines pour empêcher les pieds d'entrer en contact avec l'eau, celle-ci étant d'ailleurs en petite quantité, car on a grand soin de les abriter contre la pluie.

On n'est pas d'accord sur la cause principale des pieds gelés. Les uns invoquent le froid ; d'autres l'humidité, qui agirait d'ailleurs de façon indirecte. Ce qui semble établi, c'est que les pieds gelés s'observent principalement et même exclusivement chez les soldats qui ont longtemps séjourné dans des tranchées boueuses, ou humides, sans prendre de repos, sans changer de chaussures, et portant des chaussures et molletières qui, par le fait de l'humidité, se sont rétrécies et ont gêné la circulation des pieds. Les pieds gelés tiennent avant tout à un vice de circulation, à une stase sanguine.

Le mal présente des degrés divers. Au plus bénin, c'est simplement un érythème douloureux, et assez tenace, mais qui disparaît complètement par le repos et les soins appropriés. Dans le cas le plus grave, c'est une gangrène plus ou moins étendue, pouvant faire tomber les orteils, ou bien dévorant la face plantaire, ou encore nécessitant l'amputation de l'avant-pied. Le traitement est du ressort de la chirurgie. Mais la prophylaxie est possible.

Il faudrait lutter contre l'envahissement des tranchées par l'eau, en couvrant mieux celles-ci, en les vidant et en utilisant les fascines. Il faudrait multiplier les relèves. Il est absurde de laisser des hommes six ou huit jours dans les tranchées : mieux vaut les relever tous les jours, de manière à faire alterner un jour de sec et de repos avec un jour d'humidité et de travail, au lieu de faire alterner six ou huit jours d'activité avec six ou huit de repos. Ils feraient autant de besogne, avec moins de risques de gelure et dans de meilleures conditions. En outre, il est indiqué de porter des chaussures larges et d'éviter la contraction des bandes molletières. Le pied devra être bien graissé, et on se trouvera bien de l'entourer de papier avant de mettre la chaussette. Les Japonais, en Mandchourie, remplaçaient le papier par une vessie de porc. Observons d'ailleurs qu'il est bon de graisser

les pieds, les chaussettes (en les trempant dans de la graisse fondue) et enfin les chaussures.

— A propos de la guerre de tranchées que les Allemands doivent profondément regretter d'avoir imposée à leurs adversaires, car elle se retourne contre eux avec une force qu'ils n'attendaient pas dans leur psychologie simpliste, on a dit que l'armée allemande était pourvue de machines à creuser les tranchées. C'est exact, dans une certaine mesure, et nous trouvons là un nouvel exemple du soin méticuleux et intelligent avec lequel a été organisée la machine de guerre allemande. Mais ces machines ne peuvent être utilisées sur le front : elles ne sont bonnes que pour creuser des défenses à l'arrière, en prévision de défaites et de recul. Les Allemands en ont fait largement usage en Belgique, loin de l'avant, où elles auraient été rapidement démolies.

Ces machines sont des excavateurs, des machines à excaver, à creuser des tranchées pour canalisation, drainage, etc. Elles existaient en Belgique, où d'ailleurs elles avaient leur emploi en temps de paix, et on n'eut pas à les faire voyager bien loin pour les utiliser militairement. Pourtant il en fut expédié en Champagne, dit-on. Ces excavateurs sont fort bien compris. Un seul homme suffit à la conduite de la locomobile. Le travail fourni par celle-ci est considérable et rapidement mené. Les excavateurs sont construits pour fournir des tranchées ayant 2^m25 de profondeur maxima, et variant, en largeur, de 0,71 à 1^m22. La force motrice varie de 30 à 45 chevaux-vapeur. Le prix de revient serait modéré : 5 centimes par mètre cube excavé. Ces excavateurs, qui sont d'une application fréquente en temps de paix, surtout dans les pays plats et bas comme la Belgique et les Flandres, peuvent très bien rendre, et rendent des services en temps de guerre : on les utilise à préparer des tranchées, à l'arrière, pour servir de refuge et de moyen de résister, en cas de retraite à l'avant. Mais on s'est trompé en parlant de machines à creuser des tranchées de guerre : les machines sont civiles, elles étaient déjà connues ; c'est l'application seule qui est nouvelle.

— On parle souvent dans les journaux de navires ayant été détruits par des mines entraînées au loin par les courants. Comment donc les mines peuvent-elles suivre les courants? On les croyait fixées. Elles le sont, en effet, mais mal, comme l'a expliqué M. E. Bertin. à l'Académie des sciences.

Une mine se compose de trois éléments. Il y a d'abord le récipient contenant les substances explosives, et qui éclate lors du contact d'une coque de vaisseau. Ce récipient, on le voit à trois ou quatre mètres sous l'eau. Pour le maintenir à cette profondeur, on le fixe au fond de l'eau au moyen d'une sorte d'ancre et de chaîne. Il a été établi de façon à vouloir flotter, à être plus léger que l'eau : abandonné à lui-même, il flotterait. Retenu par l'ancre et la chaîne dont le poids a été calculé de façon à ne pas le faire couler, il reste au niveau qui lui a été assigné, au moment de l'immersion, par la longueur de chaîne adoptée, oscillant simplement à droite ou à gauche, avec les courants, mais sans que l'ancre quitte jamais le fond de la mer. Du moins, c'est ce qui devrait se passer. Mais en réalité cela n'a pas lieu, et la raison est bien simple.

Les mines ne s'immergent que dans des profondeurs moyennes, au voisinage des côtes, là où les vagues prennent le plus de hauteur sous l'influence de la tempête. Or qu'arrive-t-il lorsqu'une vague passe au-dessus d'une mine? Quand c'est la crête, il y a élévation du niveau d'eau : la pression sur la mine est accrue. Mais quand c'est le creux, le niveau d'eau s'abaisse et la poussée hydrostatique de la mine monte et augmente : son aspiration à flotter, pour ainsi parler, est plus considérable. Or elle la satisfait. Le poids du crapaud, ou de l'ancre, et de la chaîne, ne sont pas suffisants : il n'a pas été calculé en tenant suffisamment compte des variations que doit subir la poussée hydrostatique de la mine, lors du passage des vagues, et il devient trop léger, et insuffisant, dès que celles-ci ont une certaine hauteur. Le résultat est que, lors du passage du creux des lames, la mine monte un peu vers la surface, tirant à elle l'ancre ; lors du passage des crêtes, elle descend, au contraire, et l'ancre reprend contact avec le sol. Mais durant le temps où le système

flotte entre deux eaux, quelques secondes par minute, le courant du moment agit sur lui et l'entraîne de côté ou d'autre. L'ancre ne retombe jamais au même point, et l'ensemble progresse et chemine, en sautillant, tant que durent les vagues. C'est pourquoi si souvent, après les tempêtes, des mines sont jetées à la côte ou bien entraînées au loin, parfois au détriment des neutres, quand ce n'est pas de ceux mêmes qui les ont posées. Ces accidents, on les évitera sans peine en augmentant le poids du crapaud, en le calculant avec plus de soin.

CHRONIQUE POLITIQUE

A propos des origines de la guerre. — La situation militaire. — Pas d'intervention. — Une nouvelle guerre navale. — En Suisse.

Est-ce un hommage rendu à la justice immanente que l'empressement de tous les belligérants à prouver que leur cause est bonne, qu'ils n'ont voulu que la paix ? Sans doute ; mais pourquoi cette préoccupation n'a-t-elle pas inspiré les actes ? La guerre resterait bien loin, comme un souvenir de temps affreux qui ne reparaitront jamais.

Le livre rouge que le gouvernement austro-hongrois a publié, voici quelques semaines, ne paraît pas devoir modifier beaucoup nos opinions. Il contient soixante-neuf lettres et documents de proportions et d'importance très inégales allant du 23 juin au 24 août 1914. La chancellerie viennoise tend à prouver la participation de la Serbie à l'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand et fournit de nombreuses pièces que nous connaissions en partie ; elle signale l'indignation qui a gagné tous les fidèles sujets des Habsbourg à la nouvelle du crime et montre que, pourvu qu'on la laissât exécuter sa petite voisine, la monarchie bicéphale ne désirait en aucune façon une guerre européenne, choses que nous avons toujours soupçonnées. Par contre, nous aurions vivement désiré connaître quels étaient les plans du gouvernement austro-hongrois lorsque, le 9 août 1913, il annon-

çait au cabinet de Rome son intention de partir en guerre contre les Serbes, ou pourquoi, tandis que le 31 juillet 1914 des pourparlers s'engageaient entre Saint-Pétersbourg et Vienne, l'Allemagne a brusquement pris à partie la Russie. Mais de cela le Livre rouge ne dit rien ; ce n'est pas pour cela qu'il était fait.

A Londres vient de paraître un petit livre blanc, comme le *Foreign office* en a publié un certain nombre depuis le début de la guerre. Il contient des lettres échangées entre le président de la République et le roi d'Angleterre. Le 31 juillet 1914, M. Poincaré presse le roi George V, avec toute la vigueur que le langage diplomatique autorise, de se déclarer solidaire de la France, seul moyen, dit-il, de donner à réfléchir à l'Allemagne et à l'Autriche et d'éviter la guerre ; il reconnaît d'ailleurs qu'aucun traité n'y oblige l'Angleterre. Le lendemain, 1^{er} août, le souverain répond, et, bien que sa lettre ne manque pas de cordialité, elle ne contient pas ce qu'avait espéré son correspondant : le roi réserve l'attitude de son pays et promet seulement que son gouvernement continuera d'échanger des vues sur toutes choses avec l'ambassadeur, M. Cambon. Il en est donc à ne pas savoir de quel côté penchera l'opinion. L'Allemagne allait faire le nécessaire pour cela.

La Belgique se défend : maltraitée, mutilée par l'Allemagne, elle ne veut pas être calomniée par-dessus le marché. Dans un livre admirable dont il sera reparlé ici ¹, M. Emile Waxweiler, directeur de l'Institut de sociologie Solvay à l'université de Bruxelles, établit qu'en toute circonstance son pays a loyalement rempli ses devoirs de neutralité. Il le montre en excellents rapports avec ses voisins de l'est et recevant d'eux, jusqu'à la veille de l'agression brutale, d'éclatants témoignages d'estime. Il flétrit la triste campagne entreprise par la chancellerie de Berlin et ses journaux officieux pour prendre le petit royaume en flagrant délit d'entente avec l'ennemi, révèle un véritable truquage des pièces enlevées à Bruxelles, comme si les officines louches dont usait l'ancienne diplomatie poursuivaient dans

¹ *La Belgique neutre et loyale*, par Emile Waxweiler. — 1 vol. in-8°. Lausanne, Payot, 1915.

l'Allemagne moderne leur néfaste industrie. Puis viennent des pages sur la conquête allemande et les instructions que le grand état-major distribue à ses subordonnés.... Ce livre entraîne la conviction, mais il laisse aussi une impression poignante d'injustice et de malheur.

Ainsi des lueurs apparaissent de toutes parts ; elles se réunissent pour former une clarté terrible. Rien dans l'incessante propagande allemande qu'on persiste à faire auprès de nous n'est capable d'étouffer cet éclat. Il y a dans le camp germanique des combattants courageux ; il y a des gens de bonne foi : c'est certainement l'immense majorité. Mais il y a des ambitieux et des violents qui n'ont rien négligé pour déchaîner la guerre ; il y a des astucieux qui travaillent sans trêve pour faire paraître juste ce qui ne l'est pas ; la masse, viciée par la flatterie, persistant à croire sans aucun contrôle tout ce que ses inspireurs lui disent. Et il nous paraît impossible que l'impression de nous autres gens de bonne foi, qui n'avions au début de cette horrible guerre aucun parti pris, qui prêtons encore l'oreille à tous les sons de cloche, ne devienne pas un jour le jugement de l'histoire.

— Mais, si les responsabilités se dessinent, si les faits s'éclairent, en est-il de même des événements militaires, voit-on apparaître quoi que ce soit qui nous permette de croire que le germanisme mal engagé va être obligé de reconnaître l'inutilité de son effort ?

Rien ne se montre. Si l'Allemagne, dans le second mois de la guerre, a été cruellement punie de sa présomption, elle continue à recueillir les avantages d'une préparation poursuivie pendant quarante ans avec une précision et une persévérance sans égales. Les Français qui, à deux reprises, après leur victoire de la Marne et au lendemain de la formidable attaque allemande dans les Flandres, auraient pu tirer un grand parti de leurs succès, n'ont pas su refouler l'ennemi, et les historiens militaires de l'avenir constateront sans doute que leurs armées étaient insuffisamment munitionnées, qu'elles n'avaient pas assez d'obus pour prendre l'offensive. Jamais les troupes allemandes n'ont connu cette disette. Et si, depuis longtemps les Allemands n'a-

vancent plus, la guerre après sept mois continue à se faire sur territoire français et belge, ce qui est de grande importance.

Sur le front oriental, les affaires des Russes sont en mauvaise voie. Ils tiennent au centre, des Carpathes à la moyenne Vistule, mais leurs ailes sont débordées. En Bukovine, des troupes refoulent les soldats du tsar au delà de Czernovitz ; en Prusse orientale surtout, le maréchal von Hindenburg leur porte un de ces coups dont il est coutumier, les chassant avec des pertes énormes de tout le territoire occupé et passant la frontière à leur suite.

Il n'y a aucune raison pour que cette situation se modifie. Sur l'immense champ de bataille qui va de la Baltique à la frontière roumaine, un soldat allemand doit valoir plusieurs Russes. Non pas que le Moscovite ait perdu ses qualités guerrières. Un statisticien, spécialiste des questions de mortalité, me disait dernièrement que toutes les rencontres où il figure se marquent par des pertes exceptionnellement fortes, dans l'armée russe et chez l'adversaire. Mais la rapidité des déplacements donne aux Allemands un avantage inappréciable. Tandis que, grâce à leur remarquable réseau de voies ferrées, ils font aisément 150 kilomètres en un jour, les Russes arrivent à peine à 15 ou 20. S'ils se déploient, ils sont sûrs d'être attaqués sur un point ou sur un autre par des forces supérieures ; s'ils se concentrent, ils sont débordés sur les ailes et risquent de mourir de faim. Pour en finir, il faudrait que les troupes du grand-duc Nicolas pussent occuper fortement quelques-uns des nœuds de voies ferrées de l'adversaire. Elles en paraissent aujourd'hui plus loin que jamais.

Sans doute on insiste sur l'inévitable fatigue des officiers et soldats allemands obligés, entre les combats, de couvrir de grandes distances en chemin de fer. Il en est très certainement ainsi. Mais l'armée russe aussi se fatigue dans son perpétuel piétinement. Combien reste-t-il des premiers régiments qui entraient en guerre parfaitement équipés et munitionnés au mois de septembre dernier ? Que sont les nouvelles troupes qui arrivent sur les fronts ? Sont-elles armées, encadrées ; l'intendance

reste-t-elle à la hauteur de ses devoirs à supposer qu'elle y ait jamais été?... Si ce n'est pas le cas, l'empire des tsars, ce réservoir inépuisable d'hommes et d'approvisionnements, risque de ne plus avoir sur ses frontières qu'une cohue, capable de rendre encore des services à l'intérieur, impuissante dans une guerre offensive.

Tant il est vrai que c'est en temps de paix qu'on prépare les victoires et qu'un régime de fonctionnaires omnipotents, mais tarés, est l'antithèse d'une bonne administration. La Russie, cet empire de 170 millions d'âmes qu'on se représentait autrefois comme un vaste camp retranché, a provoqué une surprise déçue au début de toutes ses guerres ; même au cours d'un conflit où, nous assure-t-on, la nation marche d'un seul cœur, l'effort correspond mal aux ressources. Il y a là une constatation de quelque intérêt.

— L'entrée en scène de forces nouvelles va-t-elle provoquer une décision ? Là encore rien ne se dessine ; car il faudrait, pour que ceux qui ont des intérêts nationaux à réaliser fassent avancer leurs braves soldats, que la balance des forces se déplace.... Avec cela on risque de n'en finir jamais.

La Roumanie incline de plus en plus du côté de la Triple-Entente ; mais elle est tenue en échec, non seulement par la grosse concentration de troupes austro-allemandes à proximité de son territoire, mais par l'attitude de la Bulgarie qui, elle, penche vers le germanisme ; son récent emprunt sur la place de Berlin vient de le prouver.

L'Italie ne bouge pas. L'influence de M. de Bulow continue à contre-balancer les instances de la France et de l'Angleterre et comme, malgré le langage de plusieurs grands journaux et les manifestations de la rue, rien ne prouve que le gouvernement, compris à demi-mot par la majorité de la nation, ne soit pas décidé à maintenir sa neutralité jusqu'à l'épuisement complet des belligérants, nous ferons bien de nous armer de patience.

Quant au Japon, il réalise. Au lieu d'envoyer ses troupes sur les champs de bataille d'Europe, comme d'aucuns l'y convient, il retombe sur la Chine. Il réclame non seulement le transfert

en sa faveur de tous les avantages et droits acquis par l'Allemagne dans le Céleste empire, mais des concessions diverses en Mongolie, en Mandchourie, dans le Chan-Toung, dans le Fou-Kien et dans la vallée du Yang-Tsé-Kiang.... C'est une prise de possession, dit-on déjà. Non pas, ce n'est que la mainmise économique. L'Europe déteste ces déploiements d'appétit, quand il ne s'agit pas des siens propres. Mais que peut-elle faire en l'occurrence? C'est ainsi que le vieux continent, qui a longtemps exploité le monde, voit les autres profiter de sa détresse. Et nous ne sommes pas à la fin.

— Les opérations excentriques se poursuivent, mais, si elles ont le don de piquer vivement la curiosité, il est peu probable qu'elles aient une influence décisive sur la guerre. On ne nous dit plus rien du Caucase; sans doute qu'avec la meilleure volonté de s'entre-détruire, les hommes momentanément ne peuvent plus y combattre. Les Turcs ont poussé des avant-gardes jusqu'au canal de Suez; elles l'ont trouvé fort bien gardé et sont reparties assez maltraitées. Les Alliés n'ont pas voulu rester en arrière: une escadre anglo-française est venue battre de ses grosses pièces les châteaux avancés des Dardanelles. Est-ce une tentative de forcer le passage ou espère-t-on seulement que l'écho lointain du canon atteindra Constantinople où, dit-on, la domination allemande fait bien des mécontents? Nous ne savons.

Plus sérieuse est la pression économique. L'Angleterre a toujours dit que, une fois la lutte engagée, elle saurait réduire l'Allemagne à merci. Elle grossit la liste des objets qui constituent la contrebande de guerre et menace l'adversaire dans sa subsistance. Les usages internationaux interdisent, à la vérité, de déclarer contrebande de guerre les articles d'alimentation, à moins qu'ils ne soient destinés à l'Etat ennemi. Mais la décision du gouvernement allemand de contrôler lui-même le commerce et la distribution des céréales crée une situation nouvelle: les vivres étant destinés, non plus à des particuliers, mais à l'Etat belligérant, deviennent saisissables. Et s'il y a des gens qui trouvent cette conception des choses légèrement marquée de

casuistique, on leur répondra qu'au cours de cette guerre on en a vu bien d'autres.

L'Allemagne crie à l'abomination, ce qu'elle fait assez volontiers. Pour répondre de façon digne, elle veut affamer elle aussi l'adversaire. Elle fait rentrer dans le cadre des opérations militaires toutes les eaux qui avoisinent l'empire britannique et, comme il lui serait difficile de rendre le blocus effectif au moyen de ses vaisseaux, elle utilise ses dirigeables et ses sous-marins. Dans les premiers jours de février un avis du *Moniteur de l'Empire* annonçait l'application de ces mesures pour le 18 du même mois et avertissait charitablement les neutres qu'il serait prudent pour eux de se tenir éloigné de ces eaux dangereuses ; car, étant donnés les hasards de la guerre et l'utilisation du pavillon neutre par des vaisseaux anglais, toutes les méprises sont possibles.

Là-dessus un beau tumulte s'est produit dans le monde. Indépendamment de l'obstacle apporté à la navigation, les règlements internationaux veulent qu'un bâtiment de commerce, même ennemi, ne soit envoyé au fond qu'après que les moyens de fuir aient été donnés à son équipage. Mais, ce qu'un vaisseau peut faire aisément, un sous-marin ne le peut pas ; il arrive même qu'il frappe en aveugle, sans s'être assuré de la nationalité du navire qu'il détruit. Et comme la date fatidique est passée et que la menace a reçu son plein effet, comme des navires neutres ont déjà péri, la protestation s'élève plus forte de l'Europe et de l'Amérique.... Effrayante allure de cette guerre qui élargit sans cesse son champ de haine et de carnage !

Et des deux côtés on prétend durer ; on dit qu'on en a les moyens. Tandis que l'Allemagne et l'Autriche proclament leur alimentation à peu près normale et leur situation monétaire excellente, les ministres des finances de la Triple-Entente réunis à Paris ont fixé les termes d'une étroite collaboration économique correspondant à l'alliance politique. Désormais, les emprunts internationaux conclus par l'un des Etats seront basés sur le crédit de tous les trois. C'est la plus puissante garantie financière que le monde ait jamais connue ; avec cela les Alliés

comptent bien que les ressources ne leur manqueront jamais.

En effet, tout est là. Puisque, dans cette extraordinaire guerre de tranchées, les armées ne peuvent obtenir un résultat décisif, c'est l'énergie de vie, c'est la volonté, ce sont les forces morales qui enchaîneront la victoire. Cependant quelques pacifistes s'imaginent que l'heure est venue et que leur bienfaisante action va produire ses effets.

En Suisse nous continuons à jouir de la paix. Ce ne sont pas de rares avions passant à une grande hauteur sur notre territoire ou quelques obus effleurant dans leur vol notre extrême frontière qui la compromettent sérieusement.

Nous avons fait le nécessaire pour nous défendre. Les trois divisions qui vont être licenciées auront passé sept mois sous les drapeaux. Il y a bien un siècle que, sauf quelques régiments capitulés, des troupes suisses n'avaient fourni un effort aussi prolongé. Peut-être aurait-il été possible de le rendre moins dur. La plus élémentaire psychologie aurait dû révéler que, tandis que des troupes occupaient la frontière, il n'était pas d'une habileté extrême de laisser la même division marquer le pas pendant l'hiver entier au beau milieu du pays. Le service de la patrie n'exclut pas une certaine variété de vie ; l'homme, même intelligent, aime à se rendre compte de l'utilité de son travail. Et s'il avait été possible de persuader quelques officiers, manifestement trop zélés, que les hommes qu'ils commandaient étaient dans la vie civile exactement leurs égaux et qu'en Suisse la vie civile est la règle et le passage sous les armes l'exception, on aurait évité un mécontentement qui, dans un pays comme le nôtre, où il est à croire que les consultations populaires seront encore fréquentes, ne saurait avoir que de fâcheuses conséquences.

Après cela il est fort possible que, si notre pays sort heureusement de cette crise, toutes les peines s'oublieront et que le souvenir de cette dure époque ira s'embellissant toujours dans le passé lointain.

Lausanne, 23 février 1915.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME

JANVIER-MARS 1915. — Nos 229-231.

	Pages
GUERRE ET DROIT, par <i>André Mercier</i>	5
SENLIS, par <i>René Morax</i>	32
CARNET POLITIQUE ET MONDAIN DE CHARLES DE CONSTANT, par <i>Ed. Chapuisat</i> .	
Première partie.....	45
Seconde et dernière partie.....	313
SOLDATS BLESSÉS, par <i>Noëlle Roger</i> .	
Première partie.....	73
Seconde et dernière partie.....	243
VIOLLET-LE DUC, 1814-1879, par <i>Raphaël Lugeon</i>	107
NOTRE POINT DE VUE SUISSE, par <i>Carl Spitteler</i>	122
LE COUP D'ARRÊT, par <i>Albert Bonnard</i>	193
CENDRE ET FEU, par <i>Francesco Chiesa</i> .	
Première partie.....	206
Seconde et dernière partie.....	439
L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LA GUERRE, par <i>Maxime Rey- mond</i>	221
MONSIEUR CHOQUET. Nouvelle, par <i>Pierre Mille</i>	236
POURQUOI? — LA CROIX-ROUGE ET LA SUISSE. Sonnets, par <i>L. de la Rive</i>	273
CHOSSES VUES. LE JOURNAL DE BARSAC, par <i>Albert Dauzat</i> .	
Seconde et dernière partie.....	275

CORRESPONDANCE..... 385

— LES LEÇONS DE LA GUERRE, par *Paul Stapfer*..... 389

ANDRÉ SUARÈS, par *Georges Rigassi*..... 399

L'INIMITIÉ SÉCULAIRE DES RUSSES ET DES ALLEMANDS,
d'après une étude de Michel Delines, par *C. Delay*..... 417

L'HEUREUSE VALLÉE, par *Raoul Hoffmann*..... 455

LA GUERRE DANS LE HAUT-PAYS (Fragment), par *C. - F.
Ramus*..... 473

L'ALLEMAGNE, LA CONQUÊTE ÉCONOMIQUE ET LA GUERRE,
par *Maurice Millioud*..... 501

VARIÉTÉS : LES PALINODIES DE CLAUDE BOUCART (d'après
des documents inédits), par *W. Heubi*.....

CHRONIQUES PARISIENNES.

Janvier. — Impressions de guerre..... 136

Février. — La saison la plus ambiguë de l'année. — Philosophie
et réalité. — La guerre actuelle : sa préparation d'après le
Livre jaune ; son exécution d'après le *Rapport sur les atrocités
allemandes*..... 345

Mars. — Le retour à Paris. — Paris en temps de guerre. — Ro-
mans de mœurs militaires. — Sentiments après 1870 et aujour-
d'hui. — L'erreur de certains socialistes français, d'après des
passages du *Journal officiel*..... 535

CHRONIQUES ITALIENNES.

Janvier. — Les deux logiques. — La germanophilie des acadé-
miciens. — Inconvénients de la paix en temps de guerre. —
Les morts de mort naturelle..... 148

Mars. — M. Giolitti. — Le giolittisme. — Un neutre. — La veillée
tragique..... 543

CHRONIQUE ALLEMANDE.

Février. — Tout à l'histoire. — Littérature de guerre. — « *Feld-
graue Lyrik*. » — Romans militaires. — Théodore Fontane et
la France. — Un livre anglais sur Treitschke. — A propos de
Ranke. — Avertissement aux intellectuels. — Jugements alle-
mands sur l'étranger..... 353

CHRONIQUE HOLLANDAISE.

Pages

- Mars.** — La neutralité. — Entraves au commerce. — Influence sur l'opinion de la campagne allemande en Belgique. — La destruction de Louvain et la chute d'Anvers. — Les réfugiés belges. — Manifeste des 93. — M. Troelstra à Berlin. — L'armée maintenue sous les drapeaux. — Sacrifices pécuniaires. — Mort de M. Schuurman..... 552

CHRONIQUE RUSSE.

- Janvier.** — La guerre et la vie sociale. — Pétrograd. — La chasse aux Allemands. — Une révolution pacifique. — Elan national et persécutions. — La misère en Pologne. — Voix moscovites en faveur des juifs. — Blessés et prisonniers de guerre. — Les cosaques. — La vie intellectuelle..... 136

CHRONIQUE AMÉRICAINE.

- Février.** — La guerre et la presse américaine. — Influence actuelle du conflit européen sur la vie mondaine et économique. — La taxe de guerre. — Impulsion donnée par les hostilités à l'industrie et au commerce américains au détriment de l'Europe. — L'œuvre de la Croix-Rouge. — Mouvement d'opinion contre le président Wilson et le parti au pouvoir. — Nécrologe : Jacob Riss, Westinghouse, M^{me} Nordica..... 361

CHRONIQUES SUISSES ROMANDES.

- Janvier.** — Nos écrivains et la guerre. — *Sous un masque d'ironie*, par Marcel Abaire. — *Le livre des Dix*. — *Les deux maisons*, par Pierre Jeannet. — *Les racines*, par B. Vallotton. 166
- Mars.** — Nos soldats. — De la formation de l'opinion dans la Suisse romande. — Les « Petits sermons de guerre » de M. Stapfer. — Ce qui manque à notre civilisation, d'après Spir et M^{me} Claparède-Spir. — Les révélations d'un Belge en Suisse : *La Belgique neutre et loyale*, de M. Waxweiler. — M. Scheurer et les crises horlogères..... 561

CHRONIQUES SCIENTIFIQUES.

- Janvier.** — Le « courant électrique perpétuel » et l'expérience de M. Kamerlingh Onnes. Conclusion à tirer. — Evaluation des distances en mer. Le télémètre Barr et Stroud. — A propos d'une statue. L'œuvre du capitaine Cook. La découverte de l'archipel hawaïen. — Les mitochondries. En quoi elles consistent. Où elles se trouvent. Leur rôle probablement très important mais encore inconnu..... 174

Février. — Les vagues du sable et de la neige ; cahots de la neige ; cahots des routes et sables mouvants. — Expériences et observations. — La pression des graines en germination. — Défense des vaisseaux contre les sous-marins. — Les alcaloïdes des végétaux. Où ils se forment. Leur origine. Leur rôle biologique. — Publications nouvelles..... 369

Mars. — Les plaies phosphorées dues aux obus allemands. — Pansements de guerre ; antiseptiques employés : les vertus du nitrate d'argent. — La question des pieds gelés : étiologie, signes, traitement, prophylaxie. — Machine à creuser les tranchées. — Pourquoi les mines marines se déplacent..... 567

CHRONIQUES POLITIQUES.

Janvier. — La guerre : échec des plans et des espérances ; d'où viendra la solution ? — Ceux qui voudraient se battre. — En Suisse : la session des chambres fédérales..... 181

Février. — La guerre qui dure. — Pas de diversion. — La retraite du comte Berchtold. — Bruits de paix ?..... 374

Mars. — A propos des origines de la guerre. — La situation militaire. — Pas d'intervention. — Une nouvelle guerre navale. — En Suisse..... 576

BULLETIN LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE

Fuhrmann, Dr O., et Mayor, Dr Eug. — Voyage d'exploration scientifique en Colombie..... 190

Schwyzlerlændli 198

Régamey, Jeanne et Frédéric. — Livres alsaciens..... 388





